



ORDONNANCES

DESINTENDANTS

ET

ARRÊTS PORTANT REGLEMENTS DU CONSEIL SUPÉRIEUR

DE QUÉBEC.

Avec les Commissions des Gouverneurs et Intendants, et des Officiers

Civils et de Justice servant en

CANADA.

from des Genverneurs et Intendants, Ordonnauser, des In-

VOL. II.

Table alphabetique dis maticie

CONTENU

de ce Second Volume.

ADRESSES de l'Affemblée.

Ordre des cinq Chapitres contenus dans ce deuxieme Volume.

Table des Titres contenus dans chaque Chapitre, suivant l'ordre chronologique.

Autre Table des principaux Arrêts et Réglements du Conseil Supérieur de Quebec, et Ordonnances et Jugements des Intendants, extraits des Régistres du dit Conseil, déposés dans les Archives des Prothonotaires du District de Quebec, et des Régistres des Intendants, déposés dans le Bureau du Secrétaire de la Province, et qui ont été omis dans cet ouvrage, l'impression en étant regardée comme inutile quant à présent.

Matieres entieres des Commissions des Gouverneurs et Intendants, Ordonnances des Intendants, Arrêts et Réglements du Conseil Supérieur de Quebec, Jugements des Intendants, et Commissions des Officiers Civils, imprimés en ce deuxieme Volume.

Table alphabétique des matieres contenues en ce Volume.

ORDONNANCES

DES INTENDANTS

ET

ARRÊTS

PORTANT REGLEMENTS DU CONSEIL SUPERIEUR DE QUEBEC,

AVEC LES COMMISSIONS DES GOUVERNEURS ET INTENDANTS AGISSANT SOUS L'AUTORITE' DES ROIS DE FRANCE, ET LES COMMISSIONS DES AUTRES OFFICIERS CIVILS ET DE JUSTICE EN CANADA;

Divisés en cinq chapitres, et rangés dans chaque chapitre par ordre chronologique:

LE TOUT PUBLIE' PAR ORDRE DE SON EXCELLENCE

SIR ROBERT SHORE MILNES, BARONET,

Lieutenant Gouverneur de la Province du Bas-Canada,

En conséquence de deux différentes adresses de la Chambre d'Assemblée, en date des 5e. et 7e. Mars, 1801.

VOL. II.



QUEBEC.

Imprimés par P. E. DESBARATS, Imprimeur des Loix des la Très Excellente Majesté du Roi.

OR IN ON MARINO MES ...

7: 3

A RELETES

PORTIANT RECERDING DU CONSEIL SUPERIUL

THE LANGUAGE THE CONTRACT OF THE SECOND THE SECOND SECOND

Device of the character of the state of the

SIR ROBERT SHORE MIT HES EARONETS

and grade and any sphingling that the state of the species of the

DERES C.

and some a special and some as the sea to the season of

ADRESSES DE LA CHAMBRE D'ASSEMBLEE.

Chambre d'Assemblée, Jeudi, 5e Mars, 1801.

Resolu, qu'une humble adresse soit présentée à son Excellence le Lieutenant Gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien ordonner l'impression de tels Edits, Arrêts et Déclarations des Rois de France, ainsi que des Ordonnances des Intendants, et Arrêts portant réglements du Conseil Supérieur, qu'il seroit utile de publier: que l'impression s'en fasse sous la direction de telle personne ou personnes que son Excellence voudra bien nommer à cet effet, et qu'il en soit distribué des copies ainsi qu'il est pourvu par la Loi pour la distribution des Actes de la Légissature.

Ordonne, que Mr. le Juge Panet, Messieurs Berthelot, Taschereau, Craigie, Lester et Cossin présentent la dite Adresse à son Excellence le Lieutenant Gouverneur.

Samedi, 7e. Mars, 1801.

Resolu, qu'une humble adresse soit présentée à son Excellence le Lieutenant Gouverneur, priant son Excellence de vousoir bien ordonner l'impression des Commissions des Gouverneurs et Intendants agissant dans cette Province sous l'autorité des Roisde France, avec celle des Edits, Arrêts, Déclarations et Ordonnances mentionnés dans l'adresse de cette Chambre, du 5ecourant.

ORDONNE', que les mêmes Membres nommés pour présenter l'Adresse de cette Chambre du 5e courant, présentent la dite Adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur.

Mr. le Juge Panet, accompagné des autres Messagers, a fait rapport qu'ils se sont rendus auprès de son Excellence le Lieutenant Gouverneur, avec les Adresses de la Chambre du 5e. et du 7e. courant; et que son Excellence avoit bien voulu donner pour réponse qu'elle répondroit aux désirs de la Chambre.

Attesté,

and his real state, when the Oracle of the Control of the Control

Letter et Legjon pretedrent ha bete Autelle helphris estenic le

The construction of that you wantering at violety being or the construction of the con

de language de la contraction de la contraction

of Chambre Ilu he Coursely, por houtest in dite Adresto h born

SAML, PHILLIPS, Greffier.

ORDRE DES CINQ CHAPITRES

Contenus dans ce deuxieme Volume,

Chapitre I. Commissions des Gouverneurs et Intendants.

Chapitre II. Ordonnances des Intendants.

Chapitre III. Arrêts et Réglements du Conseil Supérieur de Québec.

Chapitre IV. Jugements des Intendants.

Chapitre V. Commissions des Officiers Civils.

TABLE

DESTITRES

Contenus dans chaque chapitre, suivant l'ordre chronologique.

CHAPITRE I.

Commissions des Gouverneurs et Intendants.

Dates des Commissions &c. 1540, 17e. Octobre,

Commission de François I. à Jacques Cartier pour l'établissement du Canada,

Pages.

1

1598, 12e. Janvier,

Lettres Patentes de Lieutenant Général du Canada et autres pays, pour le Sieur de la Roche,

4

| Dates des Commissions, &c. | | Pages. |
|----------------------------|--|--------|
| 1612, 15e. Octobre. | Commission de Commandant de la Nouvelle France, par Mr. le Comte de Soissons, Lieutenant Géné- ral au dit pays, en faveur du Sieur de Cham- plain, | 8 |
| 1625, 15e. Février. | Commission de Commandant en la Nouvelle France par Mr. le Duc de Vantadour, qui en étoit Vice- roi, en faveur du Sieur de Champlain, | 11 |
| 1645, 6me. Juin. | Prolongation de la Commission de Gouverneur et Lieutenant Général à Québec, accordée par le Roi au Sieur Huaut de Montmagny, | 14 |
| 1651, 17e. Janvier. | Provisions en faveur du Sieur de Lauzon, de la charge de Gouverneur et Lieutenant Général du Roi en Canada, | 15 |
| 1654, 30e. Janvier. | Provisions pour le Sieur Nicolas Denys, de Gou- verneur et Lieutenant Général en Canada, ren- fermant et désignant les bornes et étendue de son Gouvernement, | 17 |
| 1657, 26e. Janvier. | Lettres Patentes de Gouverneur de la Nouvelle France, en faveur du Vicomte d'Argenson, | 20 |
| 1663, 1er. Mai, | Lettres Patentes du Roi, qui établissent le Sieur de Mézy, Gouverneur pour trois ans dans l'étendue du fleuve St. Laurent dans la Nouvelle France, à la place du Sieur Dubois d'Avaugour, rappel- lé par sa Majesté, | 22 |
| 1663, 7e. Mais | Commission et Instructions au Sieur Gaudais pour examiner le pays de la Nouvelle France, | 24 |
| 1663, 7e. Mai. | Instruction pour le Sieur Gaudais, s'en allant de la part du Roi en Canada, | 25 |
| 1663, 19e. Novembre. | Commission de Lieutenant Général de l'Amérique Méridionale et Septentrionale pour Mr. Prou- ville de Tracy, | 30 |
| 1663, 10e. Decembre. | Attache de Mr. le Duc de Vendome, pour la com- mission de Mr. de Tracy, | 33 |

| Dates des Commissions &c. 1665, 23e. Mars. | Commission de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie et Isle de Terreneuve, et au- tres pays de la France Septentrionale pour Mr. de Courcelles, | Pages. |
|---|---|--------|
| 1665, 23e. Mars. | Commission pour Mr. Talon, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale, | 38 |
| 1665, 8e. Avril. | Commission pour Mr. le Barrois, d'Agent Général de la Compagnie des Indes Occidentales, | 40 |
| 1665, 7e. Avril | Présentation du Sieur le Barrois, pour avoir séance au Confeil, | 42 |
| 1665, 10e. Avril. | Agrément du Roi, sur la présentation du Sieur le Barrois, pour avoir séance au Conseil. | 43 |
| 1668, 8e. Avril. | Commission pour Mr. de Bouteroue, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie et Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale, | 45 |
| 1672, 7e. Avril. | Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie et Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale, pour le Comte de Frontenac | ibid |
| 1675, 5c. Juin. | Commission pour Mr. Jacques Duchesnau, d'In- tendant de la Justice, Police et Finances en Ca- nada, Acadie et Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale | 46 |
| 1682, 1er. Mai. | Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie et Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale pour le Sieur de LaBarre, | 49 |
| 1682, 1er, Mai. | Commission pour le Sieur Demeulles, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale | |
| | Trance Septembrionate | ibid |

| Dates des Commissions, &c. 1684, 15e. Avril, | Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie, Isle de Terreneuve et autres pays de la France Septentrionale, pour le Sieur Marquis de Denonville, | Pages. |
|---|--|--------|
| 1686, 24e. Avril, | Commission pour M. de Champigny, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, A- cadie, Isle de Terreneuve et autres pays de la France Septentrionale, | ibid |
| 1689, 15e. Mai. | Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie, Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale, pour M. le Comte de Frontenac, | 51 |
| 1699, 20e. Avril, | Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie, Isle de Terreneuve et autres pays de la France Septentrionale, pour le Che- valier de Calliere, | ibid |
| 1702, 1er. Avril, | Commission pour M. de Beauharnois, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale, | 52 |
| 1703, 1er. Août. | Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie, Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale, pour le Mar- quis de Vaudreuil, | ibid |
| 1705, 1er. Janvier. | Commission pour M. Raudot, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale, | 53 |
| 1710, 31e. Mars, | Commission pour le Sieur Bégon, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale, | ibid |
| 1725, 23e. Novembre. | Commission pour M. Dupuis, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de I erreneuve, et autres pays de la France Septentrionale, | 56 |

TABLE DES TITRES.

| Dates des Commissions, &c, 1726, 116. Janvier, | Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie, Isle de Terreneuve et autres pays de la France Septentrionale, pour le Mar- quis de Beauharnois, | Pages. |
|---|---|--------|
| 1731, 21e. Février, | Commission pour M. Hocquart, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de Terreneuve et autres pays de la France Septentrionale, | 57 |
| 1746, 15e. Mars, | Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie, la Louisianne et autres pays en dependants, pour M. de la Jonquiere, | 57 |
| 1747, 19e. Juin, | Lettres Patentes pour donner au Sieur Comte de la Gallisonnière le commandement général de la Nouvelle France, | 58 |
| 1748, 1er. Janvier. | Commission pour M. Bigot, d'Intendant de la Jus- tice, Police et Finances en Canada, la Louisian- ne et dans toutes les terres et Isles dépendantes de la Nouvelle France, | 60 |
| 1752, 1er. Mars, | Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Isle Royale, Isle St. Jean et autres en dépendantes, la Louisianne et autres pays de la Nouveile France, pour le Marquis du Quesne. | 63 |
| 1755, 1er. Janvier. | Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, la Louisianne, Isle Royale, Isle St. Jean, et autres Isles, terres et pays de l'Amérique Sep- tentrionale, pour M. de Vaudreuil de Cavagnal, | ibid |

CHAPITRE DEUXIEME.

Ordonnances des Intendants.

1708, 20e. Novembre. Ordonnance qui défend aux habitants de faire des attrapes sur leurs terres,

| 62 | | Pages. |
|---|---|--------|
| Dates des Ordonnances, &c. 1709, 12e. Mars, | Ordonnance qui ordonne aux habitants de faire des clôtures le long de leurs habitations, | 66 |
| 1709, 13e. Avril, | Ordonnance rendue au sujet des Nêgres et des Sau- vages appellés Panis, | 67 |
| 1710, 9e. Mars, | Ordonnance rendue au sujet des Baux judiciaires des biens des Mineurs, | 68 |
| 1710, 29e. Juin. | Ordonnance qui fait défense de laisser vaquer les Cochons par les rues, | 69 |
| 1710, 30e. Juin. | Ordonnance touchant les honneurs à rendre dans l'Eglise, | 70 |
| 1716, 29e. Février. | Ordonnance qui défend aux habitants de faire ga- loper leurs chevaux et leurs carioles à la sortie de l'église, | 71 |
| 1722, 30e. Avril, | Ordonnance qui autorise les Missionaires de rece- voir les Testaments des habitants, | 72 |
| 1724, 10e. Juin, | Ordonnance pour les clôtures et fossés de ligne, | 73 |
| 1727, 7e. Juin, | Ordonnance portant réglement pour la bâtisse des maisons dans les villes de la colonie, | 74 |
| 1732, 19e. Août, | Ordonnance qui enjoint aux particuliers de cette ville qui veulent bâtir de prendre alignement du grand Voyer, | 84 |
| 1732, 29e. Septembre, | Ordonnance concernant les Cribles pour les bleds | 85 |
| 1733, 23e. Mai, | Ordonnance pour les limites du Domaine, | 87 |
| 1733, 12e. Mai. | Ensuit l'ordonnance mentionnée en la précédente, | 92 |
| 1733, 2e. Mai. | Ordonnance pour le Poste de Maingan, | 96 |
| 1734, 8e Février, | Ordonnance au sujet des Cribles dans les moulins, | 97 |
| 1734, 30e. Avril, | Ordonnance au sujet des Bacs sur les rivieres, | 99 |
| 1734, 12e. Juillet, | Ordonnance pour remédier aux Incendies, | 101 |
| | | |

| TABLE DES TITRES. | | |
|---|---|--------|
| Dates des Commissions, &c. 1736, 11e. Avril, | Ordonnance pour la carenne des vaisseaux, | Pages. |
| 1749, 11e. Octobre, | Ordonnance qui réduit à trois pieds de longueur le bois de chauffage, | 113 |
| 1750, 17e. Mai, | Ordonnance rendue au sujet du transport des immon- dices qui sont jettées sur les grêves à la Basse- ville, | 114 |
| 1750, 14e. Août. | Ordonnance rendue au sujet des maîtres de barques qui veulent s'approprier le bénéfice du bled qu'ils chargent, | 115 |
| 1752, 26e. Mai, | Ordonnance qui défend de laisser courir les bestiaux sur les terres de la Banlieue de la ville, | 117 |
| 1754, 7e. Mai. | Ordonnance rendue au sujet des acquisitions qui se font dans la censive du Domaine du Roi, | 118 |
| 1754, 30e. Mai. | Ordonnance pour prévenir les incendies, | 119 |
| 1754, 31e, Mai, | Ordonnance rendue au sujet des maisons de la ville de Québec, | 120 |
| minute et electrons | Ordonnance qui regle que tous les terreins de la cen- sive de Québec payeront cinq sols, six deniers par an, | 121 |
| 183 | 300000 | |
| which sould be come of the C | HAPITRE TROISIEME. | *890× |
| Arrêts et R | Léglements du Conseil Supérieur de Québec. | |
| taster un tehen Til. | Arrêt qui soumet les Sauvages à la peine portée par les Loix et Ordonnances de France pour raison de meurtre et de viol, Arrêt qui ordonne communication au Sindic des ha- | 123 |
| | bitants de l'Arrêt concernant la réunion des ter- res non défrichées, avant faire droit, | 125 |

| Daniel Angle Ede | | Pages. |
|--|--|--------|
| Date des Arrêts, &c. 1665, 13e. Mai, | Ordonnance au sujet des clôtures sur le bord du fleu- ve St. Laurent, | 126 |
| 1665, 29e. Mai, | Défenses à toutes personnes de faire paturer les ani- maux sur les terres qui ne leur appartiennent pas | 127 |
| | Ordonnance au sujet des Réglements concernant la Justice et Police, | 128 |
| Box - Market State of the State | Projets et Réglements faits par Messrs. de Tracy et Talon au sujet de l'établissement du pays du Canada, | ibid |
| 1667, 28e. Mars, | Arrêt au sujet des Meuniers, | 129 |
| 1667, 26e. Avril, | Donation entre vifs déclarée avoir son plein et en- tier effet, et icelle déchargée du défaut a insi- nuation, suivant l'Ordonnance, | 130 |
| 1667, 20e. Juin, | Arrêt qui règle les moutures à la quatorzieme portion, | 13r |
| 1667, 20e. Juin, | Arrêt qui ordonne à ceux qui ont des chardons sur leurs terres, de les couper entierement chaque année, | 132 |
| 1667, 31e. Octobre. | Arrêt qui, sur la déposition des personnes présentes donne à un contrat de mariage son entiere force et valeur, quoique signé sur la minute d'aucuns témoins, seulement d'une des parties contractan- tes, | 133 |
| 1668, 20c. Mars, | Réglement pour le payement des dixmes par le pro- priétaire et par le fermier, | 134 |
| 1669, 13e. Avril, | Arrêt qui ordonne que ceux qui auront défriché des terres qui se trouvent appartenir à leurs voisins, seront tenus de les délaisser et les remettre aux propriétaires d'icelles, | 135 |
| 1669, 20e. Juillet, | Arrêt qui tient François Bissot à livrer un chemin de vingt pieds de largeur le long des deux rochers de la Pointe Lévy, dans toute l'étendue de sa prai- rie basse, | 1997 |
| | | 136 |

TABLE DES TITRES.

| Date des 1670, | Arrêts, &c. 3e. Janvier. | Ordonnance pour que le Pain béni soit rendu, | Pages. |
|-------------------|-----------------------------|--|--------|
| 1673, | 5e Décembre. | Arrêt qui défend à toutes personnes de se servir d'au- cun domestique sans congé | 138 |
| 1674, | 29e. Janvier, | Réglement pour l'enrégistrement des Boussolles des Ar- penteurs, | ibid |
| 1675, | 12e. Février, | Ordonnance concernant les honneurs à rendre au Con- seil et aurres Officiers dans les Eglises, | 139 |
| 1675, | 18e. Mars, | Ordonnance concernant les abus commis par les Mar- guilliers et le Curé des biens de l'Eglise, | 141 |
| 1675, | 26c, Mars, | Arrêt qui ordonne aux Marguilliers de donner aux of- ficiers de la Justice des Messieurs de la Compagnie, une place honorable dans teur Eglise après celle du Conseil, et dans les autres Eglises aux officiers de la Justice des lieux, une place après celle des Gou- veineurs des lieux et Seigneurs particuliers, | 143 |
| 1675, | 6e. Mai, | Permis d'ensemencer les terres aux dépens de qui il appartiendra, | 146 |
| 1675, | 1er. Juillet. | Ordonnance concernant les Moulins à vent et à eau bannaux, | 147 |
| 1676, | 6e. Juillet, | Ordonnance portant défense de passer ni chasser sur les terres ensemensées, | 148 |
| 1676, | 11e. Mai, | Réglemens Généraux pour la Police, | 149 |
| 1677, | 15e Mars, | Arrêt qui ordonne le payement des Lots et Ventes, sans remise, | 160 |
| | 28e. Juillet. | Arrêt restituant une veuve en le même état qu'elle étoit avant l'expiration du tems dans lequel elle pouvoit renoncer à la communauté, | 161 |
| 1681, | 10e. Novembre, | Arrêt portant que sa Majesté sera suppliée de faire défense à toutes personnes de traduire les habitants du pays aux requêtes du palais ou ailleurs, | 162 |

| Dates des Arrêts, &c, | seront signés des parties si elles savent signer, ou | Pages. |
|-----------------------|--|--------|
| in the second | de ceux qui signeront en leur nom, | 194 |
| 1737, 25e. Octobre, | Arrêt portant qu'il sera expédié lettres de restitu- tion en entier contre une donation mutuelle, et au- tres stipulations préjudiciables, portées dans un contrat de mariage, | 197 |
| 1738, 21e. Avril, | Appel d'abus accordé à Catherine Peuvret de l'Or- donnance rendue par Mr. Deminiac, Vicaire Général, concernant la place d'un banc dans l'Eglise, | 199 |
| 1739, 19e. Janvier. | Arrêt qui enjoint au Lieutenant Général de la Pré- vôté de cette ville, d'appeller le substitut du Procureur Général du Roi aux élections de tutel- le et autres actes auxquels sa présence sera néces- saire, et en cas d'absence ou de légitime empêche- ment du dit substitut, d'appeller le plus ancien praticien pour en faire les fonctions, | 200 |
| 1741, 27e. Février. | Arrêt qui régle les formes de destitution des Tuteurs | 202 |
| 1741, 12e. Juin, | Arrêt qui rend nuls les mariages des mineurs faits sans le consentement de leurs parents, et enjoint aux Curés d'observer les Ordonnances canoniques concernant la publication des bancs, | 206 |
| 1742, 12e Novembre, | Arrêt qui condamne les habitants de la riviere du Sud à aller moudre leurs grains au moulin banal, | 212 |
| 1742, 17e. Décembre. | Arrêt qui condamne la Dame de Pecaudy à présenter le pain béni avec cierge et offrande par personne de sa famille et de sa condition, en l'Eglise pa- roissiale de Montréal, | 214 |
| 1743, 4e. Mars, | Arrêt qui commet le Curé de St. Jean pour rece- voir le Serment des Experts, | 217 |
| 1744, 2e. Mars, | Arrêt qui confirme un Contrat de consession nonobs- tant ses défectuosités, | 218 |
| 1745, 15e. Mars. | Arrêt qui adjuge les arrêrages de rente, dans le cas de la réduction de moitié et quart, et qui décide | Call. |

| xii | TABLE DES TITRES. | |
|-----------------------|---|---------------|
| Dates des Arrêts, &c. | d'autres questions entre les Seigneurs et le censi- taire, | Pagesi 221 |
| 1745, 22e. Mars. | Arrêt qui permet la vente des immeubles sur trois simples publications et affiches pour éviter les frais d'un décret, | 224 |
| 1745, 29e. Mars, | Arrêt portant qu'il sera fait un recensement des Ré- gsitres et Papiers du Greffe du Conseil, en pré- sence du Procureur du Roi, | 226 |
| 1746, 18e. Juillet, | Arrêt rendu sur une lettre du Roi concernant l'enré- gistrement des Edits, Arrêts et Déclarations du Roi, | 227 |
| 1750, 23e. Février, | Arrêt rendu au sujet de la Jurisdiction du Château Richer, | 228 |
| 1750, 16e. Mars. | Arrêt de réglement au sujet de la justice du Châ- teau Richer, | 229 |
| 1750, 30e. Juin. | Arrêt portant qu'il sera expédié Lettre de Relief d'Appel comme d'abus pour le chapitre de Qué- bec, | 232 |
| 1750, 16e, Octobre. | Arrêt qui maintient le Sieur Récher en la possession de la Cure de Québec, | 234 |
| 1751, 11e. Janvier. | Arrêt sur requête du Séminaire de Quebec, qui or- donne que toutes les minutes des Notaires dépen- dants de la jurisdiction du Château Richer, soient remises au Greffe de la dite jurisdiction, | 236 |
| 1756, 12e. Janvier, | Arrêt qui enjoint à tous huissiers que lorsque les parties à qui ils feront des significations, enten- dront faire dans l'instant quelques réponses, de transcrire en entier les dites réponses, | 238 |
| 1756, 15e. Novembre. | Arrêt qui maintient un habitant de Batiscan dans la propriété et jouissance du terrein de surplus que son titre, au prorata du reste de sa concession, | 240 |
| 1759, 21e. Mai. | Arrêt qui enjoint au Lieutenant Général de se con- | Yes (|

Pages.

former à l'article 16e du Titre 24 de l'Ordonnannance de 1667,

243

CHAPITRE QUATRIEME.

Jugements des Intendants, portant Ordonnances et Réglements.

| 1706, | 9me. Mai, | Ordonnance por ant que les bestiaux de la ville de Quebec n'auront point d'abandon, | 247 |
|-------|----------------|---|-----|
| 1706, | 15e Mai. | Ordonnance entre le Sieur Dupont, Conseiller, et les habitants de Neuville, | 248 |
| 1706, | 12e. Novembre. | Ordonnance qui oblige les habitants à garder le respect qu'ils doivent à l'Eglise, | 249 |
| 1707, | 14e. Juin. | Ordonnance pour le Moulin de la Seigneurie des Mille Isles, | 250 |
| 1708, | 30e. Juin. | Ordonnance au sujet des Bancs de la Paroisse de St. Joseph, | 251 |
| 1709, | 18e. Juin, | Ordonnance qui ordonne à tous les Seigneurs de faire faire les chemins, | 252 |
| 1710, | 25e. Juin. | Ordonnance entre les Marguilliers de Montréal et les officiers de Justice au sujet d'un Prie-Dieu, | 254 |
| 1710, | 3e. Juillet. | Défense de rompre les clôtures, abattre ni ôter l'écorce aux arbres, sous peine de dix livres d'amende, | 255 |
| 1713, | 27e. Mars. | Ordonnance qui oblige de porter les dixmes aux Presbitères de Ladurantaye et Beaumont, | 256 |
| 1715, | 9e. Septembre. | Ordonnance concernant la bâtisse d'une Eglise, | 257 |
| 1713, | 27e. Décembre. | Défense aux habitants de cette ville d'enlever des bois sur les terres dont ils ne sont pas propriétaires, | 258 |
| 1714, | 14e. Mai. | Ordonnance concernant la bâtisse d'un Presbitère, | 259 |

| Dates des Jugements, &c. 1714, 3e. Juin. | Ordonnance qui condamne les habitants à donner à leur Seigneur les journées de corvée portées par leur contrat de concession, | Pages. |
|---|---|--------|
| 1714, 9c. Juin. | Ordonnance qui condamne le Sieur de Rigauville à passer titre de concession à ses habitants, et d'é- tablir une personne dans sa Seigneurie, et non ailleurs, pour recevoir les rentes, | 262 |
| 1714, 19e. Juin. | Ordonnance qui enjoint à chaque habitant, même aux Seigneurs, de toutes les côtes de ce pays, de faire une clôture bonne et valable le long du front de son habitation ou domaine, et terres non con- cédées, | 263 |
| 1715, 30e. Septembre. | Ordonnance concernant la bâtisse d'un Presbitère, | 264 |
| | | Both |
| 1716, 25e. Janvier. | Ordonnance pour la bâtisse d'une Eglise, | 265 |
| 1716, 20e. Mars, | Défense aux habitants de Bellechasse d'entailler les érables sur les terres non concédées, | ibid |
| 1721, 27e. Janvier. | Privilege exclusif des postes et passages accordé au Sieur Lanoullier, | 266 |
| 1721, 28e. Janvier. | Ordonnance concernant les Perdrix, | 267 |
| 1723, 11e. Mars. | Ordonnance qui condamne le Seigneur de St. Pier- re à rembourser les cens et rentes sur les terres où il a établi son moulin, et par remplacement à faire de nouvelles concessions dans l'endroit que choisiront les propriétaires des dites terres, | 268 |
| 1726, 7e. Août. | Ordonnance qui enjoint à tous les propriétaires des terreins qui sont compris dans les fortifications de Montréal, faites et à faire, suivant le plan du Sieur Chaussegros de Léry, de fournir incessamment copie de leurs titres de propriété des dits terreins, et faute par eux de les lui avoir fournis dans la quinzaine il ne sera point pourvu au remboursement, | 271 |
| 1727, 8c Mai, | Ordonnance au profit du Sieur Lévrard, portant réunion au domaine de sa Seigneurie de St. Pier- | |

| Date des Jugements, &c. | | Pages. |
|-------------------------|---|--------|
| | re, des terres par lui concédées à différents ha- bitants qui n'ont point tenu seu et lieu, | 272 |
| 1727, 7e. Juin. | Ordonnance qui enjoint à la dame Religieuse dépo- sitaire du bien des pauvres de l'Hôtel Dieu, d'en rendre compte, | 278 |
| 1727, 21e. Août. | Ordonnance pour Monsieur Resche, Curé de St. Antoine, contre les habitants de sa Paroisse, au sujet des dixmes, | 279 |
| 1727, 16e. Novembre. | Ordonnance qui condamne les habitants de Belle- chasse à payer leurs cens et rentes seigneuriales, conformément à leurs contrats, nonobstant la ré- duction du quart mentionné en l'article 9e de la déclaration du Roi, du 5e Juillet, 1717. | 280 |
| 1728, 10e. Juillet. | Ordonnance qui tient les habitants du Sieur La Pé- rade à moudre au moulin banal, suivant leurs contrats de concession, | 290 |
| 1730, 18e. Février. | Ordonnance en faveur du Sieur Charêt contre plu- sieurs de ses tenanciers de la côte de Lauzon, qui ne tiennent ni feu ni lieu, | 294 |
| 1730, 30e, Mars. | Ordonnance portant réunion de plusieurs terres au domaine de Lauzon, faute par les habitants d'avoir tenu feu et lieu, | 295 |
| 1730, 27c. Juin. | Ordonnance qui permet aux Seigneurs de l'Isle Jé- sus de se faire payer leurs rentes en argent ou chapons, suivant les contrats de concession, | 297 |
| 1730, 17e. Juillet. | Ordonnance qui enjoint aux habitants de Longueuil de produire au Seigneur du lieu leurs titres, &c. | 298 |
| 1730, 18e. Juillet. | Ordonnance qui ordonne à tous les habitants de payer les dixmes aux Curés des paroisses de l'Isle de Montréal, | 299 |
| 1730, 20e. Juillet. | Ordonnance qui permet au Sieur de la Corne de faire vendre une terre située dans sa Seigneurie, pour payer les cens et rentes et arrérages dus, | 300 |

| | | Pagers |
|---|---|--------|
| Dates des Jugements &c. 1732, 27e. Juillet. | Ordonnance portant réunion des terres des particu- liers y dénommés au domaine du Sieur Boucher de Niverville, en vertu de l'Ordonnance du 24e. Juillet, 1730, qui les oblige à tenir feu et lieu, et leur défend, ainsi qu'à tous autres, de vendre, céder ou échanger teurs terres, pour éviter toute surprise, | 301 |
| 1732, 29e. Décembre. | Ordonnance rendue en faveur du Sieur de la Mar- tiniere au sujet d'un banc dans la Cathédrale de Québec, | 303 |
| 1734, 22e. Juillet, | Instructions au Sieur de Boisclerc pour la visite d'une mine de plomb, | 304 |
| 1736, 10e. Janvier. | Commission pour le Sieur Dulaurent, pour se trans- porter chez les Seigneurs de la colonie, afin de prendre communication de leurs tures pour l'ex- pédition du papier terrier, | 306 |
| 1736, 23e. Juin. | Ordonnance qui tient les habitants de la Seigneurie d'Argentenay de faire moudre leurs grains au moulin du dit lieu, après visite faite et nomination d'experts, | 307 |
| 1736, 1er. Septembre. | Ordonnance portant que les particuliers qui voudront affranchir leurs esclaves, le feront par un acte passé devant Notaire, déclarant tous autres affran- chissements nuls, | 308 |
| 1737, 17e. Janvier. | Ordonnance qui ordonne que le capitaine de la eôte de St. François jouira du banc le plus honorable, immédiatement après celui du Seigneur Haut Justicier, | 309 |
| 1737, 18e. Septembre. | Ordonnance qui ordonne la publication de l'Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant le commer- ce des Isles du vent, &c. | 310 |
| 1739, 30e. Septembre, | Réglement entre les propriétaires des Isles Mingan et les concessionaires en terre ferme, | 312 |
| 1740, 28e. Septembre. | Ordonnance définitive entre le Sieur Constantin et | |

| | TAB | LE DES TITRES. | xvii |
|-----------|----------------------------------|--|-----------|
| Dates des | Jugements, &c, | les Sieurs Foucault et Boucault, au sujet du poste de St. Modet, | Pages 314 |
| 1740, | 6e. Octobre. | Assemblée faite au Palais des Marchands et Négo- ciants de cette ville, par laquelle le Sieur Dezau- niers est nommé Sindic des dits Marchands | 315 |
| 1741, | 10e. Mai. | Ordonnance portant réunion au domaine de sa Ma- jesté de toutes les Seigneuries qui ne sont point en valeur, | 316 |
| 1747, | 15e. Mars. | Ordonnance de Messieurs les Gouverneur et Inten- dant, contenant plusieurs dispositions pour l'ac- quisition à faire par le Roi, de divers emplace- ments et maisons au Cul de-sac, pour y construire un nouveau quai, | 323 |
| 1749, | 1er. Avril. | Commission qui fixe les limites du Fort St. Jean, près de Montréal, | 325 |
| 1750, | 15e. Octobres | Ordonnance qui réunit l'Hôpital Général de Montréal à celui de Québec, | 326 |
| 1752, | 12e. Janvier. | Ordonnance contre plusieurs habitants de l'Isle d'Or- léans qui ont bâti des maisons au préjudice de l'Ordonnance du Roi, du vingt huit avril, mil sept cent quarante cinq, | 328 |
| 1753, | 1er. Septembre. | Ordonnance qui fait défense à Mr. Rey Gaillard et à tous autres, d'exiger des cens et rentes et autres droits pour raison des fiefs qu'ils possedent, ou qu'ils prétendent posséder dans la Baie des Cha- leurs, | 320 |
| 1758, | 15e. Mai. | Ordonnance qui réunit au domaine du Roi les ter- reins possédés par les Religieuses de l'Hôtel- Dieu et les Jésuites, dont ils se disoient Seigneurs, les condamne à restituer les lots et ventes perçus, | 331 |
| 351 | Marichans do Drayers no filos | The Man Provided des Provided des Southern de St. Shin | |

Muche de Monsieur le Gannemeur Blillich, en

Dates des Commissions &c.

CHAPITRE CINQUIEME.

Pages.

| | Commissions des | différents Officiers Civils et de Justice. | 100 |
|-------|-----------------|---|-----|
| 1658, | 2e. Avril. | Commission de Barbier Chirurgien pour Jean Madry, | 337 |
| 1658, | ice. Avril. | Lettres de Lieutenant et Commis de Mr. Barnoin, pour le Sieur Madry, | 338 |
| 1663, | 23e. Octobre. | Commission de Gouverneur à Montréal pour le Sieur de Maisonneuve, | 340 |
| 1663, | 28e. Octobre. | Commission de Gouverneur aux Trois Rivieres pour le Sieur Boucher, | 341 |
| 1663, | 7e. Novembre. | Commission de Juge en la Seigneurie de Beaupré, et en l'Isle d'Orléans, pour Martin de St. Ai- gnant, | 342 |
| 1666, | 1er. Mai. | Provisions de Procureur Fiscal à Quebec pour le Sieur Peuvret Demesnu, | 343 |
| 1666, | 1er. Mai. | Provisions de Lieutenant Civil et Criminel, pour Monsieur Chartier, | 344 |
| 1675, | 18e. Mai. | Provisions de Notaire à Québec, pour Monsieur Gilles Rageot, | 346 |
| 1687, | 1er. Mars. | Provisions de Gouverneur de l'Acadie, pour le Sieur de Meneval, | 347 |
| 1689, | 24e. Mai. | Provisions en survivance pour Mr. Damours de Freneuse d'un Office de Conseiller, | 348 |
| 1689, | 24e. Mai. | Survivance de l'Office de Grand Voyer en Canada pour le Sieur Bécancourt fils, | 349 |
| 1714, | 12e. Mai. | Provisions de Prévôt des Maréchaux de France, pour Monsieur de St. Simon, fils, | 351 |
| 1714, | 23e. Août. | Attache de Monsieur le Gouverneur Général, au sujet des Provisions de Prévôt des Maréchaun | |

| TA | BLE DES TITRES. | xix |
|----------------------------|---|--------|
| Dates des Commissions, &c. | de France, de l'autre part, pour Mr. de Saint Simon, | Pages. |
| 1717, 20e. Novembre. | Commission de Lieutenant Général de l'Amirauté de Québec, pour le Sieur de l'Epinay, | 354 |
| 1722, 11e. Janvier. | Provisions de grand Chantre de l'Eglise Cathé- drale de Québec, en faveur du Sieur de la Colom- biere, | 356 |
| 1727, 29e. Avril, | Commission de Procureur du Roi de la Jurisdic- tion de Montréal, pour le Sieur Foucher, | 357 |
| 1728, 20e. Avril. | Provisions de Procureur du Roi en la Prévôté de Québec, pour le Sieur Boucault, | 358 |
| 1728, 20e. Avril, | Provisions de Procureur Général pour le Sieur Ver- rier, | 359 |
| 1728, 6e. Novembre. | Commission au Sieur Maillou, pour faire les fonc- tions de Grand Voyer, | 360 |
| 1731, 10e. Avril. | Provisions de Grand Voyer pour le Sieur Lanoul- lier de Boisclerc, | 361 |
| 1733, 19e. Février. | Provisions de Garde de Sceaux du Conseil pour le Sieur Sarrazin, | 363 |
| 1733, 18e. Avril. | Provisions de premier Conseiller pour le Sieur Cugnet, | ibid |
| 1736, 27e. Mars. | Provisions à la charge de Lieutenant particulier du Roi à la ville de Quebec, pour le Sieur Bou- cault, | 365 |
| 1740, 1er. Avril. | Provisions de Procureur du Roi en la Jurisdiction des Trois Rivieres, pour le Sieur de Tonnancour, | 266 |
| 1741, 1er. Février, | Provisions de Lieutenant Général de la Jurisdiction de Montréal, pour le Sieur Guitton de Monrepos, | 367 |
| 1743, 1er. Avril. | Provisions de Conseiller Clerc au Conseil Supé- | |

| Dates des Commission | we let | | Pages. |
|----------------------|--|--|--------|
| pates des Commission | ms, Ott | rieur de Québec pour le Sieur Vallier, Théologal du Chapitre, | 369 |
| 1744, 5e. Ma | rs. | Provisions de Lieutenant Général de la Prévôté de Québec, pour le Sieur Daine, | 370 |
| 1744, 25e. M | ars. | Provisions de Greffier de la Prévôté de Québec, pour le Sieur Boisseau, fils, | 371 |
| 1749, 1er, M | ai, | Provisions de Prévôt des Maréchaux pour le Sieur Duplessis de Moranpont, | 372 |
| 1749, 1er. M | ai, | Provissons de l'office de Conseiller Clerc pour Mr. de la Corne à la place de Mr Vallier, | 374 |
| 1750, 8e. Ju | in. | Commission de Lieutenant de l'Amirauté pour le Sieur Guillemin, | 375 |
| 1753, 23e. N | ovembre. | Commission de Substitut du Procureur du Roi en la Prévôté de Quebec, pour Mr. Perthuis, | 377 |
| 1754, 18e. A | vril. | Commission de Procureur du Roi en l'Amirauté de Québec pour le Sieur Perthuis, | 378 |
| 1754, 4e. Oct | obre. | Provisions d'Assesseur au Conseil, pour le Sieur Thomas Marie Cugnet, | 880 |
| 1756, 26e, A | vril. | Provisions d'Huissier au Conseil pour Robert Du- haut, | 381 |
| 1757, 24e. Av | ril. | Provisions de Conseiller au Conseil pour le Sieur Cu- gnet, | 382 |
| 1758, 1er. Fé | vrier. | Provisions de Conseiller Honoraire pour le Sieur Estebe, | 383 |
| 1758, 1er. M | ars. | Commission de la place de Greffier de la Maréchaus- sée pour le Sieur Perrault, l'ainé, | 385 |
| | AND THE PARTY OF T | The transfer of the state of th | |

TABLE

Des principaux Arrêts et Réglements du Conseil Supérieur de Québec, et Ordonnances et Jugements des Intendants, extraits des Régistres du dit Conseil, déposés dans les Archives des Prothonotaires du District de Québec, et des Régistres des Intendants, déposés dans le bureau du Secrétaire de la Province, et qui ont été omis dans cet ouvrage; l'impression en étant regardée comme inutile quant à présent.

| Dates 1663. | 20 Septembre, | Régistres du Conseil Supérieur. Arrêt ordonnant une assemblée de quatre habitants de la ville pour être procédé en présence du Conseil à l'élection d'un Maire et de deux Echevins. | For 3 | R • |
|-------------|---------------|---|-------|-----|
| 1663. | 26 Septembre, | Arrêt désendant à toutes personnes de traiter ou don- ner des boissons enivrantes aux sauvages. | 3 | vo |
| 1663. | 4 Octobre, | Arrêt cassant et résiliant le bail sait par le Sieur Danagour, Gouverneur du poste de Tadoussac, des droits de la recette du quart des pelleteries à plusieurs individus, sans l'avis et consentement du Conseil. | 4 | Ro |
| 1663. | 6 Octobre, | Acceptation de Jean Baptiste Legardeur, Ecuier, Sieur de Repentigny, élu Maire, et de Jean Madri et Claude Charron, bourgeois de cette ville, élus Echevins. | 4 | V. |

| | | | FOL | 10. |
|-----------------|--------------|--|-----|-----|
| Dates. 1663. | 10 Octobre, | Prêtation de serment du Sieur de Repentigny en sa qualité de Maire, et du Sieur Madry comme Echevin, et ordre que le Sieur Charron soit intimé à comparoir au premier jour, pour prêter serment en sa qualité d'Echevin. | 5 | R° |
| 1663. | 16 Octobre, | Arrêt ordonnant que les marchands payeront incef- famment les dix pour cent de leurs marchandises, et enjoignant aux préposés à la recette du dit droit de tenir la main à l'exécution. | 5 | Ro |
| 1663. | 18 Octobre, | Arrêt ordonnant la déposition des sçeaux du Conseil entre les mains de l'un des Conseillers. | 5 | vo |
| 1663. | 18 Octobre, | Arrêt confirmant la nomination faite par le Sieur De Mézy, Gouverneur Général, et l'Evêque de Pétrée, de Messers. De Sailly, Lemoine et Basset, à la charge de Juge Royal, Procureur du Roi et Gressier en la Sénéchaussée de l'Isle de Montréal. | 5 | Ve |
| 1663. | 23 Octobre, | Ordre au Sieur De Maisonneuve d'exercer sa com- mission de Gouverneur de l'Isle de Montréal, jusqu'à ce qu'il ait été autrement pourvu, et aux intéressés de produire dans huit mois, leurs titres de propriété de la dite Isle. | 6 | Ro |
| 1663. | 14 Novembre, | Arrêt révoquant l'élection d'un Maire et de deux Echevins, et ordonnant de procéder à l'élection d'un Syndic. | 7 | Ro |
| 1663. | 5 Décembre, | Arrêt concernant les engagés qui quittent le ser- vice de leurs maitres, et ceux qui les recoivent. | 8 | Ro |
| 1664. | 23 Janvier, | Arrêt ordonnant de prendre prisonnier Louis Lepage, domestique, pour s'être absenté et a- voir laissé le service du Sieur Legardeur sans congé. | 10 | Ro |
| 1664. | 8 Février, | Arrêt ordonnant aux Greffier et Secrétaire du Conseil de tenir un plumitif des arrêts et ordonnances d'audience, lequel sera signé du Président, pour être ensure rapporté aux régistres, et signé de tous les conseillers tous les mois, et ordonnant pour le sceau que l'arrêt de 18 Oc- | | |

| Dates- | | Folio. |
|----------------------|---|-----------|
| | tobre, 1663, sera exécuté et suivi jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné. | 10 V° |
| 1664. 17 Avril. | Arrêt réduisant les liards à trois deniers pièce. | 13 Vo |
| 1664. 18 Juin, | Arrêt ordonnant la déposition du sceau des armes du Roi. | 18 R 9 |
| 1664. 30 Juin, | Arrêt qui établit un tarif des marchandises et boif- sons importées de France. | 18 V° |
| 1664. 10 Juillet, | Arrêt ordonnant qu'une compensation sera faite au Sieur Poirier par le Gouvernement pour le bois qui a été pris sur sa seigneurie. | 19 V° |
| 1664, 6 Août, | Arrêt ordonnant que l'arrêt qui concerne la ré- union des terres non défrichées soit communiqué au Syndic des habitants, avant saire droit. | 21 R° |
| 1664. 3 Novembre, | Arrêt ordonnant l'élection d'un Syndic des habi- tants des Trois Rivières pardevant le Juge du lieu. | 29 R° |
| 1664. 8 Novembre, | Arrêt portant réglement pour la vente des mar- chandises. | 29 V° |
| 1664. 8 Novembre, | Arrêt ordonnant aux habitants de la Côte Lauzon, de payer entre les mains du Greffier le prix de leurs fermes et pêches. | 30 R° |
| 1664, 12c. Novembre. | Arrêt défendant à tous Officiers subalternes et Pro- cureurs fiscaux de prendre aucuns salaires des habitans, sauf à eux de se faire donner des sa- laires | 30, V. O. |
| 1664, 12e. Novembre. | Arrêt nommant le Sieur de Mézy Conseiller, Com- missaire pour examiner les papiers et titres de fondation de l'Hôtel Dieu de Québec, avec l'em- ploi des revenus d'icelui, pour en faire rapport | ibid: |
| 1665, 4e. Février. | Arrêt qui continue le Sieur de Saint Aignan à ex- ercer la charge de Juge dans la côte Beaupré | 37 R º |

| Dates. | | Folio. |
|---------------------|--|--------|
| 1665, 28e. Mai. | Arrêt refusant la place de Gouverneur dans le Con- feil au Lieutenant de défunt Mr. de Mezy, | 45 R ° |
| 1665, 29e. Mal. | Arrêt qui rend les grêves libres pour la pature des animaux, | 46 V • |
| 1667, 10e. Janvier. | Arrêt recevant le Sieur Chartier à la place de Lieu- tenant civil et criminel, | 51 Ro. |
| 1667, 24e. Janvier. | Permission à tous les habitans de s'assembler de- vant le Lieutenant civil pour procéder à l'élec- tion d'un Syndic, | 51 Vo. |
| 1667, 30e. Janvier. | Arrêt diminuant le prix des sols marqués, | 52 Vo. |
| 1667, 28e. Mars. | Prêtation de serment par le Sindic des habitans de cette ville, | 56 Vo. |
| 1667, 26c. Avril. | Arrêt ordonnant de faire appeller les créancies de Marguerite Lebœuf, | 57 Ro. |
| 1667, 30e. Juillet. | Arrêt accordant un délai d'une année à Laurent Benoit pour payer ses créanciers, | 71 Ro. |
| 1667, 17e. Octobre. | Arrêt qui releve George Cadoret du défaut d'infi- nuation d'une donation faite entre lui et sa femme, dans les quatre mois de l'Ordonnance, à la charge de la faire infinuer dans un mois du dit Arrêt, | 78 Ro. |
| 1667, 23e. Octobre | Lecture d'un projet d'établissement d'une comp- pagnie pour faire le négoce du pays, à l'exclusion de tous autres, | 79 Vo. |
| 1668, 5e. Mars, | Arrêt qui défend, après la bâtisse d'une brasserie pour la bierre, l'importation de plus de douze cents barriques de vin et eau-de-vie, | 85 Vo. |
| 1668, 26c. Avril. | Arrêt confirmant une sentence qui portoit que les semences seroient faites suivant les bornes po- sées par provision seulement, sauf à faire les ré- coltes par qui il appartiendra, les frais de semen- ce préalablement pris, | 88 Vo. |

| Dates 1668, 28e. Avril. | Arrêt qui confirme une donation faite par contrat | Folio. |
|-------------------------|--|----------|
| on grand | de mariage entre les conjoints, sans avoir été insinuée, | 96 Ro. |
| 1669, 19e. Mars. | Arrêt qui oblige les marchands à prendre le bled de leurs débiteurs en payement, | 109 Ro |
| 1670, 27e. Janvier. | Arrêt qui ordonne que les appellations de la Jus- tice du Cap ressortiront aux Trois Rivieres, | 124 Ro. |
| 1670, 17e. Juillet. | Arrêt concernant la clôture audevant de la Sei- gneurie de Notre Dame des Anges, | 130 Ro. |
| 1672, 24e. Octobre. | Arrêt qui ordonne que les parties se communique- ront leurs demandes et désenses, | 159 Ro. |
| 1673, 11e. Septembre. | Arrêt qui légitime les enfans de Pierre Pecher et Cath, Durand, | 178 Ro. |
| 1674. 6e. Septembre. | Arrêt qui renvoye à la Cour les moyens de prise à partie et de récusation sournis par le Sieur Perrot contre le Gouverneur, y joint le procès pour être jugé par qui il plaira au Roi, | 200 Ro. |
| 1674, 27e Septembre. | Arrêt qui donne cours aux peaux d'orignaux, et défend à toutes personnes de les resuser, | 206 Ro. |
| 1674, 4e. Décembre. | Arrêt qui défend aux Tanneurs de prendre à leur fervice aucunes personnes du métier de cordonnier, | 214 Ro. |
| 1675, 1er. Juillet. | Arrêt ordonnant aux Grand Vicaire et Sieur Du- douyt de remettre incessamment au Conseil les titres de leur prétendue jurisdiction ecclésiastique, | 235 Ro. |
| 1675, 7e. Octobre. | Arrêt sur l'assemblée des habitans au sujet des droits qui sont perçus sur le pays, | 251 Ro. |
| 1676. 24e. Féyrier. | Arrêt déclarant valide une saisse de grains pour lots et ventes et rentes seigneuriales, | 265 Ro. |
| 1676, 27e. Octobre. | Arrêt déclarant nulle une saisse de bœufs au service d'une habitation, condamnant néanmoins le dé- | S. C. C. |

POLIO.

Dates.

fendeur à payer le montant de la somme pour laquelle la saisse avoit été faite,

1677, 15e. Mars.

Arrêt rendu entre Jean Demosny Peuvret et J. Bte. Morin, et plusieurs autres habitans de Gaudar-ville, qui les condamne à payer les lots et ventes des acquisitions qu'ils ont faites, dans la Seigneurie de Gaudarville, sur le pied de leurs contrats d'acquisition, sans égard à la demande de la remise du tiers,

7 Ros

1677, 21e. Juin.

Arrêt condamnant Jean Guemeville à cent sols d'amende, pour avoir, sans permission ni autorité de Justice, apporté et fait signer des Procès Verbaux par l'ordre du Curé contre le nommé Rolland, dans l'Eglise de la Chine, et sait désense à tous ecclésiassiques de ce pays de lire ou faire lire dans les églises ou aux portes des Eglises aucuns écrits que ceux qui regarderont les choses purement ecclésiassiques, ou ce qui fera ordonné par Justice,

15 Ro.

1677, 5e. Juillet.

Arrêt rendu entre les Echevins de l'Hôtel commun de Québec, appellant de sentence de la Prévôté, et Pierre Parent boucher, intimé, qui maintient les Echevins en la possession et jouissance d'un emplacement et de la boucherie construite sur icelui, pour par eux et leurs successeurs en jouir à l'avenir, conformément aux clauses portées par le titre de concession du 15 Avril, 1673, et condamne le dit Parent et autres bouchers à payer les loyers qu'ils doivent pour les étaux dont ils ont jouis dans la dite boucherie,

18 Ro.

1677, 5e. Juillet.

Arrêt qui donne pouvoir aux Huissiers et Sergens Royaux du pays de mettre les Arrêts et Ordonnances à exécution, hors l'étendue de la ville et banlieue de Québec, et qui donne le pouvoir aux Huissiers du Conseil de mettre les Arrêts et Ordonnances à exécution dans la dite ville et banlieue,

19 Ro.

1677, 6e. Septembre.

Arrêt qui au défaut de Chancellerie établie en

| Dates. | | Folio. |
|--|---|--------|
| to oping ethic from the second | ce pays pour obtenir des lettres de relevement de défaut d'infinuation, releve le défaut d'infi- nuation du contrat de mariage de Pierre Rober- ge et feue Antoinette Ragneau, sa femme, por- tant don mutuel à leur demande, | 26 Vo. |
| 1677, 20e. Septembre. | Arrêt qui ordonne que Louis Levasseur jouira du revenu du bien de Marie Magdeleine Berson jusqu'à ce qu'elle soit pourvue ou ait atteint l'age de majorité, à la charge de la nourrir, de l'entretenir selon sa condition, et d'entretenir de menues réparations les bâtimens, &c. | 27 Vo. |
| 1677, 14e. Octobre. | Arrêt ordonnant l'enrégistrement des lettres pa- tentes du Roi du 8e. Juin, 1677, permettant au Sieur de Lagny de faire ouvrir les mines, mi- nieres, et minéraux, et purisser les métaux qui se peuvent trouver en ce pays, et lui faisant don des dites mines et métaux pour l'espace de vingt ans, | 29 Ro. |
| 1677, 3e. Novembre: | Arrêt qui ordonne que le Sieur de Perras gardera le Sceau du Roi pour en faire les applications nécessaires, | 31 Ro. |
| 1677, 20e. Decembre. | Arrêt ordonnant que les mercuriales seront tenues pour régler les matieres de police, | 33 Ro. |
| 1677, 20e. Décembre. | Arrêt ordonnant au Lieutenant Général de convo- quer l'assemblée générale des habitants pour ré- gler le pain et son prix, | 30 Ro. |
| 1678, 22e. Mars. | Arrêt réglant provisoirement que le Prévôt des Ma- réchaux fera juger les compétences pardevant les plus prochains Juges Royaux, et l'affaire dont il s'agit incessamment devant le Lieutenant Gé- néral de la Prévôté de Québec, | 38 Ros |
| 1678, 18e, Avril. | Arrêt réglant que les Procureurs du Roi et Fif- caux ne pourront être Juges dans les affaires criminelles et autres, où l'intérêt du Roi et du public fera concerné, | 40 Ro. |

Dates. 1680, 23e. Décembre. Arrêt réglant que les dixmes des lieux joints pour composer une paroisse seront affermés au plus offrant et dernier enchérisseur par les Seigneurs des fiefs et habitans d'iceux, à autres que les Seigneurs du fief, où est située l'Eglise, les gentilshommes, les officiers ni les habitans en corps, pour être le prix des dites dixmes payé à chaque Curé, et que s'il ne se trouve aucun fermier le dit Seigneur du fief et habitans choisiront et nommeront à la pluralité des voix une ou plufieurs personnes, pour prendre les déclarations de chacun en particulier, de ce à quoi peuvent monter ce qu'ils doivent, pour les dixmes; et iceux obliger les rapporter aux livres qui leur seront désignés, en donner quittance, et être les grains provenans des dixmes évalués par les dits curés, seigneurs et habitans, et délivrés au curé, fur le prix desquelles dixmes seront les dits habitans commis, payés de leurs salaires, louages des greniers et des soins, et à faute par les leigneurs et habitans de nommer des perlonnes, pour la perception des dites dixmes, il en sera nommé d'office par le plus prochain Juge,

182 Ro.

1681, 24e. Avril.

Arrêt réglant que le Sieur Pachot, marchand forain, jouira des privileges des habitans du pays,

6 Ro.

1681, 14e. Juillet.

Arrêt ordonnant que la déclaration de Juin, 1680, concernant les appellations des Justices Seigneuriales des Trois Rivieres tera montrée au Procureur Général avant d'être enrégistrée,

25 Vo.

1681, 17e. Septembre.

Arrêt qui règle que les piastres et toutes monnoies étrangeres, tant d'or que d'argent, seront prises au poids selon leur prix, le tiers au montant, suivant l'usage du pays,

1681, 28e. Juillet.

Arrêt restituant Genevieve Laurent, veuve de Adrien Michelon, pour qu'elle puisse renoncer à la communauté,

^{*} Les tolios ne sont point marqués dans ce Régistre.

| Dates. | | | Folio. |
|-------------|--------------|---|------------|
| 1681, 26 | 6e. Août. | Arrêt appellant les Juges de la Côte Beaupré et de Lauzon pour être Juges au défaut de plusieurs Juges du Conseil, recusés pour juger des causes de récusations. | (121 g 0). |
| 1681, 46 | e. Novembre. | Arrêt permettant à Françoise Cruspran de faire in- former de l'incapacité de son mari pour gérer ses biens, et l'autorisant à la poursuite et consom- mation de ses droits et actions, | 12 |
| 1682, 12 | ze. Janvier. | Arrêt réglant que les personnes qui composent le Conseil, s'abstiendront des Jugemens des Procès tant en matiere civile que criminelle, où leurs parains, filliols ou comperes, et ceux dans les autres dégrés de cognations spirituelles auront intérêt, | 26 Ro. |
| 1682, 12 | ze. Janvier, | Arrêt qui regle que l'Intendant qui est recusé dans une affaire pendante entre Pierre Gilbert et Charles Calignan, pour compérage, s'abstien- dra d'opiner pour cette raison, | 26 Vo. |
| 1682, 16 | Se. Février. | Arrêt réglant que les piastres et toutes monnoies étrangeres tant d'or que d'argent, seront prises au poids selon leur prix, le tiers au montant, sui- vant l'usage du pays, et qui désend de porter les pelleteries à Munatte. | 37 |
| 1682, 13 | ge. Juillet. | Arrêt entre Louis Lefebvre Buttanville et Bertran Chenay, recevant l'appel d'une sentence de la Prévôté de Québec, rendu sur un appel d'un jugement rendu en la jurisdiction de Beaupré, | * |
| 1683, 13 | ge. Janvier. | Arrêt réglant que les piastres seront marquées à la valeur de ce qu'elles vaudront selon les chissres empreints, et qu'elles auront cours en ce pays, | 40 |
| 1683, 10 | er. Février, | Arrêt portant réglement concernant les marchands forains en dix articles, réglant leurs droits, et reftrictions, | 44 |
| WIND TO THE | | * Cas Régistres n'ant noint de folios | 1 |

^{*} Ces Régistres n'ont point de folios.

| Dates | | Folio |
|---------------------|---|-------|
| 1683, 1er. Février, | Défense aux mandians de mandier en cette ville et défense de leur donner l'aumone, à peine de dix livres d'amende, | 44 |
| 1683, 8e. Février. | Arrêt antérinant une requête de la demoiselle Peu- vret, demandant un délai pour faire parachever et clore un inventaire et pour délibérer. | |
| 1683, 5e. Juillet. | Arrêt accordant bénéfice d'inventaire pour Gidéon Petit, | * |
| 1684, 13e. Mars. | Arrêt ordonnant que les criées du fief de Lothau- ville seront saites à la porte de l'Eglise où la messe sera dite, et à celle de la paroisse du dit fief, | |
| 1684, 20e. Mars. | Arrêt homologuant une sentence arbritrale rendue fur compromis entre Marguerite Cochon, pour elle et ses enfans, et Jean Gagnon, | *** |
| 1685, 30e. Août. | Arrêt d'enrégistrement de l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du 10 Mars, 1685, cassant l'arrêt du Con- seil du 16e Août. 1684, et faisant désense au Conseil de faire des réglemens sur la police gé- nérale en l'absence du Gouverneur, | 3 |
| 1686, 14e. Janvier. | Arrêt désendant d'acheter, vendre ou troquer les armes des habitans. | |
| 1686, 21e. Janvier. | Arrêt ordonnant de notifier les ordonnances et ré- glemens aux Sauvages de Lorette et Sillery, | 117 |
| 1686, 4e. Fevrier. | Arrêt portant réglement, sur le résultat de l'assem- blée des habitants de Québec, concernant la police pour les boulangers, et aussi pour les charetiers, porcs, boues, et immondices de la ville. | |
| 1686, 18e. Février. | Arrêt qui nomme un praticien pour juger une af- faire entre Mathieu Boucher et Claude Char- | 120 |
| | Les folios ne sont point marqués dans ces Régistres | - |

^{*} Les folios ne sont point marqués dans ces Régistres.

TABLE.

| Dates. | | Folio. |
|----------------------|---|---------|
| | ron, attendu l'alliance du Lieutenant Général avec le dit Charron, | 1221 |
| 1686, 19e. Août. | Arrêt portant réglement, et défendant de laisser fortir et vaquer les porcs dans la ville, | 149 |
| 1688, 14e. Janvier. | Arrêt réglant qu'une assemblée des habitans de la ville sera faite pour savoir le prix de la farine, et aviser aux moyens d'enrichir la colonie, | 1. Vo. |
| 1688, 26e. Janvier. | Réglement pour le prix du pain, et sur autres chefs de police, | 2 Ro. |
| 1684, 29e. Mars. | Restitution contre un contrat de vente, | g Ro. |
| 1684, 8e. Avril. | Réglement pour les pauvres, et établissement des bureaux de directeurs à cet effet, | 7 Vo. |
| 1684, 29e. Novembre. | Arrêt d'enrégistrement des provisions de Conseillers, et Lieutenant Général pour le siege ordinaire de l'Acadie pour le Sieur Desgoutin, | 29 Ro. |
| 1689, 27e. Juin. | Arrêt accordant lettre de validation d'un inven- taire non figné, ni daté, en faveur de Guillaume Chartier, | 48 Vo. |
| 1690, 23e. Janvier. | Arrêt portant réglement pour tenir cabaret, | 62 Ro. |
| 1691. 29e. Janvier. | Réglement pour les effets naufragés, | 86 Ro. |
| 1691, 26e. Février. | Arrêt portant réglement concernant la vente et faisse suivant les Ordonnances, &c. | 87 Vo. |
| 1693, 30e, Juin, | Relief d'abus d'une ordonnance du 24 Avril, 1693, de l'Evêque, accordée aux doyens, chanoines et chapitre de Quebec, laquelle ordonnance portoit que ce seroit au grand chantre de faire à l'avenir l'installation des chanoines, | 150 Ro. |
| 1696, 25e. Juin. | Arrêt accordant des lettres de restitution à Anne Maillou, agée de 21 ans, veuve de Nicolas Co- lombe (attendu sa minorité) contre un contrat | |

Folio.

| Dates. | de mariage portant don mutuel, et infinué, | * |
|---------------------|--|--------|
| 1701, 27e. Juin. | Arrêt réglant que deux Conseillers peuvent appel- ler un troisseme Juge, d'entre les Praticiens, dans le cas de récusation ou d'absence des autres, pour administrer la Justice. | * |
| 1704, 6e. Mai. | Arrêt d'enrégistrement de l'arrêt du Conseil d'état du 20 Mars, 1703, réunissant au domaine la monnoie de l'Acadie. | 24 Vo. |
| 1706, 1er. Février. | Réglement au sujet des dixmes, qui ordonne que les dixmes seront payées suivant l'usage qui a été suivi. | 26 |
| 1706, 30 Août. | Arrêt accordant un banc aux Jésuites dans l'Eglise de Beauport près de celui de Mr. Duchesnay. | 16 Ro. |
| 1706, 11 Octobre, | Arrêt d'enrégistrement de l'arrêt du Conseil d'état du Roi, du 15 Mai, 1702, en interprétation de l'édit du mois de Mai, 1679, et 29 Janvier, 1686, qui déclare que dans le réglement de ces édits les cures de l'Isle de Montréal et de la côte de St. Sulpice ne sont point comprises, et qu'elles demeureront unies et incorporées au Séminaire de St. Sulpice établi à Montréal. | 37 Vo. |
| 1707, 24e. Janvier, | Arrêt réglant que l'ordonnace de 1667, titre 32, article 24, au sujet de la saisse et exécution des bestiaux sera exécutée, et qu'au lieu de trois brebis outre celle portée par le dit article, il sera laissé une vache à celui sur qui sera faite l'exécution. | 83 Ro. |
| 1707, 24e, Octobre. | Arrêt d'enrégistrement de l'ordre du Roi qui désend de vendre des liqueurs aux sauvages. | 66 Vo. |
| 1707, 24e. Octobre. | Arrêt d'enrégistrement de l'ordonnance de l'Inten- dant, du 22 Octobre 1707, réunissant la Haute Justice de Sillery à la Prévôté de Québec; et d'un fief dans les Trois Rivières, appartenant aux Jésuites à la jurisdiction de cette ville. | 66 Vo. |

^{*} Ces Régistres n'ont point de folios.

FOLIO.

1708, 26e. Novembre.

Arrêt réglant que des récusations ne seroient point faites à l'avenir pour alliances spirituelles.

80 Ve.

1713, 30e. Janvier.

Le Conseil s'est assemblé à l'Evêché en conséquence de l'incendie du Palais, arrivé la nuit entre le 5 et 6 du mois.

*

1713, 30 Janvier.

Requête par le Sieur St. Fort pour un appel de l'officialité, comme d'abus de sentence rendue entre le dit Sieur St. Fort et Catherine Dannier sa semme, et pour lui permettre de faire intimer le promoteur pour voir dire qu'il a été mal, nullement et abusivement prononcé au chef qui désend au dit Sieur St. Fort de contracter mariage, et que ne se trouvant aucun obstacle en lui, le sacrement de marriage lui sera administré, nonobstant l'incapacité prétendue par la dite sentence.

131

1713, 28 Février.

Appel ci-dessus alloué au Sieur St. Fort.

*

1713, 29e. Mai,

Arrêt portant réglement, qui fait défenses au Sieur Duchesnay de concéder aucun des emplacements dans le Bourg du Fargy de Beauport à plus haut titre et redevances qu'à celui d'un sol par chaque arpent de cens, et un poulet prêt à chaponner de rente seigneuriale, de bail d'héritage et non rachetable; auxquels cens et rentes sont réduites toutes les concessions faites aux habitants dans le dit bourg par le dit Sieur Duchesnay et ses prédécesseurs Seigneurs de Beauport.

194 Ro.

1714, 10 Septembre,

Arrêt rendu sur une requête du promoteur de l'officialité concernant le privilège des ecclésiastiques d'être poursuivis en l'officialité, les maintient dans ce droit, et ordonne provisoirement que l'évêque nommera un autre official et promoteur, attendu qu'il a contrevenu à l'ordonnance.

137 Vo.

1714, 19e. Novembre. Arrêt ordonnant à Jean Gagnon, de fournir un

^{*} Les Folios ne sont point marqués dans ce Régistre,

| AAAII | | Farra |
|-----------------------|--|----------|
| Dates. | | Folio, |
| GT CO | chemin privé de douze pieds à Etienne Jannau, à la Rivière Ouelle, suivant le Procès Verbal du Grand Voyer des 10, 14 et 16 Août, 1713. | 22 Vo. |
| 1715, 29e. Juillet. | Arrêt qui ordonne finalement que le dit Janneau jouira du dit chemin privé de 12 pieds, conformément au procès verbal susdit du Grand Voyer. | 100 |
| 1715, 5e. Août. | Arrêt portant réglement pour les régistres de bap- têmes, mariages, sépultures, tonsures, lectures, professions, vœux, &c. référant à l'ordonnance de 1667, | 105 Ro. |
| 1715, 2e. Décembre. | Arrêt portant réglement pour les boulangers et meuniers, en 10 articles, | 153 Ro. |
| 1717, 22e. Février. | Arrêt rendu sur la requête de plusieurs Seigneurs, tendante à la révision de l'Arrêt rendu le 8e. Juillet 1709, au sujet des honneurs dans les Eglises, qui deboute leur requête et ordonne la publication du dit Arrêt aux siéges de Qué- bec, Montréal et Trois Rivieres, | 26 Ro. |
| 1721, 7c. Juillet. | Arrêt portant réglement, et réglant que les bancs dans les églises passeront aux veuves et ensuite aux ensans, moyennant une rétribution à la fabrique, que le Conseil a réglée à 10 livres pour Québec, Montréal et Trois Rivieres, et trois livres pour les campagnes, | 29 Ro. |
| 1723, 18e. Septembre. | Arrêt déclarant nulles les procédures faites à l'ami- rauté de Louisbourg concernant un naufrage, | 37 |
| 1738, 3c. Février. | Lettres d'émancipation et bénéfice d'age accordées et ordonnées par le Conseil en faveur de Marie Catherine Ecuyer, adressées au Lieutenant Gé- néral de la Jurisdiction de Montreal, pour être entérinées si faire se doit, | 49 |
| 1738, ge. Septembre. | Arrêt mentionnant un Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du 5e Mai, 1716, enrégistré au Conseil le 1er du dit an, suivant lequel le Conseil ne peut | an isnya |

FOLIO.

connoitre des ordonnances de Messieurs les Intendants, quand leurs interpositions sont attaquées; le Conseil ordonne, attendu qu'il s'agit d'aliénation de biens de mineurs par Ordonnance de Mr. Raudot, que les parties se pourvoiront pardevant Mr. l'Intendant,

18 Ro.

1738, 24e. Novembre.

Appel au Conseil d'une sentence rendue en l'Amirauté de Quebec,

40 Vo.

1740, 7e. Mars.

Arrêt qui sur un appel entre Pierre St. Marc, habitant de l'Isse d'Orléans et Guillaume Dufresne, de la dite Isse, ordonne avant faire droit que le Grand Voyer se transportera sur les lieux en l'Isse d'Orléans, examinera ce qui sera plus expédient pour la décharge des eaux de la moliere en question, ce dont il dressera son procès verbal pour être rapporté au Conseil,

165

1742, 1er. Octobre.

Arrêt rendu sur appel entre Jean Baptiste Benneau et autres habitants de la riviere du Sud, appellant d'une sentence rendue en la Prévôté de Québec, le 13e Avril, 1743, et Louis Couillard, Seigneur en partie de la riviere du Sud, intimé, par lequel arrêt le Conseil ordonne que le moulin en question sera visité par le capitaine de la côte et le Juge de la Seigneurie, pour par eux, être rapporté s'il est suffisamment sourni des ustensils nécessaires pour faire de bonne farine,

23 Ro.

1743, 18e. Mars.

Arrêt entre les habitans de Beauport appellant de la sentence de la Prévôté de Quebec, rendue le 8 Mars, 1743, et le Seigneur de Beauport, intimé, qui ordonne, avant faire droit, la visite du moulin par expert, pour rapporter s'il est en bon état,

149 Ro.

1743, 22c. Avril.

Arrêt d'enrégistrement du brevet du 27 Janvier, 1722, accordé par le Roi au Sieur Nicolas Lanoullier, Conseiller, par lequel le Roi lui donne la permission et privilege exclusif pour dix années, à compter du jour de l'enrégistrement du

dit brevet, de faire construire sur le sleuve St. Laurent tel nombre de moulins sur bateaux-qu'il avisera, aux charges, clauses et conditions y énoncées,

157 Ro.

Folie.

1750, 19e. Janvier.

Arrêt de réglement concernant les huissiers, qui leur ordonne d'être présents les jours que le Conseil s'assemblera,

101 Ro.

1751, 26e. Juillet.

Arrêt qui confirme la fentence de la Prévôté de Quebec, qui ordonne que tous les titres, régistres minutes et autres papiers concernant la jurisdiction de notre Dame des Anges, St. Gabriel, Sillery et Belaire, seront remis au Greffier de la Jurisdiction de Notre Dame des Anges.

34 Vo.

1752, 14 Avrila

Arrêt confirmant la sentence de la Prévôté de Québec, qui confirmoit sur appel la sentence readue en la jurisdiction de Beaupré.

10 Vo.

1755, 29 Septembre.

Arrêt qui ordonne que le Lieutenant Général de Montréal sera tenu à l'avenir de faire insérer dans les sentences qu'il rendra, les exceptions et moyens de désense que pourront alléguer les désendeurs, lorsqu'il ne les auront pas déduits par écrit duement signissés.

41 Vo.

1758. 4 Décembre.

Arrêt sur un appel de la sentence de la Jurisdiction des Trois Rivières, entre J. Bte. Gatien et André Corbin, comme Sindics des bourgeois et citoyens de la ville des Trois Rivières, appellants, et Claude Poulin Cressé, bourgeois de la dite ville, condamnant les dits Gatien et Corbin en leurs dites qualités à consentir à l'intimé titre de concession d'un terrein dans la commune, et met les parties hors de cour, et fait désense au Lieutenant Général et Procureur du Roi de la Jurisdiction des Trois Rivières de recevoir aucunes parties en la qualité de Sindics des citoyens et bourgeois de la dite ville des Trois Rivières, qu'elles n'ayent justissé du droit qu'elles ont de prendre la dite qualité.

8

Dates. 1759, Novembre 24.

Arrêt portant réglement pour la tenue du Conseil à Montréal, attendu la réddition de Québec.

ı Vo.

FOLIO.

Régistres contenant les Ordonnances et Jugements des Intendants.

VOL. I.

1705, 7 Septembre.

Ordonnance de M. Raudot, Intendant, portant que les droits d'entrée sur les eaux de vie, vins, &c. seront payés en monnoie de France,

1705, 5 Décembre.

Ordonnance réglant que les pièces de quatre sols, auront cours dans ce pays pour quatre sols: les sols de quelque espèce qu'ils soient pour quinze deniers,

13 Ro.

1706, 24 Mars,

Ordonnance qui, sur contestation entre le Curé de l'Ange Gardien et le nommé Pierre Tremblay, au sujet de 24 perches de terre qui ont autresois été concédées à l'église par la veuve Couillard, à prendre sur la terre occupée alors par le dit Tremblay, le dit Tremblay prétendant qu'il y avoit eu un chemin fait sur les dites 24 perches de terre, et que l'église devoit supporter la perte causée par le dit chemin; et sur ce que le Curé prétendoit prendre les dites 24 perches de terre où il voudroit, ordonne que la dite église jouira des dites 24 perches de terre en entier, lesquelles feront composées de tout le terrein qu'occupoit autresois l'ancienne église,

31 Ro.

1706, 22 Juin,

Ordonnance portant réglement pour la Police de Montréal, qui ordonne qu'il se tiendra tous les Mardis et Vendredis un marché, et établit le dit marché sur la Place d'Armes; et qui régle le dit marché ainsi que la police de la dite ville,

50 Ro.

1706, 1 Juillet.

Ordonnance concernant les communes en général,

qui régle que tous les habitants seront tenus de déserter chacun la portion de la commune qui est vis-à vis de son habitation, si mieux il n'aime la partager entr'eux, pour en jouir chacun en droit soit en pleine propriété, et ce après qu'ils auront obtenu le consentement des Seigneurs, et qu'ils seront convenus entr'eux des conditions sur lesquelles ils feront le dit partage, et à condition de laisser un chemin de 36 pieds de largeur,

54 Vos

FOLIGO

1706, 2 Juillet:

Ordonnance portant que les habitants de la côte de Notre Dame des Neiges jouiront de leurs concessions, sans que la clause de confiscation de leurs terres, pour donner de l'eau de vie aux sauvages, puisse tirer à conséquence, leur enjoignant de suivre les ordonnances,

55 Ro.

1706, 2 Juillet.

Ordonnance qui en explication sur les contrats de concession au sujet de la réserve que les seigneurs ont fait pour les bois dans l'Isle de Montréal, et pour régler les contestations qui pourront survenir sur cette clause, ordonne suivant les ordres des seigneurs, et l'acceptation des habitants, qu'à l'égard du bois de chaussage, les seigneurs en prendront un aipent seulement en chaque habitation de 60 arpents, et dans les autres à proportion, à prendre le dit arpent au choix des dits seigneurs, leur réservant toujours le droit qu'ils ont de prendre sur leurs dites habitations tous les bois qui leur seront nécessaires pour leurs bâtiments, et pour les ouvrages publics,

55 Vo.

1706, 12 Juillet,

Ordonnance qui, sur la plainte des seigneurs de l'Isle de Montréal, que ceux à qui ils ont donné des concessions resusent de payer les cens et rentes, sous prétexte qu'ils ne sont pas bornés, ordonne que dans les concessions où les seigneurs sont garants les mesures seront bornées lorsque de 60 arpents il n'en manquera que cinq, et des autres à proportion, désend aux habitants d'intenter aucun procès sur ce sujet, et en cas que

dans les dites concessions avec garantie il se manque plus de cinq arpents par chaque 60 arpents, sera permis aux seigneurs de rembourser ce qui manquera au delà sur le pied de ce que valoit l'arpent en bois debout au tems de la concession, sans qu'ils soient obligés à sournir d'autre terre, ordonne aux dits habitants de payer tous les arrérages du passé, suivant et du jour qui est porté au contrat de concession, permettant aux seigneurs de les contraindre, et obligeant les habitants à payer ceux à venir, après que dans l'an et jour les seigneurs leur auront déclaré qu'ils sont prêts de les faire borner, en payant par les dits habitants le bornage ainsi qu'ils y sont obligés,

56 Ro.

1706, 20 Juillet,

Ordonnance portant réglement pour les tanneurs, cordonniers et bouchers de Montréal,

57 Ro.

1706, 28 Juillet,

Ordonnance qui condamne les habitants de Montréal, ayant des emplacements dans la rue basse, à payer les rentes aux seigneurs suivant leurs contrats, si mieux ils n'aiment remettre les dits emplacements.

58

1706, 26 Novembre,

Ordonnance portant que tous les habitants des endroits dont le Sieur de la Faye est chargé comme missionnaire, viendront tour à tour le chercher dans l'endroit de sa demeure, asin de le conduire dans les lieux où il sera nécessaire pour les sonctions de son ministere, et le rameneront ensuite chez lui; qu'ils porteront la dixme au dit missionnaire dans sa maison ou autre lieu qu'il indiquera, leur désendant d'envoyer les ensants sans une grande nécessié,

70

1707, 27 Février.

Jugement qui condamne les marguilliers de Ste. Foy à fournir au Sieur de Villeray, Conseiller, un banc après celui des R. R. P. P. Jesuites, seigneurs de la paroisse, au prix du banc le plus proche,

90

VOL. II.

1708, 6 Janvier,

Jugement de M. Raudot faisant défenses à toutes personnes de que qualité et condition qu'elles soient, de chasser ni de pêcher sur les grêves, isles et battures étant audevant et dépendantes de la seigneurie de Beaupré, et aussi sur les terres dépendantes d'icelle, sans la permission des seigneurs, et ce à peine de 100 livres d'amende et de confiscation des armes, &c.

1708, 14 Décembre.

Ordonnance qui fait défense aux sœurs de la congrégation de Notre Dame de faire des vœux. déclarant nuls ceux qu'elles feront à l'avenir, leur permettant seulement, suivant leurs lettres patentes, de demeurer en communauté, sans que pour aucune raison elles puissent jamais être cloitrées,

105

1708, 14 Décembre.

Ordonnance qui fait défenses aux frères Charrons de faire des vœux et de porter l'habit uniforme, 105 Ro.

FOLIO.

VOL. III.

1709, 5 Février.

Ordonnance qui enjoint aux habitants de la Durantaye de contribuer de leur travail présents ou absents, pour la construction d'un prèsbitère et d'un pont qu'ils étoient convenus de bâtir, chacun en la somme de sept cents livres, à proportion de l'étendue du front de leurs habitations.

1709, 25 Mai.

Ordonnance portant réglement, qui enjoint aux seigneurs et aux juges et quatre notables habitants de faire publier les défenses contre l'abandon, et que dans les seigneuries où il ne réside ni seigneurs ni juges, les capitaines de côtes, de concert avec le curé et quatre notables habitants réglent aussi les désenses qu'il sera nécessaire de faire contre le dit abandon, lesquelles défenses dans tous les deux cas seront publiées le dimanche d'après que le réglement aura été fait, ordonnant la publication générale de la dite ordonnance,

Vo. 42

Dates. 1709, 13 Juin. Folio.

Ordonnance qui fait défense aux habitants des côtes de Montréal d'avoir plus de deux chevaux ou cavales et un poulin, parceque cela les empêche d'élever des bêtes à cornes et à laine, et produiroit le manque des autres bestiaux,

57

VOL. IV.

1710, 23 Février,

Jugement portant acte de séparation de Vincent Rodrigue et Angelique Girout sa femme, attendu les mauvais traitements du dit Rodrigue, et condamne le dit Rodrigue à payer une pension, &c.

22

1710, 25 Juin.

Ordonnance portant que les capitaines des côtes iront les premiers aux processions après les marguilliers, suivis des autres officiers de milice, et que le capitaine de la côte seul aura le pain bénit avant les autres habitants,

70

1710, 4 Août.

Ordonnance qui enjoint à tous les habitants de mettre des carcans à seurs cochons, sinon et à faute de ce, permet à ceux qui les trouveront dans les prairies et dans les grains de les tuer, adjuge le cochon à celui qui l'aura trouvé dans ses grains pour tout dommage et intérêt; et que la dite ordonnance sera lue et publiée dans toutes les paroisses du pays,

82

VOL. V.

1711, 28 Février.

Ordonnance qui autorile le Sieur Descormier, Curé, Missionnaire des paroisses de la vieille Lorette et St. Augustin de recevoir les testaments des malades de ces deux paroisses quand il en sera requis, attendu que comme missionnaire seulement, et n'étant point curé en titre, il ne pourroit les recevoir sans cette autorisation,

.

1711, 27 Février.

Ordonnance qui défend aux entrepreneurs maçons et autres journaliers particuliers d'avoir aucunes carrières dans l'étendue de 200 toises des forti-

fications de Québec, ni d'en avoir aucunes dans la ville, hors que ce fut sur un terrein où on voulut bâtir, ou dans toutes les côtes du côté du fleuve,

7 Ro.

FOLIO,

1711, 14 Mars,

Ordonnance qui en addition à l'ordonnance de Mr. Raudot, du 26 Mars 1710, ordonne que dans toutes leigneuries de ce pays où il n'y a point d'huissiers ni de juges établis, ou qui ne sont pas réfidents, et manquent par-là de tenir leurs audiences ordinaires et faire les autres fonctions judiciaires pour parvenir au bail judiciaire des biens des mineurs, il sera fait une première publication un jour de dimanche, issue de la messe paroissiale, à la porte de l'église des lieux où les biens seront situés, et ce par tel habitant qui en sera chargé par le tuteur, laquelle publication, qui sera certifiée par le curé du lieu, sera suivie d'une seconde publication qui se fera le dimanche en suivant à la porte de la dite église, aussi issue de messe paroissiale, par le même habitant ou par tel autre qui en sera requis par le tuteur, pour immédiatement après la dite dernière publication être procédé en présence du curé à l'adjudication du bail des biens de mineurs, au plus offrant et dernier enchérisseur, dont il sera dressé un acte au presbytère, lequel sera signé par le curé et par tel habitant qui aura fait la dite dernière publication, et qui valide les baux qui seront faits en la manière ci-dessus, comme s'ils avoient été faits par les officiers de justice,

VOL. VI.

1713, 6 Mars.

Ordonnance qui, pour prévenir les contestations qui pourroient arriver au sujet de la fourniture des bois nécessaires pour faire des ponts sur les rivières qui passent dans les grands chemins, ordonne que tous les bois nécessaires pour la construction des dits ponts, seront pris sur les terres les plus prochaines des dites rivières, attendu que les propriétaires de ces terres retirant des

FOLIO.

commodités de ces ponts et de ces rivières en doivent aussi souffrir les charges,

12

1713, 11 Mars.

Ordonnance qui, sur la demande du Sieur Bécancour, Grand Voyer en ce pays, représentant que
par l'édit de création de cet office, il lui est permis d'établir des commis dans les villes où il ne fait
pas sa résidence, et pour faire en son absence les
fonctions du dit office, et suppliant de faire
jouir de l'exemption de logement des gens de
guerre, tutelle ou curatelle, et autres charges
ou fonctions publiques, Louis Lefebvre Duchouquet, qu'il a établi en la ville de Montréal, pour
y servir en la qualité de Grand Voyer, ordonne
que le dit Lesebvre, commis du dit Sieur Bécancour, jouira des exemptions sus-mentionnées,

13

1713, 9 Septembre.

Ordonnance qui ordonne, conformément au marché que les habitants de Boucherville ont passé entr'eux pour la bâtisse d'une nouvelle église en pierre, que chacun des dits habitants contribuera au dit édifice en argent, bled ou travaux, à proportion des terres qu'il possede dans l'étendue de la paroisse et suivant ses moyens,

36

1713, 11 Septembre.

101 Ros

igo Ro.

Ordonnance portant que les particuliers qui mettront leurs chevaux et bestiaux sur les grêves de Kamouraska seront tenus de les retirer tous les soirs, pour éviter aux dommages qu'ils pourroient faire,

37

1714, 28 Mars.

Ordonnance qui, sur la demande du Sieur Duchesnay, Seigneur d'un arrière-sief en l'isse et comté de St. Laurent, ordonne aux habitants du dit arrière-sief, de lui fournir dans quinzaine du jour que la dite ordonnance aura été notisée, copie des titres en vertu desquels ils possedent les dites terres, à peine de dix livres d'amende contre chacun des contrevenants.

60

1714, 15 Juin.

Ordonnance qui, sur les représentations du Seigneur de Varennes, déclare le retrait qu'il a fait

de la terre de Jean Gautier, acquise par le nommé Bissonnet, bon et valable, en conséquence de la clause du contrat de concession de la dite terre, fait par lui au dit Jean Gautier, et qui ordonne au dit Bissonnet de déguerpir et abandonner la dite terre, à la charge par le dit seigneur de lui rembourser le prix principal de l'acquisition, frais et loyaux coûts,

83 Ro.

FOLIC.

1715, 4 Janvier,

Ordonnance qui commet et autorise, pour éviter à frais, Mr. St. Surin, Notaire à Batiscan, à faire assembler par devant lui les parents des mineurs de Pierre Arian, et recevoir d'eux le serment requis pour procéder à l'élection d'un tuteur et subrogé tuteur aux dits mineurs, et ensuite faire l'inventaire de leurs biens,

47 Ro.

1715, 2 Mars.

Ordonnance qui interdit Mr. Abel Michon, Notaire, de faire aucunes fonctions pendant trois mois, pour avoir délivré une expédition d'un acte dont la minute n'avoit point eté fignée par les parties, et qui lui fait défenses de travailler pendant les dits trois mois, à peine de crime de faux,

161 Ro.

1715, 3 Août.

Jugement qui réunit, à la demande du Seigneur de Lotbinière, trois terres au domaine de sa seigneurie, et par défaut, faute par les concesfionnaires d'avoir tenu seu et lieu, et payé les cens et rentes seigneuriales,

190 Ro.

1715, 2 Novembre.

Ordonnance qui, à la demande du nouveau seigneur de la côte de Lauzon, Pointe Levi, ordonne que les habitants censitaires de la dite seigneurie, lui représenteront les titres et contrats en vertu desquels ils possedent des terres dans la dite seigneurie, sous peine contre les contrevenants de vingt livres d'amende applicable aux paroisses de la dite seigneurie,

203 Vo.

1715, 18 Décembre.

Ordonnance qui, sur la plainte du Sieur Dupont, seigneur de Nenville, fait défenses aux habitants

Folio.

de la dite seigneurie d'abattre aucuns bois sur les terres de la dite seigneurie non concédées, à peine contre chacun des consrevenants de cinquante livres d'amende, applicable à la fabrique de l'église de la côte, et permet au dit Sieur Dupont de faire saisir les bois qui ont été abattus sans sa permission,

204 Ro.

1715, 24 Décembre.

Jugement qui condamne les habitants de la paroisse de Lotbinière à fournir chacun huit journées de travail pour la réparation de l'église et du presbitère, tant ceux qui ont consenti aux réparations, que ceux qui n'y ont pas consenti, sous peine contre les contrevenants de dix livres d'amende, applicable aux dites réparations,

205 Vo.

1716, 22 Janvier.

Jugement qui, à la démande de Mr. Chavigny, Seigneur de la Chevrotiere, condamne ses censitaires à lui sournir leurs corvées franches, sans
qu'il soit besoin de leur sournir ni nourriture
ni outils, lorqu'ils en seront requis, excepté dans
les tems de semence et de récolte, quoiqu'exprimé dans les contrats; et qui sait désense au
dit seigneur, et autres seigneurs de cette colonie,
d'insérer dans les contrats de concession qu'ils
feront à l'avenir la dite clause de corvée, à peine
de nullité, pendant les dits tems,

209 Vo.

1716, 11 Février.

Jugement qui, en conséquence d'un acte d'assemblée des habitants de l'Isle Dupas, ordonne que chacun des dits habitants fournira trente cinq pieds de bois pour être employés à l'édifice d'un presbitere, à peine contre les contrevenants de dix livres d'amende applicable au dit édifice.

219 Ro.

1716, 15 Février.

Jugement qui, à la demande du nouveau Seigneur de Demaure, condame les habitants cenfitaires de la dite seigneurie à représenter au dit seigneur les titres et contrats en vertu desquels ils possedent leurs terres; et ceux qui n'en ont point ou qui n'ont que des billets, d'en passer des

Folio.

contrats, aux clauses et conditions des anciens contrats, sans pouvoir y augmenter de nouvelles charges; de lui donner copies en forme et expéditions de leurs contrats dans le cas qu'ils n'en aient pas encore fournies; de lui représenter aussi les quittances qu'ils ont des cens et rentes seigneuriales de leurs terres, et de lui payer leurs arrérages qu'ils peuvent en devoir; et qui condamne les dits habitants à porter moudre leurs grains au moulin banal de la dite seigneurie,

219 Vo.

1716, 5 Mars.

Jugement qui, du consentement des seigneur et censitaires de la Chevrotiere, ordonne qu'à l'avenir chaque habitant censitaire payera au dit Seigneur, au lieu de corvées, vingt sols par an, pour chaque concession de trois arpents de front sur quarante de prosondeur.

230 Vo.

1716, 20. Mars.

Ordonnance qui, sur la plainte faite par le Sieur Hamelin, propriétaire pour un tiers de la Seigneurie des Grondines, que les Marguilliers ne lui ont pas donné un banc dans l'Eglise de la paroille, conformément à l'article 9 du réglement du Conseil Supérieur fait pour les Curés et Hauts Justiciers de ce pays, en date du 8e Juillet, 1709, ordonne aux dits Marguilliers de faire placer le banc du dit Sieur François Hamelin après celui du Sieur Louis Hamelin, propriétaire des deux autres tiers de la dite seigneurie, et dans l'endroit qui lui sera le plus convenable audessus de ceux des habitants, en payant à la fabrique le banc qu'il occupera, à l'effet de quoi les marguilliers feront reculer les bancs du côté de l'évangile,

234 Vo.

1716, 24 Mars.

Ordonnance qui, pour éviter à frais de justice, commet et autorise le missionnaire de la Baie St. Paul, de procéder à l'élection d'un tuteur et subrogé tuteur à des mineurs, sur une assemblée de leurs parents et amis, et à faire l'inventaire de leurs biens, à la charge d'envoyer au gresse.

FOLIO.

de la jurisdiction de Beaupré, les minutes des actes de tutelle et d'inventaire.

238 Vo.

1716, 30 Avril.

Ordonnance portant que les habitants des seigneuries de Vincelotte, Bonsecours, l'Islet, et Rivière des trois saumons, seront mettre et entretiendront chacun audevant de son habitation les chemins, suivant qu'ils ont été réglés et tracés par le Sieur de Becancourt, Grand Voyer, 242

242 Vo.

1716, 27 Mai.

Jugement qui, sur les plaintes des Seigneurs de Champlain, condamne les censitaires de la dite seigneurie à porter moudre au moulin de la seigneurie les grains qu'ils consomment pour la substissence de leurs familles, ainsi qu'ils y sont obligés par leurs contrats, à peine de dix livres d'amende, applicable à la paroisse de la dite seigneurie, et de lui payer la mouture des grains qu'ils auront fait moudre à d'autres moulins,

246 Vo.

1716, 5 Juin.

Jugement qui, sur les plaintes d'un co-seigneur du fief de l'Islet, condamne les héritiers Gamache à clore la devanture de leurs habitations, en sorte que les bestiaux de leurs voisins ne puissent aller dans leurs grains, et saute par eux d'avoir fait la dite clôture dans quinzaine, du jour de la notification du présent jugement leur sait désenses de saisir et arrêter les bestiaux qui pourront aller sur leurs terres, ni de les maltraiter, à peine de payer les dits bestiaux, et les dommages qu'en souffriront les propriétaires d'iceux, et de trente livres d'amende

247 Vo.

1717, Avril,

Ordonnance qui, à la demande d'un censitaire de la Seigneurie de Neuville, de faire élire un tuteur à ses ensans mineurs, commet et autouse, pour éviter à frais, un Notaire de la Seigneurie de Tilly, pour faire les sonctions de juge en cette partie, et à procéder à l'élection d'un tuteur et d'un subrogé tuteur aux dits mineurs, en présence et de l'avis d'une assemblée de parents et amis, en la manière accoutumée, et lui donne pouvoir

Folio,

de faire l'inventaire des biens et de le clore, en déposant l'acte de tutelle, l'inventaire et l'acte de clôture d'icelui, au Greffe de la Prévôté de Quebec,

275 Ro.

1717, 1er. Septembre.

Ordonnance qui permet à ceux qui sont chargés de saire saire des ponts sur les rivieres qui se rencontrent sur les grands chemins, dans l'étendue de la Seigneurie de la Bouteillerie et Grande Ance, de prendre les bois nécessaires pour la construction des dits ponts sur les terres où ils devront être saits,

294 Vo.

1718, 30 Janvier.

Jugement par lequel l'Intendant s'évoque une affaire pendante en la jurisdiction seigneuriale de Beaupré, et qui ordonne au Grefsier de la dite jurisdiction de remettre incessamment au Secrétariat de l'Intendance les charges et informations,

295 Ro.

1718, 7e. Juillet.

Jugement qui, sur les représentations faites que dans les Seigneuries de la Grande Ance, Riviere Ouelle, et Kamouraskas, il n'y a aucuns juges d'établis, commet, pour éviter à trais, le Sieur Jannot, Notaire établi à la Riviere Ouelle, jusqu'à ce que les Seigneurs y aient établi des juitices, pour faire les actes de tutelle, et devant qui les habitants pourront faire affembler, quand les cas le requerront, le nombre de tept parents et amis, pour proceder à l'élection des tuteurs et subrogés tuteurs aux mineurs, auxquels il en dera beloin; à qui il donne pouvoir de faire prêter les serments nécessaires en pareils cas, et de procéder enluite aux inventaires des biens des mineurs, à la charge que les minutes des actes de tutelle, ainfi que les dits inventaires, seront rapportés au Greffe de la Prévôte de Quebec.

310. Vo

1719, 10e Mars.

Jugement, qui, à la demande des Seigneurs de l'Isle de Montréal, reçoit le Sieur David, nommé par eux, Greffier en la jurisdiction de Montréal, et qui ordonne au Lieutenant Général de la dite jurisdiction, de le reconnoitre en la dite qualité,

Folio.

ferment préalablement pris en la maniere accoutumée.

324 Vo.

VOL. VII.

1720, 31 Décembre.

Jugement qui, à la requête du Procureur de l'adjudicataire général pour la Compagnie des Indes pour les fermes unies de France et du domaine d'Occident en ce pays, ordonne qu'il feramis en possession des biens meubles et immeubles du nommé Joseph Pyre dit Carpentras, aubain et étranger, qui est décédé sans aucuns hoirs apparents, comme appartenants au Roi par droit de desherence, et aux dites fermes comme étant aux droits de sa Majesté, sauf au dit directeur de rendre compte des dits biens aux héritiers du dit Peyre, si aucuns y a.

1721, 15 Avril.

Jugement entre Louis Civadier, habitant de l'Isse d'Orléans et sa femme, et Antoine Civadier leur fils et Toningo, sa femme, qui casse, révoque et annulle, pour cause d'ingratitude de la part du dit Antoine Civadier et sa femme envers leurs dits père et mère, la donation portée par leur contrat de mariage en leur faveur.

54 Vo.

1721, 19 Mai,

Ordonnance qui, à la demande des marguilliers en en charge de l'œuvre et fabrique de l'église de St. Antoine, ordonne qu'à la diligence des dits marguilliers il fera fait une affemblée au son de la cloche, au premier jour de dimanche ou de fête, issue de grande messe, qui leur sera indiqué au prône, de tous les habitants de la dite paroisse, pour en présence du curé, du seigneur, du capitaine de la côte, délibérer entr'eux s'il leur est plus convenable de retablir leur églile, que d'en construire une nouvelle en pierres ou en bois, et pour choilir quatre principaux habitants, et faire faire le plan, estimation et répartition des dépenles, dont il sera dressé un procès verbal par un notaire ou greffier sur les lieux, contenant le conlentement ou refus des uns et des autres des

dits habitants, touchant les dites délibérations, pour le dit procès verbal, plan, estimation et répartition être apportés à l'Intendant, et être ordonné ce que de raison,

71 Vo.

Folio,

1721, 6e. Juin.

Jugement qui condamne un tuteur à faire et entretenir par moitié la clôture mitoyenne de la terre de ses mineurs, d'entr'eux et leur voisin, et qui ordonne que la dépense qu'il fera à cet égard lui sera allouée dans le compte qu'il rendra de sa gestion, en rapportant par lui un état de la dite dépense, certifié du Curé de la paroisse,

80 Vo.

1721, 28e Juin.

Jugement qui, à la demande de quatre habitants du Cap St. Ignace, condamne le Seigneur de leur concéder des terres qu'il leur a promises par les billets, et de les faire borner aux trais des dits habitants, à leur passer sous un mois contrats des concessions des dites terres ; fait défenses d'établir d'autres droits sur les dites terres que ceux de redevance, et de faire inlérer dans les dits contrats d'autres conditions que celles de tenir feu et lieu, conserver les bois de chêne propres à la construction des vaisseaux, donner le découvert ordinaire à leurs voilins, et souffrir les chemins qui seront nécessaires, desquels contrats les dits habitants lui fourniront chacun à son égard une expédition à leurs frais; et faute par lui de le faire, permet aux dits habitants de se pourvoir pardevant le Gouverneur et Intendant pour en demander la concession au nom de sa Majesté, aux mêmes droits de redevance et conditions, conformément à l'Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 6e Juillet, 1711.

107 Ro.

1721, 8e. Juillet.

Ordonnance portant réglement pour la bâtisse des maisons dans la ville de Montréal, ordonnant entr'autres choses, I o qu'il ne sera bâti aucune maison en bois ou colombages, II o qu'il ne sera point fait de couverture en mansardes. III o qu'il ne sera fait aucune couverture en bardeaux. IV o que ceux qui bâtiront, prendront un ali-

Dates,

Folio.

gnement. V que ceux qui ne pourront pas mettre leurs maisons à plus d'un étage pour le présent, seront tenus de les faire augmenter d'un étage dans trois ans. VI que les greniers seront carrelés avec des carreaux ou de la brique, avec trois ou quatre pouces de mortier. VII que ceux qui en prenant des alignements perdront du terrein, ou en auront d'augmentation, seront déchargés des cens et rentes dus aux Seigneur eu égard à ce qu'ils perdront de terrein, ou payeront en proportion de plus de ce qu'ils auront d'augmentation,

115 Ro.

1721, ge. Juillet-

Ordonnance qui regle que les habitants de Berthier, de Sorel et de l'Isle Dupas, rendront chacun à leur tour le pain bénit à l'église où ils
sont desservis, à peine de trois livres d'amende
contre les contrevenants, applicable à la fabrique de la dite église; et que lorsque le pain bénit sera rendu par aucun des dits habitants des
dites trois Seigneuries, il sera présenté au capitaine de la côte de la Seigneurie dont l'habitant
présentera le pain benit,

123 Vo.

1721, 20e. Septembre.

Jugement qui, à la requête du Sieur Levrard, Seigneur de St. Pierre, réunit à son domaine une terre de six arpents de front sur quarante de prosondeur, sur laquelle dont être bâti le moulin banal de la dite Seigneurie, et d'après ses offres le charge de concéder pour l'indemnité une autre terre dans la dite Seigneurie, aux charges et redevances ordinaires, en tel lieu que le concessionnaire voudra choisir,

146 R °.

VOL. VIII.

1722, 5 Janvier.

Jugement qui, à la requête du Seigneur de Jacques Cartier, ordonne que le titre de la dite Seigneurie sera rempli au préjudice de celle de Belair, étant antérieur à celui de l'autre,

Ro.

1722, Mars 24.

Jugement qui, sur les représentations des seigneurs

du fief St. Denis, qui font un établissement de pêche à marsouins, désend aux habitants du dit fief et à tous autres de tendre à l'avenir pour la pèche de harangs et de saumons au devant du dit fief, et de troubler la dite pêche à marsouins, à peine contre les contrevenants de tous dépens, dommages et intérêts,

24 Ro.

FOLIS.

1722, 16 Avril.

Ordonnance qui, sur une requête présentée par les marguilliers de la paroisse St. Charles en la Seigneurie de la Chenaye, pour bâtir une église et un presbytère, et après avoir vu le mandement de l'évêque qui en fixe la place, ordonne que les censitaires de la dite seigneurie seront tenus de s'allembler pour choifir et nommer entr'eux quatre des principaux habitants, qui sont autorisés conjointement avec le curé, le seigneur et le capitaine de milice, de faire un estimatif de la dépense nécessaire à faire, pour les bâtisses d'une église et d'un presbitère, et un état de répartition de ce que chaque cenfitaire sera tenu d'y contribuer, eu égard à l'étendue des terres qu'il possede en la dite seigneurie, lesquels états rapportés, sera ordonné ce que de raison.

38 Ro.

1722, 5 Juillet.

Ordonnance qui, à la demande de quelques habitants de la petite rivière près la Baie St. Paul, porte homologation d'un acte de société fait entr'eux pour la pêche aux marsouins,

58 Vo.

1722, 29 Juillet.

Jugement qui, sur les représentations d'un nommé Laliberté des Isles Bouchard, sait desense au Sieur Desjordy, seigneur du lieu, de troubler les habitants de la dite seigneurie dans l'exploitation et vente des bois de chêne qu'ils abattent pour faire et avancer le désrichement, et de ne leur faire aucune demande pour raison des dits bois, à l'exception de ceux qui pourroient abattre les dits bois seulement pour les vendre, sans travailler ensuite à désricher les terres sur lesquelles ils les auroient abattus, auquel cas sui permet de faire saisir les dits bois, et de se pourvoir ensuite par devant l'Intendant, pour en faire

FOLIO.

ordonner la confiscation, sans que sous aucun prêtexte il puisse rien exiger des dits habitants, pour raison des dits bois. Les dites représentations exposant que la clause de réserve des bois de chêne dans les contrats de concession n'attribue point aux seigneurs la propriété des bois de chêne qui se trouvent dans l'étendue des terres qu'ils ont concédées, et que l'intention du Roi est que les terres concédées soient mises en valeur, et qu'il est du bien public que tous les bois que les habitants abattent pour avancer le désrichement de leurs terres, soient utilement employés en bois de corde, ou en planches, madriers ou bordages, plutôt que d'être brulés sur les lieux,

94 Vos

1722, 3e Septembre.

eigneill do Vor-

Ordonnance qui autorise le Sieur Jannot, Notaire à la Riviere Ouelle, de faire la clôture de l'inventaire par lui fait des biens de la communauté d'entre Pierre Roi et seu Marie Martin sa semme, laquelle clôture validera comme si elle avoit été faite par le juge ordinaire; n'y ayant point de juge sur les lieux,

115 Voi

1722, 5c. Décembre.

Ordonnance qui, sur le requisitoire du Procureur Général du Roi, à la poursuite et diligence du Directeur Général des fermes du Roi, ordonne qu'il sera procédé pardevant l'Intendant au nom de sa Majesté, à la confection d'un papier terrier et censier des siefs relevant directement de sa dite Majesté, et de leurs dépendances; et des maisons, terres et héritages en roture, étant en fa cenfive en ce pays; et qu'en conséquence les Seigneurs de fiefs qui n'en ont point porté foi et hommage, ni payé les droits; les vassaux qui ont été reçus en foi, tenanciers, censitaires et autres redevables, seront tenus de comparoitre devant l'Intendant en personne; ceux qui n'ont point été reçus en foi, pour porter foi et hommage à sa Majesté entre ses mains, et faire leurs offres, à peine de saisse féodale, et tant ces premiers que les autres vaffaux, tenanciers, censitaires et autres redevables, en personnes, ou quelqu'uns pour eux fondés de procuration spé-

ciale, pour représenter les titres qu'ils ont, actes précédents de foi et hommage, anciens aveux et dénombrements, ainsi que déclarations quant aux rotures; souscrire au dit papier terrier et censier, y reconnoitre les droits et devoirs, cens et rentes ou autres droits par eux dus à sa Majeste, les faire écrire sur le dit papier terrier et censier, ensemble leurs aveux, dénombrements et déclarations des dits fiefs en relevant, et terres en censives, et des biens et héritages sujets aux dits droits et devoirs, cens et rentes et autres droits appartenants à sa Majesté, à peine d'y être contraints, savoir les vassaux par saise féodale, et les tenanciers, censitaires et autres redevables, par saisie de fruits. igas, ge Septembre,

139 Vo.

VOL. IX.

1723, 15e Janvier.

Jugement qui, à la requête du Seigneur de Vercheres, déclare une saisse faite tur un habitant de la dite Seigneurie bonne et valable, qui en ordonne l'exécution pour le payement des arrérages de cens et rentes dus, et qui le condamne en soixante livres d'amende pour avoir contrevenu à un jugement précédent, applicable à la fabrique de la paroitle.

3 Ros

1723, 15e Janvier.

Ordonnance qui, pour éviter à frais, autorise un Notaire de la côte du Sud à procéder à l'élection d'une tutelle, en failant affembler pardevant lui les parens et amis des mineurs au nombre de sept, qui prêteront serment devant lui, de nommer en leur ame et conscience, un tuteur et subrogé tuteur aux dits mineurs, auxquels tuteur et subrogé tuteur il fera prêter serment de bien et fidèlement gérer les biens de leurs pupilles, pour ensuite de la dite élection être procédé par lui à l'inventaire de leurs biens meubles et im--med to jot solve meubles, à condition que l'acte de tutelle sera sams, of hire lears remis au Greffe de la Prévôté de Québec.

4 Vo.

1723, 11e Février.

comparation de-

*Sql nemerosum

Ordonnance qui commet le Sieur Jannot, Notaire, pour faire assembler les parens et amis des mi-

Folio.

neurs Paradis, au nombre de sept, lesquels, après serment prêté, délibereront s'il est avantageux aux dits mineurs que la terre en bois debout à eux appartenante soit remise au Seigneur du lieu, dont le dit Jannot donnera acte au tuteur, qui remettra au Greffe de la Prévôté de Québec la minute de l'avis des parents, lequel validera comme s'il avoit été fait par Juge compétent.

10 Vo.

1723, 2e. Mars.

Jugement qui, sur les représentations du Curé de la paroisse de Repentigny, condamne tous les habitants de la dite paroisse, tant ceux qui tiennent feu et lieu fur leurs terres, que ceux qui ne les habitent point, de contribuer chacun à la bâtilse de l'église, à proportion de l'étendue des terres qu'ils possedent.

16 Ro.

1723, ge. Mars.

Ordonnance qui commet et autorise, pour éviter à frais, le Curé de Neuville, faute de juge en la dite Seigneurie, de procéder à un acte de tutelle suivant les formes prescrites, à condition que l'acte en sera remis au Greffe de la Prévôté de Québec.

22 Ro.

1723, 17 Juin.

Ordonnance qui fait défenses à Mesnu, Perrot, Deblois, et Dupont, de l'Isle d'Orléans, de tendre aucunes peches à anguille dans l'étendue de celles à marsoins, et enjoint d'enlever celles déjà tendues, le tout à peine de vingt livres d'amende, applicable à la fabrique de la Sainte Famille.

67 Ro.

1723, 3e. Août.

Ordonnance qui, pour éviter à frais, commet et autorise le Curé de Beaumont à proceder à l'édes lection d'un tuteur et d'un subroge tuteur à des mineurs, suivant les formalités ordinaires, après avoir assemblé les parents et amis des dits mineurs pour parvenir à la dite élection, et savoir s'il leur fera plus avantageux de vendre leurs terres, ou de les leur conterver.

98 Vo.

source, n'our point en-

1723, 21 Novembre. Ordonnance entre quelques habitants de Beauport and and appendet le Sieur Juchereau de St. Denis, portant que

Farto.

les rentes des concessions saites dans la Seigneurie de Beauport depuis la suppression de la monnoie de cartes, lesquelles sont stipulées à vingt
fols par arpent de front, sans qu'il soit expliqué
que ce soit monnoie de France, seront payées
sur le pied de vingt sols monnoie de France en
entier, sans déduction du quart, attendu que par
l'article 8 de la déclaration au sujet de la monnoie des cartes, du 5 Juillet, 1717, le Roi a abrogé la monnoie dite du pays, et en conséquence a ordonné que toutes stipulations de
contrat, redevances, baux à serme et autres affaires généralement quelconques se feroient, à
commencer de l'enrégistrement de la dite déclaration, sur le pied de la monnoie de France.

123 Ros.

VOL. X.

1724, 14 Octobre.

Ordonnance qui choisit et nomme Mr. le Marquis de Vaudreuil, Gouverneur, et plusieurs Confeillers, pour procéder à l'élection d'un tuteur et subrogé tuteur au Sieur Edme Antoine Robert, fils de seu Messire Edme Nicolas Robert, député Intendant de Police, Justice et Finances en ce pays, et ordonne qu'il seront assemblés à cet effet par devant l'Intendant.

69 Ro.

VOL. XI.

1725, 8e. Janvier.

Ordonnance qui, sur la requête de Marguerite Morin veuve en premieres noces de Jean Poreau, et en secondes noces de Mathieu Raby, et de Michel et Philippe Porreau ses enfants, homologue un acte sous seing privé, fait entr'eux par devant le Sieur Auclair, Curé de la paroisse de St. Augustin, et le capitaine, pour être exécuté selon sa forme et teneur.

1 Ros

1725, 14 Janvier.

Ordonnance qui, sur les représentations du Procureur Général du Roi, que plusieurs seigneurs et propriétaires de biens en rôture, n'ont point encore satisfait aux ordonnances des 24 Decembre 1722, et 24 Mai 1724, ordonne que dans tout

Folio.

le mois de Février prochain, pour tout délai, les propriétaires de fiefs et biens en rôture, relevant du domaine et de la cenfive de sa Majesté, soit communautés ou autres, seront tenus à l'égard des fiefs d'en faire les soys et hommages, s'ils n'y ont point satisfait, et de sournir leurs aveux et dénombrements; et à l'égard des biens en rôture d'en fournir leurs déclarations; et qui déclare que faute par eux d'y satisfaire dans le dit délai, il est permis au Directeur Général des fermes du Roi, de procéder, à la requête et diligence du dit Procureur Général, contre ceux qui seront en demeure, aux saisses séodales et autres poursuites prescrites par la coutume de Paris.

50 Vo.

1726, 25 Avril.

Ordonnance qui, sur la représentation du Curé de Charlesbourg condamne la veuve Lavigueur à payer au dit Curé la somme de six livres, pour les droits qui reviennent à la dite paroisse pour l'inhumation du nommé Louis son sils, qu'elle a fait enterrer à la paroisse de Beauport, sans avoir payé les droits dus à la paroisse de Charlesbourg:

91 Vo.

1726, 7e. Août.

Ordonnance qui, sur la représentation du Sieur Raimbault, Procureur du Roi de la Jurisdiction de Montréal, qu'il a payé une somme de soixante livres à Guillaume Lescarbot et à sa femme, pour se charger des soins et éducation d'une fille agée de quatre mois, trouvée dans la paroisse de Repentigny, suivant acte d'engagement, et que c'est au Seigneur Haut Justicier de la Paroisse de Repentigny à pourvoir aux soins, nourriture, entretien et éducation des enfants batards qui se trouvent dans l'étendue de sa haute justice, et demandant que la dite somme lui soit remboursée par le fermier judiciaire établi fur le dit fief, condamne le dit fermier judiciaire à rembourser la dite somme, laquelle lui sera aiminuée sur le prix de son bail, en rapportant avec cette Ordonnance quittance du dit Sieur Raimbault.

107 Ro.

VOL. XII.

1727, 14 Janvier.

Ordonnance au sujet de la contestation entre le Seigneur des Grondines et Charles Dubord, du dit lieu, pour raison de l'étendue de terre et grêves appellées Commune, où tous les habitants du dit lieu ont droit de faire paître leurs bestiaux, qui règle que jusqu'à ce qu'il soit nécessaire de donner plus de largeur à la grêve qui borde le front des habitations et qui sert de Commune aux dits habitants, et que chacun des habitants laisse un espace dans la largeur de son habitation pour contribuer à l'élargissement de la dite Commune, le dit Charles Dubord s'en tiendra, rapport au dit Seigneur son voisin, dont les terres joignent celle du dit Dubord, à la ligne des aulnes qui le bordent, et qui défignent le commencement et la largeur de la dite Commune, sans qu'il soit permis au dit Dubord de faire entrer et laisser aller ses bestiaux sur les profondeurs des terres du dit Seigneur au par de là de la ligne marquée par les dites aulnes, désignées de tout tems pour marquer et borner la dite Commune.

15 Vo.

1727, 6e. Février.

Ordonnance qui defend aux Notaires et aux Ecclésiastiques, qui pourroient être requis pour prêter leur ministere pour marier le Sieur Berthelot avec la Demoiselle Rousselle, de ne point passer outre ou prêter leur ministere à ce mariage, jusqu'à ce que les parties et parents aient écrit au pere du Sieur Berthelot, mineur, et en aient reçu le consentement par écrit.

21 Ro.

1727. 10 Avril.

Jugement qui, sur la représentation d'un mineur agée de 22 ans, que son tuteur lui resusoit son consentement pour acheter une terre, l'autorise à en faire l'acquisition, et condamne le tuteur à la payer des déniers du dit mineur, avec ordre au Notaire qui passera le contrat de la dite acquisition, d'annexer le présent jugement à la minute.

54 Vo.

Dates. 1727, 25 Juin. Folio.

Ordonnance portant défenses d'échouer et décharger les cajeux de bois devant la place de la Basse ville, et dans les autres endroits éloignés du Culde-sac, ainsi que dans le Cul-de-sac, étant un lieu destiné pour recevoir seulement les navires et autres bâtiments de mer, sous peine de dix livres d'amende, applicable aux pauvres de l'Hôpital Général, et de confiscation des cajeux.

125 Ro.

VOL. XIII.

1727, 17 Septembre.

Jugement qui condamne six habitants de la Riviere Batiscan, chacun en cinq livres d'amende par chaque jour, à compter du six du dit mois, jusqu'à ce qu'ils aient fourni et payé leurs cotes parts pour la bâtisse du presbitere, suivant la répartition qui en a été faite en l'assemblée des habitants de la dite paroisse, applicable à la dite église.

14 Vo.

VOL. XIV.

1728, 6e. Janvier.

Ordonnance de Mr. Dupuis, Intendant, qui traite des pouvoirs du Conseil Supérieur, contre la prétention des chapitre et chanoines de Quebec de ne reconnoitre aucun Juge capable en Canada de juger leurs différents avec le Sieur de Lotbiniere, Archidiacre, pas même le Conseil Supérieur de Québec, et qui, sur la conduite des dits chapitre et chanoines à l'occasion de l'enterrement de Monleigneur l'Evêque, ordonne que les dits chapitre et chanoines comparoitront le 5 du mois au Conseil Supérieur, pour rendre compte de leur conduite, et pour répondre aux conclusions qui seront prises par le Procureur Général du Roi; leur défend de célébrer en leur église aucuns services solemnels, qu'après que leurs différents sur lesquels ils ont resulé de comparoitre au Conseil, auront été jugés par le dit Confeil sur la question de savoir qui officiera, et faute par les dits chapitre et chanoines de comparoitre, comme sul-dit, ordonne par provision,

qu'ils y seront contraints par saisse de leurs revenus temporels; et enjoint la publication et affiche de la dite ordonnance dans toutes les villes et autres endroits du pays.

1 Ro.

F0210.

1728, 6e. Janvier.

Ordonnance de Mr. Dupuis, Intendant, qui, sur l'avis de la publication au prône d'un mandement par le Sieur de Tonnancour, prêtre et chanoine, lequel mandement et maniseste portoit le nom de Vicaires généraux du chapitre de Quebec contre l'arrêt du Conseil Supérieur du jour d'hier, qui défendoit au Sieur Boulard et autres de prendre la qualité de Vicaires généraux du dit chapitre, et de faire aucun acte de jurisdiction en cette qualité, fait défenses aux prétendus Vicaires généraux du chapitre de Quebec, et à tous Curés, de publier le dit mandement et maniseste, et aucun autre qui émane des dits prétendus Vicaires généraux, sous peine de désobéissance et de la faisse de leurs revenus temporels, et ordonne la publication de la dite ordonnance partout où besoin sera.

6 Vo.

1728, 13 Janvier.

Jugement qui, à la requête du Seigneur de Beauport, condamne les habitants de sa Seigneurie à lui payer les arrérages des cens et rentes qu'ils doivent, ainsi qu'il est porté par leurs contrats de concession, sans aucune réduction ni diminution.

9 Ro.

1728, 15 Février.

Ordonnance qui porte que les tuteur et subrogé tuteur de Marie Anne Pelletier, fille mineur, s'assembleront chez le Sieur Jannot, Notaire, avec les parents pour dresser acte de l'acceptation ou renonciation qu'ils feront à la succession de Noel Pelletier son pere.

15 Re.

1728, 8e. Mars.

Ordonnance de Mr. Dupuis, Intendant, qui, sur des difficultés mues à l'occasion d'un ordre du Gouverneur et Lieutenant Général, par lequel il désend au Conseil Supérieur de recevoir aucune Requête du Sieur Boulard, et de rendre aucun Arrêt, et au Procureur du Roi et autres officiers

Folio.

d'écrire ou faire autres choses dans cette affaire, suspendant l'exécution des arrêts passés par le dit Conseil, après avoir vu l'arrêt du dit Conseil, qui ordonne au contraire l'exécution de tous les arrêts précédents, &c. fait défenses au Grand Prévot de la Maréchaussée d'exécuter aucun des ordres de Mr. le Marquis de Beauharnois, Gouverneur et Lieutenant Général de la Nouvelle France, en choses qui puissent regarder directement ou indirectement la justice ordinaire et les arrêts du Conseil Supérieur, le Roi ayant fait défenses à Mr. le Marquis de Beauharnois de s'opposer directement ou indirectement au cours de la Justice ordinaire; enjoint au dit Sieur Grand Prévôt d'exécuter ceux du Conseil Supérieur, de l'Intendant, et autres qui regarderont la Justice ordinaire.

19 Ro.

1728, 22 Mars.

Ordonnance qui, pour éviter à frais, autorise le Sieur de Chevigny, qui va à la Baie St. Paul, de procéder à une élection de tutelle suivant les formalités ordinaires, et de procéder également à l'inventaire des biens des mineurs, n'y ayant ni juge, ni notaire au dit lieu, à la charge que l'acte de tutelle et l'inventaire lui seront rapportés, pour être sur iceux ordonné ce qu'il appartiendra.

27 Ro.

16881

1728, 27 Mars:

Ordonnance de Mr. Dupuis, Intendant, qui, surdes difficultés, traite des pouvoirs du Gouverneur Général, de l'Intendant et du Conseil Supérieur, établit entr'autres choses que le dit Conseil Supérieur est le seul établi avec l'Intendant, pour, conjointement avec lui, ou separement, juger souverainement et en dernier ressort les trois états de cette partie de la Colonie, qui sont le clergé, la noblesse et le tiers-état; que l'autorité du Roi reside éminémment et caractéristiquement dans son Conseil Supérieur, chargé, ainsi que le sont les Parlements et les autres Conseils Supérieurs du Royaume, de l'administration de la justice Souveraine; que, lorsque le Conseil Supérieur supérieurs du Royaume, de l'administration de la justice Souveraine; que, lorsque le Conseil Supérieur supérieurs du Royaume, de l'administration de la justice Souveraine; que, lorsque le Conseil Supérieur superieurs du Royaume, de l'administration de la justice Souveraine; que, lorsque le Conseil Supérieur superieurs du Royaume, de l'administration de la justice Souveraine; que, lorsque le Conseil Supérieur superieur sup

FOLIO.

rieur a des vues différentes d'un Gouverneur Général, en choses qui regardent la justice, c'est ce que le Conseil ordonne qui doit avoir son exécution, de même que s'il y a diversité de sentimens entre le Gouverneur Général et l'Intendant, sur des choses qui les regardent en commun, les vues du Gouverneur prévaudront, si ce sont choses purement consiées à ses soins, tel que la guerre et la discipline militaire, hors de laquelle il est défendu au Gouverneur de faire aucune ordonnance quelconque; que les ordonnances des Intendants doivent de même s'exécuter par provision, quand ce dont il s'agit est dans l'étendue de ses pouvoirs, qui sont la Justice, la police et les finances; sauf à rendre compte au Roi de part et d'autre; et sur les défenses qu'avoit faites le Marquis de Beauharnois Gouverneur, dans les villes et campagnes, d'y recevoir les Arrêts du Conseil Supérieur, sans son expresse permission, et sur le refus du Clergé de les recevoir, ordonne à tous colonels, capitaines et autres officiers de milice, et à tous huifsiers, sergents, praticiens et maitres d'école, de recevoir tant les ordres du Roi, que les Arrêts du Conseil Supérieur, et les ordres des Intendants, et d'en faire la lecture au peuple, à la porte des églises paroissiales, conformément aux ordres du Roi, et à la déclaration du 2e Août, 1717, régistrée au Conseil Supérieur, le 2e Octobre, 1719. Ordonne que cette Ordonnance sera publiée dans toutes les villes et endroits du pays.

20 Ro.

VOL. XVII.

1729, 7e. Decembre.

Ordonnance qui ordonne qu'il sera procédé à la nomination d'un Curateur aux biens de la succession du nommé Carpentras, décedé sans héritiers apparents, laquelle succession est echue à sa Majesté par droit de desherence, sur lequel Curateur les immeubles du dit Carpentras seront sais pour être criés par les quatre quatorzaines accoutu-

Folio.

Dates.

mées, et être vendus, pour être les deniers remis au Directeur et Receveur Général du domaine, qui en rendra compte à qui il appartiendra.

23 Vn.

1730, 20 Janvier.

Ordonnance qui, sur la plainte du Seigneur de Bellechasse, condamne quelques habitants à payer les cens et rentes, suivant et conformément à leurs contrats de concession,

35 Ro.

1730, 31 Janvier.

Jugement qui déboute le Directeur et Receveur Général du domaine du Roi, de ses demandes et prétentions sur la succession du Sieur Dupré, bâtard, mort ab intestat et sans enfants, et adjuge la dite succession à sa veuve et héritiers de la dite veuve,

45 Ro.

1730, 4e. Février.

Ordonnance faisant des réglements provisoirs entre le Sieur Cugnet, Directeur et Receveur Général du domaine, et le Sieur Lanoullier, agent général de la Compagnie des Indes, afin de prévenir les différents qui pourroient naître entr'eux au fujet des marchandises faisses pour suite de procès par devant l'Intendant, et distribution des confiscations et amendes; les dits réglements faits sur la représentation faite par les dits Sieurs Cugnet et Lanoullier des divers réglements et ordonnances qui servent de titre au fermier du domaine et à la Compagnie des Indes, tant pour la perception des droits du Roi, du commerce exclusif du castor, que pour l'interdiction du commerce étranger,

41 Vo.

1730, 14 Mars.

Mars.

Jugement qui, à la requête du Seigneur de Defchambault, qui offre de fournir le terrein pour l'églife, et de la bâtir à ses frais, condamne les censitaires de la dite seigneurie à construire un presbitère, et d'y contribuer chacun au prorata de leurs concessions, conformement à l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du 3e Mai, 1722, à peine contre les contrevenants de dix livres d'amende applicable à la fabrique de la dite église.

63 Ro.

Dates. 1730, 1er Avril.

Jugement qui, sur la requête du seigneur de Tilly et de Bonsecours, ordonne que tous les censitaires de la dite seigneurie seront tenus de tenir seu et lieu sur leurs terres, à compter du jour du jugement jusqu'à la St. Martin inclusivement, pour toute présixion et délai, et de les mettre en valeur, et que faute par eux de le faire, il sera par lui procédé à la réunion des terres au domaine du Seigneur, en par lui rapportant de nouveaux certificats du Curé et du capitaine de milice que les dits censitaires n'auront point tenu seu et sieu dans ce délai, qui leur est accordé de grace,

77 Ro.

1730, 16 Mai.

Jugement qui homologue le partage fait en présence du Curé de Ste. Foy, et les témoins dénommés au certificat du dit Curé, d'une terre entre les six enfants et héritiers de Nicolas Bonhomme et sa femme, dont deux sont absents, à l'effet par les cohéritiers de jouir chacun de la part qui lui est échue en toute propriété, au moyen de la présente ordonnance d'homologation,

101 Vo.

VOL. XVIII.

1730, 3e. Juillet.

Jugement qui, sur les plaintes du curé de Ste. Anne, en l'Isle de Montréal, condamne les habitants à lui payer les dixmes de tous les grains suivant l'usage, à peine de dix livres d'amende,

15 Ro.

1730, 8e. Juillet.

Ordonnance qui, pour éviter à frais, autorise le Curé de la Chenaie à procéder à une élection de tutelle suivant les formalités ordinaires, et à faire l'inventaire des biens des mineurs, à la charge que l'acte de tutelle sera remis au greffe de la Jurisdiction Royale de Montréal, et l'inventaire déposé chez tel notaire qu'il plaira aux parties,

21 Vo.

1730, 14 Juillet.

Jugement qui, à la requête du Seigneur de Boucherville et de Montarville, condamne tous ses censitaires à lui fournir sous trois jours les billets, contrats de concession et autres titres de propriété des terres qu'ils possedent dans les dites sei-

Folio,

gneuries, desquels contrats et titres, ils seront tenus de lui fournir une expédition, et ceux qui n'ont que des billets d'en prendre contrats,

34 Vo.

1730, 14 Juillet.

Jugement qui, à la requête du Sieur de la Perriere, comme procureur de ses frères et sœurs, condamne le nom ré Etienne Dumais et autres de leurs censitaires à payer incessamment les cens et rentes, et rentes constituées, par eux consenties en faveur du dit Sieur La Perriere, et à continuer de les payer exactement à l'avenir,

35 Ro.

1730, 16 Juillet.

Jugement qui, à la requête du seigneur de La Noray et Dautray, ordonne que la dite seigneurie,
ainsi que celles de St. Sulpice et de Repentigny,
seront arpentées en conséquence de leurs titres,
et que les habitants payeront à l'avenir aux seigneurs dont ils releveront, suivant le dit arpentage, les cens et rentes et autres droits seigneuriaux, sans que pour raison du dit arpentage ils
puissent être troublés par les seigneurs dans la
possession et jouissance de leurs terres,

38 Ro.

1730, 20 Juillet.

Jugement qui, sur la représentation du Sieur de Dumuy, ordonne que les terres de deux de ses censitaires seront bornées conformément à leurs contrats de concession, et commenceront au chemin du Roi qui est sur le bord du fleuve Saint Laurent; et que pour ce qui est du terrein qui est entre le dit chemin du Roi et le dit sleuve, donne acte au dit Seigneur de ce que les dits habitants consentent de lui donner par chacun an une journée de corvée dans le tems et dans les faisons qu'il les demandera; pour jouir du dit terrein en toute propriété, et donne pareillement actes aux dits habitants de l'abandon et cession que leur fait le dit Seigneur du dit terrein, au moyen de la dite journée de corvée à fournir tous les ans à l'avenir par chacun d'eux,

44 Ro.

1730, 22 Juillet.

Ordonnance qui, sur la plainte du Seigneur de Sorel, que quelques habitants de sa seigneurie re-

fusent d'envoyer moudre leurs bleds à son moulin, quoiqu'ils y sussent obligés par leurs contrats, et que les réglements faits à ce sujet par le Conseil Supérieur de ce pays, désendent aux dits habitants de porter leurs bleds moudre ailleurs qu'au dit moulin, à peine de dix Livres d'amende applicable à la fabrique de la paroisse, leur permet seulement qu'en cas que le dit moulin vienne à chaumer, et que leurs bleds ne soient pas moulus dans deux sois vingt quatre heures, après qu'ils les auront mis dans le dit moulin, de les porter dans tel moulin qu'ils jugeront à propos,

48 Ro.

FOLIO.

1730, 24 Juillet.

CH NO

Jugement qui, à la requête du Sieur Boucher de Niverville, seigneur de Chambly, porte que tous les habitants dénommés au dit Jugement, seront tenus de tenir seu et lieu sur leurs terres et de les déserter dans le désai de huit mois, saute de quoi il sera procédé à la réunion des dites terres au domaine du dit Sieur Boucher, désend aux dits habitants et à tous autres de céder, changer ou vendre leurs terres sans en avoir donné connoissance à leur Seigneur, et pour par lui être ratissé pour éviter toute surprise,

51 Vo.

1730, 27 Juillet.

Ordonnance qui porte que tous les ouvrages réglés et arrètés par le Sieur Hervieux, en sa qualité de commis du Grand Voyer dans le gouvernement de Montréal, seront exécutés conformément aux procès verbaux par lui dressés; et pour en accélérer l'exécution, l'autorise à commettre des hommes aux frais et dépens des resulants,

55 Vo.

VOL. XIX.

1731, 7e Janvier.

Ordonnance enjoignant à tous officiers de milice d'obéir et faire obéir par qui et ainsi qu'il appartiendra, dans l'étendue des gouvernements de Quebec, Montréal et des Trois Rivieres, au Sieur Lanoullier de Boisclerc, Grand Voyer, étant sur

son départ pour s'y rendre, dans tout ce qui concerne les fonctions de sa charge,

33 Vo.

FOLIO.

1731, 18 Fevrier.

Jugement qui, à la requête des habitants et censitaires de la seigneurie de la Durantaye, ordonne au seigneur de faire réparer incessamment le moulin de la dite seigneurie, et faute par le dit seigneur d'y faire travailler incessamment, permet aux dits habitants d'en construire un à leurs frais, aux conditions marquées par l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 4e Juin, 1686, enrégistré au Conseil Supérieur de ce pays le 24 Octobre suivant,

55 Ros

1731, 21 Février.

Jugement qui, à la requête du seigneur du Portjoli, condamne plusieurs habitants de la dite seigneurie à lui payer les arrérages des cens et rentes qu'ils lui doivent, et le chapon en nature ou en argent, a la volonté du dit seigneur, conformément à leurs billets ou contrats de concession; qui ordonne à tous les habitants qui n'ont point de contrats d'en prendre et de lui en sournir une expédition, et qui les condamne en outre de tenir seu et lieu sur leurs terres, sous peine de réunion au domaine du dit seigneur,

58 Ro.

1731, 12 Mars.

Ordonnance qui, pour évirer à frais, autorise le juge Seigneurial de St. Anne à procéder à une élection de tutelle de mineurs de la seigneurie des Grondines, à la charge d'en déposer l'Acte au Greffe de la Prévôté de Quebec, et l'inventaire qui sera fait des biens des dits mineurs lorsqu'il sera clos, chez tel notaire que les parties jugeront à propos.

66 Ro.

1731, 17 Mars.

Ordonnance qui ordonne à tous les habitants de la Colonie de faire aneler leurs cochons tous les printems, aussitôt que les terres seront découvertes à la sonte des neiges, jusqu'aux nouvelles neiges dans l'automne, pour éviter le dégat qu'ils sont dans les prairies, avec permission à ceux qui en trouveront dans leurs herbages sans être

anclés de les tuer, et d'en avertir dans le même jour les propriétaires pour qu'ils les viennent enlever,

69 Vo.

FOLIG.

1731, 20 Mars.

Jugement qui, sur les plaintes du seigneur de l'Isle aux Oyes, aux Grues, aux Canots, Ste. Marguerite et la Grosse Isle, fait très expresses défenses à toutes personnes de chasser dans l'étendue des dites isles et seigneuries, sous quelque prétexte que ce soit, sans la permission du dit seigneur, et ce à peine de dix livres d'amende contre les contrevenants, et de confiscation de leurs armes et canots au prosit du dit seigneur,

70 Ro.

1731, 14 Avril.

Jugement qui, à la requête du seigneur de Dauteuil condamne les habitants de la dite seigneurie de lui exhiber les billets et contrats en vertu desquels ils possedent leurs terres, ceux qui n'ont que des billets d'en passer contrats, et de lui en fournir une grosse exécutoire dans quinzaine de la publication de la présente.

79 Ro.

1731, 3e Août.

Jugement entre les Jésuites et la Dame Duchesnay à l'occasion d'un fossé que les Jésuites ont fait faire sur leur seigneurie de Notre Dame des Anges pour conduire à leur moulin banal quelques eaux répandues, et dont partie alloit tomber dans la riviere de Beauport, qui ordonne que les Jésuites laisseront reprendre aux eaux en question leur cours libre et naturel vers et dans la riviere de Beauport, à l'effet de quoi ils seront tenus de combler le fossé qu'ils ont sait saire pour détourner les dites eaux, dans huitaine de la signification de la présente, faute de quoi permet à la dite Dame Duchesnay de faire combler le dit fossé aux frais des Jésuites,

142 Ro.

1731, 6e Août.

Ordonnance qui ordonne l'exécution d'un procès verbal de Mr. Boisclerc, Grand Voyer, du 3 Août, 1731, à l'occasion d'un puits de la rue St. Jean; qui en regle l'entretien et le cours de l'eau,

142 Vo.

TABLE.

Dates. 1731, 22 Août,

Folio.

Ordonnance qui homologue les actes d'affemblée et rolles de répartition dans la paroisse de Ste. Anne, faits en conséquence du procès verbal de visite du Sieur Grand Vicaire, qui constate la nécessité indispensable de faire construire un nouveau presbibere, et ordonne que les dits actes d'assemblée et rolles de répartition seront exécutés selon leur forme et teneur.

145 Vo

1731, 26 Août.

Ordonnance à l'occasion de l'ardoiserie du grand étang, annonçant le peu de satisfaction qu'a donnée jusqu'à présent la maniere dont a été exploitée cette mine, malgré les soins et intentions des propriétaires, et la protection particuliere que l'Intendant a donnée en exécution des ordres du Roi, et qui afin d'essayer encore cette exploitation, permet à quelques ouvriers de convenir avec le Sieur Gatien du prix du millier d'ardoises qu'ils pourront fabriquer, soit conjointement avec le dit Gatien, soit séparément, les assurant les uns et les autres de la protection de l'Intendant dans une affaire que sa Majesté regarde comme également avantageux à son service et à celui de ses sujets.

148 Ro.

1731, 50. Octobre.

Ordonnance qui ordonne aux seigneurs de laisser agir sur leurs seigneuries les entrepreneurs des bois pour construire une flutte de cinq cents tonneaux pour le Roi, et qui leur désend de les troubler dans seur exploitation.

151 Ro.

VOL. XX.

1732, 1er Février.

Jugement qui, sur la plainte du seigneur du sief Dutort, que plusieurs de ses censitaires se contentent de venir ensemencer leurs terres et les récolter, sans y tenir seu et lieu, condamne les dits censitaires à habiter leurs terres, et d'y tenir seu et lieu pour la sûreté des cens et rentes seigneuriales, pour pouvoir donner du découvert à leurs voisins; et qui déclare que, saute par eux de le faire dans l'espace d'une année, les dites terres seront réunies au domaine du seigneur.

9 Ro.

Dates. 1732, 8e Févriere

Ordonnance portant que tous les habitants de la Ste. Famille, Baronie de Portneuf, s'assembleront dans la maison du Sieur Lacoudray, pour, en la présence du curé, du capitaine de milice et des marguilliers de la paroisse, procéder à l'élection des principaux habitants, lesquels ainsi nommés et choisis arrêteront l'état estimatif de la bâtisse du presbitère, et dresseront un état de répartition de ce que chaque habitant devra sournir pour sa quote-part de la bâtisse, tant en argent qu'en travail ou autrement, suivant leurs biens et facultés, le plus équitablement que faire se pourra, pour le tout à l'Intendant rapporté,

être ordonné ce qu'il appartiendra.

1732. 12 Février.

Jugement qui, à la requête du Sieur Charles Campagna, commissaire nommé par justice pour recevoir les revenus de la terre et seigneurie d'Argentenaye, saisse réellement au nom des pauvres de l'Hôtel Dieu de cette ville, comme étant créancier du Sieur Barbel, Notaire Royal en ce pays, ordonne que tous les habitants de la dite seigneurie d'Argentenaye se transporteront au lieu domanial, à jours certains qui leur seront indiqués par le dit Sieur Campagna, au dit nom, et apporteront avec eux leurs contrats et dernières quittances, à l'effet d'en être tiré des extraits.

1732, 8e. Mars.

Ordonnance qui, pour éviter à frais, autorise le Curé de la paroisse des Kamouraskas, à recevoir l'avis des parents et amis d'un mineur pour vendre sa terre, et ordonne que les deniers qui en proviendront seront appliqués sur une immeuble.

1732, 24 Mars.

Jugement concernant la clôture du cimétiere de Sorel, qui ordonne qu'il sera fait une assemblée au presbitere des habitants, dont trois seront élus pour conjointement avec le missionnaire et le capitaine de milice dresser un état estimatif de la quantité de pieux nécessaire pour clore toute FOLIO.

12 Ro.

13 Ro.

20 Ro.

FOLIO.

l'étendue du dit cimétiere; ensemble des journées de corvée ou frais qu'il conviendra faire pour la perfection de la dite cloture, et ensuite dresser un état de répartition de ce que chaque habitant de la dite paroisse sera tenu de payer ou contribuer en bois, façon, journées ou corvées pour sa quote-part, lequel état de répartition sera exécuté suivant sa forme et teneur, à peine d'amende arbitraire contre les contrevenants,

30 Vo.

1732, 10 Juin.

Ordonnance qui ordonne à tous fermiers et tuteurs de faire les chemins dont les terres qu'ils tiennent à ferme et font valoir sont chargées, sauf à s'en faire tenir compte, quant aux fermiers par les propriétaires, et les tuteurs de passer les dépenses qu'ils auront faites à ce sujet, dans le compte qu'ils rendront à la majorité de leurs pupilles.

71 Ro.

1732, 15 Juillet.

Jugement qui, sur la requête du seigneur de Terrebonne, condamne tous les habitants censitaires de la dite seigneurse, qui ne lui ont pas sourni copies en sorme de leurs titres, de les lui sournir sous un mois, sous peine de réunion de leurs terres au domaine du seigneur.

90 Vo.

1732, 12 Septembre.

Ordonnance qui regle que les pieces de monnoie de dixhuit et de vingt sept deniers, appellées autrement sols neufs et sols vieux, auront cours dans le commerce indistinctement pour 24 deniers.

130 Ro.

VOL. XXI.

1733, 20 Juillet.

Jugement qui, sur la requête des seigneurs de Portneuf, condamne les censitaires de la dite seigneurie à leur donner copie de leurs titres, ceux qui n'en ont point d'en prendre aux mêmes conditions que les anciens, si mieux ils n'aiment se soumettre à la redevance de trente sols et un chapon par chaque arpent de front sur trente de prosondeur, de six deniers de ceus et du onzieme poisson, et saute par eux d'opter, au choix du seigneur; et en outre à payer au dit seigneur

les arrérages des cens et rentes seigneuriales qu'ils doivent sur le pied des anciens contrats, sans que ceux des corvées puissent être exigés, que pour l'année seulement.

VOL. XXII.

1734, 10 Mars.

Jugement qui, à la demande des habitants de la feigneurie de Gentilly, condamne le seigneur du dit lieu à faire construire un moulin banal dans le délai de deux années, et qui déclare que faute par lui de le construire dans le dit tems, il sera ordonné ce qu'il appartiendra.

20 Vo.

Folio.

1734, 23 Mars.

Jugement qui, sur la plainte du seigneur de la riviere Jacques Cartier, que ses censiraires n'ont
pas satisfait au jugement contr'eux rendu pour
l'exhibition de leurs titres, les condamne à s'y
conformer sous quinze jours, et ce sous les peines de droit, saisse de fruits de leurs terres, et
même de réunion d'icelles au domaine du seigneur, et qui en condamne plusieurs à tenir seu
et lieu sur leurs terres, à peine de réunion et de
dommages et intérêts envers le seigneur pour les
bois qu'ils y ont coupés et enlevés.

23 Voo.

1734, 19 Avril.

Ordonnance qui, en conformité à l'arrêt du Conseil Supérieur de ce pays portant réglement en date du 8 Juillet, 1709, et au réglement du Roi du 27 Avril, 1716, ordonne que le Sieur Lambert, premier capitaine de milice de la paroisse de St. Joseph, dans la Seigneurie de Lauzon, et commandant la cote du Sud, dans l'étendue du gouvernement de Quebec, jouira à l'exclusion de tous autres du banc le plus honorable après celui du seigneur haut justicier, en payant néanmoins la redevance accoutumée de six livres dix sols par an ; et ordonne en outre que les marguilliers seront tenus de lui saire porter le pain bénit en sa dite qualité, immédiatement après le seigneur haut justicier.

48 Vo.

1734, 24 Decembre.

Folio.

Jugement qui, à la requête des nouveaux seigneurs du fief Demaure, condamne tous les censitaires du dit fief, de leur fournir leurs déclarations fidèles et exactes de ce qu'ils possedent de terres, et de leur exhiber leurs titres, le tout à peine d'amende arbitraire.

152 Vo.

VOL. XXIII.

1735, 24 Janvier.

Jugement qui, à la requête du seigneur de Beaulieu et de la Renardiere, l'autorise à faire faire un papier terrier des dites seigneuries, et en conséquence condamne tous ses censitaires à lui exhiber leurs titres de propriété, sous peine de trois livres d'amende.

3 Ro.

1735, 18 Juin.

Jugement qui fait défenses à tous les habitants et autres de tendre des rets et filets sur la devanture de la terre du nommé Michel Billy et Marie Jeanne Rouillard sa femme, de Gentilly, ni de les troubler dans la possession et jouissance de la pêche qui leur a été concédée sur la dite devanture par leur contrat de concession, à peine de tous dépens dommages et intérêts.

48 Vo.

VOL. XXIV.

1736, 17 Février.

Ordonnance qui, pour éviter à frais, commet et autorise le missionaire de Ste. Anne à faire une élection de tutelle, suivant les formantés ordinaires, à proceder tant à l'inventaire des biens des mineurs, qu'au partage des dits biens, et à régler les contestations et les différents qui pourroient survenir quant au partage, à la charge de déposer le tout au gresse de la Prévoté de Quebec,

II. Vo.

1736, 11 Mars.

Ordonnance entre le Curé de St. Thomas et de St. Pierre, et les chantres des dits lieux, au sujet du pain bénit qu'ils prétendoient devoir leur être offert immediatement après le seigneur haut justicier, et avant le capitaine de la côte, qui ordonne que l'article 11 du réglement de sa Majesté du 27 Ayril

lxxiv

Dates.

1716, et l'article 8 de l'arrêt du Conseil Supérieur du 8 Juillet, 1709, seront exécutés à peine d'amende arbitraire contre les contrevenants.

22 Ro.

Follo.

1736, 4 Octobre.

Jugement qui, à la requête des seigneurs de la côte de Beaupré, condamne les dépositaires des minutes de plusieurs notaires décédés dans la dite côte, à les remettre au gresse de la justice seigneuriale de la dite seigneurie, à la diligence du Procureur siscal.

117 Ro.

VOL, XXV.

1736, 10 Novembre.

Jugement qui, à la requête du Seigneur de la Pocatiere, condamne les habitants de la dite seigneurie, à lui payer les cens et rentes seigneuriales et les lots et ventes qu'ils lui doivent; et les intéressés dans les pêches de marsoins établies sur la dite seigneurie, à lui tenir compte du dixieme des huiles que les dites pêches ont produites, tant pour le passé que pour l'avenir.

2 Vo.

1737, 23 Mars.

Jugement qui regle et ordonne que comme il n'y a point de chantres ni ecclésiastiques qui puissent représenter le clergé dans une campagne, et qui doivent par conséquent avoir le pain bénit avant le seigneur, les marguilliers de la paroisse de St. Thomas feront présenter le pain bénit au Sieur Couillard, seigneur de la dite paroisse, avant qui que ce soit; conformément aux réglements et ordonnances du Roi.

11 Vo.

1737, 15 Avril.

Ordonnance qui, sur la représentation du Sieur Miniac, vicaire général du Diocèse, ordonne que dans les paroisses de campagne, le pain bénit, cendres, rameaux, &c. seront d'abord présentés aux chantres revêtus de surplis, lesquels chantres seront nommés par l'Evêque ou ses grands vicaires, qui fixeront également le nombre de ceux qui y seront admis conformément à l'étendue et faculté des paroisses, sans qu'il soit permis aux Sieurs Curés de nommer indis-

Folio.

tinctement qui bon leur semblera; ordonne en outre que les seigneurs jouiront immédiatement après le clergé des honneurs et prérogatives qui leur sont accordés par les ordonnances du Roi et les réglements du Conseil Supérieur.

24 Ro.

VOL. XXVI.

1738, Janvier 23.

Jugement qui sur des difficultés entre quelques habitants de la Seigneurie de Gaudarville et le Seigneur les dits habitants, exposant que leur Seigneur, leur a concédé des terres dans la dite seigneurie, et qu'elles ne doivent commencer qu'au bout de la savanne à la concurrence de trente arpents en profondeur, et non au bout des premières concessions de la dite seigneurie, et demandant que le Seigneur soit obligé de leur en passer contrat de concession sur le pied des titres de concession des autres terres de la seigneurie, le dit Seigneur exposant de son côté qu'il consentoit d'accorder et passer aux dits habitants des contrats des nouvelles terres qu'il leur a concédées au bout des premieres concessions de la dite seigneurie, et aux cens et rentes et droits seigneuriaux qu'il plaira à l'Intendant régler, sur lesquelles dificultés le dit Intendant ayant référé la matière au Sieur de Boisclerc, Grand Voyer, pour sur le rapport de son procès verbal et d'un plan par lui fait, être ordonné ce qu'il appartiendra; en conséquence homologue le dit procès vertal, et condamne les dits habitants de prendre des contrats de concession du Seigneur des terres qui leur ont été concédees, de trente arpents de profondeur, à commencer le front des dites terres au bout des trente de la ligne qui termine la côte de Champigny, aux cens et rentes ordonnés par fa Majesté, savoir un sol de cens par chaque arpent de front, et un sol de rente par chaque arpent en superficie, et un chapon ou vingt sols au choix du dit Seigneur, pour chaque arpent de front.

41 Ro.

TABLE.

Dates. 1738, 28 Mars.

Mémoire de Messieurs Beauharnois et Hocquart pour servir d'instructions au Sieur Laronde, commandant à Chag8amigon pour la découverte des mines de cuivre.

66 Vo.

FOLIO.

1738, 25 Avril.

Ordonnance portant réglement en cinq articles en addition aux réglements déjà faits en faveur de la compagnie des Indes.

98 Vo.

1738, 18 Juillet.

Ordonnance défendant à des habitants de la seigneurie de Demaure, se disant propriétaires de terres dans la dite seigneurie, qui n'auront pas présenté leurs titres dans le désai de deux mois, et n'auront pas fait passer de contrat en forme, de bucher aucun bois sur les dites terres, à peine de 50 livres d'amende pour la premiere sois, et du double en cas de récidive.

149 Vo.

1738, 15 Septembre.

Jugement qui, à la requête du nouveau seigneur de la Durantaie, condamne tous les habitants censitaires de la dite seigneurie, à lui sournir leurs déclarations sideles et exactes pardevant un notaire, de ce qu'ils possedent de terres en front et prosondeur, de la quantité de celles en valeur, et des bâtimens dessus construits, des cens et rentes seigneuriales, et des autres charges et redevances dont les dites terres sont chargées, et à cet effet d'exhiber leurs titres et autres contrats de leur propriété, sous peine d'amende arbitraire,

189 Vo.

VOL. XXVII.

1739, 16 Janvier.

2201

Ordonnance qui, sur la requête du capitaine de milice et des marguilliers de la paroisse de St. Joseph de la Pointe Lévy, porte qu'à la diligence des capitaine et marguillier en charge de la dite paroisse, il sera planté des piquets aux deux côtés de l'église de la dite paroisse, à la distance d'un demi arpent de chaque côté, auxquels piquets tous les habitants qui viendront à l'église

FOLIO.

Dates.

seront tenus d'attacher leurs chevaux, et fait défenses de les placer et arrêter ailleurs qu'aux dits piquets et d'ensever iceux, à peine de dix livres d'amende, applicable à la fabrique,

4 Vo.

1739, 1er Avril.

Ordonnance qui condamne le seigneur du Cap St. Ignace et deux habitants de la seigneurie, aux frais, à l'amende et aux dépens, pour avoir refusé de travailler aux chemins et sossés du premier et second rang de la dite seigneurie, qui ont éte établis par le Grand Voyer, suivant ses procès verbaux.

23 Ro.

1739, 26 Avril.

Ordonnance qui fait défenses à tous charretiers de la ville, et autres qui seront employés à transporter des immondices, vidanges et décombres de la basse ville, de les jetter sur les grêves, même à basse marée, à peine de six livres d'amende, et qui leur ordonne de les porter aux endroits qui leur seront indiqués par le Grand Voyer ou autres officiers de Police.

41 Vo.

1739, 25 Juin.

Ordonnance portant réglement, pour remédier à plusieurs abus qui se commetent dans l'administration de la Justice à Montréal, qui statue 1°. que les procès par écrit, où le Roi, le public l'église, les mineurs et les communautés auront intérêt, seront donnés en communication au Procureur du Roi, qui donnera ses conclusions avant jugement. 20. que dans tels procès le dit Procureur du Roi sera oui, et il en sera fait mention dans le jugement, et que le dit Procureur du Roi pourra parler dans toutes autres affaires où il croira nécessaire pour la justice. 3°. que dans les affaires purement personnelles, qui regardent les matieres sommaires, le Juge se conformera dorénavant à ce qui est prescrit par l'Ordonnance de 1667, titre 17 des matieres sommaires, sans que sous prétexte de la prolixité des requêtes, le juge puisse ordonner aucun appointement en droit ou à mettre. 4°, que le Greffier ne recevra des parties aucune somme en configna-

FOLIO.

voir du Greffier, et encore moins des parties avant jugement. 5°. que tout Juge s'abstiendra de fréquentation dans les maisons des solliciteuses de procès, sous quelque prétexte que ce puisse être. 6°. que les audiences ordinaires continueront à se tenir les mardis et vendredis de chaque semaine, à neuf heures du matin.

93 Ro.

1739, 24 Juillet.

Jugement qui, à la requête du seigneur de l'Isle Dupas, réunit à son domaine plusieurs terres, faute par les censitaires d'y avoir tenu seu et lieu, qui fait désenses aux habitants qui par leurs contrats n'ont point droit dans la Commune de la dite seigneurie d'y mettre leurs animaux, sans une permission expresse du seigneur, sous peine de dix livres d'amende, applicable à la fabrique de la paroisse, et de vingt livres en cas de récidiye, de saisse et vente des animaux qu'ils y mettront pacager.

108 Ro.

VOL. XXVIII.

1740, 20 Mars.

Ordonnance qui fait défenses aux seigneurs du Lac des deux Montagnes, Isse Bisard, et autres aux environs, de faire couper aucuns chesnes sur leurs dites seigneuries, jusqu'à ce que visites en aient été faites, sous peine de confiscation des bois et de dix livres d'amende, applicable aux pauvres, par chaque arbre coupé.

23 Vo.

1740, 25 Juin.

Jugement qui, sur la requête du Curé de Chambly condamne les habitants de la dite paroisse qui n'ont point encore satisfait à ce qu'ils doivent pour la bâtisse de l'église, à payer entre les mains des marguilliers chacun vingt sols par arpent de terres de front qu'ils possedent.

52 Vo.

1740, 26 Juin.

Ordonnance qui ordonne à tous les habitants du gouvernement de Montréal de travailler chacun en droit soit au premier ordre qui leur sera donné par le Sieur Hervieux, commis du Grand

Folio.

Voyer, aux chemins et ponts publics, et à tous ceux qui par lui seront marqués pour l'utilité publique, et l'autorise de nommer au lieu et place des refusants d'autres habitants pour faire les dits chemins et ponts, dont ils seront rembour-sés.

55 Ro.

1740, 27 Juin.

Ordonnance entre le Greffier à Montréal et les deux Prêtres Curés du dit Montréal, au sujet du pain bénit, qui, vu l'écrit de création de la justice de Montréal par la démission des Ecclésiastiques du Séminaire de St. Sulpice, du mois de Mars, 1693, et le réglement du mois de Mai, 1716, duement enrégistré, ordonne qu'en exécution du dit réglement de sa Majesté le Greffier de la Jurisdiction Royale de Montréal, jouira des honneurs attribués à sa charge, et en conséquence que le pain lui sera distribué dans l'ordre prescrit pour les officiers de la jurisdiction, quand même ils se trouveront seuls dans le banc attribué aux dits officiers.

55 Vo.

1740, 27 Juin.

Ordonnance qui défend à toutes personnes d'aller chasser ou faire la pêche dans l'Isle St. Paul et autres Isles adjacentes, sans une permission des seigneurs de la dite Isle.

56 Vo.

VOL. XXX.

1742, 10 Février.

Jugement qui, sur la requête des nouveaux seigneurs de la Baronie de Portneuf, condamne les
censitaires de la dite Baronie de représenter les
titres de propriété en vertu des quels ils possedent
leurs terres; et quant à ceux des dits habitants
qui n'ont point encore leurs titres de concession,
leur enjoint d'en prendre immédiatement; et condamne aussi ceux dont les terres ne sont pas encore allignées et bornées, de les faire alligner et
borner par un arpenteur juré, à peine d'amende
arbitraire, et de dépens, dommages et intérêts
envers le seigneur.

3 Ro.

Dates. 1742, 13 Février. Jugement entre les missionaire et habitants de la seigneurie de Contrecœur, demandeurs en requête d'une part, François Antoine de Pecaudy, Ecuier, seigneur du dit Contrecœur, et sa dame, défendeurs, d'autre part, et encore Jean François Volant de Fosseneuve, seigneur en partie de la dite seigneurie, aussi désendeur, d'autre part, et le Sieur Claude Pecaudy de Contrecœur fils, Ecuier, partie intervenante, suivant sa requête; la dite requête des dits missionaire et habitants tendante à ce qu'il soit ordonné aux co-seigneurs de Contrecœur de bâtir un moulin banal dans la dite seigneurie, dans le délai qu'il plaira à l'Intendant fixer, finon, à faute de ce faire et le dit tems passé, qu'ils soient déclarés déchus des droits qu'ils ont sur la banalité du dit moulin, et qu'il soit accordé au premier des dits habitants, ou autres de la dite seigneurie qui voudront le faire bâtir sous sa soumission dans. l'an et jour, les dits Sieurs de Contrecœur pere et fils s'étant déclarés n'en vouloir faire, attendu la multiplicité des co-seigneurs qui ont le même droit qu'eux; le dit intervenant exposant par sa dite requête qu'il offre de faire construire le dit moulin aux charges, claules et conditions qu'il en demeurera propriétaire, et que le droit de banalité dans toute l'étendue de la dite seigneurie y sera uniquement attaché; et vu l'acte passé le 4 Mai, 1741, par lequel le dit Sieur François Antoine de Pecaudy et sa dame consentent que les dits missionaire et habitants outelle autre personne soient autorisés à bâtir un moulin banal dans la dite leigneurie, et à cet eftet consentent aussi que le droit qu'ils ont de bâtir. un moulin, et le droit de banalité qui leur appartient dans la dite seigneurie, soient transmis à celui qui voudra le charger de bâtir le dit moulin. et le délistent en conséquence de leur droit de moulin et de banalité en faveur de celui qui sera autorilé de le construire, à condition qu'il fera la soumission de le faire bâir et le mettre en état.

FOLIO.

de faire farine dans un an, à compter du jour de la passation du dit Acte, ou celui de l'Ordonnance qui interviendra, et après fignification des dites requêtes et actes à tous les co seigneurs de la dite leigneurie, et oui les parties comparantes, et d'après les offres du dit Fosseneuve de bâtir le dit moulin et de le mettre en état de faire farine dans deux ans, et que par le dit Sieur de Contrecœur fils, a été offert de le batir dans le cours de la présente année, et a été dit que si le dit Fosseneuve vouloit le construire dans le même délai, il y consentoit, et que la banalité lui en soit transmise dans toute l'étendue de la dite seigneu. rie, en conséquence donne le dit jugement acte aux parties de leurs offres et consentement respetifs, et faisant droit tant sur la demande des dits missionaire et habitants, que sur l'intervention du dit Sieur de Contrecœur fils, autorise le dit Sieur de Contrecœur fils à bâtir le moulin dans le délai d'un an, si mieux n'aime le dit Fosseneuve, quinze jours après la fignification de ce jugement faire sa soumission au Greffe de la jurisdiction de Montréal de construire le dit moulin dans le même delai d'un an, aux mêmes clauses et avantages portes tant par l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 4 Juin, 1686, qu'en la requête d'intervention du Sieur de Contrecœur fils, et faute par le dit Fosseneuve d'avoir fait la dite soumission, il ne pourra être reçu à bâtir le dit moulin, et le dit Sieur de Contrecœur fils lera tenu de le bâtir.

4 Ro.

1742, 11 Juillet.

Jugement qui condamne plusieurs habitants de la seigneurie d'Argentenay à payer au meunier de la dite seigneurie pour les moutures qu'ils doivent, pour le tems qu'ils ont manqué à faire moudre leurs bleds au dit moulin, diverses quantités de minots de bled y mentionnées; lequel remboursement les habitants teront tenus de faire en bled ou en argent sur le pied de trois livres le minot, au choix des dits habitants.

55 Ro.

FOLIO.

Dates. 1742, 12 Septembre.

Ordonnance qui, pour connoître par le Receveur du domaine du Roi les droits seigneuriaux revenant à sa Majesté, ordonne et enjoint à tous notaires, tant royaux que seigneuriaux, ainsi qu'à tous greffiers, de remettre tous les trois mois au dit Receveur, un état signé d'eux, contenant les extraits de tous et chacuns contrats de vente, équipolens à vente et d'échange, des sentences et arrêts d'adjudications volontaires, forcées ou par licitation, ou une déclaration qu'il n'en a été fait ni passé aucuns, sous peine de cinquante livres d'amende:

79 Ro.

VOL. XXXI.

1743, 4e. Mars.

Jugement qui agrée et confirme la nomination par le seigneur de Ste. Anne de son Juge seigneurial, et qui mande au lieutenant général de la Prévôté de Quebec, de le recevoir et le faire reconnoitre en la dite qualité, après information de ses vie, mœurs et religion, et lui avoir sait prêter le serment accoutumé.

20 Ro.

1743, 4e. Octobre.

Réglement qui, en conséquence des ordres de sa Majesté, regle et ordonne que les héritiers Jacques de Lalande et ceux Joliet, seigneurs des Isles et Islets de Mingan, seront tenus d'accorder en concession, aux particuliers qui demanderont des concessions en terre ferme, les Isles, Islets et batures qui se trouveront vis-à-vis leurs concessions, moyennant une redevance de trois pour cent sur le total des huiles et peaux de loups marins qui y auront été exploitées; et qui fait désentes aux propriétaires des Isles de faire aucun établissement sédentaire entre les Isles ainsi concédées assez proches pour pouvoir nuire aux établissements déjà faits, ou qui le seront par les propriétaires de terre ferme.

99 Vo.

1743, 30 Décembre.

Jugement qui, sur la requête de M. de Lafontaine représentant Jacques de Lalande pour la propriété de la moine de la dite seigneurie des Isles et

Folio.

Issets de Mingan, condamne les propriétaires de la terre ferme du gros Mekatina, à lui payer la moitié de la redevance des trois pour cent du produit des huiles et peaux de loups marins qu'ils ont exploités sur les Isset, Issets et batures de Mingan.

1:20 Vo.

VOL. XXXII.

1744, 30 Janvier.

Ordonnance qui regle que les sols ne seront reçus que pour dixhuit deniers piece.

3 Ro.

1744, 14 Août.

Ordonnance qui homologue un procès verbal fait par le Grand Voyer le 31 Juillet de la dite année, pour établir un chemin à faire depuis le moulin des P. Jésuites jusqu'au côteau Ste. Genevieve, sur leur terrein: n'ayant pas été jugé à propos de le faire sur les terres de Mr. Hiché; et qui ordonne que ce chemin sera entretenu par les habitants de Notre Dame des Anges, seigneurie dans laquelle se trouve le dit chemin.

64 Ro.

VOL. XXXIII.

1745, 28 Janvier.

Commission du Gouverneur Général au Sieur Dulaurent, notaire, pour se transporter dans les côtes du nord et du sud des trois gouvernements, pour y dresser et arrêter le recensement particulier de chaque paroisse ou seigneurie,

10 Vo.

1745, 26 Mars.

Jugement qui, en conséquence d'un mandement de l'Evêque de Quebec, du 10 du dit mois, ordonne que le presbitere et l'église à bâtir dans la seigneurie du Cap St. Ignace, le seront sur la partie de la dite seigneurie appartenante à Mr. de Vincelotte, et sur le terrein qu'il offre à cet égard.

29 Vo.

1.745, 22 Avril.

Jugement qui, à la requête du Curé du Cap St. Ignace, condamne tous les co-seigneurs et habitants du district de la dite paroisse, à fournir chacun leur quote-part à la bâtisse du presbitère du dit lieu, suivant l'état de répartition.

71 Ro.

1745, 23 Septembre.

FOLIO,

Jugement qui, sur les plaintes du missionaire et des marguilliers en charge de la Nouvelle Beauce, condamne le nommé Jacques Ponteville, habitant de la seigneurie, à rendre le pain bénit dans la dite paroisse, et à présenter un cierge pour offrande, et ce à la premiere requisition qui lui en sera faite par le dit missionaire et les marguilliers.

go Ve.

VOL. XXXIV.

1746, 15 Janvier.

Ordonnance qui, sur un appel d'un procès verbal ou ordonnance du Grand Voyer, subdélégué de l'Intendant en cette partie, en date du 22 Septembre, 1744, par laquelle il est ordonné aux habitants de Batiscan de faire une chaussée et un fossé depuis l'habitation de Michel Lepelé jusqu'à la terre de Joseph Rouillard, dit Fonville, et être ensuite conduits à la riviere de Batiscan, et est aussi ordonné que le dit fossé sera recalé par les dits intéressés tous les ans, met la dite appellation au néant, et ordonne que le dit procès verbal ou ordonnance sera exécuté selon sa forme et teneur.

3 Vo.

1746, 12 Février.

Jugement qui, sur les plaintes de soixante et quelques habitants dans les profondeurs de la feigneurie de Lauzon, concluant à ce que le Sieur Charet et son frere, Seigneurs, soient condamnés à faire construire un moulin à farine dans leur village fur la riviere Etchemin, fi mieux n'aiment les dits Sieurs Charets céder à l'un des demandeurs ou à tous ensemble le droit de banalité; comme ils ne peuvent transporter leurs bleds à plus de trois lieues dans les chemins praticables pour les faire moudre à la Pointe Lévy, condamne les dits Sieurs Charet à construire un moulin à farine sur la riviere d'Etchemin, village Ste. Genevieve, à l'endroit de la dite riviere le plus convenable pour la commodité des habitants du dit village et des environs établis dans les profondeurs de la dite seigneurie de Lauzon, et ce dans le cours de l'éte 1746, à laquelle construction le Sieur Charly sera tenu de contri-

FOLIG.

buer au prorata à la portion revenant à ses mineurs dans la seigneurie, si mieux n'aime renoncer au droit de banalité dans le dis moulin, et au moyen de quoi et de la dépense que les dits Srs. Charets freres, feront pour cette construction, le droit de banalité appartiendra à eux seuls, et le dit Sieur Charly sera tenu d'opter dans six semaines.

6 Vo.

1747, 25 Février.

Ordonnance portant ordre à Mr. Perthuis, de se rendre aux Kamouraskas pour y faire un établissement propre pour une fabrication de sel.

88 Vo.

1747, 27 Août.

Ordonnance de Mrs. les Evêque, Gouverneur et Intendant, acceptant la démission et cession à eux faite par les freres hospitaliers de l'administration de l'Hopital Général de Montréal, et nommant par provision la Dame veuve Dionville, directrice du dit Hôpital et des pauvres.

125 Ro:

1747, 15 Décembre.

Ordonnance qui, sur la plainte des seigneurs, fait désenses à tous habitants dans la seigneurie de Ste. Croix, et autres, de couper à l'avenir aucun bois sur les terres non-concédées de la dite seigneurie, à peine de dix livres d'amende contre les contrevenants.

148 Ro.

1747, 29 Décembre.

Ordonnance portant défenses à tous les habitants tant du premier que des autres rangs de la seigneurie des Aunais, de mettre sur les grêves aucuns animaux sous quelque prétexte que ce soit, depuis le premier d'Avril jusqu'à la sête de St. Michel de chaque année, à peine d'amende.

150 Ro.

VOL, XXXV.

1748, 10 Janvier.

Commission de Mr. Hocquart, Intendant au Sieur François Daine, Lieutenant Général de la Prévôté de Québec, pour en qualité de subdélégué de l'Intendant, connoître des affaires sommaires qui surviendront entre les habitants du Gouvernement, sauf l'appel pardevant l'Intendant.

1 Ro.

FOLIO,

Dates. 1748, 23 Février.

Jugement entre le Curé et Marguillier en charge de Berthier et le seigneur du dit lieu, qui donne acte aux parties de leur dire et consentement, et en conséquence ordonne que le dit seigneur sera tenu de passer contrat de concession à la fabrique de la paroisse de Berthier de la terre en question, à la charge qu'en cas que la fabrique vienne à aliéner la dite terre, le nouvel acquéreur sera tenu de payer au seigneur les cens et rentes, aux taux ordinaires d'un sol de rente par chaque arpent en superficie, trois chapons pour toute la terre et deux sols de cens, et saute par le dit seigneur de passer le dit contrat de concession dans quinzaine, le présent en tiendra lieu.

10 Ro.

1748, 12 Mars.

Réglement et mémoire pour le Procureur du Roi dans la Jurisdiction de Montréal, pour les enfants bâtards nourris et élevés aux dépens et charges du domaine de sa Majesté, en six articles, savoir, 1°. que le dit Procureur du Roi aura une attention particuliere pour le choix des nourices. 2°, que la nourice sera payée de la somme de quarante einq livres pour le premier quartier de la nourriture de chaque enfant, et de dix livres par mois jusqu'à ce qu'il ait atteint l'age de dixhuit mois, et que les dites nourrices seront payées d'avance. 3° que la sage femme fera payée 60 livres par an sur les fonds du domaine. 4º que les dits enfants ayant atteint l'age de dixhuit mois, le Procureur du Roi aura attention de les engager à de bons habitants, soit de la ville, soit de la campagne, jusqu'à l'age de 18 à 20 ans, selon l'usage, et qu'il les engagera plutôt s'il est possible, c'est-à-dire aussitôt qu'ils seront d'age à être sevrés, et dans ce cas il pourra outrepasser la somme de 45 livres premierement convenue et payée pour les dits engagements. 5%. le Procureur du Roi pourra excéder la somme de 45 livres pour l'engagement des dits enfants à l'age de 18 mois, après qu'il en aura conféré avec le Commissaire ordonnateur. 69. le

FOLIO.

Procureur du Roi enverra tous les trois mois un rolle des enfants bâtards aux charges du Roi, et un rolle de ceux qu'il aura engagés, à qui et pour quel prix, et un autre de ceux qui seront morts.

17 Vo.

1748, 30 Mars.

Jugement qui, à la requête du nouveau seigneur, de Nicolet, condamne tous ses censitaires à lui exhiber les titres en vertu desquels ils possedent leurs terres, à donner une déclaration de ce qu'ils possedent, et des cens et rentes et autres charges et redevances dont les dites terres sont chargées; et ceux qui n'ont point de titres d'en prendre du dit nouveau seigneur.

30 Ro.

1748, 1er Juillet.

Ordonnance qui, sur le resus des habitants de la paroisse du Chateau Richer de nommer des syndics pour la conduite de la batisse du presbitere de la dite paroisse, nomme d'office les syndics à la batisse du dit presbitere, lesquels conjointement avec le Curé et le capitaine de la côte dresseront les états estimatis et de répartition, pour être iceux rapportés et homologués si faire ce doit.

47 Ro.

1748, 10 Août.

Jugement qui, sur la requête du seigneur de Becancour, réunit à son domaine plusieurs terres, faute par les concessionaires d'y avoir tenu seu et lieu, et les avoir mises en valeur.

50 Ro.

VOL. XXXVI.

1749, 20 Mars.

Jugement qui, sur la requête du Seigneur de Terrebonne, réunit trois arrieres sies au domaine de sa seigneurie, faute par les concessionaires d'y avoir tenu seu et lieu et les avoir mis en culture.

56 Ro.

1749, 12 Avril.

Ordonnance qui, afin d'augmenter la culture des terres, défend aux habitants qui ont des terres en campagne, de venir s'établir en ville sans permission de l'Intendant par écrit, et ordonne à tous les particuliers de la ville qui loueront des

maisons ou chambres à des personnes qu'ils soupconneront être habitants de campagne, de le déclarer au Lieutenant Général de Police.

68 Ro.

FOLIO.

1749, 25 Juin.

Ordonnance qui commet le Sieur Rouville et lui ordonne de faire démolir les maisons bâties à l'Ange Gardien sur des terres de moins d'un arpent et demi de front sur trente de profondeur, au préjudice de l'Ordonnance du Roi de 1745.

107 Ro.

1749, 27 Juin.

Ordonnance qui fait défenses aux habitants du premier rang de la Pointe Lévy de laisser aller leurs animaux sur les grêves depuis le 15 Mai jusqu'après les récoltes de chaque année.

107 Ro

VOL. XXXVII.

1749, 9e. Juillet,

Jugement qui, à la requête des seigneurs de la côte de Beaupré, condamne un habitant de St. Joachim, qui s'est bâti sur une terre d'un demi arpent, à démolir sa maison, et qui enjoint au capitaine de milice d'y tenir la main.

1. Ro.

1749, 24 Juillet.

Jugement qui, vu l'ordonnance au bas de requête du 20 Juin dernier, homologue les états estimatifs et de répartition pour la bâtisse du presbitere en la paroisse des Kamouraskas, et qui condamne les habitants de la dite paroisse à fournir chacun leur quote-part, conformément au dit état de répartition, au prorata de la quantité d'arpents de terre qu'ils possedent de front.

6 Vo.

VOL. XXXVIII.

1750, 22 Janvier,

Jugement qui, à la requête du seigneur de Terrebonne, réunit au domaine du dit seigneur un arrière sief, faute par le concessionaire d'y avoir tenu seu et lieu, ou fait faire aucuns travaux.

3 Vo.

1750, 18 Février.

Jugement qui, sur la plainte du Sieur de Ramsay, co-seigneur de Sorel, fait désenses et inhibitions expresses à tous les habitants de la dite seigneurie qui n'ont pas droit de pêche par leur contrat d'en

Folio.

établir aucune à l'avenir sur la devanture de leurs terres, ainsi que dans les Isles adjacentes à la dite seigneurie, sans une permission par écrit de leurs seigneurs, à peine d'amende et consiscation des ustenciles de pêche.

6 Vo.

1750, 20 Mars.

Jugement qui, à la requête des seigneurs de Montréal, réunit au domaine des dits seigneurs vingt trois terres, saute par les concessionaires d'y avoir tenu seu et lieu.

10 Vo.

1750, 14 Decembre.

Ordonnance portant que la dame Yonville avec ses compagnes rentrera dès à présent jusqu'à nouvel ordre en possession de tous les biens dépendants de l'Hôpital Général de Montréal, et que le Procureur du Roi de la jurisdiction de Montréal lui fera remettre toutes les terres, bestiaux et ustenciles appartenants à l'Hôpital de Montréal, et dont l'Hôpital Général de Quebec avoit été mis en possession en vertu de l'union ci-devant saite.

86 Ro.

VOL. XXXIX.

1752, 28 Septembre.

Réglements qui constatent les conditions auxquelles la dame de Yonville se charge de l'Hôpital Général de Montréal.

46 Ro.

1753, 15 Janvier.

Ordonnance qui établit un village dans la paroisse du Château Richer, côte de Beaupré, de quatre arpents de front sur quatre arpents de profondeur.

52 Ro.

1753 20 Mai.

Jugement qui, à la requête des seigneurs de Notre Dame des Anges, St. Gabriel, Sillery et Blair, condamne tous leurs vassaux à leur porter soi et hommage, et à leur sournir aveux et dénombrements; et à tous leurs censitaires de faire une déclaration juste de leurs possessions, et même des cens et rentes qu'ils peuvent devoir, pour dresser un papier terrier.

57 Vo.

Folio.

43 Ro.

Dates,

| 1753, 25 Août. | Ordonnance qui, à la requête des seigneurs de l'Isle Jésus, établit un village dans leur seigneurie, sur la pointe de l'Est, d'environ vingt arpents en su- perficie. | 75 Vo: |
|-----------------|---|--------|
| 1754, 18 Mars. | Ordonnance qui, à la requête des seigneurs de l'As- fomption, établit un village sur une terre ap- partenante au Curé dans la dite seigneurie, de deux arpents et demi de front sur sept de profon- deur. | 91 Ro. |
| 1754. 15 Avril. | Ordonnance qui, à la requête du seigneur de St. Michel de la Durantay, établit un bourg dans la dite seigneurie de dix arpents de front sur trois de profondeur. | 92 Ro. |
| 1754, 28 Mai. | Commission de Notaire Royal dans toute l'étendue de l'Acadie Françoise pour le Sieur de Courville. | 94 Ro. |
| country of a | VOL. XL. | |
| 1757, —— | Ordonnance qui, à la requête du seigneur de Sou- langes, établit un bourg dans la dite seigneurie, de l'étendue de cinquante deux arpents et demi ou environ, sur la pointe nommée le côteau des cêdres. | 29 Ro. |
| 901.97 | VOL. XLI. | |
| 1758, 17 Mai. | Ordonnance qui, à la requête du seigneur de Con- trecœur, établit un bourg dans la seigneurie de St. Denys, sur la riviere de Richelieu, de deux arpents de front sur quatre arpents de proson- | 4,292 |

deur.

COMMISSIONS

DES

GOUVERNEURS ET INTENDANTS

DU

CANADA;

ORDONNANCES DES INTENDANTS;

ET

ARRÊTS ET RÉGLEMENTS

DU

CONSEIL SUPÉRIEUR DE QUÉBEC.

CHAPITRE PREMIER.

Commissions des Gouverneurs et Intendants.

COMMISSION de François I. à Jacques Quartier, pour l'établissement du Canada, du 17e. Octobre, 1540.*

FRANÇOIS, par la grâce de Dieu, Roi de France: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; Salut. Comme pour le désir d'entendre et avoir connoissance de plusieurs pays qu'on dit inhabités, et autres être possédés par gens Sauvages, vivans sans connoissance de Dieu et sans usage de raison, eussions dès pie-ça, à grands frais et mises, envoyé découvrir les dits

[•] Histoire de la Nouvelle France, par l'Escarbot, page 397,—et Mémoires sur les possessions en Amérique Tome III. page 280.

dits pays par plusieurs bons pilotes, et autres nos sujets de bon entendement, favoir et expérience, qui d'iceux pays nous auroient amené divers hommes que nous avons par longtems tenus en notre Royaume, les faisant instruire en l'amour et crainte de Dieu, et de sa fainte loi et doctrine chrétienne, en intention de les faire remener ès dits pays en compagnie de bon nombre de nos sujets de bonne volonté, afin de plus facilement induire les autres peuples d'iceux pays à croire en notre sainte foi; et entr'autres y eussions envoyé notre cher et bien amé Jacques Quartier, lequel auroit découvert grands pays des terres de Canada et Hochelaga failant un bout de l'Asie du côté de l'Occident; lesquels pays il a trouvé (ainsi qu'il nous a rapporté) garnis de plusieurs bonnes commodités, et les peuples d'iceux bien fournis de corps et de membres, et bien disposés d'esprit et entendement; desquels il nous a semblablement amené aucun nombre, que nous avons par longtems fait voir et instruire en notre dite sainte foi avec nos dits sujets: en considération de quoi, et de leur bonne inclination nous avons avisé et délibéré de renvoyer le dit Quartier ès dits pays de Canada et Hochelaga, et jusques en la terre de Saguenai (s'il peut y aborder) avec bon nombre de navires, et de toutes qualités, arts et industrie, pour plus avant entrer es dits pays, converser avec les peuples d'iceux, et avec eux habiter (si besoin est) afin de mieux parvenir à notre dite intention et à faire chose agréable à Dieu notre Créateur et Rédempteur, et que soit à l'augmentation de son saint et sacré nom, et de notre Mère fainte Eglise Catholique, de laquelle nous sommes dits et nommés premier fils: Par quoi soit besoin pour meilleur ordre et expédition de la dite entreprise, députer et établir un Capitaine Général et Maître Pilote des dits navires, qui ait regard à la conduite d'iceux, et sur les gens, officiers et soldats y ordonnés et établis; savoir faisons que nous, à plein confians de la personne du dit Facques Quartier et de ses sens, suffisance, loyauté, prud'hommie, hardiesse, grande diligence et bonne expérience, icelui pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons fait, constitué et ordonné, faisons, constituons, ordonnons et établissons par ces présentes, Capitaine Général et maître Pilote de tous les navires et autres vaisseaux de mer, par nous ordonnés être menés pour la dite entreprise et expédition, pour le dit état et charge de Capitaine Général et Maître Pilote d'iceux navires et vaisseaux, avoir, tenir et exercer par le dit Jacques Quartier, aux honneurs, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, gages et bienfaits, tels que par Nous lui seront pour ce ordonnés, tant qu'il nous plaira: Et lui avons donné, et donnons puillance et autorité de mettre, établir et instituer aux dits navires tels lieutenans, patrons, pilotes et autres ministres nécessaires pour le fait et conduite d'iceux, en tel nombre qu'il verra et connoîtra être besoin et nécessaire pour le bien de la dite expédition. Si donnons en mandement par ces dites présentes à notre Amiral ou Vice Amiral que prins et reçeu du dit Jacques Quartier le serment pour ce deu et accoutumé, icelui mettent et instituent,

ou fassent mettre et instituer de par Nous en possession et saisine du dit état de Capitaine Général et Maître Pilote; et d'icelui, ensemble des honneurs, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, gages et bienfaits, tels que par Nous lui seront pour ce ordonnés, le fassent, souffrent et laissent jouir et user pleinement et paisiblement, et à lui obéir et entendre de tous ceux, et ainsi qu'il appartiendra ès choses touchant et concernant le dit état et charge : et outre, lui fasse, souffre et permette prendre le petit Galion appellé l'Emérillon, que de présent il aide Nous, lequel est jà vieil et caduc, pour servir à l'adoub de ceux des navires qui en auront besoin, et lequel nous voulons être prins et appliqué par le dit Quartier pour l'effet dessus dit, sans qu'il soit tenu en rendre aucun autre compte ne reliquat; et duquel compte et reliquat nous l'avons déchargé et déchargeons par icelles présentes : par lesquelles Nous mandons aussi à nos Prévôts de Paris, Baillifs de Rouen, de Caen, d'Orléans, de Blois et de Tours, Sénéchaux, du Maine, d'Anjou, et Guienne et à tous nos autres Baillifs, Sénéchaux, Prévôts, Alloués et autres nos Justiciers et Officiers, tant de notre Royaume que de notre pays de Bretagne uni à icelui pardevers lesquels sont aueuns prisonniers, accusés ou prévenus d'aucuns crimes quels qu'ils soient, fors de crimes de lèze-Majesté divine et humaine envers Nous, et de faux monnoyeurs, qu'ils aient incontinent à délivrer, rendre et bailler ès mains du dit Quartier, ou ses Commis et Députés portans ces présentes, ou le duplicata d'icelles pour notre service en la dite entreprise et expédition, ceux des dits prisonniers qu'il connoîtra être propres, suffisans et capables pour servir en icelle expédition, jusqu'au nombre de cinquante personnes, et selon le choix que le dit Quartier en fera. iceux premierement jugés et condamnés selon leurs démérites et la gravité de leurs méfaits, si jugés et condamnés ne sont; et satisfaction aussi préalablement ordonnée aux parties civiles et intéressées, si faite n'avoit été: Pour laquelle toutefois Nous ne voulons la délivance de leur personne ès dites mains du dit Quartier (s'il les trouve de service) être retardée ne retenue: mais fe prendra la dite satisfaction sur leurs biens seulement : et laquelle delivrance des dits prisonniers accusés ou prévenus, Nous voulons être faite ès dites mains du dit Quartier pour l'effet dessus dit par nos dits Justiciers et Officiers respectivement, et par chaoun d'eux en leur regard, pouvoir et jurisdiction, nonobstant oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire, relevées ou à relever, et sans que par le moyen d'icelles, icelle delivrance en la manière dessus dite, soit aucunement différée: Et afin que le plus grand nombre n'en soit tiré, outre les dits cinquante, Nous voulons que la délivrance que chacun de nos dits officiers en fera au dit Quartier, soit écrite et certifiée en la marge de ces présentes, et que néanmoins registre en soit par eux fait et envoyé incontinent pardevers notre ame et féal Chancelier, pour connoître le nombre et la qualité de ceux qui auront été baillés et délivrés: Car tel est notre plaisir. En témoin de ce, Nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Saint-Pris le dixseptieme jour A2 d Octobre

d'Octobre, l'an de grace mil cinq cent quarante, et de notre règne le vingtsixième.

Ainsi signé sur le repli, par le Roi, vous Monseigneur le Chancelier et autres présens,

DE LA CHESNAIB.

Et scellée sur le repli à simple queue de cire jaune.

LETTRES PATENTES

De Lieutenant Général du Canada et autres pays, pour le Sieur de la Roche, du 12e. Janvier, Mil, cinq cent, quatrevingt-dixhuit.*

HENRY, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Le seu Roi FRANÇOIS I. sur les avis qui lui auroient été donnés qu'aux Isles et pays de Canada, Isle de Sable, Terres-neuves et autres adjacentes, pays très fertiles et abondans en toutes sortes de commodités, il y avoit plusieurs sortes de peuples bien formés de corps et de membres, et bien disposés d'esprit et d'entendement, qui vivent sans aucune connoissance de Dieu; auroit (pour en avoir plus ample connoissance) iceux pays fait découvrir par aucuns bons pilotes et gens à ce connoissans. Ce qu'ayant reconnu véritable, il auroit (poussé d'un zèle et affection de l'exaltation du nom Chrétien) dès le 15e. Janvier, 1540, donné pouvoir à Jean François de la Rocque, Sieur de Roberval, pour la conquête des dits pays; ce que n'ayant été exécuté dès lors, pour les grandes affaires qui seroient survenues à cette Couronne, Nous avons résolu, pour perfection d'une si belle œuvre et de si sainte et louable entreprise, au lieu du dit seu Sieur de Roberval, de donner la charge de cette conquête à quelque vaillant et expérimenté personnage dont la fidélité et affection à notre service nous soient connues, avec les mêmes pouvoirs, autorités, prérogatives et prééminences qui étoient accordés au dit feu Sieur de Roberval par les dites Lettres Patentes du dit feu Roi François I. Savoir Faisons que pour

[†] Histoire de la Nouvelle France par l'Escarbot, page 408-et Mémoires sur les possessions en Amérique, Tome III. page 310.

la bonne et entiere confiance que nous avons de la personne de notre amé et féal Troillus du Mesgoüets, Chevalier de notre Ordre, Conseiller en notre Conseil d'Etat, et Capitaine de cinquante hommes d'armes de nos Ordonnances, le Sieur de la Roche, Marquis de Cottenmeal, Baron de Las, Vicomte de Carentan et Saint-Lo en Normandie, Vicomte de Trévallot, Sieur de la Roche, Gommard et Quennoalec, de Gornac, Bontéguigno et Liscuit, et de ses louables vertus, qualités et mérites; aussi de l'entière affection qu'il a au bien de notre service et avancement de nos affaires; icelui, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, Nous avons, conformément à la volonté du feu Roi dernier décédé, notre très honoré Sieur et frère, qui jà avoit fait élection de sa personne pour l'exécution de la dite entreprise, icelui fait, faisons, créons, ordonnons et établissons par ces présentes signées de notre main, notre Lieutenant Général ès dits pays de Canada, Hochelaga, Terres-neuves, Labrador, rivière de la Grande Baye, de Novembégue et terres adjacentes des dites provinces et rivières, lesquels étant de grande longueur et étendue de pays, sans icelles être habitées par sujets de nul Prince Chrétien; et pour cette sainte œuvre et aggrandissement de la foi catholique, établissons pour con ducteur, Chef Gouverneur et Capitaine de la dite entreprise, ensemble de tous les navires, vaisseaux de mer et pareillement de toutes personnes, tant gens de guerre, mer, que autres par nous ordonnés, et qui seront par lui choisis pour la dite entreprise et exécution; avec pouvoir et mandement spécial d'élire, choisir les Capitaines, Maîtres de navire et Pilotes, commander, ordonner et disposer sous notre autorité; prendre, emmener et faire partir des ports et havres de notre Royaume, les nefs, vaisseaux mis en appareil, équipés et munis de gens, vivres et artillerie, et autres choses nécessaires pour la dite entreprise, avec pouvoir en vertu de nos Commissions de faire la levée de gens de guerre qui seront nécessaires pour la dite entreprise, et iceux faire conduire par ses Capitaines au lieu de son embarquement, et aller, venir, passer et repasser ès dits ports étrangers, descendre et entrer en iceux, et mettre en notre main, tant par voies d'amitié ou amiable composition, si faire se peut, que par force d'armes, main forte et toutes autres voies d'hostilité, assaillir villes, châteaux, forts et habitations, iceux mettre en notre obeissance, en constituer et édifier d'autres, faire loix, statuts et ordonnances politiques, iceux faire garder, observer et entretenir, faire punir les délinquans, leur pardonner, et remettre, selon qu'il verra bon être, pourvû toutefois que ce ne soient pays occupés ou étant sous la sujétion et obéissance d'aucuns Princes et Potentats nos amis, alliés et confédérés. Et afin d'augmenter et accroître le bon vouloir, courage et affection de ceux qui serviront à l'exécution et expédition de la dite entreprise et même de ceux qui demeureront ès dites terres: Nous lui avons donné pouvoir, d'icelles terres qu'il nous pourroit avoir acquises au dit voyage, faire bail, pour en jouir par ceux à qui elles seront affectées et leurs succeffeurs

cesseurs, en tous droits de propriété: A savoir, aux Gentilshommes et ceux qu'il jugera gens de mérite, en fiefs, Seigneuries, Châtellenies, Comtés, Vicomtés, Baronnies et autres dignités relevant de nous, telles qu'il jugera convenir à leurs services; à la charge qu'ils serviront à la tuition et désense des dits pays et aux autres de moindre condition, à telles charges et redevances annuelles qu'il avisera, dont nous consentons qu'ils en demeurent quittes pour les six premieres années, ou tel autre temps que notre dit Lieutenant avisera bon être, et connoîtra leur être nécessaire, excepté toutesois du devoir et service pour la guerre; aussi qu'au retour de notre dit Lieutenant il puisse départir à ceux qui auront fait le voyage avec lui, les gaignages et profits mobiliaires provenus de la dite entreprise et avantager du tiers ceux qui auront fait le dit voyage; retenir un autre tiers pour lui, pour ses frais et dépens, et l'autre tiers pour être employé aux œuvres communes, fortifications du pays et frais de guerre. Et afin que notre dit Lieutenant soit mieux assisté et accompagné en la dite entreprise, nous lui avons donné pouvoir de se faire assister en la dite armée de tous Gentilshommes, Marchands et autres nos sujets qui voudront aller ou envoyer au dit voyage, payer gens et équipages, et munir nefs à leurs dépens. Ce que nous leur défendons très expressément faire, ni trafiquer sans le sû et consentement de notre dit Lieutenant, sur peine à ceux qui seront trouvés, de perdition de tous leurs vaisseaux et marchandises. Prions aussi, et requérons tous Potentats, Princes nos alliés et confédérés, leurs Lieutenans et Sujets, en cas que notre dit Lieutenant ait quelque besoin ou nécessité, lui donner aide, secours et confort, savoriser son entreprise. Enjoignons et commandons à tous nos sujets, en cas de rencontre par mer ou parterre, de lui être en ce secourables, et se joindre avec lui; révoquant des à présent tous pouvoirs qui pourroient avoir été donnés, tant par nos prédécesseurs Rois, que Nous, à quelques personnes et pour quelque cause et occasion que ce soit, au préjudice du dit Marquis notre dit Lieutenant Général. Et d'autant que pour l'effet du dit voyage, il sera besoin passer plusieurs contrats et lettres, Nous les avons dès-à-présent validés et approuvés, validons et approuvons, ensemble les seings et sçeaux de notre dit Lieutenant, et d'autres par lui commis pour ce regard. Et d'autant qu'il pourroit survenir à notre dit Lieutenant quelque inconvénient de maladie, ou arriver, faute d'icelui, aussi qu'à son retour il sera besoin laisses un ou plusieurs Lieutenans, voulons et entendons qu'il en puisse nommer et constituer par testament et autrement comme bon lui semblera, avec pareil pouvoir ou partie d'icelui que lui avons donné. Et afin que notre dit Lieurenant puisse plus facilement mettre ensemble le nombre de gens qui lui est nécessaire pour le dit voyage et entreprise, tant de l'un que de l'autre sexe, Nous lui avons donné pouvoir de prendre, élire et choisir, et lever telles personnes en notre dit Royaume, pays, terres et seigneurie, qu'il connoîtra être propres, utiles et nécessaires pour la dite entreprise, qui conviendront

avec lui aller, lesquels il fera conduire et acheminer des lieux où ils seront par lui levés, jusqu'au lieu de l'embarquement. Et pour ce que nous ne pouvons avoir particulière connoissance des dits Pays et gens étrangers, pour plus avant spécifier le pouvoir qu'entendons donner à notre dit Lieutenant Général. Voulons et nous plait qu'il ait le même pouvoir, puissance et autorité qu'il étoit accordé par le dit feu Roi François au dit Sieur de Roberval, encore qu'il n'y soit si particulièrement spécifié; et qu'il puisse en cette charge faire, disposer et ordonner de toutes choses opinées et inopinées concernant la dite entreprise, comme il jugera à propos pour notre service les affaires et nécessités le requérir, et tout ainsi et comme nous même ferions et faire pourrions, si présens en personne y étions, jaçoit que le cas requît mandement plus spécial; validant des-à-présent, comme pour lors, tout ce que par notre dit Lieutenant sera fait, dit, constitué, ordonné et établi, contracté, chevi et composé, tant par armes, amitié, confédération et autrement en quelque sorte et manière que ce soit ou puisse être, pour raison de la dite entreprise, tant par mer que par terre. Et avons le tout approuvé, agréé et ratifié, agréons, approuvons et ratifions par ces présentes, et l'avouons et tenons, et voulons être tenu bon et valable, comme s'il avoit été par nous fait. SI DONNONS en mandement à notre amé et féal le Sieur Comte de Chiverny, Chancelier de France, et à nos amés et féaux Conseillers les gens tenans nos Cours de Parlement, Grand Conseil, Baillis, Sénéchaux, Prévôts, Juges et leurs Lieutenans, et tous autres nos Justiciers et Officiers, chacun en droit soi, comme il appartiendra, que notre dit Lieutenant, du quel nous avons ce jourd'hui prins et reçû le serment en tel cas accoutumé, ils fassent et laissent, souffrent jouir et user pleinement et paisiblement, à icelui obéir et entendre et à tous ceux qu'il appartiendra, ès choses touchant et concernant notre dite Lieutenance. Mandons en outre à tous nos Lieutenans Généraux, Gouverneurs de nos Provinces, Amiraux, Vice Amiraux, Maitres des ports, havres et passages, lui bailler, chacun en l'étendue de son pouvoir, aide, confort, passage, secours et assistance, et à ses gens avoués de lui, dont il aura besoin. Et d'autant que de ces présentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs et divers lieux, Nous voulons qu'au vidimus d'icelles dûement collationné par un de nos amés et féaux Conseillers Notaires ou Secrétaires, ou fait pardevant Notaires royaux, foi soit ajoutée comme au présent original: Cartel est notre plaisir; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel ès dites présentes. Donné à Paris, le douzieme jour de Janvier, l'an de grâce, mil cinq cent quatrevingt-dixhuit, et de notre règne le neuvième.

(Signé)

HENRY.

COMMISSION

COMMISSION

De Commandant en la Nouvelle France, du 15e.

Octobre, 1612, par Mr. le Comte de Soissons,

Lieutenant Général au dit pays en faveur du

Sieur de Champlain.*

CHARLES DE BOURBON, Comte de Soissons, Pair et Grand-maître de France, Gouverneur pour le Roi ès pays de Normandie et Dauphiné, et son Lieutenant Général au païs de la Nouvelle France. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Savoir, faisons à tous qu'il appartiendra, que pour la bonne et entière confiance que nous avons de la personne du Sieur Samuel de Champlain, Capitaine ordinaire pour le Roi en la marine, et de ses sens, suffisance, pratique et expérience au fait de la Marine, et bonne diligence, connoissance qu'il a au dit pays, pour les diverses navigations, voyages et fréquentations qu'il y a faits et en autres lieux circonvoisins d'icelui. Icelui Sieur de Champlain, pour ces causes, et en vertu du pouvoir à nous donné par sa Majesté, avons commis, ordonné et député, commettons, ordonnons et députons par ces présentes, notre Lieutenant pour représenter notre personne au dit pays de la Nouvelle France; et pour cet effet lui avons ordonné d'aller se loger, avec tous ses gens, au lieu appellé Québec, étant dedans le fleuve Saint-Laurent, autrement appellé la Grande Rivière de Canada, au dit pays de la Nouvelle France; et au dit lieu, et autres endroits que le dit Sieur de Champlain avisera bon être, y faire construire et bâtir tels autres forts et forteresses qu'il lui sera besoin et nécessaire pour sa conservation, et de ses dits gens, lequel fort ou forts nous gardera à son pouvoir, pour au dit lieu de Québec et autres endroits en l'étendue de notre pouvoir, et tant et si avant que faire se pourra, établir, étendre et faire connoître le nom, puissance et autorité de Sa Majesté, et à icelle assujetir, soumettre et faire obéir tous les peuples de la dite terre, et les circonvoisins d'icelle et par le moyen de ce et de toutes autres voies licites, les appeller, faire instruire, provoquer et émouvoir à la connoissance et service de Dieu et à la lumière de la foi et religion Catholique, Apostolique et Romaine, la y établir,

^{*} Champlain, partie I. page 231-et Mémoires sur les possessions en Amérique, Tome III, page 331.

et en l'exercice et profession d'icelle, maintenir, garder et conserver les dits lieux sous l'obéissance et autorité de sa dite Majesté. Et pour y avoir égard et vaquer avec plus d'affurance, Nous avons, en vertu de notre dit pouvoir, permis au dit Sieur de Champlain, commettre, établir, et constituer tels Capitaines et Lieutenants que besoin sera. Et pareillement commettre des Officiers pour la distribution de la Justice et entretien de la police, réglemens et ordonnances; traiter, contracter à même effet, paix, alliance et confédé. ration, bonne amitié, correspondance et communication avec les dits peuples et leurs Princes, ou autres ayant pouvoir et commandement sur eux; entretenir, garder et soigneusement conserver les traités et alliances dont il conviendra avec eux, pourvû qu'ils y satisfassent de leur part; et à ce défaut, leur faire guerre ouverte pour les contraindre et amener à telle raison qu'il jugera nécessaire, pour l'honneur, obéissance et service de Dieu et l'établissement, manutention et conservation de l'autorité de sa dite Majesté parmi eux, du moins pour vivre, demeurer, hanter et fréquenter avec eux en toute assurance, liberté, fréquentation et communication, y négocier et trafiquer amiablement et paissblement: faire faire à cette fin les découvertures et reconnoissances des dites terres, et notamment depuis le dit lieu appellé Québec, jusques et si avant qu'il se pourra étendre audessus d'icelui, dedans les terres et rivieres qui se déchargent dedans le dit fleuve Saint Laurent, pour essayer de trouver le chemin facile pour aller par dedans le dit pays au pays de la Chine et Indes orientales, ou autrement, tant et si avant qu'il se pourra, le long des côtes et en la terre ferme; faire soigneusement rechercher et reconnoître toutes fortes de mines d'or, d'argent, cuivre et autres métaux et minéraux; les faire fouiller, tirer, purger et affiner, pour être convertis et en disposer selon et ainsi qu'il est prescrit par les Edits et Réglements de sa Majesté, et ainsi que par nous sera ordonné. Et où le dit Sieur de Champlain trouveroit des François et autres trafiquans, négocians et communiquans avec les Sauvages, et peuples étant depuis le dit lieu de Québec, et audessus d'icelui comme dessus est dit, et qui n'ont été réservés par la Majesté, lui avons permis et permettons s'en faifir et appréhender, ensemble leurs vaisseaux, marchandises et tout ce qui se trouvera à eux appartenant, et iceux faire conduire et amener en France, ès havres de notre Gouvernement de Normandie, ès mains de la Justice, pour être procédé contr'eux, selon la rigueur des Ordonnances Royaux, et de ce qui nous a été accordé par sa dite Majesté: et ce faisant, gérer, négocier et se comporter par le dit Sieur de Champlain, en la fonction de la dite charge de notre Lieutenant, pour tout ce qu'il jugera être à l'avancement des dites conquête et peuplement: le tout pour le bien, service et autorité de sa dite Majesté, avec même pouvoir, puissance et autorité, que nous ferions si nous y étions en personne, et comme si le tout y étoit par exprès et plus particulièrement spécifié et déclaré, et en outre tout ce que dessus, avons au dit Sieur de Champlain permis et permettons d'associer et prendre

avec lui telles personnes, et pour telles sommes de deniers qu'il avisera bon être pour l'effet de notre entreprise, pour l'exécution de laquelle, même pour faire les embarquemens, et autres choses nécessaires à cet effet qu'il fera ès villes et havres de Normandie, et autres lieux où jugerez-être à propos, vous avons de tout donné et donnons par ces présentes, toute charge, pouvoir, commission et mandement spécial; et pour ce vous avons substitué et subrogé en notre lieu et place à la charge d'observer et faire observer, par ceux qui feront sous votre charge et commandement, tout ce que dessus, et nous saire bon et fidèle rapport, à toutes occasions, de tout ce qui aura été fait et exploité, pour en rendre par nous prompte raison à sa dite Majesté. Si prions et requérons tous Princes, Potentats et Seigneurs étrangers, leurs Lieutenans Généraux, Amiraux, Gouverneurs de leurs provinces, Chefs et Conducteurs de leurs gens de guerre, tant par mer que par terre, Capitaines de leurs villes et forts maritimes, ports, côtes, havres et détroits, donner au dit Sieur de Champlain, pour l'entier effet et exécution de ces présentes tout support, secours, assistance, retraite, main forte, faveur et aide, si besoin en a ; et en ce qu'ils pourront être par lui requis. En témoin de ce nous avons ces dites présentes figné de notre main, et fait contresigner par l'un de nos Secrétaires ordinaires, et à icelles fait mettre et apposer le cachet de nos armes. A Paris le quinzième jour d'Octobre, mil six cent douze.

(Signé)

CHARLES DE BOURBON.

Et sur le repli, par Monseigneur le Comte.

(Signé)

BRESSON.

COMMISSION

De Commandant en la Nouvelle France, du 15e. Février, 1625, par Mr. le Duc de Ventadour, qui en étoit Viceroi, en faveur du Sieur de Champlain*.

HENRY DE LEVY, Duc de Ventadour, Pair de France, Lieutenant Gé-néral pour le Roi au Gouvernement de Languedoc, Vice Roi et Lieutenant Général au pays de la Nouvelle France, et terres circonvoisines : A tous ceux qui ces présentes lettres verront; Salut. Savoir faisons que pour la bonne et entière confiance que nous avons du Sieur Samuel de Champlain, Capitaine pour le Roi en la Marine; et de ses sens, suffisance, pratiques, expérience au fait d'icelle, bonne diligence, connoissance qu'il a au dit pays pour les diverses navigations, voyages, fréquentations qu'il y a faites, et en autres lieux circonvoisins d'icelui : icelui Sieur de Champlain, pour ces caules, et en vertu du pouvoir à nous donné par Sa Majesté, conformément aux Lettres de Commission par lui obtenues, tant du feu Sieur Comte de Soissons, que Dieu absolve, de Monsieur le Prince de Condé, et depuis de Monsieur le Duc de Montmorency, nos prédécesseurs en la dite Lieutenance Générale. des 15e. Octobre et 22e. Novembre, 1612, et 8e. Mars, 1620, et à la nomination de la Majesté, par les articles ordonnés par arrêt du Conseil du 1er. Avril, 1622, avons commis, ordonné, député, commettons, ordonnons et députons par ces présentes, notre Lieutenant, pour représenter notre personne au dit Pays de la Nouvelle France: et pour cet effet, lui avons ordonné d'aller se loger, avec tous ses gens, au lieu de Québec, étant dedans le Fleuve Saint Laurent, autrement appellé la Grande Rivière de Canada, au dit pays de la Nouvelle France; et au dit lieu, et autres endroits que le dit Sieur de Champlain avisera bon être, faire construire et bâtir tels forts et forteresses qui lui sera besoin et nécessaire spour la conservation de ses gens, lequel fort ou forts il nous gardera à son pouvoir, pour, au dit lieu de Québec, et autres lieux et endroits en l'étendue de notre dit pouvoir, tant et si avant que faire se pourra, établir, étendre et saire connoître le nom, puissance et autorité de

Champlain, partie II. Page \$1, et Mémoires sur les possessions en Amérique, Tome III, Page 336.

sa Majesté; et en icelles assujettir, soumettre et saire obéir tous les peuples de la dite terre, et les circonvoisins d'icelle; et par le moyen de ce, et de toutes autres voies licites, les appeller, faire instruire, provoquer et émouvoir, à la connoissance et service de Dieu, et à la foi et Religion Catholique, Apostolique et Romaine; la y établir, et en l'exercice et profession d'icelle, maintenir, garder et conserver les dits lieux sous l'obéissance et autorité de sa dite Majesté; et pour y avoir égard et vaquer avec plus d'assurance, nous avons, en vertu de notre dit pouvoir, permis au dit Sieur de Champlain, commettre et établir, et substituer tels Capitaines et Lieutenans pour nous, que besoin sera; et pareillement commettre des Officiers pour la distribution de la justice et entretien de la police, réglemens et ordonnances, jusqu'à ce que par nous autrement en ait été pourvû; traiter, contracter à même effet, paix, alliances, confédérations, bonne amitié, correspondance et communication avec les dits peuples et leurs Princes, ou autres ayans commandement sur eux; entretenir, garder et soigneusement conserver les traités et alliances dont il conviendra avec eux, pourvû qu'ils y satisfassent de leur part; et à leur défaut, leur faire guerre ouverte, pour les contraindre et amener à telle raison qu'il jugera nécessaire pour l'honneur, obéissance et service de Dieu, et l'établissement, manutention et conservation de l'autorité de sa dite Majesté parmi eux; du moins pour vivre, hanter et fréquenter avec eux en toute assurance, liberté, fréquentation et communication, y négocier et trafiquer amiablement et paisiblement, faire faire à cette fin les découvertes des dites terres, et notamment depuis le dit lieu de Québec, jusques et si avant qu'il se pourra étendre audessus d'icelui, dedans les terres et rivières qui se déchargent dedans le dit Fleuve Saint Laurent, pour essayer à trouver le chemin facile pour aller par dedans le dit pays au Royaume de la Chine et Indes orientales; ou autrement, tant et si avant qu'il se pourra étendre le long des côtés du dit Pays tant par mer que par terre, et faire en la dite terre ferme, soigneusement rechercher et reconnoitre toutes sortes de mines d'or, d'argent, cuivre et autres métaux et minéraux; les faire fouiller, tirer, purger et affiner, pour être convertis, et en disposer selon et ainsi qu'il est prescrit par les Edits et Réglemens de la dite Majesté, et ainsi que par nous sera ordonné; et ou le dit Sieur de Champlain trouveroit des françois ou autres, trafiquans, négocians et communiquans avec les sauvages et peuples, notamment depuis le lieu de Gaspey, par la hauteur de quarante-huit à quarante-neuf dégrés de latitude, et jusqu'au cinquante-deuxième degré nord et sud du dit Gaspey, qui nous est réservé par sa dite Majesté, lui avons permis et permettons s'en saisir et les appréhender, ensemble leurs vaisseaux et marchandises, et tout ce qui se trouvera à eux appartenant, et iceux faire conduire et amener en France ès mains de la Justice, pour être procédé contr'eux selon la rigueur des Ordonnances royaux, et ce qui nous a été accordé par sa dite Majesté; ce faisant, gérer, négocier et se comporter par le dit Sieur de Champlain, en

la fonction de sa dite charge de notre Lieutenant, pour tout ce qu'il jugera être en l'avancement des dites conquêtes et peuplement; le tout pour le bien, service et autorité de sa dite Majesté, avec même pouvoir, puissance et autorité que nous ferions si nous y étions en personne, et comme si tout y étoit par exprés, et plus particulièrement spécifié et déclaré. Lui avons, et de tout ce que dessus, donné et donnons par ces présentes, charge et pouvoir, commission et mandement spécial; et pour ce, et en tout notre pouvoir ès dits pays, à quoi nous n'aurions pourvû, et jusqu'à y être par nous particulièrement pourvû, avons le dit Sieur de Champlain substitué et subrogé en notre lieu et place, à la charge d'observer et faire observer tout ce que dessus, par ceux qui seront sous sa charge et commandement, et de nous faire bon et fidèle rapport, à toutes occasions, de tout ce qu'il aura fait et exploité, pour en rendre par nous prompte raison à sa dite Majesté. Si prions et requérons. tous Princes, Potentats et Seigneurs étrangers, les Lieutenans Généraux, Amiraux, Gouverneurs de leurs Provinces, Chefs et Conducteurs de leurs gens de guerre, tant par mer que par terre, Capitaines de leurs villes, forts maritimes, ports, côtes, havres et détroits, donner confort et aide au dit Sieur de Champlain, pour l'entier effet et exécution de ces présentes, tout support, assistance, retraite et mainforte, si besoin est, et en soient par lui requis. En témoin de quoi nous avons signé les présentes de notre main, et à icelles fait mettre notre scel. Donné à Paris, le quinze Février, mil six cent vingtcinq.

(Signé)

VENTABOUR.

Et plus bas, par le commandement de mon dit Seigneur.

(Signé)

GIRARD.

PROLONGATION

PROLONGATION

De la Commission de Gouverneur et Lieutenant Général à Québec, accordée par le Roi au Sieur Huault de Montmagny, du 6me. Juin, 1645.*

OUIS, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre. A notre cher et bien amé Charles Hugult de Montre con Cl et bien amé Charles Huault de Montmagny, Chevalier de l'Ordre de Saint Fean de Férusalem, SALUT. Vous ayant ci-devant commis, ordonné et établi Gouverneur et notre Lieutenant Général à Québec, et sur le Fleuve de Saint Laurent et autres Rivières qui se déchargent en icelui; vous auriez acquis tant de réputation par votre sage et prudente conduite, pendant les trois années de cet emploi, que ceux de la Compagnie de la Nouvelle France ayant vu que le dit terme de trois ans s'en alloit expirer, nous ont très humblement supplié et requis de vouloir prolonger votre commission pour autres trois années prochaines; et après plusieurs bons témoignages qui nous ont été rendus par notre très cher et bien amé Cousin le Duc de Brese, Grand Maître. Chef et Surintendant Général de la navigation et commerce de France, de votre capacité, valeur et expérience, fidélité et affection pour notre service : A ces causes, Nous de l'avis de la Reine Régente notre très-honorée Dame et Mère, vous avons commis, ordonné et établi, commettons, ordonnons et établissons Gouverneur et notre Lieutenant Général représentant notre personne à Québec, et dans les Provinces arrosées du Fleuve Saint Laurent et des autres Rivières qui se déchargent en icelui, et lieux qui en dépendent en la Nouvelle France, pour commander à tous les gens de guerre qui seront au dit pays, tant pour la garde des dits lieux, que pour maintenir et conserver ce négoce, prendre soin de la Colonie du dit pays, conservation et sûreté d'icelui sous notre obéissance, avec pouvoir d'établir sous vous tels Lieutenans pour le fait des armes que bon vous semblera, comme aussi par forme de provision, etsjusqu'à ce qu'il y ait des Juges souverains établis sur les lieux pour l'administration de la justice, vous donnons pouvoir et aux Lieutenans qui seront par vous établis de juger souverainement et en dernier ressort, avec les Chefs et Officiers de la Nouvelle France qui se trouveront près d'eux, tant les Soldats qu'autres habitans des dits lieux : tenir la main à l'exécution des dits arrêts et règlemens du Conseil, faits pour l'établissement et conduite

^{*} Tiré du dépôt des affaires étrangeres, et Mémoires sur les possessions en Amérique, Tome III.

de la Compagnie de la Nouvelle France, et des accords faits entre la dite Compagnie et les habitans des dits lieux; et jouir par vous durant les dites trois années, à commencer du jour et date des présentes, de la dite charge, aux honneurs, autorités, prééminences, privilèges, droits, profits, et émolumens qui y sont attribués. Si mandons à tous nos Lieutenans Généraux, Capitaines et Conducteurs de nos gens de guerre, Justiciers et Officiers, chacun en droit soi, qu'ils y vous laissent, soussere, justiciers et officiers, chadite charge pleinement et paisiblement, et à vous obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra ès choses touchant et concernant la dite charge, de ce faire vous avons donné et donnons pouvoir, commission et mandement spécial par ces dites présentes; car tel est notre plaisir. Donné à Paris, le fixième jour de Juin, l'an de grâce mil six cent quarante-cinq, et de notre règne le troisième.

Copie tirée des Régistres du dépôt des affaires étrangeres, et certifiée véritable. A Paris, le huit Octobre, mil sept cent cinquante-un.

(Signé)

P. LE DRAN.

PROVISIONS

En faveur du Sieur de Lauzon, de la charge de Gouverneur et Lieutenant Général du Roi en Canada, du 17me. Janvier, 1651.*

LOUIS, par la grâce de Dieu, &c. Salut. Etant nécessaire pour le bien de notre service, de pourvoir d'un Gouverneur et notre Lieutenant Général dans toute l'étendue du Fleuve Saint Laurent, au lieu et place du Sieur Daillebout, dont le tems, qui ne doit être que de trois ans, ordonné par nes réglemens pour le dit pays, est expiré; Savoir faisons que pour l'entière confiance que nous avons de la personne de notre amé et séal Conseiller de notre Conseil d'Etat, le Sieur de Lauzon et de ses sens, suffisance, lo-yauté, prud'hommie, vigilance, zèle, soins et industrie, courage, valeur et

^{*.} Tiré du dépot de la Marine, et Mémoires sur les Possessions en Amérique, Tome III. Page 399.

sage conduite au fait des armes ; icelui, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, par l'avis de la Reine Régente notre très honorée Dame et Mère, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, Nous avons, ensuite de la présentation qui nous a été faite de sa personne par la Compagnie de la Nouvelle France, ainsi qu'il appert par un extrait de leurs délibérations, ci-attaché sous le contrescel de notre Chancellerie, commis, ordonné et établi, commettons, ordonnons et établissons par ces présentes signées de notre main, et lui avons donné et donnons la dite charge de Gouverneur et notre Lieutenant Général dans toute l'étendue du Fleuve Saint Laurent en la Nouvelle France, Isles et Terres adjacentes de part et d'autre du dit Fleuve, et autres Rivières qui se déchargent en icelui jusqu'à son embouchure, à prendre dix lieues près de Miscou, du côté du Sud et du côté du nord, autant que s'étendent les terres du dit pays, de la même sorte, et tout ainsi que l'avoit, tenoit et exerçoit le dit Sieur Daillebout, pour trois ans seulement, qui commenceront du jour que le dit Sieur de Lauson arrivera à Québec; auquel nous donnons plein pouvoir, puissance, autorité, commission et mandement spécial, de commander dorénavant, tant aux gens de guerre qui sont et pourront être ci-après en quelqu'endroit que ce soit du dit pays, que tous nos Officiers, Ministres et Sujets d'icelui; juger de tous les différens qui pourront naître entr'eux, faire punir les délinquans, et même exécuter à mort si le cas échet, le tout souverainement et sans appel; leur ordonner tout ce qu'il verra et connoîtra être nécessaire pour notre service et le bien de nos affaires, et la garde et conservation du dit pays en notre obéiffance; et ce au mêmes droits et honneurs et prérogatives que les précédens Gouverneurs pendant les dites trois années. Si donnons en mandement à tous Capitaines et Officiers du dit Pays, qu'ils aient à lui obéir et faire obeir par tous nos Sujets, ès choses susdites, circonstances et dépendances, tout ainsi qu'à notre personne, sans y contrevenir en quelque sorte et manière que ce puisse être : car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Paris, le dixseptième jour de Janvier, l'an de grâce mil six cent cinquante-un et de notre règne le huitième.

la grace de Dieu, &c. S(sigis) Pront necessaire pour le bien

LOUIS.

Copie tirée des Régistres du Dépôt des affaires étrangères, certifiée véritable. A Paris, le huit Octobre, mil six cent cinquante-un.

(Signé) sanoting at sh anova

P. LE DRAN.

PROVISIONS

The du decet de la Merine, et Merinies fut les Politique en Amérina Tonie III. Page

PROVISIONS

Pour le Sieur Nicolas Denys, de Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, renfermant et désignant les bornes et étendue de son Gouvernement, du 30e. Janvier, 1654.*

OUIS, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre : à tous pré-sens et avenir. Etant bien informé et assuré de la louable et recommandable affection, peine et diligence que le Sieur Nicolas Denys, Ecuïer, qui étoit ci-devant institué et établi par la Compagnie de la Nouvelle France, Gouverneur en toute l'étendue de la Grande Baie St. Laurent et isles adjacentes, à commencer depuis le Cap de Canseau jusqu'au Cap des Rosiers, en la Nouvelle France; et lequel depuis neuf ou dix ans en-çà a apporté et utilement employé tous ses soins, tant à la conservation des Sauvages du dit Pays, à la foi et Religion Chrétienne, qu'à l'établissement de notre autorité, en toute l'étendue du dit pays, ayant construit deux forts, et contribué de son possible à l'entretien de plusieurs Ecclésiastiques religieux, pour l'instruction des enfants des dits Sauvages, et travaillé au défrichement des terres, où il auroit fait bâtir plusieurs habitations; ce qu'il auroit continué de faire, s'il n'en eût été empêché par Charles de Menou, Sieur d'Aulnay Charnisay, lequel à main armée et sans aucun droit, l'en auroit chassé, pris de son autorité privée les dits forts, victuailles et marchandises, sans en faire aucune satisfaction, et même ruiné les dites habitations; de sorte que pour remettre le dit pays, le rétablir en son premier état, pour être capable d'y recevoir les Colonies, qui y avoient commencé leur établissement par le moyen des dites habitations qui y étoient faites et construites, et des forts dont le dit Charnisay s'est emparé, il est nécessaire d'y envoyer un homme capable et instruit en la connoissance des lieux, fidèle à notre service, pour reprendre les dits forts, ou en construire d'autres, et remettre le dit pays sous notre do. mination, et la dite Compagnie dans ses droits, portés par l'Edit de son établissement; et pour la désense du dit pays, munir et garder les dits forts, et ceux qui seront faits, de nombre suffisant de gens de guerre, et autres choses nécessaires

[•] Tiré du dépôt de la Marine, et Mémoires sur les possessions en Amérique, Tome III. Page

nécessaires où il convient faire de grandes dépenses; et pour nous rendre un service de cette importance; étant assuré du zèle, soin, industrie, courage valeur, bonne et sage conduite du dit Sieur Denys, lequel nous auroit été nommé et présenté par la dite Compagnie, avons, de notre certaine science, pleine puissance et autorité Royale, icelui Sieur Denys, confirmé et confirmons de nouveau, en tant que de besoin est ou seroit, ordonné et établi, ordonnons et établissons par ces présentes fignées de noure main, Gouverneur et notre Lieutenant Général représentant notre personne en tout le pays, territoires, côtes et confins de la Grande Baie de Saint Laurent, à commencer du Cap de Canseau jusqu'au Cap des Rosieres, Isles de Terreneuve, Isle du Cap Breton, de Saint Jean, et autres Isles adjacentes pour y rétablir notre domination, et la dite Compagnie de la Nouvelle France, dans ses droits y faire reconnoître notre nom, puissance et autorité, assujettir, soumettre et faire obéir les peuples qui y habitent, et les faire instruire en la connoissance du viai Dieu, et en la lumière de la foi et religion Chrétienne, et y commander tant par mer que par terre; ordonner et faire exécuter tout ce qu'il connoitra se devoir et pouvoir faire pour maintenir et conserver les dits lieux sous notre autorité et puissance, avec pouvoir de commettre, établir et instituer tous Officiers, tant de guerre que de justice, pour la première fois. et de là en avant, nous les nommer et présenter pour les pourvoir; et leur donner nos lettres à ce nécessaires; et selon les occurences des affaires, avec l'avis et conseil des plus prudens et capables, établir Loix, Statuts et Ordonnances, le plus qu'il se pourra conformes aux nôtres; traiter et contracter paix, alliance et confédération avec les dits peuples ou autres ayant pouvoir et commandement sur eux; leur faire guerre ouverte, pour établir et conserver notre autorité, et la liberté du trafic et négoce, entre nos Sujets et eux, et autres cas qu'il jugera à propos, jouir et octroyer à nos sujets qui habiteront ou négocieront au dit pays et aux originaires d'icelui, grâces, privilèges et honneurs, selon les qualités et mérites des personnes sous notre bon plaisir. voulons et entendons que le dit Sieur Denys se réserve, approprie et jouisse pleinement et paisiblement de toutes les terres à lui ci-devant concédées par la dite Compagnie de la Nouvelle France, lui et les siens, et que d'icelles il puisse en donner et départir telle part qu'il avisera, tant à nos dits sujets qui s'y habitueront, qu'aux dits originaires, ainsi qu'il jugera bon être, selon les qualités, mérites et services des personnes : faire soigneusement chercher les mines d'or, d'argent, cuivre et autres métaux et minéraux, et les faire mettre et convertir en ulage, comme il est prescrit par nos ordonnances; nous réservant, du profit qui en viendra de celles d'or et d'argent, seulement le dixième denier, et lui délaissons et affectons ce qui pourroit nous en appartenir aux autres métaux et minéraux, pour lui aider à supporter les autres dépenses que sa dite charge lui apporte. Voulons que le Sieur Denys privativement à tous autres, jouisse du privilège, pouvoir et faculté de trassquer et saire la traite:

traite de pelleteries avec les dits Sauvages, dans toute l'étendue du dit pays de terre ferme et côte de la grande Baie Saint Laurent, Terre-Neuve, Cap-Breton, et autres Isles adjacentes, pour en jouir de toutes les choses ci-dessus déclarées, et par ceux qu'il commettra, et à qui il en voudra donner la charge, et qu'il lui soit fait raison par la veuve du dit d'Aulnay Charnisay et ses héritiers, de toutes les pertes et dommages qu'il a soufferts de la part du dit d'Aulnay Charnifay. De plus nous avons donné et donnons, attribué et attribuons au dit Sieur Denys, le droit et faculte et pouvoir de faire une Compagnie sédentaire de la pêche des Morues, Saumons, Maquereaux, Harengs. Sardines, Vaches marines, Loups marins, et autres poissons qui se trouveront en toute l'étendue du dit pays, et côte de l'Acadie, jusqu'aux Virginies et Isles adjacentes, à laquelle Compagnie seront reçus tous les habitans du dit pays, pour telle part qu'ils y voudront entrer, pour des profits y participer, de ce que chacun y aura mis; et défenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'ils soient, d'entreprendre sur la dite Compagnie pour faire la dite Pêche sédentaire en toute l'étendue du dit Pays, à la réserve toute sois de nos fujets, que nous voulons et entendons pouvoir aller par tout le dit Pays de la Nouvelle France, avec Navires, et en tels ports et havres que bon leur semblera pour y faire pêche verte et seche, tout ainsi qu'à l'ordinaire, sans y pouvoir être troublés en aucune façon par la dite Compagnie; faisant très expresses inhibitions et défenses à tous marchands, maîtres et capitaines de navires et autres nos sujets ordinaires du dit Pays, de quelque état et condition qu'ils foient, de faire la traite des pelleteries avec les Sauvages du dit Pays, ni la dite pêche sédentaire, sans son exprès congé et permission, à peine de desobéissance et confiscation entière de leurs vaisseaux, armes, munitions et marchandises au profit du dit Sieur Denys et de dix mille livres d'amende. Permettons au dit Sieur Denys de les empêcher par toutes voies, et d'arrêter les contrevenans à nos dites défenses, leurs navires, armes et victuailles, pour les remettre ès mains de la justice, et être procédé contre la personne et biens des desobéissans, ainsi qu'il appartiendra; et à ce que cette intention et volonté soit notoire, et qu'auqu'un n'en prétende cause d'ignorance, mandons et ordonnons à tous nos officiers, justiciers qu'il appartiendra, qu'à la requête du dit Sieur Denys, ils aient à faire lire, publier et régistrer ces présentes; et le contenu en icelles faire garder et observer ponctuellement : faisant mettre et afficher ès ports, havres et autres lieux de notre Royaume, Pays et terres de notre obéissance, que besoin sera, un extrait sommaire du contenu en icelles; voulant qu'aux copies qui en feront dûement collationnées par nos amés et féaux conseillers, secrétaire ou notaire royal, sur ce requis, foi soit ajoutée comme au présent original; Car tel est notre plaisir. En Témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces dites présentes. Donné à Paris, le trentième Janvier mil six cent cinquante quatre et de notre règne le onzieme. Scellé du grand Sceau de cire verte, en lacs de Soie rouge et verte.

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi, DE LOMENIE, et à côté, Visa. Et plus bas, collationné à l'original par moi Conseiller Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France, et de ses Finances.

(Signé)

LA Dorie, avec paraphe.

Nous Ecuyer, Conseiller du Roi honoraire en la Cour des comptes, aides et finances de Rouen, Commissaire de la Marine, premier Commis et garde des Archives et dépôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus véritable, l'ayant collationnée sur les régistres et papiers qui sont aux dits Archives et dépôt. A Paris, le sept Octobre Mil sept cent cinquante un.

(Signé)

LAFFILARD.

LETTRES PATENTES

De Gouverneur de la Nouvelle France, en faveur du Vicomte d'Argenson, du 26e. Janvier, 1657*.

Louis &c. A tous ceux &c. Salut. étant nécessaire pour le bien de notre service, de pourvoir d'un Gouverneur notre Lieutenant Général dans toute l'étendue du sleuve Saint Laurent, au lieu et place du Sieur de Lauzon, dont le temps, qui ne doit être que trois ans, ordonné par nos réglemens pour le dit Pays, est expiré, savoir faisons que pour l'entière confiance que nous avons de la personne de notre cher et bien amé le Sieur Vicomte d'Argenson, et de ses sens, sussissance, loyauté, prud'hommie, vigilance, zele, soin, industrie, courage, valeur et sage conduite, icelui pour ces causes et autres à ce nous mouvans,

Tiré du dépôt des affaires êtrangères, et Mémoires sur les Possessions en Amérique, Tome III. Page 422.

mouvans, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale avons, ensuite de la présentation qui nous a été faite de sa personne par la Compagnie de la Nouvelle France, ainfi qu'il appert par un extrait de leurs déliberations, ci-attaché fous le contre Scel de notre Chancellerie, commis, ordonné et établi, commettons, ordonnons et établissons par ces présentes signées de notre main, et lui avons donné et donnons la dite charge de Gouverneur et notre Lieutenant Général dans toute l'étendue du dit fleuve Saint Laurent en la Nouvelle France, isles et terres adjacentes, de part et d'autre du dit fleuve et autres rivières qui se déchargent en icelui jusqu'à son embouchûre, à prendre dix lieues près de Miscou du côté du sud, et du côté du nord autant que s'étendent les dites terres du dit Pays, de la même sorte et tout ainsi que l'avoit, tenoit et exerçoit le dit Sieur de Lauzon, pour trois ans seulement, qui commenceront du jour que le dit Sieur Vicomte d'Argenson arrivera à Ouébec; au quel nous donnons plein pouvoir, puissance, autorité, commission et mandement spécial de commander dorénavant, tant aux gens de guerre, qui sont et pourront être ci-après en quelqu'endroit que ce soit du dit Pays, qu'a tous nos Officiers, Ministres et Sujets d'icelui: juger de tous les différends qui pourront naître entr'eux, faire punir les délinquans, et même exécuter à mort, si le cas y échet, le tout souverainement et sans appel; leur ordonner tout ce qu'il verra et connoîtra nécessaire pour notre service et le bien de nos affaires. et la garde et conservation du dit Pays en notre obéissance, et ce aux mêmes droits, honneurs et prérogatives que les précédens Gouverneurs pendant les dites trois années. Si donnons en mandement à tous Officiers et Capitaines du dit Pays, qu'ils aient à lui obéir et faire obéir par tous nos sujets ès choses fusdites, circonstances et dépendances, tout ainsi qu'à notre personne sans y contrevenir en quelque sorte et manière que ce puisse être. Car tel est notre plaisir. Donné à Paris, le vingt sixieme jour de janvier, l'an de grâce Mil fix cent cinquante sept et de notre règne le quatorzieme.

Et sur le repli, par le Roi,

(Signé)

DE LOMENIE.

Copie tirée des régistres du dépôt des affaires étrangères, et certifiée véritable. A Paris, le huit Octobre mil sept cent cinquante un.

lamp de corque de la taorino de la (Signé). sur es sieg sus P. Le Dran.

LETTRE

LETTRES PATENTES

Du Roi, qui établissent le Sieur de Mézy, Gouverneur pour trois ans dans l'étendue du fleuve Saint Laurent dans la Nouvelle France, à la place du Sieur du Bois d'Avaugour, rappelé par sa Majeflé, du premier Mai, 1663.

de Gouverneur Général pour Mr. de Mézy, 1er Mai 1663. Inf. Conf. Sup Reg. A. Folio

Commission V OUIS, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Voulant pour le bien de notre fervice, pourvoir d'un Gouverneur notre Lieutenant Général dans toute l'étendue du fleuve Saint Laurent, au lieu et place du Sieur du Bois d'Avaugour que nous désirons rappeler présentement en France, quoique le temps de trois ans, porté par sa Commission, ne doive expirer qu'en l'année 1667, savoir, faisons que pour l'entière connoissance que nous avons de la personne de notre amé et féal le Sieur de Mézy, Major de nos ville et château de Caen, et de ses sens, suffisance, loyauté, prud'hommie, vigilance, zele, soin et industrie, courage, valeur et sage conduite; icelui pour ces causes, et autres à ce nous mouvans, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons commis, ordonné et établi, commettons, ordonnons et établissons, par ces présentes signées de notre main, et lui avons donné et donnons la dite charge de Gouverneur et notre Lieutenant Général dans toute l'étendue du dit fleuve Saint Laurent, en la Nouvelle France, isle et terres adjacentes, de part et d'autre du dit fleuve et autres rivieres qui se déchargent en icelui jusqu'à son embouchûre, à prendre dix lieues près de Miscou du côté du Sud, et du côté du Nord autant que s'étendent les terres du dit pays, de la même forte et tout ainsi que l'avoient, tenoient et exercoient les precédens Gouverneurs; et ce pour trois ans seulement, qui commenceront du jour que le dit Sieur de Mézy arrivera à Quebec: auquel nous donnons plein pouvoir, puissance, autorité, commission et mandement spécial de commander dorénavant, tant aux gens de guerre qui sont et pourront être ci-après en quelqu'endroit que ce soit de l'étendue du dit pays, qu'à tous nos officiers, ministres et sujets d'icelui; et touchant les différends qui pourront naître entr'eux, tenir la main à l'exécution de notre Edit du 30me Avril de la présente année, fait

fait pour le réglement de la Justice; leur ordonner tout ce qu'il verra et connoîtra être nécessaire pour notre service et le bien de nos affaires, et la garde et conservation du dit pays en notre obéissance; et ce aux mêmes droits, honneurs et prérogatives que les précédens Gouverneurs en ont joui ci-devant pendant les dites trois années. Si Donnons en mandement à tous capitaines, officiers et sujets du dit pays, qu'ils aient à lui obéir ès choses susdites, circonstances et dépendances, tout ainsi qu'à notre personne, sans y contrevenir en quelque sorte et manière que ce soit et puisse être. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Sceau aux dites présentes. Donné à Paris, le premier jour de Mai, l'an de grâce, mil six cent soixante trois et de notre règne le vingtiemes.

(Signé)

LOUIS

Et au dos sur le repli, par le Roi,

(Signé)

DE LIONNE.

Et à côté droit du repli des dites lettres de Commission ci-dessus est écrit

AUJOURD'HUI deuxieme Mai, le Sieur de Mézy, dénommé aux présentes Lettres, a prêté le Serment qu'il étoit tenu, entre les mains du Roi, à cause de la charge de Gouverneur et Lieutenant Général dans toute l'étendue du seuve Saint Laurent en la Nouvelle France, isles et terres adjacentes, dont sa Majesté l'a pourvu, moi, son Conseiller Sécrétaire de ses commandemens et finances, présent.

(Signé)

DE LIONNE.

Et en marge est écrit " Provisions du Sieur de Mezy pour le Gouvernement de la Nouvelle France."

(Signé)

MEZY,

FRANÇOIS Evêque de Pe'tre's.

COMMISSION

Et Instructions au Sieur Gaudais pour examiner le pays de la Nouvelle France.

Commission et Instruction au Sieur Gaudais, pour examiner le pays de la Nouvelle Fran-Inf. Conf. Sup. Reg. A. Fol. 2

CA Majesté voulant être exactement informée de l'état auquel sont à présent les Colonies de ses sujets, qui se sont formées en Canada et des moyens que l'on pourroit pratiquer pour les augmenter considérablement, elle ordonne par ces présentes au Sieur Gaudais dont elle a fait choix pour cet emploi, de se transporter incessamment à la Rochelle, de s'embarquer sur les deux vaisseaux qui doivent passer au dit Pays, et y demeurer depuis le jour du débarquement des dits vaisseaux jusqu'à celui qu'ils mettront à la voile pour revenir en France, pour prendre connoissance et tirer des lumieres les plus précises qu'il sera possible pendant ce tems là, de tout ce qui peut importer au droit de sa Majesté et au bien de ses peuples du dit pays, et particulierement comment la Justice y est administrée où les Etablissements ont été faits pour la Police, et de quelle sorte les revenus ont été régis et le sont encore à présent; Veut et ordonne sa dite Majesté que le dit Sieur Gaudais ait entrée franche et voix délibérative dans le Conseil Souverain qu'elle a établi en la Nouvelle France. immédiatement après le Sieur de Laval, Evêque de Pétrée, enjoignons expressément au Sieur de Mézy, Gouverneur, au dit Sieur Evêque, et aux autres officiers qui composent le dit Conseil, de ne faire aucune difficulté et au contraire de lui donner toute l'affistance qui dépendra d'eux pour l'exécution entière de sa Commission et de l'instruction particuliere qui lui a été donnée en conséquence. Car tel est notre plaisir. Donné à Paris le Septieme jour de Mai, mil six cent soixante trois.

(Signé) LOUIS.

Et plus bas

(Signé) and augoval arope (Signé)

DE LIONNE.

Instruction

Instruction pour le Sieur Gaudais, s'en allant de la part du Roi en Canada.

A premiere chose que le dit Sieur Gaudais doit considérer, c'est que devant revenir avec les mêmes vaisseaux, sur lesquels il passera en Canada, et qui vraisemblablement n'y demeureront pas plus d'un mois ou six semaines depuis le jour du débarquement jusqu'à celui qu'ils mettront à la voile pour revenir en France, il est nécessaire qu'il ait une application particuliere et continuelle pour tirer dans cette espace de tems les éclaircissements sur toutes les matières contenues en la présente instruction.

Premierement, il faut qu'il prenne une information exacte de la fituation du pays, à combien de dégrés il est du Pôle, la longueur des jours et des nuits, de leur plus grande différence, des bonnes et mauvaises qualités de l'air, de la régularité ou irrégularité des saisons, et comment ce pays est exposé.

Après ces premieres connoissances, il sera à propos de s'éclaireir soigneusement de la fertilité de la terre, à quoi elle est propre, quelles semences ou légumes y viennent plus aissement, la quantité de terres labourables qu'il y a, celles que l'on pourroit défricher dans peu de tems, et quelle culture l'on pourroit leur donner.

Et comme l'établissement que le Roi prétend faire au dit pays, dépend en quelque façon de celui qui a été fait par la Compagnie, qui s'étoit formée pour cela par la permission du seu Roi, il sera bon de faire une description des trois habitations de Québec, Montréal, et des Trois Rivieres, du nombre des familles qui les composent, et combien il peut y avoir d'ames tant de l'un que de l'autre sexe, à quoi particulièrement les habitans s'appliquent, en quoi consiste leur commerce, les moyens qu'ils ont de subsister et d'élever leurs enfans.

Le Sieur Gaudais étant informé que la principale chose qu'il faut examiner pour la manutention des Colonies du dit pays, et pour leur augmentation étant de défricher la plus grande quantité de terres qu'il se pourra, et de faire en sorte que tous les habitants soient unis dans leurs demeures, et qu'ils ne soient pas éloignés les uns des autres d'une grande distance, sans quoi ils ne peuvent s'afsister pour toutes les choses qui regardent la culture de leurs champs, mais même

même sont exposés aux insultes des Sauvages, et particulièrement des Iroquois, lesquels par le moyen de cette séparation, peuvent venir presque à couvert dans les bois jusqu'aux habitations des dits François, les suprennent facilement, et parcequ'ils ne peuvent être secourus, les massacrent et font déserter ainsi ces habitations qui sont éparses qui ça qui là, il n'y a rien de si grande conséquence que de travailler à réunir les dites habitations en des corps de Paroisses ou Bourgades, et à les obliger à défricher leurs terres de proche en proche, afin de s'entre-secourir au besoin. Et quoique ce moyen sut le plus certain il trouvera assurément, étant sur les lieux, que le peu de soin et de connoissance que la Compagnie qui a cidevant possédé le Pays en a eu, et l'avidité de ceux qui ont voulu s'y habituer, lesquels ont toujours demandé des concessions de terres de grande étendue, dans lesquelles ils se sont établis, ont donné lieu à cette séparation d'habitations, qui se trouvant fort éloignées les unes des autres, non seulement les particuliers qui ont obtenu des concessions n'ont pas été en état d'en faire les défrichements, mais même a donné grande fa cilité aux Iroquois à couper la gorge, massacrer et rendre désertes presque toutes les dites habitations, et c'est ce qui a obligé le Roi de rendre l'Arrêt dont la copie est mise entre les mains du dit Sieur Gaudais, ensemble de faire écrire au Sieur Evêque de Petrée, de remettre entre ses mains l'original du dit Arrêt, pour le faire publier et afficher par tout aussitôt après son arrivée.

Et comme il voit clairement par les raisons ci-dessus expliquées, qu'il est impossible de se pouvoir jamais assurer de ce pays et d'y faire des habitations considérables, que l'on oblige tous ceux qui ont eu ces concessions de les abandonner, et de s'unir en des Bourgades et Paroisses les plus nombreuses qu'il se pourra pour désricher toutes les terres qui se trouveront aux environs de proche en proche, lesquelles en ce cas il faudroit de nouveau partager et en donner à chacune Bourgade ou Paroisse, selon le nombre de Familles dont elle seroit composée, il tâchera de persuader cette verité par toutes sortes de moyens au dit Sieur Evêque, au Gouverneur et aux principaux du Pays, afin qu'ils concourrent unanimement à faire réussir ce dessein, lequel il leur sera connoître être non seulement d'une nécessité absolue pour leur conservation, mais même que sa Majesté le sera exécuter par une révocation générale de toutes les concessions.

Au cas que quelques uns de ceux aux quels les dites concessions ont été faites, se mettent en devoir de les défricher entièrement et qu'avant l'expiration des six mois portés par le dit Arrêt, ils ayent commencé d'en désricher une bonne partie, l'intention de sa Majesté, est que sur leur Requête le Conseil Souverain

Souverain les puisse pourvoir d'un nouveau droit de six mois seulement, lequel étant fini, elle veut que toutes les susdites concessions soient declarées nulles.

Il apportera, s'il se peut, un Rôle de tous les habitans, tant Hommes, Femmes, Garçons, Filles, que petits enfants:

Il s'informera soigneusement de toute l'étendue du Pays qui est occupé par les François, de chacune habitation particulière, du nombre de Familles et de personnes dont elles sont composées et des lieux de leur situation, dont il faudra dresser une forme de carte autant exacte qu'il se pourra.

Il fera mention du nombre d'arpens de terre qui seront labourés et enclavés en chacune habitation, et de quelle qualité sont celles non défrichées, qui se trouvent entre les dites habitations.

Il s'informera aussi de la quantité de bled que le Pays peut produire, année commune, s'il en produit plus grande quantité qu'il en faut pour la subsistance des habitans, et s'il ya quelque sorte d'espérance que cela pourra augmenter ou non, étant d'une extrême conséquence pour les Peuples du dit Pays de cultiver la terre, en sorte qu'elle sournisse plus de bled qu'il n'en est nécesfaire pour leur nourriture, afin de n'être pas exposés à l'avenir à la même peine où ils ont été jusques à présent, de ne pouvoir nourrir les personnes qui y passent chaque année, si en même tems l'on n'y porte des farines pour leur subsistance.

Le dit Sieur Gaudais observera s'il manque au dit Pays des semmes ou des Filles, afin d'y en envoyer le nombre nécessaire l'année prochaine.

Le principal préjudice que les habitans du Pays recoivent, venant des Iroquois, lesquels à tous momens attaquent les François dépourvus, et les massacrent actuellement, sans qu'il y ait d'autres moyens de remédier à leurs surprises, qu'en les allant attaquer dans leurs Foyers et les exterminer chez eux, le Roi a résolu en cas qu'on l'estime nécessaire, d'envoyer l'année prochaine des troupes reglées au dit Pays, pour entreprendre cette guerre et mettre ses sujets de ces quartiers là à couvert une sois pour tout des violences et des inhumanités de ces peuples barbares, c'est le sujet pour lequel il faudra que

que le dit Sieur Gaudais examine avec grand soin et avec grande application le nombre d'hommes qu'il sera à propos d'y saire passer, les munitions de guerre et de bouche qu'il sera besoin d'avoir, et les assistemens que le pays pourra fournir de lui même, à quoi à l'avenir il sera bon de disposer, asin que quand les troupes de sa Majesté arriveront sur les lieux elles trouvent les choses prêtes pour agir avec vigueur et ne perdent point de tems dans l'attente des préparatifs nécessaires pour cette guerre.

Etant constant que la difficulté du défrichement des terres et la facilité que les Iroquois ont de venir attaquer les habitations Françoises provient de la quantité de bois qui se trouve au dit Pays, il seroit bon d'examiner si l'on ne pourroit pas en bucher une bonne partie pendant l'hivert, en y mettant le seu du côté du vent, ce qui se rencontre bien souvent trop facile à faire dans les terres du Royaume, et peut-être si ce moyen est praticable comme il le paroit, il sera aisé en decouvrant un grand Pays de désricher les terres et d'empêcher les ravages et les surprises des Iroquois.

Sa Majesté aussi désire que le dit Sieur Gaudais examine et voye l'état de toutes les dépenses, aux quelles le Pays est obligé, comme appointemens des Gouverneurs, solde des officiers et soldats, subsistance de l'Evêque, des Prêtres et des Jésuites et autres dépenses communes, et de quels moyens le Pays jouit pour y satisfaire.

Il prendra connoissance de toutes les dettes du dit Pays, de quelles qualités elles sont, quand, par qui, pour quelles causes et en vertu de quels titres elles ont été contractées.

Et d'autant que le principal revenu dont la Compagnie jouissoit, consistoit en l'achat et traite des Pellereries qu'elle avoit seule et qu'elle a cédé aux habitans par un traité particulier, à la réserve d'un millier de Castors par chacun an, et que cette cession s'est trouvée fort dommageable au dit Pays, en ce que les habitants ont appliqué la meilleure partie de leurs soins au trasic, au lieu de les appliquer entièrement, comme ils faisoient autresois, au désrichement et culture des terres, et même que l'achat des Pelleteries, étant libre à tous les habitans, et ne se faisant que des mains des Sauvages, ils les ont achetées à l'envie les uns des autres, en sorte que tout l'avantage est passé aux Sauvages et toute la perte aux François, le Roi veut que le dit Sieur Gaudais s'informe particulièrement des moyens de retirer au prosit desa Majesté la dite traite, en faisant connoître aux habitans que c'est

c'est leur bien, et qu'elle n'entend tirer aucune utilité du Pays, et au contraire, qu'elle veut y employer, une somme considérable tous les ans pour le maintenir et l'entretenir, et pour le peupler.

Le dit Sieur Gaudais observera tout ce qui se peut et doit saire pour l'établissement des droits de souveraineté et de Seigneurie directe et sonciere dans toute l'étendue du dit Pays, sans toute sois souler les dits habitans, que sa Majesté veut soulager en toutes choses.

Le dit Sieur Gaudais s'informera si l'on pourroit avoir en ce Pays là quelque mine de Sel, ainsi qu'on l'a rapporté ici, et quelle utilité il en reviendroit, soit au Roi en faisant entreprendre ce travail, soit aux particuliers auxquels sa Majesté en donneroit la permission, mais ce qu'il faut vérisser encore plus clairement, est s'il est vrai qu'il se trouve au dit Pays une prodigieuse quantité d'arbres d'une hauteur extraordinaire, dont l'on pourroit saire des mats pour les Navires du plus grand port que le Roi ait à la mer, et qu'il s'y en rencontre d'autres en abondance propres et particuliers pour toutes les parties d'un Navire, en sorte qu'il sera facile d'en construire au dit Pays à peu de frais, en cas que l'on y eut de bons charpentiers et des gens entendus au choix des dits arbres.

Sur ce qu'il a été remontré au Roi, que jusqu'à présent la propriété du dit Pays avant apparte nu àla Compagnie de ses Sujets, laquelle depuis peu a remis ses droits entre les mains de sa Majesté, il n'y avoit point de justice réglée dans cette colonie, ensorte que l'autorité n'en étoit pas avouée universellement et que par le défaut de caractere de ceux qui étoient préposés pour la rendre. les jugemens qui intervenoient, demeuroient le plus souvent sans exécution, sa Majesté résolut il y a quelque tems d'avoir un Conseil Souverain au dit Pays, lequel seroit composé du Gouverneur, de l'Evêque et de cinq autres Personnes, dont les expéditions ont été ici délivrées au dit Sieur Evêque, c'est pourquoi il sera bien important que le dit Sieur Gaudais pendant le séjour qu'il fera fur les lieux, remarque avec soin de quelle maniere l'établissement du dit Conseil se fera, le choix des sujets qui sera fait pour en remplir les charges, l'approbation qui y sera donnée par les habitans, et si les plus gens de bien d'entr'eux estimeront, que par ce moyen l'on pourra les affurer contre les entreprises des méchants, punir ces derniers suivant la sévérité des loix et générallement établir une bonne suffice et la maintenir parmi eux.

Pour

Pour ce qui est de la Religion, Monsieur l'Evêque de Petrée étant venu ici pour rendre compte au Roi de ce qui se pourroit pratiquer, pour étendre la soi parmi les Sanvages de ces contrées là, pour bien policer cette nouvelle Eglise et pour cultiver les bonnes dispositions que les François ont de se conformer entièrement aux maximes du christianisme, il seroit superslu que le dit Sieur Gaudais s'appliqua à cette matière, par ce qu'elle est particulièrement du sait du dit Sieur Evêque, auquel sa Majesté a donné et donnera c'y après toutes les instructions dont il aura besoin pour la conduite de son troupeau et pour l'avancement de son pieux dessein.

Au furplus, comme le dit Sieur Gaudais verra plus clairement sur les lieux toutes les choses qui méritent d'être observées, tant pour l'avantage du service du Roi que pour celui des Sujets de sa Majesté en ce Pays là, elle remet à son activité et à sa vigilance pour s'en éclaircir, à sa prudence et à son discernement pour ne point faire d'observations, qu'elles ne lui paroissent importantes, et à son zèle et à son exactitude pour n'en omettre aucune de celles qu'il croira pouvoir être utiles. Fait à Paris le septieme Jour de May, Mil six cent soixante et trois.

(Signé)

LOUIS.

Et plus bas

(Signé)

DE LIONNE.

COMMISSION

De Lieutenant Général de l'Amérique Méridionale et Septentrionale pour Mr. Prouville de Tracy, 19me Novembre, 1663.

Commission de Lieutenant Général de l'A-mérique Méri-rionale et Sep-

3.

OUIS, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant considéré que pendant que le Sieur Comte d'Estrade, Vice Roi et notre Lieutenant Général en l'Amérique, est en Hollande en qualité de notre Ambassadeur, occupé pour nos affaires

affaires en ce Pays là, pour satisfaire au désir que nous avons, non seulement de veiller à la conservation des lieux qui font sous notre obéissance dans l'Amérique, mais d'y faire de nouvelles découvertes et de nouvelles Colonies, il est nécessaire d'y établir quelque personne d'a utorité qui en l'absence du dit Sieur Comte d'Estrade puisse régir, augmenter et conserver les dits lieux et puisse en attendant notre domination dans le pays, servir à l'accroissement du Christianisme et à l'amélioration du Commerce. Et sachant que le dit Sieur de Prouville Tracy, Confeiller en nos Confeils d'Etat et Privé, ci-devant Commissaire Général de notre armée d'Allemagne et Lieutenant Général en nos armées, a toutes les qualités propres pour s'acquitter dignement de cet emploi, et qu'après les preuves qu'il a données de sa valeur dans les commandements qu'il a eus sur nos troupes en Allemagne et ailleurs, et de sa prudence dans les négociations qui lui ont été commises, nous avons donc sujet de croire que nous ne pouvions faire un meilleur choix, que de lui, pour commander au dit pays. A ces causes et autres considérations à ce nous mouvant, nous avons le dit Sieur Prouville de Tracy constitué, ordonné et établi, constituons, ordonnons et établissons par ces présentes, signées de notre main, notre Lieutenant Général dans toute l'étendue des terres de notre obéissance situées en l'Amérique Méridionale et Septentrionale, de terre ferme, et des isles, rivieres, ports, havres et côtes découvertes et à découvrir par nos sujets, pour en l'absence du dit Sieur Comte d'Estrade, Vice-Roi, avoir commandement sur tous les Gouverneurs et Lieutenants Généraux par nous établis dans toutes les dites isles de terre ferme de Canada, Acadie, Terreneuve, Isles. des Antilles et autres. Comme aussi sur tous les Officiers et Conseils Souverains établis dans toutes les dites isles, et sur les vaisseaux François qui navigueront aux dits pays, soit de guerre à nous appartenans, soit marchands; faire prêter nouveau serment de fidélité, tant aux Gouverneurs et Conseillers Souverains qu'aux trois ordres des dites isles; enjoignons aux dits Gouverneurs, Officiers et Conseil Souverain et autres, de reconnoitre le dit Sieur Prouville de Tracy, et de lui obéir en tout ce qu'il leur ordonnera, assembler quand besoin sera les Communautés, leur faire prendre les armes, prendre connoissance, composer et accommoder tous dissérents qui pourroient être nés et à naître dans les dits pays, soit entre les Seigneurs et les principaux d'iceux, soit entre les particuliers habitans, affiéger et prendre des places et châteaux selon la nécessité qu'il y aura de le faire, y faire conduire des pieces d'artillerie et les faire exploiter, établir des garnisons où l'importance des lieux le demandera, faire selon les occasions paix ou trève, soit avec les autres nations de l'Europe établies dans le dit pays, soit avec les barbares, faire descente soit en terre ferme, soit dans les isles pour s'emparer de nouveaux pays, et pour établir de nouvelles Colonies, et pour cet effet donner combats, et de se servir des autres moyens qu'il jugera a propos pour telles entreprises, commander tant aux peuples du dit pays, qu'à tous nos

tentrionalepour Mr. Prouville de Tracy, 19 Nov. 1663. Inf. Conf. Sup. Reg. A. fol 13. autres sujets, ecclésiastiques, nobles, gens de guerre et autres, de quelque condition qu'ils soient, y demeurant, tant et si avant qu'il pourra faire étendre nos limites et notre nom, avec plein pouvoir d'y établir notre autorité, et d'affujettir, soumettre et faire obéir tous les peuples des dites terres, les appellant par toutes les voyes les plus douces qu'il se pourra à la connoissance de Dieu et lumieres de la Foi et de la Religion Catholique, Apoltolique et Romaine, et en établir l'exercice à l'exclusion de toutes autres, et défendre les dits lieux de tout son pouvoir, maintenir et conserver les dits peuples en paix, repos et tranquillité, et commander tant par mer que par terre, ordonner et faire exécuter, tout ce que lui ou ceux qu'il commettra, jugeront le devoir, et pouvoir faire, pour l'étendue et conservation des dits lieux, sous notre authorité, et notre obéissance, et généralement faire et ordonner par lui en l'absence du dit Comte d'Estrade Vice-Roi, tout ce qui appartient à la dite charge de notre Lieutenant Général au dit Pays, la tenir et exercer, en jouir et user aux honneurs, pouvoirs, authorités, prérogatives, pré-éminences, franchises, libertés, droits, fruits, profits, revenus et émoluments y appartenants, et aux gages et appointements qui lui seront attribués. Si donnons en mandement à tous les Gouverneurs et nos Lieutenants Généraux dans toutes les dites Isles et terre ferme de Canada, Acadie, Terreneuve, Isles des Antilles et autres, aux officiers des Conseils Souverains établis dans toutes ces isles, et à tous nos autres Justiciers et Officiers, chacun en droit soi, ainsi qu'il appartiendra, que le dit Sieur Prouville de Tracy, duquel nous avons reçu le Serment en tel cas requis et accoutumé, ils ayent à connoître et lui obéir, et faire souffrir, et laisser jouir et user du dit état et charge, voulons que par les trésoriers de notre épargne, ou autres officiers comptables qu'il appartiendra, il soit payé comptant des dits gages et appointements par chacun an, aux termes et à la manière accoutumée, suivant les ordres et états qui en seront par nous expédies et signés, rapportant lesquels avec ces présentes, ou copies d'icelles duement collationnées, pour une fois seulement, et quittances sur ce suffisantes, Nous voulons que tout ce qui lui aura été pavé, à cette occasion, soit passé et alloué, aux comptes de ceux qui en auront fait le payement par nos amés et féaux les gens de nos comptes à Paris, auxquels nous enjoignons ainsi le faire sans difficulté, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens au contraire; Mandons et ordonnons à notre très cher et bien amé oncle le Duc de Vandôme, Pair, Grand Maitre, Chef et Surintendant Général de la navigation et commerce de France, ses Lieutenants et autres qu'il appartiendra, qu'ils ayent à donner au dit Sieur Prouville de Tracy, ou à tous ceux qui seront par eux commis ou envoyés en l'Amérique, tous congés et passeports, que les navires et vaisseaux sont obligés de prendre allant en mer, pour aller et venir ès dites terres, côtes et isles, avec les marchandises dont ils seront chargés, et les hommes et semmes qu'on y voudra transporter, sans qu'il leur soit fait, mis ou donné aucun trouble ni empêchement. Mandons en outre, et enjoignons à tous nos autres officiers et sujets qu'il appartiendra, étant au dit pays de l'Amérique, de reconnoitre le dit Sieur Rouville Tracy en la dite qualité de notre Lieutenant Général ès dits pays, et de lui obéir et entendre ès choses concernant la dite charge à peine de désobéissance; car tel est notre plaisir. Prions et requérons tous Rois, Potentats, Princes, Etats et autres nos bons amis, Alliés et Confédérés, leurs Ministres et Officiers, et tous autres à nous, non sujets, de lui donner et à ceux qui seront par lui commis et délégués, toute aide, faveur et affistance dont ils seront requis pour l'exécution de ce que dessus, offrant en cas pareil faire le semblable, pour ceux qui nous seront ainsi recommandés de leur part. En témoin de quoi nous avons fait mettre le Scel à ces dites présentes. Donné à Paris le dixneuvieme jour de Novembre, l'an de grâce, mil fix cent soixante trois, et de notre règne le vingthuitieme.

(Signé)

LOUIS.

Et plus bas sur le repli par le Roi,

(Signé)

DE LIONNE.

Et Scellé du Grand Sceau de cire jeaune.

ATTACHE

De Mr. le Duc de Vendôme, pour la Commission de Mr. de Tracy, 10e Decembre, 1663.

PESAR, DUC DE VENDOME, de MERCŒUX, de BEAUFORT, de PENTHIEVRE et D'ESTAMPES, Prince d'Ames et de Martignes, Vendôme pour Pair, Grand Maître, Chef et Surintendant Général de la Navigation et Commerce de France. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Sçavoir faisons que vû par Nous les Lettres Patentes du Roi données à Paris le fixième de Novembre dernier, fignées LOUIS, et sur le repli, par le Roi de LIONNE, et sçellées du Grand Sceau de cire jeaune, par lesquelles pour les causes y contenues la Majesté, constitue, ordonne et établit le Sieur Prouville de Tracy son Lieutenant Général dans toutes les terres de son obéissance, situées en l'Amerique Méridionale et Septentrionale, de terre ferme, et des Isles, Rivieres, Ports, Havres,

Attache de Mr. le Duc de la commission de Mr. de Tracy 10 Dec. 1663. Inf. Conf. Sup. Reg. A. fol 13.

Havres, et côtes découvertes et à découvrir par les sujets de sa dite Majesté, pour en l'absence du Sieur Comte d'Estrades, Vice Roi de l'Amérique, avoir commandement sur tous les Gouverneurs et Lieutenants Généraux par elle établis dans toutes les Isles de terre ferme de Canada, Acadie, Terre-Neuve, Isles des Antilles et autres, comme aussi sur tous les Officiers et Conseil Souverain établis dans toutes les dites Isles, sur les Vaisseaux François qui navigueront au dit Pays, soit de guerre appartenants à sa Majesté, soit marchands, faire prêter serment de fidelité, tant aux Gouverneurs et Conseil Souverain qu'aux trois ordres des dites Isles; enjoignant sa dite Majesté aux dits Gouverneurs Officiers et Conseil Souverains et autres de reconnoître le dit Sieur Prouville de Tracy, et de lui obéir, en tout ce qu'il leur ordonnera, assembler quand besoin sera les Communautés, leur faire prendre les armes, prendre connoissance, composer et accommoder tous différens qui pouroient être nés et à naître dans le dit Pays, soit entre les Seigneurs et principaux d'eux, soit entre les particuliers habitans, assiéger et prendre des Places et Chateaux selon la néce ssité qu'il yaura dele faire, y faire conduire des pieces d'Artilleries et les faire exploiter, établir des Garnisons ou l'Importance des lieux le demandera, faire selon les occurrences Paix, entr'eux soit avec les autres nations d'Europe établies dans les dits Pays, soit avec les Barbares, faire déscente, soit en terre ferme, soit dans les Isles pour s'emparer de nouveaux Pays, pour établir de Nouvelles Colonies, et pour cet effet donner combat et se fervir des autres moyens qu'il jugera à propos, pour telles entreprises, commander tant aux peuples du dit Pays qu'à tous nos autres sujets, Ecclesiastiques, Nobles, gens de Guerre et autres, de quelquecon dition qu'ils soient y demeurants tant et si avant qu'il pourra faire étendre nos limites et notre Nom, avec plein pouvoir d'y établir notre autorité et d'affujettir, soumettre, et faire obéir tous les Peuples des dites terres, les appellants par toutes les voyes les plus douces qu'il se pourra à la connoissance de Dieu et lumiere de la Foy, et de la Réligion Catholique, Apostolique et Romaine et en établir l'exercice à l'exclusion de toute autre, deffendre les dits lieux de tout son pouvoir. maintenir et conserver les dits Peuples en Paix, repos et tranquilité, et commander tant par Mer que Terre; ordonner et faire exécuter tout ce que lui ou ceux qu'il commettra jugeront le devoir pouvoir faire pour l'étendue et conservation des dits lieux, sous l'autorité de sa dite Majesté et son obéissance. et générallement faire et ordonner par le dit Sieur Prouville de Tracy en l'ab. sence du dit Sieur Comte d'Estrades Vice Roi tout ce qui appartient à la dite charge de Lieutenant Général au dit Pays, la tenir et exercer, en jouir et user aux honneurs, pouvoirs, autorités, prérogatives, pré-éminences, franchises, libertés, droits, fruits, profits, revenus et emoluments y appartenents et aux gages et appointements, qui lui seront attribuées, et ainli qu'il est plus au long contenu ès dites Lettres. Nous en vertu du pouvoir et autorité. attribuées à notre dite charge de grand Maitre Chef et Sur Intendant Général

de la Navigation et Commerce de ce Royaume, avons consenti et accordé, consentons et accordons par ces présentes que les dites Lettres sortent leur plein et entier effet, et soient exécutées selon leur forme et teneur à la charge de prendre par tous vaisseaux qui iront au dit Pays pour chacun voyage qu'ils y seront nos congées et passeports en la maniere accoutumée, de garder par le dit Sieur de Tracy, et faire garder par ceux qu'il pourra commettre, les ordonnances de la Marine, et que le pouvoir qui lui est attribué par les dites Lettres de commander par Mer ès dits Pays, ne pourra être exercé par lui que sous l'autorité de notre dite charge, mandons et ordonnons à tous Lieutenans Généraux des Armées Navalles de sa Majesté, chefs d'Escadres, Capitaines de ses Vaisseaux, Commissaires de la Marine, Lieutenants Généraux, les particuliers des siéges de l'Amirauté, et tous autres sur lesquels notre pouvoir s'étend, prions et requérons tous ceux qu'il appartiendra de ne faire n'y souffrir qu'il soit fait ou donné aucun trouble n'y empêchement au dit Sieur de Tracy, n'y à ceux qui seront commis et députés par lui, pour l'établissement, fonction et exercice de la dite charge de Lieutenant Général de l'Amérique, mais leur donner toute aide, assistance dont ils auront besoin. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes, icelles fait contresigner et sceller par le Sécretaire Général de la Marine. A Paris le dixieme jour de Decembre Mil six cent soixante trois.

CESAR de VANDOSME.

Et sur le repli par Monseigneur Mathavel avec Paraphe et sçellées d'un Grand Sceau en cire rouge.

COMMISSION

De Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie, et Isle de Terre-Neuve, et autre Pays de la Frauce Septentrionale pour Mr. de Courcelle.

OUIS par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Avant résolu de retirer le Sieur Lieutenant Géde Mézy de l'emploi de Gouverneur et notre Lieutenant Général du Canada, et d'établir en sa place une personne en la sussifiance et sidélité de laquelle nous nous puissions reposer de la conduite de nos peuples du dit Pays et du

Commission de Gouverneur néral en Canada pour Mr. de Courcelle. 23 Mars, 1665 Inf. Conf. fup. foin Reg. fol. 12.R.

soin d'y accroître le Christianisme, d'y améliorer le commerce et d'y augmenter les Colonies, nous avons pour remplir cette charge fait choix de notre très cher et bien amé le Sieur de Courcelles, notre Lieutenant au Gouvernement de Thionville, qui a donné plusieurs preuves de son expérience et de sa valeur, et que nous savoir avoir toutes les qualités nécessaires pour se dignement acquitter des devoirs de la dite charge. A ces causes et autres bonnes considérations à ce nous mouvans, nous avons le dit Sieur de Courcelles fait, constitué, ordonné et établi, failons, constituons, ordonnons et établissons par ces présentes, fignées de notre main, Gouverneur et notre Lieutenant Général en Canada, Acadie et Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale, pour au lieu, comme dit est, du dit Sieur de Mézy, que nous retirons de cet emploi, avoir commandement sur tous les Gouverneurs et nos Lieutenants qui sont établis dans les dits Pays, comme aussi sur les Officiers du Conseil Souverain qui y est établi et sur les vaisseaux François qui y navigueront soit de guerre à nous appartenants, soit marchands, faire prêter nouveau ferment de fidélité tant aux dits Gouverneurs et Officiers du dit Couseil, qu'aux trois ordres des dits pays. Enjoignons aux dits Gouverneurs, Officiers du dit Conseil et autres de reconnoitre le dit Sieur de Courcelles, et de lui obéir en tout ce qu'il leur ordonnera, affembler quand besoin sera les communautés, leur faire prendre les armes, prendre connoissance, composer et accommoder tous différens qui pourroient être nés et à naître dans les dits pays, soit entre les Seigneurs et principaux d'iceux, soit entre les particuliers habitans, assiéger et prendre des places et châteaux, selon la nécessité qu'il y aura de le faire, y faire conduire des pieces d'artillerie et les faire exploiter, établir des garnisons où l'importance des lieux le demandera, commander tant aux peuples des dits pays qu'à tous nos autres sujets ecclésiastiques, nobles et gens de guerre et autres de quelque qualité et condition qu'ils soient y demeurans; appeller les peuples non convertis par toutes les voies les plus douces qu'il se pourra à la connoissance de Dieu et lumiere de la soi et de la Religion Catholique, Apostolique et Romaine, et en établir l'exercice à l'exclusion de toute autre, défendre les dits lieux de tout son pouvoir, maintenir et conserver les dits peuples en paix, repos et tranquillité, et commander tant par mer que par terre, ordonner et faire exécuter tout ce que lui ou ceux qu'il commettra jugeront le devoir et pouvoir faire pour l'étendue et conservation des dits lieux sous notre autorité et notre obéissance, et généralement faire et ordonner par lui tout ce qui appartient à la dite charge de Gouverneur et notre Lieutenant Général ès dits pays, et la tenir et exercer, en jouir et user aux honneurs, pouvoirs, autorités, prérogatives, pré-éminences, franchises et libertés, droits, fruits, profits, revenus et émolumens y appartenans et aux appointemens et gages qui lui seront attribués, le tout néanmoins sous l'autorité du Sieur de Tracy, notre Lieutenant Général en l'Amérique, lorsqu'il sera présent au dit pays de Canada. Si donnons en mandement dement à tous les Gouverneurs et nos Lieutenants au dit pays, aux officiers du Conseil Souverain et à tous nos autres Justiciers et Officiers chacun en droit foi, ainsi qu'il appartiendra que le dit Sieur de Courcelles, duquel nous avons reçu le Serment en tel cas requis et accoutumé, ils avent à reconnoitre et lui obéir, à faire, souffrir et laisser jouir et user du dit état et charge. Voulons que par le Garde de notre Trésor royal ou autres officiers comptables qu'il appartiendra, il foit payé comptant des dits gages et appointemens par chacun an aux termes et en la maniere accoutumée, suivant les ordres et états qui en seront par nous expédiés et signés, rapportant lesquels avec ces présentes ou copie d'icelles dûement collationnées, pour une fois seulement, et quittances sur ce suffisantes, nous voulons que tout ce qui lui aura été payé à cette occasion foit passé et alloué au compte de ceux qui en auront fait le payement par nos amés et féaux les gens de nos Comptes à Paris, auxquels nous enjoignons ainsi le faire sans difficulté, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements au contraire. Mandons et ordonnons à notre très cher et bien amé oncle le Duc de Vandosme, Pair, Grand-maitre, Chef et Surintendant Général de la navigation et commerce de France, ses Lieutenants et autres qu'il appartiendra qu'ils ayent à donner au dit Sieur de Courcelles, ou à ceux qui seront par lui commis ou envoyés au dit pays de Canada, tous congés et passeports que les dits navires et vaisseaux sont obligés de prendre allant en mer pour aller et venir ès dites terres, avec les Marchandises dont ils seront chargés, et les hommes et femmes qu'on y voudra transporter, sans qu'il leur soit fait, mis ou donné aucun trouble ni empêchement. Mandons en outre et enjoignons à tous nos autres officiers et sujets qu'il appartiendra, étant aux dits pays de Canada, de reconnoitre le dit Sieur de Courcelles en la dite qualité de Gouverneur et notre Lieutenant Général ès dits pays et de lui obéir et entendre ès choses concernant la dite charge. Car tel est notre plaisir. Prions et requérons tous Rois, Potentats, Princes, Etats et autres nos bons amis, alliés et confédérés, leurs ministres et officiers et tous autres à nous non sujets, de lui donner et à ceux qui seront par lui commis et délégués, toutes aides, faveurs et assistance dont ils seront requis pour l'exécution de ce que dessus, offrant en ce cas pareil faire le semblable, pour ceux qui nous seront ainsi recomman. dés de leur part. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces dites présentes. Donné à Paris, le vingt troisseme jour du mois de Mars. l'an de grâce, mil six cent soixante cinq et de notre règne le vingt deuxieme.

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi,

(Signé)

DE LIONNE.

Et scellé sur double queue du Grand Scéeau de cire jaune.

Lu et publié, le Conseil Souverain tenant au Château Saint Louis, à Québec, le vingt troisieme Septembre mil six cent soixante et cinq; et enrégistré ès Régistres du Greffe d'icelui, au désir de l'ordonnance du dit jour, par le Greffier et Sécrétaire au dit Conseil, Soussigné, pour servir à qu'il appartiendra dont Acte.

L'enrégistrement susdit n'est fait en son ordre, ayant du être porté au septieme feuillet suivant page Recto, et ne se rencontre en cette place que par inadvertance, s'étant rencontré un blanc dont les enrégistrements suivants n'auroient été vus.

(Signé)

Peuvret, Greffier.

COMMISSION

Pour Mr. Talon, du 23me. Mars, 1665, d'Intendant de la Justice, Police et Finance en Canada Acadie, Terreneuve, et autres Pays de la France Septentrionale.

Commission d'Intendant pour Mr. Talon, 23e. Mars 1665. Ins. Cons. Sup. Reg. A. Fol. 19.

OUIS par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre. A notre amé et féal Conseiller en vos Conseil le Sieur Talon, Salut. Considérant que pour le bien de nos peuples et le réglement de la justice, police et sinances en nos Pays de Canada, Il est nécessaire d'établir en la charge d'Intendant sur les lieux une personne capable de nous y servir dignement, Nous avons à cette sin jetté les yeux sur vous pour la particuliere consiance que nous avons en votre expérience, bonne conduite et intégrité, qui sont des qualités dont vous avez donné des preuves en toutes les occasions que vous avez eues de faire paroitre votre affection pour notre service: A ces causes et autres à ce nous mouvans, Nou

Nous vous avons commis, ordonné et député, commettons, ordonnons et députons, par ces présentes, signées de notre main, Intendant de la Justice, Police et Finances en nos Pays de Canada, Acadie, et Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale, pour en cette fonction vous trouver aux Conseils de guerre qui seront tenus par notre Lieutenant Général en l'Amérique, et par le Gouverneur et notre Lieutenant Général aux dits pays de Canada, ouir les plaintes qui vous seront faites par nos peuples des dits pays, par les gens de guerre et de tous autres sur tous excès, torts et violences. leur rendre bonne et briéve justice, informer de toutes entreprises, pratiques et menées faites contre notre fervice, procéder contre les coupables de tous crimes de quelque qualité et condition qu'ils soient, leur faire et parfaire le procès jusqu'à jugement définitif et exécution d'icelui inclusivement, appeller avec vous le nombre de juges et graduités portés par les Ordonnances, et générallement connoitre de tous crimes et délits, abus et malversations qui pourroient être commises en nos dits pays par quelque personne que ce puisse être, présider au Conseil Souverain en l'absence des Sieurs de Tracy, notre Lieutenant Général en l'Amérique, et de Courcelles, Gouverneur et notre Lieutenant Général en nos dits pays de Canada, juger souverainement seul en matieres civiles, et de tout ordonner ainsi que vous verrez être juste et à propos, validant dès à présent comme pour lors, les jugemens qui seront ainsi par vous rendus, tout ainfi que s'ils étoient émanés de nos Cours Souveraines nonobstanttoutes récusations Prises à partie, Edits, Ordonnances et autres choses à ce contraire. Voulons aussi que vous ayez l'œil à la direction, maniement et distribution de nos déniers destinés et qui le seront ci-après pour l'entretien des gens de guerre, comme aussi des vivres, munitions, réparations, fortifications, partis inopinés, emprunts et contributions qui pourroient avoir été et être faites pour les dépenses d'icelles et autres frais qui y seront à faire pour notre service; vérifier et arrêter les Etats et Ordonnances qui en seront expédiées par notre Lieutenant Général en Chef, et en son absence par nos autres Lieutenants Généraux aux pays qu'il appartiendra, vous faire représenter les Extraits des montus et revues les, Controler etrégistrer et en tout ce que dessus circonstances et dépendances, faire et ordonner ce que vous verrez nécessaire et à propos pour le bien et avantage de notre service et qui dépendra de la fonction et exercice de la dite charge d'Intendant, de la Justice, Police et Finances en nos dits pays, de laquelle nous entendons que vous jouissiez aux honneurs, pouvoirs, autorités, prérogatives, pré-éminences qui y appartiennent et aux appointemens qui vous seront par nous ordonnés. De ce faire vous donnons pouvoir, autorité, commission et mandement spécial. Mandons aux dits Sieurs de Tracy et de Courcelles de vous faire jouir de l'effet et contenu en ces présentes. Ordonnons aux officiers du Conseil Souverain, et à tous nos autres officiers, justiciers et sujets. de vous reconnoitre, entendre et obéir en la dite qualité, de vous assister et prêter mainforte et prisons, si besoin est, pour l'exécution des dites présentes. Car

Car tel est notre plaisir. Donné à Paris, le vingt troisieme jour de Mars, l'an de grâce, mil fix cent soixante cinq, et de notre règne le vingt deuxieme.

(Signé)

LOUIS.

Et plus bas, par le Roi,

(Signé)

DE LIONNE.

Et scellé sur simple queue du Grand Sceau de cire jaune.

Lu et publié au Conseil Souverain tenant au Château Saint Louis à Québec, le vingt troisieme Septembre, mil six cent soixante cinq, et enrégistré ès Régistres du Greffe d'icelui au désir de l'Ordonnance du dit jour par le Greffier et Sécrétaire au dit Conseil, Soussigné, pour servir à qui il appartiendra, dont Acte.

(Signé)

PEUVRET.

COMMISSION

Pour Mr. le Barrois, du 8me. Avril, 1665, d'Agent Général de la Compagnie des Indes Occidentales.

Commission pour M. le Barois, d'Agent Général de la Compagnie de Indes Occidentales. & Avril, 1665. Inf. Conf. Sup. Reg. A. fol. 19. Vo.

A Compagnie des Indes Occidentalles au Sieur le Barroys, SALUT. Le Roi ayant par son Edit du mois de Mai dernier concedé et accordé à la dite Compagnie en toute Seigneurie, propriété et justice, les Pays de la terre ferme de l'Amérique, depuis la Riviere des Amazones jusqu'à celle d'Orenacq, Isles appellées Antilles, le Canada, l'Acadie, Isle de Terre-neuve et autres Isles et Terres fermes depuis le nord du dit Pays de Canada jusques à la Virginie et Floride, ensemble la côte de l'Afrique depuis le Cap Vert jusques au Cap de Bonne Espérance, pour habiter les dits Pays et saire le Commerce en toute l'étendue d'iceux. Pour à quoi parvenir, étant nécessaire de commettre et d'établir

au dit Pays de Canada, une personne d'Intégrité, Capacité et Expérience pour gérer et négocier les affaires de la dite Compagnie, avoir inspection sur les Officiers et Commis qu'elle y envoye, et y établir son Commerce avec l'ordre et la fidélité requise, à ces Causes, nous, Directeurs Généraux de la dite Compagnie, étant pleinement informés de votre probité, suffisance dans les affaires, et expérience au fait de la Justice, Police et Commerce, Vous avons, en vertu du pouvoir à nous donné par le dit Edit, commis et établi. commettons et établissons par ces présentes Agent Général de la dite Compagnie en toute l'étendue du dit Pays de Canada, pour en la dite qualité gérer et négocier les affaires d'icelle Compagnie, avoir inspection sur tous les Officiers. Commis et tous autres qu'elle y entretiendra pour son service, afin qu'ils s'acquittent dignement et fidèlement de leurs emplois, pour cet effet vous transporter de tems en tems aux lieux où la dite Compagnie aura des Magasins, pour examiner et connoitre ce qui s'y passera, faire la distribution aux dits Magasins des Marchandises qui vous seront envoyées, en charger les Commis des dits Magasins, et retirer d'eux le provenu de la vente des dites Marchandises que vous envoyerez en France dans les vaisseaux de la dite Compagnie, aux lieux qui vous seront ordonnés, faire compter les dits Commis de ce qu'ils auront vendu et distribué, les destituer s'ils se trouvent en faute et en mettre d'autres en leurs places, jusqu'à ce que la Compagnie y ait pourvu, expédier les Ordonnances pour le payement des appointements des dits Officiers et Commis, tenir livres de tout ce qui sera par vous geré et négocié, distribuer ou faire distribuer aux particuliers les terres aux cens et rentes qui seront trouvés à propos, avoir l'œil à ce que la Compagnie soit payée des droits seigneuriaux et autres redevances qui se payent ou se payeront ci-après par les habitans du dit Pays: Et généralement faire, ordonner et disposer tout ce que vous verrez être nécessaire et à propos pour le bien et l'avantage de la dite Compagnie, suivant l'instruction qui vous sera par nous donnée, et qui dépendra de la fonction de la dite commission d'Agent Général, de laquelle nous entendons que vous jouissiez aux honneurs qui y peuvent appartenir, et aux appointements qui vous seront ordonnés par nos états. De ce faire vous avons donné pouvoir et mandement spécial; Prions Messieurs de Tracy Lieutenant Général des armées de sa Majesté, de Courcelles Gouverneur pour le Roi au dit Pays, et Talon, Intendant, de faire jouir pleinement et paisiblement le dit Sieur Barroys de l'effet de la présente commission, et de lui prêter tout secours et assistance. En foi de quoi nous avons signé ces présentes, icelles fait contresigner par le Secrétaire Général de la dite Compagnie, et sceller des armes d'icelle. A Paris ce huitieme jour d'Avril Mil six cent soixante cinq.

(Signé)

Bochameil.
Pocquelin,
D'Alibat.
F

Jacquier.
Bibaud.
Houel de Saint Marc.

Et plus bas par mes dits Sieurs les Directeurs.

(Signé)

DAULIER, avec paraphe.

Et Scellé en placard.

Présentation du Sieur Le Barrois, pour avoir Séance au Conseil.

ES Directeurs Généraux de la Compagnie des Indes Occidentales ayant jugé à propos d'envoyer au pays de Canada ou Nouvelle France pour Agent Général le Sieur Le Barrois, Conseiller du Roi, Sécrétaire, Interprête en langue Portugaise, pour travailler à l'augmentation des Colonies qui sont établies au dit pays, et y gérer et négocier les affaires de la dite Compagnie, et étant pour ce nécessaire que le dit Agent Général aye une connoissance entiere des choses qui se feront au dit pays, par les officiers que sa Majesté y envoye, et par le Conseil Souverain qui y est établi, dans lequel il est nécessaire que le dit Agent Général ait séance et voix délibérative, tant pour donner son avis sur les affaires générales et particulieres qui y seront traitées, que pour y conserver les intérêts de la Compagnie. Nous dits Directeurs Généraux d'icelle, suivant le pouvoir à nous donné, par le trente troisieme article de l'Edit d'Etablissement de la dite Compagnie de nommer et présenter à sa Majesté les Officiers du dit Conseil Souverain, étant informés de la probité et capacité du dit Sieur Le Barrois, de sa fidélité et bonne conduite, nommons et présentons au Roi notre Souverain Seigneur le dit Sieur Le Barrois, pour en la dite qualité d'Agent Général de la dite Compagnie avoir entrée, voix délibérative au dit Conseil Souverain, et scéance en icelui au dessus du premier Conseiller, et y connoitre de toutes matieres civilles et criminelles, police et autres, ainsi que les autres officiers du dit Conseil, suppliant très humblement sa Majesté d'en faire expédier au dit Sieur Barrois, toutes Lettres et pouvoirs à ce nécessaires. En témoin de quoi, nous avons signé ces présentes, icelles fait contresigner par le Sécrétaire Général de la dite Compagnie, et sçeller des Armes d'icelle. A Paris, le septieme jour d'Avril, 1665.

(Signé)

Bochameil, Bibaud,

Dalibert, Berthelot,

Pocquelin.

et Hoel de St. Marc.

Et plus bas, par mesdits Sieurs les Directeurs, (Signé)

D'AULIER.

Avec paraphe et sçellé en placard.

Agrément

Agrément du Roi, sur la présentation du Sieur le Barroys, pour avoir séance au Conseil.

OUIS par la grâce de Dieu Roi de France et de Navarre. A Notre amé et féal le Sieur le Barrois, notre Conseiller et Sécretaire, interprête en langue Portugaise, Salut. La Compagnie des Indes Occidentales nous ayant représenté que vous envoyant au Pays de Canada ou Nouvelle France en qualité de son Âgent Général, il seroit nécessaire que pour vous donner une plus grande connoissance des choses qui se feront au dit Pays par les Officiers que nous y envoyons, et par le Conseil Souverain qui y est maintenant établi, ou qui sera changé ou renouvellé, vous eussiez entrée, séance et voix délibérative dans le dit Conseil de la dite Compagnie, suivant le pouvoir que nous lui avons donné par le trente troisseme article de l'Edit de son établissement, de nous présenter les Officiers du dit Conseil, vous avant nommé à nous pour en la dite qualité d'Agent Général, y avoir entrée et Et affuré de vos soins, suffisance, loyauté, prud'hommie, capacité et expérience au fait de la judicature, nous pour ces causes, et en agréant et confirmant la dite nomination ci attachée sous le contre-scel de notre Chancellerie, vous avons commis, ordonné et député, commettons, ordonnons et députons par ces présentes signées de notre main, pour en la dite qualité d'Agent Général de la dite Compagnie au dit Pays de Canada ou Nouvelle France, et tant que vous l'exercerez avoir entrée, voix délibérative au dit Conseil Souverain, maintenant établi, ou qui le sera ci après, et séance au dessus du premier Conseiller, et y connoître de toutes matières Civiles et Criminelles, Police et autres, tout ainsi que les Conseillers du dit Conseil. De ce faire vous donnons pouvoir, autorité et commission spéciale; si donnons en mandement à notre amé et féal le Sieur Seguir, Chevalier, Chancelier de France de prendre et de recevoir de vous le Serment en tel cas requis et accoutumé, et ordonner au Sieur de Tracy notre Lieutenant Général en l'Amérique et de Courcelles, notre Lieutenant Général en Canada, et à tous autres Officiers qu'il appartiendra, de vous faire jouir de l'effet et contenu en ces présentes. Car tel est notre plaisir. Donné à Paris le dixieme Avril, l'an de grace Mil six cent soixante cinq, et de notre règne le vingt deuxieme.

(Signé)

COMMISSION

LOUIS.

44 Commissions des Gouverneurs et Intendants, 1665.

Et plus bas, par le Roi,

(Signé)

DE LIONNE

Et à côté est écrit,

Aujourd'hui quatorzieme Avril Mil six cent soixante cinq, le Sieur le Barrois denommé au blanc des présentes a fait et prêté le Serment accoutumé pour en qualité d'Agent Général de la Compagnie des Indes Occidentalles avoir entrée et voix délibérative au Conseil Souverain de Canada entre les mains de Monseigneur Seguir, Chevalier, Chancelier de France, moi Conseiller et Secrétaire du Roi, Maison et Couronne de France et de ses sinances présent.

(Signé)

PAPARE, avec paraphe.

Et Scellé en simple queue du Grand Sceau de cire jeaune.

Lû et publié le Conseil Souverain tenant au Château Saint Louis à Québec, le vingt troisieme jour de Septembre, Mil six cent soixante cinq, et enregistré ès registres du Greffe d'icelui au désir de l'ordonnance du dit jour par le Greffier et Secrétaire au dit Conseil Soussigné.

(Signé)

PEUVRRT, Greff.

COMMISSION

COMMISSION

Pour M. de Bouteroue, du 8e. Avril, 1668, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie et Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale.

Commission d'Intendant pour Mr. de Bouteroue 8 Avril 1668. Ins. Cons. Sup. Reg. A. fol, 38. Vo.

CETTE Commission est aux mêmes termes et contient les mêmes pouvoirs que celle accordée à Mr. Talon.

(Voyez ci-dessus.)

PROVISIONS

De Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie, et Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale, pour le Comte de Frontenac, du 7e Avril, 1672.

Commission de Gouverneur et Lieutenant Généeral pour le Comete de Frontenace 7e Avril, 1672. Ins. Cons. Ins. Reg. A, Fol, 42. Ro.

CES Provisions sont aux mêmes termes et contiennent les mêmes pouvoirs que celles accordées à Mr. de Courcelles.

(Voyez ci dessus,)

nis da mos dus pays par quelques perionnes que co

Commission

COMMISSION

Pour Mr. Jacques Duchesneau, du 5e Juin, 1675, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie et Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale.

Commission d'Intendant pour Mr. Duchesneau. se Juin, 1675. Ins. Cens. Sup. Reg. A. Fol. 53.

OUIS par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre. A notre amé et féal Conseiller en nos Conseils, le Sieur Jacques Duchesneau. Etant nécessaire pour le bien de notre service de pourvoir et d'envoyer en Canada ou Nouvelle France, une personne fidèle et capable d'exercer la charge d'Intendant de la Justice, Police et Finances au dit pays, qui n'a point été remplie depuis que nous avons rappellé près de nous le Sieur Talon, qui en a fait les fonctions pendant quelques années, nous avons crû que nous ne pouvions faire un plus digne choix que de vous pour bien exercer cet emploi pour le bien de notre service, celui de nos peuples étant au dit pays, et le reglement de la Justice qui y doit être administrée, tant par la sage conduite que vous avez tenue dans la charge de Trésorier de Franceau Bureau de nos Finances à Tours. et dans les différentes commissions que nous vous avons données, dont vous vous êtes acquité à notre entiere latisfaction, que pour le zèle et la fidélité que vous avez toujours témoigné pour le bien de notre service. A ces causes et autres à ce nous mouvans, nous vous avons commis, ordonné et député, commettons, ordonnons et députons par ces présentes, signées de notre main, Intendant de la Justice, Police et Finances en nos pays de Canada, Acadie et Ille de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale, pour en cette fonction vous trouver aux Conseils de guerre qui seront tenus par le Sieur Comte de Frontenac, Gouverneur et notre Lieutenant Général au dit pays. ouir les plaintes qui vous seront faites par nos peuples des dits pays, par les gens de guerre et tous autres, sur tous excès, torts et violences, leur rendre bonne et brieve Justice, informer de toutes entreprises, pratiques et menées faites contre notre service, procéder contre les coupables de tous crimes de quelque qualité et condition qu'ils soient, leur faire et parfaire le procès jusques à jugement définitif et exécution d'icelui inclusivement, appellant avec vous le nombre de Juges et Gradués porté par nos Ordonnances, et généralement connoitre de tous crimes et délits, abus et malversations qui pourroient être commis en nos dits pays par quelques personnes que ce puille Commillion

puisse être, présider au Conseil Souverain en l'absence du dit Sieur de Frontenac, tenir la main à ce que tous les Juges inférieurs de notre dit pays, et tous autres Officiers de Justice soient maintenus en leurs fonctions, sans y être troublés, que le Conseil Souverain auquel vous présiderez ainsi que dit est, juge toutes matieres civiles et criminelles, conformément à nos Edits et Ordonnances et à la coutume de notre bonne Ville, Prévôté et Vicomté de Paris, faire avec le dit Conseil Souverain tous les réglemens que vous estimerez nécessaires pour la Police générale du dit pays, ensemble pour les Foires et Marchés, Ventes, Achats et Débits de toutes denrées et marchandises, lesquels réglemens généraux, vous ferez exécuter par les Juges subalternes, qui connoissent de la Police particuliere dans l'étendue de leur jurisdiction. et en cas que vous estimiez plus à propos et nécessaire pour le bien de notre service, soit par la difficulté ou le retardement de faire les dits réglemens avec le dit Conseil, Nous vous donnons le pouvoir et faculté par ces mêmes présentes de les faire seul, même de juger souverainement seul en matieres civiles, et de tout ordonner ainsi que vous verrez être juste et à propos, validant dès à présent comme pour lors, les Jugemens, Réglemens et Ordonnances qui seront ainsi par vous rendus, tout ainsi que s'ils étoient émanés de nos Cours Souveraines, nonobstant toutes récusations, prises à partie, Edits, Ordonnances et autres choses à ce contraires; Voulons aussi que vous avez la direction du maniement et distribution de nos deniers destinés et qui le seront ci-après pour l'entretien des gens de guerre, comme aussi des vivres munitions, réparations, fortifications, parties inopinées, emprunts et contributions qui pourroient avoir été et être faits pour les dépences d'icelles, et autres frais qui y seront à faire pour notre service, voir, vérisser et arrêter les Etats et Ordonnances qui en seront expédiées par notre Lieutenant Général en chef, et en son absence par nos autres Lieutenants Généraux aux payeurs qu'il appartiendra; Vous faire représenter les extraits des montres et revues, les contrôler et régistrer, et en tout ce que dessus, circonstances et dépendances, comme aussi nous voulons que vous ayez seul la connoissance et jurisdiction souveraine de tout ce qui concerne la levée et perception de nos droits dans l'étendue du dit pays, sçavoirt des droits appellés dix pour cent, quart des Castors et traite de Tadoussac, circonstances et dépendances, tant en matières civiles de quelque nature qu'elles puissent être, qu'en matieres criminelles, sur lesquelles toutefois, en cas de peines afflictives vous prendrez le nombre de gradués porté par nos Ordonnances, voulons que vos jugements soient exécutés comme Arrêts de Cours Souveraines, nonobitant toutes oppositions, appellations, prises à partie, récusations et autres empêchements quelconques, voulant de plus que vous connoissez de la distribution des deniers provenant de la levée des dits droits, suivant et conformément à nos Etats que nous vous envoyerons par chacun an, et au surplus faire et ordonner ce que vous verrez être nécessaire et à propos pour le bien et avantage de notre service, et qui dépendra de la fonction et exercice de la dite charge d'Intendant de la Justice, Police et Finances en nos dits pays, de laquelle nous entendons que vous jouissiez aux honneurs, pouvoirs, autorités, prérogatives, pré-éminences qui y appartiennent, et aux appointemens qui vous seront par nous ordonnés. De ce faire, vous donnons pouvoir, autorité, commission et mandement spécial; Mandons au dit Sieur Comte de Frontenac de vous faire jouir de l'effet et contenu en ces presentes. Ordonnant aux officiers du Conseil Souverain et à tous nos autres Justiciers, officiers et sujets de vous reconnoître, entendre et obéir en la dite qualité, de vous assister et prêter main forte, si besoin est, pour l'exécution des dites présentes: car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Sçel à ces dites présentes. Donné au camp de Luting, le cinquieme Juin, l'an de grace, mil six cent soixante-quinze, et de notre règne le trente troisieme.

(Signé)

LOUIS.

Et plus bas, par le Roi,

(Signé)

COLBERT.

Et Scellé en queue du Grand Sceau de cire jeaune.

Régistrées pour être exécutées suivant l'Arrêt de ce jour, à Québec, le 17e Septembre, mil six cent soixante-quinze.

(Signé)

PEUVRET.

PROVISIONS

PROVISIONS

De Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie, et Isle de Terre-Neuve, et autres Pays de la France Septentrionale pour le Sieur de la Barre, du 1er Mai, 1682.

Provisions de Gouverneur et Lieutenant Génés ral pour le Sieur de la Barre. 1er. Mai, 1682. Inf. Conf Sup. Reg. A. Fol. 918

TES Provisions sont aux mêmes termes et contiennent les mêmes pouvoirs J que celles accordées au Comte de Frontenac.

(Vovez ci desTus.)

COMMISSION

Pour le Sieur Demeulles, du 1er Mai, 1682, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, d'Intendant pour Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale.

Commission ier. Mai, 16828 Inf. Conf. Sup-Reg. A. fol, 92.

ETTE Commission est aux mêmes termes et contient les mêmes pouvoirs J que celle accordée à Mr. Duchesneau.

(Voyez ci dessus.)

PROVISIONS

PROVISIONS.

Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général pour le Marquis de Denors ville. 15e. Avril, 1684: Inf. Conf. Sup. Reg. B Fol. 41. De Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, A-cadie, Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale, pour le Sieur Marquis de Denonville, du 15e Avril, 1684.

CES Provisions sont aux mêmes termes et contiennent les mêmes pouvoirs que celles accordées à M. de la Barre.

(Voyez ci-dessus.)

COMMISSION

Commission
d'Intendant pour
Mr. de Champigny.
24e Avril, 1686.
Ins. Cons. Sup.
Reg. B. Fol. 50.
Ro.

Pour Mr. de Champigny, du 24e. Avril, 1686, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada Acadie, Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale.

CETTE Commission est aux mêmes termes et contient les mêmes pouvoirs que celle accordée à Mr, Demeulles.

(Voyez ci-dessus.)

PROVISIONS

PROVISIONS

De Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie, Isle de Terreneuve et autres pays de la France Septentrionale pour Mr. le Comte de Frontenac, du 15e Mai, 1689.

Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général pour le Comte de Frontenac. 15c. Mai, 16892 Inf. Conf. Sup. Reg. B. fol. 82. R. O.

CES Provisions sont aux mêmes termes et contiennent les mêmes pouvoirs que celles accordées au Marquis de Denonville.

(Voyez ci-dessus.)

PROVISIONS

De Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie, isle de Terreneuve et autres pays de la France Septentrionale, pour le Chevalier de Callieres, du 20e Avril, 1699.

Provisions de Gouverneur et Lieutenant Général pour le Chevalier de Callieres, 20e. Avril, 1699. Inf. Conf. Sup. Reg B. fol. 125;

CES Provisions sont aux mêmes termes et contiennent les mêmes pouvoirs que celles accordées au Comte de Frontenac.

(Voyez ci-de [fus,)

G 2

COMMISSION

COMMISSION

Commission d'Intendant pour Mr. de Beauharnois. 1er. Avril, 1702. Inf. Conf. Sup. Reg. B. fol. 136

Pour M. de Beauharnois, du 1er Avril, 1702, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale.

ETTE Commission est aux mêmes termes et contient les mêmes pouvoirs que celle accordée à Mr. de Champigny.

(Voyez ci.destus.)

PROVISIONS

Gouveneur et Lieutenant Géné. ral pour le Marquis de Vaudreuil ier. Août, 1705. Inf. Conf. Sup. Reg. B. fol. 162.

Provisions de De Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie, Isle de Terreneuve, et autres Pays de la France Septentrionale, pour le Marquis de Vaudreuil, du 1er. Août, 1703.

> ES Provisions sont aux mêmes termes et contiennent les mêmes pouvoirs que celles accordées au Chevalier de Callieres.

> > (Voyez ci-deffus.)

COMMISSION

Pour M. Raudot, du 1er Janvier, 1705, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de Terreneuve et autres pays de la France Septentrionale.

Commission d'Intendant pour Mr. Raudot. 1er. Janvier 1705 Inf. Conf. Sup. Reg. B. fol. 160. V .

CETTE Commission est aux mêmes termes et contient les mêmes pouvoirs que celle accordée à M. de Beauharnois.

(Voyez ci-dessus.)

COMMISSION

Pour le Sieur Begon, du 31e. Mars, 1710, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie, Isle de Terreneuve et autres Pays de la France Septentrionale.

OUIS par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre: à notre amé et féal Conseiller en nos Conseils, le Sieur Bégon, Inspecteur Général de la Marine, et Ordonnateur au Département de Rochesort; Salur. Etant nécessaire pour le bien de notre service de pourvoir et d'envoyer en Canada en la Nouvelle France une personne sidèle et capable d'exercer la charge d'Intendant de Justice, Police et Finances au dit pays, à la place du Sieur Rau-

Commission d'Intendant pour Mr. Begon. 31. Mars, 1710. Inf. Cons. Sup. Reg. Cfol. 61 Ro. dot, Pere, Nous avons crû que nous ne pouvions faire un meilleur choix que de vous, pour bien exercer cette charge pour le bien de notre service, et celui de nos sujets étant au dit pays, et le réglement de la Justice qui y doit être administrée, tant par la sage conduite que vous avez tenue dans les différents emplois que nous vous avons donnés, dont vous vous êtes acquitté à notre entiere satisfaction, que pour le zèle et la fidélité que vous avez toujours témoignés pour le bien de notre service; A ces causes, et autres à ce nous mouvans, nous vous avons commis, ordonné et député, commettons, ordonnons et députons par ces présentes, fignées de notre main, Intendant de la Justice, Police et Finances, dans nos pays de Canada, Acadie, Isle de Terreneuve et autres pays de la France Septentrionale, pour vous trouver en cette fonction aux Conseils de guerre qui seront tenus par le Sieur Marquis de Vaudreuil, Gouverneur et notre Lieutenant Général au dit pays, ouir les plaintes qui vous seront faites par nos peuples des dits pays, par les gens de guerre, et tous autres, sur tous excès, torts et violences, leur rendre bonne et brieve justice : informer de toutes les entreprises, pratiques et menées faites contre notre service; procéder contre les coupables de tous crimes, de quelque qualité et condition qu'ils soient, leur faire et parfaire leur procès, jusqu'au jugement définitif et exécution d'icelui, inclusivement, appeller le nombre de Juges, et Gradués, poité par nos Ordonnances, et généralement connoitre de tous crimes et délits, abus et malversations qui pourroient être commis en notre dit pays, par quelque personne que ce puisse être; présider au Conseil Sepérieur, demander les avis. recueillir les voix et prononcer les Arrêts, tenir la main à ce que tous les Juges inférieurs du pays et tous autres nos officiers de Justice soient maintenus en leurs fonctions, sans y être troublés par le Conseil Supérieur, auquel vous présiderez, ainsi que dit est, juger en toutes les matieres, tant civiles que criminelles conformément à nos Edits et Ordonnances, et à la coutume de notre bonne ville, Prévôté et Vicomté de Paris, faire avec le Conseil Supérieur tous les réglemens que vous estimerez nécessaires pour la Police générale du dit pays, ensemble pour les Foires et Marchés, Ventes, Achats, et Débits de toutes denrées et marchandises, lesquels réglements généraux, vous ferez exécuter par les Juges subalternes qui connoitront de la Police particuliere dans l'étendue de leurs jurisdictions, et en cas que vous estimiez plus à propos et nécessaire, pour le bien de notre service, soit pour les difficultés ou le retardement de faire les dits réglements avec le dit Conseil Supérieur, nous vous donnons le pouvoir et faculté par ces mêmes présentes, de les faire seul. même de juger souverainement seul en matiere civile; et de tout ordonner. ainsi que vous verrez être juste et à propos; validant dès à présent comme pour lors les Jugements, Réglements et Ordonnances qui seront ainsi par vous rendus, tout ainsi que s'ils étoient émanés de nos Cours Supérieures, nonobstant toutes récusations, Prises à partie, Edits, Ordonnances et autres choses à ce contraires; voulant aussi que vous ayez la direction du maniement et distribution de nos deniers destinés, et qui le seront ci-après pour l'entretien des gens de guerre; comme aussi des vivres, munitions réparations, fortifications, parties inopinées, emprunts et contributions qui pourroient avoir été et être faites pour les dépenses d'icelles, et autres frais qui y seroient à faire pour notre service; voir, vérifier et arrêter les Etats et Ordonnances qui en seront expédiées par notre Lieutenant Général en chef. et en son absence par nos autres Lieutenants Généraux, aux payeurs qu'il appartiendra, vous faire représenter les extraits des montres et revues, les contrôles et régistres en tout ce que dessus, circonstances et dépendances, comme aussi nous voulons que vous ayez seul la connoissance et jurisdiction souveraine de tout ce qui concerne la levée et perception de nos Droits dans l'étendue du dit pays, sçavoir, des Droits appellés dix pour cent, quart des castors. ferme de Tadoussac, circonstances et dépendances tant en matiere civile de quelque nature qu'elle puisse être, qu'en matiere criminelle, sur laquelle toutefois en cas de peine afflictive, vous prendrez le nombre de Gradués porté par nos Ordonnances, voulant que vos Jugements soient exécutés comme Arrêts de Cours Supérieures, nonobstant toutes oppositions, appellations, Prises à partie, récusations et autres empêchements quelconques; voulant de plus que vous connoissiez de la distribution des deniers provenus de la levée des dits Droits, suivant et conformément à nos Etats, que nous vous enverrons par chacun an; et au surplus faire et ordonner ce que vous verrez être nécessaire et à propos pour le bien et avantage de notre service, et qui dépendra de la fonction et exercice de la dite charge d'Intendant de la Justice, Police et Finances en nos dits pays, de laquelle nous entendons que vous jouissiez aux honneurs, pouvoirs, autorités, prérogatives qui y appartiennent, et aux appointements qui vous seront par nous ordonnés. De ce faire, vous donnons pouvoir, autorité, commission et mandement spécial. Mandons au dit Sieur Marquis de Vaudreuil de vous faire jouir de l'effet et contenu en ces présentes; Ordonnons aux Officiers du Confeil Supérieur et à tous autres justiciers, Officiers et sujets, qu'il appartiendra, de vous reconnoitre, entendre et obéir en la dite qualité, de vous affister et prêter main forte, si besoin est, pour l'exécution des dites présentes; Car tel est notre plaisir. Donné à Verfailles, le trente unieme jour du mois de Mars, l'an de grâce, mil sept cent dix, et de notre règne le soixante septieme.

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi,

(Signé)

PHELIPPEAUX.

Et sçellées du Grand Sceau en cire jeaune.

La

La Commission ci-devant transcrite a été régistrée au présent Régistre, en conséquence d'Arrêt du Confeil de ce pays en date de ce jour, par moi Conseiller Sécrétaire du Roi, Gressier en chef du Conseil Supérieur. Soussigné, à Quebec, le quatorzieme Octobre, mil sept cent douze.

(Signé)

DE Monseignat.

COMMISSION

Commission d'Intendant pour Mr. Dupuy. 23 Nov. 1725. Ins. Cons. Sup. Reg. F. fol, 61.

Pour M. Dupuy, du 23e. Novembre, 1725, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie et Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale.

CETTE Commission est aux mêmes termes et contient les mêmes pouvoirs que celle accordée à Mr. Bégon.

(Voyez ci-dessus.)

PROVISIONS

Commission de Gouverneur et Lieutenant Général pour le Marq. de Beauharnois 11 Janvier, 1726. Ins. Cons. Sup, Reg. F. Fol. 57. Ro. De Gouverneur et Lieutenant Général en Canada. Acadie, et Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Septentrionale, pour M. le Marquis de Beauharnois, du 11e. Janvier, 1726,

CES Provisions sont aux mêmes termes et contiennent les mêmes pouvoirs que celles accordées au Marquis de Vaudreuil.

(Voyez ci-dessus.)

Commission

COMMISSION

Pour Mr. Hocquart du 21me Février, 1731, d'Intendant de la Justice, Police et Finances en Canada, Acadie Mr. Hocquart. et Isle de Terreneuve, et autres pays de la France Sep- Reg. G. fol. 1. tentrionale.

Commission d'Intendant pour Inf. Conf. Sup.

ETTE Commission est aux mêmes termes et contient les mêmes pouvoirs que celle accordée à Mr. Dupuy.

(Voyez ci. de [lus.)

PROVISIONS

De Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Acadie, la Louisianne et autres Pays en dépendants, 15 Mars, 1746. Ins. Cons. Sup. Reg. I. Fol. 66. pour Mr. de la Jonquiere, du 15me. Mars, 1746.

Provisions de Gouverneur Lieutenant Géné. tal pour Mr. de la Jonquiere.

ES Provisions sont aux mêmes termes et contiennent les mêmes pouvoirs que celles accordées au Marquis de Beauharnois.

(Voyez ci-de (Tus.)

LETTRES PATENTES

Pour donner au Sieur Comte de la Galissonniere, le Commandement Général de la Nouvelle France, du 10e. Juin, 1747.

Lettres Patentes pour donner au Comte de la Galiffoniere le commandement Général de la Nouvelle France. 10 Juin, 1747. Ins. Conf. Sup. Reg. I. fol. 43

OUIS par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Le Sieur Marquis de la Jonquaire, chef d'Escadre de nos Armées Navales, que nous avions pourvu du Gouvernement Général de la Nouvelle France, ayant été fait prisonnier dans un combat qu'il a soutenu contre une Escadre Angloise, en faisant route pour s'y rendre, et estimant nécessaire de commettre au Commandement Général de la dite Colonie, un Officier capable d'en remplir tous les objets avec le zèle, la capacité, l'expérience, la valeur et la prudence qu'ils exigent, nous avons choisi le Sieur Comte de la Gallisonniere, l'un de nos plus anciens Capitaines de vaisseau, et Commissaire général d'Artillerie, en qui nous avons eu occasion de reconnoître toutes ces qualités, par les preuves qu'il en a données, et par les services importans qu'il nous a rendus en diverses occasions. A ces causes et autres bonnes considérations à ce nous mouvans, nous avons commis, constitué, ordonné et établi, et par ces présentes fignées de notre main, commettons, constituons, ordonnons et établissons le dit Sieur Comte de la Gallisonnière pour en l'absence du Gouverneur, notre Lieutenant Général de la Nouvelle France, avoir commandement sur tous nos Gouverneurs, et Lieutenants, établis dans tous les pays dépendants du dit Gouvernement, comme aussi sur les Officiers du Conseil Supérieur, et sur les vaisseaux françois qui y navigueront, soit de guerre à nous appartenants, soit de Marchands, affembler quand besoin sera, les Communautés, leur faire prendre les armes, composer et accommoder tous différents nés et à naître dans les dits Pays, soit entre les Seigneurs et principaux d'iceux, soit entre les particuliers habitans, assiéger, et prendre des places et châteaux, selon la nécessité qu'il y aura de le faire, faire conduire, et exploiter des pieces d'Artillerie, établir des garnisons où l'importance des lieux le demandera, commander tant aux peuples des dits Pays, qu'à tous nos autres sujets Eccléfiastiques, nobles et gens de Guerre, et autres de quelque qualité et condition dition qu'ils soient, y demeurants, appeller les peuples non convertis par toutes les voies les plus douces qu'il se pourra, à la connoissance de Dieu et aux lumieres de la foi et de la Religion Catholique, Apostolique et Romaine, et en établir l'exercice à l'exclusion de toute autre, désendre les dits lieux de tout son pouvoir, maintenir et conserver les dits peuples en paix, repos et tranquillité, et commander tant par mer que par terre, ordonner et faire exécuter, tout ce que lui ou ceux qu'il commettra jugeront devoir et pouvoir faire pour l'étendue et conservation des dits lieux sous notre autorité et notre obéissance, et généralement faire et ordonner par lui, tout ce que pourroit faire le dit Sieur Gouverneur, notre Lieutenant Général, à l'effet de quoi, nous lui avons attribué, et attribuons les mêmes honneurs. pouvoirs, autorités, prérogatives, prééminences, franchises, libertés et droits. pour les tenir et exercer, en jouir et user en la dite qualité de Commandant Général pour nous, ainsi et de la même maniere que pourroit faire le dit Sieur Gouverneur notre Lieutenant Général, et ce tant qu'il nous plaira. Si donnons en mandement à tous les Gouverneurs, et nos Lieutenants ès dits pays, aux Officiers de notre Conseil Supérieur, séant à Québec, et à tous nos autres officiers et justiciers chacun en droit soi, qu'il appartiendra, que le dit Sieur Comte de la Gallisonniere, lequel nous avons dispensé pour le présent du serment en tel cas requis, attendu qu'il n'est pas à portée de le prêter en nos mains, ils ayent à reconnoitre, lui obeir, et le laisser jouir et user du dit commandement, ordonnons pareillement, et enjoignons à tous nos autres sujets de quelque qualité et condition qu'ils soient de le reconnoitre, lui obéir, et entendre ès choses concernant le dit commandement: voulons que par les gardes de notre Trésor Royal, ou autres comptables qu'il appartiendra, il soit payé comptant des gages, appointements et gratifications qui lui seront ordonnés, par les ordonnances et états qui en seront par nous expédiés et signés, raportant lesquels avec les présentes, ou copies d'icelles, duement collationnées pour une fois seulement, et quittances, sur ce suffilantes, nous voulons que tout ce qui lui aura été payé à cette occasion soit passé et alloué aux comptes de ceux qui en auront fait le payement, par nos amés et féaux les gens de nos comptes, à Paris, auxquels mandons ainsi le faire sans difficulté, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens à ce contraires; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Bruxelles, le dixieme jour du mois de Juin, l'an de grace mil sept cent quarante sept, et de notre règne le trente-deuxieme.

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi,

(Signé) H 2

PHELIPPEAUX.

Et

Et au dos des dites provisions est écrit, régistré au Contrôle de la Marine, à Rochesort, le vingt Juin, mil sept cent quarante-sept.

(Signé)

RIMEMBIT.

Régistré, oui, et ce requérant le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt de ce jour, par nous Greffier en Chef du Conseil Supérieur, soussigné à Québec, le vingt-cinq Septembre, mil sept cent quarante-sept.

(Signé)

BOISSEAU!

COMMISSION

Pour Mr. Bigot, du 1er. Janvier, 1748, d'Intendant de la Justice, Police et Finance, en Canada, la Louisianne, et dans toutes les terres et Isles dépendantes de la Nouvelle France.

Commission
d'Intendant pour
Mr. Bigots
1er. Janv. 1748s
Inf. Conf. Sup.
Reg. I. fol. 63.
V2.

OUIS par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre; à notre amé et féal Conseiller le Sieur Bigot, Salut. Etant nécessaire pour le bien de notre service de pourvoir et d'envoyer en Canada dans la Nouvelle France, une personne sidèle et capable d'exercer la charge d'Intendant de Justice, Police, Finances et Marine au dit Pays, à la place du Sieur Hocquart, qui en a fait les sonctions jusqu'à présent, Nous avons crû que nous ne pouvions faire un plus digne choix que de vous, pour exercer cet emploi pour le bien de notre service et celui de nos sujets étant au dit pays, et le réglement de la Justice qui y doit être administrée, tant par la sage conduite que vous avez tenue dans les différents emplois que nous vous avons donnés, dont vous vous êtes acquitté à notre entière satisfaction, que pour le zèle et la sidélité que vous avez toujours

toujours témoigné pour le bien de notre service; A ces causes et autres à ce nous mouvans, nous vous avons commis, ordonné et député, et par ces présentes signées de notre main, commettons, ordonnons et députons Intendant de Justice, Police, Finances et Marine en nos pays de Canada, la Louisianne et dans toutes les terres et isles dépendantes de la Nouvelle France, pour vous trouver en cette fonction aux Conseils de guerre qui y seront tenus, ouir les plaintes qui vous seront faites par nos peuples des dits pays, par les gens de guerre et tous autres, sur tous excès, torts, et violences, leur rendre bonne et briéve justice, informer de toutes entreprises, pratiques et menées faites contre notre service, procéder contre les coupables de tous crimes de quelque qualité et condition qu'ils soient, leur faire et parfaire le procès jusqu'à jugement définitif et exécution d'icelui inclusivement, appeller avec vous le nombre de Juges et Gradués porté par nos Ordonnances, et généralement connoître de tous crimes et délits, abus et malversations qui pourroient être commis dans nos dits pays par quelque personne que ce puisse être, présider au Conseil Supérieur, demander les avis, recueillir les voix, prononcer et signer les Anêts, tenir la main à ce que tous les Juges inférieurs de nos dits pays, et tous nos Officiers soient maintenus en leurs fonctions, sans y être troublés par le Conseil Supérieur, auquel vous présiderez, ainsi que dit est, Juger toutes matieres tant civiles que criminelles, conformément à nos Edits et Ordonnances, et à la Coutume de notre bonne Ville, Prévoté et Vicomté de Paris, faire avec le Conseil Supérieur, tous réglements que vous estimerez nécessaires pour la Police générale des dits pays, ensemble pour les Foires et Marchés, ventes, achats et débits de toutes denrées et marchandises, lesquels réglements généraux vous ferez exécuter par les Juges subalternes qui connoitront de la Police particuliere dans l'étendue de leurs jurisdictions, et en cas que vous estimiez plus à propos et nécessaire pour le bien de notre service, soit pour les difficultés ou les retardements de faire les dits réglemens sans le dit Conseil Supérieur, Nous vous donnons pouvoir et faculté par ces présentes de le faire seul en matières civiles, et de tout ordonner ainsi que vous verrez être juste et à propos, validant dès à présent comme pour lors les Jugements, Réglements et Ordonnances qui seront ainsi par vous rendus, tout ainsi que s'ils étoient émanés de nos Cours Supérieures, nonobstant toutes Réculations, Prises à partie, Edits, Ordonnances et autres choses à ce contraires, Voulons aussi que vous ayez la direction du maniement et distribution de nos deniers destinés, et qui le seront ci-après pour l'entretien des gens de guerre, comme aussi des vivres et munitions, réparations, fortifications, parties mopinées, emprunts et contributions qui pourroient avoir éte et être faites pour les dépenses d'icelles et autres frais qui y seront à faire pour notre service; Vous faire représenter les extraits des montres et revue, les contrôler et régistrer, et en tout ce que dessus, circonstances et dépendances, comme aussi nous voulons que vous ayez seul la connoissance et jurisdiction souverame de tout ce qui

qui concerne la levée et perception des droits de notre Domaine d'Occident en Canada, et de tous autres droits qui se levent à notre profit dans tous les ditspays circonstances et dépendances, tant en matiere civile de quelque nature qu'elle puisse être, qu'en matiere criminelle, sur laquelle toutesois, en cas de peine afflictive, vous prendrez le nombre de gradués porté par nos Ordonnances; voulons que vos jugements soient exécutés comme Arrêts de nos Cours Souveraines, nonobstant toutes oppositions, appellations, prises à parties, récusations et autres empêchemens quelconques; voulant de plus que vous connoissez de la distribution des deniers provenant de la levée des dits droits suivant et conformément aux états que nous vous enverrons par chacun an, et au surplus que vous puissez faire et ordonner ce que vous verrez être nécessaire et à propos pour le bien et avantage de notre service, et qui dépendra de la fonction et exercice de la dite charge d'Intendant de justice. police, finances et marine en nos dits Pays, de laquelle nous entendons que vous jouissiez aux honneurs, pouvoirs, autorités, prérogatives, prééminences qui y appartiennent, et aux appointements qui vous seront par nous ordonnés. De ce faire vous donnons pouvoir, autorité, commission et mandement spécial, mandons à notre très cher et très amé Cousin Louis Fean Marie de Bourbon Duc de Penthievre, Amiral de France, au Gouverneur, notre Lieutenant Général, ou Commandant Général de la Nouvelle France, de vous faire jouir de l'effet contenu en ces présentes, ordonnons aux Officiers du Conseil Supérieur de Québec, et tous autres nos justiciers, officiers et sujets qu'il appartiendra de vous reconnoître, entendre et obéir en la dite qualité, de vous affister et prêter mainforte, si besoin est, pour l'exécution des dites présentes: car tel est notre plaisir. Donné à Versailles, le premier jour du mois de Janvier, l'an de grâce mil sept cent quarante huit, et de nôtre règne le trente-troisième.

(Signé)

LOUIS.

Et plus bas, par le Roi,

(Signé)

PHELTPPEAUX, avec paraphe.

Et scellé du grand sceau en cire jaune. - Au dos est écrit :

LE Duc de Penthievre, Amiral de France. Vu la Commission du Roi de l'autre part à nous adressée, mandons et ordonnons à tous ceux sur qui notre pouvoir s'étend de reconnoitre et faire reconnoitre le Sieur Bigot en qualité d'Intendant de la Nouvelle France. Fait à Verfailles, le vingt-neuf Février, mil sept cent quarante-huit.

(Signé)

L. J. M. DE BOURBON,

Et plus bas, par son altesse Sérénissime.

(Signé)

ROMIEU.

Régistré, oui et ce requérant le Procureur Général du Roi, suivant l'Arrêt de ce jour, par nous Conseiller Secrétaire du Roi, Greffier en Chef du Conseil Supérieur; soussigné, à Québec, le deuxieme Septembre, 1748.

(Signé)

BOISSEAU.

PROVISIONS

De Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, Isle Gouverneur Royale, Isle St. Jean et autres en dépendantes, la Louisianne et autres pays de la Nouvelle France, pour le Marquis du Quesne du 1er. Mars, 1752.

Provisions de Lieutenant Génés ral pour le Mar. quis du Quesne. ier. Mars, 1752. Inf. Conf. Sup. Reg. I. Fol. 83.

ES Provisions sont aux mêmes termes et contiennent les mêmes pouvoirs J que celles accordées à Mr. de la Jonquiere.

(Voyez ci-dessus.)

PROVISIONS

De Gouverneur et Lieutenant Général en Canada, la Gouverneur et Louisianne, Isle Royale, Isle St. Jean, et autres Isles, terres et pays de l'Amérique Septentrionale, pour M. de Vaudreuil de Cavagnal, du 1er. Janvier, 1755.

Provisions de Lieutenant Géné. Vaudreuil de Ca-1er. Janv. 1755. Inf. Conf. Sup. Rev. K. fol. 8. Ro.

CES

64 Commissions des Gouverneurs et Intendants, 1755.

CES Provisions sont aux mêmes termes et contiennent les mêmes pouvoirs que celles accordées au Marquis du Quesne.

(Voyez ci-dessus.)



CHAPITRE DEUXIEME.

Ordonnances des Intendants.

ORDONNANCE

Qui défend aux Habitants de faire des Attrapes sur leurs Terres.

JACQUES RAUDOT, &c.

AYANT été informé des querelles qui surviennent et qui peuvent survenir tous les jours au sujet des Attrapes que les habitans mettent les uns sur les terres des autres, soit pour les martes, soit pour les animaux, pour empêcher les querelles qui surviennent à ce sujet.

Nous faisons désenses à tous les habitans de ce pays de mettre des Attrapes sur d'autres terres que sur les leurs, permettons à ceux qui en trouveront sur leur terre de les et leur adjugeons les animaux qui se trouveront pris, et sera la présente Ordonnance, sue, publiée dans toutes les Paroisses de ce pays, à ce que personne n'en ignore. Mandons &c. Fait à Quebec, le 20me. Novembre, 1708.

Défenses aux habitans de faire des Attrapes sur leurs Terres.

20. Nov. 1708. Ordon. N° 24 fol. 95. R°.

(Signé)

RAUDOT.

I

ORDONNANCE

ORDONNANCE

Qui ordonne aux habitans de faire des clôtures le long de leurs habitations.

JACQUES RAUDOT, &c.

Ordonnance qui ordonne aux habitans de faire des Clotures le long de leurs habitations.

12. Mars, 1709 Ordon. N° 3. Fol; 19, R°

A YANT été informé d'un abus qui se tolère dans ce pays, et qui va à la destruction des semences, et par conséquent à la diminution des récoltes, qui provient de ce qu'on n'a pas tenu la main à faire faire à tous les habitans des clôtures bonnes et valables dans le front de leurs habitations qui partagent ordinairement les communes des terres labourées, et aussi de ce qu'on n'a pas obligé les habitans qui ont des bêtes vicieuses à les retirer la nuit chez eux, ou bien de ce qu'on n'a pas ordonné que les dites bêtes vicieuses seront enfergées, et n'iront point sur la commune, et comme il est d'une extrême conséquence pour leurs récoltes de pourvoir à ce désordre; Nous ordonnons que chaque habitant de toutes les côtes de ce pays fera une clôture bonne et valable le long du front de son habitation, et ne laissera pas aller les bêtes vicieuses, telles que sont celles qui sautent les clôtures pour aller dans les grains, celles qui courent sur les passans qui vont à pied ou à cheval sur la commune, mais les tiendra enfergées sur sa terre; ordonnons que ceux qui n'ont pas fait les clôtures, même les Seigneurs qui ne les ont pas fait le long de leurs Domâines ou des terres non concédées, les feront incessamment, sinon permis aux habitans qui auront fait les leurs, de faire les clôtures des autres à leurs dépens, dont ils seront payés suivant la taxe qui en sera faite par les Capitaines de côtes, et à l'égard de ceux qui laisseront aller dans la Commune les bêtes vicieuses de la qualité ci-dessus, les condamnons chacun à trois livres d'amende pour chaque bête, applicable à ceux dans les terres desquels ils auront fait du dommage, et sera la présente Ordonnance lue et publiée à la porte de chaque Paroisse des dites côtes, au premier jour de Fête ou de Dimanche issue de Messe paroissiale, à ce que personne n'en ignore, et ce à la diligence des Capitaines des côtes, auxquels nous enjoignons de tenir la main à l'exécution de la présente. Mandons, &c. fait à Québec, ce 12. Mars, 1709.

(Signé)

The State of the s

RAUDOT.
ORDONNANCE

ORDONNANCE

Rendue au sujet des Negres et des Sauvages appellés Panis.

FACQUES RAUDOT, &c.

A YANT une connoissance parsaite de l'avantage que cette Colonie retirerendue au sujet
roit si on pouvoit sûrement y mettre par des achats que les habitans en des Negres et feroient, des Sauvages qu'on nomme Panis, dont la nation est très éloignée de ce Pays, et qu'on ne peut avoir que par les Sauvages qui les vont prendre chez eux et les traffiquent le plus souvent avec les Anglois de la Caroline, et qui en ont quelques fois vendu aux gens de ce Pays, lesquels se trouvent souvent frustrés des sommes considérables qu'ils en donnent par une idée de liberté que leur inspirent ceux qui ne les ont pas achetés, ce qui fait qu'ils quittent quas toujours leurs Maitres, et ce sous prétexte qu'en France il n'y a point d'esclaves, ce qui ne se trouve pas toujours vrai, par rapport aux Colonies qui en dépendent, puisque dans les Isles de ce continent tous les Nègres que les habitans achetent font toujours regardés comme tels; et comme toutes les Colonies doivent être regardées sur le même pied, et que les peuples de la nation Panis sont aussi nécessaires aux habitans de ce pays pour la culture des terres et autres ouvrages qu'on pourroit entreprendre, comme les Nègres le sont aux Isles, et que même ces sortes d'engagements sont très utiles à cette Colonie, étant nécessaire d'en assurer la propriété à ceux qui en ont achetés et qui en acheteront à l'avenir: Nous, sous le bon plaisir de sa Majesté, ordonnons que tous les Panis et Nègres qui ont été achetés et qui le seront dans la suite appartiendront en pleine propriété à ceux qui les ont achetés, comme étant leurs esclaves; faisons défenses aux dits Panis et Nègres de quitter leurs Maitres, et à qui que ce soit de les débaucher sous peine de cinquante livres d'amende, ordonnons que la présente Ordonnance sera lue et publiée aux endroits accoutumes, ès Villes de Québec, Trois-Rivieres et Montréal, et qu'elle sera enrégistrée aux Greffes des Prévôtés d'icelles à la diligence de nos sub-délégués, fait et donné en notre Hôtel à Québec, le 13e. Avril, 1709.

Ordonnance des Negres et des Sauvages nommés Panis. 13. Avril 1709, Ordon, N°. 3. fol 32, V°.

(Signé)

RAUDOT.

Lue

Lue et publiée à l'Eglise de la Basse-ville issue de la Messe de sept heures, et à la porte de l'Eglise Paroissialle de cette Ville de Québec, issue de Grande Messe, ce 21e. Avril, 1709, par moi Huissier Audiancier en la Prévôté de Québec, y résident, Rue St. Pierre.

(Signé)

CONGNET.

ORDONNANCE

Rendue au sujet des Baux judiciaires des biens des Mineurs.

JACQUES RAUDOT, &c.

Ordonnance rendue au fujet des Baux judiciaires des biens des Mineurs, 9 Mars 1710.
Ordon, No. 4, fol. 26. R°.

TEAN CHORETTE ayant fait venir pardevant nous Jean Larche pour être condamné à lui remettre la terre appartenante aux. Mineurs Lemire dont il en a épousé une, sur le moyen qu'il nous allégue que mort et mariage rompent tout louage, et le dit Larche nous ayant dit, qu'ayant un bail fait en Justice et dont le prix est destiné pour payer les Créanciers du dit Lemire, qu'on ne peut pas se servir de la maxime avancée par le dit Chorette, et que tout au plus elle ne pourroit valoir que pour la fixieme partie de la dite habitation appartenante à sa dite femme, et ce à la charge de payer la sixieme partie de son bail aux Créanciers du dit Lemire, et que cependant sur cela il s'en rapporte à nous, et le dit Chorette ayant repliqué que non seulement il consent de payer la sixieme partie du dit bail, année par année, mais même pour jouir de la portion qui lui écherra, de payer en entier la part dont sa femme est tenue des dettes de défunt son père, à l'effet de quoi il nous demande que partage soit fait de la dite habitation entre lui et les co-héritiers de la femme. Pierre Raimont dit Beauregard, Tuteur des dits Mineurs étant intervenu, et nous ayant dit que le dit Chorette offrant de payer incessamment la part des dettes qui est due par sa femme, il ne peut pas s'empêcher de consentir à sa demande, et le dit Jean Larche ayant demandé contre le dit Beauregard qu'une petite fille Louise Lemire qui n'est agée que de neuf ans, et qu'il a prise à l'age de deux ans, lui demeure jusqu'à l'age de dixhuit ans, attendu qu'il n'en a tiré encore aucun service jusqu'à présent et qu'il

qu'il l'a toujours nourrie et entretenue, et le dit Beauregard ayant dit qu'il lui paroit que c'est l'engager pour trop de tems, que néanmoins il s'en rapporte à nous, et cependant il nous prie qu'en cas qu'avant ce tems là on trouve à la marier avantageusement, que le dit Larche sera tenu de lui donner son consentement, ce que le dit Larche à bien voulu accorder, faisant droit sur le tout, vu le bail judiciaire fait au dit Larche le 9e. Août, 1708.

Nous ordonnons que partage sera fait de l'habitation dont est question, et que le dit Chorette jouira de la part et portion qui écherra à sa semme à commencer après les récoltes prochaines, en payant par lui avant les dites récoltes la part et portion que sa dite semme doit des dettes de ses Père et Mère, et qu'il exploitera lui-même la part et portion qui écherra à sa dite femme sans qu'il en puisse faire bail à d'autres, et à faute de ce faire que le dit Larche exploitera son dit bail en entier jusqu'à la fin d'icelui, dont en ce cas sera diminuée la sixieme partie du prix du dit Bail, ordonnons que Louise Lemire demeurera chez le dit Larche jusqu'à l'age de dixhuit ans, à la charge par lui de la nourir, loger et entretenir pendant le dit tems, et de l'habiller suivant sa condition lorsqu'elle sortira de chez lui, permis néanmoins au dit Beauregard en cas qu'il trouvât à la marier plutôt, ce qu'il ne pourra cependant faire que du consentement du dit Larche, de la retirer avant l'age de dixhuit ans. Mandons, &c. Fait à Québec, le ge. Mars, 1710.

(Signé)

ORDONNANCE

Qui fait défense de laisser vaquer les Cochons par les Rues.

ANTOINE DENIS RAUDOT, &c.

A YANT connu en arrivant en cette Ville qu'en contravention et au mépris qui fait défense de la laisser va-des Règlemens et Ordonnances rendus sur le fait de la Police de cette quer les co-Ville, les Bourgeois et Habitans d'icelle, laissoient vaquer par les Rues les Cochons qu'ils nourissent chez eux, lesquels produisent non seulement beaucoup d'immondices et d'infection, mais même suivant que nous en avons été informé, causent souvent de grands désordres, pour remédier à cet abus,

Ordonnance chons par les 29 Juin, 1710. Ordon. No 4. fol. 100 R 2.

NOUS défendons à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de laisser vaquer leurs Cochons dans les Rues de cette Ville, leur enjoignons de les tenir ensermés chez eux dans des endroits qui ne puissent produire aucune insection, ce qu'ils seront tenus de faire dans quatre jours, du jour de la publication de la présente Ordonnance, sinon et à faute de ce saire dans le dit tems et icelui passé, en vertu de la présente Ordonnance, et sans qu'il en soit besoin d'autre, NOUS permettons de tuer les dits Cochons qui se trouveront vaquer dans les dites Rues, et en accordons la consiscation aux Pauvres de l'Hôtel Dieu de cette Ville, Mandons aux Sieurs Deschambault et Raimbaut Lieutenant Général et Procureur du Roi de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, laquelle sera lue, publiée et affichée ès lieux et endroits accoutumés, à ce que personne n'en ignore. Fait à Montréal, ce 29me. Juin, 1710.

(Signé)

RAUDOT.

ORDONNANCE

Touchant les honneurs à rendre dans l'Eglise.

ANTOINE DENIS RAUDOT, &c.

Ordonnance souchant les honneurs àrendre dans l'Eglife. 30 Juin, 1710. Ordon. Nº. 4. fol. 101. V°. ES Sieurs Bouat et Soumande, Marguilliers de la Paroisse de cette ville, étant venus pardevant nous, et ayant rapporté la requête qu'ils nous ont présentée le 23e de ce mois, laquelle en ce tems n'étoit fignée que d'eux, et l'ont depuis fait signer par les Sieurs Fournier, Charles Gervais, B. Neveu, Chaumier, Désaunier, Louis Charly et Gadois, anciens Marguilliers de la dite Paroisse, ensuite de laquelle Requête, il y a une Déclaration par écrit du 28e. du dit mois, signée de Messieurs La Colombiere, Vicaire Général, Belmont, aussi Vicaire Général, et Priat, Vicaire, portant qu'ils consentent et souhaitent de tout leur cœur que les dits Marguilliers fassent juger l'affaire qu'ils ont contre les Officiers de la justice de cette ville, pour les honneurs de l'Eglise, par qui il appartiendra; et nous ayant dit qu'au désir de notre Ordonnance du 25e du dit mois de Juin, portant que les titres et pieces seroient réciproquement communiquées de la main à la main, et que dans Samedi lors prochain, les dits Marguilliers seroient tenus de faire leur déclaration, s'ils entendent poursuivre l'affaire dont est question, ou l'abandonner, ayant pris

lecture des pieces qui leur ont été données en communication par les Sieurs Deschambault et Raimbault, Lieutenant Général et Procureur du Roi de cette Ville, nous font présentement leur déclaration qu'ils veulent poursuivre la dite affaire, à quoi ayant égard, Nous, attendu qu'il y a déjà eu un Arrêt de règlement au Sujet des honneurs de l'Eglise, rendu au Conseil Supérieur de Québec, et le peu de séjour qui nous reste à faire en cette ville, ordonnons que les parties se pourvoiront au dit Conseil pour être règlé sur l'affaire dont est question. Mandons, &c. fait à Montréal, le 30e. Juin, 1710.

(Signé)

RAUDOT,

ORDONNANCE

Qui défend aux habitants de faire galoper leurs Chevaux et leurs Carioles à la sortie de l'Eglise.

MICHEL BEGON, &c.

CUR ce qui nous a été représenté que dans les grands Chemins et partioulierement à la sortie de l'Eglise quelques habitants poussent les Che-habitants de vaux attelés à leurs Carioles, ou ceux sur lesquels ils sont montés avec tant de vitesse qu'il arrive souvent que n'en étant plus les maitres ils renversent et leurs carioles Carioles qui se trouvent sur le Chemin, et même des gens auxquels ils ne donnent pas le tems de se ranger, d'où il est arrivé déjà plusieurs ac29e. Fév. 1716
cidens facheux, à quoi étant nécessaire de pourvoir, Nous faisons défenses à
fol. 230. R°. ils ne donnent pas le tems de se ranger, d'où il est arrivé déjà plusieurs actoutes personnes, tant ceux qui conduiront des Carioles que ceux qui monteront leurs Chevaux, de les faire trotter ou galoper quand ils fortiront de l'Eglise, avant d'en être éloignés de dix arpents, ensuite pourront donner à leurs Chevaux le train qu'ils voudront, lorsqu'il n'y aura personne devant eux, ni charois ni traine, leur ordonnons lorsqu'ils trouveront des gens de pied dans leur Chemin, de s'arrêter et même de se détourner afin de leur donner le tems de se retirer, le tout à peine de vingt livres d'amende contre chacun

Défense aux

chacun des contrevenants, applicable à la Fabrique des Paroisses où sera fait la contravention portée par la présente Ordonnance, laquelle sera publiée à la porte de chaque Paroisse, issue de grande Messe, à ce qu'aucun des dits habitans n'en puisse prétendre cause d'ignorance. Mandons, &c. aux Capitaines et Officiers de Milice des dites côtes de tenir chacun en droit soi la main à l'exécution d'icelle, fait à Québec, ce vingt-neuvieme Février, mil sept cent seize.

al distributed to (Signé) inchesta

BEGON.

ORDONNANCE

Qui autorise les Missionaires de recevoir les Testaments des Habitants.

MICHEL BEGON, &c.

Ordonnance qui autorife les Missionaires de recevoir les testaments des habitants. 30 Avril, 1723 Ordon. N°. 8. fol. 44. V°.

CUR ce qui nous a été représenté que dans cette Colonie, plusieurs Cures ont déservies par voie de Mission, par des Prêtres séculiers, ou Religieux qui n'ayant que le titre de Missionnaires ne sont pas parties capables de recevoir des Testaments comme les Curés fixes ou leurs Vicaires leur peuvent faire suivant l'article 289 de la Coutume de Paris, et que la difficulté de faire venir des Notaires, fort rares dans les Paroisses, hors des villes. prive souvent les mourans de la consolation qu'ils désireroient avoir de faire quelque disposition testamentaire, à quoi étant nécessaire de pourvoir en attendant que toutes les Cures de cette Colonie ayent été rendues fixes, suivant l'intention du Roi. Nous avons autorisé et autorisons par provision les Piêtres séculiers ou réguliers faisant les fonctions curiales, en qualité de Missionnaires dans les Paroisses de cette Colonie, pour recevoir les testaments des habitans de leurs Paroisses, en y appellant trois témoins mâles, agés de vingt ans accomplis, qui ne pourront être légataires, non plus que le Missionaire, et faisant mention dans le testament qu'il a été dicté, nommé par le Testateur et à lui relu en présence tant du dit Missionnaire que des témoins, et le faisant signer par le Testateur et les dits témoins, ou faisant mention de la cause pour laquelle ils n'ont point signé, conformément au dit article 289, de

la Coutume de Paris, Mandons aux Officiers de la Prévôté de cette ville, et des Jurisdictions ordinaires de Montréal et des Trois-Rivieres de faire lire, publier et enrégistrer la présente Ordonnance, à ce que personne n'en ignore, et de tenir la main chacun en droit soi à son exécution, sait à Québec, le 30e. Avril, 1722.

(Signé)

BECON.

ORDONNANCE

Pour les Clôtures et Fossés de ligne.

MICHEL BEGON, &c.

CUR ce qui nous a été représenté que l'abandon que l'on donne aux Bes-D tiaux, tant aux environs de cette ville que dans la campagne, est très préjudiciable, à cause des dégats qu'ils y font, qui causent des discussions et des Procès, et que pour obvier à ces inconvéniens il seroit nécessaire qu'il fut ordonné que ceux qui voudront clore les terres labourables, prairies et paccages, pourront contraindre les propriétaires des terres qui les joignent de faire et entrenir les dites clôtures mitoyennes, et les fossés de ligne à frais communs, à quoi ayant égard, Nous ordonnons que les propriétaires de terres labourables, prairies et paccages, tant de cette Ville, que de ce Gouvernement, seront tenus dans le dix de Juin de l'année prochaine, mil sept cent vingt cinq, de faire et entretenir leurs parts des clôtures mitoyennes lorsque l'un deux voudra clore, et de faire pareillement les dits fossés de ligne à frais communs, à l'effet de quoi ceux des propriétaires qui voudront clore leurs terres, ou faire les dits fossés de ligne, seront tenus l'automne prochain de faire venir leur voisin devant le Juge de cette ville, ou notre subdélégué pour se voir condamner à faire, après les semences de l'année suivante, les dites clôtures et fossés de ligne, ce qui s'observera chaque année, afin que ceux qui seront :enus de clore, puissent profiter de l'hiver pour faire tirer les bois qui leur seront nécessaires pour faire les dites clôtures apres leurs semences de l'année suivante, et faute par ceux qui seront tenus de faire les dites clotures et fossés de ligne dans le dit tems, et le dit délai passé, nous permettons à ceux qui auront requis les dites clôtures ou fossés de les faire faire

Ordonnance pour les clôtures et fossés de ligne. 10 Juin, 1724. Ordon. No. 10 fol. 38, R° 6 faire aux frais et dépens des refusans, lesquels nous condamnons au remboursement des avances qu'ils auront faites pour les dites clotures mitoyennes et fossés de ligne, savoir les journées qui auront été employées sur le pied de trente sols par jour, et les pieux ou perches qui auront été fournis suivant l'estimation qui en sera faite par le Capitaine de la côte ou autre Ossicier de Milice, mandons aux Ossiciers de Milice de cette jurisdiction de faire régistrer, lire, publier et afficher la présente Ordonnance par tout où besoin sera, et de tenir la main à son exécution; sait à Montréal le dixieme Juin, mil sept cent vingt quatre.

(Signé)

BEGON.

ORDONNANCE

Portant Reglement pour la Bâtisse des Maisons, dans les Villes de la Colonie.

CLAUDE THOMAS DUPUY, &c.

Ordonnance portant réglement pour la bâtisse des maifons dans les villes de la Colonie. 7 Juin, 1727.

villes de la Colonie. 7 Juin, 1727. Ordon, No. 12 fol. 98. R °.

C'EST avec satisfaction que nous voyons le parti qu'ont pris cette année la plûpart des personnes qui bâtissent dans la Ville de Québec, de construire leurs Maisons en pierre, tant par ce qu'à l'occasion de l'incendie de la Ville de Montréal et des fréquens incendies qui arrivent à celle de Québec, l'attention de nos Prédécesseurs avoit été, de désendre de bâtir les Maisons dans l'enceinte des Villes, autrement qu'en pierre, et à deux étages, que par ce que ces particuliers ont compris que la dépense n'étoit pas plus grande de bâtir en pierre, que de bâtir en bois, en un Pays où la pierre est aussi commune que le bois; et que cette maniere de bâtir, leur donneroit des Maisons solides, plus durables, moins pénétrables au froid et au chaud, moins exposées aux accidents de leur propre seu, de celui qui peut venir d'une maison voisine, ou d'un incendie plus général, si le malheur en arrivoit, nous ne devons rien oublier de notre part pour favoriser un dessein aussi louable, et contribuer à tout ce qui peut embellir cette Ville et l'accroître d'un nombre de Maisons, capables de loger une quantité considérable d'habitans,

avec une nombreuse Garnison pour sa désense, et de donner retraite tant aux Milices qu'il conviendroit y joindre en cas d'alarme, qu'aux habitans de la Campagne qui cherchoient en pareil cas à s'y réfugier, ce qui d'ailleurs est le vrai moyen d'attirer dans la Ville cette abondance de vivres et de denrées que produisent les Campagnes, et dont on n'apporte cependant à la Ville, qu'une très petite quantité, faute d'y avoir quant à présent un peuple assez nombreux pour en assurer le débit et la consommation.

Dans le dessein et dans l'obligation où nous sommes de procurer tous ces avantages, nous avons pensé qu'il n'y avoit pas de meilleur moyen pour y parvenir que de favoriser en tout ce que nous pourrons imaginer, l'avance. ment des bâtimens, et pour cet effet, de faire diminuer au plutôt la valeur de la pierre qu'un grand nombre d'entreprises avoit déjà fait monter à un prix beaucoup trop fort, et comme il n'y a presque pas de rues et de places publiques dans Québec, où les eaux du Cap aux Diaments, à l'épanchement desquelles, nous nous sommes proposés de remédier incessamment, n'ayent découvert par leurs ravines des roches si dures, et si aigues, qu'il n'est presque plus possible d'y faire passer les chevaux et les harnois, et que la place même de la Cathédrale, laquelle place est grande, spacieuse, bien disposée, pour y tenir un Marché public; pour y pratiquer une fontaine en Bassin, qui fert de réservoir aux eaux de la Haute-Ville, et y faire une promenade propre au délassement du public, n'est encore pour le présent qu'un cahos, et un amas confus de pierres et de rochers, cela nous a paru d'autant plus facile à exécuter, qu'en permettant aux carriers et maçons et même à quiconque voudra les enlever avec ses chevaux et harnois, de casser ces mêmes roches. et de les faire débiter au milieu des rues et des places, on parviendra tout à la fois à débarasser la voie publique, à dresser la pente et le niveau des rues et des places, et à faire trouver à tous ceux qui voudront bâtir, tout autant de pierre, qu'il leur en faudra, avec d'autant moins de frais, qu'ils n'auront point à compter dans leur dépense, ceux de l'achat, et de l'arrivage de la pierre, qui fait la principale matiere du bâtiment. C'est dans cette vue et pour cet effet que nous avons renouvellé les défenses déjà faites et que nous défendons de nouveau :

I. De bâtir aucune maison dans les villes et gros bourgs, où il se trouvera de la pierre commodément, autrement qu'en pierres, défendons de les bâtir en bois, de pieces sur pieces et de colombage, quand même ce seroit pour les recouvrir et enduire de chaux et sable.

la Pointe aux unun

II. Ordonnons que toutes les maisons seront bâtics à deux étages, à moins qu'il n'y ait sur l'étage du logis, un celier ou souterrein, et que l'etage hors de terre, ne soit au moins de douze pieds d'exaussement sous l'égout du toit de la maison.

III. Ordonnons que les celiers et caves seront souillés en terre de la moitié au moins de leur exaussement, laquelle fouille donnera partie de pierre nécessaire pour bâtir la maison, que les dites caves et céliers seront voutés le plus qu'il sera possible, pour éviter la pourriture des poutres et planchers qu'on met dessus, qui tôt ou tard deviennent funestes à ceux qui habitent la maison, et que quand la souille et surbaissement des dites caves et céliers ne seront pas praticables, ce qui en hausse par trop l'entrée des Maisons du côté de la rue, on rentrera les escaliers du dehots dans le dedans des maisons, de saçon qu'il n'y ait jamais dehors dans la rue que trois marches au plus en hauteur et en faillie.

IV. Défendons de mêler dans la construction des murs de face et de pignons extérieurs des maisons, aucuns bois apparens, commme poitrail, linteau de bois, et poteaux d'huisserie, ou bien ces quadres de bois assemblés, dont on se sert ici, et qu'on met tant en dehors qu'en dedans, pour faire tout ensemble l'appui, les pieds droits, et les linteaux des portes et des fenêtres. sous peine de payer trois livres d'amende pour chaque porte et croisée ainsi garnies, payable par le maitre maçon ou autre qui aura fait ces constructions, depuis la publication de la présente Ordonnance, attendu que ces bois qui sont capables d'attirer le seu, et de s'enflammer aisément dans les moindres incendies, et de communiquer le feu aux autres parties de la maison, ont encore le désavantage de n'être plus d'aucun appui, et de laisser crouler les parties du mur qu'ils soutiennent, sitôt qu'ils ont été atteints du feu, et mis en charbons à leurs vives arrêts, ainsi qu'on peut le remarquer à plusieurs maisons voisines de bâtimens qui ont été incendiés, joint à ce que les enchassemens de bois sont difformes à voir dans les bâtiments, et que ne faisant jamais liaison avec les murs, ils se désêchent, ils se retirent, et introduisent le vent dans les lieux qu'on voudroit le mieux fermer, ordonnons qu'en place de ces bois, les tableaux, jambages et naissances des portes et des croisées. seront faits de bonne pierre d'assise et bien choisies, qui ne soient point délitées, ainsi que le sont mal à propos la plûpart des pierres que l'on pose ici, mais qui soient mises en bonne liaison, avec d'autres qui fassent par pain, au travers du mur, ou bien encore de pierres franches de Beauport, ou de la Pointe aux trembles, ou autres qui se taillent aisément en clefs et en clavaux, en bandant les ceintres de leurs arrieres voussures en pierre, ou en briques, qui sont des voutes de peu de dépense, lesquelles se sont à même la bâtisse, et ne demandent que la sujetion de quelques bouts de planches pour les ceintrer.

V. Nous renouvellons les défenses si souvent réitérées, et désendons expressément de couvrir en bardeau aucune des Maisons qui se construisent actuellement dans les villes et dans les Fauxbourgs des villes, sous peine d'être découvertes aux dépens de ceux à qui elles appartiennent, et de cinquante livres d'amende contre les couvreurs qui les auront couvertes au préjudice de nos désenses, nous réservant de faire découvrir s'il est à propos, toutes celles qui ont été couvertes de bardeaux depuis les désenses précédamment faites, ordonnons que ceux qui ont amassé du bardeau, dans le dessein d'en couvrir leurs maisons, seront tenus de s'en désaire en faveur de ceux qui bâtissent à la campagne, auxquels seulement nous permettons de couvrir en bardeau, jusqu'à ce qu'il ait été fait de la tuille, dans la Colonie, suffisamment pour abolir et rejetter tout à fait une matiere aussi pernicieuse que l'est le bardeau de cêdre, dont on se serve en ce pays.

VI. Désendons pareillement de faire des provisions, des amas et empilages de bardeau dans la ville, tant au dedans qu'au dehors des maisons, dans des cours ou sous des hangards, au dedans de la ville, sous prétexte de commerce, à peine d'être jettés à l'eau, s'il en est trouvé dans les maisons de la ville, quinze jours après la publication de notre présente Ordonnance; permettons seulement aux personnes qui en sont le commerce aux isses et ailleurs, de les tenir en des maisons hors de la ville, et non autrement.

VII. Et attendu que les toits brisés, dit à la mansarde, ne sont à proprement parler, que des Maisons de bois posées et antées sur des maisons de pierres, et que la quantité de plates formes, sermes, entrais, jambes de force, arrêtiers, pannes de brisis, poinçons, faitages, et autres qui n'en sont que les principales parties, et qui supposent encore bien d'autres pieces, qui sont sur les bâtiments une forêt de bois, dont l'expérience n'a que trop fait connoître le danger en ce pays, et vû que la dépense de ces bois et de leurs assemblages, va bien plus loin que n'iroit le sur exaussement qu'on pourroit faire des murs de la maison, quand on y veut avoir un étage quarré audessus du premier; nous défendons de faire de ces toits brisés, sans notre expresse permission, et ordonnons qu'il ne sera fait doresnavant que des toits à

deux égouts, dont la pente n'aura que le rampant d'un triangle équilatéral qu'on trouvera aisément en donnant de hauteur à l'éguille ou poinçon du comble, la moitié de la largeur du bâtiment, ou un peu moins si l'on veut, ce qui sera une pente assez douce, pour pouvoir se tenir, et marcher sur les maisons, à l'effet de les secourir au besoin, et suffisante pour résister aux pluies et aux neiges qui tombent en ce climat.

VIII. Pour rendre même les toits d'une moindre dépense, et plus disposés à recevoir les secours nécessaires, nous ordonnons qu'au lieu d'une grosse charpente, ils seront faits de simples filieres ou pannes, et d'un seul faitage portant sans assemblage, sur les murs de refend et de pignon, quand la longueur de la maison ne sera pas considérable, et soutenue sur les simples jambes de force des entraits, avec des arrêtiers, quand le comble aura plus de longueur, et qu'il se terminera en croupe, sur lesquelles filieres ou pannes sera clouée de haut en bas, une premiere couche de planches embouvetées, lesquelles seront recouvertes d'une seconde couche de planches mises du sens contraire, et de maniere qu'elles chevauchent de l'une sur l'autre, comme font les tuilles, ces fortes de couvertures coutent beaucoup moins que le bardeau, et durent bien d'avantage, elles font d'un bois qui réfiste aux étincelles qui sortent des cheminées, ce que ne fait pas le bardeau, qui se réduit en mousse, et joint à ce, ces planches couvrent exactement les maisons, et les défendent de la pluie, et de la poudrerie pendant les neiges, elles ont encore ces deux avantages, que dans les incendies généraux ou particuliers, on les peut faire fauter aisément à l'aide de la hâche, et que quand on aura un jour l'ulage de l'ardoise ou de la tuille, on pourra facilement, sans refaire les combles des maisons, clouer l'ardoise et la tuille sur la premiere couche de planches embouvetées, qui sont les premieres mises, en suprimant seulement celles de dessus, auxquelles on substituera l'ardoise et la tuille.

IX. Défendons aux entrepreneurs, maitres maçons ou autres qui se mêlent de bâtir, à peine d'en répondre en leur propre et privé nom, de poser et d'adosser aucune cheminée ou tuyau de posses sur des cloisons, pans de bois et colombages, comme aussi de faire aucune cheminée, dont les tuyaux n'ayent au moins dix, douze ou quinze pouces de largeur, et trois ou quatre pieds d'ouverture de tuyau, entre les deux costieres, asin qu'un homme y puisse facilement monter et s'y tenir. Ordonnons qu'en finissant les maisons, ils dégarniront les cheminées des planches ou côtieres, qui y auront été mises pour les former, sans les y laisser, comme on le fait à plusieurs, et de prendre garde que l'enduit du dedans, qui n'a pas pû s'étendre et couler exactement entre

ces planches et les pierres, soit sini, ragréé et réduit à une surface unie, laquelle n'ait point d'inégalités propres à loger et à retenir dans les trous et les joints des pierres, la suie solle ou la suie en mastique, et à empêcher qu'on ne nétoye exactement les cheminées, à l'aide du ballet ou de la racle; l'enduit que les maçons pourront faire encore plus régulierement, si en élevant les Cheminées par épaulées, ils se donnent le soin de le repasser à la longueur de leur bras, en dedans des dites cheminées en l'unissant et le polissant avec le bouclier.

X. Défendons pareillement, et sous les mêmes peines, d'en répondre en leurs propres et privés noms, à tous entrepreneurs, charpentiers, maîtres maçons de disposer aucune cheminée en maison neuve ou d'en reposer ou pratiquer aucune en Maison non bâtie de neuf, que ce ne soit sur une bonne enchevreture faite de deux fortes solives, et d'un chevêtre, qui sera assemblé dans les dites solives à tenon et mortoise, et dans lequel chevêtre seront pareillement affemblées à tenons et mortoifes, les folives coupées et retranchées au droit du dit chevêtre, qui laissera un vuide suffisant pour porter l'âtre et pierre de foyer des dites cheminées à l'aide de barres de fer, dites barres de trémie, sur lesquelles seront bandés les dits âtres en brique ou pierrotage, et d'observer les mêmes passages et enchevêtrures, tant dans les planchers audessus, que dans les parties du comble où passeront les souches des dites cheminées, et de prendre garde qu'il n'y ait aucun bois engagé dedans ou proche des dites cheminées, qui n'en soit distant au moins de quatre pouces, ou recouvert au moins de quatre pouces d'épais de plâtre ou de mortier.

XI. Et jusqu'à ce qu'on ait entierement en ce pays l'usage du plâtre si précieux, et du carreau si nécessaire dans les bâtimens, nous enjoignons à tous les entrepreneurs, maîtres maçons et autres qui se mêlent de bâtir, de faire sur les planchers des greniers et galetas un hourdi ou aire de chaux et sable, épais au moins de deux pouces, afin que le plancher supérieur des maisons étant ainsi à l'abri du seu, permette plus aisément d'abattre et jetter bas le toit des mêmes maisons, si le cas arrivoit de seu dans la maison, ou d'un incendie dans le voisinage des dites maisons.

XII. Et d'autant que pour la sûreté de leurs maisons, plusieurs y ont pratiqué des murs de resend qui en excèdent les toits et les coupent en dissérentes parties, ou qui les séparent d'avec les maisons voisines, à l'effet que

le feu se communique moins de l'une à l'autre; nous ordonnons, que pour rendre encore plus utile cette pratique qui est très bonne à suivre, jusqu'à ce que les maisons soient couvertes de tuiles ou d'ardoise, on observera de plus de faire ces murs à redens, c'est-à-dire par retraite en forme de dégrés, en choisissant pour cela de bonne pierre bien pleine et non seuilletées qui soit tout ensemble de l'épaisseur du mur, pour saire par pain et d'un appareil assez haut pour faire la hauteur d'une marche d'une seule piece, ce qui facilitera beaucoup et assurera le secours à donner aux maisons ou les réparations à faire à leurs couvertures, sans mettre en danger ceux qui y travailleront.

XIII. Mais comme toutes ces précautions prises pour le dedans des mai-Sons seroient inutiles, si l'on négligeoit celles du dehors, et que nous sommes informés, que soit dans les rues, tant de la haute que de la basse-ville, soit sur les grêves et au bas des remparts, des plates formes et des quais, dont on dégrade les murs, on allume des feux pour faire de la bierre, ou pour faire chauffer le brai et goudron des radoubs ou des cordages, contre la disposition précise de l'Ordonnance de la marine, au sujet de la police des ports, qui veut qu'il y ait des lieux destinés pour les feux, et qu'ils foient allumés à cent pieds des bâtiments de mer, et à vingt pieds des quais; nous défendons expressément sous peine de vingt livres d'amende, d'allumer des feux fur les quais, dans les places et dans les rues pour faire de la bierre, tant de la part des particuliers de la ville et des environs, que des gens de l'équipage des bâtiments qui sont en rade; enjoignons à quiconque voudra faire de la bierre de se retirer en maisons propres à cet effet, et de réduire leur feu, sous de grandes cheminées, ou sous des chaudieres bâties à cet usage, et que pour travailler à chauffer les bâtimens et goudrons et leur donner carenne, nul ne le pourra faire plus haut, qu'à demie marée.

XIV. Permettons à toutes personnes de rompre et de casser dans la ville aux lieux qui leur seront indiqués toute la pierre qu'ils voudront, tant pour leur utilité particuliere que pour la livrer à ceux qui les voudront rembour-ser de leur travail.

XV. Défendons expressément d'en tirer sous les remparts, batteries, rochers et lieux écores de cette ville, sans une expresse permission de nous et par écrit. XVI. Défendons expressément à tous cariers et autres d'aller prendre et rompre la pierre au dehors de la ville, à quelque distance que ce soit, jusqu'à nouvel ordre, et jusqu'à ce que toute celle qu'on pourra tirer de la ville ait été ôtée et enlevée; leur spermettons cependant durant trois jours, à compter de celui de la publication de la présente Ordonnance, d'amener dans la ville toute la pierre qu'ils ont tirée et débitée au dehors, sans y en casser de nouvelle, après lequel tems passé et sans autre délai, nous leur ordonnons de ramener leur travail dans la ville, et de commencer à casser la pierre dans la place de la Cathédrale et autres endroits qui leur seront marqués dans la ville, hors de laquelle ils ne pourront plus en aller chercher, sous peine d'être contraints de décharger leurs tombereaux hors de la ville et de confiscation de leurs harnois par ceux que nous préposerons sur les chemins pour y veiller, et de payer trois livres d'amende par chaque tomberée de pierre noire prise au dehors de la ville, applicable ou à ceux qui arrêteront les tombereaux.

XVII. Permettons néanmoins aux charetiers et cariers et autres particuliers d'amener à la ville tant par terre que par eau les pierres et grais propres à être taillés et les pierres à foyers, lesquelles se tirent de Beauport, de Sillery, de l'Ange Gardien, de la Pointe aux Tremble, du Château Richer, de Charlesbourg, du Cap Santé et autres lieux, où l'on trouve de ces pierres franches et d'appareil.

XVIII. Recommandons expressément de casser et de rompre les roches le plus qu'il sera possible à l'aide des coins et des masses de ser, ce qui est d'autant plus aisé en cette ville, que tout le roc en a été renversé et délité, et que la pierre se seuillete aisément, et au cas qu'on sut obligé d'user de poudre pour en éclater quelqu'uns, nous désendons sous peine d'amende d'en faire sauter et pêter aucun dans le cours de la journée et à d'autres heures qu'au matin, depuis quatre heures jusqu'à six, après avoir pris toutes les précautions nécessaires, et avoir averti au loin, tous ceux qui pourroient être dans les rues à ces heures là, par un cri réitéré qui puisse être entendu.

XIX. Ordonnons aux charetiers et gravatiers, sous peine de prison d'être exacts à porter les déclais et décombres des bâtimens aux lieux qui leur seront indiqués pour former le niveau des rues ou autres destinations qui leur seront marquées, au sujet de quoi, et pour satisfaire et apporter remède aux plaintes qui nous ont été faites par plusieurs entrepreneurs et maitres L maçons

maçons et autres maitres de métier, que leurs journalliers, compagnons et charetiers ne font pas leur devoir, et quittent leurs ouvrages commencés pour faire la débauche ou pour aller fervir d'autres maitres, ce qui leur fait un tort irréparable et aux particuliers pour lesquels ils bâtissent, et nuit infiniment aux travaux de toute espèce, n'y ayant en effet que les faux frais qui dégoutent, et qui détournent des entreprises les plus louables, nous défendons à aucun journallier ou compagnons de métier, de quelque vacation qu'il soit sous peine d'amende et de punition exemplaire de quitter la befogne commencée, le marché ou la journée dont il sera convenu qu'il ne soit parachevé et fini, et considérant que la crainte de perdre son salaire fait plus d'effet sur le mercenaire que l'intérêt du maitre qui l'employe, et que dans des travaux qui ne doivent point souffrir de retardement, il seroit toujours d'une trop longue discution d'examiner le plus ou le moins de dédommagement à donner pour des journées non remplies, des engagements non suivis, et des marchés non exécutés, qu'il est cependant de justice que qui quitte la journée la perd, et que tout marché convenu, non tenu soit perdu, ne dépendant en effet que de l'engagé de se rendre digne de sa récompense en entier, par l'entiere exécution de sa promesse, nous dispensons par forme de dommage et intérêts, tous maitres de métiers de payer en tout ou en partie la journée qui aura été laissée et interrompue, sans une raison légitime, à quelque portion de jours qu'elle ait été abandonnée, comme aussi de payer aucune chose, sur aucun marché qu'on aura manqué d'exécuter. autrement que par un empêchement légitime, et de payer aucun salaire à tout journallier et compagnon pris au mois, ou à l'année, à qui il arrivera de demander congé avant le terme expiré de son engagement, défendons d'exiger et de donner par avance sur aucun marché plus de la huitieme partie du prix, sous peine en cas de répétition de n'être point écouté, et de perdre ce qui aura été donné au par delà.

XX. Mais comme il ne faut pas moins songer à la bonne diposition et à la décoration de la ville, qu'à la durée de se édifices; nous ordonnons que dorénavant sous peine de trois cens livres d'amende payable solidairement, tant par le propriétaire que par l'entrepreneur, il ne sera assis aucun nouveau bâtiment, et touché à la jambe d'encognure, ou à la jambe étriere et principale d'aucune ancienne maison qu'après avoir pris par le propriétaire de la maison à bâtir ou à rétablir son alignement sur le terrein même, et par écrit du Sieur de Bécancourt, Grand Voyer du Canada, ou de ceux que le dit Grand Voyer commettra à cet effet, en présence tant du Lieutenant Général, Procureur du Roi et Gressier de la Jurisdiction Royale, qui dressera le Procès verbal, que du Sieur de Léry, Ingénieur du Roi, ou des sous Ingénieurs,

dans les autres villes que Québec, auxquels alignemens, tant l'entrepreneur que le propriétaire seront tenus de se conformer, sous peine d'amende contre les maitres maçons et entrepreneurs, et d'encourir, par les propriétaires la démolition de leurs maisons à leurs frais et dépens à l'effet qu'on ne mette aucune porte à saux sur les Rues, qu'on n'anticipe point sur les places publiques, tant par le corps du bâtiment que par les escalliers qui seront règlés en même tems que l'alignement, et qu'on ne construise point de Maison, trop près des portes de la ville, des remparts, des batteries, dans les places publiques et autres lieux destinés à la désense et à la décoration des villes, et pour qu'il soit donné aux places et aux Rues les largeurs et pentes convenables pour l'écoulement des eaux, la commodité, la sûreté et la salubrité publique.

XXI. Et parcequ'en retranchant quelques toises ou pieds, sur les terreins vendus à rente, ainsi qu'il pourra être nécessaire de le faire, en quelques endroits pour suivre et exécuter les plans des villes qui ont été arrêtés par sa Majesté; il ne seroit pas juste que les particuliers, payassent autant de leurs rentes que s'ils restoient possesseurs en entier de tout le terrein et emplacement à eux vendus, de même qu'il ne seroit pas juste que d'autres eussent pour rien un accroissement de terrein considérable qu'ils n'auroient point acheté, et qu'ils acquierent par l'alignement qui leur est marqué: nous ordonnons pour faire fur cela une juste compensation et procurer aux Seigneurs un dédommage. ment convenable, qu'à l'égard de ceux qui pour se conformer aux alignemens donnés perdront de leur terrein, ils seront déchargés du pavement des cens et rentes dues au Seigneur, au prorata de ce qu'il leur sera ôté du terrein, comme aussi que ceux dont les emplacements seront augmentés par les alignemens qui leur auront été donnés, payeront les cens et rentes seigneuriales à proportion du terrein qu'ils acquerront d'augmentation, si elles leur sont demandées, ou bien qu'ils contribueront au rétablissement de quelques parties de chemin ou travail public qui leur sera marqué, au cas que l'accroissement donné se trouve sur un terrein au Roi ou au public, dont il ne foit du aucune rente ou devoir, desquelles augmentations ou diminutions de rentes, on ne manquera pas de faire mention, tant sur la minute des contrats de vente et de concession que sur les expéditions qui en auront été délivrées pour avoir lieu seulement du jour que l'alignement aura été donné, et que les fondations des dites maisons auront été tracées. Mandons aux Officiers de la jurisdiction ordinaire de cette ville et autres villes de la Colonie, ensemble aux Juges de police et nos subdélégués ès dites villes, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, en ce qui conviendra en chacune des dites villes, de la faire régistrer en leur Greffe et icelle lire, publier L 2

et afficher par tout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore, fait et donné en notre Hôtel, à Québec, le sept Juin, mil sept cent vingt sept.

(Signé)

DUPUY.

ORDONNANCE

Qui enjoint aux particuliers de cette ville qui veulent bâtir de prendre alignement du Grand Voyer.

GILLES HOCQUART, &c.

Ordonnance qui enjoint aux particuliers de cette ville qui veulent bâtir de prendre alignement du Grand Voyer. 19. Août, 1732 Ordon. No. 20 fol. 124, V°.

QUR les plaintes qui nous ont été portées en différentes occasions par le Sieur Grand Voyer, et sur la connoissance que nous avons que plusieurs particuliers négligent de prendre les alignements nécessaires pour la construction des maisons qu'ils font bâtir dans les villes de cette Colonie et fauxbourgs des dites villes, ou qu'après avoir pris les dits alignements, ils ne s'y sont point conformés, lous différents prétextes, ainsi que les maçons et entrepreneurs des dites maisons, ce qui est un abus également préjudiciable à l'embé. lissement et décoration des dites villes, et au bien public, pour à quoi remédier, en confirmant les Ordonnances qui ont été rendues par nos prédécesseurs à ce sujet, nous ordonnons à toutes personnes qui seront dans le dessein de bâtir des maisons dans les villes et fauxbourgs de cette Colonie, de prendre du Sieur Grand Voyer, ou de ses Commis en son absence des Procès verbaux d'alignements nécessaires pour leurs bâtiments, défendons à tous propriétaires des terreins et à tous maçons et entrepreneurs de poser aucuns fondements aux dites maisons, qu'au préalable, ils ne se soient fait représenter les dits procès verbaux d'alignements, leur ordonnons de s'y conformer à peine contre les propriétaires de démolition des dites maisons, et contre les maçons et entrepreneurs de cinquante livres d'amende, et sera la présente lue et publiée en la maniere accoutumée, dans les trois villes de cette Colonie, et enrégiltrée aux Greffes de leurs jurisdictions. Mandons au Sieur Grand Voyer et à ses Commis de tenir exactement la main à l'exécution de

la présente Ordonnance; fait et donné au Palais à Québec, le dixneuf Août, mil sept cent trente-deux. Publiée le onze Septembre, à Québec.

(Signé)

HOCQUART,

ORDONNANCE

Concernant les Cribles pour les bleds.

CHARLES MARQUIS DE BEAUHARNOIS, &c.

GILLES HOCQUART, &c.

E Roi ayant rendu le dixhuit Mai dernier un Réglement pour les fa-rines qui sont envoyées de Canada à l'Isse Royale et aux autres Isses Françoiles de l'Amérique, pour remédier aux abus qui se sont glissés jusqu'à présent dans le commerce des dites farines, sa Majesté, pour faciliter d'autant plus l'exécution du dit Réglement, a fait envoyer par son vaisseau, le Rubis des cribles cylindriques, au moyen desquels, les bleds qui seront portés dans les Moulins pourront être épurés de toute pouffiere et mauvaises graines, et convertis en farines, bonnes, loyales et marchandes; et quoique les six cribles qui ont été envoyés ne soient pas suffilants pour servir à tous les moulins où les marchands envoyent ordinairement moudre leurs bleds, pour leur commerce; nous avons estimé qu'en attendant qu'il ait plû à sa Majesté d'en faire remettre un plus grand nombre, l'objet intéressoit trop le bien et l'avantage de la Colonie pour ne pas prescrire l'usage de ces six cribles des cette année dans les principaux moulins de ce Gouvernement, et mettre par là, les Marchands en état d'envoyer l'année prochaine à l'Isle Royale et aux Isles françoises de l'Amérique, des farines bien conditionnées, et de la qualité requise, pour à quoi parvenir, nous ordonnons:

Ordonnance concernant les Cribles pour les bleds, 29 Sept. 1732, Ordon, N°. 20 Foli 133, V°

ARTICLE I.

Il sera remis à chacun des propriétaires des moulins du Sault à la puce, du petit Pré, de Beauport, de la Pointe de Levi, de St, Nicolas, et de la Sainte Famille, dans l'Isle d'Orléans, un des dits six cribles, à l'effet de les établir en leurs moulins dans le délai de quinzaine, après qu'ils les auront reçus, pour

pour y faire passer et cribler tous les bleds généralement quelconques qui y seront remis, avant que de les convertir en farines.

II. Faisons défenses aux dits propriétaires de moulins et à tous Meuniers de moudre aucun bled qu'il n'ait été criblé comme dessus, à peine de cent livres d'amende pour la premiere sois, et du double en cas de récidive, applicable, moitié au dénonciateur et l'autre moitié aux Fabriques des Paroisses d'où sont les moulins, desquelles amendes, les dits propriétaires de moulins seront civilement responsables.

III. Pour indemniser les dits propriétaires du coût des dits cribles, et des frais qu'il leur faudra faire pour y passer les bleds, Nous sous le bon plaisir du Roi, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, leur avons attribué six deniers pour chaque minot de bled apporté, à la charge par les dits propriétaires et leurs meuniers de rendre aux propriétaires des bleds, les criblures qui en proviendront.

IV. Et au moyen des six deniers par minot ci-dessus accordés, ne pourront les dits Meuniers lever le droit de mouture que sur le bled net et
criblé, sans pouvoir par eux le prétendre à raison de la totalité de bled qui
leur aura été apportée, ni sur un pied plus fort que le taux du réglement.
Et sera la présente Ordonnance enrégistrée au Gresse de la Prévôté de cette
ville, et lue, publiée et affichée par tout où besoin sera; avons commis et
commettons le Sieur Boucault, Procureur du Roi de la dite Prévôté, subdélégué de Mr. l'Intendant, pour tenir la main à l'exécution de la présente
Ordonnance, et faire telles visites qui seront jugées nécessaires dans les dits
moulins, dont il dressera des proçès verbaux, mandons, &c. fait à Québec,
le vingt neuf Septembre, mil sept cent trente deux.

(Signé)

BEAUHARNOIS & HOCQUART.

(Signé)

HOCQUART.

Lue et publiée et affichée le dit jour 29e. Septembre, au dit an, par CARON, Huissier.

Pour les limites du Domaine.

GILES HOCQUART, &c.

U la Requête à nous présentée par Mr. Pierre Carlier, Adjudicataire Général des fermes unies de France, et du domaine d'Occident, stipulant pour lui le Sieur Cugnet, Directeur du dit domaine d'Occident, en ce pays, tendante pour les raisons y contenues, à ce qu'il nous plaise, vu l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du seize Mai, mil six cent soixante et dixsept, et l'Arrêt du Conseil Supérieur de Québec, du 19e. Octobre, 1658, portant adjudication au Sieur Demaure de la traite de Tadoussac, l'Ordonnance de M. Raudot, du 26e. Septembre, 1707, et l'Ordonnance de M. Begon, du 5e. Avril, 1720, ordonner que le dit Carlier, ses successeurs fermiers du dit domaine d'Occident, leurs Procureurs, Commis et préposés, continueront de faire seuls à l'exclusion de tous autres, la traite, chasse, pêche, le commerce dans l'étendue du domaine du Roi, depuis l'Isle aux Coudres, jusqu'à deux lieues audessous des sept Isles, et dans les postes de Tadoussac, Chekontimy, Lac St. Jean, Nekoubau, Mistassinoc, Papinachois, Naskapis, Riviere Moify, les sept Isles et lieux en dépendans, y compris la terre et Seigneurie de la Malbaye, en conséquence faire désenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, tant les marchands et habitants de la Colonie, que les Capitaines et Maitres de charois, barques, bateaux et navires, gens de leur équipage et passagers, et tous autres généralement quelconques, de traiter, chasser, pêcher, n'y faire aucun commerce sous quelque prétexte que ce puisse être, directement ni indirectement, soit par eux-mêmes ou en envoyant des marchandises, vivres, boissons et munitions par des sauvages affidés, dans les pays dépendans des dites traites du Domaine de sa Majesté, sans la commission expresse et par écrit du dit Carlier, ses successeurs Fermiers, leurs Procureurs, Commis et préposés, à peine de confiscation des armes, chasse, marchandises de traite, pelleteries et effets traités, canots, chaloupes, barques, charois, bateaux et autres bâtiments généralement quelconques, et de la somme de deux mille livres d'amende, qui ne pourra être remise ni modérée sous aucun prétexte, lesquelles confiscations et amendes appartiendront, savoir, deux tiers au dit Carlier, et l'autre tiers aux dénonciateurs, faire pareillement défenses à toutes personnes de quelque

Ordonnance pour les limites du Domaine. 23e. Mai, 1733 Ordon. N°. 21 fol, 69. R°.

que qualité et condition qu'elles puissent être, qui descendront en canot, chaloupes, charois et autres petits bâtiments le long du Fleuve St. Laurent, de s'arrêter sur les terres du Domaine, ailleurs que dans les postes et maisons françoises, établies le long du dit Fleuve, à peine d'être réputés avoir fait la traite et commerce avec les Sauvages, en fraude du privilege du dit Carlier, et des peines ci-dessus. Permettre au dit Carlier d'envoyer dans les postes dépendans du Domaine pour garder ses limites et empêcher les traites, qui pourroient s'y faire à son préjudice, telles personnes, et par tels chemins qu'il jugera à propos, à la charge par lui de ne faire aucune traite sur sa route, hors des limites du Domaine, à quoi il se soumet sous les peines de dioit, permettre pareillement au dit Carlier, ses Procureurs, Commis ou préposés, de saisir et arrêter tous les canots qui se trouveront dans l'étendue du dit Domaine, chargés de marchandises convenables à la traite ou de pelleteries et autres effets traités, toutes les marchandises, vivres, boissons et munitions convenables à la traite ou pelleteries et effets traités qui se trouveront en cache ou à découvert dans les Pays dépendans du dit Domaine à quelques personnes qu'elles puissent appartenir, comme aussi de saisir et arrêter tous les bâtiments généralement quelconques qui se trouveront traiter ou avoir traité avec les sauvages, dans l'étendue du dit Domaine, et la confiscation des choses saisses prononcée, sur les procès verbaux des Coinmis du dit Carlier, d'eux affirmés, et pour l'exécution de notre Ordonnance permettre au dit Carlier de la faire publier et afficher par tout où besoin sera, et où il jugera nécessaire: notre Ordonnance sur la dite requête en date du trente Mars, mil sept cent trente-un, par laquelle, avant faire droit, et en exécution des ordres particuliers que nous avons reçus de sa Majesté à ce sujet, pour fixer d'une maniere invariable les limites de la traite dite de Tadoussac dans les pays réservés pour le Domaine de sa Majesté, suivant le dit Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 16e. Mai, 1677, et l'Ordonnance de M. Begon, du 5e. Avril, 1720; nous avons ordonné qu'à la diligence du Sieur Gugnet, il sera fait une carte exacte de l'étendue du dit Domaine, sur laquelle seront désignées les côtes du Fleuve St. Laurent, depuis le bas de l'Ille aux Coudres jusques et compris la Riviere Moify, et dans la profondeur des terres derriere la dite étendue de pays, les lacs et rivieres qui se déchargent dans la riviere du Saguenay, le rumb de vent qu'elles tiennent. l'étendue de pays qu'elles parcourent depuis leur source jusqu'à leur embouchure, et les noms des principaux postes, où se fait et le peut saire la traite avec les sauvages; à l'effet de quoi, nous avons par la dite Ordonnance commis le Sieur Louis Aubert de la Chenaie, pour relever et mesurer les cotes du Fleuve St. Laurent, comprises dans l'étendue du dit Domaine de Sa Majesté, depuis le bas de l'Isle aux Coudres, jusques et compris la riviere Moily, ainsi que la riviere du Saguenai, et les rivieres et lacs qui sy déchargent, les rumbs de vent qu'elles tiennent et l'étendue du terrein qu'elles parcourent depuis leur source jusqu'à leur embouchure, et en dresser des plans figurés, et des procès verbaux en forme de journal, où seroit marqué jusqu'à quel endroit elles peuvent être navigables, en barques, batteaux ou canots, les faults ou rapides où l'on est obligé de faire portage, la situation et étendue des lacs, les noms des lacs et rivieres et des pays situés sur icelles, les établissements et magasins où se fait actuellement la traite avec les sauvages et la pêche de loupmarin et saumon, ensemble les anciens établissements, où la traite s'est faite ci-devant, et dont il reste encore des vestiges, les noms des nations sauvages habituées dans la dite étendue de pays, ou qui peuvent y venir en traite, avec la quantité de sauvages qui les composent, et généralement tout ce qui peut contribuer à déterminer précisément l'étendue de la dite traite et en faire connoître les avantages, suivant l'instruction particuliere jointe à notre dite Ordonnance: - Autre Ordonnance de nous rendue le douze Mai, 1732, par laquelle nous avons nommé et destiné le Sieur Joseph Laurent Normandin, pour conjointement et de concert avec le Sieur de la Ganiere, suivre l'exécution de notre dite Ordonnance du 30e. Mars, 1731, au lieu et place du dit Sieur Aubert de la Chenaye, qui avoit été obligé de revenir à Québec, s'étant cassé une jambe, à la petite riviere chez le nommé Simard, ainsi et comme auroit pu faire le dit Sieur de la Chenaye, conformément à notre instruction du dit jour 30 Mars, 1731, à cet effet parcourir toutes les rivieres et lacs qui se déchargent dans la riviere du Saguenai, en tirant vers l'Ouest, depuis le poste de Checoutimy jusqu'à la hauteur des terres, y marquer les limites par des fleurs de lys plaquées sur les arbres, et du tout dresser procès verbal exact en forme de journal, contenant toutes les observations portées en nos dites Ordonnance & Instruction. Les proçès verbaux des dits Sieurs de la Chenaye et Normandin, en forme de journal, la carte que nous avons fait dresser sur iceux : vu aussi notre Ordonnance rendue le douze du présent mois, entre Mr. Pierre Carlier, Adjudicateur Général des fermes unies de France et du Domaine d'Occident, stipulant par le dit Sieur Cugnet, demandeur en requête de nous répondue le 26e. Septembre, 1732, d'une part, et François Bissot, tant en son nom, qu'ayant les droits cédés du feu Sieur de Vallerenne, et Jeanne Bissot, son épouse, et du seur Charles Bissot, le Sieur Joseph Fleury de la Gorgendiere et Claire Joliet, son épouse, fille de défunts Louis Joliet et Claire François Bissot, tant pour eux que pour leurs co-héritiers des dits défunts Sieur et Dame Joliet, défendeurs, et le Sieur Jacques Gourdault, fils de défunts Jacques Gourdault et Marie Bissot, héritier bénéficiaire de son dit père, failant tant pour lui que pour ses cohéritiers de la dite défunte Bissot, sa mère, aussi défendeur et intervenant de l'autre part, par laquelle nous avons donné acte aux défendeurs et intervenans de l'abandon par eux fait, par leur écrit de défenses du douze Avril M dernier.

dernier, du terrain concédé à défunt François Bissot, Sieur de la Riviere, par la Compagnie de la Nouvelle France, du vingt cinq Février, 1661, depuis l'Isle aux Œuss jusqu'à la riviere Moisy, et en conséquence ayant égard à la demande du dit Sieur Cugnet, ès dits noms, portée par son écrit de repliques du trente-un Mars dernier, nous avons en tems que besoin réuni au domaine de sa Majesté le dit terrein concédé au dit Sieur Bissot, depuis et compris la dite Isle aux Œufs, jusqu'à la pointe des Cormorans, qui est à quatre ou cinq lieues au dessous de la dite riviere Moisy, ce faisant avons fait défenses aux dits défendeurs et intervenants et à tous autres de faire directement ni indirectement, aucune traite, chasse, pêche, commerce ni éta. blissements dans l'étendue du dit terrain, ni dans la riviere Moisy, et autres lacs et rivieres y affluantes, et de troubler dans la jouissance, possession et exploitation des dits terrein et rivieres, le dit Sieur Cugnet, ès dits noms, et ce fous les peines de droit. L'Arrêt du Conseil Supérieur de Québec, portant adjudication au Sieur de Maure, de la ferme de la traite de Tadoussac, contenant les limites de la dite traite et privilèges d'icelle, l'Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du seize Mai, 1677. Ordonnance de Mr. Raudot, du 26 Septembre, 1707, portant désenses à toutes personnes, inême aux sauvages étrangers, de traiter ni chasser dans l'étendue des limites de Tadoussac: autre Ordonnance de mon dit Sieur Raudot, du 7e. Septembre, 1709, portant défenses à toutes personnes de saire festin aux sauvages de Tadoussac, ni les détourper en aucune maniere, et permission aux sous-fermiers de la traite de Tadoussac de piller les François qu'ils trouveront traiter dans l'étendue des dites limites; autre Ordonnance de mon dit Sieur Raudot, du sept Avril, 1710, portant permission de saisir les marchandises qui se trouveront entre les mains des François qui auront traité dans l'étendue des limites de Tadoussac, même ce qui se trouvera en cache dans les dites limites. Ordonnance de Mr. Bégon, du cinq Avril, 1720, portant défenses de traiter, chasfer ni pêcher dans l'étendue des limites de Tadoussac, et tout considéré, nous avons borné l'étendue du Domaine du Roi appellé la traite de Tadousfac, savoir par la côte du nord du Fleuve St. Laurent, depuis le bas de la Seigneurie des éboulements qui est vis-à-vis la pointe du Nord-est de l'Isle aux Coudres jusqu'à la pointe ou cap des Cormorans, faifant environ quatrevingt quinze lieues de front avec l'Isle aux Œufs et autres isles, islets et batures y adjacentes, du côté de l'Ouest par une ligne supposée tirée est et ouest, à commencer depuis le bas de la Seigneurie des Eboulements jusqu'à la hauteur des terres où est le portage du lac Patitachekao, par la latitude de quarante-sept dégrés, quinze minutes, auquel portage le dit Sieur Normandin a plaqué quatre fleurs de lys, sur quatre fapins, épinettes, duquel lac Patitachekao, la riviere de Metabetchouanon prend sa source, et se décharge dans le lac St. Jean, d'où elle tombe dans le

Saguenai, plus à l'ouest par les lacs Spamoskoutin, Sagaigan et Kaouakounabiscat, à la hauteur des terres par la latitude de quarante sept dégrés. vingt-sept minutes, où le dit Sieur Normandin a aussi plaqué quatre sleurs de lys sur quatre sapins, épinettes, le dit lac Kaouakounabiskat formant d'autres lacs et la riviere Ouiatechouanon qui se décharge par le dit lac St. Jean dans le Saguenay, lesquels deux lacs feront la borne des pays de chasse des profondeurs de Batiscan, et courant encore à l'ouest du côté des Trois Rivieres et dans la profondeur par la hauteur des terres à deux lieues environ du perit lac Patitaouaganiche par les quarante-huit dégrés dixhuit minutes de latitude, où le dit Sieur Normandin a pareillement plaqué quatre fleurs de lys, sur quatre sapins épinettes, lequel lac passe par le lac Askatiche d'où il tombe dans la riviere de Nekoubau, où se rendent aussi les eaux du Lac Nekoubau, tous lesquels lacs et rivieres se rendent par le lac St. Jean dans le Saguenay et feront la borne de féparation des terres du Domaine avec les pays de chasse des Trois-Rivieres et de la Riviere du Lievre, les dites bornes ci-dessus désignées suivant les journaux des dits Sieurs de la Chenave et Normandin, et la carte que nous avons fait dresser sur iceux, dont les minutes resteront et demeureront déposées en notre Secrétariat, dans l'étendue desquelles bornes se trouvent rensermés les postes de Tadoussac, la Malbaye, Bondésir, Papinachois, islets de Jérémie et pointe des Bersiamites. Chekoutimy, lac St. Jean, Nekoubau, Chomonthouane, Mistassins et derriere les Mistassins jusqu'à la baie d'Hudson, et au bas de la riviere le Domaine sera borné, en conséquence de notre dite Ordonnance du douze du présent mois, par le cap des Cormorans jusqu'à la hauteur des terres, dans laquelle étendue seront compris la riviere Moisy, le lac des Kichestigaux, le Lac des Naskapis et autres rivieres et lacs qui s'y déchargent, ordonnons que le dir Mr. Pierre Carlier, ses successeurs fermiers du Domaine d'occident, leurs procureurs, commis et préposés, continueront de faire seuls à l'exclusion de tous autres, la traite, chasse, pêche et commerce dans toute l'étendue des pays renfermés dans les limites ci-dessus désignées. Faisons désenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, tant les marchands et habitants de la Colonie, que les Capitaines et Maitres de charois, barques, batteaux et navires, gens de leur équipage et passagers et à tous au. tres généralement quelconques, même aux fauvages étrangers, non habitués dans les terres du domaine, de traiter, chasser, pêcher, ni faire aucun commerce, sous quelque prétexte que ce puisse être, directement ni indirectement, soit par eux-mêmes, ou en envoyant des marchandises, vivres, boissons et munitions par des sauvages affidés dans toute l'étendue des pays désignés par notre présente Ordonnance, et généralement dans aucunes rivieres et lacs qui prennent leur course en la riviere du Saguenay et la riviere Moisy, encore qu'ils ne soyent nommément exprimés dans notre dite Ordonnance, faire

faire festin aux Sauvages habitués dans la dite étendue de pays, ni le détourner en aucune maniere, même d'approcher des limites ci-dessus marquées dans les terres plus près de dix lieues pour y faire la traite avec les fauvages ou autres établissements sans la commission expresse et par écrit du dit Carlier, ses successeurs fermiers, leurs procureurs, commis et préposés, à peine de confiscation des armes, chasse, marchandises de traite, pelleteries et effets traités, canots, chaloupes, barques, charois. batteaux et autres bâtiments généralement quelconques, et de la somme de deux mille livres d'amende qui ne pourra être remise ni modérée sous aucun prétexte, lesquelles confiscations et amende appartiendront, savoir, deux tiers au dit Carlier, et l'autre tiers aux dénonciateurs, permettons au dit Carlier, ses successeurs fermiers, leurs procureurs, commis et préposés d'envoyer dans les postes dépendants du Domaine, pour garder ses limites et empêcher les traites qui pourroient s'y faire au préjudice des défenses ci-dessus, telles personnes et par tels chemins qu'ils jugeront à propos, à la charge de ne pouvoir passer hors des limites portées par notre présente Ordonnance, sans en avoir auparavant obtenu permission de nous par écrit à peine de tous dépens, dommages et intérêts de qui il appartiendra. Permettons pareillement au dit Carlier, ses successeurs, leurs procureurs, commis et préposés de saisir et arrêter tous les canots qui se trouveront dans l'étendue du dit Domaine chargés de marchandises, vivres, boissons et munitions convenables à la traite, ou pelleteries, et effets traités qui se trouveront en cache ou à découvert dans les pays dépendants du dit Domaine à quelques personnes qu'elles puissent appartenir, comme aussi de saisir et arrêter tous les bâtimens généralement quelconques qui se trouveront traiter ou avoir traité avec les sauvages dans l'étendue du dit Domaine, et poursuivre devant nous la confiscation des choses faisses sur les proçès verbaux des dits commis et préposés, duement affirmés, et sera notre présente Ordonnance lue, publiée et affichée par tout où besoin sera. Mandons, &c. fait en notre Hôtel à Québec, le vingt-trois Mai, mil fept cent trente-trois.

(Signé)

HOCQUART.

Ensuit l'Ordonnance du 12e. Mai, 1733, mentionnée en la précédente.

GILLES HOCQUART, &c.

ENTRE Pierre Carlier, Adjudicataire Général des Fermes unies de France et du Domaine d'Occident, stipulant pour lui François Etienne Cugnet, Directeur

Directeur du dit Domaine d'Occident, en Canada demandeur en requête de nous répondue le vingt-six Septembre, 1732, d'une part ; et François Bissot, tant en son nom qu'ayant les droits cédés du feu Sieur de Vallerenne et Jeanne Bissot, son épouse, et du seu Sieur Charles Bissot, le Sieur Joseph Fleury de la Gorgendiere et Claire Foliet, son épouse, fille de défunts Louis Foliet et Claire Françoise Bissot, tant pour eux, que pour leurs cohéritiers des dits défunts Sieur et Dame Foliet, Défendeurs, et le Sieur Facques Gourdeau, fils de défunts Jacques Gourdeau et Marie Bissot, héritiers bénésiciaire de son dit pére, faisant tant pour lui que pour ses cohéritiers de la dite défunte Dame Bissot, sa mére, aussi désendeurs et intervenants, d'autre part. Vu la dite Requête du dit Sieur Cugnet, au dit nom tendante à ce que pour les raisons y contenues, il nous plut ordonner que les dits défendeurs fussent tenus de représenter et produire en notre Secrétariat dans tel délai qu'il nous plairoit ordonner les titres en vertu desquels, ils se sont mis en possession et jouissance de l'étendue de pays qu'ils occupent à la terre du Nord audessous de la Riviere Moisy, pour les dits Titres communiqués au Procureur Général du Roi et au demandeur, ou faute de représentation d'iceux dans le délai qu'il nous auroit plû ordonner être par eux pris telles conclusions qu'ils aviseroient, la dite Requête signée du dit Sieur Cugnet, au bas de laquelle est notre Ordonnance du vingt-six Septembre, mil sept cent trente-deux, portant que les dits défendeurs seroient tenus de représenter et produire devant nous dans un mois pour tout délailes titres en vertu desquels ils se sont mis en possession et jouissance de l'étendue de pays qu'ils occupent depuis la dite riviere Moisy, pour le tout être communiqué au Procureur Général du Roi et au dit Sieur Cugnet au dit nom; l'exploit d'affignation faite par Clesse, Huisfier au Conseil Supérieur de ce pays le trois Octobre suivant, à la requête du dit Sieur Cugnet, des dites Requête et Ordonnance au dit Sieur de la Gorgendiere, tant pour lui que pour les dits Sieurs Foliet ci-dessus dénommés, et au dit Sieur Bissot, avec commandement de satisfaire à notre dite Ordonnance dans le délai y porté; l'écrit de réponse des dits défendeurs et du dit Sieur Gourdeau intervenant et procédant conjointement avec eux, par lequel écrit, figné des dits Sieurs de la Gorgendiere, Bissot et Gourdeau, ils concluent pour les raisons y contenues à être maintenus en la possession et jouissance des terres concédées à défunt François Bissot Sieur de la Riviere, suivant le titre de concession du vingt-cinq Février, 1661, énoncé en l'acte de Foi et Hommage du onze Février, 1668, l'exploit de signification faite par Désalines, Huissier au dit Conseil Supérieur, le deux Décembre, 1732, à la requête des dits défendeurs et intervenant au dit Sieur Cugnet ès dits noms, tant du dit écrit de réponse que du ditacte de Foi et Hommage; l'écrit de repliques du dit Sieur Cugnet, Directeur, Receveur Général du Domaine d'Occident en Canada, pour et au nom de Mr. Nicolas Desboves, nouvel

nouvel Adjudicataire Général des Fermes unies de France et du dit Domaine d'Occident, par lequel écrit du dit Sieur Cugnet, il conclud pour les raisons y contenues, à ce que le dit Fermier du Domaine fut maintenu en son droit, de faire seul à l'exclusion de tous autres, la traite, chasse, pêche et commerce dans l'étendue du dit Domaine du Roi, depuis l'Isle aux Coudres jusques et compris la dite riviere Moisy aux termes de l'arrêt d'adjudication du 19e Octobre, 1658, des Ordonnances de Mr. Raudot, du 26e Septembre, 1707, de Mr. Bégon du 5e Avril, 1720, et des conclusions prises par le dit Sieur Cugnet, ès dits noms, par sa requête du 30 Mars, 1731, que les défendeurs et intervenant fussent condamnés au nom qu'il agit de lui payer les arrérages de la redevance annuelle de deux Castors d'hyver ou dix livres tournois depuis l'année 1661, jusqu'à la présente année en deniers ou quittances, si mieux ils n'aimoient se désister de la concession en question, et consentir à la réunion au Domaine de la Seigneurie de l'Isse aux Oeufs qu'ils ont abandonnée depuis longtems, et en outre à payer aussi les droits pour la traite, qu'ils ont faite à Maingan depuis le dit tems, jusqu'à présent, sur le pied qu'ils seroient par nous réglés; et que les dits défendeurs et intervenant fussent tenus de prendre nouveau titre pour l'établissement par eux fait au dit Maingan à commencer de la pointe des Cormorans en allant à la baye des Espagnols sur tel front et profondeur et sur telles redevances qu'il plairoit à sa Majesté leur accorder, le dit écrit en date du trente-un Mars dernier, signé du dit Sieur Cugnet, et communiqué le huit Avril aussi dernier, aux dits défendeurs et intervenant, suivant la reconnoissance du dit Sieur Bissot, l'un d'eux du dit jour huit Avril, étant au bas du dit écrit; l'écrit de réponses des dits défendeurs et intervenant aux dites repliques, par lequel écrit, les dits défendeurs et intervenant pour les raisons y contenues concluent à être déchargés des arrérages des redevances en question prétendues par le dit Sieur Cugnet ès dits noms et ce attendu la non jouissance et abandon volontaire que les dits défendeurs et intervenant déclarent par le dit écrit, faire des-à-présent du terrein qui a été concédé au dit défunt François Bissot de la Riviere, depuis l'Isle aux Œufs jusqu'à la riviere Moisy; consentant en outre les dits défendeurs et intervenant par le même écrit, pour éviter toute discussion et faire connoître l'éloignement où ils font d'apporter aucun trouble à la ferme de Tadoussac, que la dite riviere Moisy soit la borne de leur concession jusqu'à la baye des Espagnols, de laquelle concession les dits défendeurs et intervenant requerroient qu'il leur fut donné un nouveau titre, le dit écrit en date du douze du dit mois d'Avril dernier, signé Bissot et de la Gorgendiere, et non fignifié, et seulement communiqué de la main à la main, vû aussi les titres et pieces à nous représentées et produites par les dites parties, savoir, de la part du dit Sieur Cugnet ès noms, copie non fignée d'Arrêt du Conseil Supérieur de ce pays du 19e. Octobre, 1658, d'adjudication au Sieur Demaure de la traite de Tadoussac; Ordonnance de Mr. Raudot, ci-devant Intendant en ce pays, en date du 26e Septembre, 1707, étant au bas de la requête à lui pré-

fentée par le Sieur François Hazeur, Conseiller au dit Conseil Supérieur, sous fermier des traites du dit Tadoussac; autre Ordonnance de Mr. Begon cidevant Intendant en ce pays du cinq Avril, 1720, sur la requête à lui préfentée par le dit Sieur Cugnet, ès noms, au bas de laquelle Ordonnance est la publication d'icelle du 21e. du même mois d'Avril, certifiée par de la Riviere, Huissier au dit Conseil Supérieur, et une autre Ordonnance par nous rendue le trente Mars, 1731, sur la requête du dit Sieur Cugnet au dit nom; et de la part des dits défendeurs et intervenant, l'acte d'aveu fait le onze Février, 1668, au Papier Terrier de la Compagnie Royale des Indes Occidentales alors Seigneurs de ce pays, par le dit défunt François Bissot Sieur de la Riviere, dans lequel aveu est énoncé la concession à lui faite par la dite Compagnie, le vingt cinq Février, 1661, de l'Îse aux Œufs, située audessous de Tadouslac vers les Monts Pelés du côté du Nord quarante lieues ou environ du dit Tadoussac, avec le droit et faculté de chasse et d'établir en terre ferme aux endroits qu'il trouveroit plus commodes, la pêche sédentaire des Loups Marins, Baleines, Marsouins et autre négoce depuis la dite Me aux Œufs jusqu'aux sept Isles et dans la grande ance vers les Esquimaux, où les Espagnols font ordinairement la pêche, avec les bois et terres nécessaires pour faire le dit établissement, à la charge de payer par chacun an deux Castors d'hiver ou dix livres tournois au Receveur de la dite Compagnie, et les droits accoutumés pour la traite à la communauté de ce pays ; lequel titre de concession de 1661, les dits défendeurs et intervenant déclarent ne pouvoir représenter, attendu l'incendie arrivée à la Basse-ville, il y a environ cinquante deux ans, dans laquelle le dit titre a été enveloppé; conclusions du Procureur Général du Roi du vingt-huit du dit mois d'Avril dernier; parties ouies et tout confidéré, nous avons donné acte aux défendeurs et intervenant de l'abandon par eux fait par leur écrit de réponse du douze Avril dernier, du terrein concédé à défunt François Bissot Sieur de la Riviere par la Compagnie de la Nouvelle France du vingt-cinq Février, mil six cent soixante et un, depuis l'Isle aux Œufs jusqu'à la riviere Moisy, et en conséquence ayant égard à la demande du dit Sieur Cugnet ès dits noms, portée par son écrit de répliques du trente-un Mars dernier, nous avons en tant que besoin réuni et réunissons au Domaine de sa Majesté le dit terrein concédé au dit Sieur Bissot, depuis et compris la dite Isle aux Œufs jusqu'à la pointe des Cormorans qui est à quatre ou cinq lieues audessous de la riviere Moisy, ce faisant désendons aux dits défendeurs et intervenant et à tous autres de faire directement ni indirectement aucune traite, chasse, pêche, commerce ni établissement dans l'étendue du terrein ci-dessus réuni, ni dans la dite riviere Moify et autres lacs et Rivieres y affluantes, et de troubler dans la jouissance, possession et exploitation des dits terreins et rivieres le dit Sieur Cugnet ès dits noms, et ce sous les peines de droit; et en considération de l'abandon et désistement ci-dessus fait par les dits défendeurs et intervenant; nous sous le bon plaisir de sa Majesté les avons déchargés et déchargeons des arrérages qui pourroient par eux être dus des rentes et droits dont étoit chargée la dite concession, et quant au nouveau titre de concession par eux requis pour l'établissement fait par eux et par le dit François Bissot de la Riviere, leur auteur, au lieu dit Maingan, les parties se retireront pardevers sa Majesté pour l'obtention d'icelui, sur tel front et prosondeur, et sous telle redevance qu'il plaira à sa Majesté leur accorder. Mandons, &c. sait à Québec, le douze Mai, mil sept cent trente-trois.

(Signé)

HOCQUART.

ORDONNANCE

Pour le Poste de Maingan.

GILLES HOCQUART, &c.

Ordonnance pour le poste de Maingan. 2c. Mai. 1783 Ordon. Nº. 21 fol. 56. V°.

CUR les différentes plaintes qui nous sont revenues qu'il se passe des désordres O considérables dans le poste de Maingan, par la tratie qui s'y fait d'eaude-vie aux fauvages par plusieurs particuliers de Québec et même de Louisbourg, qui y vont avec leurs bâtiments, de maniere que quantité de familles sauvages qui étoient établies dans le dit poste y sont péries par l'ivresse et l'usage immodéré de cette boisson, ce qui est également contraire à la religion, aux bonnes mœurs, et aux défenses qui ont été faites par sa Majesté à ce sujet en différents tems, et notamment à celles portées par ses Ordonnances du 6e. Mai, 1702, 30e. Juin, 1707 et 6e. Juillet, 1709. Pour à quoi remédier nous avons commis et commettons le Sieur de la Fontaine de Belcours qui doit se rendre au premier jour au dit Maingan et y résider, pour veiller à l'exécution des dites Ordonnances, en conséquence, lui ordonnons, dans le cas du flagrant délit, de saisir et arrêter les eaux-de-vie et autres boissons enivrantes dont seront chargés les traiteurs, d'en dresser des proçès verbaux présence de deux témoins, ainsi que de veiller aux autres contraventions aux dites Ordonnances, pour sur les dits proçès verbaux à nous envoyés et rapportés être prononcé la confiscation et autres peines de droit, détendons au dit Sieur Lafontaine de faire aucun commerce d'eau-de-vie au dit poste, ni par lui ni par ses engagés, sous les mêmes peines, et en outre de cinq cents livres d'amende applicable aux hôpitaux de cette ville, et sera la présente lue et publiée au dit lieu de Maingan, et partout où besoin sera, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance; mandons, &c. fait à Québec, le deux Mai, 1733.

(Signé)

HOCQUART.

ORDONNANCE

Au sujet des Cribles dans les Moulins.

CHARLES MARQUIS DE BEAUHARNOIS, &c.

GILLES HOCQUART, &c.

I E Roi ayant rendu le 18e. Mai, 1732, un réglement pour les farines qui sont envoyées de Canada à l'Isse Royale et aux autres Isles Françoifes de l'Amérique, pour remédier aux abus qui se sont glissés jusqu'à préfent dans le commerce des farines, sa Majesté auroit dès la même année, pour la facilité de l'exécution du dit Réglement, fait envoyer des cribles cylindriques, au moyen desquels, les bleds qui seront portés dans les moulins pourront être épurés de toute poussiere et mauvaises graines, et convertis en farine, bonne, loyale et marchande, avantages dont l'on a commencé de le ressentir dans le Gouvernement de Québec depuis un an, et qu'il est juste d'étendre dans le Gouvernement de Montréal où les bleds sont encore bien plus abondants, et d'une meilleure qualité que dans les autres endroits de la colonie. Et afin que les négociants de la dite ville de Montréal puissent être en état comme ceux de Québec, d'entreprendre le commerce des farines par mer, sa Majesté a fait faire l'année derniere, un nouvel envoi de cribles cylindriques, et nous a enjoint, d'en prescrire l'usage, de même qu'il a été pratiqué pour Québec, à ces causes, nous ordonnons,

Ordonnance au fujet des cribles pour les moulins. 8e. Févr. 1734. Ordon. N°.22 Foli. 6. V ©

II.

ARTICLE I.

Qu'il sera remis à chacun des propriétaires des moulins de la Chine, de l'Isle Jésus, de l'Isle Ste. Hélene et de Terrebonne, un des Cribles cylindriques qui sont actuellement dans les magazins du Roi à Montreal, à l'effet de les établir dans leurs moulins dans le délai de quinzaine, après qu'ils les auront reçus, pour y faire passer et cribler tous les bleds généralement quelconques qui y seront remis avant de les convertir en farine.

II. Faisons désenses aux dits propriétaires de moulins et à leurs meuniers de moudre aucuns bleds qu'ils n'ayent été criblés, comme dessus, à peine de cent livres d'amende pour la premiere fois, et du double en cas de récidive, applicable moitié au dénonciateur et l'autre moitié aux Fabriques des paroisses d'où sont les moulins, desquelles amendes les dits propriétaires de moulins seront civilement responsables.

III. Pour indemniser les dits propriétaires du coût des dits cribles et des frais qu'il leur faudra faire pour y passer les bleds; nous sous le bon plaisir de Sa Majesté, et jusqu'à ce qu'elle en ait autrement ordonné, leur avons attribué six déniers pour chaque minot de bled apporté, à la charge par les dits propriétaires et leurs meuniers de rendre aux propriétaires des bleds, les criblures qui en proviendront.

IV. Et au moyen des six deniers par minot ci-dessus accordés, ne pourront les dits meuniers lever le droit de mouture, que sur le bled net et criblé, sans pouvoir par eux le prétendre, à raison de la totalité de bled qui leur aura été apportée, ni sur un pied plus fort que le taux du réglement; et sera la présente Ordonnance lue, publiée et affichée par tout où besoin sera : mandons au Sieur Michel, Commissaire de la Marine, subdélégué de Mr. l'Intendant, et aux Officiers de Justice de la Jurisdiction de Montréal, et à tous autres qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera lue et publiée en la maniere accoutumée, et enrégistrée au Gresse de la Jurisdiction, et en outre avons commis et commettons le Sieur Foucher, Procureur du Roi en la Jurisdiction, pour faire telles visites qui seront jugées nécessaires dans les dits moulins, et desquelles visites il dressera des procès verbaux pour nous être envoyés. Mandons, &c. sait à Québec, le huit Février, 1734.

(Signé)

BEAUHARNOIS & HOCQUART.

Au sujet des Bacs sur les Rivieres.

CHARLES MARQUIS DE BEAUHARNOIS, &c.

GILLES HOCQUART, &c.

E Sieur Lanouiller de Boiscler, Grand Voyer en ce pays, nous a rendu compte de la visite qu'il a faite dans la côte du Nord, depuis Québec jusques à Montréal, des chemins qu'il a tracés et fait tracer par nos ordres, au sujes des de l'état où ils se trouvent et de l'établissement des Bacs sur les dissérentes rivieres qui se déchargent dans le sleuve St. Laurent, de maniere que la communication devenant aussi libre par terre qu'elle l'a été jusques à présent par eau, cette Colonie en retirera bientôt tous les avantages que l'on s'étoit proposé depuis un grand nombre d'années d'en retirer; mais étant nécessaire pour obvier aux difficultés qui pourroient naître entre les voyageurs et les conducteurs des bacs ou paffagers pour le paffage des voitures, des gens de cheval, gens de pied et bestiaux, nous sous le bon plaisir de sa Majesté, avons réglé ces salaires ainsi qu'il en suit, savoir;

Ordonnance bacs fur les 30 Avril, 1734 Ordon, No. 22. fol. 50, Ve.

Aux passagers et conducteurs de bacs établis sur les Rivieres des Trois-Rivieres, Ste. Anne, Batiscan, et la riviere des Prairies.

Pour le passage d'une charette ou autre voiture roulante char- liv. s. d. gée ou non chargée, vingt-deux fols, six déniers, cy

Aux conducteurs de bacs sur les rivieres du Grand Yamachiche, grande riviere du Loup, Maskinongé, grand et petit Chiscot, rivieres de Berthier et autres.

Pour le passage d'une charette ou autre voiture roulante chargée ou non chargée, seulement une livre, cy 1:0:0

N 2

A tous les conducteurs de bacs établis sur toutes les rivieres ci-dessus.

Pour le passage d'un cheval et du cavalier quinze sols, cy, 0:15:0

Pour idem d'un homme de pied quatre sols, cy, 0: 4:0

Pour idem de chaque bête à corne, chevaux et autres bestiaux quatre sols, cy, 0:4:0

Moyennant les salaires ci-dessus réglés, ordonnons aux dits conducteurs et passagers de passer tous ceux qui se présenteront d'un bord des dites rivieres à l'autre bord, sans qu'ils puissent en refuser aucun, d'entretenir les dits bacs de cordages, avirons et ustencils nécessaires, leurs défendons d'exiger de plus forts salaires que ceux marqués ci-dessus à peine de concussion, leur attribuant à cet effet et en considération de leur assiduité et de l'entretien des dits bacs dont ils feront tenus, le privilège à l'exclusion de tous autres de paffer les voitures; gens de cheval et gens de pied fur les dits bacs, en conséquence défendons à tous habitans voisins des lieux où les dits bacs seront établis, et à tous autres de troubler les dits conducteurs et pasfagers dans le privilege que nous leur accordons par la présente, à peine de trois livres d'amende et du double en cas de récidive, autorisons le Capitaine de la côte et à son absence le premier Officier de Milice à prononcer l'amende en question, après vérification faite de la contravention à la présente Ordonnance et Règlement, laquelle amende sera payée sans déport. Sera néanmoins permis aux particuliers de se servir de leurs canots lorsqu'ils. en auront besoin pour le passage de leurs voitures, de celui de leurs personnes, et de leurs enfants, domestiques ou engagés ou parents demeurant chez eux, ou animaux, mandons aux Capitaines et aux Officiers des Milices et à tous autres qu'il appartiendra de tenir la main à l'exécution du contenu en la présente, qui sera enrégistrée aux Greffes des jurisdictions des villes de Québec, Montréal et des Trois Rivieres, et publiée en la maniere accoutumée, et copie d'icelle remise aux passagers et conducteurs des dits bacs, pour qu'ils ayent à s'y conformer; fait à Québec, le trente Avril, 1734.

(Signé) BEAUHARNOIS et HOCQUART.

Pour remédier aux Incendies.

GILLES HOCQUART, &c.

SUR les représentations qui nous ont été faites par le Sieur Michel, Commissaire de la marine, notre subdélégué, et les Officiers de police de cette Ville, que pour prévenir et empêcher les Incendies auxquels cette ville a été sujette jusqu'à présent, il seroit nécessaire d'ajouter de nouvelles précautions à celles qui ont été ci-devant prescrites, tant par le Conseil Supérieur que par les Ordonnances de Messieurs Raudot et Bégon, ci-devant Intendants en ce Pays. Nous nous sommes fait représenter les dits Réglements et Ordonnances, et après en avoir conféré avec Mr. le Marquis de Beauharnois, Gouverneur et Lieutenant Général, Mr. de Beaucours, Gouverneur de cette ville, les dits Sieurs Michel, les dits Officiers de Police et Malhot, Sindic des Négocians, nous avons ordonné ce qui suit:

Oldonnance pour remédier aux Incendies. 12 Juil. 1734. Ordon. N° 22 fol. V°.

ARTICLE I.

Il sera fait incessamment deux cents quatrevingt sçeaux, dont quatrevingt de cuir suivant le modele et les autres de bois, cent hâches, cent pelles, vingt quatre crochets de ter, ou gasses, enmanchées et garnies de chaines ou cordages propres à faire sauter et arracher les chevrons en seu et autres bois, douze grandes échelles dont quatre de vingt-cinq pieds, quatre de vingt et quatre de quinze, et douze béliers à main; le tout marqué d'une sleur de lys.

II. Tous les outils et ustencils ci-dessus seront partagés également dans les quatre quartiers de cette ville, pour être en état de remédier plus promptement aux accidents du seu, savoir aux Jésuites, au corps de garde de la place, au Séminaire de St. Sulpice, et aux Récollets, et seront visités tous les quinze jours par celui qui sera préposé à cet effet : nous recommandons indépendamment de ce soin à Messieurs les Ecclésiastiques du dit Séminaire, aux R. R. P. P. Jésuites et aux R. R. P. P. Récolets de veiller à la confervation d'iceux, et d'avertir des réparations qu'il conviendra y faire.

III

- III. Dans les occasions d'incendie les dits outils et ustencils seront remis à l'ordre des personnes d'autorité qui les demanderont, pour les distribuer en suite avec ordre aux habitants ou soldats qui seront employés à éteindre le seu.
- IV. La précaution que nous prenons de faire faire des ustencils pour le feu ne pouvant suffire par rapport au grand nombre de ces ustencils dont on peut avoir besoin; et ne devant être regardée que comme une précaution surabondante; n'entendons dispenser les habitans de cette ville d'apporter avec eux lorsqu'ils viendront au feu, chacun une hache et un sceau ou chaudiere. Leur ordonnons d'y en apporter sous peine de trois livres d'amende, et sur ce que nous avons été informé qu'un des prétextes de ceux qui n'en ont point apporté dans les derniers incendies a été que quelques particuliers se les approprient et les volent impunément; nous, attendu l'importance de la chose et la sûreté publique, désendons à toutes personnes de s'approprier directement ni indirectement tant les ustencils publiques que ceux des particuliers qui les prêtent généreusement, à peine contre les contrevenants de cinquante livres d'amende et du carcan; enjoignons à ceux qui se seront fervis des dits ustencils, de les rendre au moins vingt-quatre heures après que le feu sera éteint aux particuliers à qui ils appartiennent, et ceux du Roi au Magasin de sa Majesté, et que dans le cas que quelqu'un ne reconnut point le propriétaire des dits ustencils de les remettre pareillement dans le Magasin de sa Majesté pour être rendus à ceux qui les reclameront.
- V. Les accidents du feu arrivant souvent par la faute des particuliers qui négligent de faire ramoner leurs cheminées, nous ordonnons que les règlements faits à ce sujet seront exécutés, à peine de trois livres d'amende contre ceux qui n'y auront point satisfait, et de dix livres d'amende contre ceux dont une des cheminées prendra en seu.
- VI. Quinze jours après la publication de la présente Ordonnance, tous les propriétaires des maisons de cette ville seront tenus d'avoir à chacune des cheminées de leurs maisons une échelle, à peine de six sivres d'amende; seront tenus sous la même peine de pratiquer au faîte des dites maisons des ouvertures ou écoutilles voisines des cheminées, et en outre de petites échelles pour pouvoir y monter.

VII. L'on a reconnu l'utilité des béliers à main pour jetter bas et démancher les couvertures qui sont en seu, enjoignons à tous propriétaires ou locataires d'en avoir deux dans leur grenier d'une longueur suffisante pour atteindre aux faîtes de leur maison, sous la même peine de six livres d'amende.

VIII. Les charpentiers, maçons et couvreurs étant les ouvriers les plus nécessaires dans les occasions du feu, il nous a été représenté que s'ils étoient partagés en deux escouades sous le commandement de deux chess pour chacune, ils seroient bien plus utiles, parcequ'ils seroient distribués avec ordre dans les endroits nécessaires. Nous ordonnons que par le Sieur Lieutenant Général de cette ville, il sera fait un rôle général des dits ouvriers qui seront partagés en deux escouades sous le commandement de deux maîtres ouvriers qu'il choisira incessamment pour chacune, auprès desquels ils se rendront au lieu du seu pour y exécuter et faire exécuter les ordres qui leur seront donnés par les Officiers de police: ordonnons aux dits ouvriers, sous peine de six livres d'amende, de se trouver les premiers au seu, et d'obéir et entendre à ceux d'entr'eux qui seront préposés pour les commander.

IX. Toutes les amendes prononcées dans notre présente Ordonnance seront payables sans déport et appliquées à l'entretien des sçeaux et ustencils publics, à l'effet de quoi le produit en sera remis au Greffier de la Jurisdiction pour en rendre compte, suivant les ordres qu'il en recevra du dit Sieur Lieutenant Général.

X. Seront au surplus les Réglements et Ordonnances de police ci-devant rendus, tant par le Conseil Supérieur que par nos prédécesseurs, exécutés selon leur forme et teneur. Mandons au Sieur Lieutenant Général et à tous Officiers qu'il appartiendra de tenir la main exactement à l'exécution de la présente qui sera régistrée au Gresse de la Jurisdiction de cette ville, lue, publiée et affichée en la maniere accoutumée; sait à Montréal le douze Juillet, 1734.

(Signé)

HOCQUART,

Pour la carenne des Vaisseaux.

GILLES HOCQUART, &c.

Ordonnance
pour la Carenne des Vaiffeaux.
11 Avril, 1736.
Ordon. Nº. 24
fol. 33. Rº.

CUR les représentations qui nous ont été faites par le Sieur Larichardiere, Capitaine de Port et par plusieurs Capitaines et Maîtres de Bâtiments, que l'on est en usage de chauffer les Bâtiments de mer qui sont dans le Cul-de sac, sans les tirer hors du rang des autres Bâtiments, ce qui met ces Bâtiments en danger d'être brulés, à quoi il est facile de remédier en mettant hors de rang les dits Bâtiments que l'on voudra chauffer, et les tirant sur le platin vers la basse mer, à la distance de vingt-cinq brasses; nous ayant égard aux dites représentations et à l'intérêt public qui en résulte, Ordonnons à tous propriétaires et armateurs de Bâtiments, lors des carennes et lors qu'il sera question de les chauffer dans le Cul-de-sac et à la place ou port de la Basse-ville, de faire tirer les dits Bâtiments hors du rang des autres à la distance au moins de vingt-cinq brasses, à peine contre les contrevenans de cinquante livres d'amende applicable à l'Eglise de la Basseville. Mandons aux Officiers de l'Amirauté de cette ville de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance; et au Sieur de la Richardiere, Capitaine de port ou à celui qui en fera les fonctions en son absence, de se transporter au Cul-de-sac et à la place, lors des carennes, pour assigner l'endroit où les dits Bâtiments en carenne seront chauffés, à l'effet de quoi les dits propriétaires de Bâtiments seront tenus d'avertir le dit Sieur Capitaine de Port, ou celui qui en fera les fonctions en son absence, la veille des dites carennes, et sera la présente Ordonnance lue, publiée et affichée en la maniere accoutumée et régistrée au Greffe de l'Amirauté de cette ville. Mandons, &c. fait à Québec, le onze Avril, 1736.

(Signé)

HOCQUART.

Concernant l'affranchissement des Esclaves.

GILLES HOCQUART, &c.

SUR ce que nous avons été informés que plusieurs particuliers de cette Colonie avoient affranchi leurs esclaves, sans autre formalité que celle de leur donner la liberté verbalement, et étant nécessaire de sixer d'une maniere invariable l'état des esclaves qui pourront être affranchis par la suite, nous, après en avoir conféré avec Mr. le Marquis de Beauharnois, Gouverneur et Lieutenant Général pour le Roi, en cette Colonie; ordonnons qu'à l'avenir tous les particuliers de ce Pays de quelque qualité et condition qu'ils soient, qui voudront affranchir leurs esclaves, seront tenus de le faire par un acte passé devant Notaires, dont il sera gardé minute, et qui sera en outre enrégistré au Greffe de la jurisdiction royale la plus prochaine, déclarons tous autres affranchissements qui ne seront pas dans la sorme ci-dessus nuls et de nul effet; et sera la présente Ordonnance lue et publiée en la maniere accoutumée et régistrée aux Greffes des Jurisdictions Royales de Québec, Montréal et des Trois-Rivieres. Mandons, &c. sait à Québec, le premier Septembre, 1736.

Ordonnance concernantl'affranchissement des esclaves. 1. Sept. 1736. Ordon. N°.24 Fol: 99. V°.

(Signé)

HOCQUART.

Rendue au sujet des immondices, vuidanges, &c. que les Charetiers de cette Ville portent sur les grèves.

GILLES HOCQUART, &c.

Ordonnance rendue au fujet des immondices, &c. que
les charetiers
de cette ville
portent fur les
grèves.
26 Avril, 1739
Ordon. N°. 27
fol. 31. V°,

CUR les nouvelles représentations qui nous ont été faites par les Offi-O ciers de police de cette ville, le Sieur de la Richardiere, Capitaine de Port, et autres particuliers de cette dite ville, que les immondices, décombres et vuidanges de Maisons que l'on continue de jetter sur les grêves, les gâtent entierement, et empêchent les bâtimens, chaloupes et canots d'aborder facilement aux ports, et de faire leur décharge, ces vuidanges élevant les dites grêves, en y laissant les pierres et cailloux, ce qui les met souvent en risque de se briser, étant très exposés aux vents de nord est, au lieu que les dites grêves étant nettes, les dits bâtiments entreroient facilement dans le port, et trouveroient le moyen de se mettre à l'abri et hors de danger, et étant nécessaire de remédier à de pareils abus, nous, ayant égard aux dites représentations, défendons à tous charetiers de la ville et autres qui seront employés à transporter les immondices, vuidanges et décombres des terreins et vieux bâtimens situés en la Basse-ville, de les jetter sur les dites grêves, même à basse marée, à peine contre les contrevenants de six livres d'amende, applicables à l'Hôtel-Dieu de cette ville, laquelle amende sera payée sans déport. Ordonnons aux dits charetiers et autres de porter les dites immondices, vuidanges et décombres dans les endroits qui leur seront désignés par les Officiers de police de cette ville, auxquels nous enjoignons de tenir exactement la main à la présente Ordonnance, qui sera régistrée en la Prévôté de cette ville, lue, publiée et affichée dans tous les lieux et carrefours de la dite Basse Ville, en la maniere accoutumée. Mandons, &c. fait à Québec, en notre Hôtel, le vingt-six, Avril, 1739.

(Signé)

HOCQUART.

Qui régle la tenue des Régistres du Greffe de la Jurisdiction de Montréal et autres dispositions.

GILLES HOCQUART, &c.

SUR ce qui nous a été représenté par les Officiers de la Jurisdiction de Montréal, qu'il seroit nécessaire de faire un règlement concernant particulierement la tenue des Régistres du Greffe, et sur ce que nous avons reconnu nous même, lorsque nous nous y sommes transporté le vingt-six de ce mois; nous par provision et sous le bon plaisir de sa Majesté, avons réglé ainsi qu'il en suit:

Ordonnance qui règle la tenue des régistres du Greffe de la Jurisdiction de Montréal et autres dispositions. 26 Juin, 1743. Ordon. Nº 31 fol. 50 R°.

- I. Le Conseil Supérieur ayant par son Arrêt du six Mai dernier, réglé la maniere dont le Gressier doit tenir le plumitif, cet arrêt sera incessamment envoyé aux Officiers de la Jurisdiction pour le faire exécuter.
- II. Tous les Régistres seront dorénavant cottés et paraphés par le Juge, par premier et dernier seuillet, et le Gressier ne pourra enrégistrer aucune sentence et autres actes qui devront y être portés, qu'au préalable cette formalité n'ait été observée.
- III. Pour éviter qu'il ne s'écarte à l'avenir aucunes pieces des productions des parties dans les procès par écrit, le Greffier n'en recevra aucune qu'il n'y ait un inventaire joint, fignifié, et dont les actes de production duement enrégistres sur le Régistre à tenir pour ces sortes d'actes feront mention.

IV. Il est d'usage au Conseil Supérieur que les Conseillers Raporteurs, mettent en marge du Régistre des productions les reçus des pieces des parties, conformément à l'inventaire; le Lieutenant Général donnera pareillement son reçu des pieces des procès appointés pardevant lui, qui lui seront remis par le Greffier, et s'ils sont distribués au Lieutenant particulier, ou autres Juges commis, il en sera usé de la même maniere à l'égard de ces derniers.

V. Le Greffier ne fera aucune difficulté de porter et remettre au Juge devant lequel l'appointement sera ordonné, les productions des parties.

VI. Rien n'étant plus important pour la sûreté des Créanciers, que les faisses réelles, oppositions aux décrêts, et criées ou remises, soient constatées, le Greffier tiendra dorénavant un Régistre cotté et paraphé comme ci-devant par le Juge pour y enrégistrer de suite et sans aucun blanc les saisses réelles, oppositions et criées tout au long, en observant de mettre les dates et les sommes en toute écriture.

VII. Les jugemens tant interlocutoires que définitifs dans les matieres criminelles, seront non seulement conservés en liasse, comme il s'est pratiqué jusqu'à présent dans la jurisdiction, mais seront transcrits tout au long sur un Régistre particulier en la forme ci-dessus prescrite.

VIII. Les délibérés devant être regardés comme des affaires d'Audience, le Juge se chargera des pieces des parties sans inventaire, et sans qu'il soit tenu d'en donner son reçu; le Gressier délivrera néanmoins au dit Juge, s'il le demande, l'extrait des dires des parties, qui auront été portés sur le plumitif, ainsi qu'il a été convenu devant nous.

IX. Il sera tenu un Régistre particulier pour l'enrégistrement des Edits et Déclarations du Roi, Arrêts du Conseil d'Etat et du Conseil Supérieur, qui seront adressés aux Officiers de la Jurisdiction, ainsi que les Ordonnances et Réglemens qui seront rendus par Mr. le Général, et par nous conjointement ou séparément, concernant la Police générale et particuliere pour y avoir recours en cas de besoin.

X. Sur les plaintes qui nous ont été portées, que la plûpart des Huissiers négligent d'assister aux Audiences, lorsqu'ils n'occupent point pour les parties, et qu'il s'ensuit de là, que les Officiers de la Jurisdiction ne sont point à portée de faire exécuter sur le champ les Jugemens qu'ils pourroient rendre contre ceux qui manqueroient de respect au Tribunal, ou autres Jugements qui doivent être exécutés sur le champ. Nous avons réglé que l'Huissier Audiencier servira assiduement aux Audiences ordinaires et extraordinaires, avec un des Huissiers de la Jurisdiction au moins et à tour de rôle, sans qu'ils puissent s'en dispenser, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de trois livres d'amende contre les contrevenans pour la premiere sois, et de plus grande peine en cas de récidive. Et sera le présent Règlement exécuté par provision, régistré, lu, publié, l'Audience tenante, mandons aux Officiers de la Jurisdiction d'y tenir la main; sait à Montréal, le vingt-six Juin, mil sept cent quarante-trois.

(Signé)

HOCQUART.

ORDONNANCE

Qui régle à quatre pieds la longueur du bois de chauffage.

ROLLAND MICHEL BARRIN,
MARQUIS DE LA GALISSONIERE, &c.
FRANÇOIS BIGOT, &c.

SUR les plaintes qui nous ont été portées que le bois de corde que l'on amene journellement dans les villes de cette Colonie, n'a ni la longueur ni la qualité portée par les Réglemens de Police, la majeure partie de ce bois ayant à peine un pied et demi entre les deux coupes, et que dans les ca-

l'on Ordonnance qui règle à 4 queur pieds la lonle ce gueur du bois de chauffage.
s ca- 20 Sept. 1748.
Ordon. N° 36 fol. 7 V°.

jeux qui se vendent sur la grève, il se trouve du bois pourri et vermoulu et même de pruche et de sapin; étant de la derniere conséquence de remédier à de pareils abus qui intéressent autant le public, et voulant faire un Réglement invariable pour être exécuté à l'avenir, nous ordonnons qu'à commencer du premier Juin prochain, tout le bois de corde qui sera amené dans toutes les villes de cette Colonie, soit en traines, en barques, cajeux ou autrement, aura trois pieds et demi, entre les deux coupes, pour avoir quatre pieds en tout, à peine de confiscation du bois qui sera trouvé de moindre longueur, et de cinquante livres d'amende contre les propriétaires du dit bois, ou ceux qui l'exposeront en vente, le tout applicable, moitié à l'Hôpital Général et l'autre moitié à l'Hôtel-Dieu. Enjoignons à tous bucheurs à gages de faire le bois de corde de la longueur ci-dessus expliquée, sous peine de perdre leurs salaires et en outre de vingt livres d'amende, applicable à la Fabrique de la paroisse où la contravention aura été commise, enjoignons pareillement à tous vendeurs de bois de corde, soit en barques, cajeux, traines ou autrement, de le livrer et mesurer à la corde avant d'en pouvoir exiger le payement, avec défenses, sous les mêmes peines de confiscation et d'amende, d'y mêler du bois pourri ou vermoulu, ni même du bois de pruche et de sapin, à l'effet de quoi, il sera par nous nommé une personne intelligente qui aura une chaine à la marque du Roi, tant pour vérifier la longueur du dit bois, mesurer la corde, que pour veiller à ce qu'il n'y en soit point mêlé de mauvaise qualité. Mandons aux Officiers de Police des villes de Québec, Trois-Rivieres et Montréal, de tenir exactement la main à l'exécution de la présente Ordonnance, et aux Capitaines des côtes, des Gouvernements des dites villes de veiller à ce que le bois soit buché de la longueur ci-dessus expliquée, à peine d'en répondre. Et sera notre présente Ordonnance enrégistrée aux Greffes des trois Jurisdictions de cette Colonie, lue, publiée et affichée dans les dites trois villes, et dans toutes les paroisses de cette Colonie, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance; fait à Québec, le vingt Septembre, 1748.

(Signé)

LA GALISSONIERE et BIGOT.

Contresignée et scellée,

Pour Copie,

(Signé)

BEGON.

Qui défend de glisser dans la Ville.

FRANÇOIS BIGOT, &c.

CUR ce qui nous a été représenté que les enfans et même de grandes peronnes gliffent en traines, en patins et autrement dans les différentes côtes de cette ville, ce qui expose les passants à des accidents, comme il est déjà arrivé par la vitesse avec laquelle ils peuvent tomber sur eux, n'ayant pas le tems de se ranger pour les éviter. A quoi étant nécessaire de remédier, Nous faisons très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes, et aux enfans de glisser dans les rues de cette ville, soit en traines, en patins ou autrement, à peine contre les grandes personnes de dix livres d'amende, pavable sans déport et applicable aux Hôpitaux; et quant aux enfans qui seront pris en contravention, déclarons, que leurs peres et meres seront contraints au payement de pareille amende de dix livres, pour chacun de leurs enfans, lesquels dits enfans garderont prison, jusqu'à ce que leurs dits péres et méres ayent satisfait à la dite amende, et à l'égard des enfans qui n'auroient ni péres ni méres, nous prévenons leurs maitres, leurs tuteurs, parens ou autres particuliers chez lesquels ils demeureront, qu'ils seront également contraints au payement de l'amende, que s'ils étoient leurs propres enfans. Mandons aux Officiers de Police de tenir exactement la main à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera lue, publiée et affichée partout où besoin sera, à ce que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance, fait à Québec, le vingt-quatre Décembre, 1748.

Ordonnance qui défend de gliffer dans la ville. 24 Déc. 1748. Ordon, N°, 36 fol, 28 V°.

(Signé)

BEGON.

Qui défend de faire galoper les Chevaux dans la Ville.

FRANÇOIS BIGOT, &c.

Ordonnance qui défend de faire galoper les chevaux dans la ville. 28 Déc. 1748. Ordon. N°. 36 fol. 33 V°.

SUR le compte qui nous a été rendu qu'au préjudice des différents régle-ments de police, les charetiers et autres personnes de cette ville, et même les habitans de la campagne qui y viennent, mênent leurs carioles avec une si grande vitesse, qu'il arrive souvent que n'étant plus les maitres de leurs Chevaux, ils renversent les carioles qui se trouvent dans leur chemin, ainsi que les gens de pied, à qui ils ne donnent pas le tems de se ranger, et étant nécessaire de remédier à de pareils accidents qui peuvent être facheux, comme on l'a déjà vu; Nous failons défenses à toutes personnes qui conduiront des carioles, ou qui seront sur leurs chevaux de faire galoper ou trotter au grand trot dans les rues de cette ville, leur ordonnons, lorsqu'ils trouveront des gens de pied dans leur chemin, de s'arrêter et même de se détourner, afin de leur donner le tems de se retirer, le tout à peine contre les contrevenans de vingt livres d'amende, payable sans déport, applicable aux Hôpitaux et de plus grande peine en cas de récidive. Mandons aux Officiers de police de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, laquelle sera lue, publiée et affichée en la maniere accoutumée, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance. Fait à Québec, le vingt-huit Décembre, 1748.

(Signé)

BEGON.

Qui réduit à trois pieds la longueur du bois de chauffage.

LE MARQUIS DE LAJONQUIERE, &c.

FRANCOIS BIGOT, &c.

CUR les représentations qui nous ont été faites à différentes fois par pluofficurs particuliers des villes de cette Colonie et par les Capitaines de Milice des côtes, que par le réglement de Messieurs le Comte de la Galissonniere et Bigot, Commandant Général et Intendant en ce pays, en date du vingt Septembre, mil sept cent quarante-huit; il auroit été ordonné entre autres choses que le bois de chauffage qui entreroit dans les dites villes, à compter du premier Juin dernier, auroit trois pieds et demi, entre les deux coupes, pour avoir quatre pieds en tout, sous les peines portées par le dit réglement contre ceux qui en exposeroient en vente de moindre longueur. Que les dits habitans se sont mis en devoir d'exécuter nos ordres, et que malgré leur zèle et soumission plusieurs d'entr'eux se sont trouvés dans l'impossibilité de le faire, suivant ce que nous en avons pû nous mêmes être informés, par la raison que n'y ayant dans beaucoup d'habitations que le pére de famille, il ne peut feul tirer à la grève, son bois, qui par sa grande longueur est difficile à transporter en hiver, qui est la seule saison où ces habitans s'occupent à ce travail. Que ces mêmes habitans ne peuvent trouver à quelque prix que ce soit, des gens de journée pour leur aider à bucher et trainer le bois, pas même pour faire leurs récoltes. Qu'outre ces inconvénients qu'il est presque impossible de surmonter, les cheminées des maisons des domiciliers des villes, étant trop étroites pour contenir ce bois dans sa longueur, ils iont obligés de le faire scier en deux pour pouvoir s'en servir, et même en trois pour l'usage des poëles, et qu'on a vu par expérience l'hiver dernier, la peine que les particuliers avoient de trouver des gens de journée pour le sciage du bois de l'ancienne longueur, et qui demandent aujourd'hui un prix exhorbitant pour le sciage de celui de la longueur ordonnée, dont

Ordonnance qui réduit à 3 pieds la longueur du bois de chauffage. 1. Oct. 1749. Ordon. N°. 36 fol. 118 V°.

la ville est en partie pourvue pour l'hiver prochain. Que d'ailleurs l'achat et le charoi de ce bois leur coute considérablement. Pourquoi ils nous supplient, ayant égard à leurs représentations de vouloir bien modérer la longueur de celui qui sera buché dans la suite. Nous, vu le zèle et la bonne volonté avec laquelle les habitans de cette Colonie se sont soumis à l'exécution du dit Réglement, et voulant bien nous prêter, à tout ce qui peut contribuer à les soulager, en nous écartant néanmoins de la bonne régle établie par le susdit Réglement; Ordonnons, qu'à compter de ce jour, tout le bois de corde qui sera amené dans les trois villes de cette Colonie, soit en traines, barques, cajeux ou autrement, aura deux pieds et demi de longueur seulement entre les deux coupes, pour avoir trois pieds en tout, à peine de confiscation de celui qui sera trouvé de moindre longueur, et de l'amende portée par le Réglement du dit jour vingt Septembre, mil sept cent quarantehuit, qui sera au surplus exécuté, selon sa forme et teneur. Mandons aux Officiers de police des villes de Québec, Trois-Rivieres et Montréal de tenir exactement la main à l'exécution du présent Réglement, et aux Capitaines des côtes des Gouvernements des dites villes, de veiller à ce que le bois soit buché de la longueur ci-dessus expliquée à peine d'en répondre. Et sera notre dit présent Réglement enrégistré aux Greffes des trois jurisdictions de cette Colonie, lu, publié et affiché dans les dites trois Villes; à Québec. le premier Octobre, 1749.

(Signé)

BIGOT.

ORDONNANCE

Rendue au sujet du transport des immondices qui sont jettées sur les Grêves à la Basseville.

FRANCOIS BIGOT, &c.

Ordonnance CUR les représentations qui nous ont été faites, que les charetiers de cette rendue au fu-fujet du trans- ville transportent sur la Grêve du Port, où se sont tous les débarquements, les décombres et vuidanges des terreins et maisons de cette dite ville, ce qui gâte le Port qui en est toujours rempli; et qu'il conviendroit beaucoup mieux de les mettre au bout de la Rue St. Pierre, où les débarquemens ne sont pas si fréquens, ce qui contribueroit d'autant à l'agrandissement du port de ce côté là. Nous, ayant égard aux dites représentations, faisons défenses à tous les charetiers de la ville et autres qui seront employés à transporter les vuidanges des terreins et vieux bâtiments situés à la Basse-ville, de les jetter à l'avenir ailleurs qu'au bout de la Rue St. Pierre, sur la grêve où il y a des terreins non-bâtis, à peine contre les contrevenans de vingt livres d'amende payable sans déport, et applicable aux hôpitaux; et sera notre présente Ordonnance, lue, publiée et affichée partout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore. Mandons, &c. sait à Québec, le 17e. Mai, mil sept cent cinquante.

port des immondices qui font jettées fur les grèves à la Baffe-ville. 17. Mai, 1750. Ordon. N°.38 Fole 32. R°.

(Signé)

BIGOT.

ORDONNANCE

Rendue au sujet des Maîtres de barques qui veulent s'approprier le bénéfice du bled qu'ils chargent.

FRANÇOIS BIGOT, &c.

SUR ce qui nous a été représenté que le bled qui se charge dans les bâtimens pour le transporter d'un endroit à l'autre, par exemple comme celui que les particuliers sont venir des côtes de Montréal à Québec pour leur
commerce, augmente dans la calle des dits bâtiments, de plus de six par
cent par l'humidité qu'il contracte pendant le tems du transport. Que lorsque les Maîtres des dits bâtimens sont leur décharge au lieu convenu, la
plûpart ne remettent que la même quantité de minots qu'ils ont chargés,
qu'ils disposent à leur prosit de ce prétendu bénésice, les uns croyant qu'il
leur appartient légitimement, d'autres ne pensant pas de même, prétextent
que c'est un parti de bled qu'ils ont acheté pour leur compte, ou pour

Ordonnance rendue au fujet des Maitres de barques qui veulent s'approprier le bénéfice du bled qu'ils c'argents 14 Août, 1750. Ordon. N°. 38 fol. 38. V°.

quelque particulier auquel ils doivent le remettre, que cette augmentation qui ne se forme que par l'humidité, n'est point un bénéfice réel, car lorsque ce bled est en grenier, il dessêche peu à peu et revient dans le même état qu'il a été embarqué; que cela est tellement reconnu, que les Meuniers recevant ce bled avec l'augmentation qui se fait, n'en tiennent compte, que sur le pied de la charge, ce qui se justifie par les états de charge, et que ne recevant que le même nombre de minots portés par les dits états ils font supporter aux propriétaires le déchet qui se trouve à proportion de la quantité, et qu'une pareille manœuvre de la part des dits Maîtres de batques, fait un tort très considérable aux particuliers qui les chargent. Nous, voulant remédier à un vol aussi manifeste de la part des dits maîtres de barques, leur ordonnons de remettre aux particuliers pour lesquels ils seront chargés, tout le bled qu'ils auront embarqué, de la même maniere qu'ils l'auront recu, c'est-à-dire de leur tenir compte après leur nombre de minots rempli, de ce qui restera dans le batiment qui forme la prétendue augmentation que l'humidité occasionne, et ce au prorata de la quantité que les particuliers pourront avoir à fret dans le même bâtiment, ou de remettre ce restant en entier à celui qui l'aura chargé seul, à peine contre les dits maîtres de barque qui auront ainsi induement disposé à leur profit ou autrement de cette prétendue augmentation, d'être poursuivis comme voleurs, et leur procès être fait et parfait par les Officiers de l'Amirauté. Et pour leur ôter tout prétexte spécieux de s'approprier cette augmentation, Nous leur ordonnons sous les mêmes peines, que lorsqu'ils achetteront quelque parti de bled pour eux ou pour quelques particuliers, et qu'ils le melleront avec celui qu'ils auront à fret, ils seront tenus de représenter à leurs affrêteurs, lors de la décharge, un certificat en bonne forme de celui qui leur aura vendu le dit bled, faute de quoi, nous ordonnons que si, le nombre de minots des affrêteurs rempli, il reste du bled dans le dit bâtiment, il appartiendra en entier aux affrêteurs, à proportion de la quantité qu'ils auront à frêt, lesquels en pourront disposer à leur profit; et les dits Maîtres de barques, bien et duement déchus de la propriété de ce restant, faute par eux d'avoir justifié de l'achat, qu'ils diront en avoir fait; et sera la présente Ordonnance lue. publiée et affichée par tout où besoin sera, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance, mandons, &c. fait à Québec, le 14e. Août, 1750.

(Signé)

BIGOT.

Qui défend de laisser courir les bestiaux sur les terres de la Banlieue de la Ville.

FRANCOIS BIGOT, &c.

CUR les représentations qui nous ont été faites par plufieurs particuliers de cette ville, propriétaires de terres dans la banlieue de cette dite ville, qu'au préjudice des réglemens de Police qui défendent à toutes personnes de laisser courir indifféremment sur les dites terres, des chevaux, bœufs et vaches, il s'y en trouve continuellement, que les particuliers auxquels ils appartiennent, ne veulent pas retenir enfermés ou enfergés, que l'amende de trois livres pour chaque cheval, et de trente fols pour un bœuf ou une vache, ne peuvent dédommager les représentans du tort que ces animaux font sur leurs terres. Pourquoi ils nous suplient de vouloir bien pourvoir à ce défordre qui leur fait un tort considérable. Nous, ayant égard aux dites représentations, ordonnons à tous charetiers et autres qui n'ont point de terres. de louer des parcs pour y renfermer leurs animaux, et y enferger les chevaux. faute de quoi condamnons dès à présent comme dès lors, les propriétaires des animaux qui seront arrêtés sur les terres de la banlieue de cette ville, en l'amende de dix livres pour un cheval, et de trois livres pour un bœuf ou vache, applicable au propriétaire de la terre sur laquelle ils seront pris. pour le dédommager des torts que les dits animaux auront pu lui faire, et faute par les propriétaires des animaux retenus, de les retirer dans deux jours après leur prise, il en sera vendu un ou plusieurs s'il est nécessaire, en la maniere accoutumée, pour sur le provenu être déduit les amendes encourues, ainsi que les frais de vente, et le surplus remis aux propriétaires des. dits animaux. Mandons au Sieur Monrepos, Lieutenant Général de la Jurisdiction, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance qui sera lue, publiée et affichée partout où besoin sera, et régistrée au Greffe de la dite jurisdiction. A Montréal, le 26e. Mai, 1752.

(Signé)

BIGOT.

Pour Copie,

(Signé)

BIGOT: ORDONNANCE:

Ordonnance qui défend de laisser courir les bestiaux sur les terres de la banlieue de la Ville.

26c Mai, 17526.
Ordon. N°. 39 fol. 30 R°.

Rendue au sujet des acquisitions qui se font dans la censive du Domaine du Roi.

FRANÇOIS BIGOT, &c.

Ordonnance au fujet des ac. quificions qui fe font dans la cenfive du Domaine du Roi. 7 Mai, 1754. Ordon. Nº. 39 fol. 92 V °

JU la Requête à nous présentée par le Sieur François Daine, Directeur du Domaine du Roi en ce pays, contenant que plusieurs particuliers de cette ville, qui font des acquisitions devant Notaires par Contrats volontaires, adjudications, décrêts et licitations des terreins et maisons relevant du Domaine de sa Majesté, au lieu de prévenir le suppliant, avant faire passer les dits contrats, ou de l'avertir dans les ventes forcées aussitôt après les adjudications qui leur en ont été faites, gardent les dits Contrats sans satisfaire aux droits qu'ils doivent envers le dit Domaine, pour raison des dites acquisitions, et ce sous prétexte qu'ils ignorent de qui relevent les dits terreins ou maisons, pourquoi il nous supplie d'ordonner que toutes personnes de telle qualité et condition qu'elles soient qui achetteront à l'avenir des terreins ou maisons en la censive du dit Domaine du Roi, soient tenues de prévenir le dit Directeur, savoir ceux qui acquerront volontairement, avant la passation de leur Contrat, et ceux qui acquerront par décrêt ou licitation immédiatement après que les adjudications leur auront été faites, à peine contre les uns et les autres d'être déchus de la remise que sa Majesté veut bien leur accorder et à l'amende de trois livres, enjoindre en outre à tous Notaires d'exprimer dans tous les Contrats de vente qu'ils passeront à l'avenir de qui les dits terreins ou maisons relevent, ou s'en faire représenter les titres primitifs. Nous ordonnons que toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient qui feront à l'avenir des acquisitions en la censive du Domaine du Roi, seront tenues de prévenir le dit Sieur Directeur, savoir, ceux qui acquerront volontairement avant la passation de leurs Contrats pardevant Notaires, et ceux qui acquerront par décrêt ou licitation immédiatement après que l'adjudication des dits terreins ou maisons leur aura été faite en leur faveur, à peine contre les uns et les autres contrevenans de trois livres d'amende et d'être déchus de la remise que sa Majesté veut bien leur accorder.

tous Notaires d'exprimer dans tous les contrats de vente qu'ils passeront de qui les dits terreins ou maisons relevent, et de s'en faire représenter les titres primitifs, autant que faire se pourra, et sera la présente Ordonnance lue et publiée partout où besoin sera, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance, à Québec, le 7e. Mai, 1754.

(Signé)

BIGOT.

Pour Copie,

(Signé)

BIGOT.

ORDONNANCE

Pour prévenir les incendies.

FRANCOIS BIGOT, &c.

A YANT été informé par les Officiers de police de cette ville que plusieurs particuliers s'ingerent de faire du feu dans leurs cours pour y faire de la biére ou pour d'autres usages, ce qui peut occasionner des incendies par les étincelles qui volent et qui peuvent s'attacher sur les écuries, ou autres petits bâtimens, que chacun est dans l'usage d'avoir sur son terrein pour sa fol. 95 V°. commodité, il nous a paru d'une grande conséquence de mettre ordre à ces abus. Pourquoi nous faisons très exprésses inhibitions et désenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de faire du feu dans leurs cours, soit pour y faire de la biére ou pour aucun autre usage que ce puisse être, à peine contre les contrevenans de cent livres d'amende, applicable aux Hôpitaux, et en cas d'incendie, de tous dépens, dommages et intérêts, envers les particuliers qui en auront souffert. Mandons aux Officiers de police de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera lue et publiée par tout où besoin sera, et enrégistrée au Greffe de la Prévôté. Fait à Québec, le 30e. Mai, 1754.

Ordonnance pour prévenir les incendies. 30 Mai, 1754. Ordon, N2. 39

(Signé)

BIGOT.

Pour Copie,

(Signé)

BIGOT. **ORDONNANCE**

ORDONNANCE

Rendue au sujet des maisons de la ville de Québec.

FRANCOIS BIGOT, &c.

Ordonnance
au fujet des
maifons de la
ville de Québec.
31 Mai, 1754à
Ordon. N°. 39
fol. 96 R°.

ANS l'incendie arrivé ces jours derniers de plusieurs maisons en cette ville, Nous aurions remarqué que les pignons des maisons voisines qui se sont trouvées exhaucées au-dessus des couvertures, ont contribué plus que tous les secours à arrêter le progrès du seu qui auroit infailliblement causé sans cet exhaussement un incendie plus considérable, ce qui nous a fait connoitre de plus en plus la nécessité de ces sortes de séparations, et voulant autant qu'il est en nous contribuer à la conservation du bien public, nous ordonnons à tous particuliers de cette ville qui feront dorénavant bâtir des maisons, de faire exhausser leurs pignons, de trois pieds au moins audessus des couvertures, avec des consolles en saillie pour mettre les accoyaux également à l'abri du feu. Ordonnons pareillement aux entrepreneurs et autres maçons de se conformer au présent règlement, à peine contre les contrevenans entrepreneurs et autres maçons, de trois cents livres d'amende, applicable aux Hôpitaux, et payable sans déport par les particuliers auxquels appartiendront les maisons, fauf leur recours contre leurs entrepreneurs ou autres maçons, défenses au contraire. Et en outre, nonobstant la dite amende, seront les dits exhaussemens faits sans délai aux dépens du propriétaire, par les mêmes entrepreneurs des dites maisons, à quoi ils seront contraints, mandons aux Officiers de police de tenir la main à l'exécution du présent réglement qui sera lu publié et affiché partout où besoin sera, et enrégistré au Greffe de la Prévôté de cette ville; fait à Québec, le 31e. Mai, 1754.

(Signé)

BIGOT.

Pour Copie,

(Signé)

BIGOT.

ORDONNANCE

ORDONNANCE

Qui régle que tous les terreins de la censive de Québec, payeront cinq sols, six deniers par an.

FRANCOIS BIGOT, &c.

VU la Requête à nous présentée par le Directeur du domaine du Roi en cette ville, contenant qu'en exécution de notre sentence du huit Octobre, 1754, qui enjoint aux possesseurs des terreins et maisons relevans de sa Majesté dans la censive de Québec, de rapporter au dit Bureau du dit Domaine tous les titres en vertu desquels ils possedent leurs dits terreins et maisons pour être enrégistrés par extrait, il auroit fait travailler à enrégistrer les dits titres, que par l'examen d'iceux, il auroit reconnu que les cens et rentes des trois quarts des emplacements mouvans en la dite censive, étoient inconnus et à règler, les titres primitifs étant perdus, qu'il auroit vu par les titres primitifs de l'autre quart, que toutes les concessions des terreins dans la dite ville avoient été accordées par les Gouverneurs et Intendants à la charge de cinq fols fix déniers de cens et rentes payables tous les ans à la recette du dit Domaine indistinctement du plus ou moins de terrein. Qu'il auroit également vu que les concessions de terres dans la banlieue du dit Québec, avoient été faites à la charge d'un dénier de cens et rentes par chaque arpent en superficie, et qu'il seroit à propos de pourvoir à la fixation de ces cens et rentes, concluant à ce qu'il nous plaise statuer pour chaque terrein dans la ville et fauxbourgs, les dits cens et rentes à cinq sols six déniers par chacun an, et un dénier par chaque arpent en superficie dans la dite banlieue, ordonner le recouvrement de vingt-neuf années d'arrérages des dits cens et rentes, et règler qu'à l'avenir le dit recouvrement se fera tous les dix ans. Nous ordonnons que tous les terreins relevans du domaine de sa Majesté dans la ville et banlieue de Québec, seront et demeureront chargés de cinq sols six déniers de cens et rentes par chacun an, et d'un dénier de cens par chaque ar-

Ordonnance qui regle que tous les terreins de la censive de Québec, payeront 5 fols 6 déniers par an, 27 Mai, 1758, Ordon. N°. 40 fol. 47 R°. pent en superficie dans la dite banlieue. Permettons au Directeur du dit domaine de poursuivre le recouvrement des dits cens et rentes sur le dit pied depuis vingt-neuf années. Ordonnons en outre qu'à compter de ce dit jour, le recouvrement en sera fait tous les dix ans, et sera la présente lue et publiée partout où besoin sera. Mandons, &c. sait à Québec, le 27 Mai, 1758.

(Signé)

BIGOT.



CHAPITRE TROISIEME.

Arrêts et Réglements du Conseil Supérieur de Québec.

ARRÊT

Qui soumet les Sauvages à la peine portée par les Loix et Ordonnances de France pour raison de meurtre et de viol.

E Conseil affemblé où étoient Monsieur le Gouverneur, Monsieur l'Evêque, Arrêt qui sous Messieurs de Villerai et Damours, le Procureur Général du Roi, présent, met les sauet depuis Messieurs de Laferté et de Tilly.

SUR ce qui auroit été représenté par le Procureur Général du Roi, qu'en suite du viol commis en la personne de Marthe Hubert, semme de

dit Lafontaine, habitant de l'Isse d'Orléans par Robert Hache, Sauvage, lequel pour cet effet ayant été constitué prisonnier et ensuite fait évasion des prisons: pour s'accommoder en quelque façon à la Arrêts du Con. maniere des Sauvages nos alliés, lesquels ignorent nos loix et les peines ordonnées pour le châtiment de la plûpart des crimes, et notamment du viol, il auroit fait assembler pardevant le dit Conseil, les nommés Noel Tokverimat

vages à la peine portée par les loix et crdonnances de France pour raison de meur tre et de viol. dit 21 Août 1664

Chef des Algonquins de Québec, Kaetmaguechis, vulgairement Boyer, Chef de Tadoussac, Maugouche, Chef des Sauvages Nopissirima, Gahyk8an, Chef

des Sauvages Iroquois, Nauckvapo8eth dit le Saumonnier Chef des

et Jean Baptiste Pipouikih, Capitaine Abnakiois, afin de répondre pour le dit Robert Hache et voir dire que pour réparation du dit viol, que le dit Robert Hache auroit mérité d'être pendu et étranglé, ce qu'ayant été donné à entendre aux dits Savages, par Nicolas Marsollet pris pour interpretter en prélence du pére Drouillerton de la Compagnie de Jésus, les dits Sauvages par la bouche du dit Noel Tok 8 erimat, interpretté par le dit Marfollet, auroient dit que depuis un long cours d'années ils s'étoient toujours maintenus en amitié avec les françois, que si leur jeunesse n'avoit pu si bien se comporter en quelque rencontre, qu'elle n'eut donné quelque sujet de plainte, la jeunesse Françoise n'en avoit pas été non plus exempte, que jusqu'à présent on ne leur avoit point donné à entendre que le viol fut puni de mort, mais bien le meurtre, et qu'ainsi la faute du dit Robert Hache, dont même il ne convient pas, nedevoit pas être pour une premiere fois envisagée à la rigueur ni donner atteinte à une amitié si ancienne, mais que pour l'avenir ils s'y soumettroient volontiers, et que pour cet effet, ils requeroient que la chose fut rédigée par écrit, afin qu'elle demeurât à leur postérité, et afin de continuer à vivre en amitié et ôter les obstacles qui pourroient s'y opposer, il fut fait défenses aux François créanciers des dits Sauvages de les piller et excéder faute de pavement, d'autant que pendant ce tems de guerre, il est impossible aux Sauvages de satissaire entierement, ne pouvant faire leur chasse qu'à demi. Le Conseil après avoir mis l'affaire en délibération a remis et remet au dit Robert Hache la peine qu'il avoit méritée, pour raison du dit viol, sauf les intérêts civils de la dite Marthe et pour empêcher à l'avenir tels défordres, du consentement des dits Toksorimat, Kactmaguechi, Maugouche, Gahyk8an, Nauch8apo8ith et Pipouikch, ordonné et ordonne que les dits Sauvages subiront les peines portées par les Loix et Ordonnances de France pour raison du meurtre et du rapt, lesquelles leur ont été données à entendre par le dit interprête, et à eux enjoint de le faire savoir à tous ceux de leurs nations à ce qu'ils n'en ignorent, et au regard des contraintes que les françois créanciers des dits Sauvages leur font pour en être payés, il y sera fait droit selon l'exigence des cas.

ARRÊT

Qui ordonne communication au Sindic des habitans de l'Arrêt concernant la réunion des terres non défrichées, avant faire droit.

Onsieur le Gouverneur et Monsieur l'Evêque ayant présenté au Conseil, l'Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 21e Mars, 1663, portant Ordonnance que dans six mois du jour de la publication d'icelui, tous les particuliers habitans feront défricher toutes les terres contenues en leurs concessions, sinon et à faute de ce, que toutes celles qui se trouveront en friche, seront distribuées par nouvelles concessions au nom de sa Majesté, révoquant et annullant sa dite Majesté toutes concessions des dites terres non encore défrichées, faites par les ci-devant intéressés en la Compagnie de la Nouvelle France, par lequel il leur est ordonné tenir la main à l'exécution pon auelle du dit Arrêt, même de faire la distribution des dites terres non encore défrichées et d'en accorder des concessions au nom de sa Majesté, ils demandent que le dit Arrêt soit exécuté de point en point selon sa forme et teneur, et en ce saisant que toutes les terres qui ne sont aujourd'hui désertées et mises en valeur, soient déclarées réunies au domaine du Roi, pour en être disposé au nom de sa Majesté par nouvelles concessions en faveur de ceux qui en demanderont comme dit est, déclarant les dits Sieurs Gouverneur et Evêque, qu'ils ne prétendent en aucune façon intéresser les peuples habitans de ce pays, ni les obliger de quitter leurs maisons et habitations, consentant qu'elles demeurent en l'état qu'elles sont, mais que pour celles desquelles il faudra accorder des concessions, ils tiendront la main à ce que l'instruction du Roi y soit suivie et qu'elles soient réduites en bourgs et bourgades, autant que faire se pourra, comme aussi qu'il soit désendu à tous prétendus seigneurs de disposer par concessions d'aucunes terres en non valeur, à peine de nullité, oui sur ce le Procureur Général du Roi qui a requis que toutes les terres occupées de bois de bout soient réunies au domaine du Roi, le Conseil avant faire droit a ordonné que le dit Arrêt sera communiqué au Syndic des Habitans, à la diligence du

Arrêt qui oradonne communication au Sindic des habitans de l'Arrêt concernant la réunion des terres non défrichées, avant faire droit.

6e. Août, 1664

Arrêts du Con. Sup. Reg. A fol. 21. Ro. Procureur Général du Roi, pour sur sa réponse voir être ordonné ce que de raison.

ORDONNANCE

Au sujet des clôtures sur le bord du fleuve St.

Laurent, le 13e Mai, 1665.

Ordonnance au fujet des Clotures fur le nord du fleuve St. Laurent. 13e. Mai 1665.

Arrêts du con. fup. Reg A. fol. 44. Vo. E Conseil assemblé où étoient Messrs. de Tilly, d'Amours, de la Tesserie et de Mazy, Conseillers, Monsieur le Procureur Général du Roi, Présent.

SUR ce qui a été remontré par le Procureur Général du Roi qu'il est nécesfaire de pourvoir aux chemins et ordonner des clôtures au-dessus des marées, requérant pour cet esset que les clôtures qui sont faite le long des dites marées, soient mises et apposées à deux perches au-dessus des plus hautes marées pour être les chemins libres tant pour la navigation que pour les bestiaux et charrois. Le Conseil a ordonné à toutes personnes qui ont et auront des clôtures à faire sur le bord du sleuve de les mettre en sorte qu'il reste deux perches libres au dessus des plus hautes marées, pour la liberté tant du passage, des charettes et bestiaux que de la navigation, enjoint à toutes personnes de rensermer celles qui sont plus bas que les dites deux perches, et ce à peine de tous dépens, dommages et intérêts et même d'amende lorsque le cas le requerrera faute de satisfaire: Pourquoi, permis à toutes personnes de rompre et ôter celles qui ne seront pas consormes à ce présent Arrêt, qui sera lû, publié et affiché, &c.

DEFENSES

A toute Personne de faire paturer les animaux fur les terres qui ne leur appartiennent pas.

LE Conseil extraordinaire assemblé, où étoient Messrs. de Tilly, d'Amours, de la Tesserie et de Mazé, Conseillers, Mr. le Procureur Général du Roi, présent.

SUR la Requête présentée par Pierre Duquet, au nom et comme Procureur des Meres Ursulines, le Procureur Général du Roi, joint, qui a demandé Réglement, tant à l'égard des dites Meres, qu'autres particuliers qui ont intérêt, et que de plus il soit sait désenses à toutes personnes, et qu'il leur soit enjoint de ne passer que par les grands chemins, à peine de dix livres d'amende. Le Conseil sait désenses à toutes personnes de ne mener leurs bestiaux pâturer sur les terres qui ne leur appartiennent pas, tant sur le cap aux Diamands qu'autre part, et ce à peine de vingt sols d'amende pour chaque bête, en outre fait aussi désenses à toutes personnes de faire des chemins nouveaux et de passer sur les terres ensemencées, si ce n'est sur les chemins ordinaires, à peine de dix livres d'amende &c. ce qui sera lû, publié et affiché.

Défenses à toutes personnes de faire paturer les animaux fur les les terreins qui ne leur appartiennent pas. 29 Mai, 1665.

Arrêts du Con. fup. Reg. A. fol. 46 V .

Du deuxieme Juin, 1665.

OUI le Procureur Général du Roi, le Conseil a déclaré que dans l'Arrêt en date du vingtneuvieme Mai dernier, faisant désenses aux habitans de ne mener leurs bestiaux paturer sur les terres d'autrui, il n'a pas entendu y comprendre les terres que la marée couvre où les bestiaux ont accoutumé d'aller paître, ce qui sera affiché, &c.

Ordonnance

ORDONNANCE

Au sujet des Réglements concernant la Justice et Police.

Le Conseil assemblé où présidoit Monseigneur de Tracy, et où étoient Monseigneur le Gouverneur, Monsieur l'Intendant, Monseigneur l'Evêque, Messes de Villeray, de Corribon, de Tilly, d'Amours, et de la Tesserie. Monsieur le Procureur Général, Présent.

Ordonnance au fujet des réglemens concernant la justice et police.

Arrêts du Con. fup. Reg. A. fol, 52. Ro. Sur ce qui a été représenté par le Procureur Général que pour l'intérêt du Roi, soulagement des sujets de sa Majesté, qui habitent ce pays de la Nouvelle France, et le bien général du Public, Il est important de mettre au jour quelques projets de Réglements concernant la Justice, Police et Manutention de la Colonie, et qu'à ces sins Mr. Jean Talon, Conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat et Privé, Intendant de Justice, Police et Finances du dit pays, a bien voulu prendre le soin de composer et dresser des Réglements sur les matieres les plus considérables et importantes qui se puissent et doivent pratiquer dans toute l'étendue de la dite Nouvelle France, qui tendent au soulagement entier des peuples; requérant que lecture et publication en soit faite et régistrement ensuite en Régistres de ce Conseil, pour être observés selon leur forme et teneur, autant que la nécessité le requerra.

Le Conseil ayant égard à la dite remontrance, a ordonné et ordonne la dite lecture et publication être faite des dits Réglements, et d'être iceux enfuite régistrés au Greffe du dit Conseil pour y avoir recours quand besoin sera, comme aussi qu'ils seront affichés en toutes les jurisdictions où sont les dites Colonies, pour être suivis et observés selon leur forme et teneur.

PROJETS ET REGLEMENTS

faits par Messers. de Tracy et Talon au sujet de l'établissement du pays du Canada.

Vu par Monsieur de Tracy et Monsieur de Courcelles, il est jugé utile au service du Roi et avantageux au pays, que le Conseil Souverain qui a été établi par le Roi en 1663, et interrompu par feu Monsieur de Mézy en 1664, soit présentement rétabli, en conservant les mêmes personnes qui y surent mises lors de son établissement, ou en mettant d'autres en leur place, pour le composer, Talon demande qu'après que mes dits Sieurs auront été bien informés de la probité et de la capacité des sujets de sa Majesté habitants du dit Canada, il soit procédé au rétablissement du dit Conseil, conformément aux ordres et intentions de sa Majesté; que les matieres dont il devra connoitre, seront spécifiquement déclarées, le lieu et jour auxquels il devra s'assembler, désignés, et son pouvoir étendu ou réglé, ainsi que mes dits Sieurs le jugeront à propos.

Réglements faits par Messre de Tracy et et Talon au su-jet de l'établissement du pays de Canada Ins. du cons. sup. Reg. Aa fol. 31.

Et parce que l'intention du Roi n'est pas que ses sujets s'entreruinent par des procédures de longue haleine, et qu'il convient sort au pays de Canada, de faire règner une sorme de Justice distributive, brieve, succinte et gratuite, qu'il soit établi des Juges dans chaque côte, quartier ou jurisdiction, ayant pouvoir de juger en premiere instance de toutes matieres civiles jusques à la concurrence de la somme de dix livres, et de toutes autres des dites sentences desquelles il pourra y avoir appel par devant trois autres Juges des quatre qui seront établis à Québec, pour juger de toutes les matieres desquelles la Justice consulaire peut connoître, et qui jugeront de tous différens meus et à mouvoir entre les habitants, marchands ou non marchands, pour causes de cédules, billets, promesses, obligations, soldes de compte par les livres marchands, conformément

ment et en la maniere portée par le Réglement ci-joint, afin qu'en tous temps les parties qui souvent partent de loin soient réglées, et que par cette facilité et prompte expédition elles épargnent le temps fort utile à la culture de la terre, et l'argent qu'une autre forme de justice leur pourroit coûter, si celle-cy n'étoit introduite, si mes dits Sieurs ne jugent qu'il soit mieux d'établir le Sieur Chartier en la charge de Lieutenant Général, en laquelle il a été nommé par la Compagnie des Indes Occidentales qui lui a donné ses procurations à cet effet.

Que les vacations et salaires de ces quatre Juges, s'ils sont établis, seront réglés plutôt pour l'honneur que pour l'émolument, eux devant principalement regarder le bien public auquel ils voudront bien s'occuper quelque peu de leur temps.

Qu'il soit ordonné que les parties assigneront celles contre lesquelles elles auront action, par la voye d'avertissement donné par elles mêmes, si ce n'est que selon les occurences ou l'exigence des cas le Juge ne trouvât à propos de leur envoyer ex ossicio, un billet qui leur indique un jour pour comparoitre pour quoi il en sera assigné un, ou plusieurs dans la semaine, pour la présentation des requêtes: les dimanches et les sêtes, sors et excepté les quatre grandes de l'année, semblent les plus propres pour épargner le temps du travail, si précieux aux habitans du Canada.

Que cet avertissement ainsi donné par la partie ou de l'office du Juge, et certissé d'un voisin digne de foi, aura même force et même vertu qu'une assignation; et que sur la non comparution désaut sera donné de même que s'il y avoit eu assignation, auquel cas l'on pourra se servir du ministere du sergent pour le signifier aux frais de qui il appartiendra.

Qu'avant qu'aucune partie plaignante ou aucun demandeur habitant des côtes puisse se pourvoir en Justice à Québec, par voie de procédure, il tentera la voye de la composition à l'amiable, en sommant sa partie par un voisin ou deux dignes de soi, de remettre ses intérêts à un ou plusieurs arbitres, ou à la décision du capitaine de quartier, en matiere de peu au dessous de quinze

livres, de legeres querelles, débats ou injures proférées, et sur le resus, il procédera ainsi qu'il a été ci-devant dit, après que le resusant aura été condamné aux frais de la premiere assignation, présérablement et avant d'être reçu à plaider, ensuite de son resus prouvé véritable, attendu que resusant la voye d'honnêteté et la composition à l'amiable qui lui est offerte sur son intérêt prétendu, il témoigne une inclination à la procédure qui ne peut être que blamable.

Parce que trop souvent il y a plaintes des maitres aux valets passagers, anciens ou nouveaux et des valets aux maitres.

Que les mêmes Juges établis à Québec connoitront de tous les différens meus et à mouvoir entre les maitres et les valets, anciens ou nouveaux, venus pour cause de service, de traitemens et de gages.

Que pour le réglement provisionnaire sur le fait des dits maitres ou valets, il soit ordonné

N. B. La feuille qui manque, savoir solio 32 ne contient autre chose qu'une continuation des Projets de Réglemens qui sont commencés au solio 31 R°. et finit au solio 34, V°. Voyez Lettre A Régistre des Edits, Arrêts, &c. Premier Volume au quinzieme solio.

Un seul et même Chirurgien qui veillera à la conservation de deux ou trois communautés.

VI. Qu'un paitre commun pour la garde commune des bestiaux, puisse sauver les bleds des dégats que les dits bestiaux ont accoutumé de faire dans les champs des habitations qui ne sont pas un corps de communauté, et pour plusieurs autres raisons qu'il seroit inutile de déduire.

Après qu'il aura été estimé à propos de former des villages en corps de communauté, il est bon d'observer qu'il importe très sort au service du Roi et au salut du pays de Canada, de les planter autant qu'il se pourra dans le voisinage de Québec, pour les raisons suivantes:

PREMIEREMENT.

Pour le mutuel secours que Québec et ses habitations s'entredonneront, cellescy fournissant à l'autre les productions de leurs terres, bois, bleds, légumes, herbages et les émoluments de l'œconomie champêtre, et des ménageries qui se pourront faire par nourriture de bestiaux, volailles, œufs, beurre, lait, fromages et autres denrées nécessaires à la vie, et si rares à Québec, qu'elles s'y R 2* vendent excessivement, en échange desquelles ils recevront des marchandises du dit Quebec, les étosses, toiles, souliers et autres qui viennent de France pour l'usage des colons.

- II. Que comme la proximité de Québec, outre la protection qu'elle donne à ces villages, seulement parce qu'il est sur des Iroquois, qu'ils peuvent être se-courus s'ils sont attaqués, facilitera de beaucoup les véritables et salutaires secours dont les dits villages pourroient avoir besoin, Québec réciproquement s'il étoit attaqué par les Européens, ou par quelqu'autres nations sauvages, peut être fortement soutenu du grand nombre d'habitans que fourniront ces villages, lesquels au premier coup de canon auront ordre de se rendre au château de St. Louis, le commun rendez-vous de tous.
- III. Cette même proximité de Québec à l'égard des habitations à former doit encore être mise en grande considération, si l'on sait réslexion que les familles qui seront envoyées de France en tireront de grands avantages pour leur instruction en la maniere de vivre en Canada pour le spirituel et pour le temporel. Et pour parler dans son ordre des villages à former pour les habitations des nouvelles samilles qui seront envoyées par sa Majesté, après avoir reconnu qu'il importe de les planter près de Québec, il saut convenir que leur forme devant se prendre de la nature et situation du terrein, il n'est pas aisé de la déterminer, que cependant la ronde ou la quarrée semble la plus commode, si le lieu la sousser, et que l'étendue de chaque habitation doit être d'autant de terre qu'il en faut, pour étant distribuée en 20, 30, 40 ou 50 parts, donner quarante arpents à chacune d'icelles, et ce nombre d'habitations dissérent et inégale, sera les bourgs, villages et les hameaux, selon l'exigence du terrein.

Il faut pareillement arrêter qu'après avoir réservé dans ces hameaux, villages ou bourgades les habitations nécessaires aux familles qui seront envoyées dans la présente année, il semble que la distribution de ce qui en restera devra se faire à de vieux hivernans, capables d'informer les chess de familles nouvellement venues et établies, de la maniere de cultiver plus utilement la terre en la travaillant dans ses saisons, soit de vive voix, soit par l'exemple de leur application au travail : et j'ajoute que s'il se trouve des gens de différents métiers, servant ordinairement à sournir quelque chose de leur profession qui

foit utile à l'usage commun des habitans de ces bourgades, comme charpentier, maçon, savetier et autres, il sera très à propos de les introduire en icelles, afin que sans sortir du bourg, toutes les choses nécessaires, tant à la nourriture qu'au logement et vêtement de l'homme, se trouve pour la commodité de celui qui l'habite.

Quant aux clauses et charges qui seront stipulées dans les contrats qui seront saits en saveur des concessionnaires, il semble qu'elles doivent être dissérentes selon la dissérence des sujets qui en seront gratissés.

Les foldats du régiment de Carignan-Saliere ou des garnisons des forts de Québec, des Trois-Rivieres et Montréal étant de droit et de fait engagés au Roi par la solde qu'ils ont reçue, ne pouvant se dispenser de continuer de rendre dans le tems et dans les occasions futures leurs services à sa Majesté. foit pour la défense du pays dans laquelle ils s'intéresseront, comme dans la chose publique et le salut commun de tous, soit pour toutes entreprises qui regarderont l'utilité et l'avantage de l'ancienne et la Nouvelle France, ainsi il n'v a aucun inconvénient de leur donner les terres qu'ils défricheront à cette condition qui ne leur sera par onéreuse, puisqu'elle ne les sortira pas de celle dans laquelle ils se trouvent à présent, et parcequ'ils ne se pourront établir par leur seul travail, il faut de nécessité les assister dans les premieres années. Il semble autant utile à sa Majesté que juste, de leur donner quelque secours de vivres et d'outils propres à leur travail, et de leur payer la culture des deux premiers arpents de terre qu'ils abatteront et bruleront, quoi que pour leur compte et à leur profit, les obligeant d'en cultiver en échange deux autres dans les trois ou quatre années suivantes, au profit des familles qui passeront de France ici, sans que pour ce il leur en soit rien payé; par cet expédient on leur fournit les moyens de se faire un fonds de subsistance pour l'hiver, et on prépare des terres pour les familles que le Roi semble vouloir établir à ses dépens.

Cette maniere de donner un pays de nouvelle conquête a son exemple dans l'antiquité Romaine, et peut répondre à celle en laquelle on donnoit autresois cheze les mêmes Romains les champs des Provinces subjuguées qu'on appelloit praditia militaria: la pratique de ces peuples politiques et guerriers peut à monssentiment être judicieusement introduite, dans un pays éloigné de mille lieues.

de son Monarque et du corps de l'état dont il n'est qu'un membre sort détaché, qui peut se voir souvent réduit à se soutenir par ses propres sorces. Elle est à mon sentiment d'autant plus à estimer qu'elle sera quelque jour au Roi, un corps de vieilles troupes qui ne seront plus à charge à sa Majesté, et cependant capables de conserver le corps de cet état naissant de Canada avec tous les accroissements qu'il peut recevoir contre les incursions des sauvages ou les violentes incursions des Européens, même dans les besoins pressants de l'ancienne France, sournir un secours considérable à sa Majesté.

Outre ces premiers motifs, il est bon de peser sur celui que font naitre la paix et la tranquillité publique, pour lesquelles maintenir, il faut mettre en pratique toute la prudence humaine, n'y ayant rien dans la vie civile dont la conservation soit si précieuse que des choses qui tendent au maintien de l'union et du repos des peuples qui dépendent particulierement de leur fidélité envers leur Souverain, et de celle-ci la conservation des Provinces conquiles et nouvellement découvertes dans les pays éloignés à l'obéissance et sous la domination de ce même Souverain, pourquoi les premiers de nos Rois, plus grands politiques qu'on ne s'est persuadé, introduisoient dans les pays de nouvelles conquêtes des gens de guerre dont la fidélité leur étoit bien connue, et qui étoient nés leurs sujets, afin de contenir au dedans les habitans dans le devoir, et au dehors, éloigner leurs ennemis communs, et pour les y entretenir et faire subfister, ils leur concédoient des terres dans ces pays pour les cultiver, et faire de leurs productions tout le nécessaire à la vie; pratique également œconome et politique, puisque d'un côté, elle épargnoit les finances du trésor public, et que de l'autre, elle intéressoit l'officier et le soldat en la conservation du pays, comme en celle de son propre héritage.

Les vieux hyvernans qui demanderont des habitations, pourroient trouver cette condition du service à rendre à sa Majesté moins agréable que les soldats, si d'un côté les droits naturels qui les obligent à se mettre en campagne, lorsqu'ils sont commandés, de l'autre, l'honneur dont on les peut toucher, et la remise qu'on leur peut faire des autres droits onéreux qui suivent ordinairement les concessions, ne les engageroient suffisamment à la recevoir, ainsi on la peut stipuler dans les contrats qui leur seront passés.

Et comme sa Majesté semble prétendre faire la dépense entière pour former

le commencement des habitations, par l'abatis du bois, la culture et semence de deux arpents de terre, l'avance de quelques farines aux familles venantes, on peut à leur égard demander en premier lieu ce qui est demandé des vieux hivernans, qu'ayant reçu deux arpens en état de rendre les fruits de la culture et de la semence qui aura été confiée à la terre, ils en cultivent deux autres dans les trois ou quatre années suivantes celle de leur arrivée, pour ne leur pas demander ce remplacement dans la premiere ou la seconde, ce qui les divertiroit trop de l'amélioration de leur habitation, dans un tems auquel elles ont besoin de toute leur application pour leur donner l'établissement, duquel dépend celui de toute leur famille, et pour le bénéfice qu'elles reçoivent par la concession de la terre au lieu de cens sur cens, censives ou autres redevances, qu'emportent avec soi, les concessions de ce pays, ils engageront au service du Roi leur premier né, lorfqu'il aura atteint l'age de seize ans qui commencera son noviciat, dans une garnison des forts, sans qu'il puisse prétendre autre solde que celle de sa subsistance, ou celle qui lui pourra être ordonnée par les états de sa Majesté, durant le service qu'il rendra; cette obligation n'ajoute presque rien à celle qu'un véritable sujet apporte au monde avec sa paissance, mais il semble que lorsque cette condition est stipulée, elle est moins rude quand elle est exigée, que lorsqu'il n'en est rien dit dans les contrats des terres données comme se donnent toutes celles du Canada.

Comme dans toute cette distribution, il n'est rien réservé au prosit de la compagnie des Indes occidentales que sa Majesté veut bien gratisser de l'avantage que donne en cas pareil le droit de seigneurie, où les habitations releveront immédiatement d'elle, et en ce cas, la haute, moyenne et basse justice, pour lui être attribuée, avec le droit de lots et ventes, saissines et amendes, et même un cens léger, s'il est jugé à propos, ou si sa Majesté, estimant qu'il soit plus avantageux pour elle d'avoir pour vassaux des Officiers de ses troupes qui ayant sur les roturiers, la seigneurie utile et domaniale, elle peut créer en leur saveur quelques droits de cens, ou censives peu considérables qui soient plutôt des marques d'honneur que des revenus utiles, et leur accorder la moyenne et basse justice, se réservant la haute, qu'elle attachera à une Cour souveraine des siefs, ou à quelques officiers créés pour la conservation des droits de Seigneur Suzerain ou dominantissime.

Les articles précédents ne traitant que de droits à établir dans les hameaux, villages.

villages et bourgades que sa Majesté sait ou sera former à ses dépens; pour être distribués aux pauvres samilles qu'elle envoyera de France, et dont elle prétend peupler le Canada, ou qu'elle voudra distribuer aux soldats qui voudront s'y habituer, il est très-à-propos d'examiner à quels titres, et sous qu'elles conditions on distribuera des terres, et on fera des concessions aux particuliers qui voudront saire dépense, et employer leurs soins à la culture du Canada, formans eux-mêmes des hameaux, des villages ou bourgades.

Posant toujours le même principe que l'obéissance et la sidélité due au Prince, souffrant plutôt altération dans les pays des Etats éloignés que dans les voisins de l'autorité souveraine, résident principalement en la personne du Prince, et y ayant plus de force et de vertu qu'en tout autre, il est de la prudence de prévenir dans l'établissement de l'état naissant du Canada, toutes les facheuses révolutions qui pourroient le rendre de monarchique, aristocratique ou démocratique, ou bien par une puissance et autorité ballancée entre les sujets, le partager en ses parties et donner lieu à un démembrement tel que la France a vu par l'érection des souverainetés dans les royaumes de Soissons, d'Orléans, comtés de Champagne et autres.

(Signé)

TALON & TRACY.

Lu, publié et régistré, oui et ce requérant le Procureur Général pour être exécuté suivant l'Arrêt de ce jour. A Québec, au Conseil Souverain, le vingt-quatrieme Janvier, mil six cent soixantesept.

(Signé)

PEUVRET.

ARRÊT

Au sujet des Meuniers.

E Conseil assemblé où présidoit Mre. Alexandre de Prouville, Chevalier Seigneur de Tracy, Conseiller du Roi en ses Conseils, Lieutenant Général jet des Meuniers, pour sa Majesté en l'Amérique Méridionale et Septentrionale, tant parmer 28e. Mars 1667 que par terre, où étoient présent, Mre. Daniel de Remy, Chevalier, Seigneur de Courcelle, Gouverneur et Lieutenant Général pour sa dite Majesté en la Arrêts du Con-Nouvelle France, Mre. Jean Talon, Conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat fol. 56. et Privé, Intendant de Justice, Police et Finances de ce dit pays, les Sieurs de Villerai, de Goribon, de Tilly, d'Amours et de la Tesserie, le Procureur Général du Roi, présent.

CUR ce qui a été représenté par le Procureur Général, qu'il se commet plusieurs abus par les meuniers de ce pays, en la mouture des grains, et que pour y remédier, il seroit à propos de réitérer l'Ordonnance faite en mil fix cent cinquante-deux par défunt Monsieur de Lauzon, ci-devant Gouverneur de ce pays, vu la dite Ordonnance, le Conseil faisant droit a ordonné et ordonne qu'elle sortira son plein et entier effet, sauf à y augmenter à l'avenir si le cas y échet; et que les dédommagements des propriétaires portant moudre des grains aux Moulins, seront pris sur les maîtres des dits moulins, fauf à eux de les rejetter sur les gages de leurs valets meuniers, et sera le présent Arrêt ajouté au pied de la dite Ordonnance, pour le tout ensemble être lu, publié et affiché par tout où besoin est, à ce qu'aucun n'en ignore.

DONATION

Entre vifs déclaré avoir son plein et entier effet, et icelle déchargée du défaut d'infinuation, luivant l'Ordonnance.

Donation entre déclaré avoir fon plein fuivant l'Ordonnance. 26 Avril 1667.

Arrêts du conf.

E Conseil assemblé où présidoit Mre. Alexandre de Prouville, Chevalier. Seigneur de Tracy, Conseiller du Roi en ses Conseils, Lieutenant Généet entier effet, ral pour sa Majesté en l'Amérique Méridionale et Septentrionale, tant par gée du désaut mer que par terre, où étoient présents, Mre. Daniel de Remy, Chevalier, Seigneur de Courcelle, Gouverneur et Lieutenant Général pour sa dite Majesté en la Nouvelle France, Mre. Jean Talon, Conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat et Privé, Intendant de Justice, Police et Finances de ce dit pays, les Sieurs de Villerai, de Goribon, de Tilly, d'Amours et de la Tefferie, le Prosup. Reg. A. cureur Général du Roi, présent.

> Sur la Requête présentée en ce Conseil par Marie de Bure, veuve de défunt Gilles Esnard, et à présent semme de Jean Bernard, expositive que par contract de mariage passé entre le dit seu Esnard son premier mari et elle, le troisieme Juillet, mil six cent soixante-cinq, pardevant Fillion, notaire Royal, ils se servient sait donation entreviss de tous leurs biens, meubles, acquets et conquets immeubles, à la charge de faire infinuer la dite donation dans le tems de l'Ordonnance. Que treize mois après, le dit Esnard est décédé sans avoir laissé aucun enfant du dit mariage; n'ayant été la dite donation insinuée pendant son vivant pour le peu d'intelligence qu'il avoit dans les affaires, et comme la dite exposante n'a demeuré que deux mois veuve. pendant lesquels elle n'a pu recouvrir le dit contrat de mariage, comme n'ayant aucune connoissance ni lumiere de ce qu'il falloit faire en telle rencontre. et de crainte que les héritiers de son mari ou autres, ne lui objectassent le défaut d'infinuation, n'y ayant point de Chancellerie établie dans ce pays de la Nouvelle France, elle requiert le Conseil la vouloir relever du dit défaut d'infinuation, et en ce faisant ordonner que le dit contrat de mariage sortira son plein et entier effet. Vu la dite Requête, l'Ordonnance de Mr.

Fean

Jean Talon, Conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat et Privé, Intendant de Justice, Police et Finances de ce pays, étant au bas de la dite Requête du vingt quatre des présent mois et an, portant renvoi d'icelle à la prochaine Audience de ce Conseil. Le Conseil, oui sur ce le Procureur Général du Roi, a relevé et releve la dite de Bure du défaut d'infinuation, et ordonné et ordonne que la dite donnation sortira son plein et entier effet.

(Signé)

DE GORRIBON et D'AMOURS.

ARRET

Qui règle les Moutures à la quatorzieme portion.

E Conseil assemblé où présidoit Mre. Alexandre de Prouville, Chevalier, Arrêt qui règle les mou-Seigneur de Tracy, Conseiller du Roi en ses Conseils, Lieutenant Gé- tures à la quanéral pour sa Majesté en l'Amérique Méridionale et Septentrionale, tant par mer que par terre, où affistoient Mr. Daniel de Rémy, Chevalier, Seigneur de Courcelle, Gouverneur et Lieutenant Général pour sa Majesté en la Nou- 20 Juin, 16672 velle France, Mre. Jean Talon, Conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat et Sup. Reg. A. Privé, Intendant de Justice, Police et Finances de ce dit pays, les Sieurs de foi. 62. R°. Villerai, de Gorribon, de Tilly, d'Amours et de la Tesserie. Le Procureur Général du Roi, présent.

Sur la Requête Civile présentée en ce Conseil par la plûpart des propriétaires des moulins de ce pays, tendante à remontrer que les moulins de ce pays, coutent le double et le triple de ceux de France, tant pour les construire, les réparer et les entretenir, que pour gages et nourir les meuniers, en considération de quoi, ils pouroient demander que le mouturage sut proportionné aux dépenses, et par conséquent audessus de l'ordinaire de France, néanmoins qu'ils le contentent que ce qui a été pratiqué en ce pays dès son commencement, conformément aux Ordonnances et Edits Royaux, soit continué dorénavant comme il a été jusques à présent, et que la coutume de Paris qui est seule reçue en ce pays pour toutes choses, le soit aussi pour celle-ci. Le Conseil a ordonné et ordonne que le droit de mouturage sera pris en ce pays à la quatorzieme portion; enjoint au Lieutenant Civil de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, même de se transporter de tems en tems pour jauger les mesures et prendre connoissance de ce qui se passera, et qu'au surplus l'Ordonnance du Sieur de Lauzon sortira son esset, avec cette modification, qu'en cas de malversation par les meuniers, que ceux qui se trouveroient intéresses n'auront leurs recours que sur les fermiers, si les moulins sont affermés, sinon sur les propriétaires d'iceux, et pour l'entretien de la présente Ordonnance, seront les propriétaires des grains qui seront portés moudre, tenus, ou personne de leur part, de les faire peser en grain au moulin par le meunier, et icelui moulu, saire peser la farine, faute de quoi, ne seront reçus en leurs plaintes.

ARRÉT

Qui ordonne à ceux qui ont des Chardons sur leurs terres, de les couper entierement chaque Année.

Arê t qui ordonne accux qui ont des chardons fur leurs terres, de les couper entierement chaque année. 20 Juim, 1667.

Arrêts du Con. Sup. Reg. A fol. 62. Vo. SUR ce qui a été représenté par le Procureur Général du Roi, que l'expérience a fait connoître que la cause principale de ce qu'une grande quantité des terres de ce pays est infectée et perdue par les chardons, procéde de ce que dans les commencements l'on a négligé d'y donner ordre, qu'infailliblement ce mal s'étendra par tous les déserts de ce pays, s'il n'y est pourvu, parceque les chardons venant à graine, et la graine à murir, le vent emporte cette graine fort loin et l'épard par tout, même dans les lieux les plus écartés, que pour empêcher ce mal d'augmenter notablement, il seroit à propos d'obliger ceux qui ont des chardons sur leurs terres de les empêcher de grainer. Le Conseil a ordonné et ordonne à ceux qui ont des chardons sur leurs terres, de les couper entierement chaque année en dedans de la sin de Juillet, ensorte qu'il n'en reste aucun à couper, même dans les chemins qui passent sur les terres, sous peine de trente sols d'amende par arpent des terres qui en seront gâtées, et que ceux qui n'en auroient pas la valeur d'un arpent payeront néanmoins pour un arpent.

ARRET

ARRET

Qui, sur la déposition des personnes présentes donne à un Contrat de Mariage son entiere force et valeur, quoique signé sur la minute d'aucuns témoins, seulement d'une des parties contractantes.

SUR la Requête présentée en ce Conseil par Marie Languille, veuve de défunt Richard Brouard, expositive qu'étant sur le point de faire procéder à l'inventaire des biens de la communauté qui étoit entre le dit défunt et elle, elle auroit fait demande d'une copie du contrat de mariage d'entre le dit défunt et elle, Monsieur Pierre Duquet, Notaire, comme ayant les minutes de Guillaume Audouart, Notaire, qui avoit passé le dit contrat, lequel en ayant fait recherche, il l'auroit trouvé dans les dites minutes, mais sans aucune fignature, finon celle du dit défunt, encore qu'il y eut plusieurs personnes d'homme présents à la passation du dit contrat, entr'autres Jean Bap. tiste le Gardeur, Ecuyer, Sieur de Repentigny, et le Sieur Jacques Pancho, lesquels étant, comme ils sont, en bonne santé en pourroient rendre bon témoignage, cependant le dit Duquet à fait refus d'en délivrer la grosse, disant que la minute étant imparfaite la grosse en seroit inutile, à ce qu'il plût à la Cour lui permettre faire appeller les dits Sieurs de Repentigny et Pancho ensemble le dit Notaire, par eux ouis être ordonné que la dite minute vaudra tout ainsi que si elle étoit signée du Notaire et des témoins, oui sur ce le dit Sieur de Repentigny et Pancho pour ce mandés, lesquels après serment ont unanimement dit avoir été présents à la passation du dit contrat de mariage, et que la raison pour laquelle la minute n'a été signée que du dit défunt Brouard procede de ce que le dit Audouart, Notaire, dit qu'il falloit que Monfr. l'Evêque fignat le premier, et oui le Procureureur Général, le Conseil a ordonné que la dite minute de contrat de mariage aura pareille forme et même effet que si elle avoit été signée des assistants, du dit Notaire et témoins y dénommés, et qu'à cet effet, il sera mis une expédition du présent Arrêt au pied de la dite minute par le Greffier de ce Conseil, auquel il est mandé ce faire en lui payant fes falaires.

Arrêt qui, fur la disposition des personnes présentes donne à un contrat de Mariage son entiere sorce et valeur. 31 Oct. 16676

Arrêts du Con. fup. Reg. A. fol, 80. Vo.

REGLEMENT

REGLEMENT

Pour le payement des dixmes par le propriétaire et par le fermier.

Reglement pour payement des dixmes par le propriétaire et par le termier. ao Mars, 1668.

Arrêts duConf, Sup. Reg, A. fol. 87. Ro. E Conseil assemblé où présidoit Mre. Daniel de Remy, Ecuyer, et où assistoient Mre. Jean Talon, Ecuyer, Messieurs de Villerai, de Tilly, d'Amours et de la Tesserie, le Substitut, présent.

Entre Michel Esnault, présent en sa personne, en Requête renvoyée en ce Conseil par Ordonnance de Mre. Fean Talon, Conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat et Privé, Intendant de Justice, Police et Finances de ce Pays, en date du 16e du présent mois de Mars, d'une part, et Nicolas Roussin, défendeur, présent en sa personne, d'autre. Après que le dernier a conclu conformément à sa dite Requête à ce que le dit Roussin soit condamné l'acquitter de la dixme de cinquante minots de grain qu'il lui doit de ferme d'une habitation au dit Roussin appartenante, au payement de laquelle dixme il est poursuivi par les Officiers de Mre. François de Laval, Evêque de Pétrée, Vicaire Apostolique en ce pays, nommé par sa Majesté premier Evêque d'icelui, lorsqu'il aura plû à notre St. Pere le Pape d'y en établir un, et de laquelle dixme, il n'étoit question lors de la passation de leur bail, disant le dernier que s'il avoit sçu qu'il la lui eut fallu payer, il n'auroit pris la dite ferme qu'il n'en eut eû meilleure composition; et que par le défendeur a été dit qu'il ne doit point payer ni tout, ni partie des dixmes dues sur les grains recueillis sur la dite terre, et que le dit demandeur doit demeurer chargé aussi bien de ce qui est couteux que de ce qui lui est avantageux, ayant pris la dite terre à bail et partant à forfait. Le Conseil a ordonné et ordonne que le propriétaire et le fermier payeront les dixmes à proportion de ce que chacun d'eux retirera, soit en grains, soit en argent, et qu'à l'avenir les différens en pareille matiere, seront réglés sur ce pied, s'il n'en étoit autrement convenu par les contrats de bail, ou par autre convention entre les intéressés.

ARRET

Qui ordonne que ceux qui auront défriché des terres qui se trouvent appartenir à leurs voisins, seront tenus de les délaisser et les remettre aux Propriétaires d'icelles.

Le Conseil assemblé où Présidoit Mr. Daniel de Remy, Ecuyer, auquel assistioient Mr. Claude de Bouterou, Messieurs de Villeray, De Gorribon, de Tilly, D'Amours et de La Tesserie,

SUR ce qui a été représenté au Conseil par Mr. Claude de Bouterou, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant de la Justice, Police et Finances, de la Nouvelle France, que les Seigneurs des environs de Québec et ailleurs ayant négligé jusqu'à présent de faire borner les terres par eux concédées, il s'est trouvé par les alignements qui ont été faits depuis peu, que plusieurs des possesseurs, qui ont travaillé sur la bonne foi et les tenans et aboutissans de leurs contrats, ont défriché une partie des terres de leurs voisins qui les reclament et veulent y rentrer comme à eux appartenans, ce qui cause un grand nombre de procès et pourroit avoir de facheuses suites, s'il n'y étoit pourvu, tant pour le dédommagement de ceux qui ont travaillé que pour empêcher à l'avenir de semblables désordres: Oui le substitut du Procureur Général-Le Conseil a Ordonné que ceux qui ont défriché des terres qui se trouvent par l'alignement appartenir à leurs voisins, et qui en ont joui pendant six années ou plus, y compris la premiere, employée pour abattre les bois, seront tenus de les délaisser aux propriétaires d'icelles, sans pouvoir prétendre autre rembourlement ou dédommagement; que ceux qui en auront joui moins des dites six années, continueront leur jouissance jusqu'à la fin d'icelles, à la charge d'en user comme un bon pére de famille, sans les désoler n'i déterriorer en façon quelconque, à peine des dommages et intérêts du propriétaire, et à la fin d'icelles leront tenus de les laisser, si mieux n'aime le propriétaire, les rembourler pour le tems, lequel sera estimé, que s'il se trouve quelques bâtimens

Arrêt qui ordonne que ceux qui auront défriché des terres qui fe trouvent appartenir à leurs voifins, feront tenus de lês délaiffer et les remettre aux Propriétaires d'icelles, 13 Avril, 1669.

Arrêts'du eonf., sup. Reg. A. fol. 110. V2.

mens sur les dites terres déscrichées, ils seront pareillement estimés et payés par le propriétaire d'icelles ou compensés par d'autres bâtimens de pareille valeur qu'il pourra faire; Enjoint à tous ceux qui donneront à l'avenir des concessions de les faire mesurer, arpenter et tirer les alignements de dix arpens en prosondeur, en commençant par la plus ancienne de la premiere année de la distribution, aux dépens néanmoins de ceux qui les recevront, à peine de répondre par les dits Bailleurs en leur propre et privé nom du dommage et des intérêts que pourroient prétendre ceux qui seroient lézés, et jusqu'à ce que le dit alignement de dix arpens en prosondeur soit achevé, leur sait désenses de payer aucuns droits ni redevances portés par leurs contrats, et sans que se présent Réglement puisse être employé en d'autres contestations.

ARRÊT

Qui tient François Bissot à livrer un chemin de vingt pieds de largeur le long des deux rochers de la Pointe Lévy, dans toute l'étendue de sa prairie basse.

Arrêt qui tient François Biffot à livrer un chemin de vingt pieds de largeur le long des deux rochers de la Pointe Levy dans toute l'étendue de fa prairie baffe. 20 Juillet 1669

Arrêts du conf. fup. Reg. A. fol. 116, Vu par le Conseil le procès verbal de Mr. Claude de Bouteroue, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant de la Justice, Police et Finances en la Nouvelle France, contenant la contestation d'entre François Bissot, d'une part, et les habitants de la Pointe Lévy, d'autre, Ordonnance du dit Sieur Intendant pour se transporter sur les lieux. Autre procès verbal, contenant la description des dits lieux et plan d'iceux, oui les dits habitans, vû leurs contrats de concession, vû l'Arrêt du Conseil du premier Août, 1667; Oui le substitut du Procureur Général en ses conclusions, ensemble le rapport du dit Sieur Intendant, tout considéré, Le Conseil a Ordonné et Ordonne que l'Arrêt du dit jour premier Août, 1667, sera exécuté selon sa forme et teneur, et ce faisant ordonne que le dit Bissot livrera un chemin de vingt pieds de largeur le long des deux rochers de la Pointe de Lévy dans toute l'étendue de sa prairie

prairie basse, pour la liberté publique, tant des bestiaux que d'autres, à la faction et clôture duquel, attendu la difficulté qu'il y a de le faire, et que le dit Bissot a désriché et netoyé la part qui doit servir de passage, les dits habitans et le dit Bissot travailleront conjointement et sourniront, savoir: le dit Bissot la moitié des pieux, et les habitans l'autre moitié, chacun par égale portion, et à l'entretien duquel à l'avenir le dit Bissot sera tenu, et jusqu'à ce que les dits habitans ayent formé leur part du dit chemin, permis au dit Bissot de clore sa prairie basse par les deux bouts, avec désenses aux dits habitans ne sournissent leur part des pieux nécessaires, et ne fassent la moitié de la dite clôture dans un an, ils seront déchus sans autre formalité de la commodité du dit chemin, et les clôtures du dit Bissot par lui saites au bout de sa prairie basse demeureront, sans que les dits habitans y puissent prétendre en façon quelconque aucun passage à l'avenir.

(Signé)

COURCELLE, BOUTROUE.

ORDONNANCE

Pour que le Pain Béni soit rendu.

SUR ce qui a été représenté par les Marguilliers de l'Eglise de Québec, que plusieurs paroissiens habitans de la dite ville et des environs, refusent de rendre le Pain Béni à leur tour, quoi qu'ils y soient naturellement obligés en qualité de Paroissiens, ce qui seroit de dangéreuse conséquence si ce mépris étoit dissimulé, requérant qu'il leur sut sur ce pourvu, oui le rapport de Mr. Claude Boutroue, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant de la Justice, Police et Finances en la Nouvelle France, oui le substitut du Procureur Général, le Conseil par provision et jusqu'à ce que les Paroisses ayent été formées et les territoires séparés, a ordonné et ordonne que tous les habitans, tant de cette ville que des villages des environs, rendront le Pain Béni à leur tour en l'Eglise ou Chapelle où ils seront obligés de faire leurs Pâques, à peine d'amende arbitraire, contre les contrevenans, applicable à l'Hôpital de cette ville, et sera le présent Arrêt publié au prône et affiché à la diligence du dit Substitut. Donné au Conseil Souverain tenu à Québec, le 13me Janvier, 1670.

Ordonnance pour que le l pain béni foit rendu. 3 Janvier 1670

Arrêts du Con-Sup. Reg. Asfol. 123. Vo.

(Signé)

COURCELLE, BOUTROUE.
ARRET

S

ARRET

Qui défend à toutes personnes de se servir d'aucun Domestique sans congé.

Arrêt qui defend à toutes personnes de se servir d'aucuns domestiques sans congé. 5. Déc. 1673.

Arrêts du Con. Sup. Reg. A. fol. 182 V O. Roût dernier d'une part, et Pierre Delafuis dit Mouture, défendeur, d'autre, parties ouies et les conclusions verbales du Substitut du Procureur Général, le Conseil, du consentement des parties, a condamné le désendeur payer au demandeur la somme de Quarante Livres portée par l'accord fait entr'elles, dans le jour de la Purification prochain venant, et faisant droit sur les dites conclusions, condamne en outre le dit désendeur en vingt Livres d'amende pour la contravention par lui faite aux Ordonnances portant désenses à toutes personnes de retirer ou prendre à l'avenir aucun domestique, sans congé, et aux dépens.

REGLEMENT

Pour l'enrégistrement des Boussolles des Arpen-

teurs.

Réglement pour l'enrégiftrement des Bouffolles des Arpenteurs. 29 Janvier 1674.

E Conseil assemblé, auquel présidoit Monseigneur le Gouverneur, et ou étoient Messieurs de Tilly, d'Amours, Dupont, Depeyras et de Vitray. Le Substitut du Procureur Général présent.

Arrêts du Con. Sup. Reg. A. fel. 184. SUR ce qui a été représenté au Conseil par le Substitut du Procureur Général, que la différence qui se trouve entre les Boussolles et Instrumens dont les Arpenteurs se servent pour alligner et arpenter les habitations, produit diverses contestations entre les propriétaires des terres, requérant qu'il y soit pourvu. Le Conseil a ordonné et ordonne que les Arpenteurs mettront dans

la quinzaine leurs Boussolles et Instrumens d'Arpentage entre les mains de Martin Boutet, Professeur en Mathématiques, pour être par lui égallées, et ce fait, que les dits Arpenteurs poseront quatre bornes en la grande place de la basse ville de Québec, sçavoir: deux bornes sur le rumb de vent Nord-est et Sud-ouest, et les deux autres sur celui du Sud-est au Nord-ouest, dont ils dresseront procès verbal, duquel ils mettront une expédition au Greffe de la Cour, pour éviter les changemens qui pourroient arriver à l'avenir par la variation de l'aimant, lesquels allignements seront continués d'être suivis pour les concessions qui seront données au nom du Roi; sans toutes fois ôter la liberté aux Seigneurs particuliers de donner tels allignements qu'ils désireront faire suivre sur les terres de leurs fiess; Ordonne aussi le dit Conseil qu'il ne sera reçu aucun Arpenteur à l'avenir qu'il n'ait au préalable fait conformer par le dit Boutet, l'Instrument dont il prétendra se servir, aux Boussolles des autres Arpenteurs, déclarant le dit Conseil que le présent Réglement est seulement pour l'avenir, et qu'il n'entend rien changer en ce qui a été fait jusqu'à présent, et sera le présent Reglement montré aux Arpenteurs à la diligence du dit Substitut à ce qu'ils n'en ignorent.

ORDONNANCE

Concernant les honneurs à rendre au Conseil et autres Officiers dans les Eglises.

Sur ce qui a été représenté au Conseil par haut et puissant Seigneur Mr. Louis de Buade Frontenac, Chevalier, Comte de Palluan, Conseiller du Roi en ses Conseils, Gouverneur et Lieutenant Général pour sa Majesté en la Nouvelle France, que le dit Conseil assistant en corps à la Grande Messe de Paroisse le jour de la Purisication de la Ste. Vierge dernier, il remarqua que quoiqu'il sur du devoir des Marguilliers de faire porter au dit Conseil par leur Bedeau les Cierges qui avoient été achetés de l'ordre du dit Conseil sur les resus qu'ils auroient fait d'en sournir, néanmoins les dits Marguilliers n'y auroient satisfait; comme aussi qu'il se fait diversion des déniers qui appartiennent à la Fabrique pour en faire une autre application que celle à laquelle ils sont destinés par les personnes qui les ont aumônés ou donnés, sans

Ordonnance concernant les honneurs afrendre au Confeil et autres officiers dans les Eglifes. 120, Fev. 1675

Arrêts du Con. Sup. Reg. A fol. 221 V 9.

en demander le suffrage des Marguilliers, ni que cela passe à la pluralité des voix, et que même ils ne les ont en dépot, mais bien quelques uns des Ecclésiastiques particuliers, quoiqu'il soit de l'ordre que les Marguilliers les ayent pour les conserver, ou faire profiter à l'avantage de la dite Fabrique; et que leurs devanciers n'ont pas osé entreprendre de s'opposer à la clôture que les Eccléfiastiques ont faits de leur autorité privée, pour enfermer dans leur Séminaire, un petit Cimétiere qui étoit à côté de l'Eglise, dont ils ont fait un jardin, après en avoir exhumé les corps; et un terrein donné par le feu Sieur Couillard et sa femme pour faire les processions autour de l'Eglise, y ayant même fait bâtir, ensorte que les processions ne s'y peuvent plus faire : pourquoi les dits Marguilliers auroient été mandés au dit Conseil, le Procureur Général ce requérant, et eux ouis au désir de l'Arrêt du quatre du présent mois, le dit Seigneur Gouverneur leur a déclaré que le Conseil leur ordonnoit, lorsqu'il seroit en corps, de faire rendre aux personnes qui le composent les honneurs qui leur sont dûs aux jours de cérémonies, et d'enjoindre au Bedeau de l'œuvre de ne pas manquer aux civilités et services qu'il leur doit, soit pour annoncer le tems qu'il faudra marcher aux Processions, pour l'Adoration de la Croix, la présentation des Cierges et des Rameaux, pour la distribution du Pain beni immédiatement après les Ecclésiastiques et Chantres du Cœur, ou telles autres civilités qu'il appartiendra aux dits jours et qui dépendront d'eux; et de veiller par eux à l'avenir avec plus de soin à la conservation, répartition et distribution des déniers, biens et droits qui appartiennent à la Fabrique; dans toutes lesquelles choses, même dans l'audition et reddition de leurs comptes, ils seront tenus de se conformer à la pratique et usage qui s'observe dans toutes les Eglises du Royaume de France, où il ne se décide rien dans les affaires ordinaires qu'à la pluralité des voix des Marguilliers qui sont en charge, et dans les extraordinaires qu'en y appellant les anciens Marguilliers en nombre suffisant, le Curé y étant toujours présent, à peine d'en répondre en leur privé nom. Et ensuite il leur a encore été ajouté par le dit Seigneur Gouverneur, par manière d'avis qu'il estimoit qu'il seroit de la bienséance, et d'une prudence qui ne seroit pas même nuisible dre an Confell aux intérêts de la Fabrique, qu'ils en usassent aux jours ordinaires pour la distribution du Pain béni et autres petites civilités envers les personnes du Conseil, le Major de la place, les Officiers des gardes et Secrétaires des Gouverneurs, avec les mêmes distinctions que les Marguilliers en France ont accoutumé de faire lorsqu'il se trouve quelqu'un de considération en leur Eglise, afin que par cette différence qui ne sçauroit offenser ni blesser avec justice pas un bourgeois et habitant, ils les invitassent de continuer leur assiduité à la célébration du fervice divin et augmenter leur charité pour l'Eglise.

(Signé)

FRONTENAC.

ORDON-

ORDONNANCE

Concernant les abus commis par les Marguilliers et le Curé des biens de l'Eglise.

Le Conseil assemblé où présidoit Monseigneur le Gouverneur, et où étoient Messieurs de Tilly, d'Amours, Depeyras et de Vitré Conseillers, et le Procureur Général.

JU la Requête et moyens d'opposition attachés à icelle présentée au Conseil par les Curés et Marguilliers de la Paroisse Notre Dame de cette Ville afin d'être reçus opposans à l'exécution d'Arrêt du Conseil du quatrieme du présent mois, exploit de signification à eux faite du dit Arrêt par Génaple Huissier, le quatorze du dit présent mois à la requête du Lieutenant Général de cette ville, et après que le Sieur De la Ferté, l'un des dits Marguilliers en présence des Sieurs de Comporté et Azur ses Collegues, a représenté a peu près les mêmes raisons contenues dans les dits moyens d'opposition, Monseigneur le Gouverneur prenant la parole, a dit qu'il seroit à désirer qu'ils eussent eu par le passé autant de zèle et d'application pour conserver les biens appartenants à leur Fabrique, en se faisant restituer ses déniers qui ne doivent être divertis ni mis ailleurs qu'en leurs mains, et en veillant par eux à ce que les Ecclésiastiques du Séminaire de cette Ville ne s'appropriassent un terrein qui servoit autrefois de Cimetiere et dont ils auroient fait exhumer les corps pour s'en servir de Jardin et y faire des bâtimens; Et un autre terrein qui a été donné à la dite Fabrique pour faire les processions autour de l'Eglise, lequel ils ont enfermé dans leur enclos, mais qu'ils le devroient mieux faire paroître, pour contester aux officiers de justice les honneurs que le Roi entend leur être rendus au dedans et au dehors des Eglises, afin d'apprendre aux peuples par leurs exemples à respecter leurs personnes et leurs ordonnances et jugements, n'y ayant pas de moyens plus efficaces pour les continuer dans le service de Sa Majesté, qu'en imprimant dans leurs esprits du respect pour les Magistrats, que les oppositions et contestes qu'on y apporte tous les jours, donnent lieu de juger du peu de disposition

Ordonnance concernant les abus commis par les Mar-guilliers et le Curé des biens de l'Eglife.

18 Mars, 1675.
Arrêts du conf. fup. Reg, A. fol. 222.

disposition dans laquelle certains esprits se trouvent en ce Pays pour contribuer à ce que Sa Majesté soit obéie, et que les dits Marguilliers feroient bien mieux de s'appliquer à ce qui regarde l'augmentation du bien de leur Fabrique, que de se laisser persuader et embrouiller de ce que les autres ont peut-être trop dans l'esprit pour ne pas obliger le Conseil à se servir des voies qu'il a pour se faire obéir; A quoi lesdits Marguilliers par le dit Sieur de Laferté ont répondu qu'ils n'ont jamais eu que les pensées et les désirs que doivent avoir de bons Sujets de sa Majesté, et qu'ils feront le devoir de leurs charges; qu'à l'égard du terrein qui est dans le grand enclos du Séminaire, il a été laissé deux grandes portes pour faire les Processions, et que l'un ni l'autre n'a été enclos de leur tems, que pour les déniers dont le Sieur Dedouit, Prêtre est chargé, ils les tiennent sûrement en ses mains, et pour la préséance prétendue par le dit Lieutenant Général, ils supplient le Conseil de leur conserver le droit qu'ils ont de la prendre dans les honneurs de l'Eglise, à l'exception des jours que le Conseil s'y trouvera en corps; et a le dit Seigneur Gouverneur ajouté qu'il les exhortoit en ce à mieux faire leur devoir, qu'il ne sert de rien d'avoir laissé deux grandes portes, puisqu'elles ne sont ouvertes que pour le charoy du bois de chauffage des dits Ecclésiastiques qui occupent par là les lieux par où il faudroit que l'on passa en Procession, qu'il ne seroit pas décent de passer processionellement par un bucher, et que l'on voit assez que leurs prétentions sont de tacher d'effacer de la mémoire la destination faite de ce terrein, puisqu'ils ont cessé de faire les dites processions depuis le dit tems, qu'au reste le Conseil veillera à la conservation de ce qui appartient à la dite Fabrique comme chose publique, et que les Juges séculiers ont droit, et qu'il est même de leur devoir de prendre connoissance des comptes des Marguilliers, lorsqu'ils ont lieu de croire qu'il s'y commet de l'abus, et qu'il sera fait droit sur leur Requête et moyen d'opposition. Sur quoi le dit Sieur de Laferté, auroit dit que si les Juges séculiers avoient le pouvoir de prendre connoissance des comptes des Marguilliers, le bien de l'Eglise seroit en proie, et le dit Sieur de Comporté, que si cela étoit, ils ne dépendroient donc plus de Monsieur l'Evêque, à quoi le dit Sieur Gouverneur leur auroit repliqué qu'il s'étonnoit fort que le dit Sieur de la Ferté usa d'un tour si irrespectueux envers les Magistrats, et qu'il falloit qu'il apprit que lorsque les Juges séculiers prennent connoissance des comptes d'une Fabrique, ce n'est que pour empêcher que les biens de l'Eglise ne soient en proie, par l'intelligence et connivance qui pourroit être, et qui n'arrive que trop souvent en France entre les Curés et Marguilliers, qu'ainsi si le Conseil trouvoit à propos d'user du pouvoir qu'il a en cette rencontre, ce ne seroit qu'au cas, ou qu'il appréhendât quelques abus, ou pour mettre les choses dans un ordre qui empêchât s'up mant dans leurs ciprits du respec

es contefles auton y apporte tent les fours

qu'à l'avenir des Ecclésiastiques qui pourroient venir de France en ce pays, et n'être pas aussi soigneux et aussi vertueux que ceux d'aprésent, n'en pussent commettre si facilement de semblables. Qu'au reste le Conseil ne prétendroit jamais ôter par là la connoissance que Monsseur l'Evêque ou ses grands Vicaires doivent avoir de l'administration des dits biens, et que la dépendance que le Conseil en cette occasion a droit d'exiger des Marguilliers n'empêche pas celles qu'ils doivent aussi avoir de Monsseur l'Evêque et de ses grands Vicaires; ensuite de quoi les dits Marguilliers s'étant retirés, l'affaire mise en délibération, le Conseil oui et ce requérant le Procureur Général a ordonné et ordonne qu'il aura communication des dites pieces pour y donner ses conclusions dans la huitaine pour tout délai, et sur icelles être fait droit.

ARRÊT

Qui Ordonne aux Marguilliers de donner aux Officiers de la Justice des Messieurs de la Compagnie, une place honorable dans leur Eglise après celle du Conseil, et dans les autres Eglises aux Officiers de la Justice des lieux, une place après celle des Gouverneurs des lieux et Seigneurs particuliers.

Le Conseil assemblé où présidoit Monseigneur le Gouverneur, et où étoient Messieurs de Tilly, Damours, Dupont, Depeyras et de Vitré, Conseillers, et le Procureur Général.

Lecture faite des conclusions du Procureur Général, et avant que d'opiner sur l'affaire en question, il auroit été trouvé à propos de faire entrer le Lieutenant Général pour lui demander l'explication de ses prétentions contenues par les exploits de significations faites à sa requête aux Curés et Marquilliers

Arrèt qui oredonne aux Marguilliers de donner aux officiers de la Justice des Mcs. fieurs dela com pagnie une place honorable dans leur Eglife aprèscelle du Confeil, et dans les autres Eglifes aux officiers de la juftice des lieux une place après celle des Gouverneurs des lieux et Seigneurs particuliers. 26 Mars, 1675. Arrêts du conf

fup. Reg. A. fol. 222. Vo.

guilliers de la Paroisse Notre Dame de cette ville, de l'Arrêt du dit Conseil, du quatre du présent mois, lequel oui a dit qu'il ne piétend nullement qu'il lui soit distribué des honneurs dans l'Eglise au préjudice de ce qui appartient au Conseil, et qu'il faudroit qu'il fut fol pour en user autrement, et ce fait se seroit retiré; après quoi le dit Conseil auroit fait rentrer le dit Procureur Général pour s'expliquer sur ses dites conclusions, et savoir de lui si par ce qui est dit en icelles au regard du Lieutenant Général il prétendroit au cas que le Conseil vint à ordonner que le dit Lieutenant Général auroit les honneurs avant les Marguilliers, que les dits honneurs lui duffent appartenir à cause de sa charge de Procureur Général, avant le dit Lieutenant Général, quoique le Conseil n'y fut présent; lequel dit Procureur Général a dit qu'il persiste dans ses dites conclusions. Et que si tant est qu'il fut ordonné par le Conseil que le dit Lieutenant Général dut prendre les dits Marguilliers en la distribution des dits honneurs aux jours ordinaires, il prétend qu'encore que le Conseil ne se trouvât pas en corps, lui Procureur Général affistant à la célébration du Service Divin, devroit avoir en vertu de sa charge les dits honneurs devant le dit Lieutenant Général, quoiqu'il ne demande pas à jouir de cette prérogative, la croyant en cette rencontre contraire aux intentions du Roi, à son Ordonnance du deux Mars, 1668, et l'Arrêt de son Conseil d'Etat du douzieme Avril, 1670. Et ensuite le dit Conseil ayant remarqué que dans les conclusions du dit Procureur Général, il s'y étoit servi de termes en parlant du dit Seigneur Gouverneur autres que le Conseil n'a accoutumé de faire, le dit Seigneur Gouverneur a prié le Conseil avant que de mander le dit Procureur Général pour s'éclaireir là dessus des raisons qu'il avoit eues d'en user ainsi, de lui donner Acte comme quoi il n'a jamais demandé ni témoigné souhaiter directement ni indirectement que le Conseil en parlant de lui dans ses Verbaux et Arrêts lui fit l'honneur d'user des termes aussi honorables que ceux qu'il emploie, et que s'il l'a souffert, ce n'a été que parcequ'il a cru qu'il étoit de l'usage pratiqué dans le Conseil, et que même il avoit remarqué qu'auparavant qu'il eut pris place au Conseil, Monsieur de Courcelles ci-devant Gouverneur, et Monsieur Talon, ci-devant Intendant, dans l'enrégistrement de ses provisions en avoient fait dresser l'acte dans les mêmes termes; protestant tout de nouveau que h le Conseil trouve que ces termes doivent être changes à l'avenir ou dans ses Arrêts, ou dans les conclusions du dit Procureur Général, ou qu'on doive attendre sur cela un éclaircissement des intentions de sa Majesté, il se soumet à tout ce qu'il plaira à la Compagnie d'en ordonner.

Sur quoi le dit Procureur Général ayant été mandé, a dit que dans le peu de temps qu'il y a qu'il est dans la charge, il ne s'étoit point encore prélenté occasion de parler dans les conclusions qu'il a données par écrit de la personne du dit Seigneur Gouverneur, et que n'ayant pas eu communication de l'en-

régistrement

régistrement fait de ses dites provisions, ni fait assez de reflexion sur la manière qu'on avoit accoutumé d'en user, il avoit crû qu'il étoit obligé par le du de sa charge, de suivre le style des Parlements de France, qui n'ont pas accoutumé d'user de pareils termes envers les Gouverneurs de Provinces, que néanmoins ayant eu présentement, communication du dit enrégistrement et de la pratique du Conseil, qui peut être fondée sur ce qu'il paroit, par les provisions des Gouverneurs, qu'ils sont Chess de la Justice aussi bien que des armes en ce Pays, et représentent la personne du Roy, dans le Conseil, il déclare qu'il est prêt de résormer à cet égard ses conclusions, et d'en user à l'avenir, suivant la pratique ordinaire du Conseil, jusques à ce que l'on aye eu de sa Majesté un plus grand éclaircissement sur cet article.

Dont et dequoi le Conseil a donné acte, et ordonné qu'il sera continué à se servir des mêmes termes dans le Conseil jusques à ce qu'il soit apparu que la volonté du Roi y soit contraire.

Monseigneur le Gouverneur et Monsieur le Procureur Général s'étant retirés.

ENTRE les Curés et Marguilliers de la paroisse de Notre Dame de cette ville, demandeurs en requête d'opposition à l'Arrêt du Conseil du quatre de ce mois d'une part; et le Lieutenant Général de cette ville, défendeur, et respectivement demandeur en exécution du dit Arrêt d'autre part; vu le dit Arrêt sus-daté et pieces mentionnées en icelui, autre Arrêt du dixhuit de ce mois, et les pieces y énoncées, conclusions du Procureur Général auquel le tout auroit été communiqué, tout considéré, le Conseil a débouté et déboute les dits Curé et Marguilliers de leurs dits moyens d'opposition, ordonné que le dit Arrêt du quatre de ce mois sera exécuté selon sa forme et teneur, tant à l'égard des Marguilliers de l'Eglise de Québec que de toutes les autres paroisses de ce pays; et ce faisant qu'il sera baillé par les Marguilliers de Québec aux Officiers de la Justice de Messieurs de la Compagnie des Indes Occidentales une place honorable dans leur église après celles dans lesquelles le Conseil a coutume de se mettre, lorsqu'il assiste au service divin; et dans les autres Eglises, aux Officiers de la Justice des lieux, après celles des Gouverneurs particuliers et Seigneurs, dans lesquelles places les Curés et Ecclésiastiques de chaque lieu, comme aussi les Marguilliers de chaque paroisse, seront tenus, chacun à leur égard, de rendre et faire rendre aux dits Officiers de Justice, même les Dimanches et Fêtes ordinaires, tous les honneurs mentionnés au dit Arrêt; défenses aux Curés et Ecclésiastiques d'en user autrement que dans l'ordre prescrit, et aux Marguilliers d'en recevoir avant les dits Officiers, en cas qu'il leur en sut présenté, le tout sous telle peine que de raison, sans préjudice du rang dont la dite Compagnie a requis ci-devant ou peut requérir ci-après le Conseil, de faire jouir son agent général, et sans avoir égard à l'opposition et prétention particulière du dit Procureur Général, attendu qu'il ne peut prétendre d'honneurs d'Eglise en son particulier, jusqu'à ce que le Conseil ait réglé s'il en doit décerner aux jours ordinaires à chacun des particuliers qui composent le dit Conseil.

F. F.

PERMIS

D'ensemencer les terres aux dépens de qui il appartiendra.

Permis d'ensemencer les terres aux dêpens de qui il appartiendra. 6 Mai. 1675. Arrêts du con. sup. Reg. A. Fol. 229. E Conseil assemblé où présidoit Monseigneur le Gouverneur, et où étoient Messieurs de Tilly, d'Amours, Dupont, Depeiras et de Vitray, Conseillers, et le Procureur Général.

DEFAULT à Robert Drouin comparant par l'Huissier Gosset, demandeur en homologation de sentence arbitralle, rendue entre lui et Pierre Maheu son Gendre, en date du seize Avril dernier, contre le dit Maheu désaillant, assigné à ce jour aux sins susdites, par exploit du dit Gosset du quatre de ce mois, pour le prosit duquel, ordonné que le dit Maheu sera ré-assigné à comparoître au premier jour de Conseil d'après les semences, et cependant permis au dit Drouin de faire ensemencer la terre en question, aux fraix de qui il appartiendra.

ENTRE Jacques Fournier Sieur de la ville, comparant par sa semme demandeur en Requête d'une part, et Romain Becquet, notaire Royal, au nom et comme Procureur des Pères Jésuites de cette ville, désendeur d'autre. Parties ouies, et vu la dite Requête, tendante à ce qu'il soit permis au demandeur d'ensemencer par provision ce qu'il a fait saire de désert sur les terres qui lui sont contestées par les dits Pères, et de faire abattre aux fraix de qui il appartiendra une pointe de bois pour donner air au grain, qu'il est prêt d'y ensemencer semencer, attendu que l'an passé la dite pointe de bois sit gâter et échauder le grain qu'il y avoit sait, oui le Procureur Général, le Conseil permet au demandeur d'ensemencer les terres qui lui sont contestées, sauf en cas qu'en définitive il soit déchu de la propriété de tout ou partie d'icelles, d'en payer ferme aux dits Péres, au dire d'experts, et au surplus ordonné que les dites parties produiront respectivement dans huitaine leurs pieces, et que le dit Becquet rendra celles du demandeur, à quoi faire il sera contraint par corps.

ORDONNANCE

Concernant les Moulins à Vent et à Eau Bannaux.

Vu la Requête présentée au Conseil par Charles Morin, Meunier au Mou-lin de la Seigneurie de Maure, tendante à ce que Pierre Lefebvre dit la Douceur, l'un des fermiers du Moulin de la Seigneurie de Dombourg, fut condamné lui restituer la farine qu'il a prise dans les poches de lui dit Morin; et attendu que le Moulin de Dombourg n'est point banal et qu'il ne peut suffir pour entretenir de farine les habitants qui en dépendent, permettre au dit Morin d'aller quérir les bleds de ceux qui voudront lui en donner à moudre, et faire défenses au dit la Douceur d'y apporter à l'avenir aucun empêchement. Ordonnance du Conseil étant au bas, du 21e. Juin dernier, portant communication au Procureur Général, oui Pierre Lafuye dit Mouture, co-fermier du dit Moulin de Dombourg, comparant pour le dit la Douceur, conclusions du dir Procureur Général, tout considéré; Le Conseil a débouté et déboute le dit Morin de sa demande et prétentions; et faisant droit sur les dites conclusions et conformément à icelles, a ordonné et ordonne que les Moulins, soit à eau, soit à vent, que les seigneurs auront bâtis ou feront bâtir à l'avenir sur leurs seigneuries, seront bannaux, et ce faisant que leurs tenanciers qui se seront obligés par les titres de concession qu'ils auront pris de leurs terres, seront tenus d'y porter moudre leurs grains, et de les y laisser au moins deux fois vingt quatre heures, après lesquelles il leur sera loisible de les reprendre, s'ils n'étoient moulus pour les porter moudre ailleurs, sans que les Meuniers puissent en ce cas prendre le droit de Mouture, désenses à eux de chasser les uns sur les autres, à peine suivant la coutume d'un écu d'amende envers le Seigneur

Règlement concernant les Moulins à Vent et à Eau Bannaux. 1. Juillet, 1675 Arrêts du conf. fup. Reg. A fol. 235 Seigneur, et de confiscation des grains et voitures, ordonne aussi que copies du présent Règlement, seront envoyées à la diligence du dit Procureur Gênéral, par toutes les Jurisdictions de ce pays, pour y être régistré, et qu'il y sera publié et affiché aux lieux accoutumés, à la diligence des Procureurs du Roi, ou siscaux, asin que personne n'en ignore.

ORDONNANCE

Portant défense de passer ni chasser sur les terres ensemencées.

Ordonnance
portant dêfense
de passer ni
chasser sur les
terres ensemen
cées,
6 Juillet 1676,
Arrêts du ConSup. Reg. Aa
fol. 254.

E Conseil assemblé où étoient Messieurs de Villeray, de Tilly, d'Amours, Dupont et Depeyras, Conseillers, le Procureur Général, présent.

Sur ce qui a été remontré par le Procureur Général, que la multiplicité des Chasseurs qui passent journellement dans les terres ensemencées ou rompent les clôtures et y donnent entrée aux Bestiaux, cause des dommages très considérables, requérant qu'il y soit pourvu, la Cour, par provision, a fait et fait inhibitions et défenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de passer ni chasser dans les terres ensemencées, rompre, abattre, ni forcer les clôtures, à peine de dix livres d'amende, et de plus grande somme si le cas y échet, et de tous dépens, dommages et intérêts; la dite amende applicable moitié au dénonciateur, moitié au propriétaire : enjoint au Lieutenant Général de la Prévôté de cette ville de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, laquelle, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance, sera lue, publiée et affichée aux lieux accoutumés, à la diligence du Procureur Général qui en certifiera la Cour dans quinzaine.

REGLEMENS

REGLEMENS

Généraux pour la Police.

Le Conseil assemblé où étoient Monsieur l'Intendant, les Sieurs de Villeray, de Tilly, Damours, Dupont, de Lotbiniere, de Peyras et de Vitray, Conseillers, le Procureur Général, présent.

Reglemens generaux pour pour la Police, 11 Mai, 1676. Arrêts du conf. fup. Reg, A. fol. 270. Vo.

VU par la Cour son Arrêt du quatorzieme Janvier dernier, portant qu'il seroit travaillé aux Règlemens de Police, conformément aux ordres donnés par le Roi au Sieur Duchesneau, Intendant de la Justice, Police et sinances de ce pays, contenus dans sa commission, signée, LOUIS, et plus bas Colbert et scellée en queue du grand sceau de cire jaune, donnée au Camp de Luting, le cinquieme Juin, Mil six cent soixante quinze, régistrée en cette Cour le seizieme Septembre en suivant, oui le Procureur Général en ses conclusions. La Cour après s'être fait représenter les Régistres du Conseil, contenant les Arrêts et Ordonnances de Police rendus du tems de Messieurs de Mezy, Tracy, Courcelle, et Comte de Frontenac, Gouverneurs de ce pays, et de Messieurs Talon et Boutroue, Intendants, a fait les Règlements qui ensuivent, pour être exécutés par provision, jusqu'à ce qu'il ait plu à sa Majesté les confirmer.

PREMIEREMENT.

Il sera désigné un lieu plus commode dans la haute ou la basse-ville de Québec, pour y établir un Marché le plutôt que faire se pourra, qui se tiendre deux sois la semaine, savoir, les Mardi et Vendredi, dans lequel tous les habitans qui auront quelques grains, volaille, gibier et autres denrées à vendre pourront les y porter.

II. Défenses sont faites à tous habitans soit de cette ville ou de la campagne de porter dans les maisons particulieres des volailles, gibiers, œufs, beurre et autres menues denrées, sans les avoir auparavant exposées en vente aux jours de Marché, jusques à onze heures du matin, sans toutefois ôter la liberté aux bourgeois de cette dite ville d'aller dans les Maisons de la campagne acheter ce qui leur sera nécessaire.

- III. Pareilles défenses aux Cabaretiers de cette ville et fauxbourgs, et à tous vendeurs et regratiers d'aller acheter au marché ce qui leur sera nécessaire que huit heures en Eté, et neuf en Hyvers ne soient sonnées, pour donner tems aux Bourgeois de se sournir de ce qu'ils auront besoin.
- IV. Tous les poids et mesures, comme minot, demi minot, boisseau, pot, pinte, aulne, demie aulne, chaines, romaines, crochets, ballances et généralement tout ce qui est nécessaire pour la vente et achat des marchandises qui ne seront point marqués, le seront à la marque du Roi, en présence du Lieutenant Général de la Prévôté de cette ville, par son Gressier, auquel il sera payé cinq sols pour chacune marque, dont moitié sera et demeurera à son prosit, et l'autre moitié au prosit de la ville, dont le dit Gressier tiendra Régistre et en rendra compte tous les six mois.
- V. Il sera établi une personne qui aura une chêne marquée à la marque du Roi pour corder les bois de chaussage qui se vendront à l'avenir en cette ville, chacune corde sera de huit pieds de longueur et quatre pieds de hauteur, et aura le dit bois trois pieds et demi de longueur entre les deux coupes, enjoint aux bucheurs de le faire dans les forêts de pareille longueur et hauteur, sous peine de perdre leur travail et d'amende arbitraire, lequel cordeur aura pour son droit deux sols par corde de ceux qui voudront l'employer, sans qu'il puisse contraindre aucun à le faire.
- VI. Il est enjoint à toutes personnes qui feront bâtir à l'avenir des maisons en cette ville, d'y faire des latrines et privés, afin d'éviter l'infection et la puanteur que ces ordures apportent lorsqu'elles se font dans les Rues, et qu'il en sera fait aux maisons qui sont de présent bâties, si le lieu de leur situation le permet, et en cas qu'il ne sut pas possible d'en faire, les propriétaires et locataires demeurans dans les dites maisons, seront tenus de nettoyer tous les matins le devant d'icelles, sous peine d'amende arbitraire.
- VII. Tous propriétaires ou locataires qui occupent des maisons en cette ville, nettoyeront à l'avenir les rues de devant leurs logis pour en faire transporter les immondices en lieu qui n'incommode pas, n'en souffrant aucunes dans les dites rues, sous peine d'amende arbitraire.
 - VIII. Défenses à toutes personnes de garder des fourrages dans leurs maisons,

fons, en lieux susceptibles du feu, particulièrement en la basse-ville de Québec, ni de nourir aucuns bestiaux dans la dite basse-ville pendant l'hiver à cause des accidens du feu, qui en arrivent trop souvent, et que si quelqu'un veut y en avoir pendant l'Eté, ils seront tenus de nettoyer tous les huit jours, les lieux où ils les retireront la nuit, et en porteront les sumiers à la riviere, sous peine d'amende arbitraire et confiscation des bestiaux.

IX. Il est fait défenses aux habitans de cette ville de Québec de jetter ni souffrir qu'il soit jetté ou mis des pailles, sumiers, et toutes autres choses dans les rues qui pourroient être susceptibles du seu, à peine de dix livres d'amende contre ceux devant le logis desquels ils seront trouvés.

X, Pareilles défenses à toutes personnes de prendre du tabac, ni porter du feu dans les rues de cette dite ville sur peine de punition corporelle.

XI. Tous propriétaires des maisons de la haute ou basse-ville qui n'auront point de sorties aux combles de leurs maisons pour aller au haut de leurs cheminées, seront tenus, de mettre et entretenir une échelle appuyée sur le toit de chacun leurs maisons, asin qu'on puisse monter sur les combles d'icelles, et les abattre si besoin est, en cas d'incendie.

XII. Au premier coup de cloche, chaque habitant, et les personnes qu'il aura chez lui, capables de rendre service, sortiront de leurs maisons pour se rendre au lieu, où le seu sera allumé, chargé d'un sceau on chaudiere sur peine de châtiment.

XIII. Toutes perfonnes seront obligées de tenir leurs cheminées nettes de suie, et pour cet effet, ils les feront rammoner de deux en deux mois, en tireront certificat pour témoignage de leur diligence, de deux de leurs voisins, qu'ils remettront entre les mains du Lieutenant Général de la Prévôté de cette ville ou du Procureur du Roi en icelle, sur peine par les contrevenans de répondre en leurs propres et privés noms des torts et accidents qui arriveront par la faute de n'avoir fait nétoyer et ramoner leurs dites cheminées.

XIV. Aucunes personnes de cette ville ne pourront faire élever chez eux aucun poële, soit de fer ou de briques, si ce n'est dans des cheminées, ou qu'il n'en soit fait de capables, pour les y mettre.

XV. Il est enjoint à tous bouchers que, lorsqu'ils tueront des bêtes en cette ville, d'emporter à l'instant tout le fang et immondices pour empêcher l'infection que cela pourroit causer, sous peine de dix livres d'amende.

XVI. Et parceque sous prétexte de tenir cabaret, quelquesois des personnes de mauvaise vie pour avoir lieu de subsister et d'entretenir leurs débauches, souffrent dans leurs maisons des scandales publics, il est désendu à toutes personnes de tenir cabaret et mettre la serviette chez eux, excepté à ceux de qui la probité sera connue, et qui en auront permission par écrit sur le certificat de leurs bonne vie et mœurs.

XVII. Défenses à tous cabaretiers de ce pays de prêter ni faire crédit aux fils de familles, soldats, valets, domestiques et autres, ni de prendre d'eux aucuns gages, comme aussi de donner à boire la nuit passé neuf heures du soir sous peine d'amende arbitraire et de perdre leur dû, lesquels cabaretiers n'auront aucune action contre qui que ce soit pour dépense de bouche, comormément aux anciennes Ordonnances.

XVIII. Défenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de jurer dans les cabarets et ailleurs, sous peine d'amendes arbitraires et même de prison si le cas y échet.

XIX. Défenses aux cabarétiers de donner à boire et à manger à tous maçons, charpentiers, meuniers et autres entrepreneurs d'ouvrages pendant les jours de travail, s'ils les connoissent pour tels, sans permission de celui pour lequel ils travailleront, et aux dits maçons, charpentiers, conducteurs d'ouvrages, menuissers, manœuvres et autres travaillans de quitter et abandonner leur besogne aux jours ouvrables, sans permission du propriétaire ou entrepreneur de l'ouvrage, sous peine d'être responsables des journées des manœuvres qui seront sous eux, et en trois livres d'amende vers les propriétaires, lesquels

quels manœuvres travailleront dans les heures du travail sans pouvoir quitter pour quelques causes que ce soit, à moins qu'ils n'aient permission du dit conducteur de l'ouvrage ou propriétaire, sous peine de perdre sa journée, de trois Livres d'amende vers le dit propriétaire ou conducteur, et de tous dépens, dommages et intérêts.

XX. Il est ordonné à tous Cabaretiers de tenir dans chacune des chambres où ils donneront à boire et à manger les articles des Règlemens qui regardent les mœurs, la punition des juremens et blasphêmes, et autres défordres, et désenses de donner à boire et à manger chez eux pendant la célébration du service divin, afin que par la vue de ces Ordonnances toutes personnes se contiennent dans le devoir, et qu'aucun ne contrevienne sur peine d'amende arbitraire, enjoint aux cabaretiers d'avertir les dits Lieutenant Général et Procureur du Roi de ce qui se passera chez eux contre les dites Ordonnances sur les mêmes peines.

XXI. Tous Boulangers qui sont ou seront établis dans cette dite ville, auront en tous temps leurs boutiques garnies de pains blanc et bis pour vendre
au public, au poids et au prix qui sera ordonné par la police générale, défenses aux cabaretiers d'en faire chez eux pour vendre aux buveurs et hôtes,
leur permettant seulement d'en faire pour leurs personnes et domestiques,
et aux boulangers de vendre vin et autres boissons en quelque manière que
ce soit, et que lorsqu'il sera donné permission aux boulangers de tenir boutique pour vendre pain, s'il s'en présente qui soient habitans, ils seront présérés, et après eux ceux qui voudront s'habituer dans ce pays, toutessois après
que l'essaie de leur pain aura été fait.

XXII. Il sera créé en cette ville de Québec des Maitres jurés de chaque métier, qui prêteront serment entre les mains du dit Lieutenant Général en la présence du dit Procureur du Roi, après avoir été élus et nommés par la pluralité des voix et suffrages des artisans de leur profession, asin que les dits jurés ayent inspection et droit de visite sur les ouvrages de leur métier, et d'user des mêmes pouvoirs, droits, privilèges et honneurs que sont les maitres jurés de chaque métier de la ville de Paris.

XXIII. Il est fait défenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de prendre, enlever, détourner ni de réserver sous V quelque quelque prétexte que ce puisse être, des chaloupes, canots, de bois ou d'écorce, ni leurs agrés qui seront dans le Havre et dans la rade de cette Ville, sans la participation du propriétaire, à peine de tous dépens, dommages et intérêts, cinquante Livres d'amende pour la première sois, et de plus grande peine en cas de récidive.

XXIV. Tous Maitres de barques, Commis ou Pilotes de bâtimens voiturant sur le Fleuve St. Laurent, dans tous les lieux de ce Pays, seront tenus de donner reconnoissemens par écrit des marchandises qui seront chargées dans leurs bâtimens, lesquels reconnoissements contiendront le nombre et qualité des marchandises, le lieu où elles devront être déchargées, et ce qui leur conviendra pour le frêt d'icelles, aux Us et Coutumes de France, sous peine de deux cents livres d'amende,

XXV. A l'avenir tous les habitans de ce pays seront tenus de faire garder leurs bestiaux, soit dans les Communes, soit dans leurs concessions, chacun à leur égard, sans qu'ils les puissent faire pâturer sur les terres de leurs voisins, sans leur consentement, depuis que le Juge des lieux aura fait défenses de laisser paccager les dits beltiaux dans les terres après la fonte des neiges, jusques à ce qu'il aye donné permission de cesser la garde après la récolte, à peine de dix livres d'amende contre les contrevenants et de payer le dommage qui sera fait, permis à ceux qui voudront, de clôre leurs terres et prairies, sans néanmoins les dispenser de la garde de leurs bestiaux pendant le tems déclaré ci-dessus, comme aussi permis aux propriétaires des terres de saisir les chevaux, cavalles, bœufs, vaches, moutons, porcs, eyes et volailles qu'ils trouveront en dommages dans leurs terres et prairies, et de les retenir pendant vingt quatre heures seulement, pendant lesquelles ils feront tenus d'en avertir la justice pour être pourvu au dommage qui se trouvera fait, défenses de recouvrer les bestiaux saisis pendant le dit tems par voie de fait à peine d'amende; et sera le propriétaire des terres crû à son serment, de la prise, s'il est de bonne renommée, et le maitre des bestiaux du dommage jusqu'à dix sols, si le propriétaire ne veut faire preuve de plus grand, si le dommage est fait de nuit, le Maitre des bestiaux sera condamné en quinze livres d'amende, outre le dédommagement et confiscation des bestiaux si le cas y échet, déclare les prairies qui seront fermées ou entourées de hayes vives; défensables en tout tems, et que les poics seront annelés depuis que le Juge des lieux aura donné permission de cesser la garde des bestiaux jusqu'aux neiges, permet aux propriétaires des terres qui les trouveront en dommage dans les tems défendus, d'en tuer un, en le laissant sur la place, fans sans préjudice du dédommagement qu'il pourra poursuivre, qu'il ne sera fait aucuns chemins nouveaux, ni passé par ailleurs que sur les anciens, si ce n'est par autorité de justice, sur peine d'amende arbitraire et de tous dépens, dommages et intérêts des parties plaignantes, et sans toutesois que le présent règlement puisse contrevenir ni préjudicier à ceux ci-devant saits pour la Seigneurie de Notre Dame des Anges, touchant la garde de leurs bestiaux des septieme Juillet 1670 et neuvieme Avril, mil six cent soixante quatorze, que la Cour ordonne être exécutés selon leur forme et teneur, aux charges et soumissions y contenues.

XXVI. Ceux qui auront défriché des terres qui se trouveront par l'alignement appartenir à leurs voisins, et qui en auront joui pendant six années ou plus, y compris la premiere employée pour abattre le bois, seront tenus de les laisser aux propriétaires d'icelles sans pouvoir prétendre autre remboursement ou dédommagement; que ceux qui en auront jouis moins que des dites six années, continueront leur jouissance jusques à la fin d'icelles, à la charge d'en user comme un père de famille sans les déssoler ni déterriorer en façon quelconque, à peine des dommages et intérêts des propriétaires. et à la fin d'icelles, seront tenus de les laisser, si mieux n'aime le propriétaire le rembourser pour le tems qu'il restera lors à expirer des dites six années, lequel sera estimé; que s'il se trouve quelques bâtiments sur les dites terres défrichées, ils seront pareillement estimés et payés par le propriétaire d'icelles. ou compensés par d'autres bâtimens de pareille valeur qu'il pourra faire : il est enjoint à tous ceux qui donneront à l'avenir des concessions de les faire melurer, arpenter et tirer les alignements de dix arpens en profondeur. en commençant par la plus ancienne, dès la première année de la distribution aux dépens néanmoins de ceux qui les recevront, à peine de répondre par les dits bailleurs en leur propre et privé nom du dommage et intérêts que pourroient prétendre ceux qui seroient lezés; et jusques à ce que le dit allignement de dix arpents en profondeur soit achevé, ils ne payeront aucuns des droits ni redevances portés par leurs contrats.

XXVII. Ceux qui auront des Chardons sur leurs terres les couperont ou feront couper à la sin de Juillet de chaque année, même dans les chemins qui passent au devant ou dans leurs terres, chacun en droit soi à peine d'amende arbitraire.

XXVIII. Les Arpenteurs mettront incessamment leurs boussoles et instruments V 2 d'arpentage d'arpentage entre les mains de Martin Boutet, Professeur ès Mathématiques, pour être par lui égallés, et à cet esset, il sera posé aux frais de sa Majesté, sous son bon plaisir, quatre pilliers ou bornes en cette ville ès lieu le plus commode; savoir, deux sur le rhumb de vent nord-est et sud ouest, et les deux autres sur celui du sud-est au nord-ouest, dont les dits Arpenteurs dresseront procès verbal, duquel ils mettront une expédition au Gresse de cette Cour, pour éviter les changements qui pourroient arriver à l'avenir par la variation de l'aimant, lesquels allignemens seront continués d'être suivis pour les concessions qui seront données au nom du Roi, sans toutesois ôter la liberté aux Seigneurs particuliers de donner tels allignemens qu'ils désireront sur les terres de leurs siess; qu'il ne sera reçu à l'avenir aucuns Arpenteurs qu'il m'aye au préalable fait conformer l'instrument dont il se prétendra servir, sur les dites quatre bornes, le présent règlement étant seulement pour l'avenir, n'entendant par icelui rien changer de ce qui a été fait jusqu'à présent.

XXIX. Défenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles puissent être, sous quelque prétexte et occasion que ce soit, même d'acquittement des dettes qui leur seroient dues par les sauvages, de traiter aux dits sauvages les capots et couvertes dont ils se trouveront revêtus, ni aussi leurs fusils, poudre et plomb, sous peine de cinquante livres d'amende, comme aussi aux dits sauvages, leurs semmes et ensans de s'enyvrer sous peine de punition corporelle, ni aux français de leur donner de la boisson jusqu'à cet excès, sous les mêmes peines.

XXX. Tous fauvages subiront les peines portées par les Loix et Ordonnances de France, pour le vol, meurtre, rap, ivresse et autres sautes, ce qui sera signissé aux principaux de chaque nation à la diligence du Procureur Général, ainsi qu'il a été ci-devant fait.

XXXI. Pour remédier aux abus qui s'augmentent tous les jours par la désertion que font les domestiques du service de leurs maitres au grand détriment de la Colonie, il est désendu à tous engagés de délaisser et abandonner le service de leurs maitres, à peine d'être appliqués au carcan, pour la première fois, et pour la seconde d'être battus de verges et de leur être appliqué l'impression d'une sleur de Lys; désenses sont aussi faites à toutes personnes de leur donner retraite sans congé par écrit de leurs Maitres, ou certificat du Commandant, Juge ou Curé du Quartier, comme il n'est en gagé

à personne, à peine de vingt Livres d'amende, et de payer chacune des journées d'absence du dit service à cinquante sols, comme responsables des frais des sugitifs.

XXXII. Défenses à toutes personnes de donner retraite, ni favoriser les filles et semmes de mauvaise vie, maquereaux et maquerelles sur peine de punition, conformément aux Ordonnances, lesquelles dites putains, maquereaux et maquerelles seront châtiés suivant la rigueur d'icelles.

XXXIII. Défenses aussi à tous vagabonds de l'un et de l'autre sexe de demeurer et s'habituer en cette ville et banlieue, sans auparavant avoir donné déclaration du sujet de leur établissement, et obtenu permission du dit Lieutenant Général et Procureur du Roi, sur peine d'en être chassés et d'amende arbitraire, même de punition corporelle si le cas le requiert.

XXXIV. Il est fait défenses à toutes personnes se disant pauvres et nécessiteuses de quêter et mandier dans cette ville et banlieue sans le Certificat de leur pauvreté, signé par le Juge ou Curé des lieux, contenant leurs demeures, lequel sera représenté au dit Lieutenant Général et Procureur du Roi, sur peine de punition corporelle.

XXXV. Pour empêcher que les Meuniers fassent tort aux habitans de ce pays, et manquent à leur devoir, n'obéissant pas aux Arrêts de cette Cour, cidevant rendus sur ce sujet, il leur est désendu de faire payer pour le mouturage de grains plus que le quatorzieme, et de chasser les uns sur les autres; et en cas que les dits Meuniers commettent malversation, ceux qui se plaindront n'auront leur recours que contr'eux, en cas qu'ils soient fermiers, et s'ils ne le sont pas, sur les propriétaires, et seront tenus ceux qui porteront ou envoyeront des grains moudre, de les péser ou faire peser au Moulin en présence du meunier, et après qu'il sera moulu, la farine qu'il aura rendu, faute de quoi ne seront reçus en leurs plaintes, et enjoint aux Meuniers d'avoir des poids pour peser.

XXXVI. Il est défendu très expressément à tous sujets du Roi de quelque qualité et condition qu'ils soient, de blasphêmer, jurer, et détester le Saint Nom de Dieu, ni proférer aucunes paroles contre l'honneur de la très sacrée Vierge sa Mere, et des Saints, et que tous ceux qui se trouveront convaincus d'avoir

d'avoir juré et blasphêmé le Nom de Dieu, de sa très Sainte Mere et des Saints, seront condamnés pour la premiere fois en une amende pécuniaire selon leurs biens, la grandeur et énormité du Serment et Blasphême, les deux tiers applicables à l'Hôpital des lieux, et où il n'y aura d'Hôpital, aux Eglises, et l'autre tiers aux dénonciateurs: et si ceux qui auront été ainsi punis retombent à faire les dits ferments, ils seront pour la seconde, tierce et quatrième fois condamnés en amende, double, triple et quadruple; pour la cinquiéme fois seront mis au Carcan aux jours de Fêtes de Dimanche ou autres, et y demeureront depuis huit heures du matin jusqu'à une heure après midi, et seront sujets à toutes injures et opprobres, et en outre condamnés en une grosse amende: Et pour la sixieme fois, seront menés et conduits au Pilory, et auront la lêvre de dessous coupée, et si par obstination et mauvaise coutume invétérée. ils continuoient, après toutes ces peines, à proférer les dits Jurements et Blasphêmes, ils auront la Langue coupée toute juste, afin qu'à l'avenir ils n'en puissent plus proférer, et en cas que ceux qui se trouveroient convaincus. n'avent pas de quoi payer les dites amendes, ils tiendront Prison pendant un Mois au pain et à l'eau, ou plus longtems, ainsi que les Juges le trouveront plus à propos, selon la qualité et l'énormité des dits Blasphêmes : et afin qu'on puisse avoir connoissance de ceux qui retomberont aux dits Blasphêmes, sera fait Régistre particulier de ceux qui auront été repris et condamnés. Il est enjoint à tous ceux qui auront ouy les Blasphêmes de les révéler aux Juges des lieux dans vingt quatre heures à peine de soixante sols d'amende, et plus grande s'il y échet. Et dans les juremens dont on a ordonné ci-dessus les châtimens, ne sont compris les énormes Blasphêmes qui ressentent l'infidélité et dérogent à la bonté et grandeur de Dieu, et de ses autres Attribus, lesquels crimes seront punis de plus grandes peines que celles qui sont déclarées, ainsi qu'il sera jugé par les Magistrats, eu égard à leur énormité.

XXXVII. Défenses aux personnes de la Religion prétendue réformée de s'assembler pour faire l'exercise de leur Religion dans l'étendue de ce dit pays, sous peine de châtiment suivant la rigueur des Ordonnances, lesquelles ne pourront hyverner à l'avenir en ce dit pays sans permission, et que si quelqu'un y hyvernoit pour cause légitime, ils n'auront aucun exercise public de leur Religion, et vivront comme des Catholiques sans scandale.

XXXVIII. Il est désendu à tous marchands Forains de débiter aucunes boissons en détail, ni du Tabac audessous d'une Livre pesant, et de traiter ni commercer avec les Sauvages, directement ni indirectement, sous peine de cinq cents livres d'amende et confiscation des marchandises.

XXXIX. Défenses à tous marchands forains de faire manufacturer aucuns capots, habits, basdechausses, chemises, tapabors et autres hardes, n'y d'en vendre en outre de celles qu'ils auront déclarées dans leurs factures, sur peine de confiscation et d'amende arbitraire.

XL. Pareilles défenses à tous Marchands Forains de délivrer ni bailler aucunes Marchandises à pas un des sauvages dans leurs Magazins ou autres endroits, quoique par ordre verbal ou billet des habitans. Comme aussi aux dits habitans de mener aucuns sauvages chez les dits Marchands Forains pour y faire traite, n'entendant pas néanmoins ôter aux dits habitans la liberté de la faire chez eux ou autre part, comme il s'est ci-devant pratiqué, le tout sous les peines de confiscation des Marchandises et Pelleteries, et d'amende arbitraire.

XLI. A l'avenir s'îl est jugé à propos, il sera fait tous les ansimmédiatement après l'arrivée des premiers navires venant de France, un tarif qui contiendra le prix de chaque sorte et qualité des Marchandises.

XLII. Il sera tenu tous les ans par le dit Lieutenant Général deux assemblées de Police Générale, une au quinze de Novembre et l'autre au quinzième Avril, où les principaux habitans de cette ville seront appellés, dans lesquelles le prix du pain sera arrêté, et il sera avisé aux moyens d'augmenter et enrichir la Colonie, et auxquelles le Conseil nommera deux Conseillers pour y présider, s'il le juge à propos; et ce qui sera résolu aux dites assemblées sera rapporté au dit Conseil par les dits Conseillers ou Lieutenant Général pour résoudre ce qui devra être exécuté.

Lesquels règlemens ci-dessus seront exécutés selon leur sorme et teneur, nonobstant toutes choses à ce contraires, sur les peines y contenues, s'il n'en est autrement ordonné par sa Majesté, lesquels seront tous publiés et affichés en cette ville, et par tout où besoin sera, et envoyés à la diligence du Procureur Général, aux Lieutenants Généraux et Procureurs du Roi de Québec et Trois-Rivières, Juge et Procureur siscal de Montréal, auxquels la Cour ordonne de les saire publier, afficher et exécuter dans les lieux de leur ressort, et de donner avis dans le mois au dit Procureur Général de la réception et publication d'iceux, lequel en avertira la Cour, mande en outre la Cour, &c.

(Signé)

DUCHESNEAU.

ARRÊT

Qui ordonne le payement des Lots et ventes, fans remise, du quinzieme jour de Mars, mil six cent soixante dixsept, du matin.

L'A Cour afsemblée, où étoient Monsseur l'Intendant, les Sieurs de Villeray, de Tilly, d'Amours, Dupont, Depeyras et de Vitray, Conseillers, et le Procureur Général du Roi, Présents.

Rég. du Conf. Sup. 15 Mars 1677. Fol. 7.

ENTRE Jean de Molui Me. Chirurgien en cette ville, demandeur, en saisse d'une part, Jean Baptiste Morin, Roch Belle, Noel Pinguet, Jean Dubust et Louis Brassard, adjoints, pour jurer et affirmer ce qu'ils doivent au Sieur Peuvret de Menue, Seigneur de Gaudarville, par exploit de Genaple, huissier, des cinq, six et dix de ce mois, défendeurs, et aussi René Hubert, huissier appellé comme Procureur du dit Sieur de Menue pour voir ordonner que le Demandeur aura délivrance des choses saisses, Présent en personne, d'autre part : après que par le demandeur a été conclu, conformément aux dits exploits, à ce que les défendeurs eussent à affirmer ce qu'ils doivent au dit Sieur de Menue tant pour Lots et Ventes, Cens et Rentes qu'autrement, pour par le demandeur avoir et recouvrer payement de la somme de quatre vingt treize Livres, à laquelle le dit Sieur de Menue a été condamné par Arrêt du vingt neuvieme Octobre dernier, et qu'ils lui fassent délivrance de ce qu'ils doivent au dit Peuvret, par les dits Défendeurs, a été dit, sçavoir, par le dit Morin, qu'il a acheté une habitation dans la Seigneurie de Gaudarville, mais qu'il n'en doit rien, le dit Sieur de Menue lui ayant promis que lorsqu'il acheteroit une habitation sur la dite Seigneurie qu'il n'en payeroit aucuns Lots et Ventes, par les dits Pinguet et Dubust qu'ils ont fait achat d'une habitation dans la dite Seigneurie, et qu'ils n'y doivent aucunes choses, l'ayant prise en payement d'une personne qui leur devoit plus qu'elle ne vaut et qu'il n'est porté par le contrat de vente, et par le dit Louis Brassard, qu'il doit les Lots et ventes d'une habitation qu'il a acquise dans la dite Seigneurie, Soustereau*, qu'il lui en doit être fait remise du tiers comme font tous les Seigneurs de ce pays, et par le dit Hubert au dit nom, a été dit qu'il ne doit être fait aucune remise aux dits défendeurs des Lots et ventes de leurs dites acquilitions

^{*} Tel est dans le Régistre.

acquisitions, et consent que le demandeur soit payé de ce qui lui est du par le dit Sieur de Menue sur les deniers saiss, parties ouies et vu les dits Arrêts sus dattés, tout considéré, la Cour a ordonné et ordonne les dits désendeurs à payer et vuider leurs mains de ce qu'ils doivent chacun en leur particulier pour lots et ventes des acquisitions qu'ils ont faites dans la dite Seigneurie de Gaudarville sur le pied de leur contrat d'acquisition, et celle du dit demandeur jusqu'à la concurrence de la dite somme de quatre vingt treize livres et des frais faits depuis le dit Août sus fusdatté, dont ils demeureront valablement déchargés envers le dit Sieur de Menue.

(Signé)

DUCHESNEAU.

ARRÊT

Restituant une Veuve en le même état qu'elle étoit avant l'expiration du tems dans le quel elle pouvoit renoncer à la Communauté, du 28 Juillet 1681.

Le Conseil assemblé où étoient Monsieur l'Intendant, Maitres Louis Rouer de Villeray, premier Conseiller, Mathieu Damour Deschaufour, Charles Denis de Vitré, Claude Debernier de la Martiniere, Conseillers, et François Magdeleine Ruelle D'Auteuil, Procureur Général.

VU la Requête présentée au Conseil par Genevieve Laurence, veuve de deffunt Adrien Michelon, contenant que le dit Michelon étant décédé l'automne dernier, il l'auroit laissée chargée de cinq ensans, et de plusieurs dettes sans aucun bien, ce que voyant, et que le peu de travail qu'elle fait personnellement de ses bras n'est pas suffisant pour la nourir et entretenir, elle et ses dits ensans, elle se résolut de renoncer à la Communauté qui étoit entre le dit désunt et elle, ne lui étant pas possible de payer les dites dettes; pour faire laquelle Renonciation elle alla au Gresse de la Prévôté de cette ville pour en passer l'acte, et le Gressier qui se trouvoit lors occupé à d'autres affaires, lui demanda son nom et l'écrivit, disant qu'il feroit ce qu'il falloit faire, mais ayant

Rég. du Conf. Sup. 28 Juillet, 1681. Fol. 7. ayant été avertie que quelques Créanciers du dit défunt son mari la vouloient poursuivre devant le Lieutenant Général de la dite Prévôté, elle alla pour retirer du dit Greffe son acte de Renonciation qu'elle prétendoit avoir faite, mais elle fut étonnée que le dit Greffier, après avoir cherché, dit qu'il n'y en avoit aucun, ce que l'Exposante voyant elle a été conseillée d'avoir recours à la Cour pour lui être sur ce pourvu, et qu'attendu la pauvreté ou elle est réduite, qui ne vit elle et trois de ses enfans qui demeurent avec elle que de ce qu'elle gagne chaque jour, et qu'ainsi il lui est impossible de satisfaire les dits Créanciers, Il plut à cette dite Cour la recevoir à la dite Communauté et la restituer pour le tems qui peut être passé, au bas de laquelle Requête est ce soit montré au Procureur Général, et ensuite le consentement du dit Procureur Général, que l'exposante soit restituée, en date du vingt sept de ce mois, tout considéré, et attendu qu'il n'y a de Chancellerie en ce pays, et sous le bon plaisir du Roi, le Conseil a restitué et restitue la dite Genevieve Laurence et icelle remise en l'état qu'elle étoit avant l'expiration du tems dans lequel elle pouvoit renoncer à la Communauté d'entre son dit défunt mari et elle, pourquoi faire elle se pourvoira par devant le Lieutenant Général de la Prévôté de cette ville, sans préjudice toutefois aux Créanciers de se pourvoir en cas de vente.

(Signé)

DUCHESNEAU

ARRET

Portant que sa Majesté sera suppliée de faire défenses à toutes personnes de traduire les habitants du pays aux requêtes du Palais ou ailleurs, dixieme Novembre, 1681.

E Conseil assemble où assistoient Monseigneur L'Evèque, Monsieur l'Intendant, Maitres Louis Rouer de Villeray, premier Conseiller, Charles Legardeur de Tilly, Mathieu D'Amour Dechaufour, Jean Baptiste de Peyras, Claude de Bernier de Lamartiniere, Conseillers, et François Magdeleine Ruelle D'auteuil, Procureur Général.

Rég.du Conf. Sup. 10 Noy. 1681, ENTRE Me. Philippe Gauthier Sieur de Comporté, Prévôt Général en ce pays de Messieurs les Maréchaux de France, en requête d'une part, et Romain

Romain Becquet, Notaire royal en cette ville, au nom et comme faisant et stipulant cette partie pour Mr. Jean Talon, Comte D'orsainville, Seigneur de ville et autres lieux, Conseiller du Roi en ses Conseils, Secrétaire du Cabinet de sa Majesté, ci-devant Intendant de la justice, police et finances en ce pays, et porteur de procuration et pouvoir du dit Sieur Talon, daté à Paris le 25 Mai dernier, défendeur d'autre part: Vû l'Arrêt de ce Conseil du 4me de ce mois portant que le dit Becquet donneroit communication de son pouvoir au dit Sieur dans le jour de la fignification d'icelui, lequel y répondroit s'il avisoit que bon fut dans le jour suivant, pour être le tout communiqué au Procureur Général ce requérant, et sur ses requisitoires ou conclusions ordonné ce que de raison au premier jour, les pieces mentionnées et dattées au dit Arrêt, extrait d'un article des Instructions données par le dit Sieur Talon au dit Becquet, et dattées de l'Abbaye de Toussaint, à Chalons le 16e Juin dernier, Réponses du dit Sieur signifiées au dit Becquet par Levasseur, huissier, le 8e du présent mois, réponses du dit Becquet à la dite signification demandant que les termes de suppression et de fausseté dont s'est servi le dit demandeur fussent rayés et biffés comme injurieux, requisitoire du Procureur Général, tout considéré, le Conseil conformément au dit requisitoire, sans avoir égard à la demande du dit Becquet que les mots de suppression et de fausseté fussent rayés de l'écrit du dit Sieur Comporté, a donné acte aux parties de leur dire, déclarations et réponses, et qu'au surplus, comme ce pays est éloigné de douze cens lieux de l'ancienne France, et que ce seroit ruiner les sujets du Roi établis en ce dit pays s'ils étoient obligés de plaider ailleurs, Sa Majesté sera très humblement suppliée de faire désenses à l'avenir à toutes personnes de traduire les habitans domiciliés en ce pays, soit aux requêtes du Palais ou de l'Hôtel, ou par devant autres Juges que de ce pays en vertu de quelques lettres que ce soit, sous telle peine qu'il appartiendra.

(Signé) DUCHESNEAU.

ARRET

Au sujet des dixmes de tous les produits des terres que les Curés de Beauport et de l'Ange Gardien vouloient exiger, et désenses à eux ainsi qu'à tous autres Curés d'en exiger de plus fortes que celles arrêtées par le Reglement du 6 Septembre 1667, du 18 Nov. 1705.

Le Conseil extraordinairement assemblé, où étoient Monsieur le Gouverneur Général, Monsieur l'Intendant, et Messieurs de Lothiniere, Dupont, de Lins et Hazeurs, Conseillers, et Dauteuil, Procureur Général du Roi.

Rég. du Conf. Sup. 18 Nov. 1705, folio

I / U ce qui a été remontré par le Procureur Général du Roi qu'il a eu avis le jour d'hier que le Curé de la Paroisse de l'Ange Gardien en la Seigneurie de Beaupré, et celui de Notre Dame de Beauport, ont dans leurs prônes Dimanche dernier et autres Dimanches précédens, averti leurs paroissiens que dorénavant ils prétendoient qu'ils leur payassent les dixmes non seulement des grains comme il a été pratiqué jusqu'à présent, mais encore de tout ce que la terre produit par la culture et sans culture, et des bestiaux, comme soins de bas prés, fruits, lin, chanvre, moutons et autres choses, tellement que ces propolitions causerent un grand murmure à la sortie des dites Messes entre les habitans, à cause de cette nouveauté insupportable en ce pays qui est déjà si difficile par la rigueur de son climat qu'à peine les habitans peuvent-ils payer exactement les dixmes de leurs grains et subvenir à leurs pressans besoins, et à quoi ils ne pourront parvenir dorénavant comme ils en font pleinement convaincus qu'en s'appliquant à élever des moutons et à la culture des lins et chanvres, ce qui a fait que depuis deux ans tous les habitans s'y sont employés fortement, dont ils commencent à ressentir l'avantage, ces prétentions et demandes des dits Curés étant capables de les décourager et même rebuter, qu'il est nécessaire de sçavoir que lorsque Messieurs Tracy, Courcelles et Talon furent envoyés en ce pays par sa Majesté en l'année mil six cent soixante et cinq, en qualité de Gouverneurs et Lieutenants Généraux et Intendant, ils firent un réglement avec Monsieur de Laval, pour lors nommé par sa Majesté premier Evêque de ce pays, le quatrieme Septembre mil six cent soixante sept, après avoir entendu les plus notables du pays, par lequel il fut arrêté que les dixmes

ne s'y payeroient à l'avenir que des grains seulement à raison du vingt sixieme minot, en confidération de ce que les habitans seroient tenus de l'engranger, battre, vaner, et porter au presbitère. Que ce réglement resta au Secrétariat de mon dit Sieur Talon, Intendant, et quoiqu'il ne paroisse pas, parce que la plus grande partie de ce secrétariat a été dissipé, comme la plûpart de ceux de Messieurs ses successeurs, il a été exécuté de bonne foi de part et d'autre, et il ne peut être nié, parce qu'il y a encore des personnes vivantes qui en ont parfaite connoissance pour y avoir été appellées. Que l'Edit de sa Majesté donné à Saint Germain en Laye au mois de Mai mil six cent soixante et dixneuf, régistré le vingt troisseme Octobre suivant, fait mention de ce réglement, et la date du quatre Septembre mil six cent soixante sept, et comme sa Majesté a donné cet Edit pour servir au Réglement des dixmes et Cures fixes, elle a dérogé par icelui spécialement aux Lettres Patentes du mois d'Avril mil six cent soixante trois par lesquelles sa Majesté avoit confirmé le décret d'érection du Séminaire de cette ville, auquel elle auroit affecté toutes les dixmes de quelque nature qu'elles puissent être, dérogeant pareillement à toutes Lettres Patentes, Edits, Déclarations et autres Actes contraires. Que lorsque sa Majesté fit connoitre ses intentions par ses lettres à seu Mr. le Comte de Frontenac, lors Gouverneur Général, et à feu Mr. Duchesneau, Intendant, au sujet de l'établissement des Cures fixes en ce pays, et qu'elles furent réitérées et renouvellées par les lettres de feu Monneur Colbert, ils eurent ordre de régler dans une assemblée à quelle somme seroit fixée la portion congrue de chaque Curé, et elle la fut à cinq cens livres, outre les menus profits du dedans de l'Eglise; on estima qu'avec cette somme, outre leur subsistence et entretien, ils pouvoient avoir un domestique pour les servir; que quoique ce réglement sut suffisant et qu'ils soyent affurés que le moyen d'établir le pays ce seroit de rendre toutes les Cures fixes, cependant il n'y en a quasi pas, et encore on en a pourvu que ceux qu'on est assuré qui rendront leurs provisions toute fois et quantes qu'on leur demandera; et c'est pour cela que jusqu'à présent ils n'ont pas fait régistrer leurs dites provisions, et qu'ils les tiennent sécretes, et aussi qu'ils ne s'attachent pas à l'augmentation du temporel des dites Cures; qu'il est incontestable que par le partage qui en a été fait pour l'étendue de chaque Cure ou Mission, il n'y en a pas qui n'ait plus que la portion réglée congrue par les dixmes des grains seulement; comme elles se sont perçues jusqu'à présent; et que quelque changement qu'on voulut y faire, ce ne seroit que pour donner du luperflus aux Curés à la charge des peuples, et comme ces publications des dits Curés sont une entreprise contre l'autorité séculiere, il est d'importance d'en empêcher la continuation, et les inconvenients qui en peuvent rélulter. C'est pourquoi le du Procureur Général du Roi requiert qu'après s'être fait reprélenter l'Edit de la Majesté du mois de Mai, mil six cent soixante dixneuf, et les Lettres Patentes du mois d'Avril, mil six cent soixante trois, il soit ordonné

ordonné que les dits Sieurs Curés de l'Ange Gardien et de Beauport viendront en personne rendre compte au Conseil de quelle autorité ils ont fait la dite publication, pour sur leurs réponses être par lui prises telles conclusions qu'il appartiendra, et que cependant il soit fait défenses aux dits Curés de l'Ange Gardien et de Beaupori, et à tous autres, de faire aucune publication pour innover dans la conduite qu'on a tenue jusqu'à présent, dans le payement des dixmes, et à tous les habitants de ce pays de payer d'autres dixmes que celles des bleds et de toutes sortes de grains, comme il a été pratiqué depuis ce tems là jusqu'à présent, sous telles peines qu'il appartiendra. Le Conseil faisant droit sur les dites remontrances et requisitoire, Vu l'Edit de sa Majesté du mois de Mai mil fix cent soixante et dixneuf, et les Lettres Patentes du mois d'Avril, mil six cent soixante et trois, qu'il s'est fait représenter, a ordonné et ordonne que les dits Curés de l'Ange Gardien et de Beauport viendront en personnes au dit Conseil pour y rendre compte de quelle autorité ils ont fait la dite publication pour sur leurs réponses être par le dit Procureur Général pris telles conclusions qu'il avisera bon être. Fait désenses aux dits Sieurs Curés de l'Ange Gardien et de Beauport, et à tous autres Curés de ce pays, de faire aucune publication pour innover rien en la conduite qu'on a tenue jusqu'à présent dans le payement des dixmes, et d'en exiger à plus haut prix; et aux habitants d'en payer d'autres que celles arrêtées par le réglement du dit jour quatre Septembre mil six cent soixante sept, comme il s'est pratiqué depuis ce tems là jusqu'à présent, sous telles peines que de raison.

(Signé)

RAUDOT.

REGLEMENT

De Police du premier Février, 1706.

Le Conseil assemblé où étoient Monsieur le Gouverneur Général, Monfieur Raudot Intendant, et Messieurs de Lotbiniere, Dupont, de Lins et de Villeray, Conseillers.

Rég.du Conf. Sup. 1 Fev. 1706, folio 28.

VU l'Arrêt rendu en ce Conseil le premier Décembre dernier, portant qu'il seroit fait assemblée de Police en la Prévôté de cette ville pardevant le Lieutenant Général et autres officiers d'icelle, où seroient appellés les plus notables Bourgeois de cette dite ville, et à laquelle présideroient Messieurs René Louis Chartier de Lotbiniere, premier Conseiller, et François Mathieus Martin de Lins, aussi Conseiller, pour sur leur rapport être reglé et ordonné par

par le Conseil, ce que de raison, le procès verbal de la dite assemblée fait en la dite prévôté, le cinquième du dit mois de Décembre, contenant les remontrances faites par les bourgeois, artisans, bouchers et boulangers de cette ville, rapporté en ce Conseil par le dit Lieutenant Général le quatorze du même mois, Arrêt rendu le dit jour portant que le dit procès verbal d'assemblée seroit communiqué au Procureur Genéral du Roi, ce requérant, pour sur ses conclusions être ordonné ce que de raison, conclusions du dit Procureur Général du Roi, le Conseil faisant droit sur icelles a ordonné et ordonne,

I. Que les boulangers de cette dite ville seront tenus d'avoir toujours en vente dans leurs boutiques du pain de toute qualité, à peine de trois livres d'amende pour la premiere fois, et du double pour les suivantes. Oue le dit pain sera bon, et bien conditionné à peine d'être confisqué au profit de l'Hôtel Dieu dès la premiere fois et d'amende arbitraire; que du jour de la publication du présent Réglement les dits boulangers ne pourront vendre le pain que sur le pied de cinquante sols le minot de bled, lequel sera distribué par eux, sçavoir: Le petit pain blanc du poids de quatorze onces à un fol marqué valant 20 deniers. Celui pesant trois livres, à cinq sols. Et celui du poids de six livres à dix sols. Le pain bis blanc à un sol la livre. Tous lesquels pains les dits Boulangers seront tenus de marquer d'une marque particuliere, et le poids qu'ils peseront, à peine de confiscation. Fait défenses le dit Conseil à toutes autres personnes que les dits boulangers de faire des biscuits à peine de confiscation et de cent livres d'amende, applicable moitié au dénonciateur et l'autre moitié aux pauvres de l'Hôcel Dieu de cette dite ville, à la charge qu'ils en auront toujours de bis et de blanc pour vendre au prix qui sera reglé à proportion du prix du bled, et permet à toutes personnes de faire des farines pour commercer aux dedans et au dehors de ce pays.

II. Qu'attendu le vil prix des Bestiaux, les bouchers de cette dite ville ne vendront à l'avenir depuis les fêtes de Noel jusqu'à la St. Jean, la viande de bœuf, et de veau que sur le pied de trois sols la livre, et depuis le dit jour de St. Jean jusqu'à Noel, à deux sols six deniers la livre de boeuf, et quatre sols la livre de veau. Que les dits bouchers seront tenus avant de tuer les bêtes qu'ils voudront vendre, d'avertir le Procureur du Roi de la Prévôté de cette dite ville, on celui qui sera par lui commis, du tems qu'ils les voudront tuer, afin qu'il s'y transporte pour connoître si les bêtes sont en assez bon état pour être distribuees au public, avec détense à eux d'expoter en vente aucune viande qui n'ait été vue par le dit Procureur du Roi ou personne par lui préposée à peine de confiscation d'icelle, de trente livres d'amende pour la première

premiere fois, de soixante livres pour la seconde, et de cent livres pour la troisieme, et interdiction pour toujours de commerce de boucherie, les dites amendes applicables moitié au dénonciateur, et l'autre aux pauvres de l'Hôtel Dieu de cette ville, fait défense aux habitans de la campagne d'apporter en cette ville aucuns veaux à vendre qu'ils n'ayent au moins un mois, et aux bouchers d'y en faire venir pour les nourir, tuer et vendre, qu'ils n'ayent plus d'un mois, à peine contre les uns et les autres de confiscation des dits veaux, fait en outre défense le dit Conseil à tous habitans d'apporter en cette dite ville aucune viande qui ne soit de bonne qualité et sans être morte par accident ou avoir été tuée à cause de maladie, à peine de confiscation de la dite viande et de trente livres d'amende, applicable comme dessus, à eux enjoint d'apporter certificat du Juge, dans les lieux où il y en a, et dans ceux où il n'y en a point encore d'établis, des Seigneurs, Curés, Capitaine ou autres Officiers de Milice, comme les bestiaux par eux apportés n'étoient attaqués d'aucunes maladies avant d'avoir été tués, et qu'ils ne sont pas morts d'accident comme novés ou empoisonnes, lequel certificat les dits habitans seront tenus de représenter au Procureur du Roi de la Prévôté de cette dite ville pour avoir permission de lui de mettre la dite viande en vente, lequel certificat et permission leur sera délivré sans frais, de laquelle viande les dits bouchers auront la préférence en tout temps en la payant aux dits habitans argent comptant, scavoir, depuis Noël jusqu'à la St. Jean, à deux sols six deniers la livre, et depuis le dit jour jusqu'à Noel, à deux sols la livre, et le veau à proportion. Ou'il sera fait quatre étaux de boucherie en cette ville aux lieux qui seront jugés les plus commodes dans lesquels ils feront la distribution et vente de leur viande les mardi et samedi de chacune semaine, auxquels étaux ils auront des crochets pour y pendre leur viande, et à eux enjoint d'en vendre à ceux qui se présenteront pour acheter en payant, sans les renvoyer sous prétexte qu'ils retiennent les viandes pour des absents, que les dits bouchers payeront pour chacun des dits étaux cinquante livres par an, sçavoir moitié à Pâques prochain et l'autre au prémier jour d'Octobre, laquelle somme ils seront tenus d'avancer incessamment pour la construction des dits étaux; fait défense aux dits bouchers de vendre à l'avenir aucune volaille, œufs, beurre ou autres denrées à peine de confiscation et d'amende arbitraire. Et pour empêcher l'infection que cause leurs tueries, les dits bouchers seront tenus de faire enlever et porter à basse marée les fumiers et vuidanges des bestiaux qu'ils tueront, et de layer et netoyer tellement le sang et immondices des dits bestiaux qu'ils ne causent dans le lieu de leurs tueries ni aux environs d'icelles aucune puanteur, à peine de dix livres d'amende.

III. Que pour remédier promptement aux incendies qui n'arrivent que trop fréquemment

fréquemment en cette dite ville, il sera fait par le Conseil un rôle des habitans qui pourront fournir des seaux de cuir, lesquels seront déposés aux lieux qui seront jugés nécessaires.

IV. Que sous le bon plaisir du Roi pour subvenir aux dépenses à faire en cette dite ville pour la commodité publique, chaque vendeur de vin et eau-de-vie en détail ou par affiette, payeront par année, sçavoir : ceux qui vendent en détail, cinq livres, et ceux qui vendent par affiettes, dix livres, lesquelles sommes seront par eux payées d'avance entre les mains du Sieur Bergeron, marchand, commis à cet effet, et distribuées pour les réparations de cette ville, suivant l'Arrêt des officiers de la Prévôté d'icelle, et s'il y a du surplus et que la recette excede les dépenses à faire, il en sera donné connoissance en chaque assemblée de police et ensuite au Conseil.

V. Ordonne que les réglemens faits le onzieme jour de Mai, 1676, au sujet des fourages, serà gardé et observé, et en ce faisant fait désense à toutes personnes de nourir aucuns bestiaux en la basse ville, et de garder à cet effet des
fourages dans leur maison sur peine d'amende arbitraire et de confiscation
des dits bestiaux. Permet seulement à ceux qui ont des chevaux d'avoir
quelque peu de fourages pour les nourir, sauf à eux à en avoir de réserve
hors la dite basse ville.

VI. Fait aussi désense de nourir des cochons dans la basse ville, à commencer au mois de Mai prochain, depuis la maison de Sauvain, qui est au Sault au Matelot, jusqu'à celle de Jean Demerce, qui est au Cul-de-sac de cette ville, enjoint à ceux qui en nourriront au delà des dites maisons de les tenir ensermés, et permet à ceux qui les trouveront dehors de les tuer.

VII. Toutes personnes qui seront bàtir à l'avenir des maisons en cette dite ville, seront tenus d'y faire des latrines et privés, asin d'éviter l'infection et la puanteur que ces ordures apportent lorsqu'elles se sont dans les rues, ordonne qu'il en sera fait aux maisons qui sont de présent bâties dans le printems prochain sans aucune remise, à peine de vingt livres d'amende contre les propriétaires ou principaux locataires, lesquelles latrines ou privés seront faits sur les loyers des dits logis, fait désense aux entrepreneurs ou maçons, de ne plus bâtir de logis à l'avenir qu'ils ne fassent des latrines, à peine de pareille amende de vingt livres, et enjoint aux officiers de la Prévôté de faire leurs visites dans tous

les logis et d'en faire faire où il n'y en a pas aux dépens du propriétaire, à l'effet de quoi les locataires fourniront à la dépense, laquelle leur sera déduite sur les loyers.

VIII. Ordonne au Sieur de Becancour Grand Voyer, de se transporter dans toutes les Seigneuries où les grands chemins n'ont pas été réglés, pour les régler de concert avec les propriétaires des Seigneuries, les officiers de milice en leur absence, s'il n'y a pas de Juges, et six des plus anciens et considérables habitans du lieu pour, suivant leur avis, régler où passeront dorénavant les chemins publics, qui auront au moins vingt quatre pieds de largeur; enjoint le Conseil aux habitans chacun en droit soit de rendre parfaitement praticables les dits chemins, et de fournir des journées de corvée pour faire, dans les lieux où il sera nécessaire, des ponts sur les ruisseaux ou levées (si ce sont des marais) suivant le Réglement du Grand Voyer, conjointement avec le Seigneur, Juge et Officiers de milice et les dits six habitans, enjoint en outre aux officiers de milice de tenir la main à faire faire les dits chemins et ponts, et commander les habitans à cet effet, et de rendre compte au Conseil au mois d'Octobre prochain de l'état des dits chemins, et en cas de contestation, le Conseil s'en réserve la connoissance avec défenses à toutes personnes d'embaraffer les dits grands chemins par cloture ou barriere, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de vingt livres d'amende, applicables à la fabrique de la paroisse de la Seigneurie, laquelle le Marguillier en charge sera tenu de faire payer à peine d'en être responsable en son propre et privé nom.

IX. Pour empêcher les dommages que les chevaux font aux grains en fautant par dessus les clotures, et les dangers que courent les personnes qui passent dans les grands chemins montées sur des juments ou sur des chevaux ongres, enjoint le dit Conseil à ceux qui ont des chevaux de les saire enferger à peine de dix livres d'amende, pour la premiere sois, laquelle sera déclarée encourue sur la premiere plainte, et enjoint aux Juges des lieux ou au désaut, au Commandant de milice de tenir la main à l'exécution du présent Réglement.

X. Enjoint pareillement aux habitans de ce pays de faire garder leurs bestiaux depuis que le Juge des lieux aura sait désense de les laisser paccager dans les terres après la sonte des neiges, jusqu'à ce qu'il ait donné permission de cesser la garde après les récoltes, nonobstant toutes les clôtures qu'ils pourroient avoir pour empêcher les dégats qu'ils pourroient faire, à peine de dix livres d'amende contre les contrevenants, et de payer le dommage qui sera fait par leurs bestiaux, lequel sera estimé par deux des plus proches voisins.

XI.

XI. Fait le Conseil désense à tous habitans de ce pays de contester aux portes des Eglises, de prendre querelle et en venir aux coups pour aucune affaire, à peine de dix livres d'amende encourrue contre chacun de ceux des contrevenans, applicable à la Fabrique des lieux, et enjoint au Juge ou à désaut à l'officier de milice du lieu de tenir la main au recouvrement des dites amendes sans préjudice des dommages et intérêts des parties.

XII. Fait pareillement défenses à ceux qui ont des chevaux en cette dite ville de les envoyer boire sans les conduire ou faire conduire par leurs licols ou brides, et aux chartiers et voituriers de se tenir sur leurs charettes vuides en allant ou revenant à peine de prison, et des dommages et intérêts des parties; à eux seulement permis losqu'ils auront deux chevaux de se mettre sur le premier, et lorsqu'ils en auront trois sur celui du milieu.

XIII. Et conformément aux Réglements du dit jour, onzieme Mai, 1676. fait défense à tous cabaretiers, hôtelliers, vendeurs et regratiers de cette ville et fauxbourg, d'aller dans les côtes pour acheter des volailles, gibiers, œufs, beurre et autres menues denrées, comme aussi sur la grêve au devant de ceux qui ont apporté en canot et chaloupe, et d'y rien acheter, mais seulement ce qui sera exposé au marché après neuf heures sonnées en Eté et dix en Hyver. pour donner temps aux bourgeois et habitans de cette ville de se fournir de ce qui leur sera nécessaire, et aux habitans tant de cette ville que de la campagne de porter et vendre aucune des ditesdenrées dans les maisons particulieres s'ils ne les ont exposées au moins une heure dans le marché, lorsqu'ils arriveront après midi, à peine de confiscation des dites denrées et de trois livres d'amende contre les contrevenants, au surplus ordonne le Conseil que les autres Réglements de Police ci-devant faits seront exécutés selon leur forme et teneur; et à ce que personne n'en ignore, sera le présent Réglement envoyé à la diligence du dit Procureur Général en la Prévôté de cette ditte ville, pour être exécuté, lu, publié et affiché par tout où besoin sera, dont le dit Procureur Général du Roi certifiera la Cour dans un mois.

(Signé)

RAUDOT.

DEFENSE

A la Dame de la Forêt de faire tourner son moulin dans le Comté St. Laurent, du Seizieme Août. 1706.

La Cour assemblée, où étoient Messieurs Raudot, Intendant, Messieurs de Lotbiniere, Dupont, de Lino, et de Villeray, Conseillers, et D'auteuil Procureur Général du Roi, Présents.

Rég.du Conf. Sup. 16 Août, 1706, folio 3.

7 U le défaut obtenu en ce Conseil le vingt sixieme Avril dernier, par Me. François Berthelot, Ecuyer, Conseiller Sécrétaire du Roi, et des commandements de défunte Madame la Dauphine, demandeur en requête, par lui présentée en ce Conseil le douze du dit mois d'Avril, comparant par Guillaume Procureur du Roi, commis en la Prévoté de cette ville pour suppléer à défaut de juge en cette affaire, Gaillard, Marchand en cette ville son Procureur allancontre de Dame Charlotte Françoise Juchereau, semme commune en bien de François de la Forêt, Ecuyer, capitaine d'une compagnie des troupes du détachement de la marine, défenderesse et défaillante, la signification du dit défaut faite à la dite dame défenderesse par Oger huissier, le cinquieme de ce mois avec affignation à comparoitre ce jourd'hui en ce Conseil pour voir adjuger le profit d'icelui et ordonner ce qu'il appartiendra, la requête du dit demandeur contenant qu'en vertu d'Arrêt du septieme Décembre dernier, rendu entre lui et la dite Dame de la Forêt, il auroit rentré en possession et jouissance de l'Isle et Comté de St. Laurent, où il a trouvé que la dite dame de la Forêt a abandonné un moulin à eau bâti au lieu appellé la Sainte Famille, pour en faire bâtir un autre en la Paroisse de St. Pierre pendant le tems d'une saisse réelle de la dite Isle, à la requête du dit Sieur Duchesnay son frere et en laquelle il a été subrogé, que n'étant rentré en possession de la dite Isle que conformément à la vente qu'il en a faite à la dite dame de la Forêt le vingt cinquieme Février mil sept cent deux, et que le dit moulin appartenant à la dite daine de la Forêt, il ne peut ni ne doit jouir du susdit moulin, et comme il n'y a que lui qui ait droit du moulin dans la dite Isle, que celui de la dite dame de la Forêt fait journellement farine, et qu'elle profite des revenus à son prejudice, il requert que vu le dit Arrêt du septieme Decembre dernier, bien et duement signifié, il soit ordonné que la dite dame de la Forêt sera cesser et arrêter de moudre le susdit moulin, et fait désense tant à la dite dame de la Forêt qu'à toutes

toutes autres personnes de faire moudre à l'avenir aucuns grains au susdit moulin sous telle peine et amende qu'il plairoit à la Cour d'ordonner, Arrêt rendu enfin d'icelle le douze du dit mois d'Avril, portant que la dite requête seroit communiquée à la dite dame de la Forêt fignification des dites requête et Arrêt faite à la dite dame de la Forêt, par Oger huissier, le dixseptieme du dit mois, avec assignation à elle a comparoir le vingt septieme du même mois au Conseil, pour procéder sur les fins de la dite requête, signification faite au dit Sieur Guillaume Gaillard, procureur du dit Sieur Berthelot, le vingt quatre du dit mois d'Avril, à la requête de la dite dame de la Forêt, par laquelle elle lui déclare, tant comme procureur du dit Sieur Berthelot qu'en son propre et et privé nom, et même comme faisant pour Michel François Berthetot, Ecuyer, Sr. de Rebrourseaux, Jean et Louis Henry Berthelot, Ecuyers, Sr. de St. Laurent, qu'en persistant aux Actes d'évocations, de prise à partie et autres signifiés à sa dite requête au dit Gaillard ès dits noms, le neuvieme, vingt cinquieme et vingt septieme Janvier, neuvieme et dixhuitieme Février, et vingt troisieme Mars dernier, elle proteste de nullité de l'Arrêt rendu sur requête le douze du dit mois de Janvier, à elle signifié le seize suivant, et de tout ce qui se pourra ensuivre pour les causes et raisons qu'elle déduira en temps et lieu de toutes ses dépenses, dommages et intérêts soufferts et à souffrir, et de tout ce qu'elle peut de droit protester au cas qu'il continue de poursuivre l'exécution du dit Arrêt nullement rendu contre et au préjudice des dits actes d'évocation, de prise à partie et autres ci-dessus dattés, attendu que le dit Arrêt est attentatoire à icelle et rendu contre les ordonnances, ainsi qu'il le déduira pardevant le Roi et nos Seigneurs de son Conseil en temps et lieux, que pour les mêmes raisons elle ne paroitra ni ne fera paroitre personne pour elle à l'échéance de l'affignation qui lui a été donnée le dixsept du dit mois d'Avril, en exécution de l'Ordonnance du Conseil du douze, apposée au bas de la requête présentée par le dit Gaillard au dit nom, protestant de nullité contre tout ce qui se trouvera être fait au préjudice de la dite déclaration de se pourvoir conformément au dit acte d'évocation, prise à partie et autres, de tous les dépenses, dommages et intérêts, et de tout ce qu'elle peut et doit protester, et après que le dit Gaillard au dit nom a requis le profit du dit défaut, et que la dite dame de la Forêt ni personne pour elle n'ont comparu. Le Conseil en adjugeant le profit du dit défaut ordonne que la dite dame de la Forêt fera cesser et arrêter de moudre le moulin qu'elle a fait construire ès dite Isle et Comté de St. Laurent, lui fait défense et à toutes autres personnes de faire moudre à l'avenir aucuns grains au susdit moulin à peine de cent livres d'amende, et a condamné la dite dame de la Forêt aux dépens, à taxer par Me. Paul Denis de St. Simon, Prévôt de la Maréchaussé qui a assisté au dit jugement.

(Signé)

RAUDOT. PERMISSION

PERMISSION

A Madame de la Forêt de faire tourner son moulin, jusqu'à ce que le Seigneur ait fait rétablir le sien, du treizieme Septembre, 1706.

Le Conseil extraordinairement assemblé; où étoient Monsieur Raudot, Intendant, Messieurs de Lotbiniere, Dupont, de Lino, et de Villeray Conseillers, et Dauteuil, Procureur Général du Roi.

Rég. du Conf. Sup. 13 Sept. 1706. Fol. 24. JU la requête présentée à Mr. l'Intendant par Michel Maranda et Philippe Noel, de l'Isle St. Laurent, paroisse St. Pierre, tant pour eux que pour les autres habitants de la dite paroisse, qu'il a référée en ce Conseil, contenant que l'incommodité qu'ils ont eu jusqu'en l'année 1704, de n'avoir aucun moulin dans la dite paroisse pour y faire moudre leurs grains, les a obligés de les porter moudre aux moulins des côtes voisines, n'y ayant eu dans la dite Isle que des moulins très mal entretenus, hors d'état de servir, et d'ailleurs que très éloignés de leurs demeures et auxquels il ne leur est pas possible de porter leurs dits grains, en étant très éloignés par les chemins qu'il faudroit faire au travers des bois et encore plus pour y aller par eau, ce qui les obligea de soiliciter la dame de la Forêt de faire bâtir un moulin à eau dans la dite paroisse de St. Pierre pour leur commodité, et pour l'y engager, ils s'offrirent tous de lui donner chacun six journées de leur tems pour en creuser les fondements, ce qu'ils ont fait dans l'espérance de retirer tout le secours et la commodité qu'ils en pouvoient espérer par sa proximité: mais comme depuis ce tems ils ont appris que le Sieur Gaillard, Marchand de cette ville, comme procureur de Monsieur Berthelot, a obtenu Arrêt en ce Conseil qui fait désense à la dite dame de la Forêt, et au meunier, de faire moudre aucuns grains au dit moulin, et que même le dit meunier refuse de moudre leurs dits grains, il ne leur paroit ni juste ni raisonnable d'être privés du fruit de leurs travaux et de la contribution qu'ils ont faite à la construction du dit moulin: pourquoi ils requierent, qu'attendu le mauvais état des autres moulins qui sont en la dite Isle, et leur éloignement de la dite paroisse St. Pierre, et l'impraticabilité de leurs chemins, et que d'ailleurs le dit moulin de la dite paroisse St. Pierre a été construit en qualité de dame et propriétaire dans ce tems de la dite Isle, pour l'utilité et commodité des dits habitans, Il plaise au Conseil, sans avoir égard au dit Arrêt obtenu par défaut par le dit Sieur Gaillard, qui ordonne

que le dit moulin sera fermé, ordonner qu'icelui moulin sera ouvert, et le meunier d'icelui tenu de mondre leurs grains à l'ordinaire; l'Ordonnance enfin d'icelle du neuvieme de ce mois, portant que les parties se pourvoiront ce jourd'ui en ce Conseil avec la dame de la Forêt et le Sieur Gaillard, que cette affaire requiert célérité, et que la dite requête sera fignissée à la dite dame de la Forêt et notifiée au dit Sieur Gaillard, fignification faite des dites requête et ordonnance à la dite dame de la Forêt le même jour par Filleul huissier, avec assignation à être et comparoir ce jourd'hui en ce Conseil pour répondre et procéder sur icelle, un acte signifié à la requête de la dite dame de la Forêt aux dits Maranda et Noel, par Dubreuil huissier, ce jourd'hui, par lequel elle persiste en la réponse qu'elle a fait signifier au dit Sieur Gaillard le trois de ce mois, contenant la connoissance qu'elle a du besoin indispensable que les dits habitants ont du dit moulin, et que les allégués du dit Sieur Gaillard au contraires sont faux, sauf respect, et qu'elle ne peut et ne doit paroitre à l'assignation qu'ils lui ont fait donner pour les raisons qu'elle déduira en temps et lieu, un certificat du Sieur Danrie, Curé, de la dite Paroisse de St. Pierre, du huit de ce mois, de l'assemblée tenue au presbitère, des habitants de la dite paroisse, dans laquelle ils ont nommé les dits Maranda et Noel po rreprésenter le besoin qu'ils ont du dit moulin, icelui figné du dit Sieur Danrie, et de onze des habitans de la dite paroisse, Arrêt rendu en ce Conseil le seizieme Août dernier, qui ordonne que la dite dame de la Forêt fera cesser et arrêter de moudre le moulin qu'elle a fait construire ès dite Isle et Comié de St. Laurent, lui fait défense et à toutes personnes d'y faire moudre à l'avenir aucuns grains à peine de cent livres d'amende, et oui le dit Sieur Gaillard, au nom et comme procureur du dit Sieur Berthelot, qui a demandé l'execution du dit Airêt, et qui a refusé de se charger d'affermer le dit moulin, ne voulant pas courir les risques qui pourroient y arriver, ensemble les dits Maranda et Noel pour tous les habitans de la dite paroisse, le Conseil ayant égard à la requête des dits habitans de la paroisse de Saint Pierre, en l'Isle et Comte de St. Laurent, et attendu la nécessité qu'il y a de faire tourner le dit moulin, les deux autres qui sont dans la dite Isle n'étant point en état de faire les moutures nécessaires pour tous les habitans d'icelle, a surfis à l'exécution de l'Arrêt rendu en ce Conseil le seizieme Août dernier, et en conséquence permet à la dite dame de la Forêt de faire tourner le dit moulin, à la charge qu'elle ne retirera que la moitié des droits de moutures, et que l'autre moitié sera remis entre les mains du dit Gaillard, procureur du dit Sieur Berthelot, pour son droit de bannalité, et ce jusqu'à ce que le dit Sieur Berthelot, en ait fait construire un autre, ce que'lle sera tenu d'opter dans tiois jours du jour de la fignification du présent Arrêt, sinon et à faute de ce faire dans le dit tems, et icelui pailé, sera fait droit Lundi prochain sur les offres que Michel Maranda et Philippe Noel font de prendre à ferme et de faire tourner le dit moulin, et même de répondre des risques qui pourroient

lui arriver, moyennant cent minots de bled de redevance par an, lequel bail ne durera aussi que jusqu'à ce que le dit Sieur Berthelot en ait fait construire un autre.

(Signé)

RAUDOT.

ARRET

Portant que le moulin bâti sur un arrière Fief, dans la Seigneurie de Lauzon sera fermé, et que l'Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 4 Juin 1686 sera lu, publié et enregistré par tout où besoin sera, du 20e. Décembre 1706.

E Conseil assemblé où étoient Monsieur le Gouverneur Général, Monsieur Raudot Intendant, Messieurs de Lotbiniere, Hazeur, Macart et le Substitut du Procureur Général du Roi.

Rég.du Conf. Sup. 20 Déc. 1706, fol. 72.

RNTRE George Régnard Dupless, Propriétaire du fief de la Côte et Seigneurie de Lauzon, demandeur en requête par lui présentée au Lieutenant Général de la Prévôté de cette ville, le 20e Juin, mil sept cent quatre, d'une part, et Etienne Charet, marchand tanneur, tant en son nom que celui de ses co-héritiers en la succession de désunts Etienne Charet et Bissot leur pere et mere, propriétaire de l'arriere Fief de la Pointe Lévy en la dite Seigneurie de Lauzon, désendeur, d'autre part. Vu la dite requête contenant que le dit Sieur Dupless auroit acquis la terre, sief et seigneurie de Lauzon, avec les droits de haute, moyenne et basse justice, et autres y attribués, sur laquelle il a fait construire deux moulins pour l'utilité des habitans de la dite seigneurie, et comme le dit Charet, l'un des dits habitans avoit auparavant un moulin de construit sur sa terre sans aucun titre que celui de sousserant un moulin de construit sur sa terre sans aucun titre que celui de sousserant de la dite seigneurie portoient nuitament leur bled et autres grains pour les y faire moudre, nonobstant

nonobstant les défenses qui leur en ont été faites, ce qui lui fait un tort considérable, d'autant plus que le dit Charet n'a, ni ne peut avoir aucun droit de moulin qui n'est attaché directement qu'à la dite Seigneurie, et par conséquent il n'y peut avoir que lui qui ait feul ce droit, pourquoi il requiert qu'il lui soit permis de faire approcher le dit Charêt et autres héritiers du dit seu Etienne Charet son pere, pour voir ordonner qu'il sera tenu de fermer incessamment son moulin, et que défense lui seroit faite d'y moudre aucuns grains tant pour lui que pour autres, et qu'il sera tenu de porter moudre ses grains au moulin de la dite Seigneurie, protestant de tous ses intérêts, dommages et dépenses, Ordonnance enfin de la dite requête du dit jour vingt Juin mil sept cent quatre, portant qu'elle seroit communiquée aux parties pour en venir à certain et compétent jour d'audience, fignification des dite requête et ordonnance, faite à la requête du dit demandeur au dit défendeur, le vingt unieme du dit mois de Juin, par Coignac huissier, avec assignation à comparoir en la dite Prévôté du mardi suivant en huitaine, pour répondre sur les fins de la dite requête, sentence rendue en la dite Prévoté le premier jour de Juillet, par laquelle, après qu'il a été représenté par le dit désendeur, un titre donné en arriere fief par le dit Sieur Lieutenant Général, comme Procureur du Sieur Thomas Bertrand, pour lors propriétaire de la dite Seigneurie de Lauzon, au sujet duquel arriere fief l'instance est meue; que d'ailleurs Mr. Paul Dupuy, Lieutenant particulier est allié au dit désendeur et que le Procureur du Roi commis se trouve partie dans le fait, y ayant des mineurs du dit défunt Charêt, il est permis aux parties de se pourvoir ainsi qu'ils avisseront bon être, autre requête présentée en ce Conseil par le dit demandeur tendante, pour les raisons y contenues à ce que vu les récufations des juges de la dite Prévoté portées par la sentence ci-dessus mentionnée, il plut au Conseil évoquer l'instance ou nommer un autre juge, arrêt rendu sur la dite requête le septieme Juillet de la dite année 1704, par lequel, oui le Procureur Général du Roi, le Conseil a nommé pour juge en la dite instance Me. François Genaple de Belfonds Notaire en la dite Prévoté, sauf l'appel si le cas y échet, autre requête présentée par le dit demandeur au dit Sieur Genaple tendante à ce qu'il lui fut permis de faire approcher pardevant lui le dit défendeur au nom qu'il procède, pour procéder sur l'instance encommencée en la dite Prévoté au bas de laquelle requête est la déclaration du dit Sieur Genaple, du dixieme du dit mois de Juillet, qu'il ne peut connoitre de l'affaire en question, ayant été consulté et ouvert son sentiment sur icelle, autre requête présentée en ce Conseil par le dit demandeur tendante à ce que, vu les récusations des juges de la dite Prévoté de cette ville, celle du dit Sieur Genaple et la difficulté qui se rencontre d'avoir un juge en premiere instance, tant par les alliances qui se rencontrent que comme servant de Procureur, ou donnant Conseil aux parties, il plut au Conseil évoquer la dite instance et à cette fin lui permettre de faire apecent ligatiff an der delendeur le dix failles es

procher en icelui le dit Charet au dit nom, pour y donner son consentement enfin de laquelle est la vue d'icelle au Conseil le quatorzieme du dit mois de Juillet. Arrêt rendu sur la dite requête le dit jour, portant qu'elle seroit communiquée au dit Charet au nom qu'il procède, pour savoir si les parties pourroient convenir entr'elles d'une personne pour les juger en premiere instance, et que pour cet effet elles comparoitroient au dit Conseil à la huitaine, signification du dit Arrêt faite au dit désendeur au dit nom le dixsept. ieme du même mois par le dit Coignac huissier, avec assignation à comparoir en ce Conseil au lundi suivant; autre Arrêt rendu en ce Conseil le vingt unieme du dit mois de suillet par lequel, du consentement des parties, le Conseil a évoqué à soi l'instance et a sursis le jugement d'icelle jusqu'au retour du Sieur Courtemanche, autre arrêt rendu en ce Conseil le vingt septieme Avril, mil sept cent cinq sur la requête présentée en icelui par le dit demandeur, par lequel avant faire droit sur les fins de la dite requête il est ordonné qu'elle sera communiquée à toutes les parties, et au surplus les dites parties appointées à écrire et produire dans les délais ordinaires pardevant Me. François Hazeur, Conseiller, un écrit fourni par le dit demandeur et fignifié à sa requête le neuvieme Février dernier au dit défendeur par Coignac, huissier, requête présentée en ce Conseil à ce qu'il fut ordonné que les trois instances seroient et dimeureroient jointes ensemble comme relatives l'une à l'autre et qu'elles seroient jugées par un seul et même jugement, et arrêt définitif au rapport du dit Sieur Hazeur, et qu'à cet effet les parties seroient tenues de produire incessament les pieces dont elles entendroient se servir, arrêt rendu sur la dite requête le quinze Mars dernier par lequel il est ordonné qu'elle seroit communiquée aux parties pour en venir au lundi suivant au dit Conseil, fignification des dites requête et arrêt faite à la requête du dit demandeur au dit défendeur par le dit Coignac, le dixseptieme du dit mois de Mars, avec assignation à comparoir au dit jour de lundi suivant pour procéder sur les fins d'icelle, un écrit du dit désendeur lui servant de désense à la dite requête non dattée ni signifiée, arrêt rendu en ce Conseil le vingtdeuxieme du dit mois de Mars dernier, sur les dites requêtes et réponses, par lequel le Conseil a appointé l'instance qui est entre les parties sans jonctions d'instance, à écrire et produire dans les délais de l'Ordonnance pardevant le Sieur Hazeur, pour en son rapport être préalablement fait droit, fignification du dit arrêt faite à la requête du dit demandeur au dit désendeur par le dit Coignac, le premier jour d'Avril aussi dernier, avec déclaration que le dit Sieur Duplessis a produit ès mains du dit Sieur Hazeur, les pieces dont il entend se servir, à ce que le dit défendeur eut à faire le semblable si bon sui sembloit, un écrit du dit défendeur servant de réponse à celui du demandeur du neuvieme Février dernier, signissé à sa requête au dit demandeur par Marandeau huissier, le vingt sixieme du dit mois d'Avril, répliques sournies par le dit demandeur au dit écrit signifié au dit désendeur le dix Juillet en luivant

suivant par Oger huissier, réponses sournies par le défendeur aux dites répliques fignifiées au dit demandeur le trente Août aussi dernier, par Filleul huissier, autre écrit du dit demandeur signissé à sa requête au dit désendeur le septieme Septembre aussi dernier par le dit Coignac, réponses sournies au dit écrit par le dit défendeur fignifiées à sa requête au dit demandeur le neuvieme du dit mois de Septembre, par Marandeau, autre arrêt rendu en ce Conseil le treizieme de ce mois, portant qu'avant faire droit le dit défendeur rapporteroit ce jourd'hui le titre des concessions accordées à défunt François Bissot, son ayeul, de la terre à lui concédée à la Pointe de Levy en l'année mil six cent quarante huit, et à faute de ce faire, permis au demandeur de le rapporter pour icelui voir être ordonné ce que de raison, signification du dit Arrêt faite à la requête du dit demandeur au dit défendeur par le dit Coignac le seizieme de ce dit mois, signification faite par le dit Marandeau le vingtieme Août, de l'année derniere, mil sept cent cinq, au dit demandeur à la requête du dit défendeur, du dit titre de concession accordé par le seu Sieur de Lauzon pour lors Seigneur de la dite Côte de Lauzon, au dit défunt François Bissot, le quinzieme Octobre, mil six cent quarante huit, par lequel il paroit qu'il lui a distribué et départi dans l'étendue de la dite terre de Lauzon la consissance de deux cents arpents de terre, bornés scavoir: d'un bout au nord ouest au grand sleuve Saint Laurent, d'autre bout au Sud-cst par une ligne qui court nord-est, et sud-ouest ou environ, faisant la séparation d'entre le dit Bissot, et les terres non concédées, d'un coté au sud-ouest par une ligne laquelle court sud est et Nord ouest, laquelle ligne fait la séparation d'entre le dit Bissot et les terres aussi non-concédées, d'autre côté au Nord est par un petit ruisseau qui demeure commun entre le dit Bissot et Guillaume Couture jusqu'au lieu ou borne à celle ci-devant affise par Me. Jean Bourdon, Ingénieur et Arpenteur en ce pays, de laquelle borne, est tirée une ligne qui court sud est et Nord ouest faisant la séparation d'entre le dit Bissot et le dit Couture, lesquelles lignes serviront de chemin de dixhuit pieds de large, pour jouir par le dit Bissot, ses hoirs et ayans cause des dits deux cents arpens de terre, pleinement et paisiblement en pure roture, ensemble de la faculté et permission de pêche le long du bord de la dite riviere St. Laurent, et ce dans l'étendue de sa concession seulement, qui est de cinq arpents de front sur la dite riviere, avec permission de chasse sur la dite concession, à la charge de douze déniers de censive par chaque arpent qui sera défriché et mis en terre labourable ou en nature de pré, et sans autre charge annuelle que de mettre par chaque année ès mains du procureur fiscal, ou autre ayant pouvoir dans le jour et fête de Saint Michel par chacune année, un quart d'anguilles sallées et bien conditionnées, à la charge de retrait en cas de vente, copie d'un titre accordé le vingt huitieme Octobre, mil six cent quatre vingt dixhuit par le Sieur de Bermon de la Martiniere, au nom et comme Procureur de Sieur Thomas Bertrant pour lors propriétaire du dit fief et seigneurie de Lauzon, par lequel, pour les raisons à lui déduites par le dit

feu Etienne Charet pere du défendeur, il a créé et érigé en arriere fief les cinq arpents de terre de front sur quarante de profondeur sis à la Pointe Lévy en la dite seigneurie de Lauzon, et à icelui arriere fief laissé un droit de moulin, et icelui droit concédé en tant que besoin seroit à toujours, et sans bannalité et sans Justice, au contraire relevant de celle de la dite seigneurie, et moyennant que les habitans d'icelle moudroient préférablement leurs grains au dit moulin à tout autre des côtes voisines en attendant qu'il y en ait un bannal de construit, à la charge de la foy et hommage par le dit Charet, ses hoirs et ayans cause à perpétuité, et d'une tasse d'argent du poids d'un marc, ou la valeur en argent monnoyé à chaque mutation de possesseur ou Seigneur dominant, ensuite duquel est le consentement et ratification du dit Sieur Bertrand, en date du quinzieme Septembre, mil six cent quatrevingt dixneuf, et la quittance du dit Sieur de la Martiniere du droit de mutation contenu au dit titre payé par le dit Charet fils le 19e du dit mois de Septembre, mil six cent quatrevingt dixneuf, le dit titre déposé en l'étude de Genaple, Notaire en la Prévôté de cette ville, suivant l'acte du huitieme Juin, mil sept cent deux. le tout signifié au dit demandeur par le dit Marandeau le vingt sixieme Juin mil sept cent quatre, un contrat de la vente faite de la dite terre et Seigneurie de Lauzon par le dit Thomas Bertrand, tant en son nom que comme Procureur de demoiselle Marie de Casar son épouse, séparée quant aux biens d'avec lui par procuration passée par Molin et Janson, Notaires au Châtelet de Paris, le vingt cinquieme Avril, mil fix cent quatrevingt dixhuit, à Me. François Magdeleine Ruette Dauteuil, Conseiller du Roi, et son Procureur Général en ce Conseil, le dit contrat passé par Guillaume Roger, Notaire, en la dite Prévoté de cette ville le quatorzieme Octobre, mil six cent quatrevingt dixneuf, ensuite duquel contrat est copie de la procuration de la dite demoiselle Bertrand, légalisée par le Prévot des marchands et eschevins de la ville de Paris, le vingt cinquieme Mai, mil six cent quatrevingt dixneuf, procès verbal fait par le Lieutenant Général en la Prévoté de cette ville, le vingt septieme Mars, mil sept cent, contenant la déclaration du dit Sieur Dauteuil, comme la dite terre et seigneurie de la côte de Lauzon qu'il avoit achetée le jour auparavant du dit Sieur Bertrand par contrat passé pardevant le dit Roger, est et doit appartenir au dit demandeur, le prix d'icelle ayant été donné par lui, et lui Sieur Dauteuil ne lui ayant fait que prêter son nom pour la dite acquisition, et comme le dit Sieur Duplesses désiroit que la dite déclaration fut secrête pour des raisons qu'il avoit pardevers lui, il avoit résolu de la faire par un écrit qu'il cacheteroit de trois cachets à ses armes et qu'il porteroit dans les vingt quatre heures chez le dit Roger pour y avoir recours en temps et lieu, c'est pourquoi il déclare par le dit écrit que la dite Seigneurie de Lauzon est et appartient au dit Sieur Duplessis, qui en a payé le prix de ses deniers, et qu'il lui a seulement prêté son nom pour passer le dit contrat, n'y prétendant rien

rien en quelque manière que ce soit, et dont il lui passera acte authentique toutes fois et quantes qu'il l'en requerra, de laquelle déclaration il a donné copie de lui signée au dit Sieur Duplessis, laquelle déclaration est en date du quinzieme d'Octobre, mil fix cent quatre-vingt dix-neuf, neuf heures du matin, et dont il a été donné acte au dit Sieur Duplesses par le dit procès verbal du vingt sept Mars, mil sept cent, pour lui servir et valoir ce que de raison, arrêt du Conseil d'Etat du quatrieme Juin, mil fix cent quatre-vingt six, et commission sur icelus adressée en ce Conseil, par laquelle Sa Majesté ordonne que tous les Seigneurs qui possedent des siefs dans l'étendue de ce pays seront tenus d'y faire construire des moulins bannaux dans le tems d'une année après da publication du prélent, et le dit tems passé, faute d'y avoir satisfait, permet Sa Majesté aux particuliers de quelque qualité et condition qu'ils soient de bâtir les dits moulins, leur en attribuant à cet effet le droit de banalité, faisant défense à toutes personnes de les y troubler, enjoignant à ce Conseil de tenir la main à l'exécution d'icelui et de le faire enrégistrer, publier et afficher où besoin seroit, ensuite desquels arrêt et commission est l'enrégistrement en ce Conseil, oui et le requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécuté felon leur forme et teneur, suivant l'arrêt du vingt et unieme d'Octobre ensuivant, signifié à la requête du dit Charêt au dit demandeur le trentieme Août dernier, tout considéré et oui le substitut du Procureur Général du Roi qui a requis que le dit arrêt du Conseil d'Etat fut enrégistré, lu, publié et affiché en lieux et endroits nécessaires et accoutumés, ne paroissant pas l'avoir été, quoiqu'il ait été ordonné par le dit arrêt du dit jour vingt et unieme Octobre, mil fix cent quatrevingt six, oui aussi le dit Sieur Hazeur, Conseiller, en son rapport, le Conseil a maintenu le dit Charet au nom qu'il possede dans le droit d'arriere fief de la pointe de Lévy, aux droits portés par le titre qu'il en a eu du dit Sieur de la Martiniere, ratifié par le dit Sieur Bertrand pour lors propriétaire du dit fief et seigneurie de Lauzon, le dit jour quinzieme Septembre, mil fix cent quatrevingt dixneuf, a condamne et condamne le dit Charet a fermer le moulin à eau construit sur le dit arriere fief, lui faisant défense d'y moudre ni souffrir moudre aucuns grains sous telles peines que de raison, lui permettant néanmoins de faire moudre les grains où bon lui semblera, en conséquence sur toutes les autres demandes des parties, le Conseil les a mis hors de cour et de procès, tous dépens compensés, et ayant égard au requisitoire du dit substitut du dit Procureur Général, le dit Conseil a ordonné et ordonne que le dit arrêt du Conseil d'Etat du quatrieme Juin, mil six cent quatrevingt six, sera enrégistré, lu, publié et affiché partout où besoin sera, à la diligence du dit substitut, dont il certifiera la Cour dans trois mois.

(Signé)

RAUDOT. F. HAZEUR.

REGLEMENT

REGLEMENT

Au sujet des honneurs des Seigneurs dans les Eglises, du Lundi 8e. Juillet, 1709.

La Colombiere, De la Durantaye, Aubert, De Villeray et Macart, Conseillers, le dernier faisant les fonctions du Procureur Général du Roi.

Rég. du Conf. Sup. 8 Juillet 1709. Fol. 134.

NTRE Mre. Pierre Hazeur Delorme, Prêtre, Curé de Champlain, appelant de sentence rendue en la jurisdiction royale des Trois Rivières le vingt neuvieme Avril dernier d'une part, et Joseph Dejardy, Ecuyer, Sieur De Cabanac, propriétaire en partie de la Seigneurie de Latouche, Champlain, Capitaine d'une compagnie des troupes du détachement de la marine entretenue en ce pays, et Commandant de la dite ville des Trois Rivières, intimé, d'autre part; vu la dite sentence par laquelle il est ordonné que les dites parties se conformeront à l'avenir sur ce qui a été réglé conjointement avec feu Monsieur le Comte De Frontenac et Monsieur De Champigny, ci-devant Gouverneur Général et Intendant en ce pays, sans que les dites parties puissent y contrevenir, et le dit Sieur appellant condamné aux dépens taxés à huit livres monnoye de France, l'expédition de la dite lentence comprise, signification de la dite sentence faite à la requête du dit Sieur intimé au dit appellant par Pothier, huissier, au dit lieu des Trois Rivières, le trentieme du dit mois d'Avril. Acte d'appel de la dite sentence signifié à la requête du dit appellant au dit intimé par Normandin, huissier, le deux Mai aussi dernier, requête présentée en ce Conseil par le dit appellant aux fins d'être reçu en son dit appel, ordonnance enfin d'icelle du septieme du dit mois de Mai, qui le reçoit appellant de la dite sentence et lui permet de faire intimer le dit Sieur de Cabanac, signification faite, requête et ordonnance faites au dit intimé à la requête du dit appellant, le quinzieme du même mois, avec assignation à comparoire en ce Conseil le premier Lundi d'après la Fête de St. Jean Baptiste dernier, pour répondre et défendre sur la dite requête et autrement procéder ainsi que de raison et aux dépens; un écrit ou mémoire produit par le dit appellant, contenant ses griefs non daté, signé ni signifié; sentence rendue en la jurisdiction des Trois Rivières le onze Juillet mil six cent quatre-vingt quinze, entre seu Etienne Pezart De Latouche, vivant Ecuyer, et propriétaire de la dite Seigneurie de Champlain, et Monsieur Claude Boucquin, Prêtre, pour lors Curé du dit lieu. par laquelle il est ordonné qu'en tous les prônes que fera le dit Sieur Boucquin dans

dans la dite Eglise de Champlain aux jours de Dimanches, il sera tenu de faire mention du dit feu Sieur De Latouche comme Seigneur du dit Champlain, et aussi de la Dame sa femme aux prières qu'on a accoutumé de faire, pareillement de lui faire donner l'encens lorsque le dit Sieur Boucquin feroit les encencements à l'entrée de la dite Eglise et qu'il sera dans son banc, et même de lui faire rendre dans icelle les autres honneurs dus à sa dite qualité de Seigneur, tout ainsi qu'il se pratique en France, les dépens compensés; arrêt rendu en ce Confeil le premier de ce mois, par lequel il est ordonné avant faire droit, que les pieces des parties seroient communiquées à Monsieur Charles Macart, Conseiller, faisant les fonctions de Procureur Général du Roi, et ensuite mises entre les mains de Monsieur François Mathieu Martin Delino, aussi Conseiller, pour fur son rapport être fait droit ce jourd'hui ainsi qu'il appartiendroit par raisons, requête présentée ce jourd'hui en ce Conseil par le dit intimé, tendante pour les raisons y contenues, à ce qu'il plaira à ce Conseil confirmer les dites deux sentences et la confirmation de Mes dits Sieurs le Comte De Frontenac et De Champigny, et ordonner avant faire droit que le dit appellant lui donnera communication des pieces dont il entend se servir; arrêt rendu en ce Conseil ce jourd'hui, qui ordonne après que les parties ont consenti que l'appel en question foit jugé en l'état qu'il est, et sans que l'une d'icelle puisse tirer avantage de ce que la procédure n'a pas été bien observée, et de ce que les mémoires et requête présentés par les parties n'ont été communiqués ni fignifiés, qu'il sera passé outre au jugement du dit appel ce dit jour de relevée, requête présentée en ce Conseil à même jour de relevée par Messires Charles Glandelet et Louis Ango Demaizerets, Vicaires Généraux du Diocele de Québec, tendante pour les raisons y contenues, et attendu l'obligation dans laquelle ils se croyent de représenter le droit de Monsseur l'Evêque de Québec, en la manière qu'ils l'exposent dans la dite requête, il plaise à ce Conseil ne faire aucune mention dans l'arrêt qui interviendra pour régler les honneurs des Seigneurs Hauts Justiciers des Paroisses de Canada, des Litres, Ceintures Funébres & Armoiries, puisque cette marque d'honneur qu'ils n'ont point demandée et prétendue jusqu'à préfent peut et doit même leur être contestée comme ne leur étant pas due, ni par le droit qui ne l'attribue qu'aux seuls Patrons des Eglises, ni par le titre de posfession dans laquelle ils n'ont jamais été à cet égard; oui le dit Sieur Macart, le Conseil a mis et met l'appellation et ce dont est appellé au néant, émandant a ordonné et ordonne:

I. Que le dit appellant et les autres Curés de ce pays ne reconnoitront à l'avenir qu'un seul Seigneur dans leurs Paroisses, qui sera celui sur la terre en Haute Justice duquel l'Eglise sera bâtie, lequel Seigneur Haut Justicier aura seul les droits honorisques de l'Eglise après le Patron, en cas qu'il y en ait un.

- II. Qu'il aura un banc permanent dans la place là plus honorable qui est la droite en entrant dans l'Eglise, dans la distance de quatre pieds du balustre, asin de laisser un passage libre pour les communions, lequel banc sera de la même largeur de ceux des autres habitans pour ne point embarrasser les cérémonies de l'Eglise, et qui ne pourra être que du double de prosoudeur des autres.
- III. Que le dit Seigneur Justicier ira, si bon lui semble, le premier à l'offrande après la personne qui aura offert le pain béni, et ses enfans mâles après lui, et en cas d'absence du dit Seigneur, ses dits enfans qui auront atteint l'âge de seize ans.
- IV. Qu'icelui Seigneur ira après le Clergé revêtu de surplis le premier, et ses enfans mâles après lui, au balustre prendre les cierges le jour de la Chandeleur, et recevoir les cendres et les rameaux, et en cas d'absence du dit Seigneur, ses enfans comme il est dit ci-dessus.
- V. Que le Seigneur marchera aux processions immédiatement et le premier après le Curé, et ensuite ses enfans mâles et en cas d'absence du dit Seigneur, ses enfans ainsi qu'il est dit ci-dessus.
- VI. Que le Seigneur aura droit de sépulture dans le chœur hors du sanctuaire pour lui et sa famille, lors qu'il aura donné la terre sur laquelle l'Eglise aura été bâtie, sans qu'on leur puisse faire des tombeaux élevés, et sans qu'il soit obligé de payer le droit d'ouverture de terre, mais seulement les autres droits de la Fabrique et ceux du Curé.
- VII. Qu'après l'œuvre et le chœur, le Seigneur aura le premier l'eau bénite par aspersion, aussi bien que sa femme et ses enfans, en son absence sa femme, et en l'absence de l'un et l'autre ses enfans de l'age de seize ans, les marguilliers auront seulement l'eau bénite avec les autres habitans.
- VIII. Le Seigneur aura le premier le pain beni après le Clergé revêtu de furplis, et après lui sa femme et ses enfans, qui se trouveront à son banc, et en cas d'absence du Seigneur, sa femme, et si l'un et l'autre ne se trouvoient point à l'Eglise, ses enfans, et ce avant les marguilliers et chantres non revêtus.

- IX. Que les Coseigneurs et Seigneurs de Fiefs, si aucuns se trouvent dans une même Paroisse, payeront à la Fabrique les bancs qu'ils occuperont dans l'Eglise, lesquels bancs, ensemble ceux qui seront concédés à des personnes de caractere, seront placés après celui du Seigneur Haut Justicier dans les endroits qui leur seront convenables, et au dessus de ceux des habitants.
- X. Que les femmes même du Patron, celles des Seigneurs Hauts Justiciers, n'auront aucun rang dans les cérémonies de l'Eglise, lorsqu'elles sortiront de leurs bancs qu'après tous les hommes, et que quand elles iront chercher les cierges, les cendres et les rameaux et qu'elles se trouveront aux processions, elles marcheront les premieres avec leurs filles à la tête de toutes les autres femmes.
- XI. Que les Curés de chacune Paroisse seront tenus de recommander nommément aux prônes le Seigneur Haut Justicier et sa semme et leurs ensans en noms collectifs, et pour faire droit sur la requête de Messires les Grands Vicaires de Monsieur l'Evêque de Québec au sujet du droit de titres, ordonne qu'il en sera délibéré, et que le présent réglement sera exécuté selon sa forme et teneur, fait désense aux Curés de décerner aux Seigneurs Hauts Justiciers d'autres honneurs que ceux ci-dessus réglés, à peine de privation de leur temporel, et aux dits Seigneurs de les exiger aussi à peine de demeurer déchus de tous ceux qui leur sont ci-dessus adjugés; et le présent arrêt déclaré commun avec tous les autres Curés et Seigneurs Hauts Justiciers de ce pays, tous dépens compensés entre les parties.

(Signé)

RAUDOT.

ARRET

Qui explique le 6e. article du Reglement du Conseil du 8 Juillet dernier, au sujet des honneurs des Seigneurs dans les Eglises, du Lundi 5e. Août, 1709.

Lino, La Colombiere, De la Durantaye, Aubert, De Villerary et Macart, Conseillers, le dernier faisant les sonctions de Procureur Général du Roi.

Rég.du Conf. Sup. 5e Août, 1709, folio 1.

QUR la requête ce jourd'hui présentée en ce Conseil par les Sieurs Vicaires Oénéraux du Diocèse de cette Ville, contenant que vu le sixieme article du réglement fait en ce dit Conseil le huitieme Juillet dernier, pour le fait qui regarde les Curés et Seigneurs Hauts Justiciers de ce pays, qui porte que le Seigneur aura droit de sépulture dans le chœur hors du sanctuaire pour lui et la famille, lorsqu'il aura donné la terre sur laquelle l'Eglise aura été bâtie, sans qu'on puisse leur faire des tombeaux élevés, et sans qu'il soit obligé de payer le droit d'ouverture de terre, mais seulement les autres droits de la Fabrique et ceux du Curé, il pourroit arriver dans la suite qu'un Seigneur prétendroit se faire enterrer lui et les siens dans l'espace du Chœur, tel qu'il est disposé dans toutes les Eglises de ce pays où il ne contient qu'un assez petit réduit pour le Curé et les chantres, pourquoi ils concluent, attendu l'obligation dans laquelle ils se croyent de représenter à la Cour qu'un tel usage en ce pays, qui n'est fondé sur aucun titre ni de droit ni de possession, il seroit contesté par Monsieur l'Evêque, il plut à ce Conseil, en expliquant ses intentions là dessus, exclure les dits Seigneurs, tels qu'ils puissent être, de la prétention ci-dessus, d'être enterrés eux et les leurs dans le Chœur de l'Eglise, la dite requête signée, Charles Glandelet, Vicaire Général, Louis Ango Desmaizerets, Vicaire Général. Oui Mre. Charles Macart, Conseiller, faisant les fonctions du Procureur Général du Roi; Le Conseil en expliquant le dit réglement, a ordonné et ordonne que le Seigneur Haut Justicier lui et sa famille ne pourront être enterrés que dans l'endroit où est placé son banc, étant réputé être dans le Chœur de la Paroisse, et au surplus, le dit réglement du dit huit Juillet dernier exécuté.

(Signé)

RAUDOT.

ARRET

ARRET

Ordonnant que l'Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 4me Juin, 1686, réglant que les Seigneurs feront bâtir des moulins, sera enrégistré en la jurisdiction de l'Acadie établie au Port Royal, du 7me Juillet, 1710.

L Conseil assemblé où étoient Monsieur l'Intendant, Messieurs de Lino, de Villeray, et Macart, Conseillers, Me. Paul Denis de St. Simon Prévôt de la Maréchaussée, et le Sieur Guillaume Gaillard, praticien, le dit Sieur Macart, faisant les fonctions de Procureur Général du Roi.

JU l'Arrêt rendu au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, le qua- Rég.du Cons. trieme Juin, 1686, figné Colbert et Commission sur icelui, signée Louis, Sup. 7 Juillet, 1710, fol. 94. et plus bas par le Roi Colbert, et scellé du grand Sceau en cire jaune par lequel il est ordonné que tous les Seigneurs qui possedent des siefs dans l'étendue de la Nouvelle France, seront tenus d'y faire construire des moulins bannaux dans le tems d'une année après la publication du présent Arrêt, et le dit tems passé, faute par eux d'y avoir satisfait, permis à tous particuliers, de quelque qualité et condition qu'ils soient, de bâtir les dits moulins, leur en attribuant à cette fin le droit de bannalité, et fait défense à toutes personnes de les y troubler; Arrêt rendu en ce Conseil le vingt et unieme Octobre 1686, qui ordonne que le dit Arrêt du Conseil d'Etat sera enrégistré au Greffe de ce Conseil, l'enrégistrement du dit Arrêt signé Peuvret, autre Arrêt rendu en ce dit Conseil le vingtieme Décembre, mil sept cent six, qui ordonne que le dit Arrêt du Conseil d'Etat du Roi sera enrégistré, lu, publié et affiché partout où besoin sera à la diligence du substitut du Procureur Général du Roi, dont il certifieroit la Cour dans trois mois, rapport des enrégistrements et publications et affiches du dit Arrêt fait, tant en la Prévôté de cette ville que dans les jurisdictions royales des Trois Rivières et de Montreal, les vingt quatrieme et vingt cinquieme Janvier, et le quizieme Février, mil sept cent sept. Oui Mre. Charles Macart, Conseiller, faisant les fondions de Pro-A a 2

cureur Général du Roi, lequel a requis que le dit Arrêt du Conseil d'Etat du Roi fut aussi enrégistré, lu, publié et affiché en la jurisdiction royale de l'Acadie, établie au Port Royal, à la diligence du Procureur du Roi en la dite jurisdiction, le Conseil ayant égard au dit requisitoire, a ordonné et ordonne qu'à la diligence du dit Procureur du Roi de l'Acadie, l'Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du quatrieme Juin, mil six cent quatre-vingt six, sera enrégistré en la dite jurisdiction royale de l'Acadie, établie au Port Royal, et icelui lu, publié et affiché partout où besoin sera, pour être exécuté selon sa forme et teneur, dont le dit Procureur du Roi certissera la Cour dans six mois.

(Signé)

RAUDOT.

ARRET

Portant que l'Arrêt du Conseil d'Etat du 20me Juin, 1712, qui régle les limites de la Banlieue du fort Pont Chartrain de Chambly sera enrégistré, du 5me. Décembre, 1712.

Le Conseil assemblé, où étoient Monsseur le Marquis de Vaudreuil, Gouverneur Général, Monsseur Begon, Intendant, Messieurs de la Martiniere, de Lino, de La Durantaye, Aubert, Macart, Sarrasin, Cheron, Gaillard, de Lotbiniere, et Hazeur, Conseillers, et le Procureur Général du Roi.

Rég. du Conf. Sup. 5 Déc. 1712. fol. 114. Vu l'Arrêt du Conseil d'Etat du vingt deuxième Juin dernier, signé Phelipeaux, par lequel sa Majesté étant en son Conseil, ordonne que la
Banlieue du Fort Pont Chartrain de Chambly sera de trois cents toises audessus
et trois cents toises, audessous du dit Fort, faisant en tout six cents toises de
front sur le bord de la riviere Richelieu, sur trois cents toises de prosondeur,
sur deux lignes courantes du Nord au Sud, bornées à l'extrêmité des dites
trois cents toises de prosondeur, par une ligne d'Est et Ouest, de six cents toises,
rencontrant les dites deux lignes Nord et Sud, et que le dit terrein appartiendra à sa Majesté, le tout conformément à l'ordre de Messieurs le Marquis de
Vaudreuil, Gouverneur Général, et Raudot, ci-devant Intendant en ce pays,
Procès.

Procès verbal et plan du Sieur de Catalogne, et que tous les habitans qui ont des bâtimens ou clôtures sur le dit terrein seront tenus de les ôter et transporter ailleurs, avec désenses à qui que ce soit de s'établir dans la dite étendue de terrein, d'y en faire aucuns bâtimens ou clôtures en quelque maniere que ce soit, et que le dit Arrêt sera enrégistré au Greffe de ce Conseil, publié et affiché au Fort Pont Chartrain de Chambly, oui et ce requérant le Procureur Général du Roi; le Conseil a ordonné et ordonne que le dit Arrêt du Conseil d'Etat sera enrégistré au Greffe de ce Conseil, et ensuite lu, publie et affiché au Fort Pont Chartrain de Chambly à la diligence du substitut du Procureur Général du Roi, en la jurisdiction royale de Montreal, dont il certifiera la Cour dans deux mois.

(Signé)

BEGON.

ARRET

Qui régle le Rhumb de Vent des concessions au Lac des Deux Montagnes et sur la Rivière des Outaouaïs, du 5 Octobre, 1722.

E Conseil assemblé où étoient Messieurs le Gouverneur Général, Evêque et Intendant, Mre. de Lino, Premier Conseiller, Sarrasin, Gaillard, Lotbiniere, Hazeur, St. Simon et Guillemin, Conseillers, et le Procureur Général du Roi.

Entre Dame Louis Denis, veuve de seu Pierre Daillebout, Ecuyer, Sieur d'Argenteuil, vivant, Capitaine d'une compagnie des troupes du détachement de la marine entrenue en ce pays, Demanderesse, en requête présentée en personne d'une part, Messire François Vachon de Belmont, Prêtre, Supérieur des Sieurs Ecclésiastiques du Séminaire de St. Sulpice etabli à Ville Marie, Isle de Montréal, Procureur de Mre. François Lechassier, Prêtre, Docteur en Théologie de la Faculté de Paris, Supérieur de Messires les Ecclesiastiques du Séminaire de St. Sulpice de Paris, Seigneurs de la dite Isle de Montréal, Désendeurs sur la dite requête et assignés au jourd'hui, par exploit du douzieme Septembre dernier, comparant par Pierre Poulin, Marchand en cette wille.

Reg. du Con. Sup. 5 d'Oct. 1722. Fol. 97.

ville, leur Procureur par procuration passé devant David, Notaire, au dit Montréal, en date du premier Août dernier, d'autre part; parties ouies, vu la dite requête, par laquelle la dite Dame d'Argenteuil expose qu'étant propriétaire d'une Seigneurie située au nord de la grande rivière des Outaouais, contenant deux lieues de front sur quatre de prosondeur, le dit front à prendre depuis le bas du Long Sault en descendant la dite rivière et venant dans le Lac des deux montagnes, ensemble de l'Isle Carillon, étant au devant, et autres isses qui s'y trouvent, de laquelle elle n'a pu jouir par rapport aux désenses faites par sa Majesté de faire des établissemens au dessus de l'Isle de Montréal, et lesquelles défenses ayant été levées, elle a obtenu permission d'en joiur et de s'y établir, suivant les ordres qu'en ont reçu Messieurs le Marquis de Vaudreuil et Begon, Gouverneur Général et Intendant en ce pays, en conséquence desquels elle a travaillé à établir la dite Seigneurie et Isle Carillon, et ayant appris que les dits Sieurs du dit Séminaire qui ont obtenu une Seigneurie pour placer la mission des Sauvages au Sault aux Récollets, de trois lieues et demie de front sur trois lieues de profondeur dans le Lac des deux montagnes, du côté du nord, le dit front à prendre depuis le Ruisseau du nord en remonmontant le dit lac, ont fait tirer les lignes et borner la dite concession sans l'y appeller et d'une manière si extraordinaire qu'ils prétendent non seulement emporter tout le front et la meilleure partie de la profondeur da sa Seigneurie, mais encore aller à près de deux lieues au dessus, en sorte qu'ils auroient, si leurs prétentions avoient lieu, plus de huit lieues de front en droite ligne, tant sur le Lac des deux montagnes que sur la grande rivière des Outaouais, ce qui iroit à plus de dix lieues de front si l'on chênoit toutes les ances ou pointes qui se trouvent dans cette étendue, se fondant les dits Sieurs du Séminaire, sur ce que par un réglement de ce Conseil, il a été ordonné que les concessions qui seroient faites au nom du Roi courroient nord est et sud-ouest pour le front, et le sud-est et nord-ouest pour la prosondeur, et sur ce sondement ils ont fait tirer une ligne qui prend au nord depuis le ruisseau qui fait leur borne d'en bas, et ont fait courir cette ligne dans le tems des glaces, du nord-est au sudouest, au travers du Lac des deux montagnes, et de-là dans la terre du sud jusqu'à l'étendue des trois lieues et demie, que leur concession doit avoir de front, qu'ils ont ensuite fait tirer des lignes parallelles aux deux extrêmités de ces trois lieues et demie, lesquelles lignes courent sud-est et nord-ouest jusqu'à trois lieues de profondeur, et que ce front ainsi tiré leur produisant peu de terrein par rapport tant à l'étendue du Lac des deux montagnes qu'aux terres du sud qu'ils ne pourroient point avoir, ils ont fait une supputation de tout ce qu'ils perdroient sur le front en le tirant de cette manière, et pour le regagner, ont poussé leur prétendue profondeur à plus de quatre lieues du côté du nord, audessus de l'endroit où doit finir le front de leur concession, comme si ils étoient les maitres du terrein, au préjudice des concessions qui leur sont antérieures,

que les prétentions des dits Sieurs du Séminaire sont insoutenables, et l'obligent de suplier le Conseil de faire attention que le rhumb de vent nord-est et fud ouest énoncé au réglement du Conseil, n'a été donné pour front qu'aux Seigneuries accordées sur le fleuve St. Laurent, à cause du cours du fleuve, que même il n'a point été suivi dans les lieux où le fleuve court sur un autre rhumb de vent, et que toutes les concessions qui ont été accordées sur les rivières qui tombent dans le dit fleuve, ne suivent point le même rhumb de vent pour le front, mais celui qui leur convient, telles sont les Seigneuries de Beauport, la Canardière, le Comté d'Orsainville, St. Bernard et autres qui font sur la rivière St. Charles près de Québec, et l'on trouvera cette même différence pour les autres Seigneuries qui ont été accordées sur d'autres rivières. La grande rivière des Outaouais qui tombe dans le Lac des deux montagnes, court ouest nord-ouest et est quart du sud-est, ce qui fait cinq quarts de rhumb de vent de différence du rhumb de vent que les dits Sieurs du Séminaire prennent pour le front de leur Seigneurie, que la grande riviere des Outaouais n'est pas le fleuve St. Laurent, et par conséquent les concessions qui sont données sur cette rivière, soit sur le Lac des Deux Montagnes dans laquelle elle tombe, doivent servir d'un rhumb de vent qui convient au cours de cette rivière pour régler leur front et leur profondeur, que leur prétention répugne d'autant plus qu'ils n'ignoroient pas l'étendue et la situation de la Seigneurie, et s'en sont informés à elle même avant de demander la concession qu'ils ont obtenue, et l'on ne peut ignorer qu'ils n'ayent fait mesurer l'étendue du terrein qui étoit entre le Ruisseau du Nord et sa dite Seigneurie, puisqu'ils ont demandé trois lieues et demie de front, qui est l'étendue qui se trouve entre le dit Ruisseau du nord, qui est leur borne d'en bas et celle de sa dite Seigneurie, que l'étendue de leur terrein se trouvant conforme à leur titre, ils ne peuvent rien exiger au de-là, et ne seroient pas même en droit de rien prétendre sur son terrein, supposé que leurs trois lieues et demie ne se trouvassent pas dans les dites bornes, en ce que ses titres sont antérieurs à la concession des dits Sieurs du Séminaire, et qu'ainsi elle doit prendre tout son front avant les dits Sieurs du Séminaire, que le rhumb de vent qui doit régler le front de la concession des dits Sieurs du Séminaire, et celui de sa Seigneurie, est l'est quart du sud-est en tirant à l'ouest quart de nord-ouest, et pour sa presondeur le fud quart de sud-ouest tirant au nord quart d'est, ou bien l'est et l'ouest pour le front, et nord et sud pour la profondeur, ce qui fera de chaque côté un air de vent de différence, pour lesquels rhumbs de vent faire régler elle se seroit pourvue par devant le Lieutenant Général de la Jurisdiction Royale de Montreal, par devant lequel elle a fait approcher les dits Sieurs du Séminaire, et sur laquelle instance sentence seroit intervenue le troisieme Juillet dernier, par laquelle ils sont renvoyés à se pourvoir ainsi qu'ils aviseroient bon être, et c'est ce qui l'a obligée de se pourvoir en ce Conseil, et conclud à

ce que sans avoir égard aux prétendues lignes que les dits Sieurs du Séminaire ont faites, et aux bornes qu'ils ont fait planter, il sera tiré de nouvelles lignes et planté de nouvelles bornes pour faire la séparation de leur seigneurie, et que les dites lignes seront tirées de l'Est quart du Sud-est, tirant à l'Ouest quart de Nord-ouest pour le front, et du Sud quart de Sud-ouest, au Nord quart de Nord-est pour la profondeur; Si mieux n'aiment les dits Sieurs du Séminaire que le front soit tiré de l'Est à l'Ouest, et la prosondeur du Nord au Sud, et en cas de contestation les condamner aux dépens, au bas de laquelle requête est l'ordonnance en date du treizieme Juillet dernier, portant que le Conseil a ordonné que la dite requête seroit signifiée à partie pour en venir dans les délais de l'ordonnance, l'exploit de signification faite de la dite requête et ordonnance à la requête de la dite dame d'Argenteuil aux dits Sieurs du Séminaire, le vingt troisieme du dit Mois de Juillet, avec assignation au Lundi septieme Septembre dernier, Arrêt rendu en ce Conseil le dit jour septieme Septembre, par lequel le Conseil a donné acte à la dite dame d'Argenteuil du désistement du dit Poulin au dit nom des raisons déclinatoires proposées par son écrit de désenses du cinquieme du dit mois de Septembre, et de ses offres de plaider sur le fond en lui accordant un délai suffisant pour faire venir de Montréal les titres de concession accordés aux dits Sieurs Ecclésiastiques du Séminaire de St. Sulpice, sur le lac des Deux Montagnes, la requête qu'ils ont présentée au juge de Montreal, et le procès verbal d'alignement tiré en conséquence de la Seigneurie en question, et autres pieces dont il voudra se servir, à quoi ayant égard, le Conseil a accordé délai au dit Poulin au dit nom, jusqu'à ce jourd'hui auquel jour les parties seroient tenues de venir plaider sur le fond et apporter les pieces dont elles entendent se servir, faute de quoi seroit sait droit les depens réservés, fignification faite du dit Arrêt aux dits Sieurs du Séminaire, au domicile du dit Poulin leur procureur le douze du dit mois de Septembre avec assignation à ce jour d'hui en ce Conseil, ès sommation faite aux dits Sieurs du Séminaire conformement au dit Arrêt d'apporter toutes les pieces dont ils entendent se servir, faute de quoi seroit fait droit, l'écrit des défenses des dits Sieurs du Séminaire en date du cinquieme Septembre dernier, figné du dit Poulin, non signifiée, contenant que la requête de la dite dame d'Argenteuil est remplie de bien des faits sur lesquels il ne leur paroit pas qu'il soit présentement nécessaire de contester, saisant cependant la remarque qu'il n'est pas vrai, sauf respect, que les dits Sieurs du Séminaire ayent, pour regagner du terrein, poussé la profondeur de la dite concession pour la mission des sauvages au Lac des Deux Montagnes, jusqu'à plus de quatre lieues au delà du front qu'elle doit avoir, comme il est exposé dans la dite requête, ce qui est un fait calomnieux et témérairement avancé, dont ils se réservent à poursuivre en réparation, ainsi qu'ils aviseront en tems et lieu; n'ayant fait mesurer que trois lieues et demie de front ainsi qu'il sera aisé de justifier par le pro-

cès

cès verbal de l'Arpenteur, que pour ce qui concerne les conclusions de la dite requête, et pour éviter une répétition enuyeuse, ils s'arrêtent à ce qu'ils ont dit devant le juge de Montréal, y ajoutant seulement que le prétendu decrêt et sentence d'adjudication dont l'extrait abrégé leur a été fignifié, ne peut pas donner d'autre droit à la dite dame d'Argenteuil que celui que pouvoit avoir le feu Sieur d'Argenteuil son mari, et que le contrat de vente à lui faite par le feu Sieur d'Aillebout, pere du dit fen Sieur d'Argenteuil, non plus que les billets de Messieurs de Frontenac et Duchesneau, Gouverneur Général et Intendant en ce pays, n'étant pas des titres suffisans pour établir le droit de propriété prétendue par la dite dame d'Argenteuil, puisque ces promesses n'ont point été suivies de l'exécution, et la dite dame d'Argenteuil ne failant pas même encore paroitre une concession ni ratification de sa Majesté, elle n'est pas partie capable pour contester les alignemens et bornes en question, qui ont été d'ailleurs juridiquement faits et posés pour les limites de la concession à eux faite pour la mission des Sauvages au lac des Deux Montagnes, et encore moins de demander le changement du rhumb de vent qui a été suivi pour aligner la dite terre, qui est le même que celui donné à toutes les seigneuries qui sont audessous et sur le même continent de celle en question, laquelle autrement se trouveroit réduite et coupée dans la profondeur, ce qui seroit contraire au titre de concession et à l'intention de sa Majesté, et préjudiciable au propriétaire, pourquoi ils demandent à être renvoyés et à être maintenus en leur possession, suivant la requête qu'ils ont présentée à Messieurs de Vaudreuil et Begon Gouverneur Général et Intendant on ce pays: vu aussi la vente faite par le dit Sieur d'Aillebout et dame Catherine Legardeur, son épouse, au dit seu sieur d'Argenteuil, passé devant Adhemard, Notaire Royal à Montréal, le treizieme Février, mil six cent quatrevingt dixsept, signissé aux dits Sieurs du Séminaire le vingt troisieme Juillet dernier, la sentence d'adjudication faite de la dite concession à la dite dame d'Argenteuil, le vingtieme Mars, mil sept cent douze, signifiée aux dits Sieurs du Séminaire le dit jour vingt troisieme Juillet, le titre de concession accordée aux dits Sieurs du Séminaire en date du dixseptieme Octobre, mil sept cent dixsept, le brevet de confirmation de la dite concession du vingt septieme Avril, mil sept cent dixhuit, la sentence rendue en la dite jurisdiction de Montréal, le troisieme Juillet dernier, et les pieces y énoncées, le procès verbal d'arpentage fait par Fean Baptiste Anger, Arpenteur juré, le quatrieme Avril, mil sept cent vingt un, la carte figurative des terreins en question certifiée véritable par le dit Anger. et signifiée aux dits Sieurs du Séminaire au domicile du dit Poulin, le deux de ce mois, et oui le Procureur Général du Roi, le Conseil ayant égard à la requêt de la dite dame d'Argenteuil, sans s'arrêter à l'arpentage fait par le dit Anger, à la requête des dits Sieurs du Séminaire de Montreal, Ordonne que la concession qui leur a été accordée sur le Lac des Deux Montagnes sera de nouveau

nouveau bornée, et que le front de la dite concession courra de l'Est quart de Sud-est à l'Ouest quart de Nord ouest, et la prosondeur du Sud quart de Sud-ouest au Nord quart de Nord-est svivant les lignes marquées sur la carte signissée par Lariviere, huissier, le deux de ce mois, dont il restera copie au Gresse de ce Conseil, laquelle sera paraphée, ne varietur, pour y avoir recours en cas de besoin, lequel bornage et arpentage sera fait en présence de la dite dame d'Argenteuil, où elle duement appellée; Ordonne aussi que les concessions qui seront faites sur le dit Lac des Deux Montagues, et sur la grande riviere des Outaouois, courreront les mêmes rhumbs de vent pour le front et pour la prosondeur, et iceux Sieurs du Séminaire condamnés aux dépens, liquidés à la somme de vingt quatre livres, le présent arrêt non compris.

(Signé)

BEGON.

ARRÊT

Portant que les écrits que feront signifier les parties dans les causes et instances qu'elles auront, seront signés des parties si elles savent signer, ou de ceux qui signeront en leur nom, du 29me Juillet, 1737.

Le Conseil assemblé où étoient Monsieur Cugnet, premier Conseiller, Messieurs de Lothiniere, Guillemin, Varin, Foucault, Taschereau et Lasontaine, Conseillers, et le Procureur Général du Roi.

Rég. du Conf. Sup.29 Juillet 1737. fol. 36. Routeur Testamentaire de seu François Levasseur, Marchand sorain, appellant de sentence de la Prévôté de cette dite ville, du seize de ce mois anticipé et comparant en personne, d'une part, et dame Marie Josephe Genevieve Régnard Duplessis, de l'Enfant Jésus, Religieuse du Monastere de l'Hôtel Dieu de cette ville, dépositaire des pauvres du dit Hôtel Dieu, intimée et comparante par Mr. Jean Latour, Notaire Royal en la dite Prévôté, sondé de son pouvoir sous seing privé, du premier de ce mois, d'autre part: Vu la sentence

dont appel du dit jour seizieme de ce mois, icelle non signifiée, par laquelle parties ouies, attendu qu'il convient qu'il y ait une partie capable pour pouvoir discuter la créance dont il s'agit, ou donner son consentement, il est ordonné avant faire droit qu'il sera créé un Curateur, à l'absence des présomptifs héritiers à la succession du dit seu Sieur Levasseur, dépens réservés, l'acte d'appel interjetté en ce Conseil par l'appellant de la dite sentence, par exploit de Francois Clesse, premier Huissier en ce Conseil le lendemain dix sept, la requête présentée en ce dit Conseil par l'intimée, tendante pour les raisons y contenues à ce qu'il plaise au Conseil la recevoir anticipante sur le dit appel, lui permettre de faire affigner l'appellant à un Conseil extraordinaire, pour voir, dire et ordonner que dans le cas que la Cour juge qu'il ait été nécessaire d'ordonner qu'il seroit créé un Curateur à l'absence des héritiers présomptifs du dit seu Levasseur, l'appellation du dit Sieur Gugniere, sera mise au néant avec amende et l'exécution de la dite sentence ordonnée suivant sa forme et teneur, et dans le cas contraire, attendu que l'intimée n'a pas demandé, ni donné lieu d'une maniere directe ni indirecte, à ordonner qu'il seroit créé un Curateur à la dite Succession ou héritiers présomptifs absents, la décharger, et renvoyer du dit appel, sauf à l'appellant à agir ainsi et comme il trouvera à propros, et dans l'un et l'autre cas, le condamner aux dépens, l'Ordonnance étant ensuite de la dite requête en date du dixhuit de ce mois, portant reçu anticipant, permis d'affigner pour en venir au Conseil lundi prochain, vingtdeuxieme du présent mois, la signification des dites requête et ordonnance faite par Caron huissier au dit Conseil le dixneuvieme de ce dit mois, à la requête de l'intimée, à l'appellant avec affignation au dit appellant à comparoitre en ce dit Conseil le dit jour lundi lors prochain, pour répondre et procéder sur les fins des conclusions prises par sa dite requête, circonsiances et dépendances, et sur le tout voir ordonner ce qu'il appartiendra, l'écrit de griefs de l'appellant, par lequel il conclud à ce que la sentence dont est appel soit mise au néant pour la nomination du Curateur qu'elle ordonne, et au surplus auparavant faire droit, sur la demande de l'intimée il plaise au Conseil ordonner qu'il sera surcis jusqu'à ce que l'état de la dite Succession soit parfaitement connu, ne le pouvant être quant à présent, sauf à l'intimé à se pourvoir conjointement ou séparément avec les créanciers de la dite Succession, en tems et lieu et sans préjudice à l'appellant de défendre aussi en tems et lieu, sur le fait de la créance en question, pour quoi fait toutes expresses réserves, ce faisant condamner l'intimée en tous les dépens, le dit écrit de griefs signissé à l'intimée le vingt deuxieme de ce mois, l'écrit de réponse de l'intimé aux dits griefs par lequel elle persiste en ses précédentes conclusions, et à ce que si le Conseil trouve à propos d'évoquer, le dit Sieur Guniere soit condamné à délivrer à l'intimée la somme de trois cents trente livres en question sur celles qu'il a en main de la Succession du dit Levasseur, offrant B b 2 l'intimée

l'intimée de donner bonne et suffisante caution, de la rapporter pour être mise en contribution au cas que les biens du dit feu Levasseur ne fussent pas suffisants pour payer les créanciers, le dit écrit de réponse signifié par Dubreuil, huissier au dit Conseil le vingt quatrieme de ce mois, à la requête de l'intimée, à l'appellant, avec affignation à comparoitre ce jourd'hui en ce Conseil, pour voir accorder à l'intimée ses conclusions avec dépens, l'arrêt de ce Conseil, du dit jour vingt deuxieme de ce mois, portant que les pièces des parties resteroient sur le bureau pour en être délibéré, et les dites pieces communiquées au Procureur Général du Roi, et après qu'il en a été délibéré, et oui le dit Procureur Général du Roi auquel les pièces des parties ont été communiquées, Le Conseil a mis l'appellation au néant, ordonne que ce dont est appel sortira effet, en conséquence a nommé et nomme l'appellant Curateur à la Succession vacante du dit défunt François Levasseur, et donné acte au dit apppellant pour cet effet mandé, de l'acceptation par lui faite de la dite charge, ordonne qu'il fera au Greffe de la Prévôté de cette ville, les soumissions de droit en la dite qualité, renvoye l'intimée à former sa demande, en la dite Prévôté pour raifon du billet en question, contre l'appellant en la dite nouvelle qualité de Curateur, fins de non-recevoir et défenses de l'appellant au dit nom au contraire, condamne l'appellant en l'amende du fol appel, et aux dépens qu'il employera en frais de commission, et faisant droit sur le réquisitoire du Piocureur Général du Roi, ordonne que le dit écrit que feront signifier les parties dans les causes, instances et procès qu'elles auront, seront signés des parties si elles savent signer ou de ceux qui les auront signés en leur nom, faute de quoi, les Juges n'y auront aucun égard, et ne passeront en taxe les dits écrits non fignés, fait défense à tous huissiers de signifier aucuns écrits qu'ils ne soient signés des parties ou de ceux qui les auront dressés au nom des dites parties, à peine contre les dits huissiers de six livres d'amende, ordonne que le présent Arrêt sera lu, publié et enrégistre dans les trois Jurisdictions de cette Colonie à la diligence du Procureur du Roi, qui en certifiera le Conseil dans les délais ordinaires.

(Signé)

CUGNET.

ARRET

ARRET

Portant qu'il sera expédié Lettres de restitution en entier contre une donation mutuelle, et autres stipulations préjudiciables, portées dans un contrat de mariage, du Vendredi, 25 Octobre, 1737.

E Conseil extraordinairement affemblé où étoient Mre. Guillemin, et Mesfieurs La Nouillier, Varin, Lafontaine et Gaillard, Conseillers, Monsieur le Procureur Général du Roi, et Monsieur du Laurent, Greffier, Commis.

JU la requête présentée en ce Conseil par Joseph Roi dit Chatellereau, habitant de Batiscan, heritier de feue Marguerite Roi, sa sœur germaine, au jour de son décès, femme de Michel Stanislas Lepelé dit Lahaye, aussi habitant du dit lieu, par laquelle il expose qu'entre autres stipulations portées au contrat de marriage passé devant Pollée, Notaire au dit Batiscan, le dix-huit Avril. mil sept trente cinq, entre le dit Lepelé, et la dite défunte, icelle alors mineure, agée seulement de dix neuf ans encore non accomplis, Pierre Roi son oncle et tuteur, ainsi qu'au suppliant alors auroit de son chef et de sa seule autorité, ameublit en entier tous les biens meubles et immeubles échus à la dite défunte par les décès de feu Michel Roi dit Chatellereau et Magdeleine Quatre sols, ses pere et mere, ce qui est tout à fait prohibé, puisque l'ameublissement des biens d'une mineure ne se peut faire sans cause, sans avis de parens et sans autorité de juge, en ce que l'ameublissement étant une aliénation, quand il se fait des biens d'une mineure, il ne se peut valablement faire que pour une juste cause avec les formalités requises pour la validité des aliénations des biens qui appartiennent à une mineure; que c'est donc bien mal à propos que le dit Michel Roy, tuteur, se soit ainsi soustrait de ces régles pour préférer le dit intérêt du dit Lepelé au préjudice de sa pupille, que cela paroitra d'autant plus sensible lorsque l'on considérera que le dit Lepelé étoit sans aucuns biens, et avoit même vendu et consommé son peu d'héritage et succession de ses pere et mere, quand au contraire la dite Marguerite Roy avoit une belle terre et très bonne, de deux arpens deux perches de front sur quarante arpents de profondeur

Reg. du Conf. Sup. 25 Oct. 1737. Fol.47 6

sondeur, avec des meubles pour une somme assez considérable, le tout à elle échu suivant les inventaire et partage faits entre elle et le suppliant, des biens des successions des dits seus Michel Roy dit Chatellereau et Magdeleine Quatre sols, leur pere et mere, qu'il est donc vrai de dire qu'un tel ameublissement est tout à-fait nu dans son principe et ses circonstances, qu'il en est de même à l'égard de la donation mutuelle faite entre les conjoints portée au dit contrat, dite égale et réciproque au survivant d'eux, de tous et chacuns les biens meubles, propres, acquets, et conquets immeubles qui appartiendront au premier mourant, au jour et heure de son décès, pour en jouir par le survivant à sa caution juratoire, &c. que cette donation est pareillement nulle en elle même suivant les régles et dispositions prescrites par la coutume et les ordonnances, n'y ayant encore nulle apparence d'égalité et qu'elle n'a été ainsi faite que du propre mouvement du dit Roy, tuteur, qu'une donation si desfectueuse n'a encore été infinuée que le vingt huit Août dernier, comme il paroit par l'acte d'infinuation jointe à la dite requête, c'est-à-dire au bout de deux ans et dix jours au de-là des quatre mois, seulement accordés et prescrits par l'ordonnance, et ce en vertu d'une procuration précipitamment donnée devant le dit Pollet, Notaire, le vingt sept du dit mois, dans laquelle on a fait parler la défunte, quoiqu'elle fût si fort à l'extrêmité qu'elle mourut quelques heures après, que si une telle donation pouvoit mériter quelque faveur ce seroit tout au plus pour les conquets faits constant la communauté des dits conjoints et non des propres de celui d'eux ainsi décédé, qu'ainsi une semblable flipulation est encore une lézion outrée et tout-à-fait énorme, dont souffroit la dite Marguerite Roy, par la connivence criminelle de son tuieur avec le dit Lepelé, et conclud le dit Joseph Roy supliant à ce que vu, les dits contrats de mariage et acte d'infinuation d'icelui y jointe, il plaise au Conseil annuller et rescinder le dit contrat de mariage aux chefs de la dite donation mutuelle et autres stipulations y portées, préjudiciables au supliant au dit nom d'hérihier de la dite défunte Marguerite Roy sa sœur, ce faisant, remettre les parties à cet égard en telle et semblable état qu'elles seroient sans la dite donation mutuelle et autres stipulations préjudiciables, et à cet effet lui accorder lettres de restitution en entier à ce nécessaires, vu aussi les dits contrats de mariage et acte d'infinuation d'icelui y joints, ces dits jours, dix-huit Avril, mil sept cent trente cinq, et vingt huit Août dernier, oui le Procureur Genéral, le Conseil ayant égard à la dite requête, a ordonné et ordonne que par le Greffier, il sera expédié au dit Joseph Roy, ès noms lettres de restitution en entier contre la donation mutelle et autres stipulations préjudiciables portées au dit contrat de mariage du dit jour, dix huit Avril, mil sept cent trente cinq, de la dite défunte sa sœur avec le dit Lepeié, adressant Lieutenant Général de la Jurisdiction Royale des Trois Rivières, pour y être enterinées, si faire ce doit.

(Signé) GUILLEMIN.

APPEL

APPEL

D'Abus accordé à Catherine Peuvret de l'ordonnance rendue par Mr. Deminiac, Vicaire Général, concernant la place d'un banc dans l'Eglife, du Lundi, 21 Avril, 1738.

Le Conseil assemblé où étoient Monsseur l'Intendant, Messieurs Cugnet, Premier Conseiller, Guillemin, La Noullier, Foucaut, Taschereau, de Lafontaine, Estebe, Conseillers, le Procureur Général du Roi, et le Greffrier en Chef.

T/U la requête présentée au Conseil le quatorze de ce mois par Dame Catherine Peuvret, Veuve de défunt Ignace Juchereau, Ecuyer, Seigneur de Beauport, tendante pour les raisons y contenues, à ce qu'il plaise au Conseil la recevoir appellante comme d'abus de l'ordonnance rendue par Mre. Fean Pierre Deminiac, Vicaire Général, le vingt trois Mars dernier, et à employer pour griefs et moyens d'appel, le contenu en la dite requête, et lui permettre de faire intimer qui elle trouvera à propos, pour voir mettre la dite ordonnance au néant, et ordonner que le banc de la dite Dame Veuve Juchereau, dont est question, demeurera placé à l'endroit où il doit être en conformité de l'arrêt de règlement de ce Conseil, du huit Juillet, mil sept cent neuf, et en la maniere qu'il a été fixé par les ordonnances rendues avant celle du dit Sr. Deminiac par les Grands Vicaires en cours de visite, et cependant par provision et sans préjudice du droit des parties, attendu que fuivantles ordonnances royales, on peut former complainte, et que pendant l'appel on ne peut faire aucun changement, ordonner que les choses resteront en l'état où elles étoient avant l'ordonnance du dit Deminiac, jusqu'à ce que le Conseil en ait autrement ordonné, requérant la dite Dame veuve Juchereau, la jonction du Procureur Général du Roi, pour l'exécution des ordonnances et réglements avec dépens, l'ordonnance de soit montré au dit Procureur Général du Roi, du dit jour, quatorze du dit mois, conclusions du Procureur Général du Roi en date du dix-neuf du dit mois; le Conseil a reçu et reçoit la dite Dame Catherine Peuvret, Veuve du dit Juchereau, appellante, comme d'abus de l'ordonnance du dit Sieur Deminiac, lui permet d'intimer qui il appartiendra, dans les délais de l'ordonnance, et le surplus de la dite requête jointe à l'appel, dépens réservés.

(Signé)

HOCQUART. ARRET Reg. du Con-Sup. 21 Avril 1738. fol. 151.

ARRET

Qui enjoint au Lieutenant Général de la Prévôté de cette ville, d'appeller le substitut du Procureur Général du Roi aux élections de tutelle et autres actes auxquels sa présence sera nécessaire, et en cas d'absence ou de légitime empêchement du dit substitut, d'appeller le plus ancien praticien pour en faire les fonctions, du Lundi, 19 Janvier, 1739.

LE Conseil assemblé où étoient Monsieur Cugnet, Premier Conseiller, Messieurs La Noullier, Varin, Faucault, Taschereau, Gaillard et Estebes, Conseillers, Monsieur le Procureur Général du Roi, et du Laurent, Gressier Commis.

Reg. du Conf. Sup. 19 Janv. 1739. Fol. 61.

INTRE Joseph Roussel, Négociant en cette ville, appelant de l'acte d'homologation d'avis des parens et amis des enfans mineurs de défunt Pierre Levasseur et Anne Ménage, afsemblés devant le Lieutenant Général de la prevôté de cette dite ville, le quinze Novembre dernier, comparant par Me. Pinguet de Vaucourt, Notaire en la dite prevôté, d'une part, et Pierre Hamel, Subrogé Tuteur des dits mineurs, comparant en personne d'autre part; Vu le dit acte dont appel, par lequel il est élu pour Tuteur aux dits mineurs, la personne de l'appelant, lequel pour ne point accepter cette charge auroit fait refus de prêter le serment de lui requis par le dit Lieutenant Général, et même de signer le dit acte, la signification faite par Caron, huissier, le cinq Décembre aussi dernier, à la requête du dit Hamel intimé, au dit appellant, avec assignation à comparoître à l'audience de la dite prevôté, le Mardi lors prochain, pour se voir condamner à accepter la tutelle des dits mineurs, et aux dépens, la requête présentée en ce Conseil par le dit Roussel, contenant ses griefs et moyens d'appel, et tendante pour les raisons y contenues à ce qu'il plaise au Conseil le recevoir appellant du dit acte du dit jour, quinze Novembre dernier. ce faisant lui permettre d'intimer à jour certain et compétent de Conseil, le dit Pierre Hamel au dit nom de subrogé tuteur des dits mineurs, à la requête duquel

le dit acte a été obtenu pour voir dire et ordonner que lui Roussel n'a pu être élu tuteur aux dits mineurs pour les raisons par lui représentées, et déduites en la dite requête, et qu'en conséquence le dit acte sera mis au néant, entendant qu'il sera convoqué par le dit intimé ou autre qu'il appartiendra, nouvelle affemblée de parens des dits mineurs, ou d'amis à défaut de parens, pour être procédé à l'élection d'un Tuteur aux dits mineurs au lieu et place du dit appellant, et se voir, le dit intimé au dit nom condamné, aux dépens de la cause d'appel; l'Ordonnance en date du dix de ce mois étant ensuite de la dite requête, portant reçu appellant en confignant l'amende et soit fignifié; le reçu du Greffier en chef de trois livres pour confignation de la dite amende, les dites requête et ordonnance signifiées par Dubreuil huissier en ce Conseil, le même jour de ce mois, à la requête de l'appellant au dit intimé, avec affignation à comparoitre en ce Conseil ce jourd'hui, pour répondre et procéder aux fins et conclusions de la dite requête et voir ordonner ce qu'il appartiendra, l'écrit de réponses de l'intimé à la dite requête de l'appellant, par lequel il conclud à ce que le dit acte dont appel sorte son plein et entier effet, le dit écrit signifié à la requête de l'intimé à l'appellant par le dit Caron huissier ce jourd'hui matin; oui les parties comparantes et le Procureur Général du Roi, le Conseil a mis et met l'appellation et ce au néant, émendant, ordonne qu'il sera procédé à nouvelle élection de Tuteur, dépens compensés, et cependant pourra l'intimé répéter sur les mineurs ceux par lui faits, et faisant droit sur les conclusions du Procureur Général du Roi, le Conseil enjoint au Lieutenant Général de la Prévôté de cette ville d'appeler le substitut du dit Procureur du Roi aux élections de tutelle et autres actes auxquels sa présence sera nécessaires, et en cas d'absence ou légitimes empêchemens du dit substitut. d'appeller le plus ancien praticien pour en faire les fonctions.

(Signé) CUGNET.

ARRÊT

Qui regle les formes de destitution des Tuteurs, du 27e Février, 1741.

L'E Conseil assemblé où étoient Monsieur l'Intendant, Messieurs Lanoullier, Taschereau, Gaillard, Estebe, Conseillers, le Procureur Général du Roi, et le Gressier en ches.

Rég. du Conf. Sup. 27 Fév. 1741. fol. 49.

ENTRE Julien Rivard, voyageur demeurant ordinairement à Montréal, appellant des sentences rendues par Me. Jacques de Lafontaine, Conseiller, en ce Conseil, faisant les fonctions de Lieutenant Général en la Jurisdiction Royale de Montreal, les deuxieme et neuvieme Décembre dernier, et de tout ce qui les a précédé et s'en est ensuivi, présent en personne d'une part, et le Substitut du Procureur Général du Roi en la dite jurisdiction, intimé d'autre part, et le Sieur Joseph Douaire, marchand en la dite ville de Montréal, et Demoiselle Catherine Raimbaut son épouse, auparavant veuve de seu Julien Trotier, ci-devant tutrice aux enfans mineurs, issus de son mariage avec le dit Trotier et Me. Claude Danré, Notaire, aussi intimé et défaillant, encore d'autre part : Vu la sentence du vingt huitieme Novembre dernier, par laquelle il est ordonné qu'à la requête du dit Substitut il sera incessamment procédé à la nomination d'un nouveau Tuteur aux enfans mineurs de feu Julien Trotier, dit Desrivieres, en la forme ordinaire, celle du deuxieme Décembre suivant, par laquelle il est ordonné que le dit appellant demeureroit Tuteur au régime, gouvernement et administration des biens et personnes des dits enfans mineurs au lieu et place du dit Douaire et sa femme, et que le nommé Toussaint Pottier, resteroit et demeureroit subrogé tuteur des dits mineurs, lequel subrogé tuteur à ce présent a volontairement accepté la dite charge à son égard, et promis faire son devoir en icelle, et a figné après avoir fait le serment de coutume, et à l'instant après avoir requis le serment du dit appellant auroit refusé de le faire jusqu'au lundi cinquieme du dit mois de Décembre, qui lui auroit été octroye, sans préjudice, néanmoins à la nomination qui a été faite du dit appellant pour la gestion et administration des biens et personnes des dits enfans mineurs, et celle du neuvieme du dit mois, par laquelle, attendu la nécessité urgente de pourvoir non-seulement à la dite administration des biens des mineurs, mais même aux soins et gouvernement de leurs personnes, surtout à la conduite des jeunes filles qu'il convient de placer, et pourvoir à leur éducation suivant leur

état, a requis qu'il fut à l'instant nommé un co-tuteur aux dits mineurs dont les peines et soins seront payés par le dit appellant qui demeurera toujours chargé et garant des biens des dits mineurs, et à l'instant les dits parens auroient délibéré sur la nomination d'un co-tuteur pour gérer et administrer les biens des dits mineurs, au défaut de l'acceptation du dit appellant ils ont été d'avis et ont nommé le Sieur Danré pour la dite charge de co-tuteur, et ont été aussi d'avis qu'il lui fut accordé la somme de cinq cents livres par an, pour ses peines et soins et administration, lesquelles cinq cents livres feroient payées par le dit appellant à compter du dit jour neuvieme du dit mois de Décembre, laquelle nomination auroit été homologuée par le Lieutenant Général commis en conféquence, ayant égard au réquisitoire du dit substitut du Procureur Général du Roi en la dite Jurisdiction de Montréal, et vu le second refus du dit appellant d'accepter la dite charge de Tuteur et de faire le serment demandé, il est ordonné que le dit Danré demeurera co-tuteur aux dits mineurs, pour gérer et administrer leurs biens, au lieu et place du dit appellant, qui demeurera néanmoins garant de la cause de la tutelle, et que la dite somme de cinq cents livres lui sera payée par le dit appellant, de quartier en quartier; et par provision, qu'il lui sera compté du dit jour, neuf du dit mois de Décembre, la somme de cent livres pour subvenir aux frais qu'il est d'abord nécessaire de faire, lequel dit Danré à ce présent auroit accepté la dite charge de co-tuteur et promis faire son devoir en icelle, et fait le serment accoutumé. Les significations des dites sentences des deux et neuf du dit mois de Décembre, faite à la requête du dit Danré au dit appellant, le seize du même mois, avec commandement par l'une d'icelle, de payer la dite somme de cent livres. Acte d'appel fait en ce Conseil par le dit Rivard, des dites deux sentences des dits jours, deux et neuf du dit mois de Décembre, et de tout ce qui les a précédé et s'en est ensuivi, en date du dix-sept du même mois, signifié à sa requête au dit intimé le même jour, requête présentée en ce dit Conseil par le dit Rivard, tendante pour les raisons y contenues à ce qu'il plaise au Conseil le recevoir appellant, tenir son appel pour bien relevé, et lui permettre de faire intimer le dit Douaire et sa femme, et tous autres qu'il appartiendra au Conseil, à jour compétent, pour voir infirmer les dites sentences des dits jours, deux et neuf du dit mois de Décembre, ce faisant, que le dit appellant sera déchargé de la nomination de Tuteur et charge d'icelle, ne l'ayant acceptée, ainsi qu'il paroit par les dites sentences, n'ayant géré, que pour satisfaire à justice et aux ordonnances, et que l'arrêt qui interviendra servira au dit appellant de décharge, et condamner les dits Sieur et Demoiselle Douaire et autres qu'il appartiendra, et aux dépens tant des causes principales et d'appel, ordonnance étant ensuite du onze Janvier dernier, portant reçu appellant, permis d'intimer pour en venir au Conseil, dans les délais de l'ordonnance, après avoir configné préalablement l'amende, signification des dites requête et Cc2 Ordonnance

Ordonnance faite à la requête du dit appellant au dit intimé, ce douze du même mois, avec assignation à comparoire ce jourd'hui en ce Conseil. Les griefs et moyens d'appel du dit appellant par lesquels il conciud à ce que les dites sentences des dits jours, vingt huit Novembre, deux et neuf Décembre dernier, dont est appel soient mises au néant, émendant qu'il soit déchargé de la tutelle à lui déférée par icelle, dit et ordonné que la dite Demoiselle Douaire sera et demeurera pour Tutrice, à ses dits enfans mineurs, sous la co-tutelle du dit Sieur Douaire son époux, ou telle autre personne capable, qu'il plaira à la Cour nommer, l'appellant acquérant pour l'intérêt de qui il appartiendra la jonction de Monfieur le Procureur Général du Roi, et conclud, en outre, aux dépens des causes principales et d'appel, et notamment à ceux de son voyage, séjour et retour, les dits griefs non datés ni fignifiés, et seulement fignés du dit appellant, vu aussi les actes d'affirmation de voyage pris par le dit appellant, les dix-sept du dit mois de Décembre et vingt trois de ce mois, oui le Procureur Général du Roi, prenant sans approbation préjudicable, le fait et cause de son substitut en la dite jurisdiction de Montréal, le Conseil a reçu et reçoit en tant que de besoin le dit Procureur Général du Roi, appellant de la sentence du vingt huit Novembre dernier, faisant droit tant sur le dit appel que sur celui du dit Rivard, a mis et met les appellations, et ce au néant, émendant déclare toute la procédure nulle, ordonne qu'à la requête et diligence du dit appellant allié des mineurs Desrivières, il sera fait en la jurisdiction royale de Montréal, une nouvelle affemblée des parens des dits mineurs pour donner leurs avis, la Veuve Desrivieres leur mere et Douaire aujourd'hui son mari, présents et entendus ou duement appellés, si la dite Veuve demeurera Tutrice des dits mineurs sous l'autorité et la caution juratoire du dit Douaire son mari, pour, en cas que la dite Veuve demeure Tutrice, faire par elle le serment, et par le dit Douaire son mari, les soumissions du dit cautionnement, en la manière accoutumée, pardevant le Juge de Montréal, et au cas que les dits parens soient d'avis de pourvoir les dits mineurs d'un nouveau Tuteur, qu'en nommant par les dits parens icelui Tuteur, qui sera néanmoins un autre que le dit Rivard, ils donneront aussi leurs avis si l'éducation des dits mineurs sera laissée à la dite Veuve et au dit Douaire son mari, pour ensuite et sur les conclusions du substitut du Procureur Général du Roi, en la dite jurisdiction, être par le dit Juge statué, ce que de raison, lauf l'appel au Conseil, si le cas y échet, le Conseil a donné défaut contre les dits Douaire, sa femme et Danré, et pour le profit déclare le présent arrêt commun avec eux, et les condamne aux dépens du présent défaut, et faisant droit sur les conclusions du dit Procureur Général du Roi, fait défense au dit substitut de requérir d'office la destitution d'un Tuteur sur les seuls rapports de ses pupilles, lui enjoint de le faire que sur un avis des parens des dits pupilles, assemblés à la requête de l'un des dits parents, ou à la requête même du dit substitut, en cas de négligence des dits parens, par lui préalablement avertis d'agir, à laquelle affemblée le dit parent qui l'aura provoquée, ou le dit substitut au dit cas de négligence, fera aussi appeller le Tuteur pour y être présent et désendre, si bon lui semble, sur la dite destitution, enjoint au Lieutenant Général, commis en la dite jurisdiction, et tous autres Juges de n'ordonner la destitution d'un Tuteur qu'en la forme et manière ci-desfus, en connoissance de cause et non sur la seule demission volontaire, ou le simple acquiescement que le Tuteur donneroit à la dite destitution, comme aussi que le dit Lieutenant Général commis, dans le cas où celui des parens appellés à l'assemblée d'iceux auroit été élu Tuteur, et seroit refusant d'accepter la tutelle à lui déférée, fera fignifier à la requête de celui qui aura provoqué la dite nomination, l'acte de tutelle au Tuteur refusant avec sommation d'accepter la dite tutelle, finon qu'icelle courra à ses risques, périls et fortune, et affignation au premier jour, pardevant le dit Lieutenant Général commis, pour le voir ainfi dire et ordonner, et que si le Tuteur défendeur n'a moyens légitimes de refus, le dit Lieutenant Général commis rendra sa sentence conforme aux dites conclusions, laquelle sera aussi duement dénoncée au dit Tuteur refusant, avec itérative sommation sous les mêmes peines, sans prononcer d'autre contrainte ni pourvoir d'autre Tuteur ou co-tuteur, pour gérer la dite tutelle au gré du dit Tuteur refusant, et sera le présent arrêt lu, publié et régistré, tant en la prévôté de cette ville, qu'ès jurisdictions des Trois Rivières et de Montréal, l'audiance tenante.

(Signé)

HOCQUART.

ARRÊT

Qui rend nuls les mariages des mineurs faits fans le consentement de leurs parents, et enjoint aux Curés d'observer les Ordonnances canoniques concernant la publication des bancs, du 12e Juin, 1741.

Reg. du Con. Sup. 12 Juin. 1741.fol.115. LE Conseil extraordinairement assemblé où étoient Monsieur l'Intendant, Messieurs Cugnet, premier Conseiller, de Lotbiniere, Foucault, Taschereau, Gaillard, Estebe, Conseillers, le Procureur Général du Roi, et le Greffier en chef.

Entre dame Marie Anne Baudouin, veuve de seu Jean Baptiste Hertel, Ecuyer, Sieur de Rouville, vivant chevalier de l'ordre militaire de Saint Louis, Capitaine d'une Compagnie des troupes du détachement de la marine entretenue pour le service du Roi à l'Isle Royale, mere et tutrice du Sieur René Ovide Hertel de Rouville, mineur, portant plainte et appellant comme d'abus en mariage contracté entre le Sieur de Rouville, mineur, et la demoiselle Louise André, fille majeure du Sieur André de Leigne, Lieutenant Général de la Prévôté de cette ville, comparante par Me. Poirier praticien, son Procureur porteur de pièces d'une part, et le dit Sieur de Rouville mineur, la dite demoiselle André et le dit Sieur André de Leigne, Lieutenant Général de la dite Prévôté, intimé sur le dit appel, comparant par Me. Nouette leur procureur, porteur de pieces d'autre part, sans que les qualités puissent nuire ni préjudicier aux parties: vu la requête présentée par la dite dame Rouville ès nom le vingt neuvieme Mai dernier, par laquelle elle conclud à ce qu'attendu le juste droit qu'elle a de revendiquer son fils qu'on lui a séduit et enlevé, et de s'opposer à la validité d'un prétendu mariage, par lui contracté avec la dite demoiselle André contraire à toutes les loix du royaume, et dont l'exemple seroit d'une funeste conséquence, puisque tous les peres et meres seroient exposés à perdre leurs enfans, qui, ne reconnoissant plus d'autorité, se livreroient à tout ce que la fureur d'une jeunesse effrennée pourroit leur inspirer, il plaise

au Conseil recevoir sa plainte, lui permettre toutes poursuites pour procéder à la dissolution d'un mariage clandestin aussi illégitimement contracté que celui dont il s'agit, la recevoir appellante comme d'abus de tout ce qui peut avoir été fait au sujet de la subornation et enlévement de son enfant, et comme il s'agit ici particulierement d'un fait de mineur séduit, suborné et enlevé du sein de sa mere, qui a apporté pour son éducation des soins connus et qui ne lui laissoit rien à le reprocher, qu'il est aussi question d'une mere venue tutrice de son enfant qui est sans appui, puisque ceux qui vendent au public leurs secours les lui ont généralement refusés, qu'il est aussi question de soutenir la vigueur et l'intégrité des loix les plus respectables de nos Rois, et la cause publique dans celle d'un particulier, dont l'exemple autorisé seroit d'une terrible conséquence, la dite appellante requiert la jonction du Procureur du Roi pour procéder à la cassation du dit prétendu mariage; l'Ordonnance du même jour de soit montré au dit Procureur Général du Roi, ensuite de laquelle sont les conclusions du dit jour vingt neuvieme Mai, Arrêt rendu le même jour sur la dite requête par lequel il est donné acte à la dite dame Rouville, de sa plainte, en conséquence la reçoit appellante, comme d'abus du dit mariage contracté entre le dit Sieur de Rouville, mineur, et la dite demoiselle André fille majeure du dit Sieur André, tient le dit appel pour bien relevé, permet l'intimé sur icelui pour en venir au Conseil qui sera extraordinairement assemblé le mercredi septieme de ce mois, tant le dit Sieur de Rouville, son fils, et la dite demoiselle André que le dit Sieur André, et tous autres qu'il appartiendra, pour répondre et procéder ainsi que de raison sur les dites plaintes et appel comme dabus et par lequel arrêt, le Conseil a nommé d'office Me. Poirier praticien. pour procureur de la dite dame de Rouville sur les dites plainte et appel comme. d'abus, circonstance et dépendance, et François Clesse premier huissier de ce Conseil, pour faire à la requête de la dite dame veuve de Rouville toutes et telles fignifications qu'il appartiendra, au sujet de ce que dessus, enjoint aux dits Poirier et Clesse de travailler pour la dite dame de Rouville moyennant salaire raisonable, signification des dites requêtes et ordonnances et du dit arrêt, faite à la requête de la dite appellance, tant au dit Sieur André, à la dite demoiselle André, la fille, qu'au dit Sieur de Rouville mineur, le trente du même mois de mai, avec affignation à chacun d'eux séparément à comparoir en ce dit Conseil le dit jour septieme de ce dit mois de Juin, requête présentée en ce Conseil par le dit Sieur André et la dite demoiselle André, épouse du dit Sieur de Rouville, tendante à ce qu'il plaise au Conseil en venant par les parties plaider sur la plainte formée par la dite appellante, ordonner, qu'elles viendront pareillement plaider sur la dite requête, pour voir dire que l'accusation de Rapt intenté par la dite dame de Rouville, sera déclarée injuste et calomnieuse, que le dit Sieur André et la dite demoiselle André sa fille seront pleinement et entiérement déchargés, et attendu qu'il s'agit d'une téméraire accusation

tion d'un crime capital, qu'en atteignant un juge et sa fille d'un crime si grand sans fondement, c'est attaquer la magistrature même, intéressée dans la vengeance d'un juge si indignement outragé et si impitoyablement calomnié, ordonner que la dite dame de Rouville sera tenue de dire à haute et intelligible voix, le Conseil assemblé, que témérairement et comme mal avisée elle a intenté, contre le dit Sieur André et sa fille l'accusation de Rapt, qu'elle en demande pardon à Dieu, au Roi, et à la Justice, et condamner la dite dame de Rouville envers eux en tels dommages et intérêts qu'il plaira au Conseil arbitrer, pour lesquels ils se restraignent chacun en la somme de six mille livres, applicable de leur consentement au profit de l'Hôpital Général de cette ville, et en l'amende de son fol appel et aux dépens, la dite requête signée Nouette, comme fondé du pouvoir des intimés, ordonnance étant ensuite de la dite requête du deux de ce mois, portant viennent les parties le dit jour, sept de ce mois, fignification des dites requête et ordonnance faite à la requête du dit Sieur André et la dite Demoiselle André sa fille, épouse du dit Sieur De Rouville, à la dite appellante le dit jour, deux de ce mois, un écrit du dit Sieur De Rouville mineur, et de la dite Demoiselle André son épouse, par lui autorisée, d'eux signé, du dit Sieur André et du dit Nouette, par lequel ils concluent à ce que sans avoir égard à l'appel interjetté par la dite Dame De Rouville, il soit déclaré qu'il n'y a abus, sauf à la dite Dame De Rouville, à se pourvoir ainsi qu'elle avisera en l'officialité pour raison de la validité ou de nullité du dit mariage, pour le fort intérieur ou pour le fort extérieur, et à ce que la dite Dame De Rouville soit condamnée envers les intimés en tous les dépens, sans préjudicier aux conclusions prises par le dit Sieur André et la Demoiselle André sa fille, sur l'accusation de Rapt, et à celles que les intimés se réservent de prendre si besoin est, signification du dit écrit faite à la requête du dit Sieur de Rouville et de la dite demoiselle André son épouse à la dite appellante, le dit jour deux de ce dit mois, autre écrit du dit Sieur André et de la dite demoiselle André sa fille, signé du dit Nouette par lequel ils persistent dans les conclusions qu'ils ont ci-devant prises par leur requête du dit jour deux de ce dit mois, et aux dépens, le dit écrit fignifié à la requête du dit Sieur André et de la dite Demoiselle André, sa fille, à la dite appellante, le trois de ce dit mois, un mémoire de la dite appellante, d'elle signé et du dit Poirier, contenant ses griefs et moyens d'appel, comme d'abus et réponse au memoire à elle signifié à la requête du dit Sieur de Rouville, son fils, et de la dite Demoiselle André, le dit jour deux de ce mois, par le quel la dite appellante conclud à ce que faisant droit sur son appel, comme d'abus du mariage en question, il soit dit qu'il a été mal et abusivement procédé, en conséquence qu'il soit déclaré non valablement contracté, quant aux effets civils, et quant au Sacrement, que les parties seront remises au même et semblable état qu'elles étoient avant le dit mariage, que le dit Sieur de Rouville rentrera sous la puissance et tutelle de l'appellante

l'appellante, avec désence à lui de s'en soustraire, sous telle punition que de droit, sauf à Monsseur le Procureur Général du Roi, du quel elle requiert la jonction, à prendre pour l'intérêt public telles autres conclusions qu'il avisera, l'appellante concluant aux dépens envers qui il appartiendra, et en outre que le dit Sieur André, et la dite Demoiselle André, sa fille, soient renvoyés des conclusions par eux prises, par leur requête, et que faisant droit fur celles ci-devant prises par la dite appellante, elles lui soient adjugées avec dépens, et que l'arrêt qui interviendra sera commun entre toutes les parties, le dit mémoire signifié à la dite requête de la dite dame de Rouville tant au dit Sieur André, et à la dite demoiselle sa fille, qu'au dit Sieur de Rouville le cinquieme de ce dit mois, écrit du dit Sieur André et de la dite demoiselle André sa fille, du sixieme de ce dit mois, signé tant du dit Sieur André et de la dite demoiselle André sa fille, que du Sieur de Rouville et Nouette, par lequel ils concluent à ce que les réparations et les dommages par eux demandés par leur requête du deuxieme de ce mois leur soient adjugés, le dit écrit signifié à la requête du dit Sieur André et de la dite demoiselle André sa fille, à la dite appellante le dit jour sixieme de ce mois, un mémoire instructif contenant les réponses du dit Sieur de Rouville et de la dite demoiselle André son épouse au mémoire de la dite dame de Rouville, contenant entre autres choses qu'ils n'infistent plus dans leur déclinatoire, puisque on n'attaque leur mariage par aucuns moyens de nullité, et que les moyens d'abus, proposés par l'appellante ne sont fondés que sur de véritables êtres de raison, et concluent à ce qu'il soit déclaré qu'il n'y a abus dans le mariage en question, à ce que l'appellante soit condamnée en l'amende et aux dépens. le dit écrit signé du dit de Rouville, de la dite demoiselle André et du dit Nouette, et signifié à leur requête à la dite appellante le dit jour six de ce dit mois, de relevée, un écrit intitulé défenses succintes du dit Sieur André de lui figné en date du fixieme de ce dit mois, non fignifié, le dit écrit paraphé par Monsseur l'Intendant après lecture faite d'icelui à l'Audience du Conseil du dit jour septieme de ce dit mois, l'écrit du même jour signé du dit Sieur André, de la dite demoiselle André et du dit Sieur de Rouville, portant restriction de la demande par lui faite par leur écrit du deuxieme de ce dit mois, le dit écrit de défenses ainsi paraphé par mon dit Sieur l'Intendant, l'arrêt de ce Conseil du dit jour septieme de ce dit mois, par lequel il est donné acte au dit Sieur André et à la dite demoiselle André afsistée du dit Sieur de Rouville son mari, de la restriction qu'ils font par leur écrit du même jour le septieme de ce dit mois, lequel a été à l'instant paraphé par Monsieur l'Intendant ainsi que le dit écrit de défenses du dit Sieur André, pour demeurer déposé au greffe du Conseil, faifant droit sur le requisitoire du Procureur Général du Roi, est fait défense au dit Nouette sous les peines de droit, de faire aucunes demandes qu'elles ne soient signées des parties ou qu'il n'en ait d'elles un pouvoir spécial par écrit, et ordonné que les pieces et mémoire des parties feront

seront communiqués au Procureur Général du Roi pour, sur ses conclusions. être statué ce qu'il appartiendra, dépens réservés, vu aussi copie collationnée de l'acte d'assemblée des parens et amis des enfans mineurs, issus du mariage du dit feu Sieur de Rouville avec la dite demoiselle sa veuve, la dite assemblée faite à Louisbourg le douzieme Septembre, mil sept cent vingt deux, devant Me. François Marie Desgoutin, Conseiller au Conseil Supérieur de Louisbourg, nommé par le dit Conseil pour l'élection d'un tuteur et subrogé tuteur aux dits mineurs, par laquelle dite affemblée il est ordonné que la dite dame veuve de Rouville, demeurera tutrice de ses dits enfans mineurs, et le Sieur Ponsan subrogé tuteur au dit mineur, la dite copie collationnée fignée par le Sieur Gemier, Greffier du dit Conseil de Louisbourg, le cinquieme Octobre de la dite année, mil sept cent vingt deux, le contrat de mariage du dit Sieur de Rouville mineur avec la dite demoiselle André majeure, passé devant Me. Boisseau, Notaire Royal en la Prévôté de cette ville, le vingt Mai dernier, la dispense accordée par le Grand Vicaire Général du Diocese de cette dite ville de la publication des trois bancs du dit mariage et la permission du dit Vicaire Général du même jour au Pere Valentin, Récolet, Missionaire, à St. Roch pour la célébration du dit mariage, l'extrait de la célébration du dit mariage du vingt du dit mois de Mai étant sur une seuille volante et signé seulement du dit Pere Valentin, du dit Sieur de Rouville, de la dite demoiselle André, du dit Sieur André, et des Sieurs Hiché et Boisseau, témoins, le certificat du Sieur Plante Prêtre, Curé de la paroisse de Notre Dame de cette ville, en date du vingt deuxieme du dit mois de mai dernier, par lequel il est dit n'avoir aucune connoissance ni donné aucune permission pour la célébration du mariage du Sieur René Ovide de Rouville avec la demoiselle André, tous deux de la dite Paroisse. autre certificat du dit Sieur Plante du trois de ce dit mois, par lequel il déclare n'avoir point reçu l'acte de la célébration du dit mariage du dit Sieur de Rouville et de la dite demoiselle André, conclusions verballes du Procureur Général du Roi, le Conseil a reçu et reçoit le dit Procureur Général du Roi appellant comme d'abus de la dispense des trois bancs accordée par le Vicaire Général du Diocese de cette ville, au Sieur de Rouville mineur, pour épouser la dite demoiselle André fille majeure, tient le dit appel pour bien relevé, et faisant droit tant sur icelui que celui de la Dame veuve de Rouville. mere et tutrice du dit Sieur de Rouville mineur, de la célébration du dit mariage, dit qu'il a été mal, nullement et abusivement procédé et célébré, déclare le dit mariage non valablement contracté, fait défense au dit Sieur de Rouville et à la dite demoiselle André de prendre la qualité de mari et de femme, et de se hanter et fréquenter sous les peines de droit, déboute le dit Sieur et demoiselle André de leur demande en réparation portée tant par leur requête du deuxieme de ce mois que par leur acte du septieme de ce dit mois, de restriction de la dite requête, et les condamne solidairement en tous les dépens de la plainte et appel comme d'abus envers la dite dame de Rouville, failant

failant droit sur le requisitoire du dit Procureur Général du Roi, fait défense à tous Notaires de passer des contrats de mariage de mineurs que les dits mineurs ne soyent duement assistés et autorisés de leurs parens, meres, tuteurs ou curateurs, qui figneront au dit contrat, ou qu'en vertu de procuration en bonne et due forme des dits pere, mere, tuteur ou curateur, dont la minute ou expédition demeurera annexée au dit contrat, sans pouvoir par les dits Notaires recevoir seulement ni la déclaration des dits mineurs de se porter fort de leurs dits pere, mere, tuteur ou curateur, ni leur promesse de leur faire agréer, approuver et ratifier le dit contrat de mariage, enjoint au Vicaire Général du Diocese de cette dite ville et à tous autres Vicaires Généraux d'oblerver les Ordonnances et Constitutions Canoniques, concernant la publication et dispenses des bancs, laquelle dispense ne pourra être accordée pour marier des mineurs sans le consentement des pere et mere, tuteur ou curateur ou qu'il n'y ait un jugement rendu en connoissance de cause sur les oppositions ou défaut de consentement des dits pere et mere, tuteur ou curateur, enjoint pareillement à tous Curés et Prêtres, tant séculiers que réguliers, de marquer dans les actes de célébration de mariage si les contractants sont enfans de famille, en tutelle ou curatelle ou en puissance d'autrui, d'y énoncer pareillement les consentements de leurs dits pere et mere, tuteur ou curateur, ou jugement rendu sur les dites oppositions ou défauts de consentement, ou d'y faire appeller et assister, non pas seulement deux témoins, mais quatre témoins suivant les Ordonnances, Edits, Déclarations et Réglements, ordonne qu'en conformité des articles huit et neuf de la déclaration du Roi du neuvieme Avril, mil sept cent trente six, les actes de célébration de mariage seront inscrits sur les Régistres de l'Eglise Paroissiale du lieu où le mariage sera célébré, et en cas que pour des causes justes et légitimes il ait été permis de le célébrer dans une autre Eglise ou chappelle, les Régistres de la paroisse dans l'étendue de laquelle la dite Eglise ou Chapelle seront situées, seront apportés lors de la célébration du mariage, pour y être l'acte de la dite célébration inscrit, fait défense d'écrire et signer en aucun cas les dits actes de célébration sur des feuilles volantes, à peine d'être procédé extraordinairement contre le Curé et autres Prêtres qui auront fait les dits actes, lesquels seront condamnés en telle amende ou autre plus grande peine qu'il appartiendra, suivant l'exigence des cas, et à peine contre les contractants de déchéance de tous les avantages et conventions portés par le contrat de mariage ou autres actes, même des privations d'effets civils s'il y échet, et sera le présent arrêt lu et publié, l'audience tenante, et enrégistré aux Greffes de la Prévôté de cette ville et des Jurisdictions des Trois Rivieres et de Montréal, enjoint au Subititut du Procureur Général du Roi d'en certifier le Conseil dans le délai ordinaire.

(Signé)

HOCQUART.

D d 2

ARRET

ARRET

Qui condamne les habitants de la Riviere du Sud à aller moudre leurs grains au moulin banal, du 12e Novembre, 1742.

E Conseil assemblé où étoient Monsseur l'Intendant, Messieurs de Lothiniere, Varin, Foucault, Taschereau, Estebe, Conseillers, Guillemin, Conseiller Assesseur, le Procureur Général du Roi, et le Gresser en ches.

Rég. du Conf. Sup. 12 Nov. 1742. fol. 42.

TNTRE Jean Baptiste Rousseau, Sebastien Morin, Etienne Fontaine, et Jean Blanchet, faisant tant pour eux que pour les autres habitants de la Riviere du Sud, appellant de sentence rendue en la Prévôté de cette ville le treizieme Avril dernier, et anticipés, comparant par le Sieur Panet, porteur du pouvoir du nommé Michel Morin, l'un des habitants de la dite Riviere du Sud, suivant sa lettre missive du trois de ce dit mois d'une part, et le Sieur Louis Couillard, Seigneur en partie de la Seigneurie de la dite Riviere du Sud, intimé et anticipant par Me. Nouette, praticien porteur de pieces d'autre part: vu la dite fentence par laquelle il est dit qu'il a été bien jugé, mal et sans griefs appellé, en conséquence, ordonné que les sentences rendues par le Juge Bailly de la Jurisdiction de la dite Riviere du Sud sortiront leur plein et entier effet, les dits appellants condamnés en l'amende de deux livres pour leur fol appel, et aux dépens des causes principales et d'appel liquidés pour chacun des dits appellants à sept livres, trois sols, six derniers, l'expédition de la dite sentence non comprise, et donné défaut contre le dit Fontaine non comparant ni procureur pour lui à la dite assignation, et pour le profit la dite sentence déclarée commune avec lui, et ayant égard à la demande formée judiciairement à l'audience par le dit intimé, à ce que les dits appellants ayent à porter moudre leurs grains au moulin de la dite Seigneurie, il est fait défense aux dits appellants de porter à l'avenir moudre leur bled ailleurs qu'au moulin banal de la dite Seigneurie, si ce n'est aux conditions portées par leurs contrats, fignification de la dite sentence, faite à la requête du dit intimé aux dits appellants, le dixhuitieme Juin suivant, avec commandement de satisfaire au contenu en icelle, acte d'appel fait à l'instant de la dite sentence par les dits Rousseau, Morin, Fontaine, et Blanchet, requête présentée en ce Conseil par le dit Couillard, tendante pour les raisons y contenues à ce qu'il plaile au Conseil le recevoir anticipant sur le dit appel, sui permettre de faire affigner les dits appellants dans les délais de l'ordonnance, pour voir mettre l'appella-

tion au néant et ordonner que ce dont est appel, sortira son plein et entier effet, et se voir condamner en l'amende du fol appel et aux dépens de la cause d'appel, ordonnance étant ensuite du vingt sixieme du dit mois de Juin, portant reçu anticipant, permis d'affigner pour en venir au Conseil dans les délais de l'ordonnance en confignant préalablement l'amende, le reçu du Greffier en chef de ce Conseil de la consignation de la dite amende, signification des dites requête et ordonnance faite à la requête du dit intimé aux dits appellants. le deux Juillet suivant, avec assignation à comparoir en ce dit Conseil le seize du dit mois de Juillet, défaut obtenu en ce dit Conseil le dit jour par le dit intimé, fignifié aux dits appellants le premier Août suivant, les griefs et moyens d'appel des dits appellants fignifiés à leur requête au dit intimé le onze du même mois, par lesquels ils concluent à ce qu'il plaise au Conseil mettre l'appellation et ce au néant, émendant décharger les appellants des condamnations contre eux prononcées par la dite sentence, leur donner acte des offres qu'ils font d'aller mou dre au moulin de la Seigneurie de la dite Riviere du Sud, quand iceux seront en état de travailler et de fournir de bonne farine aux habitans, et qu'il y aura des meuniers capables de conduire les dits moulins, et en cas de déni de la part de l'intimé, des faits ci-desfus, ordonner que les dits moulins seront vus et visités aux frais et dépens de qui il appartiendra par experts et gens à ce connoissant, dont les parties conviendront, finon nommés d'office lesquels experts dresseront serment préalablement prêté, des procès verbaux de l'état des dits moulins, et déclareront par iceux s'ils sont en état de faire des bonnes farines ou non, pour les dits procès verbaux rapportés au Conseil être ordonné ce qu'il appartiendra, condamner l'intimé en tous les dépens des causes principales et d'appel, signification des dits griefs faite à la requête des dits appellants au dit intimé le dit jour onzieme du dit mois d'A. oût, l'écrit de réponse du dit intimé aux dits griefs signifié à sa requête aux dits appellants le premier Octobre dernier, par lequel le dit intimé conclud à ce qu'il plaise au Conseil mettre l'appellation au néant, ordonner que ce dont est appel fortira effet avec amende et dépens, arrêt contradictoire rendu le dit jour premier Octobre, entre les parties comparantes au Conseil sans assignation, par lequel il est ordonné, avant faire droit, que par le capitaine de la côte et le Juge de la dite Seigneurie, le moulin en question sera visité et par eux dressé procès verbal de l'état d'icelui, et s'il est suffisamment fourni des ustensils nécessaires. pour faire de bonne farine, tous dépens, dommages et intérêt réservés, signissication du dit arrêt faite à la requête du dit intimé aux dits appellants le trois du même mois, le procès verbal de visite tant du dit moulin en question que des deux autres établis dans la dite Seigneurie, dressé par le dit Juge et Foseph Coté, Lieutenant de milice de la dite Seigneurie, en date du trente du dit mois, par lequel il paroit que les dits moulins sont en très bon ordre, et fournis. de meuniers et d'ustensils nécessaires pour les bien entrenir, et qu'ils font d'excellente farine, signification du dit procès verbal faite à la requête du dit intime

timé aux dits appellants le neuf de ce mois, avec déclaration qu'il poursuivra au jourd'hui l'audience de la cause d'entre les parties et les autres pièces sur les quelles la dite sentence dont est appel est intervenue, oui les parties comparantes et le Procureur Général du Roi, le Conseil a mis et met l'appellation au néant, ordonne que ce dont est appel sortira effet, condamne les appellants en l'amende de trois livres pour leur sol appel, et aux dépens de la cause d'appel.

(Signé) HOCQUART.

ARRET

Qui condamne la Dame de Pecaudy à présenter le Pain béni avec cierge et offrande par personne de sa famille et de sa condition, en l'Eglise Paroissiale de Montréal, du 17 Décembre, 1742.

La Noullier, Varin, Taschereau, Conseillers, Guillemin, Conseiller Assesseur, le Procureur Général du Roi, et le Greffier en chef.

Reg. du Conf. Sup. 17 Déc. 1742. Fol.74.

Entre Mtre. Antoine d'Eat, Prêtre, faisant les fonctions curialles en la Paroisse de Montréal, les Sieurs Jacques Charly, Louis Canellier, et Pierre Coureau La Coste, Marguilliers en charge de la dite Paroisse de Montréal, appellant de sentence rendue en la jurisdiction du dit Montréal, le quatorze Septembre dernier, stipulant pour eux le dit Sieur Charly, comparant par le Sieur Pierre Poirier, porteur de pieces d'une part, et Dame Marie De Pécaudi, Veuve de Jean Louis De Chapt, Ecuier, Sieur De la Corne, Chevalier de l'ordre militaire de St. Louis, Lieutenant du Roi, du Gouvernement de Montréal, intimée, comparante par le Sieur Nouette, aussi porteur de pieces d'autre part, signée Hocquart: vu la dite sentence par laquelle, attendu que les dits appellants ne disconviennent point de l'indisposition et resus de la Demoiselle De Villiers,

à offrir le pain à bénir et quêter, allégués par la dite intimé, ainsi que d'avoir refusé tant la fille d'un bourgeois de la dite ville de Montréal, pour offrir son pain à bénir, faire la quête, que les trois livres sur ce refus par elle offertes, la dite intimée renvoyée de l'action contre elle intentée, les dépens compensés, fort le coût de la dite sentence auquel les dits appellants sont condamnés, une copie collationnée par Ademar, Notaire, à Montréal, le six Octobre dernier, de l'acte d'affemblée des dits appellants en date du vingt un du dit mois de Septembre, par lequel le dit Sieur Charli, l'un d'eux est autorisé à interjetter appel de la dite sentence, l'acte d'appel fait en conséquence de la dite sentence au Greffe de la Jurisdiction du dit Montréal, par le dit Sieur Charly, le vingt quatre du dit mois de Septembre, fignification tant du dit acte d'appel que de la dite sentence, faite à la requête du dit Sieur Charly au dit nom à la dite intimée par Guignard, huissier, au dit Montréal, le vingt six du dit mois de Septembre, un certificat du dit Sieur Déat, en date du cinq Octobre, auffi dernier, la requête présentée en ce Conseil par la dite Dame Veuve De la Corne, tendante à ce qu'il plaise au Conseil la recevoir anticipante sur l'appel interjetté par les dits Sieurs Curé et Marguilliers, permettre de faire assigner tant le dit Sieurs Charly ès noms, que le dit Sieur Déat, pour voir mettre l'appellation au néant, ordonner que ce dont est appel sortira effet, et se voir condamner en l'amende du fol appel et aux dépens de la cause d'appel, l'ordonnance étant ensuite en date du trois Novembre dernier, portant reçu anticipant, permis de faire assigner pour en venir au Conseil dans les délais de l'ordonnance en consignant préalablement l'amende, la signification des dites requête et ordonnance faite à la requête de la dite Dame De la Corne, tant au dit Sieur Déat qu'au dit Sieur Charly au dit nom, par Rageot, huissier, le dix sept du dit mois de Novembre, avec affignation à comparoire en ce Confeil, du Lundi lors prochain, en huit jours, les griefs et moyens d'appel des dits Sieurs Curé et Marguilliers, signifiés à leur requête à la dite Dame De la Corne par l'huissier Courtin, le vingt fix du dit mois de Novembre, par lesquels ils concluent à ce qu'il plaise au Conseil mettre l'appellation et ce au néant, émendant condamner la dite Veuve De la Corne, à rendre le pain à bénir et de l'offrir ou faire offrir avec cierge, par personne de sa condition, qui fera la quête accoutumée le premier Dimanche qui lui fera indiqué par les dits appellants, sinon qu'il leur sera permis de le faire rendre à les frais et dépens, et la condamner aux dépens des causes principales et d'appel, l'écrit de réponses aux dits griefs fignifié à la requête de la dite Dame Veuve De la Corne, au dit Sieur Déat Prêtre, et Charly aux dits noms, par le dit Rageot, le premier de ce mois, avec déclaration, qu'attendu la fête du Lundi, trois de ce mois, l'affignation ci-devant seroit continuée au lendemain Mardi, par lequel écrit la dite Dame Veuve conclud à ce qu'il plaise au Conseil mettre l'appellation au néant, ordonner que la sentence dont est appel fortira effet, et condamner les appellants en l'amende et aux dépens de la cause d'appel, l'exploit d'avenir donné à la requête de la dite Veuve De la Corne aux dits Sieurs Curé et Marguilliers, par Pilotte, huissier, le treize

de ce dit mois, avec déclaration que ce jourd'hui la cause d'entre les parties seroit poursuivie, l'écrit de répliques des dits appellants à celui de réponses de la dite intimée à elle signifié par Thibault, huissier, le quatorze de ce dit mois, par lequel ils persistent dans les conclusions par eux prises par leurs griefs, et en y ajoutant à ce qu'il plaise au Conseil ordonner la radiation des termes injurieux insérés dans l'écrit à eux signifié le premier de ce dit mois, et condamner l'intimée aux dépens des causes principales et d'appel, autre écrit de la dite Dame Veuve De la Corne, fignifié aux dits Sieurs Curé et Marguilliers, le quinze de ce dit mois, par lequel elle persiste dans ses précédentes conclusions et les autres piéces sur les quelles la dite sentence dont est appel est intervenue, oui les parties comparantes et le Procureur Général du Roi; le Conseil a mis et met l'appellation, et ce au néant, émendant ordonne que l'intimée sera tenue de présenter ou faire présenter et rendre le pain à bénir avec cierge et offrande, et faire la quête ou la faire faire par personne de sa famille ou de sa condition en l'église paroissiale de Montréal, et ce le premier jour de Dimanche qui lui sera indiqué par les appellants, sinon et à faute de ce faire, en vertu du présent arrêt et sans qu'il en soit besoin d'autre, le Conseil a permis et permet aux appellants de le rendre et d'employer jusqu'à la somme de douze livres, laquelle le Conseil condamne dès à présent l'intimé en cas de refus à rendre et payer au dit appellant, sur quoi ils seront crus, condamne l'intimée aux dépens liquidés à douze livres. non compris le coût du présent arrêt, faisant droit sur le requisitoire du Procureur Général du Roi, ordonne que l'écrit de réponse à griefs signé, Nouette, et un autre écrit de réponse aussi signé Nouette, et signissé de la part de l'intimée aux appellants, les premier et quinzieme de ce présent mois, demeureront supprimés, et attendu l'irrévérence des termes employés par le dit Nouette dans les dits écrits, l'a condamné en vingt quatre livres d'amende, payable sans déport, applicable aux pauvres de l'Hôpital Général, défense à lui de récidives lous peine de punition corporelle.

(Signé)

HOCQUART.

Reg. du Conf. Sup. 4 Mars, 1743. Fol. 143.

ARRET

Qui commet le Curé de St. Jean pour recevoir le Serment des Experts, du 4e Mars,

1743.

E Conseil assemblé où étoient Monsieur l'Intendant, Messieurs La Noullier, Varin, Foucault, Taschereau, de la Fontaine, Conseillers, Guillemin et Perthuis, Conseillers affesseurs, le Procureur Général du Roi, et le Greffier en chef.

JU la requête présentée ce jourd'hui en ce Conseil par Mathieu Palain Dabonville, contenant qu'il lui est du par le nommé Henri Descôteaux la somme de cinquante six livres, quatorze sols, qu'il a été condamné de lui payer par jugement du Sieur Castongué, Prêtre, Missionaire de Ste. Anne, lubdélégué en cette partie de Monsseur l'Intendant, le dit jugement en date du vingt neuvieme Mai, mil sept cent trente sept, confirmé par ordonnance de mon dit Sieur l'Intendant, du vingt unieme Août suivant, que faute de payement de la dite somme de cinquante six livres, quatorze sols, sans préjudice des intérêts, frais et dépens, il auroit fait saisir réellement une terre appartenante au dit Descôteaux, et comme cette terre ne peut supporter un décrêt en forme à cause de son peu de valeur, le suppliant conclud par la dite requête à ce qu'il plaise au Conseil lui permettre de faire procéder à la vente d'icelle sur une simple criée au devant de la porte de l'Eglise de St. Jean, où la dite terre est située, ainsi que le dit Descôteaux en est convenu, suivant l'accord fait entr'eux et le nommé Dionne, Procureur du dit Dabonville, et à cet effet autoriser l'huissier des lieux à faire la dite publication, recevoir les encheres et faire l'adjudication, pour sur les deniers être le dit Dabonville payé de son du, intérêt, frais et dépens : Vu aussi la saisse réelle en date du vingt neuvieme Janvier, mil sept cent quarante deux: oui le Procureur Général du Roi, le Conseil ordonne avant faire droit, que par deux experts dont le dit Dabonville, conviendra avec la partie saisse, pardevant le Sieur Soupiran, Prêtre, Missionnaire de la dite paroisse de St. Jean, que le Conseil a commis à cet effet, ou qui seront par lui nommés d'office, il sera fait estimation de la dite terre, parties présentes ou duement appellées, serment préalablement prêté pardevant le dit Sieur Curé, de laquelle estimation il sera dressé procès verbal pour icelui fait et rapporté au Conseil être ordonné ce qu'il appartiendra. (Signé)

HOCQUART. ARRET

ARRÊT

Qui confirme un Contrat de concession nonobstant ses défectuosités, 2me Mars, 1744.

L'E Conseil assemblé où étoient Monsieur Cugnet, premier Conseiller, Mesfieurs Valier, Conseiller clerc, Lanoullier, Foucault, Conseillers, Guillemin et Perthuis, Conseillers Assesseurs, le Procureur Général du Roi, et le Greffier en ches.

Rég. du Conf. Sup. 2 Mars, 1744. fol. 154.

ENTRE Joseph Robillard, habitant de Lavaltrie, appellant de sentence ren-due par désaut en la Jurisdiction Royale de Montréal, le vingt neuvieme Novembre dernier, comparant par Me. Poirier, praticien porteur des pieces d'une part, et Pierre de Marganne, Seigneur de Lavaltrie, capitaine d'une compagnie des troupes du détachement de la marine entretenue pour le service du Roi en ce pays, intimé, comparant par le Sieur Panet, praticien son procureur aussi porteur de pieces d'autre part : Vu la dite sentence par laquelle, après que le dit intimé a requis un second défaut contre le dit appellant non comparant ni personne pour lui, et que pour le profit il plût au Lieutenant Général de la dite jurisdiction adjuger au dit intimé, les fins et conclusions de son exploit; vu le dit exploit et défaut, il est donné un second défaut contre le dit appellant, et avant faire droit sur le profit d'icelui, il est ordonné que les pieces resteront sur le Bureau pour en être délibéré, et que cependant la minute du contrat de concession d'une terre sise à la seigneurie de Lavaltrie, de six arpens de front sur vingt de profondeur, faisant la continuation de la premiere concession du dit appellant et joignant par derrière à une autre terre à lui appartenante en la dite Seigneurie de Lavaltrie, sera représentée par le Greffier dépositaire d'icelle, et après en avoir délibéré et vu la minute du dit contrat en question, attendu qu'il a apparu que la dite minute n'est signée ni du Notaire, ni des parties, ni des témoins, en adjugeant le profit du dit défaut, le dit appellant est condamné à prendre contrat de concession de la dite terre en forme, et payer au dit intimé la quantité de trois minots de bled froment. fix livres en argent pour une année d'arrérages échue le onzieme Novembre, mil sept cent quarante trois, et ainsi continuer d'année en année, et le dit appellant condamné aux dépens taxés à quinze livres, huit sols, non compris l'expédition de la dite sentence, signification d'icelle faite à la requête du dit intimé au dit appellant le dixseptieme Décembre suivant, avec commandement de payer au dit intimé la somme de dixneuf livres, cinq sols, pour les frais

frais taxés par la dite sentence coût d'icelle, et en outre à prendre contrat de concession de la dite terre, le reçu de l'huissier Guyard, du dit jour dixseptieme du même mois de la somme de trente cinq livres, huit sols, sçavoir, six livres pour une année d'arrérages de rente échue le onzieme Novembre, mil sept cent quarante trois, celle de douze livres pour trois minots de bled, et quinze livres et une livre dix sols pour l'expédition de la dite sentence, avec protestation, que ce n'est que pour obéir à justice, qu'il a payé ces sommes, et sans que ces payements puissent être réputés à aucun acquiescement à la dite sentence, ni qu'ils puissent lui nuire ni lui préjudicier, ni l'empêcher de se pourvoir au Conseil contre la dite sentence, requête présentée par le dit Robillard, tendante pour les raisons y contenues, à ce qu'il plaise au Conseil le recevoir appellant de la dite sentence obtenue par défaut, le dit jour, vingt neuf du dit mois de Novembre, tenir son appel pour bien relevé, lui permettre de faire intimer dans les délais de l'ordonnance, le dit Sieur De la Valtrie pour voir mettre la dite sentence au néant, emendant voir, dire et ordonner qu'il laissera jouir le dit appellant librement des dits six arpens de terre de front sur vingt de profondeur, aux termes et conditions du dit contrat passé devant Lepailleur, Notaire Royal, le dit jour onzieme Novembre mil sept cent dixhuit, et des quitances depuis la dite année jusqu'en mil sept cent quarante trois, c'est-à-dire qu'il ne payera pour toute la dite concession par chaque année qu'un demi minot de bled froment et six livres six sols de cens et rentes, à la réduction du quart, conformément à la déclaration du Roi de mil sept cent dixhuit, et mil sept cent dixneuf, se réservant de prendre telles conclusions qu'il avisera dans son écrit de griefs, qui sera fignifié, et condamner le dit intimé aux dépens des causes principales et d'appel, le recu du Sieur Frémont commis à Montréal à la recette des amendes, en date du dixneuf Décembre dernier, de la somme de trois livres pour la confignation de l'amende; ordonnance étant ensuite du vingt et unieme du même mois, portant reçu appellant, permis d'intimer pour en venir au Conseil dans les délais de l'ordonnance, fignification des dites requête et ordonnance faite à la requête du dit intimé au dit appellant, le vingt huitieme, avec affignation à comparoir en ce dit Conseil le dix de ce mois, les griefs et noyens d'appel du dit Robillard, fignifiés à sa requête au dit intimé le cinquieme de ce mois, par lesquels le dit appellant conclud à ce que la sentence du dit jour vingt neuvieme Novembre dernier, dont est appel, soit mise au néant et déclarée nulle, en ce qu'elle auroit été rendue contre toutes les loix prescrites, et que la grosse expédition et lignification n'est pas conforme à l'original du plumitif (ce que l'appellant offre de prouver) demandant pour cet effet qu'il soit aux dépens de qui il appartiendra, nommé par le Conseil, un Conseiller pour la vérification des faits mis en avant, et que l'intimé soit condamné aux dépens des causes principales et d'appel, et à rembourser l'appellant des trente cinq livres, huit sols, six deniers qu'il auroit payées à l'huissier Dauainne, sans préjudice à son E e 2 appel. appel, ainsi qu'il est énoncé en la quittance du dit huissier qui, contre tous droits le menaçoit sur le champ d'exécution de ses meubles, et par cette surprise et terreur, l'auroit engagé au dit payement, pour obéir à justice sans cependant aucun acquiescement, émendant qu'il soit ordonné que l'appellant jouira paisiblement de la dite terre de six arpents de front sur vingt de profondeur, en payant par chaque année pour toute la dite concession ainsi qu'il auroit ci devant payé, un demi minot de bled et six livres six sols de cens et rentes, à la réduction du quart, en conformité des déclarations du Roi de mil sept cent dixhuit et mil sept cent dixneuf, en ce qu'il est revêtu d'un titre suffisant tant pour une jouissance de vingt cinq ans et bornage, que par les dites vingt trois quittances et grosse et expédition du dit contrat de concession du dit jour onzieme Novembre, mil sept cent dixhuit, duement signée du dit Lepailleur, Notaire, demandant sur le tout la jonction du Procureur Général du Roi, et notamment pour la vindicte publique sur le désaut de conformité des dites grosse et expédition et minute de la dite sentence du vingt neavieme Novembre dernier, tant par les dates surchargées et effacées, que par les termes y changés, congé défaut obtenu par le dit intimé contre le dit appellant le dix du dit mois, avec assignation à comparoir ce jourd'hui en ce Conseil, l'écrit de réponse aux dits griefs, signissé à la requête du dit intimé au dit appellant le vingt huit de ce dit mois, par lequel le dit intimé conclud à la confirmation de la dite sentence dont est appel, avec amende et dépens, vu aussi l'expédition du dit contrat de concession susdatée, signifiée à l'intimé le vingt huitieme de Décembre dernier, et les dites vingt trois quittances des dits cens et rentes depuis la dite année mil sept cent dixhuit, jusques et compris l'année mil sept cent quarante trois, au dos de la derniere desquelles est écrit, il est du sur cette quittance six arpens de front sur vingt de profondeur sur les continuations, lesquels sont restés jusqu'à ce que cela soit réglé, figné Lavaltrie, et les autres pieces sur lesquels la dite sentence, dont est appel, est intervenue, oui les parties comparantes, et le Procureur Général du Roi, le Conseil, vu la déclaration du Roi du six. Mai, mil sept cent trente trois, concernant les actes défectueux des Notaires décédés ou qui le sont démis de leurs emplois, régistrée en ce Conseil le vingt fixieme Août suivant, a mis et met l'appellation et ce au néant, émendant a maintenu l'appellant en possession de la concession à lui donnée par contrat du onzieme Novembre, mil sept cent dixhuit, lequel sera exécuté selon sa forme et teneur, en conséquence condamne l'intimé à rendre et restituer à l'appellant la somme de trente cinq livres, huit sols, payée par le dit appellant suivant le reçu de l'huissier Guiyard du dixseptieme Décembre, mil sept cent quarante trois, à la déduction de celle de huit livres, six sols, sçavoir, six livres pour la rente sonciere échue le onzieme Novembre de la dite année mil sept cent quarante, six sols de cens, et deux livres pour un demi minot de bled, condamne l'intimé aux dépens de la cause d'appel. (Signé) CUGNET.

ARRET

ARRÊT

Qui adjuge des arrérages de rente, dans le cas de la réduction de moitié et quart, et qui décide d'autres questions entre les Seigneurs et le censitaire, du Lundi, quinze Mars, mil sept cent quarante cinq.

L'E Conseil assemblé où étoient Monsseur l'Intendant, et Messieurs Vallier, Conseiller clerc, La Noullier, Varin, Foucault, Taschereau, Guillemin, Gauthier Conseillers, le Procureur Général du Roi, et le Gressier en chef.

NTRE Sieurs Etienne et Joseph Charêt, frères, négociants en cette ville, L' héritiers de feu Sieur Etienne Charèt,, Seigneur du Fief de Lauzon, et de Demoiselle Thérese Du Roi et Facques Charly, aussi négociant, au nom et comme tuteur naturel de Jacques et Marguerite Charly, ses enfants mineurs, issus de son mariage avec feue Demoiseile Thérese Charèt, et en cette qualité, aussi héritier du dit seu Sieur Charèt et de la dite désunte Dame Thêrese Du Roy, appellants de sentence rendue en la prévôté de cette ville, le vingt Décembre, mil sept cent quarante trois, le dit Sieur Charly faisant tant pour lui que pour les dits Sieurs Charêt, ses beaufreres, porteur de pieces, d'une part; les héritiers et représentants seu Jacques Morin Beauséjour, intimés, comparant par Mtre. Poirier, praticien, d'autre part; vu la dite sentence dont est appel, par laquelle, vu le contrat de vente consenti par le Sieur Boucher, Prêtre, au dit feu Jacques Morin, de la terre dont est question, passé devant La Cetiere, Notaire, le seize Novembre, mil sept cent dixsept, et attendu que les arrérages de rente dus par Charlotte Robert Feanne, Veuve du dit Facques Morin Beausejour, aux termes du dit contrat, sont dans le cas de la réduction de moitié et quart, la dite Veuve Jacques Morin est condamnée à payer aux dits Sieurs Etienne et Joseph Charêt, treize années de cens et rentes qu'elle doit, sçavoir, les dites rentes à raison de cinq livres douze sols six deniers par chaque année, et cinq livres quatre sols pour les dites treize années de cens, à livrer aux dits Sieurs Charêt quatre vingt onze chapons, ou à les payer à raison de vingt cinq sols le couple, renvoye les dits Sieurs Charêt du surplus de leur demande, et condamne

Reg. du Conf. Sup. 15 Mars 1745. Fol.44. damne la dite veuve Jacques Morin, aux dépens liquidés à dix livres cinq sols, le coût de la dite sentence non compris, signification de la dite sentence faite à la requête des dits Sieurs Charêt à la dite veuve Jacques Morin le dix-sept Janvier, mil sept cent quarante quatre, avec commandement de payer la fomme de foixante treize livres deux fols six deniers d'une part, pour treize années d'arrérages de la rente qu'elle doit, cinq livres quatre sols pour treize années de cens, à fournir quatre-vingt onze chapons pour treize années de rente, ou à payer la valeur à raison de vingt cinq sols le couple, celle de dix livres cinq sols pour les dépens, liquides par la dite sentence, celle de quatre livres dix sols pour le coût et signification d'icelle, aux offres de lui donner bonne et valable quittance, avec déclaration que faute de payer, elle y sera contrainte par saisie et exécution de ses meubles; requête présentée en ce Conseil par les dits Sieurs Etienne et Joseph Charêt, et le dit Sieur Charly ès noms, tendante à être reçus appellants de la dite sentence, tenir leur appel pour bien relevée, leur permettre de faire intimer la veuve et représentans du dit seu Jacques Morin Beauséjour, dans les délais de l'ordonnance, pour voir mettre la sentence dont est appel au néant, et se voir condamner à leur payer quatorze années d'arrérages de cens et rentes dues des deux terres qu'ils occupent en la Seigneurie de Lauzon, échues au mois de Novembre, mil sept cent quarante trois, sans préjudice des années suivantes, et ce aux termes et conditions énoncés au premier titre de concession, les chapons apréciés par le contrat d'acquisition passé pardevant La Cetiere, Notaire, le seize Novembre, mil sept cent dix-sept, n'étant pas suffisant pour apprécier une rente, puisqu'il n'y est pas fait mention même du dit titre de concession, pour voir dire et ordonner qu'ils produiront expédition en forme du dit premier titre de concession, à faute de quoi, seront tenus de passer titre nouvel, payer les arrérages de cens et rentes échus et à échoir aux termes de la déclaration du Roi, comme aussi se voir condamner à payer la somme de trente trois livres douze sols, due par la veuve du dit seu Beauséjour, par son arrêté de compte, de mil sept cent trente neuf, concluant aussi les dits Sieurs Charêt et Charly, aux dépens des causes principales et d'appel, requérant sur le tout la jonction du Procureur Général du Roi, pour obtenir reglement de ce Conseil, qui sera lu, publié et affiché ès portes des églises de St. Joseph et St. Nicolas, sur trois chefs, premierement, si un contrat de vente d'un tenancier à l'autre est un titre suffisant de sa possession, secondement, si le dit contrat de vente peut apprécier et statuer une rente et cens au préjudice d'un premier titre de concession, troisiemement, si le dit tenancier n'étant fondé que sur son dit titre de vente, ne peut pas être contraint par son Seigneur à prendre titre nouvel, et à payer les arrérages échus et à échoir, aux termes de la déclaration du Roi, et enfin, si la réduction énoncée dans la déclaration, peut tomber sur la quantité de chapons fixée par les contrats de concession, concluant à ce que l'arrêt qui interviendra, soit déclaré commun avec les autres tenanciers de la dite Seigneurie

gneurie de Lauzon, ordonnance ensuite de la dite requête, du vingt six Février, portant reçu appellants, permis d'intimer pour en venir au Conseil. dans les délais de l'ordonnance, fignification faite des dites requête et ordonnance, le vingt sept du dit mois de Février, à la requête des dits appellants aux dits intimés, avec affignation à comparoitre en ce Conseil, le Lundi lors prochain en huit jours; les griefs et moyens d'appel fournis par les appellants, fignifiés à leur requête aux intimés le treize de ce mois, avec affignation à comparoitre en ce Conseil ce jourd'hui, par lesquels griefs. les appellants persistent dans leurs conclusions, prises par leur requête d'appel, et concluent d'abondant à ce que les dits intimés soient condamnés à leur payer en deniers ou quittances, quatorze années d'arrérages de rentes, 1°. sur le pied de trois livres pour les trois arpents qu'ils possedent sans réduction, fauf aux intimés à produire le premier titre de concession de la dite terre, sur lequel seul ils peuvent prétendre réduction, si toutes fois il n'y est pas énoncé argent de France, parisis ou tournois, 2°. sur le pied de douze livres à la déduction du quart seulement, ce qui fera neuf livres pour la rente de la susdite terre de six arpents, en ce que dans le contrat de concession de mil sept cent seize. il n'est point stipulé la qualité de la monnoie, ce qui la fait tomber dans le cas de réduction, en outre à payer aux appellants les quatorze années de cens à raison de neuf sols par chaque année, et encore à livrer aux appellants la quantité de cent vingt six chapons pour les dites quatorze années d'arrérages sur le pied de neuf chapons par chaque année, si mieux n'aiment les dits intimés les payer trente sols piece, prix auquel ils sont fixés par la majeure partie des contrats de concession, oui le Procureur Général du Roi, le Conseil fur l'appel des dits Sieurs Charêt, les a déclarés non recevables en icelui, ordonne que la sentence dont est appel, sortira son plein et entier effet, et sur l'appel du dit Sieur Charly, le Conseil le renvoye à se pourvoir en la prévôté de cette ville, ainsi qu'il avisera, sauf l'appel au Conseil, condamne les dits appellants en l'amende et aux dépens de la cause d'appel.

(Signé)

HOCQUART.

ARRET

Qui permet la vente des immeubles sur trois simples publications et affiches pour éviter les frais d'un décrêt, du 22e Mars, 1745.

L E Conseil assemblé où étoient Monsieur l'Intendant, Messieurs Cugnet, premier Conseiller, de Lotbiniere, Vallier Conseiller clerc, Lanoullier, Varin, Foucault, Taschereau, Estebe, Guillemin, Gauthier, Conseillers, Perthuis, Conseiller Assesseur, et le Gressier en ches.

Reg. du Con. Sup. 22 Mars 1745. fol. 60.

JU l'arrêt rendu en ce Conseil le treizieme Avril dernier, sur la requête présentée par Paul Alexandre D'aillebout, Ecuyer, Sieur de Cuist, contenant que par sentence rendue en la jurisdiction royale de Montréal le trois Mars, mil sept cent quarante deux, Joseph Lecompte, habitant de Terrebonne, auroit été condamné à lui payer la somme de deux cents trente deux livres, onze sols, aux intérêts d'icelle, à compter du deuxieme du même mois, et an, et aux dépens, que faute de payement de la dite somme et intérêts, et frais, il auroit par exploit du dixneuf Février, mil sept cent quarante quatre, fait procéder sur le dit Foseph Lecompte par voie de saisse réelle d'un emplacement et maison construite dessus, sis au Bourg de Terrebonne, et d'une terre de six arpents de front sur vingt de profondeur, sise à Sainte Marie, susdite Seigneurie de Terrebonne, et icelle saisse faite, enrégistrée au Greffe de la dite jurisdiction de Montreal, ce vingt-un Mars ensuivant, et comme les dits biens sont de très peu de valeur, et ne pouvant supporter les frais d'un décrêt, le dit Sieur de Cuist conclud à ce qu'il plaise au Conseil lui permettre de faire procéder à la vente et adjudication des dits biens au plus offrant et dernier enchérisseur sur trois simples criées, publications et affiches qui seront faites et apposées au devant de la porte de l'Eglise paroissiale de St. Louis de Terrebonne, dont dépendent les dits biens, et ce par trois Dimanches confécutifs, par lequel dit arrêt du dit jour treize Avril dernier, il est ordonné, avant faire droit, que par experts, dont le dit Sieur de Cuisi conviendra avec la partie saisse, ou qui seront nommés d'office par le Lieutenant Général de la jurisdiction de Montréal, serment par eux préalablement prêté par devant lui, il sera fait eltimation des dits emplacement, maison et terre, dont est question, de laquelle il sera dressé procès verbal, pour icelui fait et rapporté au Conseil, être ordonne

donné ce qu'il appartiendra, signification faite du dit arrêt à la requête du dit Sieur de Cuifi au dit Lecompte, le vingt quatrieme Février dernier, requête présentée par le dit Sieur de Cuisi au Lieutenant Général de Montréal, ensuite de la quelle est son ordonnance du quatre du dit mois de Février, portant permission de faire assigner le dit Lecompte, aux fins de convenir d'experts; et affignation donnée à la requête du dit Sieur de Cuist, le six du dit mois de Février, à compatoitre devant le dit Lieutenant Général le neuf du dit mois de Février pour convenir d'experts, procès verbal dressé par le dit Lieutenant Général le dit jour neuf du dit mois de Février, qui ordonne acte de la nomination faite par le dit Sieur de Cuisi, du nommé Briere pour son expert, donné défaut contre le dit Lecompte, et pour le profit nommé d'office François Larose, et est ordonné que les dits experts seront assignés pour prêter serment avant de procéder à la dite visite et estimation, l'acte de prêtation de serment des dits Jacques Briere et François Larose, experts, fait devant le dit Lieutenant Général le vingt sixieme du dit mois de Février dernier, en présence de Laurent Lecompte, comme chargé du pouvoir du dit Foseph Lecompte, le procès verbal de visite et estimation des dits emplacement, maison et terre, dont est question, en date du premier de ce mois, vu aussi la dite sentence de condamnation et saisse réelle, énoncées en l'arrêt du dit jour treize Avril dernier; oui le Procureur Général du Roi, le conseil a permis au dit Sieur Cuist de faire vendre les dits emplacement, maison et terre dont est question, sur trois publications et affiches, qui seront faites et apposées aux lieux et endroits accoutumés, et ce par trois Dimanches consécutifs, pour être faite l'adjudication en la jurisdiction de Montréal, au plus offrant et dernier enchérisseur en la maniere accoutumée.

(Signé)

HOCQUART.

ARRET

Portant qu'il sera fait un Recensement des Régistres et Papiers du Greffe du Conseil, en présence du Procureur du Roi, du 29e Mars, 1745.

E Conseil assemblé où étoient Monsieur l'Intendant, Mtre. Cugnet, premier Conseiller, Vallier Conseiller Clerc, Messieurs Lanoullier, Varin, Foucault, Taschereau, Guillemin, Gauthier, Conseillers, Perthuis, Conseiller Assesseur, le Procureur Général du Roi, et le Gressier en ches.

Reg. du Con. Sup. 29 Mars 1745. fol. 70. VU la requête présentée en ce Conseil par le Greffier en chef en icelui, tendante à ce qu'il plaise au Conseil ordonner que par tel des Messieurs qu'il plaira commettre, il sera fait un recensement en présence du Procureur Général du Roi, sur l'inventaire fait des Régistres et papiers du Greffe du dit Conseil, le Conseil faisant droit sur les sins de la dite requête a ordonné qu'il sera fait un recensement du dit inventaire des régistres et papiers du Greffe de ce Conseil par Mie. François Etienne Cugnet, premier Conseiller, en présence du Procureur Général du Roi, pour iceux régistres et papiers resterente les mains du dit Grefsier en chef.

ARRET

Rendu sur une lettre du Roi concernant l'enrégistrement des Edits, Arrêts et Déclarations du Roi, du 18me Juillet, 1746.

Le Conseil assemblé où étoient Monsieur le Gouverneur Général, Monseigneur l'Evêque, Monsieur l'Intendant, Mers. Cugnet, premier Conseiller, Vallier, Conseiller Clerc, Lanoullier, Varin, Foucault, Taschereau, de Lasontaine, Estebe, Gauthier, Conseillers, Perthuis, Conseiller Assesseur, le Procureur Général du Roi, et le Greffier en chef.

JU au Conseil la lettre écrite par le Roi au camp devant Fribourg, le vingt sixieme Octobre, mil sept cent quarante quatre, signée LOUIS, et plus bas, signée Phélipeaux, dont la teneur suit; Monsieur le Marquis de Beauharnois, et Monsieur Hocquart, quoique je vous aie déjà expliqué ce que vous devez observer par rapport à l'enrégistrement, en mon Conseil Supérieur de la Nouvelle France, de mes Edits, Déclarations et autres expéditions, je vous fais cette lettre pour vous dire que mon intention est, que vous empêchiez qu'il ne soit enrégistré au dit Conseil Supérieur non seulement aucuns Edits, Déclarations, Arrêts, Réglements et Ordonnances, autres que ceux qui par mes ordres vous seront adressés par mon Secrétaire d'Etat ayant le département de la marine, mais encore aucunes lettres de grace, de rémission ou d'abolition, lettres d'anoblissement, de confirmation de noblesse, de relief, de surannation ou de dérogeance à noblesse, lettres de naturalité, ni autres expéditions de mon Sceau ni de mon Conseil d'Etat, qu'après que mon dit Secrétaire d'Etat vous aura fait savoir de ma part, que je trouve bon qu'on procède aux dits enrégistrements, sur ce je prie Dieu, Monsseur le Marquis de Beauharnois, et Monsieur Hocquart, qu'il vous ait en sa sainte garde. Oui le Procureur Général du Roi, le Conseil a arrêté qu'il se conformera à la teneur de la dite lettre.

(Signé)

HOCQUART.

Reg. du Conf. Sup. 18 Juil. 1746. Fol.54.

ARRÊT

Rendu au sujet de la Jurisdiction du Château Richer, du Lundi, 23me Février, 1750.

E Conseil assemblé, où étoient Monsieur l'Intendant, Messieurs Cugnet, Premier Conseiller, De la Fontaine, De la Corne, Conseillers clercs, Guillemin, Gautier, Conseillers, Perthuis, Conseiller, faisaint fonctions de Procureur Général du Roi, et le Gressier en chef.

Reg. du Conf. Sup. 23 Fév. 1750.Fol.105.

CUR ce qui auroit été représenté au Conseil par Mte. Joseph Perthuis, Confeiller, faisant sonctions de Procureur Général du Roi, qu'il seroit venu à sa connissance, que dans la jurisdiction du Château Richer et autres Seigneuries appartenantes aux Prêtres du Séminaire de cette ville, dépendantes de la même jurisdiction, l'administration et exercice de la justice ne s'y fait pas avec toute l'attention qu'il seroit à souhaiter que l'on y apportat, qu'il n'y a point de lieu fixé où se tiennent les audiences, ni de greffe, où puissent être mis en sûreté les actes et minutes des jugements de la dite justice, que de plus, il est décédé depuis un tems affez considérable, deux notaires, dans l'étendue de cette jurisdiction, dont les études n'ont point été remises et déposées au greffe d'icelle, et comme il paroissoit indispensablement nécessaire de remédier à des abus aussi considérables, et très intéressants pour une grande partie de cette Colonie, il requiert à ce qu'il plaise au Conseil nommer tel commissaire qu'il lui plaira, pour, avec le Greffier en chef, se transporter au dit lieu du Château Richer, dans l'endroit où se rend ordinairement la justice, pour, l'audience tenante, laquelle sera à cet effet indiquée par dit Sieur Commissaire, voir la maniere dont elle se distribue, connoitre l'état du greffe, les droits salaires, et vacations que prennent les officiers de la dite jurisdiction, et aussi pour le faire rendre compte des études des deux notaires décédés, dont et du tout il sera dressé procès verbal par le dit Sieur Commissaire, pour, icelui rapporté au Conseil, et sur nos conclusions, être statué et réglé ce qu'il appartiendra. Le Conseil ayant égard au dit requisitoire ci-dessus, et y faisant droit. a nommé Maitre François Etienne Cugnet, Premier Conseiller, à l'effet de se transporter avec le Greffier en chef de ce Conseil, en la jurisdiction du Château Richer, pour examiner la manière en laquelle jurisdiction elle y est exercée; si la justice se rend en des jours d'audience fixés, et dans quel lieu elle s'y rend, au quel lieu le dit Commissaire tiendra l'audience publique, au jour et heure qui sera par lui indique, s'il y a une maison destinée pour l'audience, et si dans la dite maison il y a un lieu destiné pour le greffe, dans lequel les actes de la jurisdiction et minutes des notaires décédés soient en en sûreré, savoir que sont devenues et où ont été déposées les minutes des notaires décédés en la dite jurisdiction, recevoir les plaintes des justiciables d'icelle, si aucunes y a, contre les officiers de la dite jurisdiction, dont et du tout fera dressé procès verbal par le dit Sieur Commissaire, pour icelui rapporté au Conseil, être statué ce qu'il appartiendra.

(Signé)

BIGOT.

ARRĒT

De Rêglement au sujet de la justice du Château Richer, du Lundi, 16me Mars, 1750.

E Conseil assemblé où étoient Monsieur l'Intendant, Messieurs Cugnet, premier Conseiller, Foucault, De la Corne, Conseillers clercs, De la Fontaine, Estebe, Guillemin, Gauthier, Perthuis, Conseillers, Nouchet, Conseiller Assesseur, et le Greffier en ches.

JU l'arrêt rendu en ce Conseil le vingt trois Février dernier, sur le requisitoire de Maitre Foseph Perthuis, Conseiller, faisant fonction de Procureur Général du Roi, par lequel le Conseil ayant égard au dit requisitoire et y faisant droit, a nommé Maitre François Etienne Cugnet, premier Conseiller, à l'effet de se transporter avec le Greffier en chef du dit Conseil, en la jurisdiction du Château Richer, pour examiner la manière en la quelle jurisdiction elle y est exercée, si la justice se rend en des jours d'audience fixés, et dans quel lieu elle s'y rend, auquel lieu le dit Commissaire tiendra l'audience publique au jour et heure qui sera par lui indiqué, s'il y a une maison destinée pour l'audience, et si dans la dite maison il y a un lieu convenable pour le Greffier, dans lequel les actes de la jurisdiction et minutes des notaires décédés soyent en sûreté, savoir ce que sont devenues et où ont été déposées les minutes des notaires décédés en la dite jurisdiction, recevoir les plaintes des justiciables d'icelle, si aucunes y a contre les officiers de la dite jurisdiction, dont et du tout sera dressé procès verbal par le dit Sieur Commissaire, pour icelui rapporté au Conseil, être statué ce qu'il appartiendra, le procès verbal dressé par le dit Sieur Commissaire assisté du Gresser en chef, au dit lieu du Château Richer, les onze et douze de ce mois, auquel

Rég. du Conf. Sup. 16 Mars, 1750. fol. 115. lieu le dit Sieur Commissaire a tenu l'audience en la maison du nommé Navers, habitant du dit lieu du Château Richer, en présence de Maitre Gilbert Boucault de Godefut, Juge Prévôt de la dite jurisdiction, de Maitre Sanguinet, Notaire Royal, en la prévôté de Québec, Commis, pour faire fonction de Procureur Fiscal, n'y en ayant point en titre, et de Barthélemi Hervieux, Greffier en la dite jurisdiction, aussi commis par le dit Sieur Commissaire pour faire fonction de greffier en icelle, n'y en ayant point en titre, par lequel dit procès verbal le dit Sieur Boucault a déclaré que lorsqu'il se transporte au dit lieu du Château Richer, il est obligé de requérir différentes personnes pour faire fonction de Procureur Fiscal et Greffier, ayant plusieurs fois averti les Seigneurs d'y pourvoir; qu'il tient des audiences chez le nommé Navers, que n'y ayant point d'endroit pour servir de greffe en la dite jurisdiction, surtout depuis le décès de Pierre Huot, qui étoit greffier, il s'est cru obligé de transporter en sa maison les actes de la dite jurisdiction, lesquels sont sur un régistre, qu'il a aussi les minutes des actes passés par Jacob, pere et fils, les ayant fait transporter en son étude, en conséquence de l'ordonnance de Monsieur l'Intendant, du cinq Avril, mil sept cent quarante neuf, duquel transport il dressa procès verbal le même jour, lesquels régistres et minutes il offre de représenter, qu'à l'égard des minutes de feu Verreau, Notaire, elles sont jointes à celles de l'étude de feu Pierre Huot, aussi Notaire, et sont toutes en la maison de Réné Huot, frere du dit seu Pierre Huot, où elles ont été transportées et mises dans une cassette et sous des scellés par lui apposés suivant les procès verbaux des vingt-six Juillet, mil sept cent quarante neuf, et dix-neuf Février dernier, contenant aussi le dit procès verbal, déclarations de divers justiciables de la dite Seigneurie du Château Richer; autre procès verbal dresse en cette ville par le dit Sieur Commissaire, en la maison du dit Sieur Boucault, le treize de ce mois, signé du Sieur Commissaire, du dit Sieur Boucault, et du Greffier en chef de ce Conseil, fait et dressé au désir de la déclaration du dit Sieur Boucault, portée au procès verbal dressé au Château Richer, le onze de ce mois, ensuite desquels procès verbaux est écrit soit communiqué au Procureur Général du Roi, vu aussi les procès verbaux de scellés, des vingt neuf Mars, cinq Avril, et vingt six Juillet, mil sept cent quarante neuf, et dix-neuf Février dernier, ensemble l'ordonnance de Monsieur l'Intendant, du cinq Avril de la dite année, mil sept cent quarante neuf, le tout annexé aux procès verbaux du dit Sieur Commissaire, conclusions de Maitre Joseph Perthuis, Conseiller, faisant fonction de Procureur Général du Roi; Le Conseil a ordonné et ordonne:

II.

I. Qu'il sera fixé des jours certains où les audiences de la jurisdiction du Château Richer se tiendront tous les quinze jours; qu'elle se conformera pour les vacances à celles de la prévôté de cette ville.

- II. Qu'il y aura un lieu déterminé où se tiendront les dites audiences au Château Richer, et non ailleurs.
- III. Qu'aucuns jugements ne pourront être rendus, ni autres actes judiciaires, qu'au dit lieu assigné pour la tenue des audiences, qui ne pourront être commencées que le matin, sauf à les continuer de relevée, suivant l'exigence des cas.
- IV. Que les Sieurs Ptêtres du Séminaire de cette ville, Seigneurs Hauts Justiciers du Chateau Richer, seront tenus de remplir et nommer aux offices de Procureur Fismal et de Gressier, des personnes capables d'exercer les dits offices, le quel Gressier résidera sur le lieu, que le Juge et Procureur siscal, s'ils sont Notaires, ne pourront instrumenter dans le ressort de la dite jurisdiction, et de pourvoir par les dits Seigneurs, à un endroit dans la dite maison pour le gresse, dans le quel les actes de la dite jurisdiction et minutes des Notaires décédés soient en sûreté, et ce dans le délai de six mois, que le Conseil leur a accordé. Pour quoi le présent arrêt leur sera signissé, à la requête du Procureur Général du Roi.
- V. Qu'il sera incessamment procédé tant à la levée des scellés apposés sur les études de Pierre Huot et Verreau, Notaires au dit lieu, qu'à l'inventaire d'iceux, et des deux autres études des nommés Jacob, père et sils, par le Gressier de la prévôté de cette ville, en présence du Procureur du Roi en icelle, et des dits Sieurs Prêtres, ou personne sondée de leur pouvoir, aux frais des dits Sieurs Prêtres Seigneurs, le quel inventaire fait, il en sera déposé une copie au gresse de ce Conseil.
- VI. Que les minutes des dits Notaires seront pour plus grande sûreté, et le besoin des parties intéressées, remises et déposées au greffe de la prévôté de cette ville, jusqu'à ce que les Sieurs du dit Séminaire ayent établi leur greffe, conformément à l'article IV. du présent réglement, au quel cas les dites minutes y seront transportées et déposées.
- VII. Enjoint au Juge de la dite jurisdiction de vacquer avec exactitude à l'expédition des affaires, et de se conformer, pour les salaires et droits, taut de lui que des officiers de sa jurisdiction, au reglement du vingt unieme Avril mil sept cent quarante neuf, régistré en ce Conseil, le vingt cinquieme Août suivant, copie du quel sera envoyée en la dite jurisdiction pour y être enrégistrée.

VIII.

VIII. Ordonné que le présent arrêt sera lu, l'audience tenante, et enrégistré au greffe de la dite jurisdiction du Chateau Richer, et le Procureur fiscal tenu d'en certifier le Conseil dans le délai de six mois.

IX. Tous lesquels articles, portés au présent Réglement, seront observés à peine d'amende arbitraire.

(Signé)

BIGOT.

ARRET

Portant qu'il sera expédié Lettre de Relief d'Appel comme d'abus pour le chapitre de Québec, du 30e Juin, 1750.

LE Conseil extraordinairement assemblé où étoient Monsieur l'Intendant, Messieurs Cugnet, premier Conseiller, Lanoullier, Foucault, de Lasontaine, Estebe, Gauthier, Bréard, Conseillers, Nouchet, Conseiller Assesseur, Mre. Foseph Perthuis Conseiller, faisant sonction de Procureur Général du Roi, et le Gressier en ches.

Rég. du Conf. Sup. 30 Juin, 1750. fol. 125.

JU la requête présentée en ce Conseil par Messire Charles Antoine Godefroy de Tonnancour, Prêtre, Chanoine de l'Eglise Cathédrale de Québee, et Sindic du Chapitre de la dite Eglise, faisant tant pour lui que pour les doyen, dignités, chanoines et chapitre d'icelle, concluant, pour les raisons y contenues, à ce qu'il plaise au Conseil le recevoir appellant comme d'abus de l'acte de création de nouvelle paroisse dans la Cathédrale de Québec, et de l'union qui est faite du Séminaire des missions étrangeres établi en cette ville de Québec, par Monseigneur de Laval Evêque, le quatorzieme Novembre, mil six cent quatrevingt quatre, et en adhérant de la requête présentée au Roi par Monseigneur de St. Vallier Evêque, en obtention de lettres Patentes confirmatives de la dite union, en mil fix cent quatrevingt dixfept, de visa et provision de la Cure de Québec, par mon dit Sieur de St. Vallier, au mois de Novembre, mil sept cent seize, de l'ordonnance de Monseigneur Dosquet, Evêque de Québec, pour la séparation de l'office de la Cathédrale et de la paroisse en mil sept cent trente deux, de la collation et provision donnée de la dite Cure par Monseigneur de Ponbriant

de Pombriant, Evêque de Québec, le troisseme Novembre dernier, et de tout ce qui a été fait par mes dits Sieurs Evêques à l'encontre des Bulles du Pape CLE-MENT X. de l'an mil six cent soixante quatorze; arrêt du Conseil du Roi de mil six cent douze, lettres patentes de mil six cent quatrevingt un, et de mil lept cent treize, et arrêt de partage ensuivi du vingt Octobre, mil sept cent treize, et attendu que le dit Sieur de Tonnancour, aux dits noms, ne peut joindre la consultation des Avocats que paroit demander l'Ordonnance, pour parvenir à l'obtention des lettres de relief d'appel, vu qu'il n'y a aucuns Avocats en ce pays, il plaise au Conseil ordonner que la dite requête sera communiquée au Procureur Général du Roi, pour, sur ses conclusions, qui vaudront l'avis des Avocats, être expédié lettres de relief d'appel comme d'abus, et lui permettre de faire appeller ensemble et par un seul acte le Sieur Récher Curé de Québec, et les Sieurs Supérieur et Directeurs du Séminaire des missions étrangeres, établi en cette ville; et par actes différens tous autres qu'il sera vu appartenir pour voir juger les dits abus commis, et ordonner en conformité des arrêts et lettres patentes cités par la dite requête, que la Bulle du Pape Clement X. de mil six cent soixante quatorze, sera exécutée selon sa forme et teneur, le soin des ames et administration donné aux Chanoines; l'Eglise, la Sacristie, Fabrique et biens en dépendants attribués à iceux, conformément à la dite Bulle de mil six cent soixante quatorze, pour messes capitulaires, réservant le dit Sieur de Tannancour ès dits noms formellement et expressément de se pourvoir en tant que besoin pourroit être, pour demander et obtenir des lettres de restitution et rescisson des actes cités en sa dite requête et tous autres de pareil nature qui se pourroient trouver, où les dits doyen, dignités, chanoines et chapitres auroient parlé ou se seroient trouvés présents, en ce seulement qui se pourroit trouver de contraire aux dispositions de la dite Bulle, arrêts et lettres patentes, et aux justes droits du chapitre, réservant encore formellement le dit Sieur de Tonnancour aux dits noms de prendre telles conclusions qu'il sera vu appartenir, et de fournir telle demande que de raison pour le maintien des droits légitimes du dit chapitre et réparations des torts faits à icelui vers et contre qui devoir sera, requérant la jonction du Procureur Général, non seulement pour la cause de l'Eglise, mais spécialement pour l'exécution des pieuses volontés du Roi et de ses ordres, pour l'établissement du chapitre et célébration de l'office divin dans la Cathédrale de Québec, et sans préjudice de prendre telles autres conclusions que de raison, la dite requête signée Godefroy de Tonnancour, Chanoine, Sindic du Chapitre de Québec, ensuite est l'ordonnance de Monsieur l'Intendant, portant vu au Conseil la présente requête, soit communiquée au Procureur Général du Roi, pour donner son avis qui tiendra lieu de la consultation des trois Avocats, qui devroit être jointe à la dite requête, pour lequel avis rapporté au Conseil être statué ce qu'il appartiendra; fait à Québec au Conseil Supérieur le lundi treizieme Avril, mil sept cent cinquante, signé Bigot, vu aussi les pieces jointes à la dite requête et mentionnées

tionnées en icelle, oui Me. Joseph Perthuis, Conseiller, faisant fonction de Procureur Général du Roi, le Conseil a reçu et reçoit le dit Sieur de Tonnancour au dit nom de Sindic du chapitre de l'Eglise Cathédrale de Notre Dane de cette ville, faisant tant pour lui que pour les doyen, dignités, chanoines et chapitre de la dite Eglise, appellant comme d'abus, ordonne qu'il sera expédie par le Greffier en chef en icelui, lettres de relief du dit appel comme d'abus de l'acte de création d'une nouvelle paroisse dans la dite Cathédrale, et de l'union qui en a été faite au Séminaire des missions étrangeres établi en cette ville, le quatorze Novembre, mil six cent quatrevingt quatre, et de tout ce qui s'en est ensuivi, ainsi que du visa et provisions de la Cure de Québec, donnés au mois de Novembre, mil sept cent seize, de l'ordonnance pour la séparation de l'office de la Cathédrale et de la paroisse en mil sept cent trente deux, et de la collation faite de la dite Cure le troisieme Novembre, mil sept quarante neuf, lesquelles lettres de relief d'appel seront scellées par le Confeiller Garde de Scel de ce Conseil, qu'en conséquence la dite Requête, et les pieces y énoncées et jointes à icelle, sur lesquelles le dit Sieur de Tonnancour ès dits noms, fonde ses prétentions, seront signifiées par un seul acte tant aux Sieurs Supérieur, et directeurs du dit Séminaire de cette ville, qu'au Sieur Récher Curé de la ville, Paroisse de Québec, pour du jour de la signification qui leur en sera faite, en venir au Conseil dans les délais de l'ordonnance. BIGOT. (Signé)

ARRET

Qui maintient le Sieur Récher en la possession de la Cure de Québec, du Vendredi, 16me Octobre, 1750.

L' Conseil extraordinairement assemblé, où étoient Monsieur l'Intendant, Mai re Cugnet, Premier Conseiller, Varin, Commissaire de la marine à Montréal, Foucault, Estebe, Gauthier, Nouchet, Conseillers, Joseph Perthuis, Conseiller, faisant fonction de Procureur Genéral du Roi, et le Gressier en chef.

Rég. du Conf. Sup. 16 Oct. 1750.fol.151. OUIS par la Grace de Dieu, Roi de France et de Navarre, au premier des huissiers de notre Conseil Supérieur de la Nouvelle France, ou autre huissier

huissier, ou sergent sur ce requis: Savoir faisons qu'entre Monsieur Charles Antoine Godfroy de Tonnancour, Prêtre, Chanoine de l'Eglise cathédrale de cette ville de Québec, et Sindic du chapitre de la dite paroisse, faisant, tant pour lui que pour les doyen, dignités, chanoines et chapitre d'icelle, appelant comme d'abus de la collation et provision donnée de la cure de Québec, le troisieme Novembre, mil sept cent quarante neuf, d'une part, et Monsseur Jean Félix Récher, Prêtre, Curé de la dite paroisse de Québec, et chanoine honoraire, intimé, d'autre part. Vu l'arrêt de ce Conseil, du treize Juillet dernier, par lequel il est accordé délai de quinze jours au dit Récher, pour répondre à la demande contre lui formée par les dits Sieurs du chapitre, pour, le dit délai expiré, être fait droit ainsi qu'il appartiendra, dépens réservés, signification faite du dit arrêt à la requête des dits Sieurs du chapitre, au dit Sieur Récher, le quatorze du dit mois de Juillet, autre arrêt de ce Conseil du vingt sept Juillet dernier, qui ordonne avant faire droit, que les piéces des parties seront remises au Procureur Général du Roi, pour sur ses conclusions être fait droit, ainsi qu'il appartiendra, dépens rélervés. Les écrits fournis par les parties, savoir de la part des dits appellants, un écrit intitulé, aide de cause et moyens d'abus, signé du dit Tonnancour, au nom de Sindic du chapitre, fignifié le neuf Juillet dernier, autre intitulé, préliminaires des réponses de la part du dit chapitre aux écrits de désenses du Sieur Récher, fignifié le vingt sept du dit mois de Juillet, autre écrit de réponses aux défenses du dit Sieur Récher, signifié le huit Août dernier, autre écrit intitulé addition aux réponles faites par le chapitre, aux écrits de défenses du Séminaire, s'expliquant par le dit Sieur Récher, fignifié le treize Août dernier, et de la part dudit intimé, un écrit intitulé, réponses et défenses, signissé à sa requête aux dits appellants, le vingt deux du dit mois de Juillet dernier, par lequel le dit intimé conclud à ce qu'il plaise au Conseil, sans s'arrêter ni avoir égard à l'appel comme d'abus, interjetté inconsiderément par les dits Sieurs du chapitre, ni à la demande qu'ils ont formée mal propos vis-à-vis l'intimé, mettre l'appellation au néant, emendant dire qu'il n'y a abus, comme aussi les déclarer non recevables dans leurs demandes, en conséquence maintenir et garder l'intimé en sa possession et jouissance de la cure de Québec, dont il est pourvu depuis plus de six mois, en vertu de la collation et provision à lui accordée, et de tous les droits, privilèges, honneurs, distinctions et prérogatives y attachés, faire défenses aux appellants de l'y troubler, soit dans ses fonctions curiales, ou autrement, tant à présent que par la suite, et pour l'avoir fait sans titre ni fondement les condamner en tels dommages et intérêts qu'il plaira à la Cour arbitrer, en l'amende de soixante quinze livres pour leur foi appel et aux dépens, sans préjudice à l'intimé de ses autres dus, droits, actions et prétensions, à faire valoir en tems et lieu; autre écrit intitulé, addition des réponses, à cause, et moyens d'appel, et désenses pour l'intimé, fignissé à sa requête aux dits appellants le vingt quatre du dit mois de Juillet, par lequel le dit intimé perfiste dans les conclusions par lui prises par son écrit signifié le vingt deuxieme du dit mois de Juillet; autre addition des réponses fournies par le dit intimé, fignifiées à ses Gg2 requêtes

requêt s aux dits appellants le trente du dit mois de Juillet, par lequel il persiste dans les conclusions par lui prises ci-devant, et un écrit de répliques au
mémoire signissé par les dits appellants le huit Août dernier, le dit écrit de répliques signissé à la requête du dit intimé aux dits appellants le dixieme du dit
mois d'Août, vu aussi toutes les autres pieces des parties mentionnées et leurs
dits écrits, conclusions de Maitre Joseph Perthuis, Conseiller, faisant fonction
de Procureur Général du Roi, auquel les pieces ont été communiquées suivant
l'arrêt de ce Conseil du vingt septieme Juillet dernier, le Conseil sur l'appel
interjetté par les dits Sieurs du Chapitre de Québec, de la collation et provision
faite le troisieme Novembre, mil sept cent quarante neuf de la Cure de Québec,
à Messire Jean Félix Récher, a dit qu'il n'y a abus, en conséquence a maintenu et maintient le dit Sieur Récher en pleine possession et jouissance de la dite
Cure, condamne les dits appellants en l'amende de soixante quinze livres, et
aux dépens.

(Signé)

BIGOT.

ARRET

Sur requête du Séminaire de Québec, qui ordonne que toutes les minutes des Notaires dépendants de la Jurisdiction du Château Richer, soient remis au Greffe de la dite Jurisdiction, du 11me Janvier, 1751.

L'E Conseil assemblé où étoient Maitre Foucault, Conseiller, qui a présidé, Estebe, Gauthier, Perthuis, Nouchet, Conseillers, et le Greffier en ches.

Rég. du Conf. Sup. 11 Janv. 1751, fol. 180. U la requête présentée en ce Conseil par les Sieurs Ecclésiastiques du Séminaire des missions étrangeres établi à Québec, Seigneurs de la Jurisdiction du Château Richer, contenant que par arrêt de Réglement de ce Conseil, du seizieme Mars dernier, il auroit été ordonné qu'il y auroit une maison entretenue à leurs frais au dit lieu du Château Richer, pour la tenue

des

des audiences et la distribution de la justice dans leur dite jurisdiction, que le Greffier demeureroit au dit lieu, qu'en attendant les titres, papiers, minutes des Notaires et autres pieces, seroient remis au Greffier de la Prévôté de cette ville, inventaire préalablement fait d'iceux, pour être remis au Greffe de la dite Seigneurie lorsque le Greffier y seroit demeurant; qu'ayant les dits Sieurs du Séminaire, satisfait autant qu'ils l'ont pu à ce qui est ordonné par le susdit arrêt, ils concluent à ce qu'il plaise au Conseil ordonner, conformément à son dit arrêt, que tous les papiers et minutes des Notaires seront reportés au Greffe de la jurisdiction du Château Richer, et remis au Greffe d'icelle, qui a été établi, vu le dit arrêt du dit jour seizieme Mars dernier, oui Maitre Joseph Per-thuis, Conseiller, faisant fonction de Procureur Général du Roi, le Conseil ayant égard à la dite requête, ordonne que tous les papiers et minutes des Notaires dépendants de la dite jurisdiction du Château Richer, dont inventaire a été fait par le Greffier de la Prévôté, en présence du Procureur du Roi en icelle, et de Maitre Jacreau, l'un des directeurs du dit Séminaire, seront reportés au Greffe de la dite jurisdiction du Château Richer, à la remise desquels papiers et minutes des Notaires, le Greffier de la Prévoté, et dépositaire d'iceux contraint, quoi failant, déchargé; et pour constater la dite remise conformément au dit arrêt, et connoitre si les dits Sieurs du Séminaire Seigneurs de la dite jurisdiction du Château Richer ont satisfait à ce qui leur est prescrit par les articles du dit arrêt de réglement, le Conseil a arrêté que Maitre 70seph Perthuis, Conseiller, faisant sonctions de Procureur Général du Roi, se transportera au dit lieu avec le Greffier en chef de ce Conseil, à l'effet que dessus, duquel transport sera dressé procès verbal; lequel sera joint à la minute de l'inventaire qui a été fait par le Greffier de la Prévôté de tous les dits papiers et minutes des Notaires, que le Conseil ordonne qui resteront déposés au greffe de ce Conseil, et sera le présent arrêt régistré en la dite jurisdiction du Château Richer.

(Signé)

FOUCAULT.

ARRET

Qui enjoint à tous huissiers que, lorsque les parties à qui ils feront des significations, entendront faire dans l'instant quelques réponses, de transcrire en entier les dites réponses, du 12me Janvier, 1756.

Le Conseil assemblé, où étoient Messieurs Foucault, premier Conseiller, qui a présidé, Estebe, Gauthier, Perthuis, Nouchet, Hiché, Conseillers, Bréard Conseiller Assesseur, le Procureur Général du Roi, et le Gressier en chef.

Rég. du Conf. Sup. 12 Janv. 1756. fol. 51.

ENTRE André Lagroix, habitant de la Seigneurie de Notre Dame des Anges, appellant de sentence rendue en la Prévôté de cette ville, le vingt cinq Novembre dernier, et anticipé, présent d'une part, et Maitre Paul Antoine Lanoullier, Juge Prévost de la jurisdiction du dit lieu de Notre Dame des Anges, intimé et anticipant, comparant par François Dumergue, porteur de pieces d'autre part, vu la ditesentence par laquelle le dit André Lagroix, est condamné à faire réparation au dit Sieur Lanoullier au premier jour d'audience en la jurisdiction de Notre Dame des Anges, pour les injures par lui proférées contre le dit Sieur Lanouiller, énoncées en sa réponse du huitieme et onzieme Novembre dernier, et en cinquante livres d'amende applicable aux pauvres de la paroisse du dit lieu de Notre Dame des Anges, lui est fait défense de récidive, sous les peines de droit, le dit Lagroix renvoyé au surplus à se pourvoir en la jurisdiction de Notre Dame des Anges, pour raison de l'affaire pendante en la dite jurisdiction, entre lui et le nommé Lorty, sauf l'appel en la dite Prévoté, si le cas y échet, et le dit Lagroix condamné aux dépens liquidés à quatorze livres quinze sols, le coût de la sentence non compris, ce qui sera exécuté nonobstant opposition ou appellation quelconque, et sans préjudice d'icelle, signification faite de la dite sentence à la requête du dit Sieur Lanoullier au dit Lagroix le premier Décembre suivant, itératif commandement sait à sa requête au dit Lacroix, le deuxieme du même mois, de satisfaire au contenu de la dite sentence, exploit de saisse et exécution faite à la même requête sur le dit Lagrowx

groix par les huissiers Duhaut et Faillard, le trois du même mois, acte d'appel fait en ce Conseil par le dit Lagroix de la dite sentence, signifié à sa requête au dit Sieur Lanoullier le deuxieme Décembre dernier, pour les torts et griefs qui lui sont faits par la dite sentence, qu'il déduira en tems et lieu, requête présentée en ce Conseil par le dit Sieur Lanoullier, tendante à être reçu anticipant sur le dit appel, ce faisant, lui permettre de faire intimer le dit Lagroix pour en venir en ce Conseil dans le délai de l'Ordonnance, pour voir mettre son appellation au néant, et voir ordonner que la dite sentence sortira son plein et entier effet, et que l'arrêt qui interviendra sera lu, publié et affiché tant en cette ville qu'en la jurisdiction de Notre Dame des Anges, et être en outre condamné en l'amende de son fol appel et aux dépens, requérant la jonction du Procureur Général du Roi, ordonnance étant eusuite, du fix du dit mois de Décembre, portant reçu anticipant, permis d'affigner pour en venir en ce Conseil, dans le délai de l'ordonnance en consignant préalablement l'amende, le reçu de la somme de trois livres pour sa consignation de l'amende, du Greffier en chef de ce Conseil, signification des dites requête, ordonnance et reçu d'amende, faite à la requête du dit intimé au dit appellant le dit jour, fix Décembre, avec affignation à comparoir au Conseil, le Lundi lors prochain en huit jours, défaut congé obtenu en ce Conseil par le dit intimé, le quinze du dit mois contre le dit appellant, à lui fignifié le dix-huit du même mois, avec affignation à comparoir en ce Conseil ce jourd'hui, écrit de griefs fourni par le dit appellant, signifié à sa requête au dit intimé le dix de ce mois, par lequel, pour les raisons y contenues, le dit appellant conclud à ce qu'il plaise au Conseil mettre l'appellation et sentence dont est appel au néant, condamner l'intimé aux dépens des causes principales et d'appel, et en l'amende, vu aussi toutes les autres pieces sur lesquelles la dite sentence est intervenue, oui les parties comparantes et le Procureur Général du Roi, le Conseil a mis et met l'appellation au néant, ordonne que la sentence dont est appel sortira son plein et entier effet, et de grace a réduit l'amende de cinquante livres à la somme de neuf livres, condamne le dit appellant en l'amende de trois livres pour son fol appel, et aux dépens de la cause d'appel, et faisant droit sur les conclusions du Procureur Général du Roi; le Conseil enjoint à tous huissiers, sous peine de fix livres d'amende, que lorsque les parties à qui ils feront des fignifications, entendront y faire dans l'instant quelques réponses, de transcrire en entier les dites réponses, tant dans l'original des dites fignifications que dans la copie qu'ils laisseront des dites significations aux dites parties, de manière que la copie soit totalement conforme à l'original, si la partie sait signer, ou qu'il sera déclaré qu'elle ne le sait ou ne peut signer, de ce interpellé suivant l'ordonnance, et sera le présent arrêt envoyé tant en la prévôté de cette ville, qu'aux jurisdictions royales de Montréal et des Trois Rivières, pour y être lu, publié et enrégistré, et seront tenus les dits substituts du dit Procureur Général du Roi ès dites jurisdictions de tenir la main à son exécution, et de certifier

certifier le Conseil des dites publications et enrégistrements dans le dit délai accoutumé.

(Signé) FOUCAULT.

ARRÊT

Qui maintient un habitant de Batiscan dans la propriété et jouissance du terrein de surplus que son titre, au prorata du reste de sa concession, du 15me Novembre, 1756.

La présidé, de Lasontaine, Perthuis, Nouchet, Bedoue, Hiché, Imbert, Bréard, et Cugnet, Conseiller Assesser, le Procureur Général, et le Greffier en chef.

Rég. du Conf. Sup. 15 Nov. 1756. fol. 99.

NTRE les Peres Jésuites du College de cette ville, appellants de sentence rendue en la jurisdiction des Trois Rivieres, le septieme Octobre, mil sept cent cinquante quatre, stipulant pour eux le Pere Lesueur, leur procureur, d'une part, et François Massicot, habitant de Batiscan, intimé, d'autre part, vu la dite sentence portant, nous disons qu'il a été mal jugé et bien appellé, en conséquence maintenons le dit Massicot en la jouissance et propriété du terrein du surplus que son titre, en payant vingt neuf années de cens et rentes au prorata de sa concession, sans préjudice à l'année courante, et continuer les dits cens et rentes à perpétuité, et sujet pour le dit surplus à toutes charges mentionnées au dit contrat de concession, dépens compensés, requête présentée en ce Conseil par les dits Peres Jésuites, tendante à être reçus appellants de la dite sentence, ce faisant, leur permettre de faire assigner le dit François Massicot, pour en venir en ce Conseil dans le délai de l'Ordonnance, pour voir mettre l'appellation et ce dont est appel au néant, émendant voir adjuger aux dits Peres Jésuites les conclusions qu'ils prendront par leur écrit de griefs, qu'ils feront signifier en tems et lieu, et le voir condamner en tous les dépens des causes principales et d'appel, le reçu de la somme de trois livres du Gref-

fier

fier en chef de ce Conseil pour la consignation de l'amende, ordonnance étant ensuite, du vingt huit Janvier, mil sept cent cinquante cinq, portant reçu appellant, permis d'intimer pour en venir en ce Confeil dans le délai de l'ordonnance; fignification des dites requête, reçu d'amende et ordonnance, faite à la requête des dits appellants au dit intimé, le cinquieme Février suivant, avec assignation à comparoir en ce Conseil le troisieme Mars suivant, Arrêt contradictoire rendu en ce Conseil le même jour, par lequel le Conseil a appointé et appointe les parties en droit à écrire et produire dans les délais de l'ordonnance pardevant Me. Bréard, Conseiller Assesseur, pour, sur son rapport, être ordonné ce qu'il appartiendra, ainfi que sur les conclusions du Procureur Général du Roi, dépens réservés, signification du dit arrêt faite à la requête des dits appellants au dit intimé, le cinquieme du dit mois de Mars, avec sommation de satisfaire au dit arrêt, vu les pieces produites par les parties, savoir, celles des appellants, suivant leur inventaire de production et acte de produit pris au Greffe de ce Conseil, le quatorzieme Mai, mil sept cent cinquante cinq, le dit inventaire signifié à la requête des dits appellants au dit intimé le treizieme du même mois, par lequel les dits appellants concluent à ce qu'il plaise à la cour. par l'arrêt qui interviendra, sans s'arrêter ni avoir égard à ce qui a été dit ét écrit par l'intimé, mettre l'appellation et sentence dont est appel au néant. émendant ordonner que les sentences rendues par le juge de Batiscan, les vingt neuf Juillet, et cinquieme Août, mil sept cent cinquante quatre, seront exécutées selon leur forme et teneur, et condamner l'intimé en tous les dépens des causes principales et d'appel; et produisent les dits appellants, suivant leur dit inventaire de production, une expédition de plusieurs contrats de concession des terres enclavées dans leur Seigneurie de Batiscan, délivrée par Me. Normandin, Notaire Royal aux Trois Rivieres, le dixseptieme Novembre, mil sept cent dix, une expédition d'un autre contrat de concession du treize Mars, mil sept cent cinquante quatre, passé devant Me. Duclos, Notaire en la Seigueurie de Batiscan, par le Pere Pierre René Floquet, Jésuite, et leur procureur, d'une terre de quatre arpents de front sur vingt et un de profondeur, située en la riviere de Batiscan, tenant des deux côtés aux terres non concédées, plus un autre demi arpent de terre ou environ, situé à la dite riviere de Batiscan du côté du Nord de la dite riviere, tenant d'un côté à la mineure Massicot et de l'autre au Sorouest à Joseph Latulipe, d'un bout pardevant à la dite riviere, et d'autre bout à la dite riviere, aux terres non concédées, aux charges, clautes et conditions y portées, laquelle terre et demi arpent a été vendue depuis par le dit Guneau, un procès verbal du trentieme Mars, mil sept cent quarante huit, dresse par le Sieur Plamondon, arpenteur royal, des terres de Feuilleverte et Pierre Barie, et des Massicot, et du demi arpent de terre en question, la sentence rendue par le juge de Batiscan le sixieme Août, mil sept cent quarante huit, qui fait défense de couper les foins et les grains dessus le demi arpent de terre en question, à peine de tous dépens, dommages et intérêts, signifiée Hh

le quinzieme du dit mois d'Août, autre sentence contradictoire rendue en la dite jurisdiction de Batiscan entre les parties, le vingt neuvieme Juillet, mit sept cent cinquante quatre, qui ordonne que Gabriel Guneau jouira paisiblement, suivant et conformément au titre qui lui en seroit donné par les appellants, et a condamné l'intimé aux dépens, fignifiée le deuxieme Août de la dite année, autre sentence du cinquieme du dit mois d'Août qui condamne l'intimé à vingt livres d'amende, et à livrer ou payer les foins qu'il a enlevés de desfus le dit demi arpent de terre en question, au choix des parties, suivant l'estimation qui en sera faite par experts, et aux dépens, signifiée le septieme du dit mois; l'original de la sentence dont est appel : et de la part du dit intimé, au ssi suivant son inventaire de production et acte de produit, pris au Greffe de ce Conseil, le cinquieme Mai, mil sept cent cinquante cinq, par lequel susdit inventaire le dit intimé conclud à ce qu'il plaise au Conseil mettre l'appellation au néant, ordonner que ce dont est appel sortira son plein et entier effet avec amende et dépens, tant des causes principales que d'appel, et produit notamment le dit intimé, le contrat de concession consenti par les dits Peres Jésuites à Jacques Massicot, passé devant Me. Trothier, Notaire, le dixieme Octobre, mil fix cent quatrevingt dixfept, autre contrat de concession consenti par les dits Peres Jésuites à Jacques Massicot, passé devant Normandin Notaire, le dixsept Novembre, mil sept cent dix, procès verbal de chainage et bornage de la terre dont est question; et vu aussi toutes les autres pieces de procédure produites par les parties, tant en cause principales que d'appel, conclusions du Procureur Général du Roi du fixieme du présent mois, oui le rapport de Me. Michel Bréard, Conseiller Affesseur, tout considéré, le Conseil a mis et met l'appellation au néant, ordonne que la sentence, dont est appel, sortira son plein et entier effet, et condamne les appellants en l'amende de trois livres pour leur fol appel, et aux dépens de la cause d'appel.

(Signé)

FOUCAULT.

BREARD.

ARRET

Qui enjoint au Lieutenant Général de se conformer à l'article 16 du Titre 24 de l'ordonnance de 1667, du 21me Mai, 1759.

Le Conseil assemblé où étoient Messieurs Foucault, premier Conseiller, qui a présidé, de Lasontaine, Bedout, Imbert, Bréard et Cugnet, Conseillers, Me. Joseph Perthuis, Conseiller, saisant les sonctions de Procureur Général du Roi, et le Gressier en chef.

NTRE Jacques Aubuchon dit Lespérance, Capitaine de milice de la Longue Pointe près Montréal, appellant de sentence rendue en la jurisdiction royale de Montréal, le vingt et un Avril dernier, et anticipant, stipulant par Marie Foseph Guichard sa femme, fondée de sa procuration, passée devant les Notaires Royaux à Montréal, le vingt septieme Janvier dernier, assistée de Maitre Antoine Saillant, Notaire royal en la Prévôté de cette ville, son procureur d'une part, demoiselle Catherine Godefroy, veuve de Jacques Aubuchon dit L'espérance Sieur Pierre Couraud Lacôte, négociant à Montréal, et Marguerite Aubuchon, sa femme, et Marie Joseph Aubuchon, épouse séparée quant aux biens de Charles Jourdain Labrosse, absent de cette colonie, et autorisée par justice à la poursuite de ses droits, intimés et anticipant, stipulant par dame Marie Foseph Courand Lacôte, épouse d'Aillebout, Ecuyer, Sieur N. Périgni, substituée par le Sieur St. Ange Charly, suivant la procuration passée devant les Notaires royaux à Montréal, le Septieme du présent mois, assisté de Maitre Fean Baptiste Décharnay, Notaire royal, d'autre part; vu la dite sentence portant, vu le procès verbal de visite et estimation des Sieurs Garau St. Onge, Nicolas Moreau, Picard et Jean Peladeau, du neuf Avril, avons homologué icelui pour être exécuté selon sa forme et teneur, en conséquence, attendu que la moitié des maisons et des héritages dont est question ne peuvent commodément se diviser, il est ordonné qu'ils seront vendus par licitation pardevant nous au plus offrant et dernier enchérisseur, pour être le prix de la vente donné aux parties, et afin que la dite vente soit publique, affiches seront mises aux lieux et endroits nécessaires et accoutumés, à la diligence des dites dames Catherine Godefroi veuve Jacques Aubuchon et consors, sauf et sans préjudice à la dite veuve Aubuchon à se pourvoir ainsi qu'elle avisera bon être, pour raison du douaire cou-Hh 2

Reg. du Con. Sup. 21 Mai, 1759. fol. 39. Vo.

tumier à elle accordé par défunt son mari, par son contrat de mariage, les dépens compensés, sauf à les employer en frais pour parvenir à la dite vente; fignification de la dite sentence faite à la requête des intimés au dit appellant le vingt quatre du dit mois d'Avril, acte d'appel fait en ce Conseil de la dite sentence par le dit Facques Aubuchon, reçu devant Maitre Foucher, Notaire royal à Montréal le vingt septieme du dit mois d'Avril, signifié à sa requête aux intimés le vingt huitieme du même mois par l'huissier Decôte, requête prélentée en ce Conseil par la dite Catherine Godefroy veuve Jacques Aubuchon et consors, tendante à être reçue anticipante sur le dit appel, ce faisant leur permettre de faire assigner en ce Conseil, extraordinairement assemblé, le dit Jacques Aubuchon à tel jour qu'il plaira ordonner, pour voir mettre son appel au néant, dire et ordonner que ce dont est appel, sortira son plein et entier effet, avec amende et dépens, l'ordonnance de Monsieur l'Intendant, portant reçu anticipant, permis d'affigner pour en venir au Conseil extraordinairement assemblé mercredi prochain, la dite ordonnance du quatorzieme de ce mois, fignification des dites requête et ordonnance faite à la requête des intimés au dit appellant, le dit jour quatorzieme de ce mois, avec assignation à comparoir en ce Conseil le mercredi seizieme de ce mois, écrit de griefs fournis par le dit appellant, signisse à sa requête le dit jour seizieme de ce mois, par lequel pour les raisons y contenues, le dit appellant conclud à ce qu'il plaise au Conseil mettre l'appellation et sentence, dont est appel, au néant, et tout ce qui a précédé et suivi, émendant ordonner qu'il sera procédé en presence de l'appellant et des parties intéressées, ou elles duement appellées, à une nouvelle visite et estimation des biens dépendants de la succession de Jacques Aubuchon dit L'Espérance pere de l'appellant, par tels experts et gens à ce connoissants, dont les parties conviendront, sinon nommés d'office, serment par eux préalablement prêté en la maniere accoutumée, sur les titres respectifs des parties, qu'elles seront tenues de leur remettre pour ensuite être procédé au partage d'iceux entre tous les héritiers, ou à la vente par licitation si elle a lieu, ce que ne pense pas l'appellant, et ce dans les formes ordinaires et prescrites par la coutume et l'édit du chatelet de Paris, et suivant et conformément à l'arrêt rendu entre les parties, le dix-neuf Février dernier, signissé le vingt trois du même mois et deux Avril suivant, et condamner les intimés. aux dépens des causes principales et d'appel, et frais de voyage, écrit de répenses. fournies par les dits intimés, signissé à leur requête au dit appellant le dix-neuf de ce mois, par lequel les intimés concluent à ce qu'il plaise au Conseil mettre l'appellation au néant, dire et ordonner que la sentence dont est appel, sortira son plein et entier effet avec amende et dépens, vu l'arrêt de ce Conseil, du dix-neuf Fevrier dernier, par lequel le Conseil a mis et met l'appellation au néant, émendant ordonne qu'il sera procedé en présence de l'apellant et des parties intéresses, ou elles duement appellées, à une nouvelle visite et estimation des biens dépendants de la succession du pere de l'appellant, par

tels experts et gens à ce connoissants, dont les parties conviendront, sinon nommés d'office, sur les titres respectifs des parties, qu'elles seront tendes de leur remettre, pour ensuite être procédé au partage d'iceux, entre tous les héritiers ou à la vente par licitation dans les formes ordinaires, condamne l'intimé aux dépens de la cause d'appel, ceux de la cause principale compensés, le dit arrêt signissé à la requête du dit Jacques Aubuchon à la dite Catherine Godfroy ès noms, les deux Avril dernier, la requête présentée par le dit appellant au Lieutenant Général de Montréal, à l'effet de faire prêter serment aux experts nommés par les parties, l'ordonnance du dit Lieutenant Général, du cinq Avril dernier, portant, vu, attendu que par l'arrêt du Conseil le serment n'est point ordonné, ordonnons que la partie se pourvoira au dit Conseil, pour raison du dit serment, ainsi qu'elle avisera bon être, le procès verbal de visite des dits experts, mentionné en la sentence dont est appel, les actes d'assirmation de voyage pris au greffe de ce Conseil par les dites parties aux protestations y contenues, le quatorze du présent mois, duement signifiés les quatorze et seize de ce mois, exploit d'avenir donné à la requête de l'appellant aux intimés le dixsept de ce mois, avec déclaration que l'assignation ci-devant donnée à la requête des intimés le quatorzieme de ce mois échéant au mercredi seizieme, seroit continuée à ce jourd'hui; oui les parties comparantes et Maitre Joseph Perthuis Conseiller, faisant sonctions de Procureur Général du Roi, le Conseil a mis et met l'appellation et sentence dont est appel, au néant, émendant déclare le procès verbal homologué par la dite sentence nul et de nul effet, ordonne que pardevant le Lieutenant Général de la jurisdiction royale de Montréal, que le Conseil commet à cet effet, il sera, présence des parties ou elles duement appellées, procédé à une nouvelle visite et estimation des biens dépendants de la succession de seu Jacques Aubu. chon dit L'Espérance pere, par tels experts et gens à ce connoissants, dont les parties conviendront pardevant le Lieutenant Général, sinon par lui nommés d'office, lesquels experts dresseront leur rapport sur les lieux et sur les titres respectifs que les parties seront tenues de leur remettre, et dans lequel ils donneront leur avis sur la possibilité ou l'impossibilité de partager les dits héritages, lequel rapport ils remettront dans les formes ordinaires, pour être ensuite procédé au partage des dits héritages entre tous les héritiers, ainsi qu'il appartiendra, ou à la licitation d'iceux en la maniere accoutumée, le tout jusqu'à sentence définitive inclusivement, et sauf l'appel au Conseil, si le cas y échet, condamne les intimés aux dépens des causes principales, et d'appel; et faisant droit sur le réquisitoire du Procureur Général du Roi, le Conseil enjoint au Lieutenant Général de la jurisdiction royale de Montreal, de se conformer à l'article 16, du Titre 21, de l'Ordonnance de 1667, et suivant icelui dans les affaires qui seront portées devant lui, où il s'agira de nomination et commission d'experts, aux fins de visite ou estimation d'aucun bien ou autre espece d'immeubles, de recevoir préalablement des dits experts, et avant qu'ils puissent opérer, le serment en tel cas requis, sait désense au dit Lieutenant Général de recevoir comme pieces juridiques et authentiques, ni d'homologuer à l'avenir aucuns procès verbaux ou rapports d'experts dans le cas de celui dont est question, sans qu'au préalable, les experts nommés dans les formes ordinaires, n'ayent prêté serment de bien et soigneusement visiter et sidèlement rapporter sur les saits, ordonne en outre que le présent arrêt sera régistré au Gresse de la jurisdiction de Montréal, de l'enrégistrement duquel le substitut du Procureur Général du Roi, en la dite jurisdiction, certifiera le Conseil dans les délais ordinaires.

(Signé)

FOUCAULT.



CHAPITRE QUATRIEME.

Jugements des Intendants, portant Ordonnances & Réglements.

ORDONNANCE

Portant que les bestiaux de la ville de Quebec n'auront point d'abandon, du 9me Mai, 1706.

JACQUES RAUDOT, &c.

VU la requête à nous présentée par le R. P. Raseix, Procureur des R. P. Jésuites et autres Seigneurs de ce pays, par laquelle ils concluent, qu'il nous plaise ordonner qu'il n'y aura que les bestiaux de chaque Seigneurie qui pourront aller pâturer dans les communes et grêves des dites Seigneuries, et que ceux de la ville n'auront jamais d'abandon, et ne pourront pâturer que dans les terres que ceux à qui ils appartiendront auront aux environs de Québec, et que ceux qui prennent des bestiaux de la ville à garde pendant l'été, seront obligés de les saire vivre sur leur propre terrein, sans les conduire sur celui de leurs voisins, ayant égard à la dite requête dont les conclusions sont justes et raisonables, Nous ordonnons qu'il n'y aura que les bestiaux de chaque Seigneurie qui pourront aller pâturer dans les communes et grêves des dites Seigneuries, et que ceux de la ville de Québec n'auront jamais d'abandon que dans les terres voisines de la dite ville, appartenantes aux propriétaires des dits bestiaux.

Ordonnances, 9 Mai, 1706. Vol. I. Fol. 144. V bestiaux, et que ceux qui prennent des bestiaux de la dite ville à garde pendant l'été, seront obligés de les saire vivre sur leur propre terrein, sans pouvoir les conduire sur celui de leurs voisins, et ce depuis le premier Mai, jusqu'à la St. Michel pour les tirer de la campagne, et pour les gens de la ville pendant toute l'année, et la présente ordonnance sera exécutée à peine de trois livres d'amende pour chacun bœuf et vache, et de cent sols par chaque cheval; ordonnons que ceux qui auront pris les dits bestiaux en délit, seront tenus d'en avertir les propriétaires dans les vingt quatre heures, auxquels ils ne seront tenus de les rendre que lorsque l'amende aura été payée, et en cas que les propriétaires ne les reprennent pas, lorsqu'ils en auront été avertis, ils payeront cinq sols pour chaque jour qu'ils resteront chez celui qui les aura saiss; et sera la présente Ordonnance lue, publiée et affichée dans cette ville, et autres lieux où besoin sera. Mandons, &c. à Québec, le neuf Mai, 1706.

(Signé)

RAUDOT.

Lue, publiée et affichée aux lieux ordinaires, par Marandau, Huissier.

(Signé)

MARANDAU, avec paraphe.

ORDONNANCE

Entre le Sieur Dupont, Conseiller, et les habitans

de Neuville, du 15e Mai, 1706.

JACQUES RAUDOT, &c.

Ordonnances. 15 Mai, 1706. Vol. I. Fol. 102.

VU la requête ci-dessus, &c. et y ayant égard, nous ordonnons à tous les habitans de la Seigneurie de Neuville d'exhiber et sournir au dit Sieur Dupont, Seigneur du lieu, les titres de concession et autres contrats, en vertu desquels ils sont en possession de leurs habitations, de lui payer tous les arrérages de cens et rentes qu'ils lui peuvent devoir pour chacun d'iceux, ce qu'ils pourront né anmoins resuser quant à présent, en cas qu'ils n'ayent pas été bornés, leur enjoignons de tenir seu et lieu sur les dites habitations dans six mois saute de quoi, permis au dit Sieur Dupont de rentrer en possession d'icelles et

d'en disposer comme bon lui semblera, désenses aussi aux dits habitants de laisser aller leurs chevaux et autres bestiaux, sur les terres de son domaine, à peine de dix livres d'amende, et avant faire droit sur la demande du dit Sieur Dupont, asin de rentrer dans la commune par lui accordée à ses habitans, Ordonnons que les parties viendront par devant nous, pour iceux ouis, être par nous ordonné ce que de raison. Mandons, &c. Fait et donné à Québec, en notre Hôtel, le quinzieme Mai, 1707.

(Signé) RAUDOT.

ORDONNANCE

Qui oblige les habitants à garder le respect qu'ils doivent à l'Eglise, du 12me Novembre, 1706.

JACQUES RAUDOT, &c.

fer parmi ses paroissiens, beaucoup de désordre, dont il est d'autant plus E Sieur Gautier, Curé de la Côte de Beaupré, voyant avec douleur se glistouché, que cela va jusqu'à perdre le respect qu'ils doivent à Dieu, et particulierement lorsqu'ils sont dans son église, dans le temps même qu'on y fait le service divin, ce qui est arrivé depuis peu à deux de les habitans, qui étant pris de boisson, prophanerent ce saint lieu, en se querellant et se menaçant tout haut, il vit même avec peine que ces mêmes paroissiens ne répondent point au zèle qu'il a depuis longtems de les instruire, quelqu'uns d'eux dans le tems de son prône sortent de l'église et s'amusent à sumer à la porte et autour d'icelle, et de ce que pour s'en faciliter la sortie, au lieu de se mettre dans lieux avancés de la dite église, ils se tiennent dans ceux qui sont les plus proches de la porte, ce qui cause un embarras pour ceux qui y veulent entrer: et comme jusqu'à présent il n'a pas pu remédier à tous ces désordres, quelque peine qu'il ait prise par ses exhortations de les corriger; il a eu recours à nous, afin qu'il nous plût y pourvoir, et nous étant persuadé que tous ces désordres ne viennent que de la liberté qu'on se donne de vendre des boissons des jours de fêtes et de dimanches, dont on abuse même avant d'aller au service divin, n'y ayant personne assez hardie qui de sang froid put causer de pareils scandals, Nous défendons à toutes sortes de personnes, sous quelque prétexte que ce soit,

Ordonnances. 12 Nov. 1706. Vol. I. fol. 72. de donner à boire dans leurs maisons aucunes boissons, ni mêne d'en vendre les jours de sêtes et de dimanche, hors ceux qui en viendront demander pour les malades, et les autres jours de donner à boire dans leurs dites maissons aux domiciliers, auxquels néanmoins ils pourront en vendre ces jours là pour l'aller boire chez eux, et ce à peine de dix livres d'amende; faisons désenses aussi à toutes sortes de personnes de se quereller, et même de s'entretenir dans les églises, d'en sortir lorsqu'on sera le prône, et de sumer à la porte ni autour des dites églises, aussi à peine de dix livres d'amende, applicable aussi bien que celle ci dessus à la fabrique des dites églises; exhortons tous les paroissens d'affister au Service Divin, avec toute la dévotion qu'ils doivent au lieu où ils sont, et de se mettre dans des places convenables, asin que tout le monde puisse y entrer librement: enjoignons aux Juges de toutes les paroisses de ce pays de saire publier la présente Ordonnance à la porte des Paroisses au plus prochain dimanche du jour qu'elle leur aura été envoyée, asin que personne n'en ignore. Mandons, &c. Fait et donné en notre Hôtel le 12me Novembre, 1706.

(Signé)

RAUDOT.

ORDONNANCE

Pour le Moulin de la Seigneurie des Mille Isles, du 14me Juin, 1707.

JACQUES RAUDOT, &c.

Ordonnances. 14 Juin, 1707. Vol. I. Fol. 115. Tous les habitants de la Seigneurie des Mille Isles, autrement nommée Terrebonne, ayant fait venir par devant nous le Sieur Dupré, propriétaire de la dite Seigneurie, pour être condamné à leur construire un moulin, si mieux n'aime consentir qu'ils en construisent un à leurs dépens, qu'ils soient déchargés du droit de banalité, et qu'il leur soit permis de l'élever à leur prosit, et ce suivant l'arrêt du Conseil d'Etat du quatrieme Juin, 1686, le dit Sieur Dupré leur a déclaré que, quoiqu'il put demander un an de temps du jour de la publication du dit Arrêt, que néanmoins il se déporte de son droit, et consent que les dits habitants fassent construire présentement le dit moulin, et par là qu'ils soient déchargés du droit de banalité, de quoi les dits habitants nous ayant demandé acte, vu le dit arrêt du Conseil d'Etat du dit jour 4me luin

Juin, 1686, publié le 23e Janvier, 1700; Nous donnons acte aux dits habitants du consentement du Sieur Dupré, et en conséquence leur permettons de construire un moulin dans le dit endroit de la dite Seigneurie qu'ils jugeront à propos, moyennant quoi ils demeureront déchargés à perpétuité du droit de banalité, et permis à eux de l'élever à leur profit. Mandons, fait et donné à Montréal, en notre Hôtel, le quatorze Juin, 1707.

(Signé) RAUDOT.

ORDONNANCE

Au sujet des Bancs de la Paroisse de St. Joseph, du 30me Juin, 1708.

JACQUES RAUDOT. &c.

TU le livre de compte de la fabrique de la Paroisse de St. Joseph, Seigneurie de Lauzon, à la tête du quel sont les conventions faites pour les bancs de la dite Paroisse, lesquels suivant icelles n'ont été concédés qu'à la charge par les particuliers qui les occuperont d'en payer la rente à la Fête de la Saint Jean, de chacune année, faute de quoi qu'il sera permis aux marguilliers de la dite Paroisse d'en disposer, et les dits marguilliers qui nous ont représenté le dit régistre, nous ayant exposé que plusieurs des habitans, à qui les dits bancs ont été concédés, non seulement ne payent par les rentes dont les dits bancs sont chargés dans le temps de l'échéance, mais même laissent plusieurs années en arriere sans les payer, ce qui fait que l'Eglise est privée de la plus grande partie de son revenu, et aussi ce défaut de payement causant beaucoup d'embarras aux Marguilliers dans les comptes qu'ils sont obligés de rendre en son temps de charge, nous demandant pour ces raisons qu'il nous plaise autoriser les dites conventions, et suivant icelles condamner les dits habitants concessionaires de bancs de payer au plus tard à la Sainte Anne, la rente dont ils sont chargés, finon après le dit tems, permis aux dits Marguilliers d'en disposer à la maniere accoutumée, et de faire les poursuites nécessaires pour faire payer ce qu'ils devront du passé, à quoi ayant égard, vu les dites conventions faites en 1690, écrites à L tête d'un régistre intitulé, Extrait de l'ancien livre de compte de l'église de St. Joseph; Nous homologuons les dites conventions, ordonnons qu'elles

Ordonnances, 30 Juin, 1708. Vol. II. Fol. 64. Vo. qu'elles seront exécutées, et suivant icelles, nous condamnons tous les habitants concessionaires de bancs dans la dite Paroisse de payer les rentes qu'ils doivent pour chacun d'iceux, au plus tard à la Ste. Anne de chacune année, sinon et à faute de ce dans le dit tems, icelui passé, sans que les dits marguilliers soient obligés de faire aucune poursuite contr'eux, leur permettons de disposer des dits bancs en la maniere accoutumée, et de faire toutes les poursuites nécessaires pour les saire payer des arrérages qui seront dues du passé, à peine d'en être responsables en leurs propres et privés noms; et sera la présente Ordonnance lue et publiée à la porte de l'Eglise de la dite Paroisse, au plus prochain jour de Fête et Dimanche, à ce que personne n'en ignore, et insérée dans le dit régistre pour y avoir recours quand besoin sera. Mandons, &c. Fait à Quebec, en notre Hôtel le 30me Juin, 1708.

(Signé) RAUDOT.

ORDONNANCE

Qui ordonne à tous les Seigneurs de faire faire

les Chemins, du 18e Juin, 1709.

JACQUES RAUDOT, &c.

Ordonnances. 18 Juin, 1709. Vol. III. Fol. 49. V°. A YANT ordonné des clôtures et ensuite des chemins dans les côtes de la grande Ance et de la Riviere Ouelle, et étant nécessaire pour rendre les chemins bons et solides, et tenir les clôtures dans l'état qu'elles doivent être, de faire des fossés dans les endroits où les terres sont mouillées et mouvantes, et particulierement le long du sleuve St. Laurent, n'étant pas nécessaire d'en faire tout le long de la Riviere Ouelle, et seulement dans les endroits où on ne pourra pas s'en passer à cause que la dite riviere va toujours en serpentant, les habitants de la dite côte, n'ayant pas même besoin de clôture de ce côté là, le Seigneur du dit lieu les ayant tous obligés à garder leurs bêtes, et étant aussi nécessaire d'expliquer les Ordonnances que nous avons déjà rendues au sujet des chemins et des clôtures des dites côtes, sur ce que les Seigneurs prétendent n'être pas tenus de faire les chemins et les clôtures nécessaires le long des terres qu'ils n'ont pas concédées, et que quelques habitants prétendent n'être aussi obligés à faire les dits chemins et clotures que par rapport au front de leurs habitations

habitations, et non pas suivant la profondeur qui est le long du seuve Saint Laurent, et ayant été informé que faute de clotures mitoyennes les habitants des dits lieux ont tous les jours des querelles ensemble, leurs bestiaux allant continuellement les uns sur les autres, ce qui leur cause souvent de grands dommages, attendu que les dites clotures sont nécessaires pour mettre en paix tous les dits habitants, et aussi les fossés pour rendre les chemins et les clotures solides; en expliquant nos dites Ordonnances, Nous ordonnons que les Seigneurs, tant absents que présents, seront tenus de faire les chemins et les clotures avec des fossés dans les endroits qui seront jugés nécessaires tout le long de leur domaine, dans lequel seront comprises les terres non concédées. et les habitants le long de leurs habitations, soit que le front ou la profondeur soient le long du fleuve St. Laurent, sauf aux dits Seigneurs à se faire rembourser des dits chemins et des clotures et fossés, lorsqu'ils concéderont les dites terres, ce que nous leur enjoignons de faire incessamment, attendu que c'est l'intention de sa Majesté, et en cas que les Seigneurs et les habitants absents ne travaillent pas sur les dits chemins, trois mois après que la présente Ordonnance aura été publiée à la poste de l'Eglise de la Seigneurie de la riviere Ouelle, Nous permettons aux habitants de bonne volonté des dits lieux d'y travailler pour eux et de se faire rembourser par leurs fermiers suivant la taxe qui leur en sera faite par le Sieur de Recléeme, Curé du dit lieu, et le capitaine de cote. Ordonnons aux Seigneurs et aux habitants de faire des clotures mitoyennes entr'eux, et en cas de refus par l'un des deux voisins de la faire, permettons à celui qui sera de bonne volonté de la faire toute entiere. dont il sera remboursé par le refusant, aussi suivant la taxe qui en sera faite par le Sieur Curé et le Capitaine de cote; Enjoignons au dit Capitaine de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, laquelle sera lue et publiée à la porte de l'église de la Seigneurie de la Riviere Ouelle, au premier jour de Fête ou de Dimanche, issue de Messe Paroissiale, à ce que personne n'en ignore. Mandons &c. Fait à Quebec, ce 18me Juin, 1709.

(Signé)

RAUDOT.

ORDONNANCE

Entre les Marguilliers de Montréal et les officiers de Justice au sujet d'un Prie-Dieu, du 25me Juin, 1710.

ANTOINE DENIS RAUDOT, &c.

Ordonnance: 25 Juin, 1710. Vol. IV. Fol. 97. V 0

VU la requête à nous présentée par les Sieurs Soumande et Bouat, Marguilliers de l'œuvre et sabrique de la Paroisse de Notre Dame de Montreal, tendante à ce qu'attendu qu'il n'y peut avoir que les Gouverneurs et Intendants qui puissent avoir un Prie-Dieu dans l'Eglise Cathédrale seulement, par un réglement général du Roi de l'année 1701, qui défend au Gouverneur Général, à l'Intendant, aux Gouverneurs Particuliers, et aux Officiers d'avoix des Bancs et Prie-Dieu dans les autres églises, sauf à y faire porter leurs sieges et leurs careaux, quand ils voudront y aller, comme ils le font dans la dite Eglise de Notre Dame, et que d'ailleurs les honneurs de l'Eglise vont immédiatement après eux, aux Marguilliers, et que le Prie-Dieu dont se servent le Lieutenant Général et le Procureur de Roi de cette ville, est placé dans un lieu qui est fort incommode pour les processions dans l'église, Il nous plaise ordonner que le dit Prie-Dieu sera oté du dit lieu et entierement suprimé, n'en devant point avoir, et que les dits Sieurs Lieutenant Général et Procureur du Roi en pourront prendre comme les autres particuliers en payant, que le pain béni sera donné aux dits Marguilliers immédiatement après les Gouverneur et Intendant, ainsi que les autres honneurs de l'église, ainsi qu'il est réglé, au bas de laquelle est notre Ordonnance du vingt troisieme de ce mois, portant que les dits Sieurs Lieutenant Général et Procureur du Roi viendront pardevant nous ce jourd'hui, pour répondre aux fins de la dite requête, et les dits Sieurs Lieutenant Général et Procureur du Roi ayant dit qu'ils n'avoient rien à répondre, si ce n'est à faire la lecture d'un réglement de sa Majesté du deuxieme Avril, 1668, pour les rangs que doivent tenir aux cérémonies de paroisses de la Nouvelle France, les Gouverneurs, la Justice et Marguilliers, et d'un arrêt du Conseil Souverain de Québec, du 4e Mars, 1688, * fignifié le 12e des dits mois et an, aux Bedeau et Marguilliers de la Paroisse de cette ville, laquelle lecture a été par nous présentement faite aux dits Marguilliers, et les dits Sieurs Lieutenant Général et Procureur du Roi ayant demandé aux dits Marguilliers qu'ils ayent à déclarer, si après la dite lecture ils entendent poursuivre l'affaire

^{*} Cet arrêt ne se trouve point dans les Régistres du Conseil Souverain.

faire dont est question, ou l'abandonner, en les laissant jouir paisiblement et sans trouble des honneurs à eux attribués par les dits réglement, arrêt et ordonnance, et les dits Marguilliers nous ayant demandés communication du réglement de sa Majesté de l'année mil sept cent un, dont les dits Marguilliers prétendent et entendent se servir, à quoi ayant égard, Nous ordonnons que les susdites pièces seront réciproquement communiquées de la main à la main, et que dans same di prochain les dits Marguilliers seront tenus de faire leur déclaration, s'ils entendent poursuivre l'affaire dont est question, ou l'abandonner, et avons donné acte aux dits Sieurs Lieutenant Général et Procureur du Roi de ce qu'ils ont donné en notre présence, les dits réglements arrêt et ordonnance en communication aux dits Marguilliers. Mandons, &c. Fait à Montréal, le vingt cinq Juin, mil sept cent dix.

(Signé)

RAUDOT.

N. B. Cette affaire ayant paru de nouveau le samedi suivant a été renvoyée par devant le Conseil, pour faire droit, attendu le peu de séjour qu'avoit à faire l'Intendant dans le dit lieu.

DEFENSE

De rompre les Clôtures, abattre ni ôter l'écorce aux Arbres, sous peine de dix livres d'amende, du 3me Juillet, 1710.

ANTOINE DENIS RAUDOT, &c.

SUR les plaintes qui nous ont été faites par plusieurs habitants des Seigneuries et Paroisses circonvoisines de cette ville, et particulierement de celles de Longueuil, que divers particuliers, tant de cette ville qu'autres, rompent les clotures, soit exprès ou en passant par dessus, pour aller à la chasse, abatent et levent les écorces des noyers et autres bois sur les terres des habitants, qui par ce fait sont privés de l'utilité qu'ils trouveroient des dits bois, et des fruits qui proviendroient des dits noyers, qu'ils ne peuvent élever ni conserver, s'il ne leur est par nous pourvu, et pour remédier à ce désordre, Nous désendons à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de rompre les clotures, abattre ni oter l'écorce aux arbres sur les terres des habitants, à peine de dix livres d'amende, contre chacun des contrevenans, applicable aux fabriques des Paroisses, où le délit aura été commis, et des dom-

Ordonnances.
3 Juil. 1710.
Vol. IV. Fol.

mages, et intérêts des propriétaires pour les clotures endommagées, que les contrevenants seront tenus de rétablir, et de payer trois livres aux propriétaires pour chaque arbre qui aura été coupé ou pelé de son écorce, et sera la présente Ordonnance lue, publiée et affichée par tout où besoin sera, ès lieux et endroits accoutumés, à ce que personne n'en ignore, et enrégistrée au Greffe de la Jurisdiction royale de cette ville. Mandons, &c. Fait à Montreal, le troisieme Juillet, mil sept cent dix.

(Signé)

RAUDOT-

ORDONNANCE

Qui oblige de porter les dixmes aux Presbitères de Ladurantaye et Beaumont, du 27me Mars, 1713.

MICHEL BEGON, &c.

Ordonnances. 27 Mars, 1713 Vol. VI. Fol, 17. R °.

CUR les plaintes qui nous ont été faites par le R. P. Pierre Lepouvre, Récolet, Missionaire des paroisses de Beaumont et Ladurantaye, que les habitants des dites paroisses refusent de porter les dixmes qu'ils doivent au presbitère de la paroisse de Beaumont, ce qui est contre l'usage qui se pratique en ce pays, et les réglements du Conseil Supérieur faits à ce sujet, nous demandant qu'il nous plaise ordonner que les dits habitants des dites paroisses de Ladurantaye et Beaumont, porteront les dites dixmes au presbitère de la paroisse de Beaumont, lieu de la résidence du dit R. P. Missionaire, à quoi ayant égard, Nous ordonnons que les dits habitants des dites paroisses de Larantaye et Beaumont, qui doivent des dixmes au dit R. P. Pierre Lepouvre, les porteront incessamment au presbitère de la paroisse de Beaumont, à peine contre les resusants de trois livres d'amende, applicable aux églises des dites paroisses. Mandons, &c. Fait à Québec, ce vingt sept Mars, mil sept cent treize. (Signé)

BEGON.

Concernant la bâtisse d'une église, du 9e Septembre, 1715.

MICHEL BEGON, &c.

CUR ce qui nous a été représenté par le Sieur Dauzat, Curé de Boucherville, Ordonnances. que par acte que les habitants de la dite paroisse ont passé, le premier No- Vol. VI. Foi, vembre, 1711, ils sont convenus entr'eux de bâtir sans retardement une nou- 36. velle église de pierre à la diligence des marguilliers de la dite paroisse, et que pour fournir à la dépense du dit bâtiment, chacun des particuliers qui possedent des terres dans la dite paroisse contribuera de ses travaux et de ses biens, jusqu'à l'entiere perfection du dit bâtiment, la plus grande partie s'étant par le même acte obligée volontairement à fournir chacun leur contingent, en argent, bled, ou en travaux, de maniere que ce bâtiment est fort avancé, la charpente étant même déjà posée, n'étant plus question que de le couvrir de planches et bardeaux, faire les fenêtres, et le dedans de l'église, ce qui pourroit être fini cette année et l'année prochaine, si tous les habitants y avoient voulu contribuer chacun à proportion de leurs biens, surquoi le dit Sieur Dauzat nous auroit supplié de lui accorder notre Ordonnance pour obliger les habitants qui ont refusé jusqu'à présent d'exécuter le dit acte du premier Novembre mil sept cent onze, à fournir chacun leur contingent à proportion des biens qu'ils possedent en la dite paroisse, ce qui nous paroit d'autant plus juste, que le refus des dits habitants pourroit refroidir le zèle des autres, qui, jusqu'à présent ont marqué leur bonne volonté, et que cet édifice qui est commun pour tous les dits habitants, ne peut être achevé trop promptement, et étant nécessaire de saire cesser ces difficultés; Nous ordonnons que chacun des habitants de la dite paroisse contribuera au dit édifice, en argent, en bled, ou en travaux, à proportion des terres qu'il possede dans l'étendue de la dite paroisse, et suivant ses moyens, et qu'à cet effet les dits habitants s'assembleront à l'issue de la messe paroissiale, le Dimanche vingt quatre du présent mois, après en avoir été convoqués huit jours auparavant, et que dans cette assemblée, à la diligence du dit Sieur Dauzat et des marguilliers, il sera fourni un rôle des habitants qui ont contribué au dit édifice jusqu'à présent, et examiné s'ils ont fourni chacun à proportion de leurs moyens et des biens qu'ils possèdent dans la dite paroisse, et qu'il sera dressé aussi un rôle de ceux qui ont été jus-

qu'à présent refusans, et des biens que chacun d'eux possedent dans la dite paroisse, et de ce qu'il paroit juste qu'ils sournissent pour leur contingent, dont il sera dressé un procès verbal par le Notaire de la dite paroisse, pour, le dit procès verbal à nous rapporté, être par nous ordonné contre les dits habitants ce qu'il appartiendra par raison. Mandons, &c. sait à Québec, ce neuvieme Septembre, 1713.

(Signé)

BEGON.

DEFENSE

Aux habitants de cette ville d'enlever des bois fur les terres dont ils ne sont pas propriétaires, du 27e Décembre, 1713.

MICHEL BEGON, &c.

Ordonnances. 27 Déc. 1713. Vol. VI. Fol. 42.

CUR les plaintes qui nous ont été faites par plusieurs habitants de cette ville, D propriétaires des terres de la côte St. Jean et environs, que quelques particuliers de dessus les dites terres abattent et enlévent journellement des bois de chauffage, contre et au préjudice des défenses qui ont été faites par plusieurs Ordonnances ci-devant rendues, par lesquelles il est défendu tant aux dits habitants de cette ville qu'à ceux des dites côtes de couper ou enlever aucuns bois sur les terres des autres habitants, à peine de cinquante livres d'amende et de confilcation des traines et chevaux qui seroient trouvées chargées des dits bois, à quoi étant nécessaire de pourvoir, en réitérant les dites défenses; Nous faisons très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes d'abattre ni enlever aucuns bois sur les terres dont ils ne sont point propriétaires, sans au préalable en avoir obtenu la permission de ceux auxquels elles appartiennent, à peine contre chacun des contrevenants de cinquante livres d'amende, et de confiscation des traines et chevaux, qui auront servi au transport des dits bois, les dites confiscation et amende applicables moitié au propriétaire des terres sur lesquelles les bois auront été enlevés, et l'autre moitié à l'Hotel-Dieu de cette ville, et sera la présente Ordonnance lue, publiée et affichée, issue de la grande Messe de cette dite ville, et de celle de la paroisse de Notre Dame de Foy, afin que les habitants de cette dite ville et ceux des cotes n'en puissent prétendre cause d'ignorance. Mandons, &c. fait à Québec, le vingt septieme Décembre, mil sept cent treize.

(Signé)

BEGON.

ORDONNANCE

Concernant la bâtisse d'un Presbitère, du 14me Mai, 1714.

MICHEL BEGON, &c.

E Sieur Vachon, Curé du Cap de la Magdelene, nous ayant représenté que quelques diligences que les marguilliers de sa paroisse ayent faites pour obliger les habitans de la dite paroisse de sournir chacun leur contingent pour la bâtisse de son Presbitère, en conséquence d'un acte d'assemblée qu'il dit avoir été fait, dans laquelle ils ont consenti de fournir tout ce qui seroit nécessaire tant de la main d'œuvre que des matériaux pour le dit Presbitère, cependant il ne peut achever le dit édifice parce que les habitants de Bécancour et Dutort resusent actuellement d'y contribuer, jusqu'à ce que ceux du Cap de la Magdelene ayent consenti de fournir pareillement leur contingent de toute la dépense qui sera faite pour la bâtisse d'un Presbitère dans les dites Seigneuries de Bécancour et Dutort, aussitot qu'ils auront un Curé pour desservir les habitants des dites Seigneuries, et que plutôt que de laisser cet édifice dans l'état qu'il est, les habitans du Cap de la Magdelene sont disposés à consentir d'accorder à ceux des dites Seigneuries de Bécancour et Dutort ce qu'ils leur demandent; Nous avant faire droit, Ordonnons que tous les habitants de la dite paroisse du Cap de la Magdelene et des dites Seigneuries de Bécancour et Dutort, s'assembleront au dit Cap de la Magdelene le premier Dimanche du mois de Juin prochain, à l'issue de la grande Messe, pour délibérer sur l'offre des dits habitants du Cap de la Magdelene, de fournir leur contingent de toute la dépense qui sera faite pour la bâtisse d'un presbitère dans les seigneuries de Bécancour et Dutort, des qu'il y aura un Curé chargé de desservir les dites seigneuries, dont il sera dressé un procès verbal par un Notaire des Trois Rivieres, pour, icelui à nous rapporté, être ordonné ce qu'il appartiendra : et sera la présente Ordonnance

Ordonnances. 14 Mai, 1714. Vol. VI, Fol. 167. Ordonnance notifiée aux habitans des dites seigneuries de Bécancour et Dutoré, par un des marguilliers de la paroisse du Cap, en présence de deux habitants, à ce qu'ils n'en ignorent. Mandons, &c. fait à Québec, ce quatorzieme Mai, mil sept cent quinze.

(Signé)

BEGON.

ORDONNANCE

Qui condamne les habitants à donner à leur Seigneur les journées de corvée portées par leur contrat de concession, du 3e Juin, 1714.

MICHEL BEGON, &c.

Ordonnances, 3 Juin, 1714. Vol. VI. Fol. 76. JU la requête à nous présentée par Michel Laliberté, Jean Gautier, et Pierre Cézaré dit Lagardelette, habitants de la seigneurie des Isles Bouchard appartenante au Sieur Desjordy, failant tant pour eux que pour les autres habitants de la dite Seigneurie, contenant que quoique les terres qu'ils ont dans la dite seigneurie leur ayent été concédées à la charge de payer les rentes et droits seigneuriaux, ainsi que les autres seigneurs de ce pays les sont payer à leurs tenanciers, cependant le dit Sieur Desjordy leur fait donner des journées de corvée, chacun suivant le terrein qu'il posséde, et les oblige à lui donner les dites journées dans le tems de semences, nous demandant qu'il nous plaise les décharger des dites journées de corvée, si mieux n'aime le dit Sieur Desjordy leur accorder une commune pour pacager leurs bestiaux, et qui ne porteroit aucun préjudice au dit Sieur Desjordy dont la seigneurie est spacieuse; notre Ordonnance au bas de la dite requête en date du vingt troisieme Mai dernier, portant soient parties appellées pour en venir par devant nous ce jourd'hui, aux fins de la dite requête, lesquels ayant comparu, le dit Sieur Desjordy nous auroit dit que mal à propos les dits habitants prétendent s'exempter de lui donner des journées de corvée, y étant obligés par leurs contrats de concession, et quoiqu'il ne soit* de leur accorder la commune qu'ils lui demandent, cependant il consent de concéder aux habitants, établis et à établis dans

^{*} Il paroit qu'il y a une omission dans le régistre.

les dites Isles Bouchard, une commune, à condition que les dits habitants feront enclore de pieux la dite commune, et qu'ils lui fourniront pour raison de la dite commune une journée de corvée par chaque habitation, et en cas qu'il y ait des habitants qui ayent deux habitations, lui donneront deux journées et ainsi des autres, nous demandant aussi qu'il nous plaise ordonner que tous les habitants tiendront feu et lieu, et déserteront leurs terres suivant l'intention de sa Majesté, faute de quoi elles seront réunies à son domaine, et qu'il leur soit défendu de chasser ailleurs que sur l'étendue de leurs concessions, à peine de dix livres d'amende, sur quoi les dits habitants nous ont représenté qu'ils ne peuvent point accepter l'offre du dit Sieur Desjordy de faire une commune à condition d'y faire une cloture, parce qu'ils ne pourroient la faire assez forte pour réfister aux glaces et aux grandes eaux qui emporteroient la dite cloture, ce qui obligeroit les dits habitants à faire une dépense considérable tous les ans pour l'entretenir, et qu'à l'égard des journées de corvée, ils nous supplient de les vouloir taxer en cas que nous les condamnions d'en donner au dit Sieur Desjordy, de laisser à leur option, ou de fournir au dit Sieur Desjordy les dites journées, ou de les payer lorsqu'ils voudront s'en exempter, quarante sols pour chacune des dites journées, parties ouies, vu la dite requête, un contrat de concession, et tout considéré, Nous ordonnons que les dits habitants donneront au dit Sieur Desjordy, les journées de corvée mentionnées dans leurs titres de concession, lesquelles journées le dit Sieur Desjordy ne pourra exiger des dits habitants qu'en différents temps et séparément, sçavoir pour ceux qui sont obligés de lui en donner trois, une dans un tems des semences, une dans celui des foins, et la troisieme dans celui des récoltes; que ceux qui en auront à donner plus que trois, les donneront pour travailler aux guérêts; sera permis aux dits habitants de s'exempter des dites corvées en donnant au dit Sieur Desjordy quarante sols pour chacune d'icelles, à condition qu'ils payeront comptant la dite somme à celui qui les aura avertis de sa part de venir travailler; leur ordonnons de tenir feu et lieu et de faire déserter, faute de quoi nous leur déclarons, que sur les plaintes qui nous seront faites par le dit Sieur Desjordy, contre ceux qui n'auront point tenu feu et lieu, et déserté les dites terres, nous les réunirons à son domaine, sur le certificat du Curé et du Capitaine de la cote, leur défendons de chasser sur les domaines du dit Sieur Desjordy, et terres de sa Seigneurie non concédées, à peine de dix livres d'amende contre chacun des contrevenans; enjoignons au Capitaine de la cote de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, et de faire les pourluites et diligences pour le recouvrement des amendes qui auront été encourues par les contrevenants à la dite Ordonnance. Mandons, &c. fait et donné en notre Hôtel à Montréal, le troisieme Juin, mil sept cent quatorze.

(Signé)

BEGON. ORDONNANCE

Qui condamne le Sieur de Rigauville à passer titres de concession à ses habitants, et d'établir une personne dans sa seigneurie, et non ailleurs, pour recevoir les rentes, du 9e Juin, 1714.

MICHEL BEGON, &c.

Ordonnances.
9 Juin, 1714.
Vol. VI. Fol.
88. R °.

JU la présente requête, nous ordonnons au dit Sieur De Rigauville de faire borner les terres concédées dans la dite Seigneurie de Berthier, et ce dans tout le mois de Mars prochain, à l'effet de quoi le dit Sieur De Rigauville fera transporter de Montréal un arpenteur qui sera payé par les dits habitants, condamnons le dit Sieur De Rigauville à passer titres de concession aux habitants, auxquels il a été concédé des terres, en payant, par les dits habitants, les expéditions du dit contrat, dont une pour le seigneur et l'autre pour l'habitant; et sur les plaintes qui nous ont été faites par les dits habitants, que le dit Sieur De Rigauville n'a établi dans la dite seigneurie aucune personne pour recevoir les rentes qu'ils doivent; ordonnons au dit Sieur De Rigauville d'établir dans la dite seigneurie une personne à laquelle les dits habitants puissent payer leurs rentes qu'ils lui doivent, et les dispensons de les payer ailleurs que dans la maison seigneuriale, ou dans l'étendue de la dite seigneurie, à un jour marqué par leurs titres de concession; sera la présente ordonnance signifiée au dit Sieur De Rigauville, faute par le dit Sieur De Rigauville de faire borner les terres des dits habitants dans tout le mois de Mars prochain, et de leur accorder un titre de concession, nous avons déchargé et déchargeons les dits habitants de payer aucunes rentes au dit Sieur De Rigauville, à commencer au premier Avril prochain, jusqu'au jour et date de la concession par devant notaire, qu'il doit leur accorder, et du procès verbal du bornage. Mandons &c. Fait à Montréal, le dix-neuvième Juin, 1714.

(Signé)

BEGON.

Qui enjoint à chaque habitant, même aux Seigneurs, de toutes les côtes de ce pays, de faire une clôture bonne et valable le long du front de son habitation ou domaine, et terres non concédées, du 19e Juin, 1714.

MICHEL BEGON. &c.

E TANT informé d'un abus qui se tolere dans ce pays, et qui va à la des. Ordonnances truction des semences, et par conséquent à la diminution des récoltes, Vol. VI. Fol. qui provient de ce qu'on n'a pas tenu la main à faire faire à tous les habitans 88, des clotures bonnes et valables dans le front de leur habitation, pour empêcher les bestiaux d'aller dans les grains, et comme il est d'une extrême conséquence pour leurs récoltes de pourvoir à ce désordre, Nous ordonnons que chaque habitant de toutes les cotes de ce pays fera une cloture bonne et valable le long du front de son habitation, ensorte que les bestiaux ne puissent aller dans les grains, Ordonnons que ceux qui n'ont pas fait les clotures, même les Seigneurs qui ne les ont pas faites le long de leurs domaines, ou des terres non concédées, les feront incessamment, sinon permis aux dits habitants qui auront fait les leurs de faire les clotures des autres à leurs dépens, dont ils feront payés suivant la taxe qui en sera par nous faite, sur le certificat des Capitaines des cotes, à peine contre chacun des contrevenants de vingt livres d'amende, applicable à la fabrique de la paroisse où seront demeurants les dits habitants, et d'être responsables des dommages qui arriveront à leurs voisins, faute d'avoir fait les dites clotures; et sera la présente Ordonnance lue et publiée à la porte de l'église de chaque paroisse des dites cotes, au premier jour de Fête ou de Dimanche, issue de messe paroissiale, à ce que personne n'en ignore, à la diligence des Capitaines des dites cotes, auxquels nous enjoignons de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance. Mandons, &c. fait à Montréal, le dixneuvieme Juin, 1714. BEGON. (Signé)

Concernant la bâtisse d'un presbitère, du 30e

Septembre, 1715.

MICHEL BEGON, &c.

Ordonnances. 30 Sep. 1715. Vol. VI. Fol. 195. V°.

CUR ce qui nous a été représenté par le Sieur Auclair, Curé de la paroisse de St. Louis, dans les Camourascas, et par les marguilliers de la dite paroisse, que les habitants s'étant assemblés le troisieme Juin dernier, pour délibérer sur la nécessité de bâtir un presbitère, et sur les moyens à prendre pour faire cet édifice, sont convenus entr'eux et ont consenti volontairement, par acte du dit jour, de bâtir le dit presbitère, et qu'à cet effet, chacun des habitants de la dite paroisse fourniroit sept journées de travail, tant pour écarir, trainer et scier le bois nécessaire, que pour amener les matériaux, et pour tous ouvrages qu'il conviendra de faire pour achever le dit édifice, que ceux de bonne volonté ont satisfait à leur engagement, mais qu'il s'en trouve plusieurs qui n'ont jusqu'à présent rien voulu fournir, ce qui a retardé l'exécution de ce bâtiment, à quoi étant nécessaire de pourvoir, vu le dit acte du troisieme Juin dernier; Nous ordonnons que le dit acte du troisieme Juin dernier sera exécuté selon sa forme et teneur, ce faisant qu'il sera fourni par chacun des dits habitants, sept journées de travail, tant pour écarir, trainer et scier les bois, que pour charoyer les autres matériaux nécessaires au dit édifice, à peine contre chacun des contrevenants de dix livres d'amende, applicable à la fabrique de la dite paroisse, dont le recouvrement se fera à la diligence des dits marguilliers. Permettons en outre au dit Capitaine de la cote de la dite paroisse de faire faire aux dépens des contrevenants les journées auxquelles ils n'auront pas satisfait, lesquelles nous ferons payer aux dits contrevenants suivant le rôle qui en sera arrêté par le dit Capitaine de la cote, sans préjudice de l'amende qu'ils auront encourue par leur désobéissance. Mandons au Capitaine de la cote de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera lue à l'issue de la grande messe de la dite paroisse de St. Louis. Mandons, &c. fait à Québec, le trentieme Septembre, mil sept cent quinze.

(Signé)

BEGON.

Pour la bâtisse d'une Eglise, du 25e Janvier, 1716.

MICHEL BEGON &c.

Vu la présente requête, l'arrêt et a de d'assemblée y énoncée; Nous ordonnons aux dits habitants de la paroisse de Ste. Anne de s'assembler au presbitère de la dite paroisse, issue de grande messe, au jour de Dimanche qui leur sera indiqué par le Sieur Bisard, Curé du dit lieu, pour en sa présence, des seigneurs, ossiciers de milice et habitants de la dite cote, être fait par le Sieur Larue une réparation* de ce que chacun des habitants sera tenu de faire pour son contingent à la bâtisse de la dite église, suivant ses facultés, pour le dit état à nous rapporté, être par nous ordonné ce qu'il appartiendra, et ce qui sera arrêté à la pluralité des voix, par ceux qui se trouveront présents à la dite assemblée, vaudra comme si tous les dits habitants y étoient présents; et sera la présente Ordonnance lue et publiée, issue de grande messe, à ce qu'aucun des dits habitants n'en ignore. Mandons, &c. fait à Québec, ce vingt cinquieme Janvier, mil sept cent seize.

Ordonnances. 25 Janv. 1716. Vol. VI. fol. 212. V°.

(Signé)

BEGON.

DEFENSE

Aux habitans de Bellechasse d'entailler les érables sur les terres non concédées, du 20 Mars, 1716.

MICHEL BEGON, &c.

SUR les plaintes qui nous ont été faites par le Sieur de Rigauville, seigneur de Bellechasse, que plusieurs habitants à son insçu, vont tous les printems sur les terres de la dite seigneurie, non concédées, et même sur celles de

Ordonnances. 20 Mars, 1716 Vol: VI, Fol. 236, R°.

^{*} Au lieu de "réparation," tel que dans le régistre, ce devroit être "répartition."

fon domaine, entailler les arbres d'érable pour en tirer de l'eau pour faire du fucre, ce qui ruine entierément les dits bois, les faisant sécher et mourir au bout de deux à trois ans, et lui sait un tort considérable, nous demandant qu'il nous plaise faire désenses aux dits habitants de couper à l'avenir les dits arbres sur telle peine qu'il nous plaira ordonner; à quoi ayant égard, Nous faisons désenses à toutes personnes d'entailler les arbres d'érable, tant sur le domaine de Bellechasse que sur les terres de la dite seigneurie non concédées, sous prétexte de saire des sucres, à peine, contre chacun des contrevenants, de dix sivres d'amende applicable à l'église de la paroisse de la dite seigneurie: et sera la présente Ordonnance lue et publiée, issue de grande messe de la dite paroisse, à ce qu'aucun des dits habitants n'en ignore. Mandons &c. fait à Québec, ce vinguieme Mars, mil sept cent seize.

(Signé)

BEGON.

PRIVILEGE

Exclusif des postes et passages accordé au Sieur Lanoullier, du 27e Janvier, 1721.

PHILIPPES DE RIGAUD &c. MICHEL BEGON, &c.

Ordonnances. 27 Jan. 1721. Vol. VII. Fol. 185. R°.

E Sieur Lanoullier nous ayant représenté que les lettres missives qui sont envoyées de Québec aux Trois Rivieres, et des Trois Rivieres à Montréal et celles qui viennent à Québec des dites villes, ne le sont que par des canots soit par occasion ou par exprès, ce qui est sujet à des dépenses considérables et à des retardements très préjudiciables au bien et au commerce de la colonie, et qu'il seroit avantageux qu'il sut établi dans ces trois villes des bureaux de postes, comme aussi des ménageries et autres voitures publiques, ainsi qu'ils le sont en France, offrant de faire ces établissements, s'il nous plait lui en accorder le privilege exclusif, pendant vingt années, et de faire à cet effet construire des bacs sur toutes les rivieres qui sont entre les dites villes de Québec et Montréal, d'une grandeur suffisante pour passer des bestiaux, chevaux, charettes et autres voitures, dont le péage lui sera payé suivant qu'il sera par nous taxé, nous demandant aussi qu'il soit désendu à toutes personnes de le troubler

troubler dans la jouissance du dit privilege, à peine de confiscation des chevaux et voitures, et de cinq cents livres d'amende, à lui applicable; à quoi ayant égard, attendu qu'il nous paroit qu'il est du bien de la colonie de favoriser cet établissement, Nous, sous le bon plaisir de sa Majesté, avons accordé et accordons au dit Sieur Lanoullier le privilege exclusif, pendant vingt années, pour tenir les postes pour lettres et couriers, tenir pareillement les ménageries et autres voitures publiques pour aller par terre de Quebec à Montréal, passant par les Trois Rivieres, et revenir de Montréal à Quebec, dont il sera payé suivant les taux qui en seront par nous faits, lui permettons d'établir des bacs, dans tous les lieux où ils seront nécessaires sur le dit chemin de Québec à Montréal, et d'en faire percevoir le droit de péage suivant le tarif qui en sera par nous réglé. Faisons défenses à toutes personnes d'entreprendre les postes ni autres voitures publiques pendant le cours du dit privilege, à peine de confiscation des chevaux et voitures, et de cinq cents livres d'amende, applicable au suppliant, qui sera tenu d'obtenir de sa Majesté la confirmation du dit privilege l'année prochaine, faute de quoi il en sera déchu, en témoin de quoi nous avons figné ces présentes, à icelles fait apposer les cachets de nos armes, et contresigner par nos secrétaires: fait et donné à Québec, le 27e Janvier, mil fept cent vingt et un.

Pour copie,

(Signé)

(Signé)

VAUDREUIL et BEGON. BEGON.

ORDONNANCE

Concernant les Perdrix, du 28e Janvier, 1721.

PHILIPPES DE RIGAUD, &c.

MICHEL BEGON, &c.

A YANT été informés que depuis le quinzieme Mars, jusqu'au quinzieme Juillet, il se fait une très grande destruction de perdrix dans le tems qu'elles s'accouplent, par la facilité qu'il y a de les tuer, faisant alors connoitre par leur battement d'ailes les endroits où elles sont, et pour empêcher la continuation de cet abus, dont s'ensuivroit infailliblement l'entiere destruction de ces oiseaux dans la colonie, ce qui priveroit le public d'une grande douceur pour la vie, Nous désendons à toutes sortes de personnes, de quelque qualité

Ordonnances. 28 Jan. 1721. Vol. VII. Fol. 31. R °. et condition qu'elles soient, de tuer des perdrix depuis le 15e Mars jusqu'au 15e Juillet, à peine de cinquante livres d'amende, applicable au dénonciateur; et pour ôter tout prétexte d'en tuer, nous désendons sous la même peine à toutes sortes de personnes d'en vendre ou acheter pendant le dit tems, et d'en apporter dans les villes ni autres lieux de cette colonie, et de les exposer en vente: Mandons aux officiers des jurisdictions des villes de Québec, des Trois Rivieres et de Montréal, et aux Capitaines de milice dans les cotes de cette colonie, de tenir, chacun en droit soi, la main à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera lue, publiée et affichée partout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore. Fait à Quebec, le vingt huitieme Janvier, mil sept cent vingt et un.

(Signé)

BEGON.

ORDONNANCE

Qui condamne le Seigneur de St. Pierre à rembourser les cens et rentes sur les terres où il a établi son moulin, et par remplacement à faire de nouvelles concessions dans l'endroit que choisiront les propriétaires des dites terres, du 11me Mars, 1723.

MICHEL BEGON, &c.

Ordonnances. 11 Mass, 1723 Vol, IX. Fol, 24. Ro.

VU notre Ordonnance du vingtieme Juin, mil sept cent vingt et un, rendue entre le Sieur Lévrard, maitre canonier entretenu en ce pays, propriétaire de la seigneurie de St. Pierre, d'une part, les nommés St. Marc et Pierre Rivard, habitants de Batiscan, le dit St. Marc faisant tant pour lui que pour Jean Baptiste Adam et le nommé Guillet, ses gendres, d'autre part, portant que dans un an du dit jour, les concessionaires de la dite seigneurie de St. Pierre

y tiendront feu et lieu, et faute par eux d'y avoir satissait, et le dit temps passé, permis au dit Sieur Levrard de les faire affigner par devant nous, pour voir ordonner que la réunion des terres qu'ils ont en la dite seigneurie sera faite au domaine d'icelle, et permis au dit Sieur Lévrard de les concéder à d'autres habitants, aux mêmes rentes et redevances, le rapport de Normandin, huissier, résidant à Batiscan, étant au bas de la dite Ordonnance, en date du vingt deux Septembre suivant, par lequel il paroit qu'il l'a lue, publiée et affichée, copie de la dite Ordonnance à la porte de l'église de Batiscan, où résident tous les dits concessionaires; autre rapport du dit Normandin, en date du vingt cinq Février dernier, des assignations par lui données à la requête du dit Sieur Lévrard, aux dits Pierre Rivard, St. Marc, Adam, et aux nommés François Frigeon, François Duclos, dit Carignan, Luc Proteau, Magdeleine Guillet, veuve de Robert Rivard, dit Loranger et Jean Baptiste Brassard dit Langevin, pour comparoir par devant nous ce jourd'hui à deux heures de relevée, et voir ordonner la réunion des terres qu'ils ont en la dite seigneurie de St Pierre au domaine d'icelle, faute par eux de n'y avoir point tenu feu et lieu dans l'an, conformément à notre dite Ordonnance, auxquelles affignations sont seulement comparus les dits Jean Baptiste Adam et Pierre Rivard, lesquels nous ont dit, favoir; le dit Adam qu'il comparoissoit tant pour lui que pour Jacques Massicot et François Carignan, habitants du dit Batiscan, comme fondé de leur pouvoir, en date du deuxieme du présent mois, qu'il nous a représenté, et nous a dit à son égard qu'il a fait environ cinq arpents de désert sur sa concession. avec une cabanne, en attendant qu'il ait les moyens de bâtir une maison, et que des le petit printems prochain, il doit traverser le fleuve pour aller travailler à continuer son désert, offrant de continuer de payer les cens et rentes comme il a fait par le passé, et pour les dits Massicot et Carignan que depuis cinq à six années le dit Sieur Lévrard s'est emparé de leur terre sans leur consentement, pour y construire son moulin, qu'ils n'ont pu par conséquent fatisfaire à notre Ordonnance du vingtieme Juin, mil sept cent vingt et un, nous demandant qu'il leur soit permis de rentrer sur leur terre pour pouvoir s'y établir, et qu'il nous plaise condamner le dir Sieur Levrard à leur rendre et restituer les rentes de la dite terre depuis le tems qu'il s'en est mis en posfession, lesquelles ils ont payées au procureur de la dite Masson jusqu'en l'année mil sept cent vingt deux, qu'elle est décédée, le dit Pierre Rivard aussi entendu, nous a dit que l'année derniere il a élevé sur sa concession une maison de piece sur piece, de vingt cinq pieds, pour laquelle il travaille actuellement à scier la planche pour faire sa couverture et le plancher; qu'il a effredoché environ deux arpents de désert, et qu'il compte cette année la mettre en valeur, et offre pareillement de payer les cens et rentes, comme il a fait par le passé, et par le dit Sieur Levrard a été dit qu'il a fait bâtir un moulin il y a cinq ans pour faciliter l'établissement de sa seigneurie, sur ce que les habitants qui y ont des concessions sur, lui avoient représenté que dès que

que ce moulin seroit bâti ils s'y établiroient, que ce moulin est en bon état et qu'il souffre un tort considérable de ce que les concessionaires n'y tiennent point feu et lieu; qu'à l'égard des défenses des dits Massicot et Carignan, et de leur demande pour la restitution des cens et rentes qu'ils ont payés au procureur de la dite Masson jusqu'en l'année mil sept cent vingt deux, qu'elle est décédé, il nous a dit que s'étant trouvé dans la nécessité d'élever un moulin dans sa seigneurie sur la demande des dits habitans, et ne trouvant point de lieu plus convenable pour placer le dit moulin que sur la terre des dits Massicot et Carignan, sur laquelle ils n'avoient fait aucun désert, il a été obligé pour l'atilité publique d'y établir son moulin, comme le lieu le plus propre de sa seigneurie, mais qu'il est prêt et offre de donner à chacun des dits habitants en remplacement de la dite concession, à chacun une concession de quatre arpents de front sur quarante de profondeur, dans tel endroit des terres non concédées qu'ils voudront choisir, en lui payant par arpent de front les mêmes cens et rentes que les autres habitants de sa seigneurie, offrant en outre de leur rembourser les cens et rentes qu'ils justifieront avoir payés à la dite veuve Masson, pour raison de la dite terre, depuis cinq ans qu'il s'est mis en possession, jusqu'au décès de la dite veuve Masson, persévérant au surplus dans les fins et conclusions de sa dite requête: Nous ordonnons que les dits Adam et Rivard continueront de travailler au défrichement de leur terre, et qu'ils s'y établiront incessamment, et faute par eux d'y avoir travaillé dans l'an et jour de la fignification qui leur aura été faite de la présente Ordonnance, permettons au dit Sieur Lévrard de les faire venir par devant nous, pour être par nous ordonné ce qu'il appartiendra, avons donné acte aux dits Massicot et Carignan des offres du dit Levrard, et en conséquence l'avons condamné de rembourser les cens et rentes qu'ils justifieront avoir payés à la dite veuve Masson, pour raiion de la dite terre depuis cinq ans qu'il s'en est mis en possession, jusqu'au jour du décès de la dite veuve Masson, et de leur concéder à chacun en échange de la dite terre que le dit Sieur Levrard a retirée, une terre de quatre arpents de front sur quarante de profondeur, dans tel lieu des terres non concédées de sa seigneurie qu'ils voudront choisir, aux mêmes cens et rentes que les autres habitants de la dite seigneurie, lesquelles concessions ils seront tenus de choisir dans trois mois au plus tard, du jour de la fignification à eux faite de la présente Ordonnance, et à condition qu'ils y tiendront aussi seu et lieu, et le dit temps passé, permettons au dit Sieur Lévrard de les faire venir pardevant nous, pour être ordonné ce qu'il appartiendra, avons donné défaut contre les nommés Saint Marc, François Frigeon, Luc Proteau, Madeleine Guillet veuve de Robert Rivard, dit Loranger, et Jean Baptiste Brassard, dit Langevin, désendeurs, non comparants, ni personne pour eux, et pour le profit, déclarons notre présente Ordonnance commune avec eux. Mandons, &c, fait à Québec, le onzieme Mars, mil sept cent vingt trois. (Signé) BEGON.

Qui enjoint à tous les propriétaires des terreins qui sont compris dans les fortifications de Montréal, faites et à faire, suivant le plan du Sieur Chaussegros de Lery, de fournir incessamment copie de leurs titres de propriété des dits terreins, et faute par eux de les lui avoir fournis dans la quinzaine, il ne sera point pourvû au remboursement, du 7e Août, 1726.

MICHEL BEGON, &c.

E TANT néceffaire que les propriétaires des terreins compris dans les fortifications de Montréal, faites et à faire, suivant le plan de Monfieur
Chaussegros de Léry, Ingénieur du Roi, fournissent des copies collationnées
par devant notaire, de leur titre de propriété, pour être pourvû au remboursement du prix des dits terreins; Nous ordonnons aux propriétaires des terreins
compris dans les fortifications de Montréal, faites ou à faire, suivant le plan
du Sieur Chaussegros de Léry, Ingénieur du Roi, de fournir incessamment
au Sieur Raimbault copie collationnée par un notaire de leur titre de propriété des dits terreins, et faute par eux de lui avoir fourni dans la quinzaine
du jour de la publication de la présente ordonnance, leurs dits titres de
propriété, il ne sera point pourvu au remboursement du prix des dits terreins;
et sera la présente ordonnance lue, publiée et affichée à Montréal, à ce que
personne n'en ignore. Mandons, &c. Fait à Québec, le septième Août, mil
sept cent vingt six.

(Signé)

BEGON.

7 Août, 1726. Vol. XI. Fol. 106, V°.

Ordonnances:

Au profit du Sieur Levrard, portant réunion au domaine de sa seigneurie de St. Pierre, des terres par lui concédées à différents habitants qui n'ont point tenu seu et lieu, du 8e Mai, 1727.

CLAUDE THOMAS DUPUY.

Ordonnances. 8 Mai, 1727. Vol. XII. Fol. 70. R °.

CUR la requête à nous présentée par le Sieur Levrard, Me. Canonier, entre-D tenu en ce pays, tant en son nom que comme pere et tuteur naturel des enfans mineurs, issus du mariage qui a été entre lui et seu Demoiselle Catherine Becquet, son épouse, la dite Catherine Becquet, héritière de Demoiselle Marie Becquet la sœur, décédée sans enfants, le dit Sieur Levrard ès dits noms, propriétaire du fief et seigneurie de St. Pierre, contenant qu'il auroit été concédé des terres dans la dite seigneurie à plusieurs habitants de ce pays, sçavoir, à Fean Baptiste Adam, une terre de huit arpents de front, sur quarante arpents de profondeur, en mil sept cent cinq, Joseph Moreau, une de six arpents, à Jean François Frigeon, une de cinq arpents, à la Veuve Moreau une de quatre arpents, en mil sept cent six, à Joseph Guillet ou Masson une de dix arpents, à Luc Proteau, une de six arpents, en mil-sept cent huit, aux droits duquel Proteau est Mathurin Lemay, depuis mil sept cent vingt trois; à la Dame Lorangé, une de quatre arpents, en mil sept cent quinze, à Pierre Perot une de quatre arpents, en mil sept cent vingt et un, à Facques Courteaux, une de quatre arpents, à Antoine Trotié, une de huit arpents, en mil sept cent vingt deux, à Augustin Moran, une de quatre arpents, à Paul Lécuier une de quatre arpents, en mil sept cent vingt trois, au nommé Fonville, une de quatre arpents, à Joseph Rouillard, une de quatre arpents, au nommé François Rouillard, une de quatre arpents, en mil sept cent vingt quatre, toutes les dites concessions sur quarante arpents de profondeur, lesquels habitants n'y tiennent point seu et lieu, quoiqu'ils y soient obligés par leurs contrats, et jouissent depuis longtems des dites terres, sans y être établis et y avoir sait aucuns travaux, ou du moins peu de chose, leur intention étant seulement d'en détériorer les bois, ce qui le met hors d'état d'entretenir le moufin qu'il a fait bâtir dès l'année mil sept cent dix-sept, qui lui coute plus de quinze mille

mille livres, et lui cause sa ruine totale, ne tirant aucune utilité de ses travaux sur cette seigneurie, saute par les dits habitants de s'y être établis, ce qui est contraire aux intentions de Sa Majesté et à l'arrêt du Conseil d'Etat, du onze Juillet, mil sept cent onze, qui enjoint aux habitants qui possedent des terres dans les seigneuries d'y tenir seu et lieu dans l'an et jour, faute de quoi, les terres seront réunies aux domaines des seigneurs, sur les certificats des curés des lieux, et capitaines des côtes; qu'il s'est pourvu de Messieurs Raudot et Bégon, Intendants en ce pays, à l'effet de faire par eux ordonner la réunion à son domaine des terres non habitées, pour raison de quoi il a obtenu plusieurs ordonnances de mes dits Sieurs, notamment, celle de Me. Bégon, en date du onze Mars, mil sept cent vingt trois, par laquelle il a été ordonné aux habitants lors présents, de tenir feu et lieu sur leurs habitations dans l'an et jour, faute de quoi faire, et le dit temps passé, à lui permis de les faire venir par devant mon dit Sieur Bégon, pour être ordonné ce qu'il appartiendroit, et en outre a été donné défaut contre plusieurs autres habitants non comparants, et pour le profit du dit défaut, la dite ordonnance a été déclarée commune avec eux, nous demandant le dit Sieur Levrard, attendu que les dits habitants n'ont point satisfait au dit arrêt du Conseil d'Etat du Roi, et aux ordonnances de mes dits Sieurs Raudot et Bégon, qu'il nous plût lui permettre de faire assigner pardevant nous à tel jour qu'il nous plaira indiquer, tous les dits habitants pour voir ordonner, que les terres qu'ils possedent dans la dite seigneurie seront réunies à son domaine, pour par lui en disposer en faveur d'autres habitants qui les demandent avec empressement, vu la dite requête, ensuite de laquelle est notre ordonnance en date du quatre Avril dernier, par laquelle nous avons permis au dit Sieur Levrard de faire affigner les dénommés en la dite requête, pour comparoitre en notre Hôtel le premier de ce mois, sans autre délai, la signification faite de la dite requête et ordonnance par Rouillard St. Sire, huissier en la jurisdiction des Trois Rivières, les douze et seize du dit mois d'Avril, à chacun des dénommés en la dite requête, avec assignation à comparoir par devant nous le dit jour, premier de ce mois, pour répondre sur le contenu en la dite requête, et voir ordonner ce que de raison. Vû aussi le titre de concession, en date du vingt sept Avril, mil six cent quatre-vingt trois, par lequel Messieurs De la Barre et Demeulles, Gouverneur Général et Intendant en ce pays, ont donné et concedé aux dites Demoiselles Marie et Catherine Becquet, une étendue de terre, de deux lieues ou environ sur le Fleuve St. Laurent, du côté du sud, et tout ce qui se rencontre entre la Seigneurie de Gentilly et celle de Deschaillons, avec les isles et battures au devant du dit espace, en titre de fief et seigneurie, haute, moyenne et basse justice, avec droit de chasse et de pêche dans la dite étendue, pour en jouir par elles, leurs hoirs et ayants cause, aux charges portées par le dit titre, notamment de tenir et faire tenir par leurs tenanciers feu et lieu sur les concessions qu'elles leur accorderont dans l'an et jour, et à faute de ce faire, qu'elles rentreront de Mm plein

plein droit en possession d'icelles, l'ordonnance rendue par mon dit Sieur Raudot, Intendant en ce pays, le neuf Mars, mil sept cent huit, par laquelle mon dit Sieur Raudot, ayant égard à la demande du dit Sieur Levrard, en déguerpissement, a condamné Gilles Masson et Jeanne Gauthier, sa femme, à déguerpir de la dite terre, fief et seigneurie de St. Pierre, circonstances et dépendances d'icelle, et de tout ce qui est entre le fief de Gentilly et le fief Deschaillons appartenant à la dite défunte Demoiselle Catherine Becquet, épouse du dit Sieur Levrard, et défunte Demoiselle Marie Becquet sa sœur, suivant le dit titre de concession à elles faite par mes dits Sieurs De la Barre et Demeulles ci-dessus daté, dont il a adjugé la propriété au dit Levrard, à la charge néanmoins, et du consentement du dit Sieur Levrard, que le dit Masson et sa femme en jouiroient leur vie durante, et que l'habitation de dix arpents de front par eux concédée à Pierre Masson leur fils lui demeureroit en propriété, aux clauses et conditions portées par la dite concession, avec défenses faites au dit Masson de faire à l'avenir aucune concession dans la dite seigneurie, sans le consentement du dit Sieur Levrard, auquel il a été permis d'en faire à qui bon lui sembleroit. Autre Ordonnance rendue par mondit Sieur Raudot, le vingt quatre Juin, mil sept cent onze, par laquelle, sur l'exposé du dit Sieur Levrard, que le dit Gilles Masson se croyant propriétaire de la susdite seigneurie, auroit concédé à Pierre Masson, son fils, deux habitations, l'une de vingt un arpens de front, et l'autre de dix arpents, sur la prosondeur de la dite seigneurie, ce que le dit Sieur Levrard auroit ignoré, lorsqu'il s'est pourvu en déguerpissement devant mondit Sieur Raudot, la femme du dit Gilles Masson ayant exposé alors qu'ils n'avoient donné au dit Pierre Masson, leur fils, qu'une concession de dix arpents, sur lequel faux exposé, il auroit été ordonné, du consentement du dit Sieur Levrard, que l'habitation de dix arpens resteroit au dit Pierre Masson, aux clauses et conditions portées par son titre de concession, mondit Sieur Raudot, en expliquant sa dite Ordonnance du dit jour neuf Mars, mil sept cent huit, et en y ajoutant, auroit ordonné que la dite habitation de dix arpens concédée au dit Pierre Masson, et celle de vingt un arpens, laquelle il a réduite, du consentement des parues, à six arpens, appartenante à Luc Proteau, étant aux droits du dit Pierre Masson, leur deme reroient en propriété, les ayant réduites toutes deux à quarante arpens de profondeur, à la charge qu'elles demeureront chargées suivant leur étendue, des cens et rentes, ainsi et telles qu'elles se payent dans la seigneurie de Batiscan; copie de l'arrêt du Conseil d'état du Roi, du fixieme Juillet, mil sept cent onze, régistré au Conseil Supérieur de ce pays, le cinquieme Décembre, mil sept cent douze, par lequel sa Majesté a ordonné que dans un an du jour de la publication du dit arrêt pour toute préfixion et délai, les habitans de la Nouvelle France qui n'habitent point sur les terres qui leur ont été concédées seront tenus d'y tenir seu et lieu et de les mettre en valeur, faute de quoi et le dit tems pallé, veut la Majesté que, sur les certificats des Curés et des capitaines.

de la côte, comme les dits habitans auront été un an sans tenir feu et lieu sur leurs terres, et ne les auront point mises en valeur, ils soient déchus de la propriété, et icelles soient réunies au domaine des seigneuries, sur les ordonnances qui seront rendues par le Sieur Bégon, Intendant, laquelle copie d'arrêt a été lue, publiée et affichée à la requête du dit Sieur Levrard, où besoin a été, issue de grande messe paroissiale de Batiscan, le trente Janvier, mil sept cent dixhuit, par Trottain, Notaire Royal au dit lieu, à défaut d'huissier; Ordonnance de Monsieur Begon, du vingt cinq Février, mil sept cent quatorze, étant en fin de requête à lui présentée le dit jour par le dit Sieur Levrard, par laquelle, sur l'exposé en la dite requête, mondit Sieur Bégon a ordonné que toutes les terres qui se trouveront concédées par le dit Gilles Masson contre et au préjudice de la dite Ordonnance de Monsieur Raudot, du dit jour neuf Mars, mil sept cent huit, demeureront réunies au domaine de la dite seigneurie, a condamné les dits habitants à prendre titre nouveau du dit Sieur Levrard, aux simples redevances de vingt sols, un chapon vif pour chacun arpent de front sur quarante de profondeur, et six deniers de cens pour toute la dite concession, de tenir feu et lieu sur les terres à eux concédées suivant les intentions de sa Majesté, faute de quoi, permis au dit Sieur Levrard, de les faire réunir à son domaine; requête présentée à mon dit Sieur Bégon le dixieme Mars, mil sept cent dixneuf par le dit Sieur Levrard, par laquelle il conclud à ce qu'attendu le long tems que les habitants y nommés possedent des habitations, fans s'y être établis, ni avoir fait aucuns travaux, il plût à mon dit Sieur Bégon, pour éviter la ruine totale, ordonner aux dits habitants, conformément aux intentions de sa Majesté, de tenir seu et lieu sur les terres à eux concédées dans le tems qui seroit par lui ordonné, faute de quoi et le dit tems passé, que les dites concessions demeureroient réunies de plein droit à son domaine, pour par lui en pouvoir disposer en faveur des habitants qui les lui demandent, aux redevances portées par l'arrêt du Conseil d'Etat, ensuite de laquelle requête est l'Ordonnance de mon dit Sieur Bégon du dit jour dixieme Mars, mil sept cent dixneuf, portant soient parties appellées pour en venir le vingt Juin lors prochain, pour répondre aux demandes du dit Sieur Levrard. Autre requête présentée à mondit Sieur Bégon le quatorze Mai, mil sept cent vingt et un, aux mêmes fins, ensuite de laquelle est l'Ordonnance de mondit Sieur Bégon en date du dit jour, portant soient parties appellées pour en venir le vingt Juin suivant. Ordonnance rendue par mondit Sieur Bégon le vingt Juin, mil sept cent vingt un, par laquelle mondit Sieur Bégon a ordonné que dans un an du dit jour vingt Juin, les concessionaires de la dite seigneurie de St. Pierre y tiendront feu et lieu, et faute par eux d'y avoir satisfait, et le dit temps passé, permis au dit Sieur Levrard de les faire assigner par devant mon dit Sieur Bégon, pour voir ordonner que la réunion des terres qu'ils ont en la dite seigneurie sera faite au domaine d'icelle, et permis Mm 2

au dit Sieur Levrard de les concéder à d'autres habitants, aux mêmes rentes et redevances, la dite Ordonnance lue et publiée à la porte de l'église de Batiscan, issue de grande messe, le vingt un Septembre de la dite année, mil sept cent vingt un, par Normandin, Notaire au dit lieu, à défaut d'huissier, exploit d'affignation donné à divers habitants par le dit Normandin, le vingt cinq Février, mil sept cent vingt trois, aux fins de la dite Ordonnance du dit jour vingt Juin, mil sept cent vingt un, Ordonnance rendue par mondit Sieur Bégon, le onze Mars, mil sept cent vingt trois, par laquelle, sur l'exposé du dit Sieur Levrard, et réponse de Jean Baptiste Adam et Pierre Rivard, seuls comparans pour lors, mondit Sieur Bégon a ordonné que les dits Adam et Rivard continueront de travailler au défrichement de leurs terres, et qu'ils s'y établiront incessamment, et faute par eux d'y avoir travaillé dans l'an et jour de la fignification qui leur seroit faite de la dite Ordonnance, permis au dit Sieur Levrard de les faire venir par devant mon dit Sieur Bégon, pour être par lui ordonné ce qu'il appartiendroit, et par laquelle Ordonnance a été accordé défaut au dit Sieur Levrard contre les autres habitants dénommés en icelle, et pour le profit, la dite Ordonnance déclarée commune avec eux, la dite Ordonnance fignifiée à parties à la requête du dit Sieur Lévrard le vingt Avril de la dite année mil sept cent vingt trois par le dit Normandin, avec fommation de satisfaire au contenu d'icelle, rapport d'assignations données le premier Juillet, mil sept cent vingt six, à la requête du dit Sieur Levrard, par le dit Normandin, à Fean Adam et à Foseph Guillet St. Marc, à comparoir devant mondit Sieur Bégon, du mardi lors prochain en quinze jours, aux fins de la susdite Ordonnance, et une liste des noms des habitants qui possedent des terres dans la dite seigneurie, et qui n'y tiennent ni seu ni lieu, ensuite de laquelle sont les certificats du Sieur Lefebure, Curé de Batiscan, desservant par voie de mission la dite seigneurie de St. Pierre, et du Sieur Marchand, capitaine de milice du dit Batiscan, en date des trente et trente un Août, mil sept cent vingt six, contenant que les dénommés en la dite liste qui possedent des terres dans la dite seigneurie de St. Pierre, depuis quinze à vingt ans, n'y ont tenu et ne tiennent ni feu ni lieu. Tout vu et considéré, Nous, attendu que les dénommés en la dite requête du dit Sieur Levrard, assignés pour comparoitre et répondre par devant nous aux fins de la dite requête, le premier du présent mois de Mai, en vertu de notre Ordonnance du quatre Avril précé. dent, par le susdit exploit des douze et seize du dit mois d'Avril, étant ensuite des dites requête et Ordonnance, n'ont comparu sur les dites affignations, ni perfonne pour eux, et que nonobstant tous les délais de grace à eux accordés pour venir s'établir, ils n'ont daigné le faire ni de répondre à justice ; avons accordé défaut au dit Sieur Levrard, et en conséquence ordonnons que, conformément au dit arrêt du Conseil d'Etat du onze Juillet, mil sept cent onze, enrégistré au Confeil Supérieur de la Nouvelle France, le cinq Décembre.

cembre, mil sept cent douze, les terres concédées tant par le dit Sieur Levrard ès noms qu'il a procédé que par ses auteurs, au dit Jean Baptiste Adam, Jo. seph Moreau, Jean François Frigeon, à la veuve Moreau, Joseph Guillet ou Masson, Luc Proteau, aux droits duquel Proteau est Mathurin Lemay, à la dame L'orangé, Pierre Perrot, Jacques Courteaux, Autoine Trottier, Augustin Moran, Paul Lécuyer, au nommé Fonville, Joseph Rouillard et à François Rouillard, demeurant des à présent réunies au domaine de la dite seigneurie de St. Pierre, faute par les dits dénommés d'avoir tenu feu et lieu sur les dites terres à eux concédées, conformément au dit arrêt du Conseil d'Etat; déclarons les contrats et autres écrits qui pourroient leur avoir été faits par le dit Sieur Levrard ou ses auteurs, portant concessions des dites terres, nuls et comme non avenus, ordonnons en outre qu'en conféquence de la présente réunion, il sera loisible au dit Sieur Levrard, ou à ses ayans causes de concéder de nouveau les dites terres, conformément au dit arrêt du Conseil d'Etat du onze fuillet, mil lept cent onze, et suivant les conditions portées en icelui; et aussi que, conformément au dit arrêt, les nouveaux concessionaires seront tenus de tenir seu et lieu sur les dites terres dans l'année, et commenceront à les déserter et cultiver aussi dans l'année, sans quoi nous déclarons aussi dès à présent nuls les contrats qui en pourroient être faits, et ce suivant les intentions et la volonté du Roi, expliquées au dit arrêt de son Conseil d'Etat. Faisons très expresses défenses aux défaillants de s'opposer en façon quelconque à la mise en possession qui sera faite par le dit Sieur Levrard de ceux à qui il concédera de nouveau les dites terres, sous peine d'être responsables des dommages et intérêts, tant du dit Sieur Levrard que de ses nouveaux concessionaires, condamnons les dits défaillants aux dépens légitimement faits par le dit Sieur Lévrard, ès dits noms, contre eux, pour les obliger à s'habituer sur les dites terres, et en ceux aussi par lui faits pour parvenir à la présente réunion. Mandons, &c. fait en notre Hôtel, à Quebec, le huit Mai, mil sept cent vingt lept.

(Signé)

DUPUY.

Qui enjoint à la dame Religieuse dépositaire du bien des pauvres de l'Hôtel Dieu, d'en rendre compte, du 7e Juin, 1727.

CLAUDE THOMAS DUPUY.

Ordonnances.
7 Juin. 1727.
Vol.XII.Fol.
98. R °.

A Communauté des Religieuses de l'Hôtel Dieu, établies en cette ville de Québec, pour y desservir et soigner l'hôpital de la dite ville, connu sous le nom d'Hotel Dieu, et fondé par Madame la Duchesse D'aiguillon, nous ayant présenté leur requête au sujet d'une muraille qu'elles ont entrepris de faire pour clôre un jardin, lequel appartient aux pauvres du dit hôpital, ce qui seroit plus utile pour les pauvres que le mur que les dites Religieuses veulent faire, qui les constituent en une dépense de déniers, dont il ne procédera aucune utilité, au lieu que la concession qu'elles feroient des dits terreins donneroit tous ensemble aux pauvres le revenu des prix auxquels séroit vendu chacun des dits terreins, et feroit pour le reste du jardin des pauvres une clôture aux dépens des particuliers acquéreurs, dont par conséquent les pauvres ne feroient ni les frais ni les avances, sur quoi les dites Religieuses, qui ont jusqu'ici reçu le revenu du dit jardin et des autres biens et deniers appartenants aux pauvres, lesquels sont distincts et séparés des revenus qui appartiennent en particulier à leur communauté, insistant par leur requête, à ce qu'il leur foit permis d'élever et construire le dit mur; nous, avant faire droit sur la dite requête, dont l'original restera déposé au Greffe de l'Intendance, avons ordonné que dans l'espace de trois semaines, pour toute préfixion et délai, la Sœur Marie André de Ste. Héleine, Dépositaire des pauvres, se mettra en état de nous rendre compte, non seulement de ce qui a été trouvé au dépot, soit en argent soit en marchandises, lors de la mort de la Sœur de l'Assomption, précédente dépositaire du dit Hôpital, de quoi elle sera tenue de représenter ses régistres, et de se purger par serment en cas que cela soit trouvé nécessaire, mais encore des autres deniers et effets qu'elle peut avoir pour le présent ou avoir eus entre les mains et appartenants aux pauvres, et ce au jour qu'elle nous dira le dit compte être prêt, ce qui sera par nous choisi, pour être le dit compte rendu, tant en présence de Monsseur l'Evêque de Quebec Quebec et des chefs de la direction qui se trouveront présents, que des administrateurs et autres que nous nommerons pour être présents au dit compte. Mandons, &c. fait en notre hôtel, à Québec, le 72 Juin, 1727.

(Signé)

DUPUY.

ORDONNANCE

Pour Monsieur Resche, Curé de St. Antoine, contre les habitants de sa Paroisse, au sujet des dixmes, du 21 Août, 1727.

CLAUDE THOMAS DUPUY

SUR les plaintes qui nous été faites par le Sieur Resche, Curé, désservant les paroisses de St. Antoine, de la Seigneurie de Tilly, et l'annexe de Bonsecour, que plusieurs habitants des dites paroisse et annexe, refusent de lui payer les dixmes qui lui sont légitimement dues, même les droits de sépulture et autres dus pour l'administration des sacremens. Nous, considérant qu'aucun habitant ne peut se dispenser d'acquitter les dixmes qu'il doit à son Curé, comme aussi les droits de sépulture et autres, Ordonnons que tous les habitants de la dite Paroisse de St. Antoine de Tilly, et dans l'étendue de la dite annexe de Bonsecours, auffi desservie par le dit Sieur Resche, ensemble ceux qui font valoir des terres sur le territoire des dites paroisse et annexe, lesquels n'ont point d'habitation ni de résidence sur les dites terres, payeront régulierement par chaque année sans aucune fraude, retranchement ni diminution, les dixmes dues au dit Sieur Resche, Curé, tant pour l'année présente, que pour ce qui en peut être dû du passé, et que ceux qui ont leur domicile dans l'étendue des dites paroisses. payeront les droits de sépulture et autres dus au dit curé, tant pour eux que pour les leurs, pour l'administration des sacrements, à peine d'y être contraints par toutes voies dues et raisonables, et encore à peine de vingt livres d'amende, applicable à la fabrique de la dite paroisse de St. Antoine, dont les marguilliers fe chargeront en recette, et dont ils seront responsables en leurs propres et privés noms, par faute de poursuite et diligence de leur part, ordonnons que notre présente ordonnance sera lue et publiée en la dite paroisse, issue de messe paroiffiale

Ordonnances. 21 Aout, 1727. Vol. XII. Fol. 146. R °. paroissiale. Mandons, &c. sait en notre hôtel, à Québec, le vingt un Août, mil sept cent vingt sept.

(Signé)

DUPUY.

ORDONNANCE

Qui condamne les habitants de Bellechasse à payer leurs cens et rentes seigneuriales, conformément à leurs contrats, nonobstant la réduction du quart mentionné en l'article 9 de la déclaration du Roi, du 5 Juillet, 1717. du 16 Novembre, 1727.

CLAUDE THOMAS DUPUY.

Ordonnances. 16 Nov. 1727. Vol.XIII.fol. 33. R°.

I E Sieur Nicolas Blaise Debergeres de Rigauville, Ecuyer, Seigneur de Bellechasse, Lieutenant d'une compagnie des troupes entretenues pour le service du Roi en cette colonie, nous ayant supplié de lui accorder notre ordre pour faire approcher les nommés Antoine Blay, Jean Nadeau, la Veuve d'Augustin Guignard, Pierre Gagnier, Pierre Blay, pere, et François Butteaux, tous habitants de la dite Seigneurie de Bellechasse, lequel ordre nous lui aurions délivré, le six du présent mois, portant que les dits sus-nommés se rendroient en cette ville et comparoitroient en notre hôtel et par devant nous ce jourd'hui, pour répondre aux demandes du dit Sieur De Rigauville, le dit ordre à eux fignifié par Michon, huissier en la prévoté de Québec le dix de ce dit mois; en conséquence du quel ordre deux des dits habitants, sçavoir, le dit Pierre Blay, pere, et le dit Antoine Blay, par son fils, ont seulement comparu par devant nous en présence du dit Sieur De Rigauville, lequel, sur le resus que font tous les dits sus-nommés de lui payer les arrérages de rentes seigneuriales qu'ils lui doivent, conformément à leurs contrats, pour les concessions de terres qu'ils tiennent de lui ou de ses auteurs, nous a demandé de les condamner au payement

payement des dites rentes du passé jusqu'à ce jour, conformément à leurs contrats, tant en argent qu'en chapons, pour raison des dites concessions, contre laquelle demande les dits Pierre Blay, pere, et le dit Antoine Blay, par son fils, ont répondu qu'ils n'ont pas refusé jusqu'à présent de satisfaire à ce qui est porté par les contrats de concessions à eux faits des terres dont ils jouissent, et de payer tous les ans à leur seigneur ce qui est porté dans les dits contrats, qu'ils en ont payé les arrérages en leur entier, jusqu'à l'extinction de la monnoie de cartes, la quelle a cessé d'avoir cours en ce pays, en conséquence de la déclaration du Roi, du cinq Juillet, mil sep tcent dix-sept, rendue pour l'extinction de la dite monnoie, et enrégistrée au Conseil Supérieur de la Nouvelle France, le 11e Octobre de la même annéee, mais comme on leur a dit que sa Majesté ordonne entr'autres choses par cette déclaration que les arrérages des dites rentes payables à l'avenir en monnoie de France, comme la seule qui doive présentement avoir cours en cette colonie, puissent être acquittés à la déduction d'un quart, ils concluent à ce qu'il nous plaise ordonner qu'ils ne payeront les dits arrérages échus et à échoire que sur le pied de la déduction de ce quart, à compter de la dite année 1717, dont ils vont rapporter l'extrait pour leur servir de défense,

OUIS, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Les inconvénients que la monnoie de cartes causent dans notre Colonie de Canada, nous a fait prendre la résolution de la faire retirer entierement, à moitié de sa valeur, ainsi qu'il a déjà été pratiqué depuis l'année 1714; Nous nous sommes déterminés aussi de faire fabriquer pour la derniere fois dans la dite Colonie de Canada, une certaine quantité de monnoie de cartes pour satisfaire aux dépenses payables par le trésorier général de la marine, des six derniers mois de l'année derniere, et des six premiers mois de la présente, comme aussi de réduire la valeur de toute la monnoie de cartes sur le même pied qu'elle sera reçue chez le trésorier, d'ordonner que les espèces de France auront à l'avenir une valeur égale dans la colonie que dans notre royaume, et d'abolir dans la dite colonie la monnoie du dit pays, ce qui convient également au bien de notre état, à celui de notre dite colonie de Canada, et au commerce général.

ART. VIII. Comme la monnoie du pays qui a été introduite dans le Canada, n'est d'aucune utilité à la colonie, et que les deux sortes de monnoie dans lesquelles on peut stipuler, causent de l'embarras dans le commerce, Nous avons abrogé et abrogeons dans le Canada la monnoie dite du pays, et en conséquence voulons et nous plait que toutes stipulations de contrats, redevances, baux à serme et autres affaires généralement quelconques, se fassent N n

à commencer de l'enrégistrement des prélentes au Conseil Supérieur de Québec, sur le pied de la monnoie de France, de laquelle monnoie il sera fait mention dans les actes ou billets après la somme à laquelle le débiteur se sera obligé, et que les especes de France ayent dans la dite colonie de Canada la même valeur que dans notre royaume.

IX. Voulons que les cens, rentes, redevances, baux à ferme, loyers et autres dettes qui auront été contractées avant l'enrégistrement des dites patentes, et où il ne sera point stipulé monnoie de France, puissent être acquittées avec la monnoie de France, à la déduction du quart, qui est la réduction de la monnoie du pays en monnoie de France, contre lesquelles défenses le dit Sieur de Rigauville a répondu que la déclaration du Roi alléguée et rapportée par extrait par ses habitants, ne leur donne aucun droit de conclure à ce que les cens et rentes qu'ils lui doivent soient réduites d'un quart, que sa Maiesté ne l'a aucunement ordonné par cette déclaration ni par aucune autre dont il ait connoissance. Qu'il est bien vrai que par l'article neuf de la declaration du cinq Juillet, 1717, sa Majesté, en rappellant toutes les natures de dettes qui se peuvent contracter, comme cens, rentes seigneuriales, rentes foncieres, arrérages de rentes constituées à prix d'argent, loyers de maisons, baux à ferme, obligations, promesses et autres engagements de toute nature. sa Majesté a bien ordonné que toutes ces sortes de dettes et autres, telles qu'elles fussent, seroient dorénavant payées avec la monnoie de France à la réduction du quart, c'est-à-dire avec cette monnoie remise à sa valeur primitive et naturelle, dépouillée, diminuée et destituée du quart en sus dont on l'avoit enslée et fait valoir en Canada, au par dessus de ce que vaut la monnoie en France, comme il est parsaitement expliqué dans le même article neuf par ces mots qui suivent, en quoi consiste la réduction de la monnoie du pays en monnoie de France, ce qui n'indique autre chose que la réduction de la diminution de la monnoie, et nullement la réduction et la diminution du fonds des dettes et des obligations, étant sensible tant par l'intitulé de cette déclaration que par son préambule, et par la disposition de ses articles, et notamment par l'Article 8. de cette même déclaration, qu'elle n'a été donnée que pour éteindre la monnoie de cartes en Canada, et y abolir la différence du quart en sus, qui s'y étoit introduite entre la valeur que la monttoie avoit en France et celle que la monnoie avoit en Canada, mais non pas pour faire aucune réduction ou remise en tout ou en partie des dettes contractées dans la Colonie, qui est une chose à laquelle le Roi ne touche jamais, le Roi regardant les dettes respectives de ses sujets comme leurs affaires particulieres entr'eux, et comme des conventions résultantes des contrats et quasi contrats qui sont des loix sacrées parmi les hommes, auxquelles il n'y a jamais que les parties intéressées qui, de gré-à-gré puissent porter atteinte; l'engagement qui

qui en résulte étant d'autant plus inviolable et d'autant plus indispensable dans son accomplissement, qu'il y a eu plus de liberté dans le principe pour faire ou pour ne pas faire les conventions, et que toutes les loix qui ont été imaginées par les hommes, et dont on use journellement dans l'exercice de la juftice, ne sont faites que pour donner à celles que les hommes, se sont imposées entr'eux, toute leur force et vigueur, et pour en affurer l'entiere exécution, ce qui est si vrai que le Prince n'accorde jamais le secours et le bénéfice de ses lettres que pour la simple surséance des actions et des poursuites, et non pour la remise et la restitution des dettes, à moins qu'il n'y ait eu entre les parties. du dol, de la surprise, et de la circonvention, non pas que le Sieur de Rigauville, qui respecte l'autorité du Roi, et qui en connoit toute l'étendue, doute que le Prince ne puisse, en certain cas, et pour des considérations très importantes, changer quelque chose à la nature des engagements, mais il croit pouvoir sur cela avancer deux choses; la premiere que ce ne seroit que dans des cas bien extraordinaires, comme pourroit être celui de la ruine totale d'un pays dévasté et désolé par les guerres, à la suite desquelles personne ne seroit plus en état de satisfaire à ses dettes, dans lequel cas on entreroit encore en considération de la nature des dettes, pour ne pas confondre avec celles où le créancier auroit pû se prévaloir du besoin de son débiteur, celles qui ont un principe aussi légitime, aussi simple et aussi favorable que l'est la redevance seigneuriale, qui est une dette qu'on peut dire respectable au dessus de toute autre, puisque c'est la condition sans laquelle le seigneur n'auroit pas mis sa terre hors de ses mains, cas auquel le seigneur fait toujours ici l'avantage du tenancier, puisqu'en lui donnant un effet précieux par lui même, lequel a toujours un prix certain, et une valeur assurée, le seigneur n'en retire jamais une reconnoissance proportionnée à la valeur de la chose dont il se dépouille, d'où vient que dans les réductions qui se font quelques fois en justice des rentes excessives, on n'y a jamais compris les rentes d'héritages, et à plus forte raison, les rentes seigneuriales, étant de principe que les choses immobiliaires ne sont point sujettes à réduction. et qu'au sujet des lettres d'état du Roi, accordées à ceux qu'il occupe ou qu'il envoye pour son service particulier dans les occasions même les plus pressantes, et les plus intéressantes, lesquelles lettres ne sont pourtant jamais par elles mêmes que des lettres de surséance, il a été expressément ordonné par déclaration du vingt troisième Octobre, mil sept cent deux, qu'elles n'auroient aucun effet contre les rentes foncieres et les rentes seigneuriales, qui doivent avoir encore plus de faveur en Canada qu'en aucun lieu du monde, puisque le Roi ayant voulu, pour un plus prompt établissement du pays, que les seigneurs y donnassent les terres à bas prix, il n'est presque point de terre qui soit donnée à plus d'un sol par arpent en superficie et à un denier de cens, et qu'il en est au contraire un très grand nombre qui sont données pour Nn 2

fix deniers l'arpent seulement, quoiqu'elles soient chargées de belles forêts. dont la coupe est le premier fruit que les concessionaires en retirent en un pays où le bois à bruler se vend dès à présent considérablement la corde, indépendamment du bois d'écarissage et du bois de construction, qui fait à présent le principal fruit du pays, et qu'ils ont pour rien, de sorte qu'il ne seroit ni juste ni naturel de réduire d'un quart, ainsi qu'on le prétend faire, une redevance si modique, qui est plutôt donnée in recognitionem Domini, et pour la marque de la directe seigneurie, que pour faire un revenu de quelque considération au seigneur, qui, de sa part, est assujetti à une bien plus grande charge que son tenancier, puisque sous peine de voir réunir sa terre au domaine du Roi, il est obligé à la construction et à l'entretien d'un moulin à bled, pour la commodité de ses habitants, qu'il est de plus obligé de contribuer à la bâtisse et aux réparations d'une église, à l'entretien des chemins, à des gages de juges et officiers et autres charges qu'impose la directe seigneurie, de sorte qu'en réfléchissant sur toutes les charges et obligations du seigneur, on ne peut regarder que comme une espèce de dérission la proposition que l'on fait aujourd'hui de diminuer un quart sur les rentes seigneuriales, puisque toutes n'allant qu'à un sol par arpent, et un grand nombre, à fix deniers seulement, il n'y auroit plus d'autre parti à prendre, après une telle extrêmité, que de les donner pour rien, ce qui n'a jamais été l'intention du Roi, dont la vue, au contraire, a été de distribuer et de donner les terres en fiefs en Canada, comme elles l'ont été en France, d'y ériger même des fiefs de dignité, et de s'y former une noblesse attachée et sidelle à son service, toujours prête à prendre les armes pour la défense du pays, et capable d'y soutenir et d'y contenir les peuples en la personne de leurs vassaux. La seconde observation que le Sieur De Rigauville prétend établir, c'est que si l'intention de sa Majesté eut été de réduire les dites * dans le Canada à l'occasion de l'extinction de la monnoie de cartes et du rétablissement d'uniformité entre la monnoie en Canada et la monnoie en France, sa Majesté l'eut fait non par une simple déclaration, ainsi qu'on voudroit faire croire que le Roi l'a fait, mais bien par un édit, qui étoit le seul acte émanant de l'autorité royale, capable de produire un tel effet, étant nécessaire de distinguer dans quelle forme le prince a coutume d'établir sa volonté souveraine, toutes les fois qu'il veut créer ou détruire quelque chose dans ses états, ainsi qu'il en a véritablement la puissance, laquelle il ne tient que de Dieu et de sa couronne, mais d'autant que ce droit de créer ou de détruire, imite plus parfaitement la puissance suprême, il faut aussi que le prince en pareil cas, use du plus grand effort de son pouvoir; or l'on doit savoir que l'acte le plus puissant dont use le Roi est un édit, c'est de toutes les lettres du Prince

^{*} Il paroit y avoir ici une omission dans le Régistre.

celles qui portent le plus éminemment le caractère de sa pleine puissance et de son autorité royale, c'est toujours par un édit qu'il créé, ou qu'il détruit. c'est par un édit, qu'il établit ou qu'il révoque, qu'il autorise ou qu'il annulle, et il ne le fait jamais, pourquoi que ce soit, qu'il ne l'annonce auparavant par le préambule de ses édits, lesquels contiennent les raisons de justice ou de nécessité indispensables pour lesquelles il fait ses loix et ses établissements; pour ce qui est des déclarations du Roi, leur nom explique leur usage, elles servent à déclarer plus particulièrement la volonté du prince sur l'exécution, ou la modification de ses édits et de ses ordonnances; elles sont données après les édits, pour les intreprêter, les changer, les diminuer ou les entendre; de même que les arrêts du conseil sont rendus en conséquence des édits, et des déclarations, pour décider entre des particuliers, les cas douteux ou imprévus, et les incidents finguliers qui arrivent à ceux que concerne l'exécution des édits et des déclarations; c'est ainsi que par différents genres de lettres du prince, lesquelles ne se confondent jamais, le Roi établit ses loix et donne le moyen de les exécuter et de les faire observer; c'est par un édit que le Roi créé une nouvelle monnoie, c'est aussi par un édit qu'il créé des jurisdictions, des charges et des offices; c'est par un édit qu'il créé des rentes et qu'il en établit le denier, chacune de ces choses exigeant du prince un nouvel édit fitôt qu'il veut abroger, supprimer, révoquer, étendre et annuller, parcequ'il faut que tout se résolve par les mêmes voies qu'il s'est formé, et comme le dénier d'intérêt sur le pied duquel, par une loi du prince, ou par la coutume d'une province, les particuliers ont contracté des dettes et constitué des rentes, sont autant de loix, que les particuliers ont reçues du prince ou qu'ils se sont faites à eux mêmes, le Roi n'a jamais changé et réduit le dénier d'aucune rente, que par des édits et non par des simples déclarations, c'est ainsi que les rentes au denier douze et au denier quatorze dans la coutume de Normandie ont été réduites au dénier dix-huit, par l'édit de 1667; que par un édit de 1670, on a réduit au dénier vingt, toutes les rentes de la province, et que successivement toutes les rentes du royagme ont été mises au dénier douze, au dénier seize, au dénier dix-huit, au dénier vingt et autres déniers par les édits de 1567, de 1601, de 1634, de 1665, et autres qu'il n'est pas nécessaire de rappeller. Or si la simple réduction du dénier des rentes constituées, qui ne font qu'une seule nature d'affaires dans un état, oblige le Prince d'user du plus grand effort de son pouvoir pour en changer la condition et en réfondre les engagements, comment veut-on que le Roi, par une simple déclaration, telle qu'est la déclaration du cinq Juin, 1714, qui n'est point ad hoc, mais qui est donnée pour tout un autre sujet, c'est-à-dire, pour supprimer la monnoie de cartes et abolir la différence du quart en sus d'une monnoie à l'autre, qui étoient deux choses, lesquelles y eussent été établies par le Roi (ce qu'il est nécessaire d'observer) n'avoient pas

eu besoin d'un édit pour être révoquées, comment veut-on, que par cette même déclaration qui n'avoit que ces deux objets; le Roi sans l'annoncer, sans en donner les motifs, sans que personne s'y attendit, sans que personne l'en eut requis, sans qu'il y eut pour cela aucune nécessité, aucune raison d'Etat, le Roi ait voulu en un même jour déranger toute l'économie du Canada, en renverser le commerce, toucher à toutes les dettes, en réfondre toutes les promesfes et les obligations, et les réduire à d'autres sommes que celles écrites dans les contrats; affaire qui étoit pourtant la plus importante qui put jamais arriver en Canada, affaire qui supposoit une ruine générale du pays qu'on ne sçait point avoir souffert en rien; affaire qui n'a presque eu qu'un exemple dans la monarchie, lorsqu'en 1595, après les troubles, Henry IV. par deux Edits, l'un de 1595 et l'autre de 1596, se contenta de remettre pour la ville de Paris seulement, aux débiteurs des rentes constituées à prix d'argent, non aucune partie du capital, non aucune portion sur la rente, mais seulement le tiers des cinq années d'arrérages qu'on peut demander de ces sortes de rentes, dont on n'avoit pu faire la poursuite pendant la guerre. Suffisoit-il même ici, comme osera l'ajouter le Sieur de Rigauville, que le Roi, par sa déclaration du cinq Juillet 1717, eut ordonné cette réduction en génèral, sans spécifier la maniere de la faire? la justice du Prince qui le fait toujours entrer dans le moindre détail de ce qu'il ordonne sur la fortune de ses sujets, exigeoit encore de sa Majesté qu'elle indiquât, comme elle le fait d'ordinaire, les voies pour parvenir à cette réduction, et pour l'établir entre les particuliers; cela demandoit au moins un article de plus dans sa déclaration pour l'explication de ce détail, cette rédaction en effet devoit-elle être simplement du denier des rentes ? ou étoit-elle aussi des capitaux? ne falloit-il pas pour cela faire rapporter les contrats pour les changer, ou du moins mettre à la marge des contrats la réduction qui en étoit ordonnée? ne falloit-il pas réformer les baux à loyer, les contrats de constitution et les obligations passées avec termes dans les payements? sans cela que de moyens d'éluder une pareille déclaration, un titre qui subsiste sans changement, parle toujours son même langage, il reclame sans cesse pour son premier état, et à mesure que la mémoire d'une telle déclaration se fut effacée, quel seigneur n'étoit pas en droit de demander sa rente sur l'ancien pied? c'est à ces différents caractères qu'on doit reconnoitre le peu de fondement d'une pareille prétention, et puisque le Roi ne s'explique jamais imparfaitement, et que cette partie d'arrangement eut pourtant manqué à sa déclaration, on ne peut en conclure autre chose, sinon que le Roi ne l'a pas fait, et que telle n'a pas été sa volonté. Il ne saudroit pour achever de s'en convaincre qu'examiner les termes de cette déclaration, qui par leur liaison et leur construction ne pouvoient donner lieu au moindre équivoque capable de produire une pareille opinion : l'article 9 veut que les dettes puissent être acquittées avec la monnoie de France à la déduction du quart. Qui est ce qui n'entend

n'entend pas que c'est à la déduction du quart de la monnoie, puisque ce quart en sus est abrogé par cette même déclaration, et non à la déduction du quart de la dette, et ces mots qui est la réduction de la monnoie du pays en monnoie de France ne l'expliquent-ils pas affez, et ne suffisent-ils pas pour déterminer et appliquer juste le mot de déduction, et le rendre relatif au mot de monnoie seulement, ainsi que ça été l'intention du Roi, et non à la dette, telle qu'elle soit. Si ces termes encore eussent été autrement disposés qu'ils ne le sont dans la déclaration, et qu'il y eut dans le texte que les dettes pourroient être acquittées à la déduction du quart avec la monnoie de France, &c. Cette transposition du mot déduction, lequel suivroit immédiatement les mots de dettes acquittées, au lieu qu'il suit le mot de monnoie, auroit bien pu donner lieu à un équivoque et à un doute, finon légitime, du moins suffisant pour supplier le Roi de s'en expliquer, mais cet équivoque n'auroit point été suffisant pour en conclure de plein droit l'établissement réel et effectif de cette prétendue déduction, comme l'a fait voir le Sieur de Rigauville, qui croit avoir assez démontré qu'il faut bien autre chose qu'un simple équivoque dans les termes d'une déclaration pour produire un pareil renversement dans toutes les affaires d'un pays. Comment voudra-t-on donc à plus forte raison, s'il n'y a pas même lieu du moindre équivoque, s'imaginer gratuitement une disposition qui n'est point dans le texte de la loi, et qui n'y peut être ajoutée sans détruire la foi des contrats et les principes les plus solides du droit commun, sans ébranler la concorde du peuple qui consiste dans la fidélité et l'exécution des promesses, sans déranger les principes de la justice, qui est de laisser et de donner à chacun le sien, et sans user d'une présérence mal entendue en faveur de l'habitant, lequel verroit augmenter son bien et ses profits par la faculté de vendre toujours ses denrées et ses journées au même prix, et même plus cher, pendant que son seigneur verroit diminuer ses biens et ses revenus par le retranchement de ses rentes, préférence qui ne pourroit que tourner par contre coup au préjudice de l'habitant, parce que l'homme de condition sentant son revenu diminuer d'une partie aussi considérable que le seroit le quart de son bien, en diminueroit d'autant sa dépense, et sa consommation, qui cependant soutient le commerce général d'un pays, et fait l'avantage particulier des habitants; car c'est à l'habitant à produire autant qu'il convient à la noblesse de dépenser, à quoi le Sieur de Rigauville demande à ajouter une seule réflexion aussi capable que toutes les autres de prouver que la déclaration du cinq Juillet, 1717, n'a jamais porté cette réduction des fonds et des rentes, qui est qu'en 1717, et depuis, tems auquel a été envoyée la déclaration en question, l'idée n'est venue à personne dans le pays, que le Roi eut eu l'intention de faire de retranchement, et que le Conseil Supérieur, à qui cette déclaration étoit envoyée pour l'enrégistrer, ayant d'ailleurs fait des remontrances au Roi sur cette déclaration avant que de l'enrégistrer, n'a rien touché à ce sujet

à sa Majesté dans ses remontrances, quoique cet objet qui étoit un des événements des plus importants qui put arriver dans le Canada, eut bien mérité qu'il en eut parlé, et que c'eut été le vœu commun que le Conseil en eut fait ses remontrances au Roi, si l'on eut pu penser que cette réduction eut été dans l'intention de sa Majesté, il ne faut donc pour s'en convaincre que s'interroger les uns les autres, et sçavoir si en 1717 qu'est arrivée la déclaration du cinq Juillet, quelqu'un a compté fur cette diminution de fonds et de revenus, si on y pensoit en 1718, que le Roi a renvoyé, sur les remontrances du Conseil une seconde déclaration interprêtative de la premiere, lesquelles remontrances, ainsi qu'on le peut voir dans la seconde déclaration, où elles sont rapportées, ne regardoient certainement que le tems où devoient commencer les payements en cartes réduites; enfin si l'on y pensoit un an même après l'enrégistrement de la seconde déclaration du vingt et un Mars, 1718, laquelle seconde déclaration détermine encore d'autant plus clairement la déduction de ce quart en question à la monnoie de cartes, qu'elle dit bien disertement que la carte de quatre livres ne vaudra plus que deux livres, et que relativement à l'abrogation du quart en sus, cette même carte de quatre livres ne vaudra même qu'une livre dix sols de France, car c'est ainsi que les deux déclarations s'expliquant l'une par l'autre, ne laissent plus sur cela le moindre lieu de douter. Si le Conseil Supérieur eut enrégistre tout d'abord et sans aucun retardement la premiere déclaration, quelqu'un pourroit dire aujourd'hui que le Conseil y auroit pu voir cette prétendue réduction des dettes lans rien dire, quil auroit connu et pénétré toute l'étendue de la loi et qu'il s'y seroit soumis, mais rien n'est plus capable de faire sentir que ce n'étoit pas la loi, et qu'on ne l'a point entendue ainsi, que le silence qu'a gardé le Confeil supérieur sur une matiere qui demandoit ses représentations les plus refpectueuses, mais les plus vives pour un pays qui en eut beaucoup souffert, pendant que le Conseil faisoit des remontrances sur un autre point de la déclaration, bien moins important que n'eut été celui-là; si le Conseil n'en a donc rien dit, c'est que la loi n'en disoit rien elle même; si Monsieur le Procureur Général du Conseil supérieur, qui ne devoit point ignorer les principes du droit public, ni la maniere dont le Roi a coutume de s'expliquer dans ses édits et dans ses déclarations, n'a pas joint ses propres remontrances à celles du Conseil pour obtenir du moins du Roi, si telle eut été sa volonté, de s'en expliquer autrement que par une simple déclaration, et de le faire par un édit qui seul pourroit innover à la loi des particuliers, et déroger au droit commun et changer les conventions, mais rien de tout cela ne s'est fait, pourquoi? parce qu'il n'étoit question de rien de pareil et que le Roi n'avoit rien ordonné qui put y donner lieu. De quel jour donc a commencé cette opinion? par quel sort a-t-elle pu faire du progrès dans un genre aussi disgracieux? On n'est point surpris que les choses avantageuses prennent par elles mêmes une extention

tention de faveur, mais qui est ce qui peut étendre par une simple interprétation qui n'est jamais permise, les dispositions d'une loi jusques dans le genre de favorable, et puis qu'en 1717, et notamment en 1718, tems au quel les deux déclarations du Roi ont été enrégistrées au Conseil supérieur de Québec, on ne songeoit pas encore à cette prétendue réduction des rentes; quel titre a pu survenir depuis qui l'ait établie, ou bien sous quel prétexte, quelques uns seulement se le sont-ils figurés? Le Sieur de Rigauville nous priant de faire attention, que bien loin que cette prétention soit une opinion commune, ceux mêmes de ses habitans qui la veulent soutenir, sont si peu surs du principe dont ils l'appuyent, que les uns sont prêts de lui payer ses rentes en entier, pendant que les autres ne lui en offrent qu'une partie; que néanmoins cette incertitude ou cette erreur populaire, laquelle s'accroit de jour en jour, est très préjudiciable et demande un remêde d'autant plus prompt que les seigneurs ont beaucoup de peine à présent à se faire servir de leurs rentes par leurs tenanciers, auxquels ils sont réduits à ne plus donner que des quittances à compte, mais que l'habitant et le seigneur n'ayant pour leurs rentes qu'un titre qui leur est commun, qui est leur contrat, ce contrat est une loi qui n'a pu changer, et qui n'a point changé en effet, comme il croit l'avoir amplement démontré, et dont par conséquent il demande en son particulier l'exécution; à quoi ayant égards, et vu les contrats rapportés tant par le dit Sieur de Rigauville que par les habitants de la dite seigneurie de Bellechasse, Nous avons condamné le dit Pierre Blay pere, et le dit Antoine Blay, à payer les arrérages par eux dus des cens, rentes seigneuriales et redevances de chapons, ainsi qu'il est porté par leurs contrats; les avons condamnés solidairement aux dépens de la présente instance et de la signification de la présente Ordonnance, leur remettant l'amende seigneuriale pour cette sois seulement; avons donné défaut. contre Jean Nadeau, la veuve d'Augustin Guignard, Pierre Gagnier, François Butteaux, ci-devant nommés, habitants de la dite seigneurie de Bellechasse, défaillants, et pour le profit, les avons condamnés à payer les cens et rentes seigneuriales et redevances de chapons, suivant et conformément à ce qui est porté en leurs dits contrats, tant du passé que jusqu'à ce jour; les avons condamnés solidairement à tous les dépens de la présente instance avec les dits Pierre et Antoine Blay, et en particulier en l'amende seigneuriale de cinq sols par chacun des dits défaillants: Permettons au dit Sieur de Rigauville de faire publier et afficher notre présente Ordonnance dans toute l'étendue de la dite seigneurie, et par tout où besoin sera. Mandons, &c. fait et donné en notre Hôtel, à Québec, le seize Novembre, mil sept cent vingt sept. DUPUY. (Signé)

Qui tient les habitants du Sieur La Pérade à moudre au moulin banal, suivant leurs contrats de concession, du 10e Juillet, 1728.

CLAUDE THOMAS DUPUY.

Ordonnances. 10 Juil, 1728. Vol.XV. Fol.

CUR la requête à nous présentée par le Sieur De la Pérade, Seigneur de Ste. Anne, disant qu'une partie des habitants de sa Seigneurie se dispensent de venir au moulin y faire moudre leurs grains, quoiqu'ils y soient obligés par leurs contrats, et qu'ayant eu une pareille discussion en l'année 1707, Monfieur Raudot, lors Intendant, rendit une ordonnance, par laquelle il ordonne au curé et à tous les habitants de la dite seigneurie, de porter moudre leur bled au moulin du dit lieu, appartenant au dit Sieur De la Pérade, avec défenses d'aller ailleurs, à peine de confiscation, et en l'amende; que malgré toutes ses obligations et défenses, les dits habitants vont continuellement moudre à d'autres moulins, et qu'il avoit été obligé ces jours passés de faire faire une saisse chez le nommé Piere Brisson, meunier du Sieur Levrard, en sa Seigneurie de St. Pierre, demandant le dit Sieur De la Pérade de faire affigner par devant nous tous les dits habitants à qui appartient le dit bled, qu'ils ont porté au moulin du dit Brisson, * que le dit Brisson, pour déclarer la quantité de bled ou farine qu'il a aux dits habitants, la dite requête répondue ainsi, permis au Sieur De la Pérade de faire affigner par devant nous, tant le dit Curé de Ste. Anne, que les autres habitants qui avoient contrevenu à l'ordonnance de Monsieur Raudot, tant pour les entendre en leurs raisons que pour voir prononcer sur la saisse et confiscation, en cas qu'il y ait lieu, permis aussi de faire assigner pareillement le meunier ou farinier du moulin de la Seigneurie de St. Pierre, à qui ils ont apporté des bleds à moudre, et que cependant les dits bleds ou farines saisse dans le moulin farinier de la dite Seigneurie de St. Pierre, resteront saisis entre les mains du meunier, qui en répondra en son propre et privé nom, comme dépositaire de bien de justice, fur laquelle ordonnance les dits habitants ayant comparu au nombre de huit, en notre Hôtel, ce jour et heure, avec le Sieur De la Pérade, par la Dame son épouse, chargée de son pouvoir, les dits habitants nous ont présenté un écrit, par lequel ils exposent que depuis longtems le moulin du dit Sieur De la Pérade étoit délabré, si vrai, que depuis les assignations à eux données pour

^{*} Le mot "ainsi" paroit être omis dans le Régistre.

pour se rendre en cette ville et en notre Hôtel, le dit Sieur De la Pérade avoit mis un charpentier à le racommoder; que le meunier qui étoit au dit moulin étoit un fripon, reconnu même pour tel du dit Sieur De la Pérade, qui avoit été ci-devant obligé de le mettre dehors du dit moulin, pour cette raison; que d'ailleurs ce moulin n'étant pas suffisant pour leur faire moudre leurs grains qu'ils ont besoin dans leurs familles, ce meunier en reçoit encore des étrangers, auxquels il donne la préférence, et cela, parce qu'étant de moitié dans la mouture que gagne le dit moulin, son intérêt le porte à les contenter et à les servir d'abord qu'ils viennent, au préjudice d'eux, tenanciers et sujets au dit moulin, se prévalant de ce que ne pouvant se dispenser d'y aller faire moudre leurs grains, il sera toujours en droit de les y faire contraindre, et de demander en outre qu'ils ayent à lui payer la mouture des bleds qu'ils porteroient ailleurs moudre, alléguant encore les dits habitants, que pour rétablir le bon ordre, et les mettre à l'abri des torts considérables que le dit meunier leur fait supporter sur leurs farines, le dit Sieur De la Pérade, soit obligé d'avoir un brancard et des poids à son moulin, afin qu'en pésant leur bled en présence du dit meunier, ils puissent aussi devant lui répeser leur farine, disant enfin les dits habitants, que bien loin de vouloir se soustraire d'aller au dit moulin, il leur est fort avantageux de ne pas être obligés de porter leur bled à un autre, et que c'est l'extrême nécessité qui les a forcés; mais qu'ils ne s'en absenteroient jamais, si nous voulons bien régler et statuer sur leur représentation; et par le dit Sieur De la Pérade, comparant comme dit est, nous a été dit, que les allégués de ses habitants, ne partent que d'un esprit de mutinerie et de désobéissance, son moulin ayant toujours été en bon état, ce qu'il offre de prouver, en le faisant visiter si nous l'ordonnons ainsi, aux dépens de qui il appartiendra; que s'il y fait travailler àctuellement, ce n'est que par une attention qu'il a toujours eu de prévenir d'avance ce qui pourroit causer quelque retardement, puisque ce travail dont ils parlent, n'est qu'une garniture de fuzeaux et d'aluchons qu'il fait faire par précaution; que pour les plaintes qu'ils font de l'infidelité du meunier, cela ne vient que d'un esprit inquiet et capricieux, n'en ayant jamais fait de plaintes précises et circonstanciées, mais des plaintes vagues, au sujet desquelles, lui, dit Sieur De la Pérade, pour leur donner toutes sortes de satisfaction, en a changé en moins de 18 ans, de 14 sans avoir pû les contenter; que quand ils disent qu'il vient des étrangers moudre au dit moulin, auxquels on donne la préférence, il n'y en a pas aucun d'eux, s'il vouloit dire la vérité, qui ne rendit ce témoignage, que le dit Sieur De la Pérade n'a rien de plus recommandé à son meunier, en leur présence, que de servir la côte avec une entiere préférence, diligence, exactitude et fidélité; que par cette plainte ils donnent eux mêmes la confirmation, combien mal à propos, ils cherchent de faux prétextes de se plaindre du dit moulin, en alléguant 002

par leur règle qu'il est tout délabré depuis longtems, puisqu'ils avancent que les étrangers, qui n'y sont pas par conséquent sujets, y viennent, et y sont servis à leur préjudice; que quand ils disent qu'ils manquent de farine dans leur besoin ordinaire, ils ne doivent s'en prendre qu'à eux, n'ayant jamais voulu apporter ni prendre les mesures convenables, quoiqu'ils en ayent été plusieurs fois invités, qui seroit d'avoir toujours du bled au moulin, ce qui ne dépendroit que de leur volonté, puisque lorsqu'ils viennent chercher une poche de farine, ils n'auroient qu'à y apporter une poche de bled, et se conformant à ces arrangements nécessaires, ils auroient toujours du bled au moulin, et seroient assurés par ce moyen d'avoir aussi toujours de la farine, mais leur conduite est bien différente, y en ayant qui attendent souvent qu'ils soient à leur dernier pain, pour venir au moulin, et n'ayant pas profité par leur négligence des vents suffisants, qui auroient fourni de farine à toute la côte, ils tombent dans des calmes qui peuvent bien faire qu'ils manquent de farine, mais c'est leur pure faute, et non pas au meunier ni au moulin; à l'égard du brancard et poids qu'ils demandent qu'ils soient mis dans le dit moulin, ils savent bien qu'il en avoit été ci-devant établi un, que bien loin de leur avoir apporté plus de tranquillité et moins de soupcons, cela avoit fait naitre, comme cela feroit encore, une infinité de chicane. de querelles et de peines inutiles, puisque pour que cela pû servir à quelque chose, il faudroit que les dits habitants eussent un commis à gage pour écrire à sur et mesure qu'ils viendroient au moulin, la pesanteur de leur bled et celui ensuite de leur farine, pour la décharge de la recette, car de dire qu'ils s'en rapporteroient aux marques qu'ils feroient eux mêmes, cela ne peut pas se penser, ce seroit une autre source de dispute, ils en ont fait, eu et vu l'expérience par le passé, mais ils ne font cette demande aujourd'hui que parce qu'ils se sont imaginés qu'ils l'embarrasseroient, à quoi ils se trompent ; il y auroit un expédient bien meilleur, plus convenable et moins embarassant, qui seroit que quand un habitant trouveroit une différence aussi considérable que celle qu'ils disent de la farine qu'on leur rend au moulin, au bied qu'ils y auroient porté, de ne la point recevoir, et de le venir avertir afin de pouvoir constater le fait, et voir ceux qui ont tort; demandant le dit Sieur de la Pérade, attendu que son moulin a toujours été et est en état de faire de bonne farine, à la visite duquel, en tout cas, il se soumet aux dépens de qui il appartiendra, et que si les dits habitants ont été ailleurs, comme il est bien prouvé et justifié, c'est par un esprit de mutinerie et de désobeissance à leur engagement, et aux Ordonnances qui les y obligent, et non à aucune des raisons qu'ils alléguent, que la saisse faite entre les mains du nommé Brisson, meunier de la feigneurie de St. Pierre, appartenante au Sieur Lévrard, des bleds que ses tenanciers ont portés à son moulin, soit déclarée bonne et valable, et que le dit Brisson ait à lui remettre le dit bled ou farine, conformé, ment aux mémoires qu'il nous en a donnés, de vouloir bien condamner tous

les habitants qui ont été porter leur bled à un autre moulin qu'à celui de la seigneurie auquel ils sont obligés, à payer la mouture à proportion de la conformation qu'ils font dans leur famille; que nouvelles défenses leur soient faites, sous les mêmes peines de saisse de leur grain, de s'absenter du dit moulin, sans une permission par écrit du dit Sieur de la Pérade, et à telle amende qu'il nous plaira ordonner contre ceux qui y sont contrevenus, et au surplus condamner les dits habitants à tous les frais et dépens, tant voyages en cette ville que séjour et retour; à quoi ayant égard, vu les dits contrats de concesfion des dits habitants, par lesquels ils sont obligés indispensablement de porter leurs grains moudre au moulin de la dite seigneurie, une Ordonnance de Monsieur Raudot, rendue sur une pareille difficulté le 30e Août 1707. qui les y oblige sous peine de confiscation des dits grains qu'ils porteront ailleurs, et à telle amende qu'il sera jugé à propos; Nous avons declaré la dite saisse faite entre les mains du dit Brisson, meunier de la seigneurie de St. Pierre, tant sur le curé de la dite seigneurie de Ste. Anne, que sur les autres habitants d'icelle, bonne et valable, et en conséquence Ordonnons que le dit Brisson remettra les bleds ou farines saisis entre ses mains, ou celles du dit Sieur de la Pérade, conformément aux mémoires qu'il nous en a donnés, fur le reçu duquel il en sera bien et valablement déchargé; Faisons de nouvelles défenses, tant au curé du dit lieu, qu'à tous les autres habitants, de porter leurs grains moudre ailleurs, qu'au moulin banal de la dite seigneurie, à peine de confiscation des dits grains, et de telle amende que nous jugerons à propos, et de payer le mouturage du grain qu'ils auront porté ailleurs : et pour empêcher l'abus qui se commet au moulin par les dits habitants, lesquels prennent la farine les uns des autres au lieu de la leur propre, nous leur défendons très expressément de reprendre aucuns grains ou farine qui ne leur soient donnés par le meunier, à peine d'être regardés et poursuivis comme ayant fait tort aux autres qui auroient du grain ou faine dans le dit moulin, ni d'y entrer que lorsque le dit meunier y sera; et en cas que quelqu'un d'eux ait lieu de se plaindre sur quelque tort qu'il prétendroit lui avoir été fait dans le dit moulin, sur le produit des grains qu'il y auroit porté et la farine que le meunier lui rendroit de moins qu'il lui en seroit dû, Nous ordonnons qu'il en fera sa plainte sur le champ au dit Sieur De la Pérades et qu'avant d'enlever la farine, il le requerra de vouloir se transporter au dit moulin, pour constater le fait et faire rendre justice à qui il appartiendra, et qu'après l'enlevement de la farine, nul ne sera reçu à se plaindre: avons condamné les habitants aux dépens tant des saisses que des assignations, ensemble aux frais de voyage du dit Sieur De la Pérade, que nous avons taxés à trente livres, le montant desquels dépens et frais de voyage sera réparti sur ceux d'entre les habitants sur lesquels les saisses de grains ont été declarées bonnes et valables, lesquels demeureront déchargés de l'amende, le

le dit Sieur De la Pérade ayant déclaré vouloir la leur remettre pour cette fois, ce qui sera exécuté, nonobstant opposition ou appellation quelconque. Mandons, &c. Fait et donné en notre Hôtel, à Québec, ce dix Juillet, mil sept cent vingt huit.

(Signé)

DUPUY.

ORDONNANCE

En faveur du Sieur Charêt contre plusieurs de ses tenanciers de la Côte de Lauzon, qui ne tiennent ni seu ni lieu, du 18 Février, 1730.

GILLES HOCQUART, &c.

Ordonnances.

18 Fev. 1730.

Vol. XVII.

Fol. 53. R °.

CUR la requête à nous présentée par Etienne Charêt, Seigneur de la Côte de Lauzon, contenant qu'il auroit depuis plusieurs années concédé des terres et habitations dans sa dite seigneurie à plusieurs particuliers qui ne se sont point encore mis en devoir d'y tenir feu et lieu, ni de les mettre en valeur, quoiqu'ils y soient obligés dans l'an et jour par leurs titres de concession, et ainsi qu'il est enjoint par l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du 6 Juillet, mil sept cent onze, lequel arrêt a été ci-devant et suffisamment notifié dans toute la dite Seigneurie de Lauzon, par publication faite à la porte de l'église paroissiale du dit lieu, en la manière accoutumée, laquelle négligence, outre qu'elle est contraire aux intentions de sa Majesté, est encore préjudiciable aux intérêts du dit Sieur Charêt, et aux autres habitants établis dans la dite Côte de Lauzon, Nous suppliant le dit Sieur Charêt de fixer aux dits particuliers tel délai qu'il nous plaira, pour qu'ils ayent à se conformer au dit arrêt du Conseil d'Etat et à leurs titres de concession, et que faute par eux d'avoir tenu feu et lieu dans le dit temps sur leurs terres, et icelui passé, ils seront déchus de la propriété des dites terres, lesquelles seront réunies de droit au domaine du suppliant, pour être par lui de nouveau concédées à qui il avisera bon être. Vû la dite requête, ensemble l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du six Juillet, mil sept cent onze, tout considéré, Nous avons ordonné et ordonnons, qu'à compter du jour de la publication de la présente ordonnance, jusqu'au dernier Décembre de la présente année, inclusivement, et pour toute préfixion

préfixion et délai, tous ceux qui ont pris des terres et concessions dans la dite seigneurie de la côte de Lauzon, seront tenus d'y avoir seu et lieu, et de les mettre en valeur, et ce conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du six Juillet, mil sept cent onze, à faute de quoi, et le dit temps passé, nous les déclarons déchus de toute propriété des dites terres, et icelles réunirons au domaine du dit Sieur Charêt, en rapportant par lui, les certificats du curé de la dite paroisse et du capitaine de milice de la dite côte, comme les dits habitants n'auront point tenu seu et lieu sur leurs dites concessions, dans le dit temps que nous leur accordons de grace, pour se conformer au dit arrêt du Conseil d'Etat du Roi. Et sera la présente ordonnance lue, publiée et affichée à la porte de l'église de la dite seigneurie, à l'issue de messe paroissale, le plus prochain dimanche, et signissée à la requête du dit Sieur Charêt, à tous ceux de ses habitants qui sont dans le cas y mentionné, à ce qu'ils n'en n'ignorent. Mandons, &c. Fait en notre Hôtel, à Québec, le dix huit Février, mil sept cent trente.

(Signé)

HOCQUART.

ORDONNANCE

Portant réunion de plusieurs terres au domaine de Lauzon, faute par les habitants d'avoir tenu seu et lieu, du 30e. Mars, 1730.

GILLES HOCQUART, &c.

VU par nous l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi, dusix Juillet mil sept cent onze, par lequel sa Majesté a ordonné que, faute par les habitants de la Nouvelle France de mettre leurs terres en valeur et d'y tenir seu et lieu dans l'an du jour de leurs concessions, ils seront déchus de toute propriété des dites terres; et que la réunion en sera faite aux domaines des seigneurs par les Sieurs Intendants, sur les certificats et attestations des curés et capitaines de milice, comme les dits habitants n'auront point satisfait au dit arrêt. Notre ordonnance du dix-huit Février, mil sept cent trente, par laquelle sur les plaintes qui nous surent faites par le Sieur Etienne Charêt, Seigneur de la Côte de Lauzon, que plusieurs particuliers, à qui il auroit concédé depuis quelques années des terres dans

Ordonnances. 30 Mars, 1730 Vol. XIX. Fol. 72. R °.

dans sa dite seigneurie, n'y tenoient point seu et lieu et ne les mettoient point en valeur, quoique les terres des dits particuliers fussent dès lors dans le cas de la réunion, Nous aurions bien voulu cependant leur accorder un nouveau délai de dix mois, pour qu'ils se missent en état de satisfaire au dit Arrêt du Conseil d'Etat, sous les peines y portées. La publication faite de notre dite Ordonnance avec affiche à la porte de l'église de St. Foseph, paroisse de la dite Seigneurie, du vingt six du dit mois de Février au dit an, par Benoit-La requête à nous présentée par le dit Sieur Charêt, le 16e du présent mois, contenant nouvelles plaintes contre les dits particuliers, y dénommés, tous propriétaires de terres dans la dite seigneurie de Lauzon, lesquels ne se sont pas mis en peine d'y tenir feu et lieu dans tout le tems que nous leur avions accordé; qui est expiré depuis près de trois mois, savoir; les hoirs et ayans cause de défunt Dumont, pour huit arpens de front sur quarante de prosondeur, au premier rang; Charles Gauthier, pour dix arpens de front sur quarante de profondeur, aussi au premier rang; Eustache Samson, pour trois arpens de front sur trente de profondeur, au second rang; la veuve Grenet, pour deux terres au second rang, de trois arpens chacune sur trente de profondeur: 70seph Girard, pour une de trois arpens au second rang sur trente de profondeur; François Brulot, pour deux arpens et demi de front sur trente de profondeur; Louis Fagot, pour trois arpens de front sur trente de profondeur; Joseph Fagot aussi pour trois arpens de front sur trente de profondeur; Michel Jourdain, aussi pour trois arpens de front sur trente de prosondeur; Joseph Jourdain, aussi pour trois arpens de front sur trente de profondeur; Louis Marchand, aussi pour trois arpens de front sur trente de prosondeur; Charles Guay, au troisieme rang, aussi pour trois arpens de front sur trente de profondeur; Joseph Guay, ausli pour trois arpens de front sur trente de profondeur; Michel Guay, aussi pour trois arpens de front sur trente de prosondeur; Jean Baptiste Girard, aussi pour trois arpens de front sur trente de profondeur; Charles Girard, au troisieme rang, pour trois arpens de front sur trente de profondeur; Claude Girard, aussi pour trois arpens de front sur trente de profondeur; 7acques Girard, aussi pour trois arpens de front sur trente de profondeur; et par laquelle requête le dit Sieur Charêt conclud à ce qu'il soit par nous passé outre à la réunion des dites terres à son domaine, sur les certificats des curés et capitaines de côtes de la dite seigneurie, qu'il nous auroit représentés; et vu les dits certificats de Sieurs La Rue, Curé, et Couture, capitaine de milice de la dite côte et seigneurie de Lauzon, l'un et l'autre en date du douze Février dernier, par lesquels ils attestent, que tous les dits habitants ci-dessus ne tiennent point feu et lieu depuis plusieurs années sur les terres qu'ils ont pris dans la dite seigneurie de Lauzon, et tout considéré, Nous, en vertu du pouvoir à nous donné par sa Majesté, et en exécution du dit Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du six Juillet, mil sept cent onze, avons déclaré tous les dits particuliers ci-dessus, savoir, les dits hoirs ou ayans cause de défunt Dumont, Charles Gautier, Eustache

Eustache Samson, la veuve Grenet, Joseph Girard, François Brulot, Louis Fagot, Joseph Fagot, Michel Jourdain, Joseph Jourdain, Louis Marchand, Charles Guay, Joseph Guay, Michel Guay, Jean Baptiste Girard, Charles Girard, Claude Girard, Jacques Girard, bien et duement déchus de toute propriété des dites terres à eux concédées, et situées en la dite seigneurie de Lauzon, faute par eux d'y avoir tenu seu et lieu, de les avoir habitées et sait valoir dans le tems ordonné, tant par le dit Arrêt du Conseil d'Etat que par notre Ordonnance du 18e Février, 1730, et icelles avons réunies au domaine du dit Sieur Charet; et sera la présente Ordonnance lue, publiée et affichée à la porte de l'église de la dite seigneurie, issue de messe paroissiale, à ce qu'aucun des dits particuliers y dénommés n'en ignore Mandons, &c. sait à Québec, le trente Mars, 1730.

(Signé)

HOCQUART.

ORDONNANCE

Qui permet aux Seigneurs de l'Isle Jésus de se faire payer leurs rentes en argent ou chapons, suivant les contrats de concession, du 27e. Juin 1730.

GILLES HOCQUART, &c.

SUR ce qui nous a été représenté par les Seigneurs de l'Isle Jésus, que les habitants de la dite Isle, dont les contrats de concession portent qu'ils payeront leurs rentes seigneuriales en chapons viss, ou vingt sols pour chaque chapon, au choix des dits Seigneurs, ne vouloient point de cette alternative, et prétendoient choisir eux-mêmes de payer en chapons; Nous, ayant égard aux dites représentations, ordonnons, qu'en conformité des dits contrats, les Seigneurs seront maitres de choisir pour le payement de leurs rentes, ou qu'elles leur seront payées en chapons ou en argent, comme bon leur semblera. Mandons, &c. fait à Montréal, le vingt sept Juin mil sept cent trente:

Ordonnances. 27 Juin, 1730. Vol. XVIII. Fol. 7. Vo.

(Signé)

Pp

HOCQUART. ORDONNANCE

Qui enjoint aux habitants de Longueuil de produire au Seigneur du lieu leurs titres, &c. du 17e. Juillet 1730.

GILLES HOCQUART, &c.

Ordonnances, 17 Juil. 1730. Vol. XVIII. Fol. 39. R°.

CUR ce qui nous a été représenté par Charles Lemoine, Baron de Lon-J gueuil, et Seigneur de Belæil, que depuis la mort de feu Baron de Longueuil, son père, aucuns des habitants des dites seigneuries n'avoient apporté au suppliant les titres, en vertu des quels ils jouissent des terres qu'ils ont dans les Seigneuries, ainsi que tous les tenanciers des Seigneurs y sont obligés à chaque mutation, aux termes de la coutume de Paris, suivie en ce pays; qu'il s'en trouve aussi parmi les dits habitants qui n'ont point de contrats, ce qui empêche que le suppliant puisse faire procéder à la confection du papier terrier des dites seigneuries, et connoître ce que chacun des dits habitants possède de terre, et les cens et rentes qu'ils peuvent lui devoir; pourquoi il nous auroit requis de vouloir bien sur ce lui pourvoir; à quoi ayant égard, Nous avons ordonné et ordonnons que, dans trois mois, du jour de la troisseme publication de la présente Ordonnance, pour tout délai, tous les habitants de la Baronie de Longueuil, et seigneurie de Belail, seront tenus de rapporter et représenter au dit Baron de Longueuil les billets et contrats de concession, et autres titres de propriété des terres qu'ils possedent dans les dites seigneuries, desquels titres et contrats, ils seront tenus de fournir une expédition à leur dit seigneur: ordonnons en outre que tous ceux des dits habitants qui n'ont point de contrats de leurs terres, feront tenus d'en prendre dans le même délai, à peine d'y être contraints par les voies de droit, même par la réunion de leurs terres au domaine du dit seigneur; laquelle ordonnance sera publiée en la manière accoutumée, par trois Dimanches consécutifs, à ce que personne n'en ignore. Mandons, &c. Fait à Montréal, le dix-sept Juillet, mil sept cent trente.

(Signé) HOCQUART.

ORDONNANCE

Qui ordonne à tous les habitants de payer les dixmes aux curés des paroisses de l'Isle de Montréal, du dix-huit Juillet, mil sept cent trente.

GILLES HOCQUART, &c.

CUR les plaintes qui nous ont été portées par Messieurs les Curés des D paroisses, situées dans l'étendue de cette Isle, et autres cotes de cette colonie, qu'une grande partie des habitants de leurs paroisses, n'ont point satisfait aux dixmes qu'ils leur doivent, ainsi qu'ils y sont obligés par les loix divines et humaines, nous requérant de vouloir bien sur ce leur pourvoir: Nous ordonnons à tous les habitants des paroisses de l'Isle de Montréal, et à tous autres, de payer incessamment les dixmes échues de tous les grains qu'ils ont recueillis suivant l'usage, et d'y satisfaire exactement par la suite, à peine de dix livres d'amende contre les refusants. Mandons, &c. fait à Montréal le dix huit Juillet, mil sept cent trente. (Signé)

HOCQUART.

Qui permet au Sieur De la Corne de faire vendre une terre située dans sa Seigneurie, pour payer les cens et rentes et arrérages dus, du 20e. Juillet, 1730.

GILLES HOCQUART, &c.

Ordonnances. 20 Juil. 1730. Vol. XVIII. Fol. 45. R°. SUR ce qui nous a été représenté par Jean Louis De Lacorne, Chevalier, Seigneur de Chaptes, Chevalier de l'ordre militaire de St. Louis, Lieutenant pour le Roi, et Commandant de la Ville et Gouvernement de Montréal, qu'il auroit dans sa Seigneurie de la Corne, une terre de deux arpents de front sur trente de profondeur, laquelle auroit été concédée par feu Antoine de Pecaudi, Chevalier, Seigneur de Contrecœur, pere de Dame Marie de Pecaudi, épouse du suppliant, au nommé Langoumois, qui a passé en France depuis plusieurs années, et a fait donation de la dite terre à feu Antoine Eméri Caudére, laquelle terre appartient à ses enfants, tant du côté de Marie Devaux, sa première femme, que du côté de Marianne Favereau, sa seconde femme, lesquels se reposant les uns sur les autres, ne la font point valoir, et négligent pareillement de payer au suppliant les cens et rentes qu'ils lui doivent, montant à la somme de cent cinq livres un sol, suivant le mémoire à nous présenté par les enfants et héritiers du dit Antoine Emery Caudére, pourquoi il requiert qu'il nous plaise sur ce lui pourvoir, d'autant plus que la dite terre ne se défriche point, et par conséquent porte préjudice à ceux qui en sont voisins; à quoi ayant égard, les dits héritiers du dit Caudére ayant comparu par devant nous, iceux ouis, qui ont consenti à la vente de la dite terre, et tout confidéré, Nous avons ordonné et ordonnons que la dite terre sera criée par trois dimanches consécutifs à la porte des églises paroissiales de Contrecœur et St. Ours, pour être adjugées au plus offrant et dernier enchérisseur, devant les Sieurs Mignac, Curé, et Pierre Ménard, Capitaine de milice de la dite côte, pour du prix qui en proviendra, être le dit Sieur De la Corne remboursé de la somme de cent cinq livres un sol, pour arrérages des cens et rentes à lui dus, échus du passé, jusqu'au jour de St. Martin prochain, et le restant du dit prix être remis par l'adjudicataire entre les mains du dit capitaine de milice, pour la distribution distribution en être faite à la veuve et héritiers du dit Caudére, chacun pour la part et portion qui leur revient, le tout en présence du dit Sieur Curé, et du dit Capitaine de milice. Mandons, &c. Fait à Montréal, le vingt Juillet, mil sept cent trente.

(Signé)

HOCQUART.

ORDONNANCE

Portant réunion des terres des particuliers y dénommés au domaine du Sieur Boucher de Niverville, en vertu de l'Ordonnance du 24e Juillet, 1730, qui les oblige à tenir feu et lieu, et leur défend, ainsi qu'à tous autres, de vendre, céder ou échanger leurs terres, pour éviter toute surprise, du 27e Juillet, 1732.

GILLES HOCQUART, &c.

Vu notre Ordonnance du 24e Juillet, 1730, rendue sur la requête du Sieur Jean Baptiste Boucher de Niverville, Ecuyer, Seigneur de Chambly par laquelle nous aurions ordonné que tous les habitants y dénommés tiendront seu et lieu sur leurs terres, et seront tenus d'y faire du désert dans huit mois, pour tout désai, à compter de la date de notre dite Ordonnance, jusqu'au premier Avril, mil sept cent trente un, inclusivement, passé lequel tems, et sur les certificats des dits curé et capitaine de milice du lieu, comme ils n'y auront point tenu seu et lieu, ni fait du désert, il sera par nous procédé à la réunion des dites terres au domaine du dit Sieur de Niverville, avec désenses aux dits habitants et à tous autres, de céder, échanger ou vendre leurs terres, sans en avoir donné connoissance à leur seigneur, à l'effet d'être, les dites cessions, échanges

Ordonnances. 27 Juil. 1732. Vol.XX. Fol. 110. Vo. échanges ou ventes par lui ratifiées, pour éviter toutes surprises; la dite Ordonnance publiée par trois dimanches confécutifs, à commencer du goe Juillet, au dit an, par les nommés Laloire et Lavalé, officiers de milice. La requête à nous présentée par le dit Sieur de Niverville, contenant que depuis le dit délai accordé par notre précédente Ordonnance, et qui est expiré depuis plus d'un an, les dits habitants y dénommés ne se sont point mis en devoir de tenir feu et lieu sur leurs dites terres, et tendante à ce qu'il nous plaise prononcer la réunion des dites terres à son domaine, sur les certificats des curé et capitaine de milice de la dite seigneurie, joints à la dite requête, et ce conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi du six Juillet, mil sept cent onze, pour en faire et en disposer par le suppliant en faveur de qui bon lui semblera; et condamner en outre les dits habitants à payer au suppliant les cens et rentes qu'ils lui doivent de tout le tems de leur possession; et vu le dit état certifié des missionnaire et capitaine de Chambly, le douze du présent mois, par lequel il appert que depuis la publication de notre précédente Ordonnance, les dits habitants y dénommés n'ont point tenu seu et lieu, ni fait aucuns travaux sur leurs terres. savoir, Marien Lebault, pour trois arpents de front sur trente de profondeur; L'Epine, pour une terre de pareille étendue; Nicolas Favereau, pour trois arpents et demi sur trente de profondeur; Michel Charbonneau, aussi pour trois arpents et demi sur trente de profondeur; André Languedoc, Joseph Labrie, Etienne Petit, Antoine Roy, Pierre Marié, Jean Archambault, Joseph Lorion, Jean Milet, André Archambault, François Chrétien, Pierre Groux, François Sérat l'Espagnol, Pierre Avare, Jean Baptiste Cousineau, Ignace Martin, tous les susdits habitants, chacun pour trois arpents de front sur trente de profondeur, René Lasleur, pour trois arpents sur quarante de profondeur; la veuve Latulipe, pour quatre arpents de front sur quarante de prosondeur; Louis Languedoc, Antoine Languedoc, François Languedoc, chacun pour une terre de trois arpents de front sur trente de profondeur; Jean Baptiste Cousineau, pour deux terres de trois arpents sur trente de profondeur; François Voyer dit Labrie, pour trois arpents sur trente de profondeur; Pierre Groux, pour deux terres de trois arpents sur trente de profondeur; François Sérat, aussi pour deux terres de trois arpents de front sur trente de prosondeur; Antoine Lorion, pour trois arpents sur même profondeur; René Lorion, pour trois arpents sur trente de profondeur; Louis et André Archambault, chacun pour trois arpents sur trente de profondeur; tout considéré, Nous, en vertu du pouvoir à nous donné par sa Majesté, et en exécution du dit Arrêt du Conseil d'Etat, du sixieme Juillet, mil sept cent onze, avons déclaré tous les dits particuliers ci-dessus dénommés, bien et duement déchus de la propriété des dites terres à eux concédées par le Sieur de Niverville, et situées en la dite seigneurie de Chambly, faute par eux d'y avoir tenu seu et lieu, et d'y avoir

fait aucuns travaux dans les temps ordonnés, tant par le dit Arrêt du Conseil d'Etat que par notre dite Ordonnance, du 24me Juillet, mil sept cent trente, et icelles avons réunies au domaine du dit Sieur de Niverville: et sera la présente Ordonnance lue et publiée en la maniere accoutumée, à ce qu'aucun des y dénommés n'en ignore. Mandons, &c. fait à Montréal, le vingt sept Juillet, 1732.

(Signé)

HOCQUART.

ORDONNANCE

Rendue en faveur du Sieur de la Martiniere au fujet d'un Banc dans la Cathédrale de Quebec, du 29e Décembre, 1732.

GILLES HOCQUART, &c.

JU la requête à nous présentée par le Sr. Claude Antoine de Bernier, Ecuyer, seigneur de la Martiniere, officier dans les troupes du détachement de la marine, entretenues en ce pays, tendante pour les raisons y contenues, à ce qu'il nous plaise permettre au suppliant de faire venir par devant nous le Sieur Lamorille, et avoir égard aux justes prétentions que le suppliant a sur un banc dans l'église de Québec, adjugé au Sieur Lamorille, lequel banc appartenoit au feu Sieur la Martiniere, pere du suppliant, et ce suivant les intentions de sa Majesté, qui veut en ce cas que les enfans ayent la préférence sur tous autres. Notre Ordonnance du 24 du présent mois, étant au bas de la dite requête, portant, viennent les parties, sans frais, pardevant nous le 27 du même mois, dix heures du matin; les réponses et défenses par écrit du dit Sieur Lamorille à la dite requête, par lesquelles, pour les moyens et raisons y contenus, il conclud à être maintenu en la possession et jouissance du même banc. Vu aussi l'Ordonnance rendue par sa Majesté, le neuf Juin, 1723, en faveur des veuves et enfans de ceux à qui il a été concédé des bancs dans les églises, ensemble le procès verbal d'adjudication du onze Mai dernier, par lequel le banc en question est adjugé au dit Sieur Lamorille pour le prix et somme de trente trois livres, cinq sols, à la charge que le dit Sieur de la Martimiere n'en voudra jouir au dit prix; parties ouies, ensemble le Sieur Fornel, premier Marguillier, et attendu que l'adjudication n'a été faite que conditionellement

Ordonnances. 29 Déc.1732. Vol. XX, Fol. 148, R°. nellement au dit Sieur Lamorille, et qu'il ne nous a représenté aucun désistement du dit Sieur de la Martiniere, sur la présérence accordée par sa Majesté aux enfants de ceux auxquels il a été concédé des bancs dans les églises; Nous ayant égard aux conclusions prises par le Sieur la Martiniere en sa dite requête, l'avons mis en possession du dit banc, aux mêmes clauses et conditions portées par le dit procès verbal d'adjudication, sans qu'il puisse être troublé en la dite possession par le dit Sieur Lamorille, ni directement ni indirectement. Mandons, &c. sait à Québec, le vingt neuf Décembre, 1732.

(Signé) HOCQUART.

INSTRUCTIONS

Au Sieur de Boisclerc pour la visite d'une Mine de Plomb, du 22 Juillet, 1734.

> MEMOIRE pour Monsieur De Boisclerc, dans le voyage qu'il doit faire au Portage des Chats, pour y faire la découverte d'une Mine de Plomb qui s'y trouve.

Ordonnances.
22 Juil. 1734.
Vol. XXII.
fol. 122.R .

IL partira dans le douze ou quinze du mois prochain, avec un canot d'écorce, Let le nombre d'hommes nécéssaire pour le conduire jusqu'au lieu de la mine, et lorsqu'il y sera rendu, il examinera le cours de la veine qui a été déjà découverte, et que l'on prétend être sous l'eau, à l'embouchure d'une petite riviere qui se décharge dans la grande riviere des Outaouais. Il est à présumer que cette veine n'est pas seule, et qu'il s'en trouvera d'autres aux environs, c'est ce qu'il convient de chercher et faire chercher avec soin, car on ne peut tirer aucun avantage d'une mine qui est dans l'eau; pour faire cette recherche avec succès, Monsieur De Boisclerc, emportera avec lui quatre barres à mine, quelques pioches et langues de bœufs, et autres outils nécessaires, cent livres de poudre pour faire jouer des mines, s'il est question, et emmenera pareillement avec lui deux bons carreyeurs qu'il employera, et qui feront partie de l'équipage de son canot. Le Sieur Guillet a quelques connoissances de la situation et du lieu où est la mine; il est à propos que le Sieur Boisclerc s'entende avec lui, et ce tant pour le voyage qu'ils feront ensemble, que pour les autres mefures

mesures à prendre, pour réussir dans la découverte en question. Le Sieur Guillet doit partir pour Témisquamingue dans le tems ci-devant marqué: la mine se trouve sur la route. Le Sieur Boisclerc dressera un procès verbal exact de tout ce qu'il fera sur les lieux, et de toutes les circonstances de ses découvertes, s'il en fait quelques unes; la fituation de la mine, la longueur et la largeur de ses veines, la facilité ou la difficulté de l'extraction de la dite mine, son éloignement de la riviere, la qualité du terrein, s'il s'en trouve de propre pour la culture des terres, si on peut faire des chemins praticables, s'il se trouve des bois pour charpente, propres à faire du charbon, s'il se trouve des prairies, en un mot tout ce qui peut tendre à faire connoitre l'avantage ou le désavantage d'un projet pour l'exploitation. Il s'informera aussi et marquera dans son procès verbal la longueur des portages et leur nombre, et leurs difficultés, depuis le lieu de la mine jusqu'à Montréal. Il demandera à M. Michel les vivres et ustencils, et équipages nécelsaires pour ce voyage: le Sieur Fonblanche peut lui être aussi fort utile; il a connoissance de cette mine, et d'une autre dans le même voisinage qui peut être de cuivre; il amenera ce particulier avec lui. Il tâchera de faire des épreuves sur le lieu de la mine de plomb et en fera fondre, examinera les déchêts, à l'effet de quoi il se pourvoira d'une balance et de poids suffisants. Il nous apportera aussi quarante ou cinquante livres de mine au moins, et même si elle étoit abondante il peut en apporter une bien plus grande quantité, qu'il remettra aux ordres de M. Michel, pour me l'envoyer à Québec. Ce sont deux sauvages népissingues qui ont donné les premieres connoissances de cette découverte; il seroit bon que M. Boisclerc les eut avec lui pour travailler plus fûrement. L'importance de cette découverte se fait assez sentir, et nous sommes persuadés que le Sieur Boisclerc ne négligera rien pour l'exécution de la présente instruction; Nous le lui recommandons. Fait à Montréal, le vingt deux Juillet, 1724.

(Signé)

HOCQUART.

COMMISSION

Pour le Sieur Dulaurent, pour se transporter chez les Seigneurs de la colonie afin de prendre communication de leurs titres pour l'expédition du papier terrier, du 10e Janvier, 1736.

GILLES HOCQUART,

Chevalier, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant de Justice. Police et Finances, en la Nouvelle France.

Ordonnances. 10 Janv. 1736. Vol. XXIV. Fol. I. Ro.

E TANT nécessaire, suivant l'intention de sa Majesté, d'accélérer l'expédi-tion du papier terrier du domaine du Roi en ce pays, et voulant bien épargner aux Seigneurs qui sont encore en demeure de faire leurs foys et hommages, aveux et dénombrements au dit papier terrier, les frais de descente en cette ville de Québec, pour nous y rendre en personne les dites foys et hommages, aveux et dénombrements; Nous avons commis et commettons le Sieur Christophe Hylarion Dulaurent, pour, sous les ordres de M. le Procureur Général du Roi au Conseil Supérieur de ce pays, se transporter chez chacun des dits seigneurs, à l'effet de prendre d'eux la communication de leurs titres et de tous les autres enseignements convenables pour parvenir à la reddition des dites foys et hommages, aveux et dénombrements. En conséquence enjoignons à chacun des dits seigneurs, à l'exhibition qui seur sera faite des présentes par le dit Sieur Dulaurent, de lui donner, incontinent et sans délai, la dite communication, et nous agréons que les dits Seigneurs pour cette fois seulement, et sans tirer à conséquence, chargent telle personne qu'il leur plaira de cette dite ville, pour nous y rendre en leur nom les dites foys et hommages, et nous communiquer leurs dits titres aux dites fins. Mandons, &c. fait à Québec, le dix Janvier, 1736. (Signé)

HOCQUART.

ORDONNANCE

Qui tient les habitants de la Seigneurie d'Argentenay de faire moudre leurs grains au moulin du dit lieu, après visite faite et nomination d'experts, du 23e Juin, 1736.

GILLES HOCQUART, &c.

VU la requête à nous présentée par Charles Campagna, Jean Asselin, Michel Aymond, François Drouin, Jacques Asselin, et Robert Aymond, tous habitants de la Seigneurie d'Argentenay, paroisse St. François de Salles, faisant tant pour eux que pour les autres habitants de la dite paroisse, contenant que par Ordonnance rendue par le Sieur André, notre subdélégué en cette partie, en date du qui les oblige de porter tous leurs grains moudre au moulin de la dite paroisse, ils désireroient se soumettre par la suite à la dite Ordonnance, comme ils ont fait jusqu'à présent, mais qu'ils ne le peuvent sans souffrir une perte considérable, par les mauvaises farines que le meunier leur fait tous les jours, non seulement celles qu'ils consomment dans leurs familles, mais encore celles qu'ils sont obligés de commercer qui se trouvent mal faites, et desquelles ils ont continuellement des reproches, ce qui provient de ce que les moulanges sont défectueuses, pourquoi concluent, attendu qu'ils ne peuvent connoitre la capacité tant du dit meunier que des moulanges, il nous plaise ordonner que les dites moulanges et moulin soient visités par deux fariniers experts, pour, sur leur rapport, être ordonné ce qu'il appartiendra. Notre Ordonnance étant ensuite de la dite requête, en date du seize du présent mois, rendue entre les dits habitants et le nommé Folin, meunier du dit moulin d'Argentenay, portant, qu'avant faire droit, le dit moulin en question sera vu et visité par experts, dont les parties conviendront, lesquels experts, pour plus de certitude dans leur vérification feront moudre du bled bien épuré, et ensuite leur rapport du dit moulin. pour, icelui à nous rapporté, être ordonné ce qu'il appartiendra; la dite Ordonnance contenant aussi acte de la nomination faite par les parties des dits experts, savoir, de la part des dits habitants, de Charles Pouliot, et de la part du meunier, de la personne du nommé Grenet; vu aussi le rapport fait par les dits Pouliot et Grenet, en date du vingt du dit présent mois, suivant sequel Q q 2

Ordonnances. 23 Juin. 1736. Vol: XXIV. fol. 72. V°. il appert qu'ils ont vu et visité le dit moulin et ses moulanges, ainsi que la farine qu'il fait, et qu'ils ont trouvé que le dit moulin étoit en bon état et faisoit de bonne farine. Nous, ayant égard au rapport des dits experts, renvoyons les dits habitants de leur demande, et ordonnons que, conformément à l'Ordonnance du dit Sieur André, les dits habitants seront tenus de faire moudre leurs grains au dit moulin d'Argentenay, sous les peines y portées, et condamnons les dits habitants aux frais de visite faite par les dits deux experts, que nous avons liquidés à la somme de vingt quatre livres, tant pour leur transport, que pour leur séjour et retour. Mandons, &c. fait à Québec, le vingt trois Juin, 1736.

(Signé)

HOCQUART.

ORDONNANCE

Portant que les particuliers qui voudront affranchir leurs esclaves, le feront par un acte passé devant notaire, déclarant tous autres affranchissements nuls; du 1er Septembre, 1736.

GILLES HOCQUART, &c.

Ordonnances. 1 sept, 1736. Vol. XXIV. Fol. 99. R . SUR ce que nous avons été informés que plusieurs particuliers de cette colonie avoient affranchi leurs esclaves sans autre formalité que celle de leur donner la liberté verbalement, et étant nécessaire de fixer d'une maniere invariable l'état des csclaves qui pourront être affranchis par la suite, Nous, après en avoir conféré avec Mr. le Marquis de Beauharnois, Gouverneur et Lieutenant Général pour le Roi en cette Colonie, Ordonnons, qu'à l'avenir tous les particuliers de ce pays de quelque qualité et condition qu'ils soient, qui voudront affranchir leurs esclaves, seront tenus de le faire par un acte passé devant notaires, dont il sera gardé minute, et qui sera en outre enrégistré au gresse de la jurisdiction royale la plus prochaine; Déclarons tous autres affranchissements franchissements, qui ne seront pas dans la forme ci-dessus, nuls et de nul effet: et sera la présente Ordonnance lue et publiée en la maniere accoutumée, et régistrée aux greffes des jurisdictions royales de Québec, Montréal et des Trois Rivieres. Mandons, &c. fait à Québec, le premier Septembre, 1736. HOCQUART. (Signé)

ORDONNANCE

Qui ordonne que le Capitaine de la Côte de St. François jouira du banc le plus honorable, immédiatement après celui du Seigneur Haut Justicier; du dix-sept Janvier, 1737.

HONORE MICHEL DE LA ROUVILLIERE, &c.

CUR ce qui nous a été représenté que les habitants de St. François, et notamment les marguilliers de la paroisse, refusent d'accorder un banc au capitaine de la côte, immédiatement après celui du Seigneur, dans la nouvelle église qui a été construite à frais communs, prétendant qu'il n'a point de droit Fol. 7. Ro. pour exiger une place marquée dans la dite église; nous, ayant égard aux représentations qui nous ont été faites à ce sujet, et vu le réglement de sa Majesté. du vingt sept Avril, mil sept cent seize, par lequel elle entend que le pain béni soit présenté au capitaine de la côte immédiatement après le Seigneur, en suivant l'esprit de ce réglement, et sous le bon plaisir de sa Majesté, Ordonnons que le banc le plus honorable qui sera placé dans la dite églile, immédiatement après celui du seigneur haut justicier, sera accordé au capitaine de la côte, pour en jouir lui et ses successeurs, en payant seulement chaque année à la fabrique, la plus forte rente qui sera réglée pour les autres bancs ; Ordonnons en outre qu'il jouira, en conséquence du dit réglement, des autres privileges et honorifiques accordés aux capitaines des côtes de la colonie. Mandons aux marguilliers de la dite paroisse de se conformer à la présente ordonnance, à la première notification qui leur en sera faite, à peine de dix livres d'amende. Fait aux Trois Rivieres, le dix-sept Janvier, mil sept cent trente sept.

N. B. Les ordonnances contenues dans ce Régistre ne sont ni fignées ni paraphées.

ORDONNANCE

Ordonnances. 17 Janv, 1737. Vol. XXV.

Qui ordonne la publication de l'arrêt du Confeil d'Etat du Roi, concernant le commerce des Isles du vent, &c. du 18e Septembre, mil fept trente fept.

ARRET du Conseil d'Etat du Roi, portant exemption des droits du Domaine d'Occident, pour les marchandises du cru des Isles du vent de l'Amérique, qui seront transportées en Canada et à l'Isle Royale, du vingt sept Avril, mil sept cent trente sept.

Extrait des Régistres du Conseil d'Etat.

Ordonnances. 18 Sep. 1737. Vol. XXVI. Fol. 6. V°.

E Roi s'étant fait représenter, en son conseil, l'arrêt rendu en icelui, le trente et un Décembre, mil sept cent vingt six, sur la requête des négociants et armateurs des Isles du vent de l'Amérique; la dite requête tendante à ce que pour les causes et raisons y contenues, il plut à sa Majesté ordonner que tous les droits perçus, depuis mil sept cent quatorze, sur les marchandises des Isles du vent de l'Amérique, déstinées pour l'Isle Royale, leur seroient rendus et restitués, avec défenses aux directeurs et receveurs du domaine aux dites Isles de les exiger à l'avenir, non plus que sur celles destinées pour le Canada; par lequel arrêt du dit jour, trente et un Décembre, mil sept cent vingt six, Sa Majesté ayant aucunement égard à la dite requête. et pour lier un plus grand commerce entre le Canada, l'Isle Royale et les Isles du vent de l'Amérique, a ordonné que les marchandiles du cru des Isles du vent qui seront destinées à être transportées à l'Isle Royale, seroient et demeureroient déchargées du droit de poids d'un pour cent, et ce pendant le temps de dix années, à commencer du premier Janvier mil sept cent vingt sept; que celles du cru des dites Isles, destinées tant pour la dite Isle Royale que pour le Canada, seroient et demeureroient déchargées du droit de trois pour cent du domaine d'Occident, qui se perçoit sur les denrées et marchandises du cru des colonies, ensemble du droit de quarante sols par quintal sur les sucres qui y seroient envoyés des dites Isles. Et la Majesté étant informée qu'il est de l'intérêt du

commerce des dites Isles, qui ne peut être trop favorisé, de proroger encore pour dix ans les mêmes exemptions; à quoi sa Majesté voulant pourvoir, oui le raport du Sieur Orry, Conseiller d'Etat et Ordinaire au Conseil Royal, Controlleur Général des finances, la Majesté étant en son Conseil, voulant continuer de favoriser le commerce entre le Canada, l'Isle Royale et les Isles du vent de l'Amérique, a ordonné et ordonne que les marchandises du cru des Isles du vent, qui seront destinées pour être transportées à l'Isle Royale, seront et demeureront déchargées du droit de poids d'un pour cent, et ce pendant le temps de dix années consécutives, à commencer du premier Janvier de la présente année, mil sept cent trent sept. Que celles du cru des dites Isles, destinées tant pour la dite Isle Royale que pour le Canada, seront et demeureront déchargées du droit de trois pour cent du domaine d'Occident, qui se perçoit fur les denrées et marchandises du cru des colonies, ensemble du droit de quarante sols par quintal sur les sucres qui y seront envoyés des dites Isles. Fait au Conseil du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le deux Avril, mil sept cent trente sept.

(Signé)

PHELYPEAUX.

Collationné à l'original par nous, Ecuyer, Conseiller, Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France et de ses Finances.

Pour copie

(Signé)

HOCQUART.

GILLES HOCQUART, &c.

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi ci-dessus et des autres parts, Nous ordonnons qu'il sera lu, publié et affiché dans les trois villes de cette colonie, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Mandons, &c. sait à Québec, le dix-huit Septembre, mil sept cent trente sept.

(Signé)

HOCQUART.

REGLEMENT

REGLEMENT

Entre les propriétaires des Isles Mingan et les concessionaires en terre ferme; du 30e Septembre, 1739.

CHARLES MARQUIS DE BEAUHARNOIS, &c. GILLES HOCQUART, &c.

Ordonnances. 30 sept. 1739. Vol. XXVII. Fol. 134.R°,

CUR les contestations mues entre le Sieur Fleury de la Gorgendière, agent de la Compagnie des Indes, comme ayant épousé Demoiselle Claire Joliet, Marie Mars, Veuve de seu Jean Joliet Mingan, à présent semme du Sieur Jean Louis Volant d'Haudebourg, la dite Mars, au nom et comme tutrice des enfants mineurs du dit seu Jean Joliet Anticostie, tous héritiers de seu Louis Joliet, propriétaire des isles et islets Mingan, étant du côté du nord, et qui se suivent jusqu'à la baye appellée l'Ance aux Espagnols, en vertu de la concession faite au dit Louis Joliet par Monsieur Ducheneau, ci-devant Intendant de ce pays, le dix Mars, mil fix cent soixante et dix-neuf, d'une part; et le Sieur Jacques la Fontaine de Belcourt, Conseiller au Conseil Supérieur, propriétaire d'une concession, sise à la côte du nord du Fleuve St. Laurent, par titre par nous expédié le premier Septembre mil sept cent trente trois, et le Sieur Fean Baptiste Pommereau, Ecrivain, employé dans les magazins du Roi, propriétaire d'une autre concession aussi sise à la dite côte du nord, par autre titre du deux Mai, mil sept cent trente huit, aussi par nous expédié, d'autre part. Les dites contestations formées au sujet des isles et islets sis au devant des dites concessions, dont les dits Sieurs La Fontaine et Pommereau demandent ou l'usage ou qu'il leur en soit donné des concessions par les propriétaires des dites isles, pour les mettre en état de continuer les établissements des pêches sédentaires du loup marin, qu'ils ont commencées en la terre ferme, de manière qu'ils ne puissent être troublés dans la dite pêche: Nous aurions entendu les parties, et rendu compte à sa Majesté de leurs différents intérêts. et lui aurions proposé, en maintenant le dit Sieur De la Gorgendière et cohéritiers dans la possession des dites isles, de les obliger de concéder aux particuliers qui ont des concessions en terre ferme, celles de ces isles dont ils auront besoin, moyennant une redevance, en réservant néanmoins aux dits propriétaires

propriétaires le droit de faire dans toutes les isles la chasse du loupmarin au fusil, concurremment avec les concessionnaires en terre ferme, après le temps expiré de la pêche sédentaire; En consequence sa Majesté nous a envoyé ses ordres, contenus dans la lettre de Monsieur le Comte de Maurepas, ministre et secrétaire d'Etat, à nous adressée, en date du vingt un Avril dernier, en exécution desquels, Ordonnons:

- I. Que les propriétaires des isles et islets en question seront tenus, à la premiere requisition, de concéder aux concessionnaires en terre serme, ceux des isles et islets sis sur le front et devanture de leurs terres, dont ils auront besoin pour l'établissement de leurs pêches sédentaires, à la charge de vingt cinq livres de rente payable au Sieur Lagorgendiere, et cohéritiers, pour chaque lieue de front des dites isles concédées, à la réserve néanmoins que les concédants auront la liberté de faire comme ci-devant la chasse du loupmarin au sus fusil, concurremment avec les nouveaux concessionnaires, après le temps expiré de la pêche sédentaire.
- II. Les concessions saites en terre ferme aux Sieurs de Lafontaine et Pommereau, ne leur ayant été concédées que pour un temps, la dite redevance de vingt cinq livres pour chaque lieue d'isles, ne pourra être exigée que pendant la jouissance que les premiers auront des dites concessions, ou tant qu'ils y feront valoir des pêches; et les Sieurs de Lagorgendiere et cohéritiers rentreront dans leurs droits. Et dans le cas que sa Majesté concédât par la suite à d'autres particuliers les mêmes terreins en terre ferme, les nouveaux concessionnaires seront aux droits des anciens, et tenus des mêmes charges envers les héritiers Joliet.
- III. Les Sieurs de Lafontaine et Pommereau seront aussi tenus d'aujourd'hui au —— Septembre prochain, de requérir des propriétaires des dites isles qu'ils leur concèdent, la quantité d'isses de front dont ils auront besoin pour continuer leurs établissements de pêche, avec sûreté et sans inquiétation; à faute par les dits propriétaires de les leur concéder, il en sera expédié aux premiers des titres au nom du Roi.
- IV. S'il est expédié par la suite des concessions en terre ferme à d'autres particuliers qu'aux dits Sieurs De la Fontaine et Pommereau, et qu'il se trouve au devant des dites concessions des isles faisant partie de celles concédées au seu Rr

Sieur Joliet, le Sieur De la Gorgendière et cohéritiers, se conformeront de leur part à la présente ordonnance.

V. Désendons au Sieur De la Gorgendière et à tous autres, sous les peines de droit, de troubler directement ni indirectement les concessionnaires en terre ferme dans les établissements de pêche qu'ils ont saits ou qu'ils pourroient saire jusqu'au retour de la pêche de l'année prochaine, qu'ils auront déterminé la quantité d'isles dont ils auront besoin, et desquelles ils doivent requérir la concession. Fait et donné, sous le bon plaisir de sa Majesté, à Québec, le trente Septembre, mil sept cent trente neus.

ORDONNANCE

Définitive entre le Sieur Constantin et les Sieurs Foucault et Boucault, au sujet du poste de St. Modet, du 28e Septembre, 1740.

CHARLES MARQUIS DE BEAUHARNOIS, &c.
GILLES HOCQUART, &c.

Ordonnances. 28 sept. 1740. Vol. XXVIII Fol. 80. R°, Vu par nous notre Réglement provisoire en date du 18e Avril, 1738, sur la contestation mue entre le Sieur Constantin, capitaine de milice de la côte de St. Augustin, propriétaire d'une concession sise à la côte de Labrador, en vertu d'un brevet de sa Majesté en date du trente et un Mars, mil sept cent seize, d'une part, et les Sieurs Foucault, Conseiller au Conseil Supérieur, et Boucault, lieutenant de l'amirauté, comme sondés sur un titre par nous expédié le 27e Avril, 1735, pour une autre concession, sise à la dite côte, vulgairement appellée Grand St. Modet, d'autre part; par lequel réglement nous donames acte aux dits Sieurs Foucault et Boucault de l'abandon qu'ils sirent alors du terrein en question, et ce sous les réserves y portées, en attendant que nous prissions de plus amples éclaircissements sur le différent des parties. Nous aurions mandé les dits Sieurs Foucault et Boucault pour savoir d'eux s'ils n'avoient point de nouveaux éclaircissements à fournir; et le dit Sieur Foucault nous auroit

auroit dit, qu'il avoit cédé toutes ses prétentions au dit Sieur Boucault; et le dit Sieur Boucault qu'il abandonnoit tant les prétentions à lui cédées que toutes celles qu'il pouvoit avoir de son chef sur le poste du Grand St. Modet, sans aucune réserve; en conséquence, Ordonnons que, sans avoir égard au dit titre du 27e Avril, 1735, qui sera regardé comme non avenu, le dit Constantin demeurera seul propriétaire du dit poste du Grand St. Maudet, ainsi que des autres lieux compris dans l'étendue du terrein à lui concédé à la côte de Labrador, aux termes du dit brevet du 31 Mars, 1716. Fait à Québec, le 28e Septembre, 1740.

(Signé)

BEAUHARNOIS, et HOCQUART,

Contresigné et scellé.

Pour copie,

(Signé)

HOCQUART.

ASSEMBLEE

Faite au Palais des Marchands et Négociants de cette ville, par laquelle le Sieur Dezauniers est nommé Sindic des dits Marchands, du 6 Octobre, 1740.

A UJOURD'HUI sixieme Octobre, 1740, les principaux négociants de cette ville assemblés au Palais où étoient les Sieurs Pétrimoulx, Gourdeaux Fornel, Arguin, Louis Parent, Joseph Perthuis, Denis Goguet, Jéhanne, Tachet, Havy, Soumbrunt, D'Etchevery, Thouron, Dumont, Payes et Mounier, lesquels, en présence de nous Gilles Hocquart, Chevalier, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant de Justice, Police et Finances en la Nouvelle France, et en vertu de l'Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du onzieme Mai, 1717, régistré le vingt deux Novembre suivant, ont nommé et choisi, par voie de scrutin, le Sieur Dézauniers, l'un d'eux, pour leur Sindic, pour en cette qualité faire au nom d'eux toutes les représentations qui seront nécessaires pour le bien et R r 2

Ordonnances. 6 Oct., 1740. Vol.XXVIII. Fol. 81, V°. avantage de leur commerce, laquelle nomination ils nous supplient d'approuver et de leur en donner acte que nous leur avons accordé: et le dit Sieur Dezauniers a accepté la dite charge et promis de s'en acquitter fidèlement. Fait à Quebec, les jour et an sussition. Signé, Dezauniers, Petrimoulx, Jacques Gourdeaux, Fornel, Arguin, Louis Parent, Perthuis, D. Goguet, Tachet, Soumbrunt, J. Thouron, Havy, Dumont, P. Jéhanne, S. D'Etchevery, J. M. Mounier, et Payes. Et ensuite est écrit, vu et approuvé par Nous Intendant de la Nouvelle France. La présente sera régistrée au Secrétariat de l'Intendance.

(Signé)

HOCQUART.

Et plus bas,

Régistrée ès Régistres du Secrétariat de l'Intendance, par Nous Secrétaire de Monseigneur l'Intendant, à Québec, le dit jour six Octobre, 1740.

(Signé)

BENARD.

Pour copie,

(Signé)

HOCQUART.

ORDONNANCE

Portant réunion au domaine de sa Majesté de toutes les seigneuries qui ne sont point en valeur, du 10e Mai, 1741.

CHARLES MARQUIS DE BEAUHARNOIS, &c.
GILLES HOCQUART, &c.

Ordonnances.

1 sept, 1736.

Vol. XXIX.

Fol. 28. V o.

ENTRE le Procureur Général du Roi au Conseil Supérieur de Québec, demandeur, suivant son requisitoire de Nous répondu le vingtieme Février dernier,

dernier, d'une part, et les Sieurs François Daine, Greffier en Chef du dit Conseil, de Lusignan, lieutenant des troupes, de Laronde Denis, capitaine des dites troupes, de Beaujeu, major des troupes, Péan, major des ville et château de Québec, et Foucault, garde des magazins du Roi, défendeurs, tous présents en personnes; Mr. Dosquêt, ancien Evêque de Québec, comparant, un des directeurs du séminaire de Québec, de St. Vincent, enseigne en pied, stipulant pour lui le Sieur Estebe chargé de sa procuration en date du 27e Avril, 1740, de Beauvais, fils, comparant par le Sieur Chaussegros de Léry, ingénieur en chef; de Contrecœur, capitaine d'infanterie, de Contrecœur, fils, enseigne, et Laperriere, capitaine des dites troupes, stipulant pour eux le dit Sieur Péan, major de Ouébec, fondé de leur procuration, passée devant Me. Latour, notaire royal, le vingt quatre Mars dernier, de Sabrevois, lieutenant des troupes, et de Sabrevois de Bleury, comparant par le Sieur Parent, marchand de cette ville, fondé de leur procuration sous seings privés, en date du cinq de ce mois, Chevalier d'Argenteuil, comparant par Dubreuil, huissier au Conseil, fondé de son pouvoir aussi sous seing privé du onze de ce dit mois; Lafontaine, conseiller au dit Conseil Supérieur, stipulant pour lui, le Sieur Lévrard, porteur de son pouvoir aussi fous signature privée du quatre de ce dit mois; Rochert, garde des magazins du Roi à Montréal, comparant par le dit Sieur Foucault fondé de sa Procuration reçue devant Me. Danré, notaire à Montréal, le vingt sept Mars aussi dernier; tous les dénommés ci-dessus concessionnaires de terres dans la riviere Chambly, Lac Champlain, et autres lieux, défendeurs et assignés les fix et onze Mars dernier, et neuf du présent mois; et les Sieurs Douville, Danoyan, et de Lagauchetiere, aussi défendeurs et défaillants faute d'être comparus, ni personnes pour eux, aux assignations qui leur ont été données le onze du dit mois de Mars par l'huissier de côte, encore d'autre part. Vu le dit requisitoire du Procureur Général du Roi, tendant pour les raisons y contenues à ce qu'il nous plaise lui permettre de faire assigner les dits Sieurs susnon.més à être et comparoir par devant Nous au Château St. Louis de Québec, dans les délais de l'Ordonnance, pour voir dire et ordonner que faute par eux, aux termes des Arrêts du Conseil d'Etat du Roi, des six Juillet, 1711 et quinze Mars, 1732, et dans le temps y porté, d'avoir mis en culture et valeur les terres en seigneuries qui leur ont été concédées, et d'avoir placé et établi des habitants dessus, elles seront et demeureront réunies au domaine de sa Majesté en ce pays. Les réponses des dits défendeurs présens, par lesquelles le Sieur Daine a dit qu'il a fait une cession de sa seigneurie au Sieur Gosselin, Guré de la riviere Chambly, il y a environ deux ans, qu'alors le dit Sieur Daine avoit donné plusieurs concessions, entr'autres aux nommés Guarguilleau et Boileau, qu'il fait qu'il y en a un actuellement d'établi, qu'il est aussi informé que le dit Sieur Goffelin a mis de sa part un autre habitant qui y tient feu et lieu, qu'il dans le dessein de l'établir et d'y aller le printems prochain, pour y faire un domaine.

domaine; le Sieur Lusignan que lors de la ratification de sa concession il fut détaché pour commander à la riviere St. Joseph d'où il n'est de retour que depuis deux ans, que depuis son arrivée il a cherché tous les moyens de pouvoir trouver des habitants pour l'établir, même à ses dépens, qu'il n'en a pu encore trouver, et qu'il est actuellement en mouvement pour y parvenir, pourquoi il demande un délai suffisant; le Sieur de Laronde Denis, qu'étant occupé au poste de Chagouamigon pour la découverte des mines de cuivre, il n'a pu jusqu'à présent vacquer à létablissement de sa seigneurie, mais que l'année prochaine il fera descendre son fils ainé qui est au dit lieu de Chagouamigon, pour y faire faire un moulin à sçie et un domaine, en attendant qu'il en puisse faire faire un à farine, et y placer des habitants; le Sieur de Beaujeu, qu'il a fait jusqu'à présent tout ce qui a dépendu de lui pour trouver des habitants pour placer sur sa seigneurie, et qu'aucun ne s'est présenté; que son service l'ayant appellé à Québec, il a été obligé de vendre tout ce qu'il avoit à Montréal, jusqu'à ses harnois, qu'il compte passer en France pour rétablir ses affaires, et qu'à son retour il espere être en état d'établir sa dite seigneurie : le Sieur Péan, qu'il n'a pu trouver jusqu'ici aucun habitant pour placer sur sa Seigneurie, que s'il en trouvoit, il est prêt à leur fournir haches, pioches, pour déserter avec un an de vivres, qu'il continuera d'en chercher, qu'il fera son possible pour en trouver, et qu'il est dans le dessein d'y faire un domaine; et le Sieur Foucault, qu'il s'est mis sérieusement en devoir d'établir la terre à lui concédée, qu'il l'a fait borner et arpenter, ainsi qu'il le justifie par cent quatre procés verbaux d'arpentage numérotés, par deux titres de concession par lui faits aux nommés Jean et Louis Vigean, passés le quatorze Août, mil sept cent trente neuf, par devant Barolet, Notaire, à Québec, et le procès verbal général d'arpentage de la dite seigneurie qu'il a fait faire à ses frais et dépens par Jean Vrin, Arpenteur, les dits procès verbaux à nous représentés; l'écrit du quinze Mars dernier, figné du Sieur Ranconnet, par lequel, entr'autre il expose, qu'il n'a jamais eu de procuration de Monsieur Dosquet, dans ce pays-ci, et que par conséquent l'ordonnance qui seroit rendue sans autre assignation ne seroit pas contradictoire, que Monsieur Dosquet alléguera peut-être, en son temps, pour moyens de défenses, que la négligence à lui objectée mérite quelqu'indulgence, que l'année même de la date du dit arrêt du Conseil d'Etat du Roi. les affaires du diocèse l'appellerent en France; qu'il a fait venir de France des moulanges, qui se sont gatées à la longue, sans avoir été employées; que de uouvelles affaires ou plutôt une suite nécessaire des premières, engagea Monsieur Dosquet à un second voyage, qu'il n'a cessé d'être Evêque de Québec. que depuis la prise de possession de son successeur; déclarant le dit Sieur Rançonnet, sans vouloir se rendre garant des faits dont il n'est pas affez instruit, que Monsieur Dosquet a vraisemblablement donné une partie de sa seigneurie au Séminaire de Montréal, qu'il apprend en ce moment, que Monsieur Gosselin, Missionaire

Missionnaire à la Rivière Chambli, a déclaré depuis peu à Monsieur le Procureur Général, qu'il a actuellement plusieurs habitants sur sa terre y tenant feu et lieu: autre réponse du Sieur Estebe, comparant comme dessus, par laquelle il dit que le dit Sieur St. Vincent est actuellement détaché pour commander au poste des Ouyatanons, qu'il a déjà donné quelques concessions sur sa seigneurie, notamment à un habitant de la Côte de Beaupré; que le dit Sieur St. Vincent lui a dit avant sont départ, qu'il étoit dans le dessein d'y établir un domaine incessamment, requérant au surplus le dit Sieur Estebe ès nom, à ce qu'il lui soit accordé un délai suffisant, attendu l'absence du dit Sieur St. Vincent pour le service du Roi: autre réponse du Sieur De Léry, stipulant pour le Sieur De Beauvais, lequel a dit que le dit Sieur De Beauvais a placé un habitant sur sa seigneurie, qui a fait un grand désert sur la dite concession, qui y tient seu et lieu avec sa semme et ses enfants, qu'au surplus il requiert au dit nom un délai pour faire de plus grands établissements: un écrit non daté, intitulé, remontrance sommaire, sourni devant nous par les dits Sieurs De Contrecœur, pere et fils, et La Perrière, stipulants par le dit Sieur Péan, par lequel ils exposent entr'autres choses, qu'ils se sont donnés tous les mouvements pour établir leur concession; qu'il ne leur a pas été possible de trouver des particuliers qui ayent voulu accepter des terres, quoiqu'ils leur en ayent offertes sous des conditions très avantageuses, et qu'ils ayent voulu donner gratuitement jusqu'à trois cents livres pour engager les dits particuliers, que le dit Sieur Contrecœur, pere, a rendu la foi et hommage de sa dite seigneurie, et qu'il a été, ainsi que les dits Sieurs La Perrière et Contrecœur, fils, exposé à plusieurs dépenses, que d'ailleurs, ils vont faire tout leur possible pour trouver des habitants pour établir les dites seigneuries, et qu'ils espérent y réussir, nous requérant à ce qu'il nous plaise leur accorder un délai. aux offres qu'ils font de se conformer dans icelui, aux intentions de sa Majesté; autre écrit de réponse du cinq Avril dernier, des Sieurs De Sabrevois et De Bleury, stipulant pour eux le dit Sieur Parent, contenant aussi entr'autres raisons, qu'ils ont déjà concédé trois terres dans leurs seigneuries à des habitants qui y ont commencé des déserts, qu'afin d'engager les dits habitants, ils y ont fait aussi commencer un domaine et fait écarir les bois nécessaires pour se bâtir, qu'ils se soumettent d'envoyer édifier cet été les maisons et granges pour parvenir à l'établissement, et de faire suivre la culture de leurs dites concessions; autre écrit en date du onze Avril dernier, à nous présenté par le dit Dubreuil, huissier, comparant pour le Sieur D'Argenteuil, intitulé, représentations sommaires, par lequel le dit Sieur D'Argenteuil dit, 1° qu'il a prié le Sieur De la Valtrie de faire tirer la ligne de la continuation de la seigneurie De la Valtrie, à laquelle continuation, le terrein à lui concédé se trouve borné, sans avoir pu parvenir encore à obliger le dit Sieur De la Valtrie à ce faire, quoiqu'il l'ait sommé par exploit du quinze Mars aussi dernier, point joint à son dit écrit, que c'est ce refus de la part du dit Sieur La Valtrie qui a été cause qu'il n'a pu faire travailler ni donner des concessions sur sa dite seigneurie, mais qu'il va poursuivre le dit Sieur La Valtrie par les voies de droit à nommer un arpenteur pour tirer à frais communs la dite ligne; 2°, qu'il est prêt à se conformer aux intentions de sa Majesté, qu'il se soumet d'envoyer dans le cours de l'été prochain pour faire un domaine sur sa dite seigneurie, et qu'il concédera en même temps plusieurs terres qui sui sont demandées par des habitants, et par toutes ces raisons, il nous supplie de lui accorder un délai pour se mettre en règle; autre écrit du Sieur Lafontaine, non daté, et signé de lui, stipulant par le dit Sieur Lévrard, par lequel il offre avec notre agrément d'aller ce printemps sur sa concession avec trois hommes s'y bâtir et faire commencer des déserts, et de donner à ceux qu'il trouvera qui voudront s'y établir, des bleds, de l'argent même, en ne leur demandant aucune redevance, afin d'obtenir d'eux par l'apas du don ce qu'il ne peut faire par force; écrit du dit Sieur Rocbert, stipulant pour lui, le Sieur Foucault, aussi non daté, par lequel, il dit que dès le même temps que sa concession lui fut accordée, il auroit envoyé Monsieur Janvrin Dufrêne, arpenteur juré, avec fix hommes pour mesurer, arpenter et borner la dite concession, lesquels auroient employé quarante jours dans leur voyage, et que cette dépense auroit monté à sept cents livres dix sols, suivant le certificat du dit Dufrêne, qu'il représente, et qu'il n'a rien négligé pour déterminer quelques jeunes habitants à aller s'y établir, en leur procurant de grands avantages et bien des facilités. concluant par ces raisons, à ce qu'il lui soit par nous accordé un délai pour le mettre en état de satisfaire aux intentions de sa Majesté; vu aussi les ordonnances de sa Majesté, en date des six Juillet, mil sept cent onze, et quinze Mars, mil sept cent trente deux, et ses ordres à nous adressés l'année dernière, par lesquels, elle nous ordonne très expressément de faire procéder à la réunion à son domaine des terres anciennement et nouvellement concédées, faute par les propriétaires d'icelles d'avoir rempli les conditions expliquées dans leurs titres; Nous, faisant droit sur la requisition du Procureur Général du Roi, avons réuni et réunissons au domaine de sa Majesté les terres ci-après, sçavoir; celle concédée au Sieur Daine, le 5 Avril, 1733, d'une lieue et demie de front dans la baye de Mississau Lac Champlain, sur trois lieues de prosondeur; celle pareillement concédée le 6 Avril, 1733, au Sieur de Lusignan, dans la dite baye de Missisquoui au dit Lac Champlain, de deux lieues de front sur trois de profondeur; celle du 8 Avril de la dite année 1733, concédée au Sieur Laronde Denis, de deux lieues de front sur trois lieues de profondeur, le long de la riviere Chambly, ensemble la petite isle qui est audessus de l'isle aux Têtes; celle concédée au Sieur de Beaujeu, le 9 Avril de la dite année 1733, de deux lieues de front sur trois de profondeur, en la riviere Chambly; celle pareillement concédée le 10 Avril de la dite année 1733, au Sieur Péan, de deux

lieues ou deux lieues et demie de front sur trois de prosondeur le long de la riviere Chambly et Lac Champlain, ensemble la riviere Chazy y comprile, et l'isle à Lamotte; celle concédée le quinze Octobre, 1731, à M. Dosquet, de quatre lieues de front de chaque coté de la riviere Yamaska, icelle riviere comptise, sur quatre lieues de profondeur aussi de chaque côté de la dite riviere; celle concédée au Sieur de St. Vincent, le douze Avril, 1723, de deux lieues de front sur trois lieues de profondeur, dans le Lac Champlain; autre au-Sieur de Beauvais, le vingt Juillet, 1734, de deux lieues de front sur trois lieues de profondeur dans le dit Lac Champlain, ensemble la presqu'isse qui se trouve comprise dans la devanture du dit terrein; autre concédée le premier Juillet 1734, au Sieur de Contrecœur, pere, d'une isle sise dans le dit Lac Champlain, vulgairement appellée la Grande Isle, avec les isles, islets et battures qui en dépendent; autre concédée le sept juillet de la dite année 1734, au Sieur de Contreçœur, fils, sur le bord du Lac Champlain, à prendre à l'embouchure de la riviere aux Loutres, une lieue et demie au dessus et une demie lieue au dessous, faisant deux lieues de front, sur trois lieues de profondeur, ensemble l'étendue de la dite riviere aux Loutres qui s'y trouve comprise, avec les trois isles ou islets qui sont au devant de la dite concession, et qui en dépendent; autre concédée le 6 Juillet, de la dite année 1734, au Sieur de la Perriere, sur le bord du Lac Champlain, à prendre à l'embouchure de la riviere Ouymouski, une lieue au dessus et une lieue au dessous, faisant deux lieues de front sur trois lieues de profondeur, avec l'étendue de la dite riviere qui s'y trouvera comprise, ensemble les isles et battures adjacentes; autre concédée le quatre Avril, 1733, au Sieur De Sabrevois, de deux lieues de front sur trois lieues de profondeur, le long de la Rivière Chambly; autre concédée au Sieur Sabrevois de Bleury, le premier Avril de la dite année, 1733, de trois lieues de front le long de la Riviere Chambly, sur trois lieues de profondeur; autre concédée au Sieur D'Argenteuil, le six Octobre, 1736, d'une lieue et demie de front sur quatre lieues de profondeur, au bout des profondeurs de la seigneurie de La Noraye; celle concédée au Sieur Lafontaine, le cinq Avril, mil sept cent trente trois, de cinq quarts de lieue de front sur la Rivière Chambly, sur la profondeur qui se trouve jusqu'à la Baye de Missiquouy; celle concédée le treize Juin, 1737, au Sieur Rochert, de trois lieues de front sur deux lieues de profondeur du côté de l'ouest, dans le Lac Champlain, à prendre, en descendant une demie lieue au dessous de la Rivière Bosquet, et en remontant deux lieues et demie au dessus de la dite rivière; et celle concédée au Sieur Foucault, le trois Avril, 1733, de deux lieues de front sur la profondeur qui se trouvera jusqu'à la Baye de Missisquouy: En conséquence avons déclaré tous les concessionnaires ci-dessus dénommés, d'échus de tous droits et propriété sur icelles terres; et cependant, ayant aucunement égard aux représentations faites par aucuns des dits défendeurs, nous réservons, lous

sous le bon plaisir de sa Majesté, de donner de nouveaux titres de concessions des mêmes terres à ceux des dits désendeurs qui nous justifieront dans un an, avoir sérieusement et par des dépenses et des travaux réels, mis en valeur partie notable des dites terres, ou placé des habitants dessus pendant le cours d'icelui an, passé lequel temps, en vertu et exécution des présentes et sans qu'il en soit besoin d'autres, les dites terres seront concédées à qui et ainsi qu'il appartiendra; donnons désaut contre les Sieurs Douville, De Noyan et De la Gauchetière, et pour le profit, avons déclaré le présent jugement commun, pour les terres pareillement à eux concédées, scavoir au dit Sieur Douville, celle à lui accordée le huit Octobre, 1736, de deux lieues de front sur trois lieues de profondeur, à la côte de l'est dans le Lac Champlain; celle aussi accordée le deux Avril, 1733, au dit Sieur de Noyan, de deux lieues de front le long de la Rivière Chambly, sur trois lieues de profondeur, à prendre depuis la petite Rivière du sud, icelle comprise, en remontant vers le Lac Champlain. avec l'Isle aux Têtes et autres isles et islets adjacents; et enfin celle accordée au Sieur La Gauchetière, le onze Avril de la dite année 1733, de deux lieues de front sur trois lieues de profondeur sur le dit Lac Champlain. Mandons, &c. Fait au Château St. Louis de Québec, le dix Mai, mil sept cent quarante et un.

(Signé)

BEAUHARNOIS & HOCQUART.

Contresigné et scellé.

Pour copie,

(Signé) HOCQUART.

ORDONNANCE.

De Messieurs les Gouverneur et Intendant, contenant plusieurs dispositions pour l'acquisition à faire par le Roi, de divers emplacements et maisons au Cul-de-sac, pour y construire un nouveau quai, 15e Mars, mil sept cent quarante sept.

CHARLES MARQUIS DE BEAUHARNOIS, &c. GILLES HOCQUART, &c.

E Roi voulant procurer à cette colonie des avantages qui puissent servir à son agrandissement, et à l'utilité de son royaume, étant informé qu'elle contient des bois propres pour la construction de ses vaisseaux, et qu'il ne s'agit que d'établir en cette ville un chantier convenable pour construire avec fûreté des vaisseaux de force, et qu'il se trouve au bas et en deçà du Cap aux Diamants, dans le lieu vulgairement nommé le Cul-de-sac, une étendue de terrein sur le bord du fleuve St. Laurent, très propre pour former le dit chantier, laquelle étendue de terrein contient onze emplacements et maisons, et est à prendre au sud-ouest, depuis et compris l'emplacement et maison de Louis Palin dit Dabonville, jusques et compris l'emplacement appartenant aux héritiers de feu Sieur Duroy, au nord-est marqué sur le plan qui en a été fait et envoyé à sa Majesté, depuis et compris la lettre A. jusques et compris la lettre L. Et voulant sa Majesté acquérir ces différents emplacements et maisons avec les précautions convenables, elle nous auroit fait préscrire de pourvoir au nécessaire, afin de parvenir à la sûreté des acquisitions à faire, tant pour elle, que pour ceux qui pourroient avoir quelque droit par hypothêque ou autrement sur les dits emplacements et maisons, pour à quoi parvenir, nous, suivant les intentions de sa Majesté, et sous son bon plaisir, ordonnons, I. Que

Ordonnances. 15Mars, 1747 Vol. XXXIV Fol. 6. Vo

- I. Que dans huitaine, à compter de la publication des présentes, les nommés Louis Palin dit Dabonville, Jean Morant, Bernard Gendron, Jean Maillou, Jean Bertin dit Laronde, Michel Jourdain, Denis Constantin, la Veuve du Sieur Pierre Hémard, Louis Paquet, Jean Amiot, Louis Boissy dit la Grillade, et les héritiers du feu Sieur Duroy, tous propriétaires des dits emplacements et maisons, seront tenus de rapporter et remettre au greffe de la prévôté de cette ville, les titres de propriété de leurs dits emplacements et maisons, pour en connoitre l'étendue, tant en front qu'en prosondeur, et de qui ils relevent.
- II. Qu'incontinent après la dite remise de titres, dont il leur sera délivré acte par le greffier, ils seront tenus de se transporter au Palais et pardevant Monsseur l'Intendant, à l'effet de convenir de gré à gré d'experts pour l'estimation de leurs dits emplacements et maisons, sinon en sera nommé d'office, lesquels experts, serment préalablement par eux prêté, en présence des dits propriétaires, seront l'estimation en leur ame et conscience des dits emplacements et maisons, de ce dont ils dresseront des procès verbaux, qui seront également remis au gresse pour en être pris communication toutes sois et quantes par les parties intéressées, et par le dit Procureur du Roi de la Commission.
- III. Que les fommes à quoi se trouveront monter la valeur de chacun des dits emplacements et maisons suivant les dites estimations, seront payées comptant aux dits propriétaires par le Trésorier de la marine, sur les ordres de Monsieur l'Intendant, en justifiant par eux que les dits emplacements sont francs et quittes de toutes dettes et hypothêques, ou en donnant caution solidaire pour raison des dites dettes et hypothêques, si aucune y a, sinon dans le délai qui sera expliqué ci-après, pendant lequel délai seulement l'intérêt des dites sommes sera payé par sa Majesté, à raison du denier vingt, en observant les formalités préscrites en l'article suivant.
- IV. Que pour la sûreté des dites acquisitions à faire par sa Majesté, et également pour celles des créanciers qui pourroient se trouver avoir droit sur les dits emplacements et maisons, soit pour douaire, rente soncière ou autres créances hypothéquaires; la présente ordonnance sera lue et publiée au bruit de la caisse, par trois Dimanches consécutifs, à l'issue des grandes messes de paroisse de cette ville, des Trois Rivières et Montréal, et affichée aux portes des dites paroisses et des auditoires des dites villes, à la diligence du dit Procureur du Roi, asin que personne n'en prétende cause d'ignorance, et pour

les dites publications et affiches, tenir lieu de criées et de décrêt en forme, afin de parvenir à purger les hypothêques qui pourroient être sur les dits emplacements et maisons, et donner le temps aux créanciers, siaucuns il y a, de se pourvoir par voie d'opposition au greffe de la prévôté, et de justifier de leurs titres; leur accordons le délai de fix mois, à compter du jour que sera faite la derniere publication des présentes, passé lequel temps, leur déclarons qu'ils n'y seront plus reçus, et que les prix à quoi auront été estimés les dits emplacements et maisons, seront payés aux propriétaires d'iceux, de la manière qu'il est ci-devant expliqué, à la charge néanmoins par ceux des dits propriétaires qui sont ou ont été mariés, et dont les douaires de leurs femmes sont hypothêqués sur les dits emplacements et maisons, de faire l'emploi du payement qui leur sera fait en autre immeuble, pour sortir à leurs semmes ou enfants pareille nature de douaire. Et pour l'exécution des présentes Monfieur l'Intendant a nommé et commis pour Procureur du Roi de la dite Commission, le Sieur Henri Hiché, Procureur du Roi de la Prévôté et Amirauté de cette ville, et pour Greffier le Sieur Nicolas Gaspard Boisseau, Greffier de la dite Prévôté. Mandons, &c. Fait à Québec, le quinze Mars, mil sept cent quarante lept.

HOCQUART. (Signé)

COMMISSION

Qui fixe les limites du Fort St. Jean, près de Montréal, du 1er Avril, 1749.

ROLLAND MICHEL BARRIN, &c, FRANCOIS BIGOT, &c.

I N conséquence des ordres de sa Majesté, nous avons sait construire sur le bord de la riviere St. Jean, au dessus de Chambly, un Fort, pour y entretenir une garnison; Et étant nécessaire de réserver au Roi une banneue convenable, tant pour la sûreté de ce fort, et pour pouvoir à l'avenir former un bourg ou village aux environs, que pour y faire des prairies et y femer Fol. 108. R.

Ordonnances.

des grains pour les besoins de la garnison; nous avons réservé et réservons, pour et au nom de sa Majesté, une étendue de terre de vingt arpents de front de chaque côté du dit fort, le long de la dite riviere St. Jean, sur trente de prosondeur, laquelle étendue de terre appartiendra à sa Majesté, et sur laquelle elle pourra faire se établissements qu'elle jugera à propos, sans qu'elle soit tenue de payer aucune indemnité, pour raison du dit terrein. Enjoignons au Sieur la Morendière, sous-ingénieur, de se transporter au dit Fort St. Jean, pour constater la dite banlieue et faire planter quatre poteaux, aux quatre extrêmités, dont il dressera procès verbal, qui nous sera ensuite envoyé, et copie d'icelui, ainsi que de la présente ordonnance remise à l'officier commandant au dit Fort. Mandons, &c. Fait à Montréal, le premier Avril, mil sept cent quarante neus.

(Signé)

BIGOT.

ORDONNANCE

Qui réunit l'Hôpital Général de Montréal à celui de Québec, du quinze Octobre, mil sept cent cinquante.

HENRI MARIE DE BREIL DE PONTBRIANT, &c.

LE MARQUIS DE LAJONQUIERE, &c.

FRANCOIS BIGOT, &c.

Tous chefs de l'administration des hôpitaux de Canada.

Ordonnanees. 15 Oct. 1750. Vol. xxxviii fol. 41. R°. Vu le réglement par nous rendu le vingt sept Août, mil sept cent quarante sept, par lequel la Dame Youville, avec ses compagnes, étoit chargée seulement provisoirement de l'administration de l'Hôpital Général de Montréal, nous, en exécution des ordres du Roi, déclarons que le dit réglement n'aura plus lieu; que tous les biens meubles et immeubles appartenants à cette maison seront et demeureront unis par ces présentes à l'Hopital Général de Québec

Québec, dont les religienses hospitalieres prendront soin, comme des biens appartenants aux pauvres de leur communauté, conformément aux lettres patentes de leur établissement, à la charge par les dites religieuses d'acquitter autant que faire ce pourra, les obligations de la fondation de l'Hôpital Général de Montréal, notamment nourir et entretenir les infirmes, vieillards, estropiés, orphelins du Gouvernement de Montréal, à proportion des revenus que les dites religieuses toucheront et dont elles pourront donner toutes quittances et décharges valables aux fermiers, et autres exploitant les dits biens; le tout conformément aux dispositions portées par les lettres patentes de l'Hôpital Général de Montréal, et celui de Québec, sauf aux particuliers qui pourroient prétendre quelques droits sur les dits biens, à faire sous trois mois leurs représentations par devant Monsieur l'Intendant, qui, par ces présentes s'évoque toutes les discussions qui pourroient naitre sur la dite union, laquelle pour cet effet sera lue et publiée et même signifiée aux personnes qu'on connoitra y être intéressées, à la diligence du Procureur du Roi des jurisdictions dans l'étendue desquelles le dit Hôpital Général se trouve avoir des biens existants, lesquels dits biens demeureront toujours hypothêqués aux créanciers du dit Hôpital, desquels nous réservons expressément les droits sur les dits biens, sans qu'ils puissent cependant les étendre sur les biens que posséde actuellement l'Hôpital Général de Québec, lequel nous a déclaré ne pouvoir accepter la présente union qu'à la condition expresse qu'il ne répondra point des dites dettes sur les anciens biens, mais seulement sur ceux qui lui sont unis par ces présentes, tant meubles qu'immeubles, dont le dit Hôpital se chargera par inventaire, qui sera fait en présence du Procureur du Roi de la jurisdiction de Montréal, par Monsieur Danré, Notaire; et pour accélérer le payement des dites dettes, nous permettons aux religieuses de l'Hôpital Général de Québec, de vendre la maison, jardin et cours de l'Hôpital Général de Montréal, et les meubles qui ne valent pas la peine d'être transportés à Québec. Et sur ce qui nous a été représenté que la Dame Youville et ses compagnes ne pourroient trouver à se loger à cause de la saison avancée, que les infirmes dont elles ont pris soin jusqu'à présent, ne pourroient par cette même raison descendre à Québec, nous lui avons permis et permettons de demeurer dans le dit Hôpital Général, jusqu'au mois de Juillet prochain, d'autant mieux que pendant ce temps la dite Dame Youville pourra travailler à la reddition des comptes, et à remplir l'inventaire des effets et papiers dont elle se trouve chargée. Fait et donné à Québec, le quinze Octobre, mil sept cent cinquante.

(Signé)

† H. M. EVEQUE DE QUEBEC, LA JONQUIERE & BIGOT.

Pour copie,

(Signé)

BIGOT.

ORDONNANCE

ORDONNANCE

Contre plusieurs habitants de l'Isle d'Orléans qui ont bâti des maisons au préjudice de l'ordonnance du Roi, du vingt huit Avril, mil sept cent quarante cinq; 12e Janvier, 1752.

FRANCOIS BIGOT, &c.

Ordonnances. 12 Janv. 1752. Vol. XXXIX Fol. 2. V°.

JU les cinq Procès Verbaux, en date des 23, 24 et 27e. Novembre dernier, dressés par le Sr. Maniel, par nous commis pour informer des habitants et autres particuliers de l'Isle d'Orléans, qui auroient bâti des maisons sur moins de terre qu'un arpent et demi de front sur trente à quarante de profondeur, ainsi qu'il est défendu par l'ordonnance du Roi du 28e. Avril 1745, par lesquels Procès Verbaux il paroit que Pierre La Chance, habitant de St. Jean, en la dite Isle d'Orléans, a bâti l'Eté dernier une maison de pierre de trente six pieds de front sur vingt deux de large, sur un terrein d'un arpent et demi de front sur cinq arpents seulement de profondeur; que le Sr. Curodeau, résident en la dite paroisse St. Jean, a fait bâtir en 1748, une maison de pierre sur un terrein d'un arpent de front sur quatre à cinq de profondeur, qu'il a fait faire l'Eté dernier une allonge de pierre à la dite maison, et qu'il a acquis depuis différens terreins joignant le premier; que Jean Baptiste Martel, forgeron, demeurant en la dite paroisse, a aussi bâti l'Eté dernier une petite maison de pieces sur pieces, avec une forge à côté, sur un terrein de trois quarts d'arpent de front sur la profondeur suffisante; que Jean Marie Plante, aussi habitant du dit lieu de St. Jean, a également bâti l'été dernier une maison de pièces fur pieces, fur un arpent de front sur la profondeur suffisante; et que le nommé Serrant, Cabarétier, demeurant à la Ste. Famille, en la dite Isle d'Orléans, a fait bâtir depuis mil sept quarante huit, une maison de pierre, sur un simple emplacement détaché du domaine de la dite paroisse; Nous aurions fait venir devant nous, les dits La Chance, Curodeau, Martel, Plante et Serrant, après les avoir entendus en notre audience de ce jour, et vu l'ordonnance du Roi, du dit jour 28e Avril, 1745, Nous les avons déclarés contrevenants à la sussite Ordonnance, en conséquence de laquelle, Nous leur ordonnons de démolir ou faire démolir les dites maisons bâties sur des terreins insuffisants, et les avons condamnés en chacun cent livres d'amende, payable sans déport, et applicable aux pauvres familles des lieux. Et attendu la saison présente de l'hiver, nous leur avons accordé jusqu'au premier Mai prochain, pour démolir les dites maisons, passé lequel tems, et faute par eux de satisfaire à la présente Ordonnance, nous enverrons exprès, et à leurs dépens, des personnes pour faire les dites démolitions. Et sera la présente Ordonnance publiée dans toutes les paroisses de la dite Isle d'Orléans, et partout ailleurs où besoin sera. Mandons &c. sait à Québec, le 12e Janvier, 1752.

(Signe

BIGOT.

Pour copie,

(Signé)

BIGOT

ORDONNANCE

Qui fait défense à Mr. Rey Gaillard et à tous autres, d'exiger des cens et rentes et autres droits pour raison des fiefs qu'ils possedent, ou qu'ils prétendent posséder dans la Baye des Chaleurs; du 1er Septembre, 1753.

FRANCOIS BIGOT, &c.

Les auteurs des héritiers Rey Gaillard ayant obtenu par trois brevets de sa Majesté, en date du 16e Mars, 1691, trois concessions en siefs, appellés Miramichi, Nipissiguit et Ristigouche, situés dans la Baye des Chaleurs, sur le golphe St. Laurent, contenant ensemble trente neuf lieues de front sur dissérentes prosondeurs, à la charge des désrichements et établissements portés aux

Ordonnances, 1 Sept. 1753. Vol. XXXIX Fol. 77. R o

dits brevets, les dits héritiers Rey Gaillard auroient encore cru être en droit de renouveller la propriété des dites terres, par la foi et hommage qu'ils en ont rendue entre nos mains au mois de Juillet dernier, nonobstant qu'eux ni leurs auteurs n'y ont jamais fait aucuns travaux ni établissements au désir des dits brevets de concession. Et ayant été informé que ce prétendu renouvellement de possession n'a été fait dans la vue tant d'y faire faire la pêche de la morue, que d'exiger des fermages des grêves nécessaires aux pécheurs, au lieu d'y faire faire les défrichements et établissements, conformément aux dits brevets, les dits héritiers Rey Gaillard, ayant vendu ces concessions au Sieur Féhanne, qui les exploite actuellement sur ce pied, et étant instruit des intentions de sa Majesté, qui a d'autres vues sur ces terres qui sont réunies de droit à son domaine, faute par les concessionnaires d'avoir satisfait aux charges insérées aux dits brevêts; Nous, sans avoir égard à la dite foi et hommage, et jusqu'à ce qu'il ait plu à sa Majesté d'en ordonner autrement, avons interrompu toute jouissance et propriété des dits trois siefs; en conséquence, faisons défense aux dits héritiers Rey Gaillard, au Sieur Féhanne et tous autres précendus propriétaires des susdits fiefs, d'exiger aucuns droits, ni cens et rentes des pécheurs et autres qui pourroient s'établir dans ces concessions, à peine de concussion et de cinq cents livres d'amende, applicable aux hôpitaux de cette ville: et sera notre présente Ordonnance lue, publiée et affichée en cette ville. et copies d'icelle envoyées aux dits lieux de Miramichi, Nepissiguit et Ristigouche, pour y être aussi publiées, asin que personne n'en ignore. Mandons au Sieur Bellefeuille, notre subdélégué à Pabo, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, et de nous informer de toutes contraventions. Fait à Québec, le premier Septembre, 1753. (Signé)

Pour copie,

(Signé)

BIGOT.

ORDONNANCE

ORDONNANCE

Qui réunit au domaine du Roi les terreins possédés par les religieuses de l'Hôtel-Dieu et les Jésuites, dont ils se disoient Seigneurs, les condamne à restituer les lots et ventes perçus; du 15e Mai ,1758.

FRANCOIS BIGOT, &c.

NTRE le directeur du domaine du Roi en ce pays demandeur, en requête de nous répondue le 11e Avril dernier, d'une part, et les Peres Jésuites du College de cette ville, défendeurs, d'autre part, et encore les Dames Hospitalieres de l'Hôtel-Dieu de cette dite ville, aussi désenderesses, d'autre part. Vu la dite requête, contenant qu'en exécution de notre Ordonnance du 8e Octobre, 1754, les possesseurs des terreins et maisons relevant de sa Majesté, dans la censive de Québec, tant les communautés régulieres et séculieres que les particuliers de cette ville, auroient rapporté au bureau du dit domaine tous les titres en vertu desquels ils y possedent des fiefs, terreins et maisons; que par l'examen qu'il en a fait, il auroit reconnu que les Peres Jésuites ne possedent aucuns terreins en fief dans la ville et banlieue de Québec, aux termes et clauses de leurs titres, ainfi qu'il appert dans l'extrait joint à sa requête; que les dits Peres Jésuites auroient malgré les dites clauses, concédé à cens et rentes partie des dits terreins à divers particuliers, et auroient reçu les lots et ventes à chaque mutation, qui de droit auroient du être payés au dit domaine, comme étant en la censive de sa Majesté, et qu'ils devroient en conséquence un remboursement à la caisse du dit domaine de la somme de 3026lbs. 18s. 8d. luivant l'état joint à la dite requête; qu'il auroit également reconnu par les titres des Dames Religieuses Hospitalieres, que les terreins qui leur ont été concédés, ou à elles donnés, ou par elles acquis, sont en pure roture, lesquels terreins étant alors chargés de cens envers les seigneurs de Québec, ont été seulement amortis par les lettres patentes de sa Majesté du sixième Juin, 1680, qu'elles ne possedent par conséquent aucuns terreins en fief dans la ville et banlieue du dit Québec, aux termes et clauses des dits titres, ainsi qu'il appert au dit Tt2 extrait,

Ordonnances. 15 Mai, 1758. Vol. XL. Fol, 42. R .

extrait; que les dites Religieuses Hospitalières auroient malgré les dites clauses concédé à cens et rentes partie de dits terreins à divers particuliers, et auroient reçu les lots et ventes à chaque mutation, qui auroient du être payés au dit domaine, comme étant en la censive de sa Majesté, et qu'elles doivent en conséquence rembourser à la caisse du dit domaine la somme de huit mille deux cents douze livres dix-huit sols cinq deniers, suivant l'état joint à la dite requête; que par l'enrégistrement général des titres des particuliers possesseurs des terreins dans la dite ville, il auroit reconnu que mal à propos les nommés Desbuttes et Marie Sasseville, sa femme, auroient reçu, comme étant aux droits de Guillemette Hebert, les lots et ventes des mutations de plusieurs terreins et maisons dans la Rue Couillard, montant suivant l'état joint à la dite requête, à la somme de quatre cents dix livres quinze sols dix deniers, dont leurs héritiers doivent le remboursement à la caisse du domaine, pourquoi conclud à ce qu'il nous plaise faire approcher par devant nous, à tel jour et heure qu'il nous plaira indiquer, les dits Peres Jésuites et les dites Dames Hospitalières, et les dits héritiers Desbuttes, pour voir déclarer en pure roture et en la censive du domaine du Roi, les terreins qu'ils possedent dans la ville et banlieue de Québec, ce faisant les condamner à rendre et restituer à la caisse du dit domaine les sommes qu'ils ont induement reçues, et autres droits seigneuriaux, conformément aux états ci-devant mentionnés, et condamner en outre les propriétaires des terreins à eux concédés à titres de vente par les dits Pères Jésuites et les dites dames Hospitalieres, à payer à la recette du dit domaine les lots et ventes du prix principal des dites concessions, demandant sur le tout la jonction du Procureur Général du Roi: Notre Ordonnance étant ensuite, en date du onzieme Avril dernier, portant, soit communiquée au Procureur Général du Roi. La réponse du dit Procureur Général en date du 12e du dit mois, par laquelle il n'empêche que les parties y dénominées soient assignées aux fins de la dite requête. Autre Ordonnance du treize du dit mois, portant, permis d'assigner pour en venir par devant Nous le mercredi 19e du dit mois, et tenus les défendeurs de défendre par écrit et d'apporter leurs titres. Signification faite des dites requête et Ordonnance par l'huissier Ponsant, le quinze du dit mois, tant aux dits Peres Jésuites, aux dames Hospitalieres qu'aux héritiers Desbuttes Parent, avec assignation à comparoir le dit jour dixneuvieme du dit mois. Notre Ordonnance en date du même jour par laquelle Nous aurions ordonné, avant faire droit, que les pieces et titres des parties seroient communiqués au Procureur Général dans huitaine, pour sur ses conclusions être ordonné ce qu'il appartiendroit, et aurions donné défaut contre les héritiers Desbuttes, non comparants, que nous aurions disjoints de la présente instance. Signification faite de la dite Ordonnance le vingt deux du dit mois par le dit huissier Ponsant, aux dits Peres Jéluites et aux dites dames Religieuses Hospitalieres. Un écrit de défenses fourni par les Peres Jésuites en date du dixhuitieme du dit mois d'Avril, signé du Pere Degonor leur Pro-

cureur, contenant qu'ils font en possession depuis quatrevingt ans, sans avoir été inquiétés, qu'au contraire, cette possession a été ratissée par plusieurs Intendants, et en dernier lieu par Mr. Hocquart, qui a examiné tous leurs titres et ensuite ratifiés et paraphés, ce qui fait connoitre qu'ils sont dans la bonne foi; qu'ils supposoient que si l'on avoit quelque chose à reprendre sur eux, on le leur laissoit en dédommagement du terrein qui leur a été pris à Québec, pour les cazernes et pour la place qui l'environne, en outre pour le terrein qui leur a été pris pour les fortifications de cette ville et de celle de Montréal sans aucun dédommagement, concluant à ce qu'il soit surcis à la teneur de la requête, jusqu'à ce qu'ils se soient pourvus en Cour. Un écrit de défenses des dames Hospitalieres, figné par la Supérieure et la Dépositaire, contenant qu'il est vrai qu'elles n'ont point quant à présent de titres qui justifient de la propriété et du droit qu'elles ont cru avoir de toucher jusqu'à ce jour, les lots et ventes et droits seigneuriaux, pour raison des terreins situés en cette ville, qui ont toujours passé pour relever d'elles, qu'elles ont perçu les dits lots et ventes et droits seigneuriaux en faveur d'une longue possession, sans aucun trouble, qu'elles n'ont rien touché qu'elles n'ayent cru être en droit de le faire, que dans la trifte situation où elles se trouvent aujourd'hui, par l'incendie qui leur est arrivé, elles sont dans l'impossibilité de faire le remboursement des sommes qu'on leur demande, dans le cas où il seroit décidé que les terreins en question relevent du domaine de sa Majesté, pouvant se trouver par les suites des titres et papiers qui justifient que ces mêmes terreins relevent de leur domaine, pourquoi elles concluent à ce qu'il soit surcis à faire droit sur la demande du directeur du domaine, jusques à ce qu'elles en ayent instruit la cour, dont elles espérent la remise: deux états datés du onze du dit mois, signés du demandeur, et signifiés le vingt neuvieme aux dits Peres Jésuites et Religieuses de l'Hôtel Dieu, des lots et ventes par eux induement reçus, et montant quant aux dits Peres Jésuites, à trois mille vingt six livres huit sols onze deniers; et quant aux dites Religieuses de l'Hôtel Dieu, à huit mille deux cents treize livres huit sols sept deniers; écrit d'observations fourni par le demandeur en date du trente du dit mois, contenant que les aveux et dénombrements ne font pas titre, et qu'on ne peut les regarder que comme une simple déclaration des héritages et droits que les vassaux disent être dépendants d'eux, lesquels ils sont tenus de justifier par titres, et auparavant que ces aveux et dénombrements puissent préjudicier et servir de titres, il est nécessaire, suivant les anciennes ordonnances, qu'ils soient vérifiés par les juges ordinaires des lieux pour ce commis, et qui n'est pas en usage en ce pays; que ce sont Messieurs les Intendants qui reçoivent les aveux et dénombrements, mais qu'il faut au moins que ces aveux et dénombrements soient communiqués au Procureur Général du Roi, ainsi que les titres justificatifs d'iceux; qu'on doit en user de même à l'égard du directeur du domaine, afin de le mettre en état de les contredire

tredire et de les avouer ou désavouer, ce qui n'a pas encore été pratiqué. comme il est aisé de le justifier par les déclarations faites devant Messieurs les Intendants de ce pays, depuis le commencement de la confection du papier terrier, que c'est en vain que les Peres Jésuites et les Dames Religieuses de l'Hôtel Dieu reclament leur possession depuis quatre-vingt ans, et disent qu'ils sont dans la bonne foi; qu'ils ont du s'appercevoir à l'inspection de leurs titres qu'ils n'avoient point de fiefs dans la ville de Québec, et que toutes leurs possessions étoient en roture, qu'on peut donc dire avec raison que les uns et les autres en ont imposé; qu'il n'est pas douteux que si leurs titres eussent été vérifiés, on auroit aisément reconnu que ces deux communautés s'arrogeoient le droit de fief, mais qu'il faut convenir qu'on s'en est rapporté à leurs déclarations, sans autre examen; que leurs prétentions n'étant appuyées que sur des titres faux en ce qui concerne le droit de fief qu'elles prétendent, elles doivent en être déboutées, pérsistant au surplus le dit demandeur dans les conclusions par lui ci-devant prises : deux listes non datées ni lignées, produites par les Religieuses de l'Hôtel Dieu, la premiere des tenanciers du dit Hôtel Dieu, avec le montant des lots et ventes recus d'eux par la dite communauté, montant à trois mille trois cents trente livres quatorze sols, trois deniers, la seconde des tenanciers des Pauyres du dit Hôpital, avec le montant des lots et ventes reçus d'eux, dont le total est de quatre mille fix cents quarante huit livres, douze sols et huit deniers, lesquelles dites deux sommes font ensemble, celle de sept mille neuf cents soixante dix-neuf livres fix sols onze deniers, seulement, au lieu de huit mille deux cents treize livres huit sols sept deniers, auquel monte le total de l'état du demandeur des lots et ventes reçus par la dite communauté et les dits pauvres; le dit état fignifié le vingt neuvième Avril dernier: un écrit d'observations du demandeur sur les deux listes ci-dessus, par lequel, et fous les réserves y portées, le dit état de huit mille deux cents treize livres huit sols sept deniers, est réduit à huit mille trente sept livres treize sols, dont la dite communauté paroit devoir trois mille, trois cents quatre vingt neuf livres, quatre sols, et les dits pauvres, quatre mille, six cents quarante huit livres, douze sols, huit deniers, le dit écrit signifié aux dites Religieuses le cinq de ce mois. Vu aussi les autres pieces produites par les parties, et notamment de la part du demandeur, un extrait détaillé, figné de lui, des titres originaux des terreins situés en cette ville appartenants aux révérends Peres Jésuites, aux dames Religieuses de l'Hôtel Dieu, et aux pauvres d'icelui, de la part des révérends Peres Jésuites, un certificat de Monsieur Bourdon, alors Procureur Général du Roi, en date du dix Septembre, mil fix cent soixante quatre, portant entr'autres choses, que les réverends Peres Jésuites s'étoient présentés à lui pour témoigner qu'ils étoient prêts de satisfaire aux mêmes obligations, qu'avoit le Sieur Couillard (duquel ils avoient acheté

des terres) envers le légitime seigneur, quand ils le sauroient, ou à qui il auroit commis à cet effet. Le dit certificat de nous paraphé ne varietur, le dit jour dixneuvieme Avril dernier, et la grosse et expédition en deux cents quarante huit rolles des sept déclarations faites en mil sept cent trente trois, par les dits Peres Jésuites au papier terrier du domaine, par devant Mr. Hocquart, alors Intendant, et chacune par lui signée, des diverses terres et seigneuries à eux apartenantes en Canada, et pour lesquelles ils ont obtenu des lettres patentes. d'amortissement le douze Mai, mil six cent soixante dixhuit, enrégistrées au Conseil Supérieur le douze Août, mil fix cent quatrevingt un; et de la part des dites dames Religieuses de l'Hôtel Dieu et des pauvres d'icelui, l'original des lettres patentes d'amortissement des diverses terres et seigneuries appartenantes aux dames Religieuses Hospitalieres de l'Hôtel Dieu, et les pauvres d'icelui, par elles obtenues, le sept Juin, mil fix cent quatrevingt, et enrégiftrées au Conseil Supérieur le onze Août, mil six cent quatrevingt un, et plufieurs titres antérieurs aux dites lettres patentes, compris dans l'extrait produit par le demandeur. Conclusions du Procureur Général du Roi du onze de ce mois, tout considéré, nous, attendu que les Peres Jésuites, les Religieuses hospitalieres de l'Hotel Dieu et les pauvres d'icelui ont mis hors de leurs mains, par les alienations qu'ils ont faites, les terreins et emplacements en roture dont est question, lesquels faisoient partie des terres amorties en faveur tant des dits Peres Jésuites, par lettres patentes du douze Mai, mil six cent soixante dixhuit, régistrées au Conseil Supérieur le trente et un Septembre, mil fix cent soixante dixneuf, que des dites Religieuses de l'Hotel Dieu et les pauvres d'icelui, par celles du fept Juin, mil fix cent quatrevingt, régistrées au dit Conseil Supérieur le onze Août, mil six cent quatrevingt un, Déclarons le droit de censive de sa Majesté être retourné et appartenir au Roi, en conséquence déboutons les dits Peres Jésuites, les dites Religieuses de l'Hôtel Dieu de Québec, et les pauvres d'icelui, du droit de cens et rentes, à la charge desquels ils ont induement aliéné envers eux les dits terreins et emplacements. condamnons les détenteurs actuels des dits terreins et emplacements à faire enrégistrer leurs titres d'acquisition au papier terrier de la censive du Roi, dans la ville et banlieue de Québec, et à payer à la recette du bureau du domaine de sa Majesté, à compter du jour qu'ils en sont en possession, les arrérages des cens et rentes seigneuriales dont ils sont chargés. Condamnons les dits Peres Jésuites, les dites Religieuses Hospitalieres de l'Hotel Dieu et les pauvres d'icelui, à rendre et restituer à la recette du domaine du Roi, savoir, les dits Peres Jésuites, la somme de trois mille vingt six livres, dixhuit sols et onze déniers, et les dites Hospitalieres de l'Hotel Dieu et les pauvres d'icelui, celle de huit mille, trente sept livres treize sols, sur laquelle dite somme la communauté du dit Hôtel Dieu paroit être seulement tenue de trois mille trois cents quatrevingt neuf livres quatre deniers, pour sa part, et les pauvres d'icelui

de quatre mille fix cents quatrevingt quatre livres douze fols, huit deniers pour la leur, auxquelles dites sommes montent les divers droits des lots et ventes par eux induement reçus des détenteurs actuels des dits terreins et emplacements, pour les aliénations qu'ils leur ont faites d'iceux, le tout sauf au directeur du domaine du Roi à faire valoir ainsi qu'il appartiendra, les réserves portées par son écrit de réponses, fignifié aux dites Religieuses de l'Hotel Dieu, le cinq du présent mois, défenses au contraire; et cependant avons accordé aux dits Peres Jésuites, Religieuses de l'Hotel Dieu et pauvres d'icelui, le délai de dixhuit mois, à compter de ce jour, pour faire la dite restitution. Quant aux détenteurs actuels d'autres terreins et emplacements en roture, et dans la censive du Roi dans la dite ville et banlieue de Québec, que les dits Peres Jésuites. Hospitalieres de l'Hotel Dieu et pauvres d'icelui, ont pareillement mis hors de leurs mains, par les concessions qu'ils leur en ont faites à titre de vente, et qui faisoient également partie des terres comprises aux dites lettres d'amortissement. Ordonnons que les détenteurs seront poursuivis par le directeur du domaine. aux fins de l'enrégistrement de leurs titres de concession, à titre de vente, au papier terrier de la censive du Roi, dans la dite ville et banlieue de Québec, dans laquelle ils sont, et de payement à la recette du dit domaine, tant des dits droits de lots et ventes non acquittés, que des arrérages de cens et rentes seigneuriales, échus depuis qu'ils sont en possession des dits terreins et emplacements. Mandons, &c. à Québec, le quinze Mai, mil sept cent cinquante huit.

(Signé)

BIGOT.



CHAP.

CHAPITRE CINQUIEME

Commissions des différents Officiers Civiles et de Justice.

COMMISSION

De Barbier Chirurgien pour Jean Madry, 2e.

Avril, 1658.

Les lettres accordées par le premier barbier chirurgien du Roi, à Jean Madry, de maitre barbier chirurgien en cette ville, et encore de lieutenant et commis du dit premier barbier chirurgien, ont été ci dessous en-régistrées, au désir de l'Ordonnance du Conseil donnée à l'audience, le quatorzieme Novembre dernier passé, et desquelles la teneur ensuit:

FRANCOIS DE BARNOIN, Conseiller du Roi, son premier barbier, et chirurgien ordinaire de sa Majesté, garde des chartres, statuts, privileges et
ordonnances royaux, saits de toute antiquité, sur l'art et état de maitre barbier chirurgien, par tout le royaume de France, consirmés par le Roi à présent
regnant, et prévot honoraire et perpétuel du college royal de St. Come, en l'université de Paris. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut.
Sçavoir faisons que sur la requête à nous présentée par Jean Madry, chirurgien, demeurant en la ville de Québec, en Canada, tendante à ce qu'il nous plut
non seulement le recevoir maitre barbier chirurgien en la dite ville, mais aussi
d'y établir la maitrise de barbier chirurgien pour le bien public, en tout le pays

2. Avril, 1658. Ins. Cons. sup. Rég, A. fol. 7. Vo. de la Nouvelle France, dite de Canada, qui sont sous la domination et obéissance de sa Majesté très chrétienne, dont à nous seul il en a attribué le pouvoir et jurisdiction. Pour ces causes, en vertu de notre pouvoir à nous octroyé par sa Majesté, désirant favorablement traiter le dit Jean Modry, tant pour sa capacité et expérience en l'art de chirurgien que pour les bons services actuels qu'il rend journellement aux sujets de sa Majesté, en la dite ville de Quebec, en Canada, et autres lieux de la dite Nouvelle France, Nous lui avons permis et permettons d'exercer le dit état de maitre barbier chirurgien en la dite ville de Quebec, mais aussi, en tant que besoin seroit, d'y établir pour le bien public la maitrise et chefd'œuvre de barbier chirurgien, et en tous les lieux, villes, villages, bourgs, bourgades, qui sont sous l'obéissance du Roi, suivant les Aatuts. arrêts et réglements de nos Seigneurs du Conseil, afin que les passants, allants et séjournants puissent mieux et sûrement être servis, pensés et médicamentés en cas de besoin et nécessité; au moyen de quoi, nous avons signé la présente lettre de maitrise, et à icelle fait mettre et apposer le cachet de nos armes, et contresigner par notre Greffier à ce commis, en notre chambre de jurisdiction. A Paris, le deuxieme jour d'Avril, mil fix cent cinquante huit. DE BARNOIN. (Signé)

Et plus bas,

(Signé)

OLIVIER, Commis Greffier, et Scellé.

LETTRES

De Lieutenant et Commis de Mr. Barnoin pour le Sieur Madry, du 10e Avril, 1658.

10. Av. 1658. Ins. Cons. sup. Rég. A. fol. 70

RANCOIS DE BARNOIN, Conseiller du Roi, son premier barbier, et chirurgien ordinaire de sa Majesté, garde des chartres, statuts, privileges et ordonnances royaux, saits de toute antiquité, sur l'art et état de maître barbier et chirurgien, par tout le royaume de France, consirmés par le Roi, à présent régnant, et prévot honoraire et perpétuel du college royal de St. Come, en l'université de Paris, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Savoir saisons, que pour le bon et louable rapport qui fait nous a été de la personne de Jean Madry, maître barbier chirurgien en la ville de Quebec, et de ses sens, sussilance, loyauté, prud'hommie, capacité, sidélité et expérience en l'art de chirurgien: Pour ces causes et autres bonnes considérations, nous avons icelui

icelui Madry créé, établi et constitué, créons, établissons et constituons par ces présentes notre lieutenant et commis en la dite ville de Quebec en Canada et Nouvelle France, sauf et réservé les villes et les lieux où nous ou nos prédécesseurs pourrions avoir ci-devant pourvu, et non ailleurs, pour en notre absence, notre personne y représenter, garder et faire garder les dits statuts, privileges, et ordonnances du dit état, de point en point, selon leur forme et teneur, sans y commettre ni souffrir être commis aucuns abus ni malversations, ainsi si aucuns s'y commettoient, les faire corriger par devant nos leigneurs du grand Conseil du Roi, seuls juges et conservateurs des dits privileges, et des différents meus et à mouvoir, sur iceux en faire les poursuites, fournir aux frais qu'il conviendra faire pour ce regard à ses dépens, sauf à les rapporter par lui contre les réfractaires, et non contre nous; à la charge et réserve aussi que les aspirans qui se présenteront par devant nous pour être reçus hors la dite ville et fauxbourgs de Quebec, il nous sera loisible de les recevoir et donner lettre, en conservant néanmoins les droits au dit Jean Madry notre lieutenant; comme aussi avons concédé et accordé, concédons et accordons par ces présentes au dit Jean Madry l'entiere possession et jouissance des nouveaux privileges à nous octroyés par sa Majesté, et à nos lieutenants et commis, par ses lettres patentes en date du mois de Fevrier, et vérifiées par arrêt du Conseil le 12e Décembre, 1656, attachées immédiatement au pied des statuts que nous avons fait imprimer, et collationnées par un secrétaire du Roi, afin que personne n'y prétende cause d'ignorance à l'avenir. Si mandons à tous les maitres barbiers chirurgiens de la dite ville de Québec, qu'ils ayent à obéir au dit Jean Madry, comme à notre personne, si présent y ésoit, en tout ce qu'au dit état appartient, conformément aux dits statuts et ordonnances, dont nous lui avons donné copie vidimée; et sans que le dit Jean Madry soit obligé à prêter autre serment par devant nous, que celui qu'il a fait, en se passant maitre. Au moyen de quoi nous avons signé ces présentes, et à icelles fait apposer le cachet de nos armes, et contresigner par notre grether à ce commis, en notre chambre de jurisdiction. A Paris, ce dixieme Avril, mil six cent cinquante huit.

(Signé)

Et plus bas, OLIVIER, Commis Greffier, et Scellé.
(Signé)

DE BARNOIN.

PEUVRET, Greffier.

COMMISSION

De Gouverneur à Montréal pour le Sieur De Maisonneuve, 23e Octobre. 1663.

L'A Commission du Sieur de Maisonneuve a été ci-dessous enrégistrée au désir de l'arrêt du Conseil Souverain de Québec, en date du vingt troisseme d'Octobre, 1663, pour y avoir recours quand besoin sera, de laquelle la teneur s'ensuit:

23.0ct. 1663. Ins. Cons. sup. Rég. A. fol. 5. R°. NOUS Sieur DE MESY, Gouverneur et Lieutenant Général pour sa Majesté en la Nouvelle France, étendue du fleuve St. Laurent, au Sieur de Maisonneuve, SALUT. Le pays de la Nouvelle France étant maintenant ès mains et sous la protection du Roi, par la démission des Sieurs de la Compagnie qui en étoient ci-devant seigneurs; et sa Majesté nous ayant établi Gouverneur et son Lieutenant Général, dans toute l'étendue du dit pays; Nous avons cru qu'il étoit du bien de son service de pourvoir de personnes capables pour commander sous son autorité dans les lieux éloignées, et notamment dans l'ile de Montréal, poste le plus exposé aux incursions des Iroquois nos ennemis, à cause de la proximité de leurs canaux, et que pour cet effet, nous ne pouvions faire un meilleur choix que celui de votre personne; et étant bien informé des services que vous avez rendus depuis plus de vingt ans que vous commandez au dit lieu: pour ces causes et plein de confiance en votre fidélité au service du Roi, valeur, expérience et sage conduite au fait des armes, nous vous avons commis et député, commettons et députons pour exercer la charge de gouverneur et commander sous l'autorité du Roi en toute l'isse de Montréal; pour jouir de la dite charge aux droits, gages et honneurs y appartenants, tant et si longuement que nous le jugerons utile pour le service du Roi. Mandons à tous sujets de sa Majesté de vous obeir, entendre et reconnoitre au fait de votre charge, à peine de désobéissance: en temoin de quoi nous avons signé ces présentes, à icelles fait apposer le cachet de nos armes, et contresigner par notre Secrétaire. Donné au Château St. Louis de Québec. ce vingt troisieme d'Octobre, mil six cent soixante trois.

(Signé)

MESY.

Et plus bas, par Monseigneur,

(Signé) ANGOUILLE Et à côté scellé en cire rouge d'Espagne du sceau de ses armes.

(Signé) (Signé)

PEUVRET, Greffier.
COMMISSION

28.08. 1663. Ins. Cons. fup. Rég. A. fol.5..

COMMISSION

De Gouverneur aux Trois Rivieres pour le Sieur Boucher, du vingt huitième Octobre, 1663.

R'NSUIT l'enrégistrement de la Commission du Sieur Boucher pour le Gouvernement des Trois Rivières, au désir du dit arrêt du vingt troissème d'Octobre, 1663.

NOUS Sieur De Mesy, Lieutenant Général et Gouverneur pour sa Majesté en la Nouvelle France, étendue du Fleuve St. Laurent, au Sieur Pierre Boucher, SALUT. Le pays de la Nouvelle France étant maintenant en la main et sous la protection du Roi, par la démission des Sieurs de la Compagnie, qui en étoient ci-devant leigneurs, et sa Majesté nous ayant établi Gouvern ur et son Lieutenant Général dans toute l'étendue du dit pays, nous avons cru qu'il étoit du bien de son service de pourvoir de personnes. capables pour commander sous son autorité, dans les lieux éloignés, et notamment aux Trois Rivières, et que pour cet effet, nous ne pouvions faire un meilleur choix que celui de votre personne; et étant bien informé des services que vous avez rendus au dit lieu, pour ces causes et plein de confiance en votre fidélité au service du roi, valeur, expérience et sage conduite au fait des armes, nous vous avons commis et député, commettons et députons pour exercer la charge de Gouverneur et commander sous l'autorité du Roi en tout le pays des Trois Rivières, pour jouir de la dite charge aux gages, droits et honneurs y appartenants, tant et si longuement que nous le jugerons utile pour le service du Roi. Mandons à tous sujets de sa Majesté de vous obéir, entendre et reconnoître au fait de votre charge, à peine de désobeillance: en temoin de quoi nous avons signé ces présentes, à icelles fait apposer le cachet de nos armes, et contresigner par notre secrétaire: donné au Château St. Louis de Quebec, ce vingt humeme Octobre, mil six cent soixante

(figné), Et plus bas, par Monseigneur, MESY. ANGOUILLE.

Et à côté sçellé en cire rouge d'Espagne du sçeau de nos armes. (Signé).

PEUVRET: COMMISSION

COMMISSION

De Juge en la Seigneurie de Beaupré, et en l'Isle d'Orléans, pour Martin de St. Aignant, du septième Novembre, 1663.

A nos Seigneurs du Conseil Souverain, établi par le Roi en la Nouvelle France.

7. Nov. 1663. Ins. Cons. sup. Rég. A. fol. 6. R°. CUPPLIE Charles Aubert la Chesnaye, intéressé pour la plus considérable partie D dans la Seigneurie de Beaupre et Isle d'Orléans, disant que la dite terre et Seigneurie est demeurée depuis un assez longtemps sans juge, par la caducité du Sieur Olivier Le Tardif, et la démission du Sieur Rouer de Villeray de sa commission de juge prévôt en la dite terre, en considération de quoi, et qu'il est très à propos qu'il y ait une personne capable sur les lieux de juger en premiere instance, les différents qui naissent entre les habitués sur la dite seigneurie ; il a jetté les yeux sur la personne du Sieur Martin de St. Aignan, comme un homme de très bonnes mœurs, et capable au fait de justice, qu'il vous supplie très humblement nos seigneurs de vouloir recevoir pour juge prévôt en la dite côte et seigneurie, en prenant de lui le serment à ce cas requis et accoutumé. jusques et tant qu'il plaira au dit Seigneur de Beaupré, figné, Charles Aubert de la Chenay; vu la requête ci-dessus, le dit Martin de St. Aignan y dénommé, après information de ses vie, mœurs, religion catholique, apostolique et romaine, oui sur ce le Procureur Général du Roi, le Conseil a icelui reçu et installé en la dite charge de juge prévôt de la dite Seigneurie de Beaupré, après avoir de lui pris le ferment en tel cas requis et accoutumé, et ordonné que la requête ci-devant écrite sera enrégistrée ès régistres de ce Conseil, pour valoir et servir ce que de raison. Fait à Québec, le septième jour de Novembre, mil fix cent soixante trois.

(Signé)

MESY. DE SAINT AIGNAN.

PROVISIONS

PROVISIONS

De Procureur Fiscal à Quebec pour le Sieur Peuvret Demesnu, du 1er Mai, 1666.

La Compagnie des Indes Occidentales.

tous ceux qui ces présentes verront, SALUT. Le Roi ayant par son Edit d'établissement de la dite compagnie du mois de Mai, mil six cent soixante quatre, donné et octroyé en toute seigneurie, propriété et justice à la dite compagnie, tous les pays de la terre ferme de l'Amérique, depuis la riviere des Amazones, jusqu'à celle d'Orenoc, le Canada, l'Acadie, et autres pays y mentionnés, avec pouvoir à la dite compagnie, comme seigneurs de tous les dits pays, d'y établir des juges et officiers par tout où besoin sera, et ainsi qu'elle le trouvera à propos, lesquels connoitront de toutes affaires de justice, police, commerce et navigation, tant civiles que criminelles, et la dite compagnie dé. sirant se conformer entierement aux bonnes intentions de sa Majesté, auroit jugé nécessaire d'établir une personne capable pour exercer l'office de Procureur Fiscal de la seigneurie de la ville de Quebec, au dit pays de Canada. A ces causes, Nous, Directeurs Généraux de la dite Compagnie, savoir-faisons que pour le bon rapport qui nous a été fait de la personne du Sieur Peuvret Desmenu, et de ses bonnes vie, mœurs, Réligion Catholique, Apostolique et Romaine, et de sa suffisance, capacité et expérience au fait de judicature, avons en vertu du pouvoir à nous donné par le dit Edit, donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes, au dit Sieur Peuvret Desmesnu, l'office de Procureur Fiscal en la dite ville de Quebec, pour le dit office avoir, tenir et dorénavant exercer suivant les loix et ordonnances du royaume, et conformément à la coutume de la prévôté et vicomté de Paris; en jouir et user aux honneurs. autorités, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, gages, droits qui y sont ou pourront être attribués, et autres avantages, profits et émoluments accoutumés, et ce tant qu'il nous plaira. Si mandons, et requérons les officiers du Conseil Souverain du dit pays de Canada, qu'après avoir pris et reçu le serment du dit Sieur Peuvret Desmesnu en tel cas requis, ils le mettent et instituent de par la dite compagnie en possession et jouissance du dit office, et le fassent reconnoître, obéir et entendre de tous ceux, et ainsi qu'il appartiendra. En foi de quoi nous avons signé ces prélentes, icelles fait contresigner

1. Mai, 1666. Ins. Cons fup. Rég A.fol 30 R°. par le Secrétaire Général de la dite compagnie, et sceller des armes d'icelle. Paris, le premier jour de Mai, mil fix cent soixante fix. BECHAMOIT, DALIBERT, MESNAGER,

(Signé) THOMAS BERTHELOT, BIBAUD &

LANDAIS.

Et plus bas, par mesdits Sieurs les dits Directeurs,

DAULIER.

(Signé) Avec chacun un paraphe, et scelle en placard du Sceau de la dite Compa-

gnie.

Enrégistré ès régistres du Greffe du Conseil Sous verain à Québec, par moi Commis au Greffe d'icelui, toussigné, pour jouir par le dit sieur. (Signé)

PROVISIONS

De Lieutenant Civil et Criminel pour Monsieur Chartier, du 1er Mai, 1666.

La Compagnie des Indes Occidentales, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, SALUT.

z. Mai, 1666. Ins, Cons, Sup. Rég. A, fol. 29

E Roi ayant par son édit d'établissement de la dite Compagnie, du mois de Mai, mil six cent soixante quatre, donné et octroyé en toute seigneurie, propriété et justice à la dite Compagnie, tous les pays de la terre ferme de I Amerique, depuis la riviere des Amazones jusqu'à celle d'Orenoc. le Canada, l'Acadie, et autres pays y mentionnés, avec pouvoir à la dite compagnie, comme seigneurs de tous les dits pays, d'y établir des juges et officiers, par tout où besoin sera, et ainsi qu'elle le trouvera à propos, lesquels connoitront de toutes affaires de justice, police, commerce et navigation, tant civiles que criminelles; et la dite compagnie, défirant le conformer entierement aux bonnes intentions de sa Majesté, et faire regner la justice dans le pays de Canada, ou Nouvelle France, par l'observation des mêmes loix établies dans le royaume, auroit jugé nécessaire d'établir une personnne capable, pour exercer l'office de Lieutenant Civil et Criminel dans la Ville de Québec, au dit pays de Canada: à ces causes, nous Directeurs Généraux de la dite Compagnie, savoir failons, que que pour le bon rapport qui nous a été fait de la personne du Sieur Chartier, et de ses bonnes vie, mœurs, religion Catholique, Apostolique et Romaine, et de sa suffisance, capacité et expérience au fait de la justice, avons, en vertu du pouvoir à nous donné par le dit édit, donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes au dit Sieur Chartier, l'office de Lieutenant Civil et Criminel de la dite ville de Québec, pour le dit office avoir, tenir, et dorénavant exercer suivant les loix et ordonnances du royaume, et conformément à la coutume de la prévôté et vicomté de Paris, en jouir et user aux honneurs, autorités, prérogatives, pre-éminences, franchises, libertés, gages et droits qui y sont ou pourront êrre attribués, et autres avantages, profits et émoluments accoutumés, et ce tant qu'il nous plaira; si mandons et requérons les les officiers du dit Conseil Souverain du dit pays de Canada, qu'après avoir pris et reçu le serment du dit Sieur Chartier en tel cas requis, ils le mettent et instituent de par la dite compagnie en possession et jouissance du dit office, et fassent reconnoitre, obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra : en foi de quoi nous avons signé ces présentes, icelles fait contresigner par le Secrétaire Général de la dite compagnie et sceller des armes d'icelle; à Paris le premier jour de Mai, mil six cent soixante six.

(Signé)

BECHAMEL, DALIBERT, MENAGER,

THOMAS BIBAULT, LANDAIS,

BERTHELOT.

Et plus bas, par mes dits Sieurs les Directeurs, (Signé)

DAULIER.
Avec paraphe.

Et scellées des armes de la dite Compagnie en placard.

Enrégistrées suivant et au désir de l'ordonnance du Conseil, du dixième Janvier, mil six cent soixante sept, dont acte, pour servir et valoir au dit Sieur Chartier, ce qu'il appartiendra, par moi, Greffier au dit Conseil, soussigné.

(Signé)

PEUVRET.

PROVISIONS

PROVISIONS

De Notaire à Québec, pour Monsieur Gilles Rageot, du dix-huitième Mai, 1675.

18 Mai, 1675. Ins. Cons. lup. Rég. A. fol, 60. V .

OUIS par la Grace de DIEU, Roi de France et de Navarre; à tous ceux qui ces présentes lettres verront, SALUT. Etant nécessaire de pourvoir une personne capable pour exercer un des offices de Notaires Gardenotes, dans notre jurisdiction de Québec en la Nouvelle France, et sur le bon et louable rapport qui nous a été fait de la personne de notre cher et bien aimé Monsieur Gilles Rageot, et de ses sens, suffisance, capacité, prud'hommie et expérience au fait de pratique: à ces causes et autres considérations à ce nous mouvant, nous lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes, signées de notre main, un des dits offices de Notaires Gardenotes, en la jurisdiction de la dite ville de Québec en la Nouvelle France, pour le dit office avoir, tenir et exercer conformément à la coutume, prévôté et vicomté de Paris, et en jouir et user aux honneurs, autorités, prérogatives, franchises, gages, droits, profits. revenus et émoluments au dit office appartenants, et ce tant qu'il nous plaira. Si donnons en mandement à nos amés et féaux, les officiers de notre Conseil Souverain, établis en la dite ville de Québec, qu'après leur être apparu des bonne vie et mœurs, Religion Catholique, Apostolique et Romaine du dit Gilles Rageot, et de lui pris le serment en tel cas requis, ils le mettent, instituent, ou fassent mettre, instituer de par nous en possession du dit office, et le fassent reconnoitre, obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra ès choses concernant le dit office; car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné au camp de Casteau de Cambresis, le dixhuitième jour de Mai, l'an de grace mil six cent soixante et quinze, et de notre règne le trente troisième.

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi,

(Signé)

COLBERT.

Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Régistrées suivant l'arrêt de ce jour, pour jouir par le dit Monsieur Gilles Rageot du contenu en icelles, à Québec, le vingt quatre Septembre, mil six cent soixante quinze.

(Signé)

Peuvret.

PROVISIONS

PROVISIONS

De Gouverneur de l'Acadie pour le Sieur de Meneval, du 1er Mars, 1687.

OUIS par la grâce de Dieu Roi de France et de Navarre. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, SALUT. Ayant résolu de retirer le Sieur Perrot, du gouvernement de la colonie du pays et côte de l'Acadie dans la Nouvelle France, et d'établir en sa place une personne sur la suffisance et sidélité de laquelle nous puissions nous reposer de la conduite de nos sujets de la dite colonie, nous avons cru ne pouvoir faire un meilleur choix que du Sieur de Ménéval, qui nous a donné plusieurs preuves de sa capacité, prud'hommie, valeur et expérience au fait des armes, à ces causes et autres à ce nous mouvant, et bien informé d'ailleurs de son affection et fidélité à notre service; Nous avons le dit Sieur de Ménéval commis et ordonné, commettons et ordonnons, par ces présentes, signées de notre main, Gouverneur pour nous de la dite colonie du pays et côte de l'Acadie, pour en la dite qualité commander tant aux habitants qui y sont établis, ou qui s'y établiront ci-après, qu'aux soldats et gens de guerre qui y seront en garnison, leur faire prêter à tous le serment de fidélité qu'ils nous doivent, faire vivre les dits habitants en union et concorde, les uns avec les autres, contenir les gens de guerre en bon ordre et police, suivant nos règlements, maintenir le commerce et trafic dans la dite colonie, et généralement faire et exercer tout ce qui pourra être du fait du dit gouvernement, et en jouir aux pouvoirs, honneurs, autorités, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, gages, fruits, profits, revenus et emoluments accoutumés et y appartenants, pendant trois années confécutives, à commencer de ce jourd'hui; de ce faire lui avons donné et donnons pouvoir par ces dites présentes, par lesquelles mandons au Sieur Marquis de Dénonville, Gouverneur et notre Lieutenant Général en la Nouvelle France, de faire reconnoitre le dit Sieur de Ménéval en la dite qualité par tous ceux qu'il appartiendra, et à tous capitaines, officiers et autres nos sujets et habitants de la dite colonie, de lui obeir et entendre tout ainsi qu'ils feroient à nous mêmes, sans y contrevenir en quelque sorte et maniere que ce soit, à peine de désobéissance, car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces dites présentes. Donné à Versailles, le premier jour du mois de Mars, l'an de grâce, mil fix cent quatrevingt sept, et de notre regne le quarante quatrieme.

I Mars, 1687. Ins Cons.fup. Rég. B. fol. 78,

(Signé) X x 2

LOUIS.

Es sur le repli, par le Roi, (Signé)

COLBERT.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Régistré oui, et ce consentant le Procureur Général du Roi, pour servir ce qu'il appartiendra, suivant l'Arrêt de ce jour, à Québec, le vingtieme Octobre, mil six cent quatrevingt sept.

(Signé)

PEUVRET.

PROVISIONS

En survivance pour Mr. Damours de Freneuze d'un office de Conseiller, du 24e Mai, 1689.

Ins, Cons. fup. Rég. B, fol. 87

T OUIS par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, SALUT. Les bons et agréables services que notre cher et bien aimé le Sieur d'Amours a rendu depuis plusieurs années en la charge de notre Conseiller en notre Conseil Souverain établi à Quebec, dans la Nouvelle France, Nous ayant fait agréer la très hun ble supplication qu'il nous a faite d'accorder la survivance de la dite charge à Mathieu d'Amours son fils, et étant informé de la bonne conduite et capacité du dit d'Amours fils; A ces causes et autres bonnes considérations à ce nous mouvant, nous lui avons donné et octroyé, et par ces présentes signées de notre main, donnons et octroyons l'office de notre Conseiller en notre dit Conseil Souverain de Quebec. pour le dit office avoir, tenir et dorénavant exercer en l'absence et en survivance du dit d'Amours son pere, en jouir et user aux honneurs, autorités, prérogatives, exemptions, franchises, gages, fruits, profits, revenus et émoluments y attribués, tels et semblables qu'en doit jouir le dit d'Amours pere, et ce tant qu'il nous plaira, et sans qu'avenant le décès de l'un ou de l'autre, la dite charge puisse être déclarée vacante ni impétrable sur le survivant, attendu le don que nous lui en faisons dès à présent. Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens tenant notre dit Conseil Souverain établi en la dite ville de Quebec, qu'après leur être apparu des bonnes vie et mœurs, age compétent, conversation et religion catholique, apostolique et romaine du dit d'Amours fils, et de lui pris le serment en tel cas requis et accoutumé, ils le mettent et instituent de par nous en possession du dit office de Conseiller au dit Conseil Souverain de Québec, et le fassent jouir et user pleinement et paisiblement des honneurs, autorités, prérogatives, exemptions, franchises, gages, droits, fruits, prosits, revenus et émoluments à la dite charge appartenants, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements au contraire, voulons que le dit d'Amours pere jouisse pendant sa vie des gages et droits attribués à la dite charge, et après son décès le dit d'Amours fils; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel secret à ces dites présentes. Donné à Versailles le vingt quatrieme jour du mois de Mai, l'an de grace, mil six cent quatrevingt neus, et de notre regne le quarante septieme.

(Signé)

LOUIS.

Et plus bas, par le Roi,

(Signé)

COLBERT.

Et scellé du Scel secret de sa dite Majeste,

Aujourd'hui les lettres de provisions dont copie est ci-devant, ont été régistrées au Greffe du Conseil Souverain au désir d'icelles, et suivant l'Arrêt de ce jour, par moi Conseiller Secrétaire du Roi, et Greffier en chef au dit Conseil, à Québec, le dixseptieme Juillet, mil six cent quatrevingt dix.

(Signé)

PEUVRET.

SURVIVANCE

De l'office de Grand Voyer en Canada par le Sieur Bécancourt, fils, du vingt quatre Mai, 1689.

OUIS par la Grace de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Les bons et agréables services que notre cher et bien aimé le Sieur De Bécancourt a rendus depuis plusieurs années, en la charge de Grand Voyer, en notre pays de Canada, nous ayant fait agréer

24 Mai, 1689. Ins. Cons. sup. Rég. B. fol, 85, R

la très humble supplication qu'il nous a faite d'accorder la survivance de la dite charge à Pierre Robineau Bécancourt, son fils, et étant informés de la bonne conduite et capacité du dit Bécancourt; à ces causes et autres considérations à ce nous mouvant, nous lui avons donné et octroyé, et par ces présentes fignées de notre main, donnons et octroyons l'office de Grand Voyer au dit pays de Canada; pour le dit office avoir, tenir, et dorénavant exercer en l'absence et en survivance du dit Bécancourt son pére, en jouir et user aux honneurs, autorités, prérogatives, exemptions, fianchises, gages, fruits, profits, revenus et émoluments y attribués, tels et semblables qu'en jouit ou doit jouir le dit Bécancourt, père, et ce tant qu'il nous plaira, et sans qu'avenant le décès de l'un ou de l'autre, la dite charge puisse être déclarée vacante ni impétrable sur le survivant, attendu le don que nous lui en faisons dès à présent. Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens tenant notre Conseil Souverain établi en la ville de Québec, qu'après leur être apparu des bonnes vie et mœurs, âge compétent. conversation et Religion Catholique, Apostolique et Romaine du dit Bécancourt, fils, et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, ils le mettent et instituent de par nous en possession du dit office de Grand Voyer au dit pays de Canada, et le fassent jouir et user pleinement et paisible. ment des honneurs, autorités, prérogatives, exemptions, franchises, gages, droits, fruits, profits, revenus et émoluments à la dite charge appartenants, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements au contraire. Voulons que le dit Bécancourt, pere, jouisse pendant sa vie des gages et droits attribués à la dite charge, et après son decès le dit Bécancourt, fils; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi, nous avons fait mettre notre scel secret à ces dites présentes. Donné à Versailles, le vingt quatrième jour du mois de Mai, l'an de grace mil six cent quatre-vingt neuf, et de notre règne le quarante septième.

Et plus bas, par le Roi,

(Signé)

COLBERT.

LOUIS.

Et scellé du scel secret de sa Majesté.

Les lettres dont copie est ci-dessus, ont été régistrées au Conseil Souverain à Québec, suivant son arrêt du treize Février, mil six cent quatre-vingt dix.

(Signé)

PEUVRET.

PROVISIONS

PROVISIONS

De Prévôt des Maréchaux de France, pour Monsieur De St. Simon, fils, du douzieme Mai, 1714.

OUIS par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, SALUT. Nous avons agréé la démission que le Sieur de St. Simon, pourvu de l'office de Prévôt de nos cousins les Maréchaux de France, en notre pays de Canada, a fait entre nos mains du dit office en faveur du Sieur de St. Simon, son fils, étant informé de son expérience au fait de la judicature, de sa vigilance et de son intégrité; à ces causes et autres à ce nous mouvant, nous lui avons donné et octroyé, et par ces présentes, signées de notre main, donnons et octroyons le dit office de Prévôt de nos cousins les maréchaux de France, en notre dit pays de Canada, à la place du dit Sieur de St. Simon, pere, pour en la dite qualité informer contre tous prévenus de crimes, décrêter et iceux juger en dernier ressort, assisté de nos officiers royaux, et de personnes graduées en nombre porté par nos ordonnances, et particulierement connoitre de tous vols, affassinats, de guet à pend, meurtres commis par personnes non domiciliées, et généralement de tous les crimes dont connoissent les Prévôts de nos dits cousins les Maréchaux de France, suivant et conformément à nos Edits et Ordonnances, pour en jouir par le dit Sieur de St. Simon, fils, aux mêmes honneurs, autorités, privilèges, prééminences, prérogatives, fonctions, gages, portés par nos Etats, et pouvoir de nommer aux offices d'archers dont jouissent les Prévots de nos dits cousins établis dans notre royaume, avec l'agrément, néanmoins, de l'Intendant de Justice, police et finances du dit pays, et des personnes par lui agréées. Si donnons en mandement à nos dits cousins les Maréchaux de France. et en leur absence au Sieur Marquis de Vaudreuil, Gouverneur et notre Lieutenant Général au dit pays, qu'après leur être apparu des bonnes vie et mœurs, âge compétent, religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur de St. Simon, fils, et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, ils le mettent et instituent en possession du dit office; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces dites présentes. Donné à Marly, le douzieme jour de Mai, l'an de grace, mil sept cent quatorze, et de notre règne le soixante onzieme.

12. Mai, 1714. Ins. Cons. fup. Rég. D. fol. 5.

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi, (Signé) Scellées du grand Sceau en cire jaune.

PHLIPEAUX.

Les lettres de provisions ci-dessus ont été régistrées, pour jouir et exercer par le dit Sieur de St. Simon, fils, du dit office de Prévôt, suivant l'arrêt de ce jour, par moi Conseiller Secrétaire du Roi, Greffier en chef du Conseil Supérieur de Québec, soussigné, à Québec, le troisieme Septembre, mil sept cent quatorze.

(Signé)

DE MONSEIGNAT.

ATTACHE

De Monsieur le Gouverneur Général, au sujet des Provisions de Prévot des Maréchaux de France, de l'autre part, pour Mr. de St. Simon, du vingt trois Août, 1714.

23. Août, 1714 Ins. Cons. fup, Rég. D, fol. 6. PHILIPPE DE RIGAUD, Marquis De Vaudreuil, Commandeur de l'ordre militaire de St. Louis, Gouverneur et Lieutenant Général pour le Roi, en toute la Nouvelle France, pays de la Louisiane et terres en dépendantes; à tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Savoir faisons, que vu par nous les lettres de provisions données à Marly, le douzième Mai dernier, fignées Louis, et sur le repli par le Roi, Phelypeaux, et scellées du grand sceau en cire jaune, par lesquelles, pour les causes y contenues, sa Majesté a donné et octroyé au Sieur De St. Simon, fils, l'office de Prévôt de nos Seigneurs les Maréchaux de France, au dit pays de la Nouvelle France; sur la démission faite ès mains de sa Majesté du dit office par le Sieur De St. Simon, père, en faveur du dit Sieur De St. Simon, fils, pour en jouir par lui aux honneurs, autorités, privilèges, pré-éminences, prérogatives, fonctions, gages, portés par les états de sa Majesté, et pouvoir de nommer aux offices d'archers, dont jouissent les prévôts

prévôts de nos dits Seigneurs les Maréchaux de France, avec l'agrément néanmoins de l'Intendant du dit pays; les dites lettres portant mandement à nos Seigneurs les Maréchaux de France, et en leur absence à nous Gouverneur et Lieutenant Général en ce pays, qu'après être apparu des bonnes vie et mœurs du dit Sieur De St. Simon, fils, il soit mis et institué de par sa Majesté en possession et jouissance de la dite charge de prévôt; et le faire reconnoitre, obéir et entendre de tous ceux qu'il appartiendra, ès choses qui la concernent, ainsi qu'il en est plus au long contenu ès dites lettres. Nous avons consenti et consentons, en tant qu'en nous est, l'effet et exécution des dites lettres de provisions; et le dit Sieur de St. Simon, fils, nous ayant représenté les certificats de ses bonnes vie et mœurs, nous avons de lui pris et reçu le serment en ce cas requis et accoutumé, et l'avons mis et institué de par le Roi en possession du dit office, pour jouir par lui du contenu ès dites lettres selon leur forme et teneur. Mandons aux officiers et archers de la dite Compagnie, et tous autres qu'il appartiendra, de reconnoitre le dit Sieur De St. Simon, fils, pour leur prévôt, et lui obeir et entendre en la dite qualité ès choses qui concernent le dit office. Donné à Québec, le vingt-troisième Août, mil sept cent quatorze.

(Signé)

VAUDREUIL.

Et plus bas, par Monleigneur,

(Signé)

DUMONTIER.

L'attache de Monsieur le Gouverneur Général ci-devant transcrite a été régistrée, suivant son arrêt de ce jour, par moi, Conseiller, Secrétaire du Roi, Grefsier en chef du Confeil Supérieur de Québec, soussigné, à Québec, le trossième Septembre, mil sept cent quatorze.

(Signé)

DE MONSEIGNAT.

COMMISSION

De Lieutenant Général de l'Amirauté de Quebec pour le Sieur de L'Epinay, du 20 Novembre, 1717.

90 Nov. 1717. Ins. Cons. sup. Rég. E. fol. 4. R°.

T OUIS ALEXANDRE DE BOURBON, Comte de Toulouze, Amiral de France. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, SALUT. Savoir faisons, qu'en vertu du pouvoir à nous appartenant, à cause de notre dite charge d'Amiral, de nommer et commettre à toutes les charges et commissions de l'Amirauté de France et des colonies Françoises, en quelques parties du monde qu'elles soient situées, personnes capables et suffisantes pour en faire les fonctions, sur le bon et louable rapport qui nous a été fait de la personne du Sieur L'Epinay, de ses sens, suffisance, capacité et expérience au fait de la judicature et de la marine, religion catholique, apostolique et romaine, icelui pour ces caules, avons nommé et présenté, et par ces présentes nommons et présentous au Roi notre Souverain Seigneur, pour être commis à l'exercice de l'office de Lieutenant Général au fiege de l'Amirauté établi à Quebec, par le règlement et les lettres patentes sur icelui, en date du douzième lanvier dernier, auguel office il n'a encore été pourvu; et pour le dit office avoir, tenir et dorénavant exercer par le dit L'Epinay, aux honneurs, autorités, prééminences et prérogatives, droits, fruits, profits, revenus et émoluments dont jouissent les procureurs de pareils offices dans les autres Amirautés de France. suppliant très humblement sa Majesté d'avoir agréable la présente nomination, et sur icelle faire expédier au dit L'Epinay toutes lettres de commission nécessaires. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes, icelles fait sceller du Sceau de nos armes, et contresigner par le Secrétaire général de la marine. A Paris, le vingt Novembre, mil sept cent dixsept.

(Signé) Et sur le repli, par son Altesse Sérénissime, L. A. DE BOURBON.

(Signé)

DE VALENCOUR.

Et scellées du Sceau de ses armes en cire rouge.

LOUIS

OUIS par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre: A nos amés et féaux les gens tenant notre Conseil Supérieur, à SALUT. Par notre réglement du douzieme Janvier de l'année derniere, mil sept cent dixsept, nous avons ordonné qu'il y aura à l'avenir dans tous les ports des isles et colonies françoises, en quelque partie du monde qu'elles soient situées, des Juges pour connoitre des causes maritimes, sous le nom d'Officiers d'Amirauté, et que dans chacun des dits fieges, il y aura un Lieutenant, un Procureur pour nous, un Greffier, et un ou deux huissiers, suivant le besoin, avec les mêmes fonctions qui leur sont attribuées par l'Ordonnance de mil six cent quatrevingt un, en exécution du quel règlement notre très cher et très amé oncle le Comte de Touloule, à qui la nomination des dits juges appartient, en qualité d'Amiral, nous ayant nommé le Sieur L'Epinay pour être commis à l'exercice de l'office de Lieutenant Général au fiege de l'Amirauté établi à Québec, Nous en agréant et confirmant la dite nomination, avons commis et commettons par ces présentes, le dit L'Epinay à l'exercice du dit office de Lieutenant Général, au dit siège de l'Amirauté établi à Québec, pour icelui avoir, tenir et dorénavant exercer par le dit L'Epinay, aux honneurs, autorités, prééminences, prérogatives, droits, fruits, profits, revenus et émoluments dont jouissent les Procureurs de pareils offices dans les autres Amirautés de France. Si vous mandons qu'après qu'il vous sera apparu d s bonnes vie et mœurs, âge de vingt cinq ans accomplis, conversation et religion catholique, apostolique et romaine du dit L'Epinay, et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, vous ayez à le recevoir à l'exercice du dit office, et dicelui le faire jouir aux honneurs, autorités, fonctions et droits ci-dessus exprimés, cessant et faisant cess r tous troubles et empêchements à ce contraires, car tel est notre plaisir. Donné à Paris, le dixhuitieme jour du mois de Janvier, l'an de grace, mil sept cent dixhuit, et de notre règne le troisieme.

Signé, par le Roi en son Conseil,

Et sçellé du grand Sçeau en cire jaune.

DE ST. HILAIRE.
Avec paraphe.

Les nomination et commission pour l'office de Lieutenant Général de l'Amirauté de Québec, ci-devant transcrites, ont été régistrées au Gresse du Conseil Supérieur du dit Québec, oui et ce requerant Me. Paul Deayer de St. Simon, Conseiller, faisant en cette partie les sonctions de Procureur Général du Roi, suivant son Arrêt de ce jour, par moi Gressier Commis du dit Conseil, soussigné. A Quebec, le trente unieme Juillet, mil sept cent dixneus.

(Signé) Yy2 RIVET.
PROVISIONS

PROVISIONS

De grand Chantre de l'Eglise Cathédrale de Québec en faveur du Sieur de la Colombiere, du 11e. Janvier, 1722.

Ins, Cons. sup. Rég. E. fol 125 R°.

OUIS par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre; à nos chers et bien aimés les Doyens, Chanoines et Chapitre de l'Eglise Cathédrale de Quebec. SALUT. Ayant égard aux témoignages qui nous ont été rendus des bonnes vie, mœurs, piété, suffisance et capacité de Me. Joseph de la Colombiere, grand Archidiacre de l'église de Quebec, Conseiller Clerc au Conseil Supérieur de la même ville, et prê re du diocèse de Pour ces causes, de l'avis de notre très cher et très amé oncle le Duc d'Orléans, petit fils de France, Régent de notre royaume, nous lui avons donné et conféré, et par ces présentes, signées de notre main, donnons et conférons la grande chanterie qui vaque à présent en votre église, par le décès de Me. Louis de Mézérets, dernier titulaire et paisible posfesseur de la dite grande chanterie, dont la collation, provision, et toute autre disposition nous appartient de plein droit, pour par le dit Sieur de la Colombiere en jouir et user, et icelle dorénavant desservir aux honneurs, prérogatives, prééminences, droits, fruits, profits, revenus et émoluments qui y appartiennent, tels et sem. bles qu'en a joui ou du jouir le dit Sieur de Mézérets. Si vous mandons que le dit Sieur de la Colombiere vous avez à mettre ou faire mettre et instituer de par nous en la réelle et actuelle possession et jouissance de la dite grande chanterie, et d'icelle, ensemble de tout le contenu ci-dessus, le faire jouir et user pleinement et paisiblement, lui donnant la place attribuée à cette dignité au cœur de votre église, voix et opinion délibérative en votre chapitre, les solemnités en tel cas requises, gardées et observées; car tel est notre plaisir. Donné à Paris, le onzieme jour du mois de Janvier, l'an de grâce, mil sept cent vingt deux, et de notre règne le septieme

Et plus bas, par le Roi, (Signé)

LE DUC D'ORLEANS, Régent présent. FLEURIAU.

LOUIS.

(Signé)

Enrégistrées, oui et ce requérant le Procureur Général du Roi, suivant l'Ar-êt du Conseil Supérieur rieur de ce jour, les lettres de provisions de grand chantre de l'église cathédrale de Québec accordées au Sieur Foseph de la Colombiere, Conseiller, par moi Conseiller Secrétaire du Roi, Greffier en chef au Conseil Supérieur de Quebec, le cinquieme Octobre, mil sept cent vingt deux.

(Signé)

DAINE:

COMMISSION

De Procureur du Roi de la Jurisdiction de Montréal, pour le Sieur Foucher, 29 Avril, 1727.

OUIS par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre. A tous ceux 29 Avril, 1727 qui ces présentes lettres verront, SALUT. Etant nécessaire de pourvoir à Ins. Cons. sup. l'office de notre Procureur de la jurisdiction de Montreal, en notre pays de la Nouvelle France, à la place du Sieur Raimbault, et étant informé de la capacité et expérience au fait de la judicature, et de la fidélité et affection à notre service du Sieur Foucher, Nous, pour ces causes et autres à ce nous mouvant, lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes, signées de notre main, l'office de notre Procureur de la dite jurisdiction de Montréal, pour le dit office avoir, tenir et dorénavant exercer par le dit Sieur Foucher, aux honneurs, autorités, prérogatives, exemptions, gages et droits dont jouissent nos Procureurs dans les fieges royaux de notre royaume, et ce tant qu'il nous plaira. donnons en mandement à nos amés et féaux Conseillers les gens tenant notre Conseil Supérieur à Quebec, qu'après leur être apparu des bonnes vie et mœurs. conversation et religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur Foucher, et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, ils le mettent et instituent, de par nous, en possession et jouissance du dit office, l'en tallent jouir et uter pleinement, et paisiblement et obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra, ès choses concernant le dit office; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces

Rég.F.fol.97.

dites présentes: Donné à Versailles, le vingt neuvierne jour du mois d'Avril, l'an de grace, mil sept cent vingt sept, et de notre règne le douzierne.

(Signé)

LOUIS.

Et plus bas sur le repli, par le Roi, (Signé)

PHELYPEAUX.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Régistrées, oui et ce requérant Me. Nicolas Lanoullier, Conseiller, faisant les fonctions de
Procureur Général du Roi, suivant l'Arrêt de
ce jour, par moi Conseiller Secrétaire du Roi,
Greffier en chef du dit Conseil, soussigné. A
Quebec, le quinzieme Septembre, mil sept cent
vingt sept.

(Signé)

Daine,

PROVISIONS

De Procureur du Roi en la Prévôté de Québec, pour le Sieur Boucault, du vingtième Avril, 1728.

Zo Avril, 1728. Ins. Cons. sup. Rég. F. fol 122 V . OUIS par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre; à tous ceux qui ces présentes lettres versont, Salut. Etant nécessaire de pourvoir à l'office de notre Procureur en la Prévôté de Québec, à la place du Sieur Hamard de la Borde, qui a quitté, et étant informé de la capacité et expérience au fait de la judicature, et de la fidélité et affection à notre service de la personne du Sieur Boucault, nous pour ces causes et autres à ce nous mouvant, lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes, signées de notre main, l'office de notre Procureur, en la dite Prévôte de Quebec, pour le dit office avoir, tenir et dorénavant exercer par le dit Sieur Boucault, aux honneurs, autorités, prérogatives, exemptions, gages et droits dont jouissent nos Procureurs dans les sièges présidiaux de notre royaume. Si donnons en mandement à nos amés et séaux les gens tenant notre Conseil Supérieur de Quebec, qu'après leur être apparu des bonnes vie, mœurs, age compétent, conversation, religion

religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur Boucault, et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, ils le mettent et instituent de par nous en possession du dit office de notre Procureur, en la dite Prévôté de Québec, et le fassent obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra, ès choses concernant le dit office, car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons sait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Versailles, le vinguième jour du mois d'Avril, l'an de grace, mil sept cent vingt huit, et de notre règne le treizième.

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi,

(Signé)

PHELIPEAUX.

Et scellé du grand sceau en cire jaune.

Régistrées, oui et ce requérant le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt de ce jour, par nous conseiller Secrétaire du Roi, Greffier en chef du Conseil supérieur de la Nouvelle France, soussigné, à Quebec le quatre Octobre, mil sept cent vingt huit.

(Signé)

DAINE.

PROVISIONS

De Procureur Général pour le Sieur Verrier, du vingt d'Avril, 1728.

OUIS par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre; à tous ceux qui ces présentes lettres verront, SALUT. Etant nécessaire de pourvoir à la charge de Procureur Général au Conseil Supérieur établi à Québec, à la place du seu Sieur Collet, et étant informé de la capacité, prud'hommie et expérience au fait de la judicature, et affection à notre service de la personne du Sieur Verrier, Avocat en notre Parlement de Paris, à ces causes et autres à ce nous mouvant, nous lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes, signées de notre main, la charge de Procureur Général au dit Conseil Supérieur établi à Québec, pour la dite charge avoir, tenir, et dorénavant ex-

20 Avril 1728 Ins, Cons, sup. Rég. F, foltog

ercer

ercer par le dit Sieur Verrier, aux honneurs, autorités, prérogatives, exemptions, gages qui lui seront ordonnés par l'état que nous en serons dresser à cet effet, et tous les autres droits dont jouissent nos Procureurs Généraux dans les cours supérieures de notre royaume, et ce tant qu'il nous plaira. Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers, les gens tenant le dit Conseil Supérieur établi au dit Québec, qu'après leur être apparu de bonnes vie et mœurs, age compétent, conversation, religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur Verrier, et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, ils le mettent et instituent de par nous, en possession de la dite charge de Procureur Général du Roi, ensemble des honneurs, autorités, prérogatives, exemptions, gages qui lui seront ordonnés, revenus et émoluments à la dite charge appartenants, le fassent, souffrent et laissent jouir pleinement et paisiblement, et le fassent obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra, ès choses concernant la dite charge, car tel est notre plaisir. En témoin de quoi, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Versailles, le vingtième jour du mois d'Avril, l'an de grace mil sept cent vingt huit, et de notre regne le treizième.

Régistrées ès régistres du Conseil Supérieur de la Nouvelle France, oui et ce requérant Monsieur Nicolas Lanoullier, Conseiller, faisant les fonctions de Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt de ce jour, par nous Conseiller Secrétaire du Roi, Greffier en chef du dit Conseil, Soussigné, à Québec, le dix-sept Septembre, mil sept cent vingt huit.

(Signé)

DAINE.

Trocureur General

COMMISSION

Au Sieur Maillou pour faire les fonctions de Grand Voyer, du six Novembre, 1728.

6 Nov. 1728. Ins. Cons. fup. Rég.F. fol 125,

Saga HirA CE

PIERRE ROBINEAU, Chevalier, Seigneur de Bécancourt, Baron de Portneuf, Conseiller du Roi, Grand Voyer en toute la Nouvelle France. Etant nécessaire nécessaire d'établir un commis en la ville et ressort de Québec, qui vaque en notre absence à l'exercice et fonction de notre charge, pour y donner les allignements des maisons sur les rues, les faire tenir débarassées selon les ordonnances de la voirie, empêcher qu'il n'y foit fait aucune saillie, avances, ni anticipation sans permission de nous ou de notre dit commis, et qu'il n'y soit fait ni introduit aucunes choses contraires aux réglements de voirie, au préjudice de nos droits et privilèges, même pour régler, visiter et entretenir les chemins royaux de la dite ville. Nous avons commis et commettons le Sieur Maillou, architecte, pour vaquer en notre absence à l'exercice et fonction de notre dite charge de Grand Voyer, concernant toutes les choses susdites, lui donnant pouvoir de ce faire, et de poursuivre et faire condamner en l'amende portée par les ordonnances, ceux qui auront fait bâtir, édifier, mettre avances ou saillies sur les dites rues et chemins, sans permission de nous ou de lui, même les ouvriers qui auroient fait, mis et posé les choses susdites sans les dites permissions, ou procès verbaux d'allignement, et faire abattre et démolir ce qui aura été par eux ainsi fait, et généralement faire en notre absence tout ce qui concerne l'exercice et fonction de notre dite charge. Donné à Bécancourt, le fix Novembre, l'an mil sept cent vingt huit, sous notre seing et le cachet de nos armes.

> La Commission de Commis du Grand Voyer pour le Sieur Maillou de l'autre part transcrite, a été régistrée, oui, et ce requérant le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt de ce jour, par nous Conseiller Secrétaire du Roi, Greffier en chef du Conseil Supérieur, à Québec, le vingt deuxième Novembre, mil sept cent vingt huit.

(Signé)

DAINE.

PROVISIONS

De Grand Voyer pour le Sieur Lanoullier de Boisclerc, 10 Avril, 1731.

OUIS par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre. A tous ceux 10 Aviil, 1731 qui ces présentes lettres verront, SALUT. Etant nécessaire de pourvoir à Rég. G. fol. 2. l'office de Grand Voyer en notre pays de la Nouvelle France, vacant par la mort Vo

du Sieur de Bécancourt, qui en étoit pourvu, et étant informé de la capacité et expérience du Sieur Lanoullier de Boisclerc, à ces causes et autres confidérations à ce nous mouvant, nous avons donné et octroyé, et par ces présentes, fignées de notre main, donnons et octroyons au dit Sieur Lanoullier de Boisclerc, l'office de Grand Voyer en notre dit pays de la Nouvelle France, pour le dit office avoir, tenir et dorénavant exercer conformément à la coutume de la prévoté et vicomté de Paris, et en jouir et user aux honneurs, autorités, prérogatives, émolaments et droits y attachés, ainsi qu'en a joui ou du jouir le dit feu Sieur de Becancourt, et ce tant qu'il nous plaira. Si donnons en mandement à nos amés et féaux les gens tenant notre Conseil Supérieur établi en la ville de Ouébec, qu'après leur être apparu des bonnes vie et mœurs, age compétent, religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur Lanoullier de Boisclere, et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, ils le mettent et instituent, de par nous, en possession du dit office de Grand voyer en notre dit pays de la Nouvelle France, et le fassent jouir et user pleinement et paisiblement des honneurs, autorités, prérogatives, émoluments et droits appartenants au dit office, faisant cesser tous troubles et empêchements à ce contraires, car tel est notre plaisir. Donné à Versailles, le dixieme jour du mois d'Avril, l'an de grace, mil fept cent trente un, et de notre regne le feizieme.

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi,

(Signé)

PHELYPEAUX.

Avec grille et paraphe, et scellées du grand sçeau en cire jaune.

Les Provisions ci-devant et des autres parts transcrites ont été régistrées, oui, et ce requérant le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt de ce jour, par nous Conseiller Secrétaire du Roi, Greffier en chef du Conseil Supérieur de la Nouvelle France. A Quebec, le vingt Août, 1731.

(Signé)

DAINE.

PROVISIONS

De Garde de Sceaux du Conseil pour le Sieur

Sarrazin, du dix-neuf Février, 1733.

DE PAR LE ROI.

CA Majesté voulant faire choix d'une personne fidelle, et d'une probité con-O nue, à qui elle puisse confier la garde des sceaux du Conseil Supérieur de Quebec, à la place du feu Sieur Delino, Conseiller au dit Conseil, qui en étoit chargé, et étant informé que le Sieur Serrazin, Conseiller au dit Conseil, a les qualités requifes pour cela, sa Majesté lui a confié la garde des sceaux du Conseil Supérieur de Québec, et l'a établi en la qualité de garde des sceaux du dit Conseil; mande sa Majesté aux officiers du dit Conseil Supérieur de faire reconnoître le dit Sieur Sarrazin, en la dite qualité, de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra. Fait à Marly, le dixneuvieme Février, mil sept cent trente trois.

19 Fév. 1733 Inf. Cons. fup. Rég.G.fol.3

(Signé)

LOUIS,

Et plus bas,

(Signé)

PHELYPEAUX.

Et scellé du Scel secret.

Régistré, oui le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt de ce jour. A Quebec, le dixhuitieme Juillet, 1733.

(Signé)

DAINE.

PROVISIONS

De Premier Conseiller pour le Sieur Cugnet; du dix-huit Avril, 1733.

OUIS par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre: à tous ceux 18 Avril 1733 qui ces présentes lettres verront, SALUT. Etant nécéssaire de pourvoir à l'office de Premier Conseiller au Conseil Supérieur de Québec, qui est à pré-Z z 2

Rég. G, fol. 29

sent vacant par le décès du Sieur Delino, et étant informé de la capacité, prud'hommie et expérience au fait de la judicature et affection à notre service de la personne du Sieur Cugnet, Conseiller au dit Conseil, à ces causes et autres à ce nous mouvant, nous lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes, signées de notre main, le dit office de Premier Conseiller au dit Conseil Supérieur établi à Québec, pour le dit office avoir, tenir et dorénavant exercer par le dit Sieur Cugnet, aux honneurs, autorités, prérogatives, exemptions et droits y appartenants, et aux gages qui lui seront ordonnés, par l'état que nous en ferons à cet effet dresser, et ce tant qu'il nous plaira. Si donnons en mandement à nos amés et féaux Conseillers les gens tenant notre Conseil Supérieur établi à Québec, qu'après leur être apparu des bonnes vie, mœurs et age compétent, religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur Cugnet, et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, ils le mettent et instituent de par nous en possession du dit office, ensemble des honneurs, autorités, prérogatives, exemptions, gages qui lui seront ordonnés, revenus et émoluments au dit office appartenants, l'en faisent, souffrent et laissent jouir et user pleinement et paisiblement, et le fassent obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra, ès choses concernant le dit office, car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Marly, le dix-huitieme jour du mois d'Avril, l'an de grace, mil sept cent trente trois, et de notre règne le dix-huitieme.

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi,

(Signé)

PHELIPBAUX.

Scellé du grand Sceau en cire jaune.

Régistrées, oui le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt de ce jour, par nous Confeiller Secrétaire du Roi, Greffier en chef du Conseil supérieur de la Nouvelle France; à Québec, le dix-huit Juillet, mil sept cent trente trois.

(Signé)

DAINE.

. PROVISIONS

PROVISIONS

A la charge de Lieutenant particulier du Roi à la ville de Quebec, pour le sieur Boucault, du vingt septieme Mars, 1736.

OUIS par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre. A tous ceux 27 Mars, 1736 qui ces présentes lettres verront, SALUT. Etant nécessaire d'établir un Rég. H. fol. 54 Lieutenant particulier à Quebec, à la place du feu Sieur de L'Epinay; Nous ayons cru que nous ne pouvions faire un meilleur choix que du Sieur Boucault, pour remplir cette charge, étant informé de son expérience au fait de la judicature, et de sa probité, et affection à notre service. A ces causes, et autres à ce nous mouvant, lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons, par ces présentes, signées de notre main, la dite charge de Lieutenant particulier à Quebec, à la place du dit feu Sieur de L'Epinay, pour connoitre en premiere instance de toutes les matieres tant civiles que criminelles, de police, commerce et navigation, suivant les us et coutumes de notre royaume, et de la prévoté et vicomté de Paris, et pour la dite charge avoir, tenir et dorénavant exercer par le dit Sieur Boucault, en jouir et user aux honneurs, fonctions, pouvoirs, franchises, libertés, prérogatives, privileges, exemptions, gages, droits, avantages, revenus et émoluments à la dite charge appartenants. Si donnons en mandement à nos amés et féaux Conseillers, les gens tenant notre Conseil Supérieur à Quebec, qu'après leur être apparu des bonnes vie et mœurs, age compétent, conversation et religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur Boucault, et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, ils le mettent et instituent de par nous, en possession et jouissance de la dite charge, l'en fassent jouir et user, ensemble des honneurs, autorités, prérogatives, privileges, franchises, libertés, exemptions, gages, suivant les états arrêtés en notre Conseil, droits, fruits, profits, revenus et émoluments, pleinement et paisiblement, et le fassent obéir et entendre de tous ceux, et ainsi qu'il appartiendra, ès choses concernant la dite charge; car tel est notre plaifir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces dites présentes: Donné à Versailles, le vingt septieme jour du mois de Mars, l'an de grace, mil sept cent trente six, et de notre règne le vingt unieme.

Rég.H. fol. 56

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi,

(Signé)

PHELIPEAUX, Avec paraphe.

Et scellé du grand sceau en cire jaune.

Les Provisions ci-devant transcrites ont été régistrées, oui le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt de ce jour, par nous Conseiller Secrétaire du Roi, Greffier en chef du Conseil Supérieur de la Nouvelle France, à Québec, le vingt Août, mil sept cent trente fix.

(Signé)

DAINE.

PROVISIONS

De Procureur du Roi en la Jurisdiction des Trois Rivieres, pour le Sieur De Tonnancour, du premier d'Avril, 1740.

Avril, 1740. Ins. Cons. sup. Rég. H. fol. 56 RO.

OUIS par la Grace de DIEU, Roi de France et de Navarre; à tous ceux qui ces présentes lettres verront, SALUT. Savoir faisons que pour l'entiere confiance que nous avons en la personne de notre cher et bien aimé le Sieur De Tonnancour, et de ses sens, suffisance, capacité, prud'hommie, fidélité et affection à notre service, à ces causes et autres considérations à ce nous mouvant, nous avons au dit Sieur De Tonnancour donné et octroyé, et par ces présentes, signées de notre main, donnons et octroyons l'office de notre Conseiller et Procureur de la Jurisdiction des Trois Rivieres, vacant par la promotion du Sieur Courval à celui de Lieutenant Général de la dite jurisdiction, pour le dit office tenir, avoir, et dorénavant exercer par le dit Sieur De Tonnancour, aux honneurs, autorités, prérogatives, exemptions, gages, qui lui seront ordonnés par nos états, et tous les autres droits dont jouissent nos Procureurs dans les prévôtés et siéges présidiaux de notre royaume. Si donnons en mandement à nos amés et féaux les gens tenant notre Conseil Supérieur à Québec, qu'après leur être apparu des bonnes vie et mœurs, âge compétent, conversation, religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur Sieur De Tonnancour et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, ils le mettent, et instituent, de par nous, en possession du dit office de notre Procureur de la dite jurisdiction des Trois Rivieres, et le fassent, souffrent et laissent jouir et user des honneurs, autorités, prérogatives, exemptions, gages qui lui seront ordonnés, revenus et émoluments, à la dite charge appartenants, pleinement et paisiblement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements à ce contraires, et le fassent obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra, ès choses concernant la dite charge; car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Versailles, le premier jour du mois d'Avril, l'an de grace, mil sept cent quarante, et de notre règne le vingt cinquième.

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli,

(Signé)

PHELYPEAUX.

Et scellé du grand Sceau en cire jaune.

Les Provisions ci-dessus transcrites ont été régistrées au présent régistre, oui et ce requérant le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt de ce jour, par le Gressier Commis au Gresse du Conseil supérieur de Québec, soussigné, au dit Québec, le vingt un Octobre, mil sept cent quarante.

(Signé)

DULAURENT, Greffier Commis.

PROVISIONS

De Lieutenant Général de la Jurisdiction de Montréal pour le Sieur Guitton de Monrepos, du 1er Fevrier, 1741.

OUIS par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre: A tous ceux 1 Fév, 1741.

qui ces présentes lettres verront, SALUT. La charge de notre Conseiller Rég H. fol 65.

et Vo.

et Lieutenant Général de la jurisdiction de Montréal, en notre pays de la Nouvelle France, étant à présent vacante par la mort du Sieur Raimbault, dernier titulaire, et étant nécessaire d'y pourvoir, savoir faisons, que pour le bon et louable rapport qui nous a été fait de la personne du Sieur Guitton Monrepos, avocat en parlement, et pour l'entiere confiance que nous avons en ses sens, suffisance, capacité, prud'hommie et expérience au fait de la judicature, et affection à notre service, pour ces causes et autres à ce nous mouvant, nous avons à icelui Sieur Guitton Monrepos, donné et octroyé, donnons et octroyons, par ces présentes, signées de notre main, le dit office de notre Conseiller et Lieutenant Général en la jurisdiction de Montreal au dit pays de la Nouvelle France, pour connoitre en premiere instance de toutes matieres, tant civiles que criminelles, de police, commerce et navigation suivant les us et coutumes de notre royaume, et de la prévôté et vicomté de Paris, pour le dit office avoir, tenir, et dorénavant exercer par le dit Sieur Guitton Monrepos, en jouir et user aux honneurs, fonctions, pouvoirs, franchises, libertés, prérogatives, pré-éminences, privilèges, exemptions, gages, droits, avantages, revenus et émoluments au dit office appartenants, et tout ainsi qu'a bien et duement joui ou du jouir le dit Sieur Raimbault, dernier paisible possesseur d'icelui. Si donnons en mandement à nos amés et féaux les gens tenant notre Conseil Supérieur à Québec, qu'après leur être apparu des bonnes vie et mœurs, age requis par nos Ordonnances, conversation, religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur Guitton Monrepos, et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, ils le mettent et instituent de par nous en possession et jouissance du dit office, et le fassent obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra, ès choses concernant le dit office, car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Versailles, le premier jour du mois de Février, l'an de grace, mil sept cent quarante un, et de notre règne le vingt sixieme.

(Signé)

Et sur le repli, par le Roi,
(Signé)

Et scellé du grand sceau en cire jaune.

LOUIS.

PHELIPEAUX.

Régistrées oui le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt de ce jour, par nous Conseil-ler Secrétaire du Roi, Greffier en chef en icelui, à Québec, le dix huit Septembre, mil sept cent quarante un.

(Signé)

DAINE.

PROVISIONS

1 Avril, 1743 Ins. Cons. fup.

Rég. J. fol. 8:

PROVISIONS

De Conseiller Clerc au Conseil Supérieur de Québec pour le Sieur Vallier, Théologal du Chapitre, premier d'Avril, 1743.

L'OUIS par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Etant nécessaire de pourvoir à l'office de Conseiller Clerc au Conseil Supérieur de Québec, qui est à présent vacant, et étant informé de la capacité, prud'hommie, et expérience au fait de la judicature, et affection à notre service de la personne du Sieur Vallier, Théologal du Chapitre; à ces causes et autres à ce nous mouvant, nous avons fait choix du Sieur Vallier, auquel nous avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes, signées de notre main, le dit office de Conseiller Clerc au dit Conseil Supérieur établi à Québec, pour le dit office avoir, tenir et dorénavant exercer par le dit Sieur Vallier, aux honneurs, autorités, prérogatives, exemptions dont jouissent les Conseillers Clercs des autres Cours Supérieures de notre Royaume, et ainsi qu'en ont joui ou du jouir les précédents titulaires, et à condition que le dit Sieur Vallier ne pourra présider en aucun cas, ni assister aux jugemens qui seront rendus au dit Conseil Supérieur pour les affaires criminelles. Si donnons en mandement à nos amés et féaux les gens tenant notre Conseil Supérieur à Québec, qu'après leur être apparu des bonnes vie, mœurs, age compétent, et de lui pris le serment en tel cas requis et accoutumé, ils le mettent et instituent, de par nous, en possesfion du dit office, ensemble des honneurs, autorités, prérogatives et exemptions au dit office appartenants, et le fassent, sousrent et laissent jouir et user pleinement et paisiblement, et le fassent obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra, ès choses concernant le dit office; car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Versailles, le premier jour du mois d'Avril, l'an de grâce, mil sept cent quarante trois, et de notre regne le vingt huitieme.

LOUIS.

(Signé) Et au dos est écrit, par le Roi,

(Signé)

PHELIPEAUX.
Avec grille et paraphe.
Régistré

Aaa

Régistré oui le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt de ce jour, par nous Conseiller Secrétaire du Roi, Greffier en chef du dit Conseil, Soussigné, à Québec, le quatorze Octobre, mil sept cent quarante trois.

(Signé)

DAINE!

PROVISIONS

De Lieutenant Général de la Prévôté de Québec, pour le Sieur Daine, du 5e. Mars, mil fept cent quarante quatre.

5 Mars, 1744. Ins. Cons. sup. Rég. J. fol. 28, OUIS par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, SALUT. Etant nécessaire de pourvoir à la charge de Lieutenant Général de la Prévôté de Québec, vacante par la retraite du Sieur de Leigne, et étant informé de la capacité, prud'hommie et expérience au fait de la judicature, et affection à notre service, de la personne du Sieur Daine, à ces causes et autres à ce nous mouvant, nous lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons, par ces présentes, signées de notre main, le dit office de Lieutenant Général de la Prévoté de Québec en la Nouvelle France, pour le dit office avoir, tenir, et dorénavant exercer par le dit Sieur Daine, aux honneurs, autorités, prérogatives, exemptions dont a joui ou du jouir le dit Sieur de Leigne, et aux gages qui lui seront ordonnés par l'état que nous en serons à cet effet dresser, et ce tant qu'il nous plaira. Si donnons en mandement à nos amés et féaux Conseillers les gens tenant notre Conseil Supérieur à Québec, qu'après leur être apparu des bonnes vie, mœurs, age compétent, religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur Daine, et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, ils le mettent et instituent de par nous en possession du dit office, ensemble des honneurs, autorités, prérogatives, exemptions, gages qui lui seront ordonnés. revenus et émoluments au dit office appartenants, l'en fassent, soufrent et laissent jouir et user pleinement et paisiblement, fassent obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra ès choses concernant le dit office; car

tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Versailles, le vingt cinq du mois de Mars, l'an de grâce, mil sept cent quarante quatre, et de notre regne le vingt neuvieme.

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi,

(Signé)

PHELIPPEAUX, Avec paraphe.

Régistré, oui, et ce requérant le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt de ce jour, par nous Greffier Commis par le Conseil, Soussigné, à Québec, le douze Octobre, mil sept cent quarante quatre.

(Signé)

DESCHENAUX.

PROVISIONS

De Greffier de la Prévôté de Québec, pour le Sieur Boisseau, fils, du vingt cinq Mars,

1744.

OUIS par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre. A tous ceux Ins. Cons. sup, qui ces présentes lettres verront, SALUT. Etant nécessaire de pourvoir à Rég. J. fol. 31. l'office de Greffier en la Prévôté de Québec en la Nouvelle France, vacant par l'avancement du Sieur Boisseau, pere, et étant informé de la capacité, prud'hommie, et expérience au fait de la pratique, et affection à notre service de la personne du Sieur Boisseau, fils, à ces causes et autres à ce nous mouvant, nous lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes, signées de notre main, le dit office de Greffier de la Prévôté de la ville de Québec dans la Nouvelle France, pour le dit office avoir, tenir, et dorénavant exercer par le dit Sieur Boisseau, fils, aux honneurs, autorités, prérogatives, exemptions, dont a joui ou du jouir le dit Sieur Boisseau, pere, et aux gages qui lui seront ordonnés, par l'état que nous en ferons à cet effet dresser, et ce tant

Rég. J. fol. 31.

qu'il nous plaira. Si donnons en mandement à nos amés et féaux Conseillers les gens tenant notre Conseil Supérieur à Québec, qu'après leur être apparu de bonnes vie, mœurs, âge compétent, religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur Boisseau, fils, et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, ils le mettent et instituent de par nous en possession du dit office, ensemble des honneurs, autorités, prérogatives, exemptions, gages qui lui seront ordonnés, revenus et émoluments au dit office appartenants, l'en fassent, souffrent et laissent jouir et user pleinement et paisiblement, et le fassent obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra, ès choses concernant le dit office; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Versailles, le vingt cinq du mois de Mars, l'an de grace, mil sept cent quarante quatre, et de notre règne le vingt neuvieme.

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi,

(Signé)

PHELIPPEAUX, Avec paraphe.

PROVISIONS

De Prévôt des Maréchaux pour le Sieur Duplessis de Morampont; du premier de Mai, 1749.

Mai, 1749. Ins. Cons. sup. Rég. J. fol. 76. Ro. COUIS par la grace de Dieu, Roi de France. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. L'office de Prévôt de nos cousins les
Maréchaux de France en notre pays de Canada, étant à présent vacant par la
mort du Sieur de St. Simon, et étant nécessaire d'y commettre une personne
dont les talents, la vigilance et l'intégrité nous soient connus, nous avons
cru que nous ne pouvions faire un meilleur choix que de notre cher et
bien aimé le Sieur Duplessis de Morampont, à ces causes, et autres à ce nous
mouvant, nous lui avons donné, octroyé, et par ces présentes signées de
notre main, donnons et octroyons le dit office de Prévôt de nos cousins les
Maréchaux de France, en notre dit pays de Canada, qu'exerçoit le dit seu

Sieur De St. Simon, pour en la dite qualité informer contre tous prévenus de crime, décréter et iceux juger en dernier ressort, assisté de nos officiers royaux ou de personnes graduées en nombre porté par nos ordonnances, particulièrement connoitre de tout vil assassinat, de guet à pends, meurtres commis par personnes non domiciliées, et généralement de tous les crimes dont connoissent les dits Prévôts, suivant et conformément à nos édits et ordonnances; pour en jouir par le dit Sieur Duplessis de Morampont aux mêmes honneurs, autotités, privilèges, pré-éminences, prérogatives, fonctions, gages portés par nos états, et pouvoir de nommer aux offices d'archers, dont jouissent les Prévôts de nos dits cousins établis dans notre royaume. Si donnons en mandement à nos dits cousins les Maréchaux de France, et en leur absence au Gouverneur notre Lieutenant Général au dit Pays de Canada, qu'après leur être apparu des bonnes vie et mœurs du dit Sieur Duplessis de Morampont, ils le mettent et instituent en possession et jouissance du dit office, car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Marly, le premier du mois de Mai, l'an de grace, mil sept cent quarante neuf, et de notre règne le trente quatrième.

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi,

(Signé)

Rouelles.

Et scellé du sceau en cir jaune.

Régistré suivant l'arrêt de ce jour, oui et ce requérant le Procureur Général du Roi, par nous Greffier en chef, soussigné, à Québec, le deux Octobre, 1749.

(Signé)

Boisseau.

PROVISIONS

De l'Office de Conseiller Clerc pour Monsieur De la Corne à la place de Monsieur Vallier, du premier Mai, 1749.

1 Mai, 1749. Ins, Cons. sup. Rég. J. fol. 69. R°.

T OUIS par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salur. Etant nécessaire de pourvoir à l'office de Conseiller Clerc au Conseil supérieur de Québec, vacant par la mort du Sieur Vallier, et étant informé de la capacité, prud'hommie et expérience au fait de la judicature, et affection à notre service de la personne du Sieur Abbé de la Corne, Chanoine du chapitre de Québec, à ces causes et autres à ce nous mouvant, nous avons fait choix du dit Sieur Abbé de la Corne, auquel nous avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes, signées de notre main, le dit office de Conseiller Clerc au dit Conseil Supérieur établi à Québec, pour le dit office avoir, tenir et dorénavant exercer par le dit Sieur Abbé de la Corne, aux honneurs, autorités, prérogatives, exemptions dont jouissent les Conseillers Clercs des autres Cours supérieures de notre royaume, et ainsi qu'en ont joui ou du jouir les précédents titulaires, et à condition que le dit Sieur Abbé de la Corne ne pourra présider en aucun cas, ni assister aux jugements qui seront rendus au dit Conseil Supérieur pour les affaires criminelles. Si donnons en mandement à nos amés et féaux les gens tenant notre Conseil Supérieur à Québec, qu'après leur être apparu des bonnes vie, et mœurs, âge compétent, et de lui pris le serment en tel cas requis, et accoutumé, ils le mettent et instituent de par nous en possession du dit office, ensemble des honneurs, autorités, prérogatives et exemptions au dit office appartenants, et le fas fent, souffrent et laissent jouir et user pleinement et paisiblement, et le fassent obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra, ès choses concernant le dit office, car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons sait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Marly, le premier jour du mois de Mai, l'an de grace, mil sept cent quarante neuf, et de notre règne le trentre quatrieme.

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi,

(Signé)

ROUELLES.

Régistré, oui et ce requérant le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt de ce jour, par nous Greffier en chef, soussigné, à Québec, le vingt cinquième Août, mil sept cent quarante neus.

(Signé)

Boisseau.

COMMISSION

De Lieutenant de l'Amirauté pour le Sieur Guillemin, du 8e. Juin. 1750.

LOUIS JEAN MARIE DE BOURBON, Duc de Pentievre, de Château Vilain et de Rambouillet, Gouverneur et Lieutenant Général pour le Roi en sa Province de Bretagne, Pair et Amiral de France. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, SALUT. Savoir faisons qu'en vertu du pouvoir à nous appartenant à cause de notre dite charge d'Amiral de France, de nommer et commettre à toutes les charges et commissions de l'amirauté de France et des colonies françoises, en quelques parties du monde qu'elles soient situées, personnes suffisantes et capables pour en faire les fonctions, sur le bon et louable rapport qui nous a été fait de la personne du Sieur Guillaume Guillemin, de ses sens, suffisance, capacité, expérience au fait de la judicature et de la marine, religion catholique, apostolique et romaine, icelui pour ces causes avons nommé et prélenté, et par ces présentes nommons et présentons au Roi notre Souverain Seigneur, pour être commis aux fonctions de l'état et office de Lieutenant de l'Amirauté établi à Québec, par le réglement et lettres patentes fur icelui, en date du douze Janvier, mil sept cent dix-sept, vacant par la démission volontaire du Sieur Boucault, et pour le dit office avoir, tenir et dorénavant exercer par le dit Sieur Guillemin, aux honneurs, autorités, préeminences.

8 Juin, 1750. Ins. Cons. fup. Rég. J. fol. 78 R°. éminences, et prérogatives, droits, fruits, revenus et émoluments dont jouissent les pourvus de pareils offices dans les autres Amirautés de France, suppliant très humblement sa Majesté d'avoir agréable la présente nomination, et sur icelle saire expédier au dit Sieur Guillemin toutes lettres de commissions nécessaires. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes, icelles fait sçeller du sceau de nos armes, et contresigner par notre Conseiller Secrétaire Général de la marine et de nos commandements; à Paris, le huit Juin, mil sept cent cinquante.

(Signé)

L. J. M. DE BOURBON,

Et sur le repli, par son Altesse Sérénissime,

(Signé)

ROMIEU,

Et scellé en cire rouge.

TOUIS par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre. A nos amés et féaux les gens tenant notre Conseil Supérieur à Québec, SALUT. Par notre réglement du 12e Janvier, 1717, nous avons ordonné qu'il y aura à l'avenir dans tous les ports des isles et colonies françoises, en quelque partie du monde qu'elles soient situées, des juges pour connoitre des causes maritimes, fous le nom d'Officiers d'Amirauté, et que dans chacun des dits fieges il y aura un Lieutenant, un Procureur pour nous, un Greffier, et un ou deux huissiers, suivant le besoin, avec les mêmes fonctions qui sont attribuées à chacun des dits officiers par l'Ordonnance de 1681, en exécution duquel réglement notre très cher et très amé cousin le Duc de Penthieure, à qui la nomination des dits officiers appartient, en qualité d'Amiral* établi à Quebec en Canada, vacant par la démission volontaire du Sieur Boucault, qui en étoit pourvu, à ces causes, Nous, en agréant et confirmant la dite nomination ci-attachée sous le contrescel de notre Chancellerie, avons commis et commettons par ces présentes, signées de notre main, le dit Sieur Guillaume Guillemin à l'exercice du dit office de Lieutenant au siege de l'Amirauté de Québec, en Canada, pour icelui avoir, tenir et dorénavant exercér, aux honneurs, autoricés, prérogatives, droits, fruits, profits, revenus et émoluments dont jouilsent les pourvus de pareils offices dans les autres Amirautés de notre royaume. Si vous mandons qu'après qu'il vous sera apparu des bonnes vie, mœurs, âge de vingt cinq ans accomplis, conversation et religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur Guillemin, et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, vous ayez à le recevoir à l'exercice du dit office, l'en faire jouir aux honneurs, autorités, revenus et émoluments ci-dessus exprimés.

^{*} Il paroit y avoir ici une omission dans le Régistre.

exprimés, cessant et saisant cesser tous troubles à ce contraires. Car tel est notre plaisir. Donné à Compeigne, le onzieme jour du mois de Juin, l'an de grâce, mil sept cent cinquante, et de notre règne le trente cinquieme.

(Signé)

LOUIS.

Et plus bas, par le Roi,

(Signé)

ROUILLE,

Et scellé du grand Sceau en cire jaune.

Régistré suivant l'arrêt de ce jour, oui et ce requérant le Procureur Général du Roi, par nous Greffier en chef, Soussigné, à Quebec, le

COMMISSION

De Substitut du Procureur du Roi en la Prévoté de Québec, pour Mr. Perthuis, du 23e. Novembre, 1753.

FRANCOIS BIGOT,

Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant de Justice, Police, Finances et de la Marine en la Nouvelle France.

E Sieur Hiché Procureur du Roi en la Prévôté de cette ville, nous ayant représenté que les affaires de ce gouvernement deviennent de plus en plus considérables, et qu'il ne peut vaquer à toutes celles qui exigent sa présence; Nous avons cru devoir nommer une personne capable de faire les fonctions de son substitut, et étant informé que le Sieur Perthuis est en état de remplir cette charge, Nous, en vertu du pouvoir à nous donné par sa Majesté, et sous son bon plaisir, avons commis et commettons par ces présentes, le dit Sieur Perthuis en qualité de substitut du Procureur du Roi en la dite Prévôté, pour B b b

23 Nov. 1753. Ins. Cons. sup. Rég. J. fol. 93. Vo. en cas de récusation, maladie ou absence du dit Sieur Hiché, saire les fonctions de Procureur du Roi; requérant le Conseil Supérieur qu'après qu'il lui sera apparu des bonnes vie et mœurs, religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur Perthuis, et qu'il aura de lui pris et reçu le serment en tel cas requis, il le mette en possession de la dite charge de substitut du dit Procureur du Roi, aux honneurs, autorités et prérogatives qui y appartiennent, et le fasse obéir et entendre ès choses concernant la dite charge. En témoin de quoi nous avons signé et sait contresigner les présentes par notre Secrétaire, et à icelles sait apposer le cachet de nos armes. Fait et donné à Québec, le vingt trois Novembre, mil sept cent cinquante trois.

(Signé)

BIGOT.

Et plus bas, par Monseigneur,

(Signé)

DESCHENAUX.

Et à côté le cachet de mon dit Sieur l'Intendant.

Régistré, oui et ce requérant le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt de ce Conseil de ce jourd'hui, par nous Conseiller Secrétaire du Roi, Greffier en chef du dit Conseil, soussigné, à Québec, le trois Decembre, 1753.

(Signé)

BOISSEAU.

COMMISSION

De Procureur du Roi en l'Amirauté de Quebec pour le Sieur Perthuis, 18 Avril, 1754.

18Avril 1754. Inf. Cons. lup. Rég. K. fol. 4

OUIS par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre. A nos amés et féaux les gens tenant notre Conseil Supérieur à Québec, SALUT. Par notre reglement du douze Janvier, mil sept cent dixsept, nous avons ordonné qu'il y aura à l'avenir dans tous les ports des isles et colonies Françoises, en quelques parties du monde qu'elles soient situées, des juges pour connoitre des causes maritimes, sous le nom d'officiers d'amirauté; et que dans chacun des dits sièges il y aura un Lieutenant, un Procureur pour nous, un Greffier

et un ou deux huissiers, suivant le besoin, avec les mêmes fonctions qui sont attribuées à chacun des dits officiers par l'ordonnance de mil fix cent quatrevingt un; en exécution duquel réglement, notre très cher et très amé cousin le Duc de Penthievre, à qui la nomination des dits officiers appartient en qualité d'amiral, Nous ayant nommé le Sieur Ignace Perthuis, pour être commis à l'exercise de l'office de Procureur pour nous au siege de l'amirauté établi à Quebec, vacant par la démission volontaire du Sieur Hiché qui en étoit pourvu; à ces causes, Nous, en agréant et confirmant la dite nomination ci-attachée, sous le contrescel de notre Chancellerie, avons commis et commettons par ces présentes, signées de notre main, le dit Sieur Perthuis à l'exercice du dit office de Procureur pour nous au siège de l'amirauté de Québec, pour icelui avoir, tenir et dorénavant exercer, aux honneurs, autorités, prérogatives, droits, fruits, profits, revenus et émoluments, dont jouissent les pourvus de pareils offices dans les autres amirautés de notre royaume. Si vous mandons, qu'après qu'il vous sera apparu des bonnes vie, mœurs, âge de vingt cinq ans accomplis, conversation et religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur Perthuis, et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, vous ayez à le recevoir à l'exercice du dit office, l'en faire jouir aux honneurs, autorités, fonctions et droits ci-dessus exprimés, cessant et faisant cesser tous troubles à ce contraires, le dispensant du serment en tel cas requis, attendu celui qu'il doit prêter en qualité de Procureur pour nous en la jurisdiction de Québec. Car tel est notre plaisir. Donné à Verfailles le dix-huitieme jour du mois d'Avril, l'an de grace mil sept cent cinquante quatre, et de notre regne le trente neuvième.

(Signé)

LOUIS.

Et plus bas, par le Roi,

(Signé)

ROUILLE.

Et scellé.

Les provisions de Procureur du Roi de la Prévôté et Amirauté de cette ville ont été régistrées ès régistres du Conseil, oui et ce requérant le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt du dit Conseil de ce jourd'hui, par nous Conseiller Secrétaire du Roi, Greffier en chef du dit Conseil, soussigné, à Québec, le quatorze Octobre, 1754.

(Signé) Bbb2 BOISSEAU. PROVISION

PROVISIONS

D'Assesseur au Conseil pour le Sieur Thomas Marie Cugnet, du quatre Octobre, 1754.

LE MARQUIS DU QUESNE,

Chevalier de l'Ordre Militaire de St. Louis, Capitaine des Vaisseaux du Roi, Gouverneur et Lieutenant Général pour sa Majesté en toute la Nouvelle France, Terres et Pays de la Louizianne.

FRANCOIS BIGOT,

Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant de Justice, Police, Finances et de la Marine, ès dit pays.

4 Oct. 1754 Ins. Cons. fup. Rég. K. fol. 3:

S'A Majesté voulant donner de l'émulation aux sujets des familles, qui ont déjà fait des progrès dans l'étude de la jurisprudence, pour les placer ensuite dans les emplois qui viendront à vaquer, soit au Conseil Supérieur ou dans les autres tribunaux, elle auroit permis par ses lettres patentes du mois d'Août, mil sept cent quarante deux, de leur donner des commissions d'Assesseurs au Conseil. Nous, en exécution des dites lettres patentes, et étant informé des progrès que le Sieur Thomas Marie Cugnet a déjà faits dans la judicature, et qu'il a d'ailleurs les qualités nécessaires pour bien s'acquitter d'un pareil emploi, avons, sous le bon plaisir de sa Majesté, commis et commettons le dit Sieur Cugnet à la place de Conseiller Assesseur au Conseil Supérieur de Québec, pour en la dite qualité affister à toutes les délibérations et jugements qui s'y feront, avec voix délibérative dans les affaires et les procès dont il sera raporteur, et consultative seulement dans les autres affaires, et aux mêmes honneurs, privilèges et prérogatives attribués aux Conseillers du dit Conseil, et Séance, après le dernier Conseiller. Requérons le dit Conseil Supérieur, qu'après qu'il lui aura paru des bonnes vie et mœurs, religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur Cugnet, il le mette en possession, et fasse jouis du dit

Fait et donné à Québec, le quatre Octobre, mil sept cent cinquante emploi. quatre.

(Signé)

DUQUESNE ET BIGOT.

Et plus bas est écrit, par mes dits Seigneurs,

(Signé)

MERET & DESCHENAUX.

Et scellé du cachet de mes dits Seigneurs Gouverneur Général et Intendant.

Régistré, oui et ce requérant le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt du Confeil de ce jourd'hui, par nous Conseiller Secrétaire du Roi, Greffier en chef du dit Conseil, soussigné, à Québec, le quatorze Octobre, 1754.

(Signé)

BOISSEAU.

PROVISIONS

D'Huissier au Conseil pour Robert Duhaut, du vingt fix Avril, 1756.

FRANCOIS BIGOT,

Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant de Justice, Police, Finances, et de la Marine, en la Nouvelle France.

TANT nécessaire d'augmenter le nombre des huissiers au Conseil Supé-rieur de ce pays, et étant informé de la capacité et expérience de Ro-Rég. K. fol. o. bert Duhaut, huissier en la Prévôté de cette dite ville, au fait de la pratique, Nous, en vertu du pouvoir à nous donné par sa Majesté, avons commis et commettons par ces présentes le dit Robert Duhaut, pour exercer l'office d'huissier au dit Conseil Supérieur, et en jouir par lui aux droits y attribués,

tant qu'il plaira à sa Majesté de l'y maintenir, avec pouvoir d'exploiter et mettre à exécution, dans toute l'étendue de la Nouvelle France, tous contrats, obligations, arrêts, sentences, ordonnances, jugements et autres actes, émanés du dit Conseil, et autres juges royaux de ce pays, suivant et conformément aux réglements intervenus à ce sujet, requérant le Conseil Supérieur qu'après qu'il lui aura apparu des bonnes vie, mœurs, âge compétent, religion catholique, apostolique et romaine du dit Robert Duhaut, et qu'il aura pris de lui et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, il le reçoive et mette en possession du dit office d'huissier au dit Conseil Supérieur. En témoin de quoi nous avons signé et fait contresigner ces présentes par notre Secrétaire, et à icelles fait apposer le cachet de nos armes. Fait à Quebec, le 26 Avril, 1756.

(Signé)

BIGOT.

A côté est le cachet, et plus bas est écrit, par Monseigneur,

(Signé)

DESCHENAUX.

Régistré suivant l'arrêt du Conseil de ce jour, par nous Greffier en chef Soussigné, à Québec, se-mil sept cent cinquante fix.

PROVISIONS

De Conseiller au Conseil pour le Sieur Cugnet, du 24e Avril, 1757.

24 Avril, 1757 Ins. Cons. Sup. Rég, K. fol. OUIS par la grâce de Dieu Roi de France et de Navarre. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, SALUT. Etant nécessaire de pourvoir de Conseiller actuellement vacant au Conseil Supérieur de Québec, et étant informé de la capacité, prud'hommie et expérience au fait de la judicature, et affection à notre service de la personne du Sieur Cugnet, à ces causes et autres à ce nous mouvant, Nous lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes, fignées de notre main, le dit office de Conseiller au dit Conseil Supérieur de Québec, pour l'avoir, tenir et dorénavant exercer par le dit Sieur Cugnet, aux honneurs, autorités, prérogatives, exemptions et droits y appartenants, et aux gages qui lui seront ordonnées par l'état que nous en ferons à cet effet dresser, et ce tant qu'il nous plaira. Si donnons en mandement à nos amés et féaux les gens tenant notre Conseil Supérieur de Québec, qu'après leur être apparu des bonnes vie et mœurs, âge compétent, religion catholique, apostolique et romaine du dit Sieur Cugnet, et de lui pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, ils le mettent et instituent de par nous, en possession du dit office, ensemble des honneurs, autorités, prérogatives et exemptions, gages, qui lui seront ordonnés, revenus et émoluments au dit office appartenants, l'en fassent, sousfrent et laissent jouir, et user, pleinement et paisiblement, et le fassent obéir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra, ès choses concernant le dit office, car tel est notre plaisir. En témoin de quoi, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Versailles, le vingt quatrieme jour d'Avril, l'an de grâce, mil sept cent cinquante sept, et de notre règne le quarante deuxieme.

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi,

(Signé)

PEIRENNE DE MORAS.

Et scellé du grand sceau en cire jeaune.

Régistré, oui, et ce requérant le Procureur Général du Roi, suivant l'arrêt de ce jour, par nous Conseiller Secrétaire du Roi, Greffier en Chef du Conseil Supérieur, Soussigné, à Quebec, le trois Juillet, 1758.

(Signé)

BOISSEAU.

PROVISIONS

De Conseiller honoraire pour le Sieur Estebe, du 1er Février, 1758.

OUIS par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre. A tous ceux qui ces présentes lettres verront Survey. qui ces présentes lettres verront, SALUT. Notre amé et séal le Sieur 1, Fév. 1753. Estebe, Conseiller en notre Conseil Supérieur de Quebec en Canada, s'étant volontairement démis du dit office en nos mains, et voulant lui donner des vo.

marques de la satisfaction que nous avons des longs services qu'il nous a rendus, tant dans l'exercice de la dite charge, qu'en d'autres emplois qui lui ont été consiés dans notre dite colonie de Canada, Nous lui avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, permis et accordé, permettons et accordons par ces présentes, fignées de notre main, que nonobstant la dite démission, il se puisse dire et qualifier en tous actes notre Conseiller en notre dit Conseil Supérieur de Québec, pour avoir entrée, séance et voix délibérative, tant en audiences, qu'autres assemblées de notre dit Conseil publiques et particulieres, et de jouir des mêmes honneufs, privilèges, rangs, pré-éminences du jour de sa réception, dont il jouissoit auparavant la dite démission, sans toutes fois qu'il puisse prétendre aucunes gages, droits et émoluments au dit office appartenants. Si donnons en mandement à nos amés et féaux les gens tenant notre dit Conseil Supérieur de Québec, que ces présentes ils fassent régistrer, et de leur contenu jouir et user le dit Sieur Estebe pleinement et paisiblement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements contraires, car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à Versailles, le premier jour du mois de Février. l'an de grace, mil sept cent cinquante huit, et de notre règne le quarante troisi-

(Signé)

LOUIS.

Et sur le repli, par le Roi,

(Signé)

PEIRENE DE MORAS.

Et scellé du grand Sceau en cire jaune.

Régistré ès régistres du Conseil, oui le Procureur Général du Roi, suivant l'Arrêt du dit Conseil de ce jour, par nous Conseiller Secrétaire du Roi, Greffier en chef du dit Conseil, Soussigné, à Québec, le 100 Juillet, 1758.

(Signé)

BOISGEAU.

COMMISSION

COMMISSION

De la place de Greffier de la maréchaussée pour le Sieur Perrault, l'ainé, du 1er Mars, 1758.

DE PAR LE ROI.

SA Majesté voulant pourvoir à la place de Gressier de la Maréchaussée de Québec, en Canada, vacante par la démission du Sieur Lamaletie, et étant informée que le Sieur Perrault, l'ainé, a les talens et l'expérience nécessaires pour la bien remplir, sa Majesté a commis et établi, commet et établit en la dite qualité de Gressier de la Maréchaussée de la dite ville de Québec, mande à cet esset aux officiers du Conseil Supérieur de Québec, et à tous autres officiers, qu'il appartiendra, de recevoir et faire reconnoitre le dit Sieur Perrault en la dite qualité de Gressier de la Maréchaussée, après avoir pris de lui le serment en pareil cas requis, et de lui donner les assistances nécessaires dans les sonctions du dit office. Fait à Versailles, le premier Mars, mil sept cent cinquante huit.

Rég. K. tol.

1 Mars, 1758.

(Signé)

LOUIS.

Et plus bas,

(Signé)

PEIRENE DE MORAS.

Et scellé du petit Sceau.

Régistré, oui, et ce requérant le Procureur Général du Roi, suivant l'Arrêt de ce jour, par nous Greffier en Chef, Soussigné, à Québec le dix Juillet, 1758.

(Signé)

Boisseau.

FIN.

Commissions des de seins blottes COLLESION de Sieug Perfault, Taint, da a er Mars, 1753. energy of the first of the state of the stat By the party of Defined householders acantimed to the death of the Acation Land Land College make five to the mateur that the first allegate to the profite enter the business of ther rangillade bloodie a could as exceptly commenter stoplicanterists of a first of the little of the activities of the little withing a facility of the contract of grand Dented States and the selection of and the state of the state of the same and the same of the state of th the against the day the distriction of the section flee, once as margins do be leftered and the margin and the section of the er top an animal. President and the second part is Proportion Co-The state of the s · Bett deline

TABLE

Alphabétique des Matieres contenues dans les

Commissions des Gouverneurs et Intendants, Ordonnances

des Intendants, Arrêts et Réglements du Conseil

Supérieur de Québec, Jugements des Inten-

dants, et Commissions des Officiers Civils.

| A. | |
|--|---------------|
| Abandon des cochons défendu, | 69-70 |
| Abandon des bestiaux défendu, | 247 |
| Abus, commis par les Marguilliers, | |
| Ordonnance pour les empêcher, | 141 |
| Achat, de Panis declaré valide, | 67 |
| Achat, des accoutremens des sauvages | |
| défendu, | 158 |
| Acquisition de terres dans la censive | |
| du domaine du Roi, | 118 |
| Acte de l'abandon de Messers, François | |
| et Charles Bissot, du terrein à eux | |
| concédé par la Compagnie, &c. | 89-90 |
| Affaires, du Canada en 1643, jugées | |
| en dernier ressort par le Sieur | in the second |
| Huault de Montmagny, | 14 |
| Affranchissement des esclaves comment | 0 |
| | 5-308 |
| Aires de chaux et sable, comment ils | St. Att. |
| feront faits, | 79 |
| Aignant, (Martin de St.) juge en la | |
| seigneurie de Beaupre, &c. | 342 |
| Alignement, dans les fiefs, | 139 |
| Alignement des rues par le Grand | 0. |
| Voyer, | 84 |
| Amas de bardeaux dans les villes dé- | Marin Cons |
| tendus | 77 |

| Amende, de dix mille livres pour a- | 4 |
|--|------|
| voir fait la traite avec les sauvages, | 19 |
| Amende, contre ceux qui laissent er- | 1900 |
| rer des bêtes vicieuses, | 66 |
| Amende, contre ceux qui débauchent | |
| les Panis, | 67 |
| Amende, contre ceux qui galopent | |
| leurs chevaux à la fortie de l'Eglise, | 71 |
| Amende, contre ceux qui mettent des | |
| bois apparens dans les murs, | 76 |
| Amende, contre ceux qui font du feu | |
| fur les quais, | 80 |
| Amende, contre ceux qui tirent de la | |
| pierre hors de la ville, | 81 |
| Amende, contre ceux qui ne prennent | |
| pas l'alignement, | 82 |
| Amende, contre ceux qui ne criblent | |
| pas leur bled avant de le moudre, | 86 |
| Amende, pour contravention à l'Or- | |
| donnance concernant les bacs | 100 |
| Amende, contre ceux qui n'apporte- | |
| ront pas leur hache au feu, | 102 |
| Amende, et le carcan pour vol de ha- | 77.1 |
| che au feu, | Ibid |
| Amende, pour contravention au régle- | |
| ment pour le ramonage des che- | **** |
| minées, | Ibid |
| Amende, contre ceux dont les chemi- | |
| | |

| nées prendront en feu, | 102 |
|---|------------|
| Amende, contre ceux qui n'ont pas | Charles to |
| d'echelles fur leurs maisons, | Ibid |
| Amende, contre ceux qui n'auront pas | |
| de beliers dans leurs maisons, | 103 |
| Amende pour contravention à l'Ordon- | |
| Amende pour contraventionar Orosa | 104 |
| nance pour la carenne des vaisseaux, | |
| Amende, contre les huissiers négligeant | *** |
| d'assister à l'Audience, | 109 |
| Amende, contre les bucheurs à ga- | |
| ges, 110,-114, | -150 |
| Amende, contre ceux qui glissent ou | |
| laissent leurs enfans gliffer dans la | |
| ville, | III |
| Amende, contre ceux qui galopent | 1 1 20 |
| leurs chevaux dans la ville, | 112 |
| Amende, contre ceux qui jettent des | |
| yuidanges &c. au bout de la rue St. | |
| Pierre, | 115 |
| Amende, contre ceux qui laissent er- | |
| rer les bestiaux dans la banlieue, | 117 |
| Amende, contre ceux qui n'exhauf- | 11/ |
| | |
| fent pas les pigeons, | 120 |
| Amende, contre ceux qui ont des char- | |
| dons fur leurs terres, | 132 |
| Amende, contre ceux qui forcent les | |
| clotures et passent sur les terres | |
| ensemencées, | 148 |
| Amende, contre ceux qui ne nettoyent | |
| pas leur devant de porte, | 150 |
| Amende, contre ceux qui prenent des | |
| chaloupes, sans permission du pro- | |
| priétaire, | 153 |
| Amende, contre ceux qui se querel- | 33 |
| lent et battent aux portes des E- | |
| glifes, | 171 |
| Amende, contre les huissiers qui n'é- | -1- |
| criront pas la réponse de la partie | |
| à qui ils auront fait quelque som- | |
| mation, | |
| Aminanti da Onala | 239 |
| Anna (riviero do St.) bea Constall | 4-375 |
| Anne, (riviere de St.) bac sur icelle, | 99 |
| Appel, d'abus concernant la place | |
| d'un banc dans l'Eglise, | 199 |
| Appel, des affaires civiles à une Cour | 100 |
| composée de trois juges, | 128 a |
| Application, d'amendes aux fabriques | |
| d'Eglife, 72-86-104-1 | 70-117 |
| Application, d'amendes aux Hôpi- | TELL ! |

| taux, 106-112-115-120-16 | 7-168 |
|--|-------|
| Arbres, défendu de les abattre et é- | |
| corcher | 255. |
| Argent, (mines d') à en faire les re- | |
| cherches. | 9 |
| Artillerie, (pieces d') pouvoir au Sr. | |
| Courcelles de les faire exploiter, | 36 |
| Argenson, (Vicomte d') Gouverneur | 31.1 |
| de la Nouvelle France, | 20 |
| Arrêrages, de rente dans le cas de re- | |
| duction de moitié et quart, | 221 |
| Arrêts, du Conseil d'Etat leur enré- | |
| | 108 |
| gistrement | 100 |

Arrêt, qui concerne les sauvages convaincus de crime, 123. concernant la réunion des terres non défrichées 125. au sujet des meuniers, 129. concernant les moutures, 131. concernant les chardons, 132. au lujet d'un contrat de mariage, 183. qui ordonne de délaisser les terres à qui elles appartiennent, 135. concernant le chemin le long des deux rochers de la Pointe Lévy, 136. concernant les dornestiques, 138. concernant une place honorable dans l'Eglife pour les officiers de la justice de la compagnie, 143 concernant les lots et ventes, 160. restituant une veuve dans le même état qu'elle étoit avant de renoncer à la communauté, 161. pour que sa Majesté soit suppliée de faire défenses de traduire les habitans du Canada aux requêtes du Palais, 162. au sujet des dixmes de Beauport et de l'Ange Gardien, 164. en explication du be article du réglement du Conseil du 8e Juillet, 1709, 186. pour l'enrégistrement d'un arrêt concernant les moulins, 187. qui ordonne l'enregistrement d'un arrêt qui regle les limites de la banlieue de Chambly, 188. concernant le rhumb de vent des concessions au lac des deux montagnes et fur la rivière des Outaouai, 189, concernant les écrits que l'on fait signifier, 194, pour des lettres de resti-

| tution en entier contre une donation | with the |
|--|----------|
| mutuelle, 197, pour l'appel du sub- | |
| stitut du Procureur du Roi aux élec- | |
| tions de tutelle et autres actes, 200, | The same |
| | |
| qui régle les formes de destitution de | |
| tuteurs, 202, pour annuller les ma- | |
| riages de mineurs, 206, qui ordonne | |
| d'aller moudre les grains au moulin | |
| banal, 212, qui ordonne de présen- | |
| ter le pain béni avec cierge et of- | 1444 |
| frande, 214, concernant le serment | |
| des experts dans la paroisse de St. | |
| Jean, 217. qui confirme un con- | |
| trat de concession nonobstant les dé- | |
| fectuosités, 218. qui adjuge des ar- | |
| rérages, dans le cas de la réduction | |
| de moitié et quart, 221. qui per- | |
| met la vente des immeubles sur trois | |
| fimples publications et affiches, 224. | |
| pour le recensement des régistres et | |
| papiers du greffe du Conseil, 226. | |
| rendu für une lettre du Roi concer- | 100 |
| nant l'enrégistrement des Edits, Ar- | |
| rêts et Déclarations du Roi, 227, | |
| au sujet de la jurisdiction du château | |
| Richer, 228. au sujet de la justice | |
| du Château Richer, 229. pour des | |
| lettres de relief d'appel, 232. qui | |
| maintient le Sieur Récher en la | |
| possession de la cure de Québec, | on I |
| possession de la cure de Québec, 234. cernant les minutes des No- | |
| taires de la jurisdiction du Chateau | |
| Richer, à être remises au greffe de | |
| Richer, à être remises au greffe de la dite jurisdiction, 236. qui en- | |
| joint à tous huissiers de transcrire | |
| les réponses des parties à qui ils fi- | |
| gnificront quelque écrit, 238. qui | |
| maintient un habitant de Batiscan | |
| dans la proprieté de plus de terrein | |
| que son titre porte, 24, qui enjoint au Lieutenant Général de se con- | |
| au Lieutenant Général de se con- | |
| former à l'article 16, du titre 24 de | |
| l'ordonnance de 1667, | 243 |
| Temblée, de la police générale en | |
| Novembre et Avril, | 159 |
| Temblée, des marchands pour nom- | 3) |
| mer leur lyndic, | 315 |
| Tesseur, au Conseil Supérieur de | 2-3 |
| Québec, | 380 |
| The state of the s | 2 |

| Ayignation, par voic d'avertifié par | |
|--|--------|
| donné par la partie et certifié par | 2.6 |
| | 28 b |
| Atres de cheminées comment conf- | |
| truits, | 79 |
| Attache, du Duc de Vendôme pour la | |
| commission de Mr. de Tracy. | 33 |
| Attrapes, sur les terres défendues, | 33 |
| Aulnay Charnisay, obligé de faire rai- | |
| fon des torts foufferts par le Sieur | |
| Nicolas Denys, | 19 |
| Tribona Benjo, | (7) |
| B. | |
| D. | |
| Dan audannauer ganagement laur é | |
| Bacs, ordonnance concernant leur é- | 1 |
| tablissement et qui regle les salai- | |
| res des conducteurs, | 99 |
| Banalité des moulins reconnue, | 47 |
| Banc, dans l'Eglise de St. François, | 309 |
| Banc, dans la cathédrale de Quebec, | 303 |
| Banc, du seigneur dans les Eglises, la | |
| place, largeur et profondeur, | 184 |
| Bancs, dans l'Eglise de St. Joseph, | |
| jugement qui les concerne, | 251 |
| Banlieue du Fort Chambly enrégistre- | 7 |
| ment de l'arrêt qui concerne ses li- | |
| mites, | 188 |
| Banlieue de Quebec, les Jésuites et | 100 |
| l'Hatal Dian et panyres d'isalui | |
| l'Hotel-Dieu et pauvres d'icelui déclares n'y tenir aucuns terreins | |
| declares ny tenir aucuns terreins | The to |
| en fiefs, | 335 |
| Barbier, Chirurgien, | 337 |
| Barrois, (Mr. le) commissionne agent | |
| général de la compagnie des Indes | |
| O cidentales, | 40 |
| Barre, (Sieur de la) Lieutenant Gé- | |
| néral en Canada, | 49 |
| Batisse des maisons dans les villes de | dale: |
| la Nouvelle France. | 74 |
| Batiscan, (bac fur la rivière de), | 99 |
| Bâtiments en carenne éloignés des | 77 |
| autres, | 104 |
| Batisse d'une église, ordonnance qui | 104 |
| Daniss d'une egine, ordonnance qui | 06- |
| | 265 |
| Batisse d'un Presbitère, ordonnance | . (|
| qui la concerne, 259 | 264 |
| Baux judiciaires des biens de mineurs, | 68 |
| Bécancour, (Sieur de) ses devoirs | |
| dans la charge de Grand Voyer, | 170 |

| Bécancour, fils (Sieur de) Grand | Rey Gaillard et à tous autres d'exi- |
|--|--|
| Vover en Canada, 349 | ger des cens et rentes, 329 reunion |
| | de terreins possédés par l'Hôtel- |
| Beauharnois (Mr. de) Intendant de la | Dieu au domaine du Roi, 331 |
| partition of the same of the s | Biscuits, les Boulangers seuls peuvent |
| Begon, (le Sieur) Intendant de la jus- | en faire, |
| tice, &c. 53, ses jugements portant | Blasphêmer, jurer, &c. défendu, et |
| ordonnance concernant les dixmes, | chatiment contre ceux qui détestent |
| 256, la batisse d'une église, 257, | |
| levée des bois dont on est pas pro- | |
| priétaires, 258, batille d'un presbi- | |
| tère, 259, 264, corvée, 260, éta- | Boisclerc, (Sieur) devant visiter une |
| bliffement d'une personne dans la | mine de plomb, 304 |
| Seigneurie de Rigauville pour re- | Bois, de chauffage, sa longueur et qua- |
| cevoir ses rentes, 262, clotures sur | lité, 109-113-150 |
| le front des habitations et domaine, | Bois, défendu d'en enlever sur les |
| 263, batisse d'une église, 265, ceux | terres d'autrui, 258 |
| qui entaillent les érables, 265, | Boisseau, fils, (Sieur) greffier de la pré- |
| postes et passages, 260, les perdrix. | voté de Quebec, 371 |
| 267, remboursement de cens et | Boisson, défendu d'en donner aux sau- |
| rentes par le seigneur de St. Pierre, | vages, 156-158 |
| 268, l'exhibition de titres par les | Bornes, en la place de la Basse ville |
| propriétaires de terreins compris | de Québec, 139 |
| | Boucault, [Sieur] Lieutenant particu- |
| dans les fortifications de Montréal, 271 | lier du Roi, 365 |
| Belliers dans chaque maison, 103 | Boucault, fils [Sieur] Procureur du |
| Bellechasse défendu d'y entailler les | |
| érables sur les terres non-concédées, 265 | Roi en la prevôté de Quebec, 358 |
| Bénéfice, sur le bled venant de Mont- | Boucher, (le Sieur) Gouverneur des |
| réal à Québec, à qui attribué, 115 | Trois Rivieres, |
| Bestiaux, défendu d'en nourrir dans | Bouchers, reglements qui les concer- |
| la basse ville l'hiver. 150-169 | nent, 152-167 |
| Bêtes vicienses, défendu de les laisser | Boulangers, réglements qui les con- |
| errer, 69-117 | cernent, 153-167 |
| Berthier, (bac sur la rivière de), 99 | Bouffolles, des Arpenteurs égalées par |
| Biens des pauvres de l'Hôtel Dieu, la | Martin Boutet, 155. leurs enrégif- |
| dépositaire en rendra compte sous | trements, 138 |
| lerment, 278 | Bouterou, Mr. de Intendant de la |
| Bien de l'eglise, ordonnance pour em- | Jullice, &c. |
| pêcher d'en abuser, | Bucheurs, à gages, 110,-114,-150 |
| Bigot (Mr. François.) obligé de se | |
| conformer à la coutume de Paris | C |
| dans ses jugements, | The state of the s |
| Bigot (Mr. François), ses jugements | Cabaretiers, ne peuvent acheter fur |
| portant ordonnance concernant les | de marchas |
| limites du Fort St. Jean, 325, ré- | Cabaretiers, obligés d'avoir des certi- |
| union de l'hôpital de Montréal à | ticate de honnes mours |
| celle de Quebec. 326. contre les | Calliere [le Chevalier de] Gouver- |
| habitans de l'Ise d'Orléans qui ont | heur Xc |
| bâti des maisons contre l'ordonnan- | |
| ce du Roi, 328, qui détend à Mr. | Capitaine, et Lieutenant à établir par |
| | le Sieur Champlain, |

| Carcan, [puhi du] pour vol de hache | - 1 | |
|---|-----------|------|
| au feu, | 102 | (|
| Carénage des bâtimens, 80 | 104 | 1 |
| Cartier, (Mr. Pierre,) fermier du do- | | |
| maine d'Occident, | 87 | - |
| Carriers, et Maçons autorisés à pren- | 1 | |
| dre de la pierre dans la fontaine vis | ANY THE | |
| à-vis la cathédrale de Quebec, | 1 | |
| Carte, exacte du domaine d'Occident | 75 | |
| à être faite à la diligence du Sieur | | |
| | 00 | |
| Cugnet, | 88 | 15 X |
| Cavagnal, (Mr. Vaudreuil de) Gou- | Be Till | |
| verneur, &c. | 63 | |
| Caves et Celliers des maisons, leur | | |
| hauteur, &c. | 75 | (|
| Cens et Rentes, augmentées ou dimi- | | |
| nuées au prorata de ce qui sera ôté | | (|
| ou donné par l'alignement, | 83 | |
| Cens et Rentes, dans la censive de | 3 | |
| Quebec, | 121 | |
| Cens et Rentes, défendu à Mr. Rey | 141 | |
| Goilland de les evices pour ses fate | 31% | |
| Gaillard de les exiger pour ses fiels | | |
| de la Baie des Chaleurs, | 329 | |
| Cens, regardé comme marque d'hon- | | 1 |
| | 28 d | |
| Certificat, donné par Mr. de Bécan- | | |
| court pour l'alignement, | 82 | |
| Certificat, de ramonage, | 151 | |
| Champlain, (Sieur de,) commissionne | | |
| Commandant de la Nouvelle Fran- | | |
| ce par le comte de Soissons, 8, et | | |
| par le Duc de Ventadour, | II | |
| Champigny, (Mr. de) Intendant de la | | |
| | | |
| Justice, | 50 | |
| Chantre, (grand,) de l'Eglise Cathédra- | | |
| le de Quebec, | 356 | |
| Chapitre, de Quebec, Arrêt qui le | | 150 |
| concerne, | 232 | |
| Chardons, à être coupés chaque an- | | |
| née, 132 | -155 | |
| Charretiers, comment ils conduiront | | |
| leurs voitures lorsqu'elles seront | p - | |
| vuides, | 171 | T-W |
| Chartier, (Mr.) Lieutenant Civil et | Property. | 1 |
| Criminel, | 344 | 1 |
| Chasse, sur les terres ensemencées, | 377 | 1 |
| défendue, | 148 | |
| | 140 | |
| Châtiment, des domessiques qui déser- | | |
| tent le service de leurs maitres, | 152 | 1- |
| | | |

| Chefs pour diriger les ouvriers au feu | 103 |
|---|--------|
| Cheminées leur largeur, | 78 |
| Chemin, entre les deux rochers de la | 6 |
| Pointe Lévy, Chemins, à être faits par les Sei- | 136 |
| gneurs, | 252 |
| Chemins, publics leur largeur, | 170 |
| Chevaux, envoyés boire sans conduc- | - /- |
| teur, défendu, | 171 |
| Chine, (La) recherche d'un chemin | |
| pour y aller facilement. | 9 |
| Chirurgien, pour veiller à la conser- | 99 |
| | 28 0 |
| Christianisme, soin du Sieur de Cour- | 120 6 |
| celles de l'accroitre, | 36 |
| Choix, de nouvelles concessions à faire | 3 |
| par les habitants dans certains cas, | 268 |
| Clôtures, à être faites le long des | |
| habitations, Clôtures, à être faites sur le front des | 66 |
| habitations, domaines et terres non- | |
| concédées, | 263 |
| Clôtures et fossés de ligne à faire à | -03 |
| frais communs entre les habitants, | 73 |
| Cistures sur le bord du sleuve St. Lau- | rell . |
| rent, | 126 |
| Cochons, défendu d'en nourrir dans la basse-ville, | .60 |
| Colombage, défendu dans les villes, | 169 |
| Colombière (Sieur de la) grand | 75 |
| chantre de l'Eglise Cathédrale de | |
| Québec, | 356 |
| Commerce des françois avec les sau- | |
| vages jusqu'à certaines limites à | |
| Gaspé, défendu, Commerce des Isles du Veut, ordon- | 12 |
| nance qui le concerne, | 310 |
| Commission de Gouverneurs; pour le | 2.0 |
| Sieur Huault de Montmagny 14, au | |
| Sieur Gaudais pour qu'il examine | |
| le pays de la Nouvelle France 24 et | |
| 25, de Lieutenant Général pour le | |
| Sieur De la Roche 4, de Com- mandant en la Nouvelle France | |
| pour le Sieur de Champlain 8 et 11, | THE D |
| de Lieutenant Général de l'Amé- | |
| rique Méridionale et Septentrio- | |
| nale pour Mr. de Prouville de | |

| T. HAND | Prouville de Tracy, | 31 |
|--|--|-------|
| Tracy, 30, de Gouverneur et Lieu- | Communication, au Sindic des habitans, | |
| tenant Général pour IVIr. de Cour- | de l'airêt concernant la réunion des | |
| celles 35, d'Intendant de la justice po- | terres défrichées, | 125 |
| lice, &c. pour Mr. Talon 38, d'A- | Compagnons de métier obligés de con- | 1313 |
| gent général de la compagnie des In- | Compagnons de Metter obligo de compagnence | 82 |
| des Occidentales pour M. le Barrois | tinuer l'ouvrage commencé, | |
| 40. d'Intendant de la justice &c. pour | Concession, à la charge de tuition et | 6 |
| M. Bouteroue, 45. d'Intendant de la | défense du Canada, | |
| justice, &c. en Canada, Acadie, &c. | Conducteur, de plusieurs chevaux, son | THE |
| pour Mr. Jacques Duchesneau, 46 | devoir, | 171 |
| pour le Sieur Demeulles, 49. pour | Confiscation de cochon errant, en fa- | |
| le Sieur de Champigny, 30. pour | veur de l'Hotel Dieu, | 70 |
| Mr. de Beauharnois, 52. pour Mr. | Confiscation, des eaux-de-vie à Main- | |
| Raudot, 53. pour Mr. Begon, 53. | gan par le Sieur de Lafontaine, | 96 |
| pour Mr. Dupuy, 56 pour Mr. | Confiscation, des pelleteries et de mor- | |
| Hocquart, 57. pour Mr. Bigot, 6. | rües &c. au profit du Sieur Nicolas | |
| Commission pour le Sieur Dulau- | Denys, | 19 |
| rent pour l'expédition du papier | Conseil de guerre, Mr. Duchesnay y | |
| terrier, 308, commission qui fixe | assistera, | 46 |
| les limites du fort St. Jean, 325. | Conseil Supérieur, prenant connois- | |
| commission de barbier chiru: gien | sance des biens de l'Eglise, | 141 |
| pour Jean Madry, 337. de gouver- | Conseiller (Clerc) au Conseil Supéri- | |
| neur à Montréal pour le Sieur de | eur de Quebec, 369 | -374 |
| Maisonneuve, 340. de gouverneur | Conseiller Honoraire, | 383 |
| au Trois Rivieres pour le Sieur | Conseiller (premier) du Conseil Supé- | NE L |
| Boucher, 341. de Juge en la sei- | rieur de Quebec, | 363 |
| gneurie de Beaupré pour M. Mar- | Constantin (Sieur) maintenu dans sa | |
| tin de St. Aignant, 342. de Lieute- | propriété du poste Saint Modet, | 314 |
| nant général de l'Amirauté de | Confiruction des cheminées, | 78 |
| Quebec, pour le Sieur de l'Epinay, | Contrat de concession confirmé quoi- | |
| 344. de Procureur du Roi de la ju- | que défectueux, | 218 |
| risdiction de Montreal pour le Sieur | Contrat de Concession, pour les vieux | |
| Foucher, 357. pour faire les fonc- | hivernans commert fait, | 128 / |
| tions de Commis Grand Voyer pour | Contrat de mariage déclaré avoir son | |
| le Sieur Maillou, 363 de Lieutenant | entière force et valeur, | 133 |
| de l'Amirauté pour le Sieur Guille- | Cordeur de bois, ses salaires, | 150 |
| min, 375. de Substitut du Procu- | Corne, (Mr. de la) Conseiller Clerc | |
| reur du Roi en la Prévoté de Que- | à la place de Mr. Vallier, | 373 |
| bec pour Mr. Perthuis, 377. de | Co-Seigneurs et Seigneurs, payeront | 0,0 |
| Procureur du Roi en l'Amirauté | les bancs qu'ils auront dans les E- | |
| de Quebec pour le Sieur Perthuis, | glifes, | 185 |
| 378. de la place de Greffier de la | Corvées, les habitans condamnés à | |
| maréchaussée pour le Sieur Per- | les donner à leurs Seigneurs, | 260 |
| rault l'ainé, 385 | Corvées, pour faire les chemins pu- | 61344 |
| ommunauté, permis d'y renoncer a- | blics, | 170 |
| près le tems fixé pour le faire, 161 | Cotieres, des cheminées à être ôtées | 100 |
| ommunautés, religieules sujettes à | par les maçons, | 78 |
| être assemblées, à prendre les ar- | Courcelles (Sieur de) Lieutenant Gé- | - 19 |
| mes, suivant les ordres de Mr. | néral en Amérique Septentrionale. | 25 |
| | | |

| Couvertures en bardeaux défendues, | 77 | nent pas 127. à la dame de Laforêt | |
|--|--------------|---|---------|
| Couvertures des maisons leurs formes, | 78 | de faire tourner son moulin dans St. | |
| Credit aux fils de familles, soldats do- | NEW TO | Laurent, 172. de rompre les clô- | |
| mestiques, &c. défendu, | 152 | tures, abattre ni ôter l'écorce aux | |
| Cribles pour les bleds Ordonnances qui | TE OF STREET | arbres, 255. d'enlever des bois sur | |
| | 35-97 | des terres d'autrui, 258. aux ha- | |
| Cugnet (Sieur) premier Conseiller, 36; | 3-382 | bitans de Bellechasse d'entailler | |
| Cugnet, (Sieur Thomas Marie) Af- | | les érables fur les terres non con- | |
| sesseur au Conseil, | 380 | cédées, | 266 |
| Cuivre, (Mines de) à en faire la dé- | | Défense, de passer ailleurs que dans | ara. F |
| couverte, | 9 | les grands chemins, | 127 |
| Curé de St. Fean, commis pour y re- | | Delibéré, regardé comme affaire d'au- | |
| cevoir le serment des experts, | 217 | dience, le devoir du juge à cet égard, | 108 |
| Curé de Quebec, Arrêt qui y main- | A SHOW | Demeulles, (Sieur) Intendant de la | |
| tient le Sieur Recher comme curé, | 234 | justice, &c. | 49 |
| THE SECTION OF HER SECTION OF THE SE | -31 | Demeure du Sieur Champlain en Ca- | 77 |
| D The state of the | | nada, | 8 |
| | | Démolition des maisons empiétant sur | Will La |
| Daillebout, (Sieur) relevé par le Sieur | | les rues, | 82 |
| de Lauzon, | 15 | Denonville, (Marquis) Gouverneur | |
| Daine, (Sieur) Lieutenant Général | | et Lieutenant Genéral, | 50 |
| de la Prévôté de Quebec, | 370 | Denrées, arrivées sur le marché après | 1 |
| Décharge des arrérages dus par les | 1 3/ | midi, comment feront vendues, | 171 |
| fermiers du Domaine d'Occident, | 95 | Dépot, des sceaux de cuir pour le feu | 169 |
| Découverte à faire d'un chemin facile | 100 | Désignation, des bornes et étendue du | |
| pour aller de Quebec à la Chine, | 9-12 | gouvernement du Sieur Nicolas | |
| Découverte des terres du Canada à | TAME ! | Denys en Canada, | 17 |
| être faite par le Sieur Champlain, | 9 | Destitution de Tuteur, sa forme, | 202 |
| Défaut, signifié par le Sergent, | 1286 | Devoir, de chaque particulier d'ap- | |
| Défectuosité dans un contrat de con- | | porter une hache, &c. au feu, | 102 |
| ceffion, | 218 | Devoir, du Sieur Champlain de ré- | |
| Défense, à l'égard de la construction | | pandre la lumiere de la foi catho- | |
| des couvertures de maisons, | 78 | | 8-12 |
| Défense, aux Marchands de trafiquer | | Devoir du Sient de Mézy de faire | |
| fans le sû du Sieur de la Roche, | 6 | exécuter l'Edit du 30e Avril, 1663, | 22 |
| Défense, aux héritiers Bissot de faire | | Devoir du Sieur le Barrois, agent de | |
| la traite sur le domaine d'Occident | 90 | la compagnie des Indes Occidentales | 41 |
| Défense, aux Cabaretiers de faire du | | Dezaunier (Sieur) Syndic des mar- | |
| pain pour vendre, | 153 | chands, | 315 |
| Defense, de bâtir en bois dans les en- | | Dieu, son culte sera observé des ha- | 1 |
| droits de la ville où il pourra se | | bitans du Canada, 9-18-12-3: | 2-36 |
| trouver de la pierre, | 78 | Différence, dans les contrats de con- | |
| Détense, de tirer de la pierre sous les | | cession selon la différence des su- | |
| ramparts, 80. et hors de la ville, | 81 | | 128 e |
| Défense, de retirer et prendre des do- | 1 1983 | Différens, entre les maitres et les va- | 3 |
| meltiques fans congé, 13 | 8-156 | | 28 d |
| Défense, (portant Ordonnance) aux | MANY A | Différens, entre les habitans des cô- | |
| habitans de faire paturer les animaux | | | 28 d |
| fur les terres qui ne leur appartien- | | Dimension des toits dans les villes, | 78 |
| | | | |

| Distribution de six cribles dans six pa- | pauvres de l'Hotel-Dieu d'en ren- | |
|--|--|-----|
| roifles, 85 | dre compte 278. au sujet des dix- | |
| Distribution des ustensiles pour le feu | mes dues à Mr. Resche cure de St: | |
| comment sera faite, 102 | Antoine, 279. qui condamne les | |
| Dixmes, (payement des) par les pro- | habitans de Bellechasse à payer les | |
| priétaires et les fermiers, 134 | cens et rentes, nonobstant la réduc- | |
| Dixmes, que peuvent exiger les cu- | tion du quart mentionnée en l'arti- | |
| 761 | cle 9 de la déclaration du Roi du | |
| Dixmes, seront portées aux Presbite. | 5 Juillet, 1717, 280, qui tient les | |
| 2.6 | habitans du Sieur la Pérade à mou- | |
| | | 290 |
| Dixmes, Ordonnances pour les faire | | |
| payer au curé de St. Antoine, 279-299 | E | |
| Dixieme partie du profit des mines d'or en Canada pour le Roi, 18 | THE REAL PROPERTY OF THE PERSON OF THE PERSO | |
| | Fehalla for les maifans à chaque che- | |
| Donation, déchargée du défaut d'insi- | Echelle, sur les maisons à chaque che- | *** |
| nuation, 130 | minée, 102, en cas d'incendie, | 151 |
| Donation, mutuelle rescindée sur re- | Ecorcher et abattre les arbres, défendu, | 255 |
| quête d'une des parties, 197 | Ecrit à signifier sera signé de la par- | |
| Droit de chasse dans l'étendue du do- | | 194 |
| maine d'Occident à qui il appar- | Eguille ou poinçon du comble des | 0 |
| tient, 92 | maifons leur forme, | 78 |
| Droits Honorifiques du Seigneur dans | Enfans mâles des Seigneurs représen- | |
| les Eglises, | tent leur père, | 184 |
| Droits, de Jacques Cartier, de déli- | Enferger les chevaux dans les champs | 170 |
| vrer tout prévenu de crime pour les | Employe de l'argent prelevé en confor- | |
| emmener avec lui en Canada, 3 | mité à l'Ordonnance du feu, | 103 |
| Droit, de Mr. Prouville de Tracy de | Emprisonnement des charretiers refusant | |
| faire la guerre ou la paix, 31 | de charrier les décombres des bati- | |
| Droit de mouture seulement sur le | mens pour le niveau des rues, | 81 |
| bled net et criblé, 86-98 | Emprisonnement pour jurement dans | |
| Droit du Sieur Nicolas Denys d'éta- | les cabarets, | 152 |
| blir une compagnie sédentaire pour | Enrégistrement des Boussoles des Ar- | |
| la pêche à la morue, &c. 19 | penteurs, | 138 |
| Droit, sur les vendeurs de vin, d'eau- | Enrégistrement, des Edits, Déclarati- | 1 |
| de-vie en détail ou par assiette, 169 | ons, &c. | 108 |
| Duchesnau, (Mr. Jacques) Intendant | Enrégistrement, et publication &c. de | |
| de la justice, &c. 46 | l'Arrêt du 4 Juin 1686, Ordon- | |
| Duhaut (Robert) huissier au Conseil, 381 | nant aux Seigneurs de construire | |
| Dulaurent, (Sieur) commissionne pour | des moulins bannaux, | 176 |
| expédier le papier terrier, 360 | Enrégistrement de l'Arrêt qui ordonne | |
| Dupuy, (Mr.) Intendant de la police, 56 | aux feigneurs de batir des moulins | |
| Dupuy, (Mr. Thomas) ses jugemens | 1 1 :: :(1:0: - 1 1) A :: | 187 |
| portant Ordonnances concernant la | Enrégistrement des Edits et Déclara- | |
| réunion au domaine de la seigneurie | tions, &c. Arrêt qui les concerne. | 227 |
| du Sieur Levrard des terres concé- | Entrée franche et voix délibérative | / |
| dées, faute par les habitans de n'a- | du Sieur Gaudais dans le Confeil | |
| voir pas tenu feu et lieu 272. qui | Souverain, | 21 |
| enjoint à la dépositaire du bien des | Epinay, (Sieur de l') Lieutenant Gé- | 24 |
| | 1 2 / Comment Off | |

| néral de l'Amirauté de Quebec, Erable, sur les terres non-concédées à Bellechasse, défendu de les entail- ler, Escaliers, dans les rues élevés de plus de trois marches, défendus, Esclaves, comment seront affranchis, Estebe, (Sieur] Conseiller Honoraire, Etendue du Domaine d'Occident, Etendue du Gouvernement du Sieur de Lauzon en Canada, Exclusion de toute autre Religion que celle Catholique, | 354 265 75 105 383 87 16 36 | Forts et Forteresses, pouvoir au Sieur Champlain d'en faire construire à Québec, Fort St. Jean, ses limites, Foucher, [Sieur] Procureur du Roi | 8825 |
|---|---|--|---|
| Exhibition des titres de concession &c. | Anne de | en la jurisdiction de Montréal, 35 Fourrage, défendu d'en garder dans | 3 |
| dans les Seigneuries, 298- Exhibition des titres pour les terreins compris dans les fortifications de Montréal, | 271 | les maisons, Frais d'un décrêt évisés par le moyen de trois simples publications et af- fiches, | |
| Experts dans la paroisse de St. Jean, | -/1 | Freneuze [Mr. Damours de] Con- | 44 |
| comment feront affermentes, | 217 | feiller, | 18 |
| Extrait des dires des parties à donner au Juge par le Greffier, | 108 | Frontenac, [Comte de] Gouverneur | |
| Extraits des montres et revues seront | 100 | et Lieutenant Général en Canada, &c. 45- | ~ 1 |
| controlés et régistrés par le Sieur | Le N. A | The state of the s | , |
| Duchesnay, | 47 | G G | |
| | El I O Z | | |
| Figure 1 to 1 t | | Gaignage et profit d'une expédition contre le Canada partagés par tiers. | 6 |
| Farine, permis à toute personne d'en | | Gaignage et profit d'une expédition contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. | 6 3 |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, | 167 | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galisonniere (Comte de la) exempt | |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, Faute par le Seigneur de faire bâtir | 167 | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galisonniere (Comte de la) exempt de prêter le serment comme com- | 3 |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, Faute par le Seigneur de faire bâtir un moulin, celui de Madame Laso- | | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galisonniere (Comte de la) exempt de prêter le serment comme com- mandant général du Canada, | |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, Faute par le Seigneur de faire bâtir | 167 | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galisonniere (Comte de la) exempt de prêter le serment comme com- mandant général du Canada, Galoper les chevaux au sortir de l'E- | 3 |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, Faute par le Seigneur de faire bâtir un moulin, celui de Madame Lasorêt tournera, Femmes des Patrons, &c. n'auront point de rang dans les cérémonies | 174 | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galisonniere (Comte de la) exempt de prêter le serment comme com- mandant général du Canada, Galoper les chevaux au sortir de l'E- glise, désendu, Galoper les chevaux dans la ville, dé- | 3 |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, Faute par le Seigneur de faire bâtir un moulin, celui de Madame Lasorêt tournera, Femmes des Patrons, &c. n'auront point de rang dans les cérémonies | | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galifonniere (Comte de la) exempt de prêter le ferment comme com- mandant général du Canada, Galoper les chevaux au fortir de l'E- glife, défendu, Galoper les chevaux dans la ville, dé- fendu, | 3 59 71 12 |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, Faute par le Seigneur de faire bâtir un moulin, celui de Madame Laforêt tournera, Femmes des Patrons, &c. n'auront point de rang dans les cérémonies de l'Eglife, Femmes des Seigneurs, leurs droits | 174 | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galifonniere (Comte de la) exempt de prêter le ferment comme com- mandant général du Canada, Galoper les chevaux au fortir de l'E- glife, défendu, Galoper les chevaux dans la ville, dé- fendu, Garde des bestiaux, 154-17 | 3 59 71 12 |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, Faute par le Seigneur de faire bâtir un moulin, celui de Madame Laforêt tournera, Femmes des Patrons, &c. n'auront point de rang dans les cérémonies de l'Eglise, Femmes des Seigneurs, leurs droits honorisiques, | 174 | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galifonniere (Comte de la) exempt de prêter le ferment comme com- mandant général du Canada, Galoper les chevaux au fortir de l'E- glife, défendu, Galoper les chevaux dans la ville, dé- fendu, Garde des bestiaux, I 54-17 Garde Sceaux du Conseil Supérieur | 3 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, Faute par le Seigneur de faire bâtir un moulin, celui de Madame Laforêt tournera, Femmes des Patrons, &c. n'auront point de rang dans les cérémonies de l'Eglise, Femmes des Seigneurs, leurs droits honorisques, Feu, chaque habitant obligé de s'y rendre, | 174 | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galifonniere (Comte de la) exempt de prêter le ferment comme com- mandant général du Canada, Galoper les chevaux au fortir de l'E- glife, défendu, Galoper les chevaux dans la ville, dé- fendu, Garde des bestiaux, Garde Sceaux du Conseil Supérieur de Québec, Gaudais (Sieur de) devant prendre | 3 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, Faute par le Seigneur de faire bâtir un moulin, celui de Madame Lasorêt tournera, Femmes des Patrons, &c. n'auront point de rang dans les cérémonies de l'Eglise, Femmes des Seigneurs, leurs droits honorisques, Feu, chaque habitant obligé de s'y rendre, Feu, dans les cours, soit pour faire | 174 | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galifonniere (Comte de la) exempt de prêter le ferment comme com- mandant général du Canada, Galoper les chevaux au fortir de l'E- glife, défendu, Galoper les chevaux dans la ville, dé- fendu, Garde des bestiaux, Garde Sceaux du Conseil Supérieur de Québec, Gaudais (Sieur de) devant prendre connoissance sur la Nouvelle Fran- | 3 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, Faute par le Seigneur de faire bâtir un moulin, celui de Madame Lasorêt tournera, Femmes des Patrons, &c. n'auront point de rang dans les cérémonies de l'Eglise, Femmes des Seigneurs, leurs droits honorisiques, Feu, chaque habitant obligé de s'y rendre, Feu, dans les cours, soit pour faire de la bierre ou pour autre usage, | 174 185 184 151 | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galifonniere (Comte de la) exempt de prêter le ferment comme com- mandant général du Canada, Galoper les chevaux au fortir de l'E- glife, défendu, Galoper les chevaux dans la ville, dé- fendu, Garde des bestiaux, Garde Sceaux du Conseil Supérieur de Québec, Gaudais (Sieur de) devant prendre connoissance sur la Nouvelle Fran- ce, de sa situation locale, des semen- | 3 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, Faute par le Seigneur de faire bâtir un moulin, celui de Madame Lasorêt tournera, Femmes des Patrons, &c. n'auront point de rang dans les cérémonies de l'Eglise, Femmes des Seigneurs, leurs droits honorisiques, Feu, chaque habitant obligé de s'y rendre, Feu, dans les cours, soit pour faire de la bierre ou pour autre ulage, désendu, | 174 | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galifonniere (Comte de la) exempt de prêter le ferment comme com- mandant général du Canada, Galoper les chevaux au fortir de l'E- glife, défendu, Galoper les chevaux dans la ville, dé- fendu, Garde des bestiaux, Garde Sceaux du Conseil Supérieur de Québec, Gaudais (Sieur de) devant prendre connoissance sur la Nouvelle Fran- ce, de sa situation locale, des semen- ces qui seroient bonnes au pays, de | 3 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, Faute par le Seigneur de faire bâtir un moulin, celui de Madame Lasorêt tournera, Femmes des Patrons, &c. n'auront point de rang dans les cérémonies de l'Eglise, Femmes des Seigneurs, leurs droits honorisques, Feu, chaque habitant obligé de s'y rendre, Feu, dans les cours, soit pour faire de la bierre ou pour autre usage, désendu, Feu et lieu, peines contre ceux qui ne | 174 185 184 151 | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galifonniere (Comte de la) exempt de prêter le ferment comme com- mandant général du Canada, Galoper les chevaux au fortir de l'E- glife, défendu, Galoper les chevaux dans la ville, dé- fendu, Garde des bestiaux, Garde Sceaux du Conseil Supérieur de Québec, Gaudais (Sieur de) devant prendre connoissance sur la Nouvelle Fran- ce, de sa situation locale, des semen- | 3 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, Faute par le Seigneur de faire bâtir un moulin, celui de Madame Lasorêt tournera, Femmes des Patrons, &c. n'auront point de rang dans les cérémonies de l'Eglise, Femmes des Seigneurs, leurs droits honorisiques, Feu, chaque habitant obligé de s'y rendre, Feu, dans les cours, soit pour faire de la bierre ou pour autre usage, défendu, Feu et lieu, peines contre ceux qui ne tiennent point, 294- Feu, précautions à prendre pour en | 174 185 184 151 119 -295 | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galifonniere (Comte de la) exempt de prêter le ferment comme com- mandant général du Canada, Galoper les chevaux au fortir de l'E- glife, défendu, Galoper les chevaux dans la ville, dé- fendu, Garde des bestiaux, Garde Sceaux du Conseil Supérieur de Québec, Gaudais (Sieur de) devant prendre connoissance sur la Nouvelle Fran- ce, de sa situation locale, des semen- ces qui seroient bonnes au pays, de sa culture, des trois habitations de Québec, Montréal et Trois Rivie- res, du commerce des habitans de | 3 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, Faute par le Seigneur de faire bâtir un moulin, celui de Madame Lasorêt tournera, Femmes des Patrons, &c. n'auront point de rang dans les cérémonies de l'Eglise, Femmes des Seigneurs, leurs droits honorisques, Feu, chaque habitant obligé de s'y rendre, Feu, dans les cours, soit pour faire de la bierre ou pour autre usage, défendu, Feu et lieu, peines contre ceux qui ne tiennent point, Feu, précautions à prendre pour en prévenir les accidens, | 174 185 184 151 | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galifonnière (Comte de la) exempt de prêter le ferment comme com- mandant général du Canada, Galoper les chevaux au fortir de l'E- glife, défendu, Galoper les chevaux dans la ville, dé- fendu, Garde des bestiaux, Garde Sceaux du Conseil Supérieur de Québec, Gaudais (Sieur de) devant prendre connoissance sur la Nouvelle Fran- ce, de sa situation locale, des semen- ces qui seroient bonnes au pays, de sa culture, des trois habitations de Québec, Montréal et Trois Rivie- res, du commerce des habitans de ces villes, 25. des productions du | 3 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 |
| Farine, permis à toute personne d'en fabriquer, Faute par le Seigneur de faire bâtir un moulin, celui de Madame Lasorêt tournera, Femmes des Patrons, &c. n'auront point de rang dans les cérémonies de l'Eglise, Femmes des Seigneurs, leurs droits honorisiques, Feu, chaque habitant obligé de s'y rendre, Feu, dans les cours, soit pour faire de la bierre ou pour autre usage, défendu, Feu et lieu, peines contre ceux qui ne tiennent point, 294- Feu, précautions à prendre pour en | 174 185 184 151 119 -295 | contre le Canada partagés par tiers, Galion employé par Jacques Cartier. Galifonniere (Comte de la) exempt de prêter le ferment comme com- mandant général du Canada, Galoper les chevaux au fortir de l'E- glife, défendu, Galoper les chevaux dans la ville, dé- fendu, Garde des bestiaux, Garde Sceaux du Conseil Supérieur de Québec, Gaudais (Sieur de) devant prendre connoissance sur la Nouvelle Fran- ce, de sa situation locale, des semen- ces qui seroient bonnes au pays, de sa culture, des trois habitations de Québec, Montréal et Trois Rivie- res, du commerce des habitans de | 3 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 |

de combien d'hommes it faudroit pour leur faire la guerre, des dettes du pays, de retirer au profit de fa Majesté la traite des pelleteries, 28. du moyen qu'il y auroit d'établir les droits de souveraineté et de seigneurie directe et fonciere, s'il y a des mines de sel, des bois de matures, comment sera établi le Conseil 29 Souverain, Gens de différens métiers à établir 128 € dans les villages près Quebec, III Gliffer dans la ville, defendu, Gouverneurs du Canada en 1654, 0bligés à faire instruire les peuples en la connoissance de Dieu, de les soumettre au Roi de France, de prendre l'avis des plus prudens 18 dans l'établissement des loix, Grains, seront moulus au moulin Ba-174 342-361 Grand Voyer, Grand Voyer, qui en fit les fonctions 360 en 1728, Greffier de la maréchaussée, 335 Greffier, remettra au juge les productions des parties, 103 Guerre, (pouvoir de la déclarer) au Sieur Champlain 12. au Sieur Prouville de Tracy, 31 Guillemin, (Sieur) Lieutenant de l'Amirauté, 375 H Habitans de Bellechasse obliges à payer les cens et rentes seigneuriales, nonobstant la réduction accordée par une déclaration du Roi, 280 Habitans, obligés de rendre le pain bénit à leur tour, 137 Habitations, réservées pour des familles venant d'Europe, 128 d Hamaux, Bourgs, &c, comment feront formés, Ibid Hocquart, (Mr.) Intendant de la justice, &c. 57 Hocquart, (Mr. Giles) fes jugemens portant Ordonnances en faveur du

Sieur Charêt contre plusieurs de ses tenanciers de la cô e de Lauzon, qui ne tiennent ni feu ni lieu 294. portant réunion de plusieurs terres au domaine de Lauzon faute par les habitans d'avoir tenu feu et lieu, 295. qui permet aux feigneurs del'Isle Jésus de se faire payer leurs rentes en argent ou chapons, 297. qui enjoint l'exhibition des titres au seigneur de Longueuil, 298, que les habitans des paroisses de l'Isle de Montréal payent les dixmes, 299. qui permet au Sieur de La Corne de faire vendre une terre pour payer les cens et rentes et arrérages dus, 300. portant réunion de terres au domaine du Sieur Boucher de Niverville, qui oblige les habitans de tenir feu et lieu, et détense de vendre, céder ou échanger leurs terres, 301. rendue en faveur du Sieur de la Martiniere au sujet d'un banc dans la cathédrale de Québee, 303. pour que le Sieur Boisclerc visite une mine de Plomb 304. pour que le Sieur Dulaurent le transporte chez les Seigneurs de la Colonie afin de prendre communication de leurs titres pour l'expédition du papier terrier, 306. qui enjoint aux habitans de la Seigneurie d'Argentenay de faire moudre leurs grains au moulin do dit lieu. 307. concernant l'aftranchissement des esclaves, 308. qui ordonne que le Capitaine de la côte de St. François jouira du banc le plus honorable après celui du Seigneur, 309. qui ordonne la publication de l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi concernant le commerce des Isles du Vent, 310. portant reglement entre les propriétaires des Isles de Maingan et les conceilionaires en terre terme, 312. au lujet du poste St. Modet, 314, à l'egard d'une affemblée des marchands et négociants par laquelle le Sieur Dezaunier est.

| nommé Syndic des dits marchands, | chemin pour y aller, |
|--|--|
| 315. portant réunion au domaine | Immondices, jettées sur les greves à |
| de la Majesté de toutes les Seigneu- | la baffe ville, |
| ries qui ne font point en valeur, | Instructions pour le Sieur Gaudais s'en |
| 316, à l'égard de l'achat de plusi- | allant en Canada de la part du Roi, 25 |
| eurs emplacements, &c. au cul-de | Intendant de la police, justice et fi- |
| fac, à faire par le Roi pour y cons- | nance les devoirs et pouvoirs de Mr. |
| truire un nouveau quai, 323 | Duchesnaux en cette charge, 46 |
| Honneurs à rendre dans les Eglises | Intendants, désirant que les maisons |
| au Conseil, | foient couvertes en ardoifes, 78 |
| Honneurs à rendre dans les égliles, | Inventaire à donner au Greffier des |
| exigés par les Marguilliers, 71 | procédures des parties, 107 |
| Honneurs dans les Eglises, dus aux | Juge du Château Richer, sa jurisdic- |
| Seigneurs, 182 | tion, devoirs, &c. 231 |
| Hopitaux de Montréal et de Québec, | Juge en la Seigneurie de Beaupré, 343 |
| ordonnance qui les réunit, 326 | fugemens et Interlocutoires, leur en- |
| Hotel-Dieu, obligé à la restitution de | régistrement, 108 |
| certains lots et ventes, 331 | Juges de premieres instances dans les |
| Huault de Montmagny, (Sieur) con- | affaires civiles, 128 a |
| tinué Gouverneur, &c. de Quebec | Juge Souverain (le Sieur Duchesnaux |
| pour trois années sur recommanda- | (lera) 47 |
| tion de la compagnie de la Nouvel- | Justice, (Haute, Moyenne et Basse) |
| le France, et obligé de faire exé- | attribuée à la Compagnie des In- |
| cuter les Arrêts du Conseil, 14 | des, 128 d |
| Huissiers au Conseil Supérieurs de | Jurés, (Maitres) pour inspecter les |
| Ouebec, un the thorn ships to 1 381 | ouvrages, |
| Huissiers, leur devoir d'écrire les ré- | Jurisdiction du Château Richer, Ar- |
| ponses des parties à qui ils font | rêt qui la concerne, 228 |
| des fignifications, 238 | Jurisdiction Souveraine du Sr. Du- |
| Huissiers négligens à affister aux Au- | cheinaux fur les levées et droits en |
| diences, 109 | Canada, 47 |
| I de la constante de Constante de la constante | 。 第一次企業的企業的企業的企業的企業的企業的企業的企業的企業的企業的企業的企業的企業的企 |
| works Hoper Frenklich and the | Tree les les les L'arrentes anne |
| CO CONTRACTOR OF THE CONTRACTO | The state of the s |
| Jacques Cartier, capitaine général | Lanoullier (Sieur) Grand Voyer, 361 |
| et maitre pilote des vaisseaux en- | fon privilege exclusif des postes et |
| voyés en Canada par FRANÇOIS I. | passages, 266 Latrines et Privés, réglemens qui |
| en 1540, 2. déchargé de rendre | Latrines et Prives, regiemens qui |
| compte de son emploi du galion | les concerne, 150-169 |
| appellé l'Emerillon, 3 | Lauzon (Sieur de) nommé Gouver- |
| Jesuites, obligés à restituer certains | neur en Canada à la recommanda- |
| lots et ventes, 231 | tion de la Compagnie de la Nou- |
| Jonquiere, (Mr. de la) Gouverneur, | velle France, 16 |
| &c. 45 57 | Lettres de Lieutenant et Commis de |
| Journaliers, obligés de continuer l'ou- | Mr. Barnoin pour le Sieur Madry, 338. |
| vrage commence, 82 | Lettres Patentes de Commandant de |
| Incendies, Ordonnances pour les pré- | la Nouvelle France, en taveur du |
| venir, 119-101 | Comte de la Galisonniere, 58. Lettres-Patentes de Gouverneur de la |
| Indes Orientales la recherche d'un | Lentes-1 alontes de Conventeur de la |
| | |

| Nouvelle France en faveur du Com- | Chirurgien accordés à Mr. Jean |
|--|--|
| te d'Argenson, | Madry, 337 |
| Lettres-Palentes, de Lieutenant Gé- | Manufacture de capots, habits, bas de |
| néral du Canada au Sieur de la Ro- | chaustes, chemises, tapabors et au- |
| che, the state of | tres hardes, défendue, 159 |
| Lettres-Patentes qui établissent le Sr. | Marchands forains, reglement qui |
| de Mézy, Gouverneur pour trois | les concerne, |
| ans, | Marché, jours de, 149 |
| Lettres de restitution en entier con- | Mariage des mineurs sans le consen- |
| tre une donation mutuelle, 197 | tement de leurs parens, 206 |
| Liasse de jugemens &c. gardée par le | Martiniere (Sieur de la) maintenu pro- |
| Greffier, 108 | prietaire d'un banc dans l'Eglise |
| Lieutenant Civil et Criminel, 344 | Ca hédrale de Quebec, 303 |
| Lieutenant Général d'Amiranté de | Maskinongé, (bac sur la riviere de) 99 |
| Québec, 375-354 | Mandement a tous Généraux, Ami- |
| Lieutenant Général de la jurisdiction | raux, &c. du royaume d'aider le Sr. |
| de Montréal, 367 | de la Roche dans son entreprise du |
| Lieutenant Général de la Prévôté de | Canada, 7 |
| Quebec, 370 | Meneval, (Sieur de) Gouverneur de |
| Lieutenant Particulier du Roi, 365 | l'Acadie, 347 |
| Limites du Domaine d'Occident, 87 | Messieurs de la Compagnie, &c. pla- |
| Linteaux de bois, &c. défendus dans | ce honorable qui leur est due dans |
| la construction des murs, 76 | les Eglifes, |
| Lots et Ventes, Arrêt pour qu'elles foient payées sans remise, | Mesurage et arpentage de terres con- |
| Lots et Ventes Saizines, &c. payables | Cédées, |
| | Mesures et Poids seront marqués de |
| Tree / hand 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 | la marque du Roi, |
| Loup, (bac for la riviere du) regle, 99 | Meuniers, peferont les grains à mou- |
| M Med of xone | Meuniers, rendront les criblures aux |
| Chocks of the Control | 1 |
| Madry, (Sieur) Commis de Mr. Bar- | Mézy (le Sieur de) Gouverneur &c. |
| noin, chirurgien, | à la place du Sieur Dubois d'Avau- |
| Maillou, (Sieur) commissionné pour | gour, 22 |
| faire les fonctions de Grand Voy- | Mines de pierres, précaution à être |
| er, 12 260 | Drifes. |
| Maingan (poste de) Ordonnance qui | Mines de plomb à en faire la visite. 201 |
| le concerne, | Mines d'or (recherche des) recomman- |
| Maisons bâties près des ramparts dé- | dée aux Gouverneurs en Canada, |
| Maisons, comment couvertes, 78 | 0.12-18 |
| Maisons, comment couvertes, | Mineurs, (les biens des enfans) com- |
| Maisons dans les villes seront baties | ment leront affermés, |
| à deux étages, Maisons dans l'Isle d'Orléans, à être | Mingan, (propriétaires des Isles) et |
| | conceilionnaires en terre ferme, ré- |
| Maisonneuve (Mr. de) Gouverneur de | glement qui les concerne. |
| IVIOUITES | wifeon, (aix neues pres) limites du |
| Maitrise et chef d'œuvre de Barbier | Gouvernement du Sieur Lauzon |
| The state of the s | l en Canada, |
| | The state of the s |

| Missionnaires autorisés à rece | voir les | O State of the sta | 7.7 |
|---------------------------------|-------------------|--|------|
| testamens, | 72 | of the company of the Manager and the Company | |
| Monnoie de France aura co | ours en | Officiers d'Amirauté dans les colonies | |
| Canada, | 281 | Françaises, | 355 |
| Monrepos, (Sieur Guitton de) | Lieute- | Officiers de guerre et de justice établis | 33, |
| nant Général de la jurisdie | | par les Gouverneurs, | 18 |
| Montréal, | 367 | Officiers, honneurs qui leur sont dus | |
| Mots qui doivent entrer dans | | dans les Eglises, | 120 |
| tamens reçus par les Mission | The second second | Officiers de Justice à établir en Cana- | 139 |
| Morampont (Sieur Duplessis d | | da par le Sieur Champlain, | 0 |
| vôt des maréchaux, | | | 9 |
| Moulin banal, Ordonnances | bliggant 372 | Officiers de justice obligés de lire, pu- | |
| | | blier &c. la provision de Gouver- | - |
| d'y aller moudre les grains, | | neur pour le Sieur Denys, | 19 |
| Moulin banal de la feignem | | Officiers de Milice autorises à prele- | |
| Mille Isles bati par les habi | | ver les amendes en conformité à | |
| Moulin banal de la Riviere | | l'Ordonnance des bacs, | 100 |
| les habitans obligés d'y | | Obligation des Gouverneurs en Cana- | |
| leurs grains, | 212 | da d'y répandre la vraie Religion, 32 | 2-30 |
| Moulin bâti sur un arriere fief | | Ordonnances, qui défend de faire des | |
| Moulin du Comté de St. Laur | | attrapes sur les terres, 65. qui or- | |
| rêté par ordre de Mr. Raud | | donne de faire des clôtures le long | |
| Moulins banaux, Ordonnance | qui les | des habitations, 66. au sujet des | |
| concerne, | 147 | Negres et Sauvages appellés | |
| Moutures, jaugées par le Lie | utenant | Panis 67 baux judiciaires des biens | |
| Civil, | 132 | de mineurs, 68 contre l'abandon | |
| Moutures réglées à la quate | orzieme | des cochons par les rues, 69. hon- | |
| portion, | 131 | neurs à rendre dans les Eglises, 70. | |
| Moyenne Haute et Basse Justin | ce, à qui | qui déferd de galoper les chevaux | |
| attribuées, | 128 g | et carioles à la sortie de l'église 71. | |
| Mur de refend, ce que c'est | et com- | qui autorise les Missionnaires de re- | 10 |
| ment construit, | 79 | cevoir les testamens des habitans, | |
| | | 72, pour les clôtures et fossés de | |
| N N | | ligne, 73. pour la bâtisse des mai- | |
| and the first and the star | MAL THE REPLY | fons dans les villes de la colonie, 74 | |
| Negres, sauvages ordinairem | ent ap- | qui enjoint de prendre l'alignement | |
| pelles Panis, Ordonnance | qui les | du Grand Voyer, 84. concernant | |
| concerne. | 67 | les cribles pour les bleds, 85 et 97. | |
| Nicolas Denys, (Sieur) enjoir | nt par sa | pour les limites du Domaine, 87. | |
| commission de Gouverneur | de re- | poste de Maingan, 96. qui regle | |
| prendre les forteresses, ou | d'en bâ. | des bacs fur les rivieres de Ste. An- | 0 |
| tir d'autres, 17. nommé | Gouver- | ne, Batiscan, des Prairies, Grand | |
| neur à la recommandation | n de la | Yamachiche, du Loup, Maskinon- | |
| compagnie de la Nouvelle | France, 18 | gé, du grand et petit Chicot, et de | |
| Notaire et Garde-notes à Qu | ebec, 346 | Berthier, 99. pour remédier aux | |
| Notaires décédés au Chateau | Richer, | incendies, 101. la carenne des vais- | 0. |
| leurs minutes inconnues, | 228 | seaux, 104. l'affranchissement des | |
| Notaires du Chateau Richer, | où se- | | 10 |
| ront déposées leurs minute | s, 236 | dices et vuidanges portées sur les | |
| | | grêves par les charretiers, 114-106 | |
| | | | |

| · · · · · · · · · · · · · · · · · · · | | Ordonné de prendre de la pierre sur | |
|--|---------|--|------|
| la tenue des régistres du Greffe de | | la place de la Cathédrale, | 8F |
| la jurisdiction de Montréal, 107. | | Ordonné au Sieur Champlain d'aller | |
| la longueur du bois de chauffage, | | log r à Québec, | 8-II |
| 109 et 113. qui défend de glisser | | Ordonné à Jacques Cartier de visiter | |
| dans la ville, 111. galoper les che- | | les terres en Canada, même jus- | |
| vaux dans la ville, 112. benéfice sur | | | 2 |
| le bled venant de Montréal à Que- | | qu'au Saguenai, | 4 |
| bec, 115. contre l'abandon des bes- | | Ordonné au Duc de Vendôme de don- | |
| tiaux dans la banlieue, 117. au fu- | | ner passeport au Sieur Prouville de | |
| jet des acquisitions qui se font dans | | Tracy et tous ceux qu'il amenera | |
| la censive du Domaine du Roi, 118 | | avec lui en Amérique, | 32 |
| pour prévenir les incendies, 119. | Tar To | Ordonné au Sieur Begon de main- | |
| au sujet des maisons de la ville de | | tenir les juges dans leurs pouvoirs | |
| Quebec, 120, que tous terreins de | | et d'empêcher qu'ils soient troublés | |
| la censive de Quebec payeront cinq | | par le Conseil, | 54 |
| fols fix deniers par an, 121. au fu- | | Ordonné au Procureur du Roi de com- | |
| jet des clotures fur le bord du fleu- | | muniquer au Syndic des habitans, | |
| ve St. Laurent, 126. au sujet des | | l'arrêt concernant la réunion des | |
| reglemens concernant la justice et | | terres défrichées, | 125 |
| police, 128. pour que le Pain bé- | | Ordre du Roi de laisser sortir de ses | I A |
| ni soit rendu, 137. concernant les | | Ports les vaisseaux du Sieur Cour- | |
| honneurs à rendre au Conseil et | | celles ainsi que toutes personnes | |
| autres officiers dans les Eglises 139 | | partant avec lui pour le Canada, | 37 |
| contre les Marguilliers et Curés | | Ouvertures près des cheminées, | 102 |
| abusant des biens de l'Eglise, 141. | | Quvriers obligés de se rendre au feu | |
| concernant les moulins à vent et à | | les premiers et d'obéir à leurs chefs, | 102 |
| eau bannaux, 147. qui défend de | | The same of the sa | 2,73 |
| paffer et chaffer fur les terres enfe- | | P | AR S |
| menfées, | 148 | | |
| Ordonnances, jugements des Inten- | -70 | Pain béni avec cierge et offrande, qui | |
| dants portant Ordonnances, voyez | | doit le présenter et de quelle maniere | |
| dans la Table les mots Bigot, 390. | | 214. Ordonnance qui le concerne, | 207 |
| Raudot, 403. Bégon, 390. Dupuy | | Paille, fumier, &c. jettés dans les rues | 137 |
| 394. et Hocquart, 396. | 96 | Papier Terrier, que doit expédier | 151 |
| Ordonnance qui detend de traiter dans | | Mr. Dulaurent, | 206 |
| le Domaine d'Occident, rapportée | | Paroisse, nouvelle dans la Cathédrale, | 306 |
| par celle qui en regle les limites, | 90 | Arrêt qui l'empêche, | 021 |
| Ordonnance qui concerne la Carte du | 7 | Partage de biens possédés par beaux | 234 |
| Domaine d'Occident, | 88 | judiciaires, | 68 |
| Ordonnance de cribler le bled avant de | | Paffer et chaffer fur les terres enfe- | 00- |
| le moudre, | 86 | mencées, défendu, | 0 |
| Ordonnance rendue à la requête de | | D2 1 1 1 0: | 148 |
| Mr. Cugnet, concernant le Do- | | Paturer les animaux fur les terres | 28 € |
| maine d'Occident, | 92 | d'autrui et sur celles que couvre la | 16 |
| Ordennances, leront conformes autant | | marée | AP |
| que possible à celles de France. | 18 | Pauvre, (défendu de quéter et de se | 127 |
| Irdonnances, Statuts, &c. seront vê. | De HOLE | dire) | |
| rifies par le Sieur Duchesnaux, | 47 | Pécaudy, (Dame) condamnée à pri | 157 |
| | | | |

| senter le Pain béni, | 214 | pieds au dessus des convertures, | 120 |
|---|---------|--|------------------|
| Pente pour faire écouler les eaux dans | | Place honorable due aux Officiers de | |
| les rues, | 83 | justice, &c, | 143 |
| Perdrix, défendu d'en tuer depuis le | -3 | Plomb (mine de) ordonné d'en faire | -43 |
| 15 de Mars jusqu'au 15 Juillet de | | la visite, | 304 |
| Chaque année, | 060 | | - 12 10 10 10 10 |
| | 267 | Poeles dans les maisons, | 152 |
| Permis à chaque particulier d'avoir | | Poids et Mesures, comment seront | |
| des canots pour leur utilité sur les | | marqués, | 150 |
| rivieres où il y a des bacs, 100. de | | Police Générale, ses séances, | 159 |
| couvrir en bardeaux jusqu'à ce | | Possesseur de terres appartenantes à son | |
| qu'il soit fait de la tuille, 77, d'a- | | voifin, | 155 |
| masser du bardeaux hors les villes, | | Poste St. Maudet, | 314 |
| 77.au Sieur Nicolas Denys de jouir | | Poteaux d'huisserie et poitrails, désen- | |
| des terres à lui déjà concédées, 18. | | dus dans la construction des murs, | 76. |
| de continuer les défrichemens en | | Poursuites des habitans aux requêtes | 188 |
| Canada pour six mois de plus qu'ac- | | du Palais, &c. Arrêt pour les em- | |
| cordé par l'Edit de 1663, 26. par | | pêcher, | 162 |
| le Duc de Vendôme au Sieur de | | Pouvoirs de Jacques Cartier de nom- | |
| Tracy de faire sortir ses vaisseaux | | mer des lieutenants patrons, pilotes | |
| des ports de France à la charge | | &c. nécessaires pour la flotte fran- | |
| de se conduire suivant les Ordon- | | | |
| | | çoise envoyée en Canada en 1540, | No. |
| nances de la marine, 35. par | | 2. de prendre à son choix certaines | |
| Mr. Dupuis de faire des toits bri- | | personne prévenues de crime, | 3 |
| les, 77. par le juge des lieux de | | Pouvoirs du Sieur de Lauzon de juger | |
| cesser la garde des bestiaux, | 170 | des différens et même mettre à | |
| Perrault l'ainé, (le Sieur) Greffier de | | mort les délinquants, | 16 |
| la Maréchaussée, | 385 | Pouvoirs du Sieur Nicolas Denys de | - er |
| Perte de gages pour les journaliers | Wall by | faire la traite des pelleteries avec | |
| ne finissant point la journée, | 82 | les fauvages en Canada, | 18 |
| Perthuis, (Mr.) Substitut du Procu- | | Pouvoirs du Sieur Duchesnaux de faire | |
| reur du Roi en la Prévôté de Que- | | feul des réglemens de police, | 47 |
| bec, 377. Procureur du Roi en l'A- | | Pouvoirs du Sieur le Barrois de siéger | |
| mirauté de Québec, | 378 | au Confeil, | 43 |
| Peser les grains à moudre et la fail- | 3/0 | Précaution pour miner la pierre, | 81 |
| | Tan | Présentation du Sieur le Barrois pour | |
| Peuvret, (Catherine) appel d'abus | 132 | | 12 |
| | TOO | avoir féance au Confeil, | 42: |
| accordé en la faveur, | 199 | President du Conseil Souverain en l'ab- | |
| Peuvret, (Demesnu) Procureur fis- | F | tence de Mr. de Tracy, | 39 |
| cal à Quebec, | 343 | Prévot des Maréchaux de France, 351 | -372 |
| Pierre de grais, et de taille, permis | | Prie-Dieu dans l'Eglise de Montréal, | |
| d'en apporter de la campagne, | 18 | Ordonnance qui le concerne, | 254 |
| Pierre de la ville à la disposition des | | Privilege et p fage dans les postes, ac- | 4 10 |
| maçons, | 80 | corde au Sieu: Lanoullier, | 266 |
| Pierres d'assis, seront employées dans | 1 | Prix du boeuf et du veau en 1706, | 167 |
| les murs à la place des poteaux | | Prix du pain comment réglé, | 159 |
| d'huisserie, | 76 | Procès de prévenus de crimes, pouvoir | |
| Pieux pour les clôtures mitoyennes | | au Sieur Begon de les instruire, | 54 |
| comment fournis, | 71 | Procès Verbaux en forme de journal | 73 |
| Pignons, ils feront exhaussés de trois | 74 | pour compléter la carte du Domai- | |
| Tigualis, us resour extrantes de trois | 433. | Pour completer sa curte de Lomais. | |

| ne d'Occident, | 89 |
|--|------------------|
| Procès Verbaux des visites de Mr. | T. |
| Boucault dans les moulins de Qué- | |
| | 86 |
| bec, | 00 |
| Procès Verbaux des visites de Mr. | |
| Foucher dans les moulins de Mon- | 201 |
| tréal, | 98 |
| Procureur du Roi dans la jurisdiction | |
| de Montréal, | 357- |
| Procureur du Roi dans la jurisdiction | 331 |
| des Trois Rivieres, | 366 |
| De des 1 1018 Kivieres, | |
| Procureur du Roi en l'Amirauté, | 378 |
| Procureur du Roi en la Prevôté de | 0 |
| Québec, | 358 |
| Procureur du Roi présent au recense- | |
| ment des régistres &c. du Conseil, | 226 |
| Procureur fiscal de la ville de Qué- | 55 |
| bec, | 343 |
| Procureur général au Conseil Supé- | 213 |
| rieur de Québec, | 359 |
| Procureur général se conformera à | 227 |
| l'Assistante de Time and l'On | 2 |
| l'Article 16 du Titre 21 de l'Or- | 7 |
| donnance de 1667, | 243 |
| Projets et Réglemens de Messieurs de | |
| Tracy et Talon, au sujet de l'éta- | |
| bliffing and the many des County | |
| The state of the s | 128 a |
| Prolongation de la commission de Gou- | 128 a |
| Prolongation de la commission de Gou- | 128 a |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault | no'x |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, | 128 a |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs conces- | 14 |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs conces- sions faute d'avoir tenu feu et lieu, | no'x |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs conces- tions faute d'avoir tenu feu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de | 14 |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs conces- tions faute d'avoir tenu feu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, | 14 |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs conces- tions faute d'avoir tenu feu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entre- | 14 |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs conces- sions faute d'avoir tenu seu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entre- tenir leur part des clôtures mitoy- | 14 294 240 |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs conces- sions faute d'avoir tenu feu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entre- tenir leur part des clôtures mitoy- ennes, | 14 |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs conces- sions faute d'avoir tenu seu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entre- tenir leur part des clôtures mitoy- ennes, Provisions de la charge de Gouver- | 14 294 240 |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs conces- sions faute d'avoir tenu seu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entre- tenir leur part des clôtures mitoy- ennes, Provisions de la charge de Gouver- neur &c. pour le Sieur de Lauzon | 14 294 240 |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs conces- tions faute d'avoir tenu feu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entre- tenir leur part des clôtures mitoy- ennes, Provisions de la charge de Gouver- neur &c. pour le Sieur de Lauzon 15. de la charge de Gouverneur | 14 294 240 |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs conces- tions faute d'avoir tenu feu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entre- tenir leur part des clôtures mitoy- ennes, Provisions de la charge de Gouver- neur &c. pour le Sieur de Lauzon 15. de la charge de Gouverneur | 14 294 240 |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs conces- sions faute d'avoir tenu feu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entre- tenir leur part des clôtures mitoy- ennes, Provisions de la charge de Gouver- neur &c. pour le Sieur de Lauzon 15. de la charge de Gouverneur pour le Sieur Nicolas Denys, dé- | 14 294 240 |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs conces- sions faute d'avoir tenu feu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entre- tenir leur part des clôtures mitoy- ennes, Provisions de la charge de Gouver- neur &c. pour le Sieur de Lauzon 15. de la charge de Gouverneur pour le Sieur Nicolas Denys, dé- signant les bornes de son gouverne- | 14 294 240 |
| Prolongation de la commission de Gou- verneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs conces- sions faute d'avoir tenu seu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entre- tenir leur part des clôtures mitoy- ennes, Provisions de la charge de Gouver- neur &c. pour le Sieur de Lauzon 15. de la charge de Gouverneur pour le Sieur Nicolas Denys, dé- signant les bornes de son gouverne- ment, 17. de Gouverneur, &c. en | 14 294 240 |
| Prolongation de la commission de Gouverneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs concessions faute d'avoir tenu feu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entretenir leur part des clôtures mitoyennes, Provisions de la charge de Gouverneur &c. pour le Sieur de Lauzon 15. de la charge de Gouverneur pour le Sieur Nicolas Denys, défignant les bornes de son gouvernement, 17. de Gouverneur, &c. en Canada, Acadie, Terreneuve pour | 14 294 240 |
| Prolongation de la commission de Gouverneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs concessions faute d'avoir tenu feu et lieu, Propriétaires et Possessions de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entretenir leur part des clôtures mitoyennes, Provisions de la charge de Gouverneur &c. pour le Sieur de Lauzon 15. de la charge de Gouverneur pour le Sieur Nicolas Denys, désignant les bornes de son gouverneur ment, 17. de Gouverneur, &c. en Canada, Acadie, Terreneuve pour le Comte de Frontenac, 45-51. | 14 294 240 |
| Prolongation de la commission de Gouverneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs concessions faute d'avoir tenu feu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entretenir leur part des clôtures mitoyennes, Provisions de la charge de Gouverneur &c. pour le Sieur de Lauzon 15. de la charge de Gouverneur pour le Sieur Nicolas Denys, désignant les bornes de son gouvernement, 17. de Gouverneur, &c. en Canada, Acadie, Terreneuve pour le Comte de Frontenac, 45-51. mêmes provisions pour le Sieur de | 14 294 240 |
| Prolongation de la commission de Gouverneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs concessions faute d'avoir tenu feu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entretenir leur part des clôtures mitoyennes, Provisions de la charge de Gouverneur &c. pour le Sieur de Lauzon 15. de la charge de Gouverneur pour le Sieur Nicolas Denys, défignant les bornes de son gouvernement, 17. de Gouverneur, &c. en Canada, Acadie, Terreneuve pour le Comte de Frontenac, 45-51. mêmes provisions pour le Sieur de La Barre, 49. mêmes provisions | 14 294 240 |
| Prolongation de la commission de Gouverneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs concessions faute d'avoir tenu feu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entretenir leur part des clôtures mitoyennes, Provisions de la charge de Gouverneur &c. pour le Sieur de Lauzon 15. de la charge de Gouverneur pour le Sieur Nicolas Denys, défignant les bornes de son gouvernement, 17. de Gouverneur, &c. en Canada, Acadie, Terreneuve pour le Comte de Frontenac, 45-51. mêmes provisions pour le Sieur de La Barre, 49. mêmes provisions | 14 294 240 |
| Prolongation de la commission de Gouverneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs concessions faute d'avoir tenu feu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entretenir leur part des clôtures mitoyennes, Provisions de la charge de Gouverneur &c. pour le Sieur de Lauzon 15. de la charge de Gouverneur pour le Sieur Nicolas Denys, défignant les bornes de son gouvernement, 17. de Gouverneur, &c. en Canada, Acadie, Terreneuve pour le Comte de Frontenac, 45-51. mêmes provisions pour le Sieur de La Barre, 49. mêmes provisions pour le Sieur de Denonville, 30. pour Mr. le Chevalier de Callieres | 14 294 240 |
| Prolongation de la commission de Gouverneur &c. pour le Sieur Huault de Montmagny, Propriétaires déchus de leurs concessions faute d'avoir tenu feu et lieu, Propriétaires et Possesseurs de plus de terre que porte leur titre, Propriétaires obligés à faire et entretenir leur part des clôtures mitoyennes, Provisions de la charge de Gouverneur &c. pour le Sieur de Lauzon 15. de la charge de Gouverneur pour le Sieur Nicolas Denys, défignant les bornes de son gouvernement, 17. de Gouverneur, &c. en Canada, Acadie, Terreneuve pour le Comte de Frontenac, 45-51. mêmes provisions pour le Sieur de La Barre, 49. mêmes provisions | 14 294 240 |

pour Mr, le Marquis de Beauharnois, 56 pour Mr. de la Jonquiere 57. pour le Marquis Duquesne, 63. pour Mr. de Vandreuil de Cavagnal, 63. de procureur fiscal pour le Sieur Peuvret Demefnu, 343. de lieutenant civil et criminel pour Mr. Chartier, 344. de notaire à Québec pour Mr. Gilles Rageor, 346. de Gouverneur de l'Acadre pour le Sienr de Meneval 347 en survivance pour Mr. Damours de Freneuze d'un office de Conseiller, 348. de Prévôt des Maréchaux de France, pour Mr. de St. Simon fils, 351, de grand chantre de l'Eglise Cathédrale de Québec, pour Mr, de la Colombiere, 356. de procureur du Roi en la prévoté de Québec, pour le Sieur Boucault, 358. de procureur général pour le Sieur Vernier, 359. de grandvoyer pour le Sieur Lanoullier de Boisclerc, 361. de garde de Içeaux du Conseil pour le Sieur Sarrazin, 363. de premier Conseiller pour Je Sieur Cugnet, 363. de lieutenant particulier du Roi à Q ébec, pour le Sieur Boucault, 365. de procureur du Roi en la jurifdiction des Trois Rivieres, pour le Sieur de Tonnancour, 366. de lieutenant général de la jurisdiction de Montréal, pour le Sieur Guitton de Monrepos, 367. de consciller clere au Conseil Supérieur de Québec pour le Sieur Vallier, 369. de lieutenant général de la prévoté de Quebec, pour le Sieur Daine 370. de greffier de la prévoté de Quebec pour le Sieur Boisseau, fils, 371. de prévot des Maréchaux pour le Sr. Duplessis de Morampont, 372. de l'Office de conseiller clerc pour Mr. de La Corne à la place de Mr. Vallier, 374. d'Assesseur au conseil pour le Sr. Thomas Marie Cugnet 380. d'huissier au Conseil pour Robert Duhaut, 381. de conseiller

| pour le Sieur Cugnet, 382. de con- | habitans de la Seigneurie de Neu- |
|--|--|
| feiller honoraire pour le Sieur El- | ville exhiberont leurs titres de con- |
| tebe, 383 | cession, payeront les arrérages dus, |
| Prouville de Tracy (Mr.) Gouver- | et contre l'abandon des chevaux |
| neur de l'Amérique Méridionale | sur le domaine du Sieur Dupont, |
| et Septentrionale, 30 | 248. qui oblige les habitans à gar- |
| Publication de banc de mariages des | der le respect qu'ils doivent à l'E- |
| mineurs, 206 | glife, 249. pour le moulin de la |
| Punition corporelle contre ceux qui | Seigneurie des Mille Isles, 250. au |
| portent du feu dans les rues, 151 | sujet des bancs de la paroisse St. |
| Putains, Maquereaux et Maquerelles | Joseph, 251. qui ordonne à tous |
| réglement qui les concerne, 157 | les Seigneurs de faire faire les che- |
| | mins, 252 |
| Q | Raudot, (Sieur Antoine Denis) les ju- |
| | gements portant ordonnances, au |
| Quatorzieme du mouturage des grains | fujet d'un Prie-Dieu dans l'Eglise |
| accordé aux meuniers et défense | de Montréal, 254 défendant de |
| d'exiger plus, Ibid | |
| Quay nouveau, Ordonnance qui regle | d'écorcher les arbres, 255 |
| l'achat de terrein pour en construi- | Reconsement des régistres et papiers |
| re un, 323 | du Conseil, 226 |
| Quereller et se battre aux portes des | Recherche des mines d'or, de plomb, |
| Eglises, défendu, 171 | &c. en Canada, recommandée aux |
| Quesne, (Marquis du) Gouverneur, | Gouverneurs, 9-12-18 |
| &c. 63 | 1 2 1 1 0 1 |
| THE TOTAL PRESENT WHEN TO LEAVE TO ME AND THE | dans la ville le plus que possible, 81 |
| R | Recommandation du Roi à l'Evêque |
| | de Petrée par ses instructions au |
| Raisons d'établir des troupes dans les | Sieur Ga dais, 26 |
| pays conquis, 128 e | Reconnoissement des maitres de barques |
| Rageot, (Mr. Gilles) Notaire à Qué- | comment tait, et leurs devoirs, 154 |
| bec, 346 | |
| Ramonage des cheminées, 102-151 | |
| Rappel de différentes Ordonnances | Reçu à être donne par les Conseillers |
| qui empêchent la vente des eaux | Rapporteurs et par le Lieutenant |
| de vie dans les postes du Nord, 96 | Général des pieces de parties, 108 |
| Rappel de l'Ordonnance de 1652 à | Reduction de moirie et quart, dans le |
| l'égard des Meuniers, 129 | payement d'arrérages de rente 221 |
| Rapport des voyages dans le Domaine | Regiment de Carignan Saliere, em- |
| d'Occident, | 1 1/6:1 |
| Rapport du Sieur de Champlain de | Québec, 128 |
| la conduite en la Nouvelle France | Régistres du Greffe en la jurisdiction |
| au Comte de Soisson, | J. Montréal feront cottés et para |
| Raudot (Mr.) Intendant de la Justice | phés par le juge, |
| | Di lament à âtre affiché dans les ca |
| en Canada, Raudot, (Sieur Jacques) ses jugemens | barets, 15 |
| portant Ordonnances, contre l'a- | Réglement concernant la justice du |
| | Chateau Richer, 22 |
| bandon des bestiaux dans la ville | Réglement concernant les bleds cri- |
| de Quebec, 247. portant que les | 1 200 |

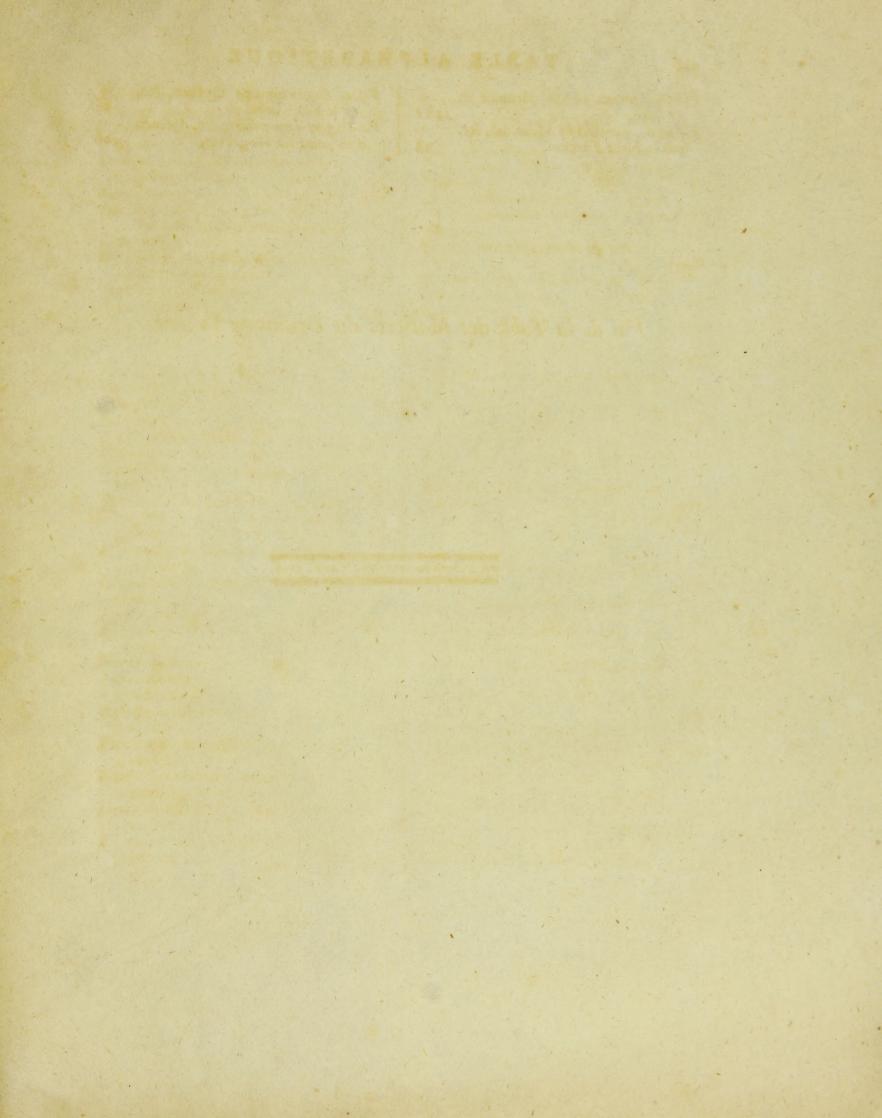
| | 06 | tane &c. 262 |
|---|---------|---|
| blés et à cribler, | 86 | land, cece |
| Dialement concernant les cheminees, | 78 | Roche, (Sieur de la) ses patentes de |
| Reglement concernant les journaliers | | Lieutenant Général du Canada, 4. |
| et compagnons pris au mois, | 82 | déchargé pour six années de rendre |
| Réglement de police, | 166 | compte des redevances par lui re- |
| Réglement pour l'établissement du | ma a la | çues pour les terres qu'il concédoit |
| Canada, | 28 d | en Canada, |
| Religion prétendue réformée, son exer- | | Rompre les clôtures, défendu, 255 |
| cife défendu, | 158 | Rouvilliere, (Honoré Michel de la) son |
| Remboursement des avances faites pour | | jugement portant Ordonnance, qui |
| Remourjement des avances faites pour | 74 | ordonne que le capitaine de la côte |
| les clôtures mitoyennes, | 14 | de St. François jouira du banc le |
| Remboursement de cens et rentes par | 268 | plus honorable après le Seigneur |
| le Seigneur, | 200 | 7- 10. 1 |
| Remise de la peine qu'avoit mérité | | Rumb de Vent des concessions au Lac |
| Robert Hache, pour viol, | 124 | |
| Rendez-vous des habitans de Quebec | 0.7 | des déux Montagnes, 189 |
| | 28 d | 是一个一个人。 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1 |
| Renoncer à la Communauté après le | | S |
| tems ordinaire, permis, | 161 | |
| Rente à payer pour possession de bancs | Barry ! | Saisie réelle, Oppositions, &c. leur en- |
| dans l'Eglise de St. Joseph, | 251 | régistrement, 108 |
| Rentes seigneuriales payables en ar- | | St. Simon, (Mr. de) Prévot des Ma- |
| gent ou en chapons, | 297 | réchaux de France, 351 |
| Rentes seront payées dans la seigneu- | 45 | Salaires des juges réglés pour l'hon- |
| rie et non ailleurs, | 263 | neur, 128 b |
| Renvoye de Jacques Cartier en Ca- | 3 | Sarazin (Sieur) Garde Sceaux du |
| nada et Hochelaga, | 2 | Conseil, 363 |
| Resche (Mr.) Curé de St. Antoine, | | Satisfaction, des criminels délivrés par |
| Ordonnance concernant les dixmes | | Jacques Cartier, prife fur leurs |
| qui lui font dues, | 270 | |
| Réponse d'un assigné sera inscrite sur | 279 | Sauvages, sujets aux Loix de Fran- |
| l'exploit par l'huissier, | 228 | |
| Respect du à l'Eglise par les habitans, | 238 | Seigneur des Mille Isles renonçant à |
| Respect du aux officiers de justice, | 249 | for dain 1 10: |
| Restitution de lots et vente à être faite | 141 | |
| ner les léguites et l'Hôtel Dien | 001 | Seigneur et sa famille seront recom- |
| par les Jésuites et l'Hôtel-Dien, Réunion de certains terreins des Jé- | 331 | mandés au Piône en noms collectifs, 185 |
| | | Seigneur obligé à faire faire certains |
| fuites et de l'Hôtel-Dieu au Do- | | chemins, 252 |
| maine du Roi, | 331 | Seigneur (un feul) reconnu et les hon- |
| Réunion de Seigneuries au Domaine | , | neurs dans l'Eglise seront rendus à |
| du Roi faute d'être mises en valeur, | 316 | lui feul, |
| Réunion de terres au Domaine faute | | Séminaire de Quebec s'étant servi |
| par les habitans de tenir feu et lieu, | 295 | d'un Cimetiere pour jardin, 141 |
| Révocation de tous pouvoirs préjudi- | 19- | Sentences, &c. ne leront enregistrées |
| ciables à l'entreprise du Sieur de la | A ROLL | que dans le regiltre cotté et para- |
| Roche, | 6 | phe, |
| Rigauville, (Sieur de) condamné à | | Sépultures des Seigneurs dans le |
| passer titre de concession à ses habi- | | Cœur, 184-186 |
| The second second | | The Star Marine 1980 School St. |

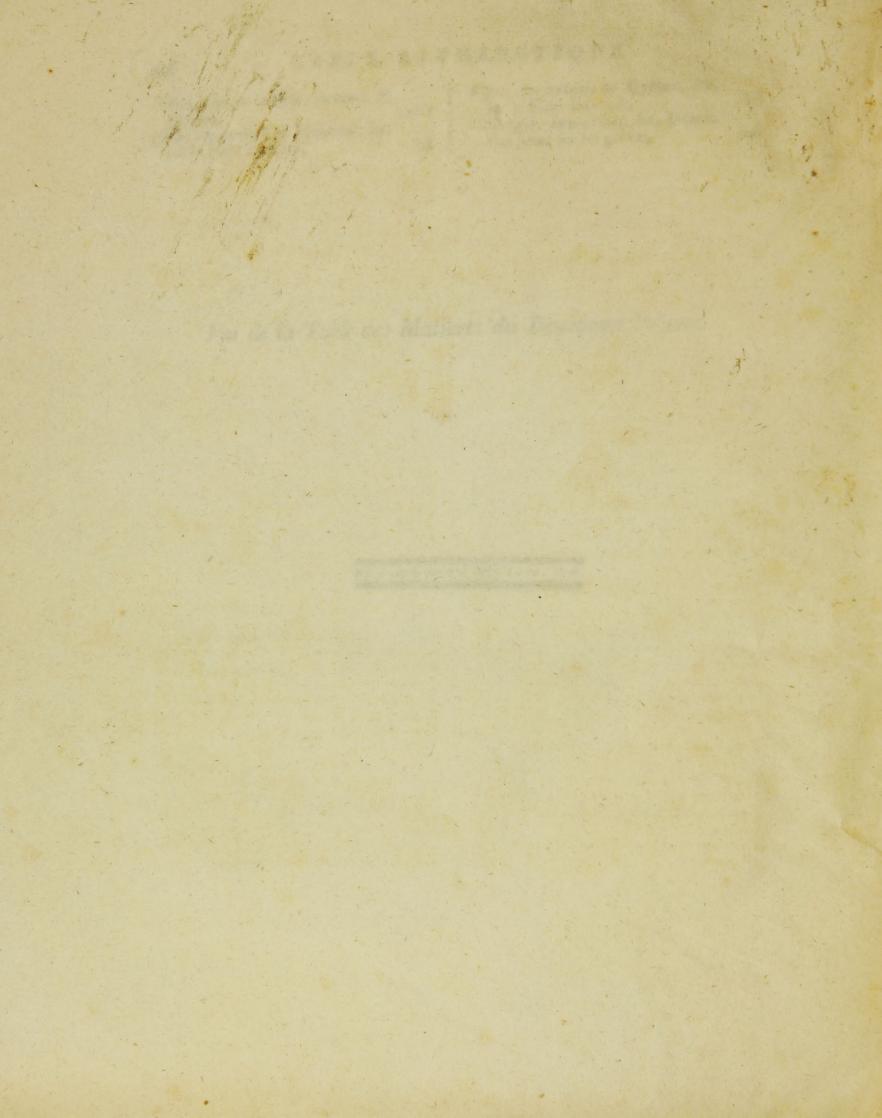
| Serment que prêtera Mr. Madry com- | Terres réunies au Domaine faute |
|--|--|
| me Commis du Conseiller du Roi, 339 | par les habitans de n'avoir point |
| Six deniers par minot de bled à cri- | tenu feu et lieu, 295-294 301-272 |
| bler, 86-98 | Tonnancour (Sieur) Procureur du Roi |
| Soumission du Sieur de Courcelles à | en la jurisdiction des Trois Ri- |
| l'autorité du Sieur de Tracy, 36 | vieres, 366 |
| Substitut du Procureur du Roi, 377 | Trafiqueurs avec les sauvages, seront |
| Substitut du Procureur Général assis- | faits prisonniers par le Sieur Cham- |
| tera aux Elections de tutelle et au- | plain, 9-12 |
| tres actes, 200 | Trafique entre Quebec et les villages, |
| Survivance de l'office de Conseiller | d'auprès, 128 d |
| par Mr. Damours, fils, 348 | Traite des habitans avec les fauvages |
| Survivance de l'office de Grand Voyer | permise et comment elle se fera, 159 |
| par Mr. Becancourt, fils, 349 | |
| The south of the second the same of | fauvages, défendue, 158 |
| T | Triangle équilatéral, forme des cou- |
| | vertures des maisons, 78 |
| Tabac, défendu d'en prendre, 151 | Trois Rivieres, (Rivieres des) bacs |
| Talon, (Mr.) Intendant de la justice, | fur icelles, 99 |
| &c, 38 | Tuyeau de poele sur des cloisons ou |
| Tarif du prix et qualité des marchan- | colombages, défendu, 78 |
| difes venant de France, 159 | |
| Témoins nécessaires pour rendre vali- | U |
| des les testamens reçus par les | |
| Missionnaires, 72 | Ustenciles pour prévenir les accidents |
| Tems donné au Sieur Gaudais pour | du feu, |
| prendre des connoissances sur le | |
| pays de la Nouvelle France, 25 | V |
| Tems fixé pour faire les clotures, &c, | 7 1 3 41 |
| mitoyennes, 73 | |
| Tems que le Vicomte d'Argenson se- | Cerne, 157 |
| ra Gouverneur, 2 | 0 |
| Tenir feu et lieu, 301-294-29! | tres, [128 d |
| Tenue des Régistres du Greffe de la | Vallier (Sieur) Conseiller Clerc au |
| jurisdiction de Montreal, | |
| Terres concédees, défendu, de les ven- | Vaudreuil, (Marquis de) Gouverneur |
| dre, échanger, &c. sous peines de | Vendre et échanger les terres concé- |
| reunion au Domaine, 30: | dees, détendu, |
| Terres dechargées de droits, redevan- | |
| ces, &c. | fendue et julqu'à quel point, 149-171 |
| Terres détrichées, Arrêt qui les con- | |
| Cerne, 13 | C 1 |
| Terres du Canada comment feront concedées. 128 | |
| | défendue, et comment, 158 |
| Terres en contestation qui doit les en- | 1 77 . 1 - 1 0 . |
| Terres enferencées défendu d'y pal- | gneurs des cens et rentes, |
| Terres ensemencées, défendu d'y pas- ler et chasser, 14 | - 17 10 D - O. 1 |
| fer et chaifer, 14 | 333 |
| | |

| Visites des moulins de Montréal, &c. | Visites des moulins de Québec, &c. par le Sieur Boucault, Vuidanges, immondices, &c. défendu d'en jetter sur les grêves, | 90 |
|--------------------------------------|--|----|
| par le Sieur Foucher, | 98 den jetter ser | |

Fin de la Table des Matieres du Deuxieme Volume.

DE L'IMPRIMERIE DES LOIX, 1806.





Cut open by RL in Nov. 2016

1421672 v.2

